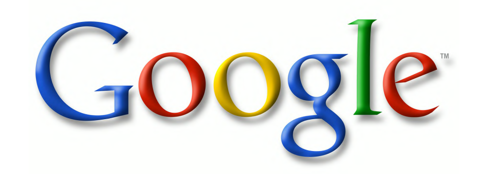
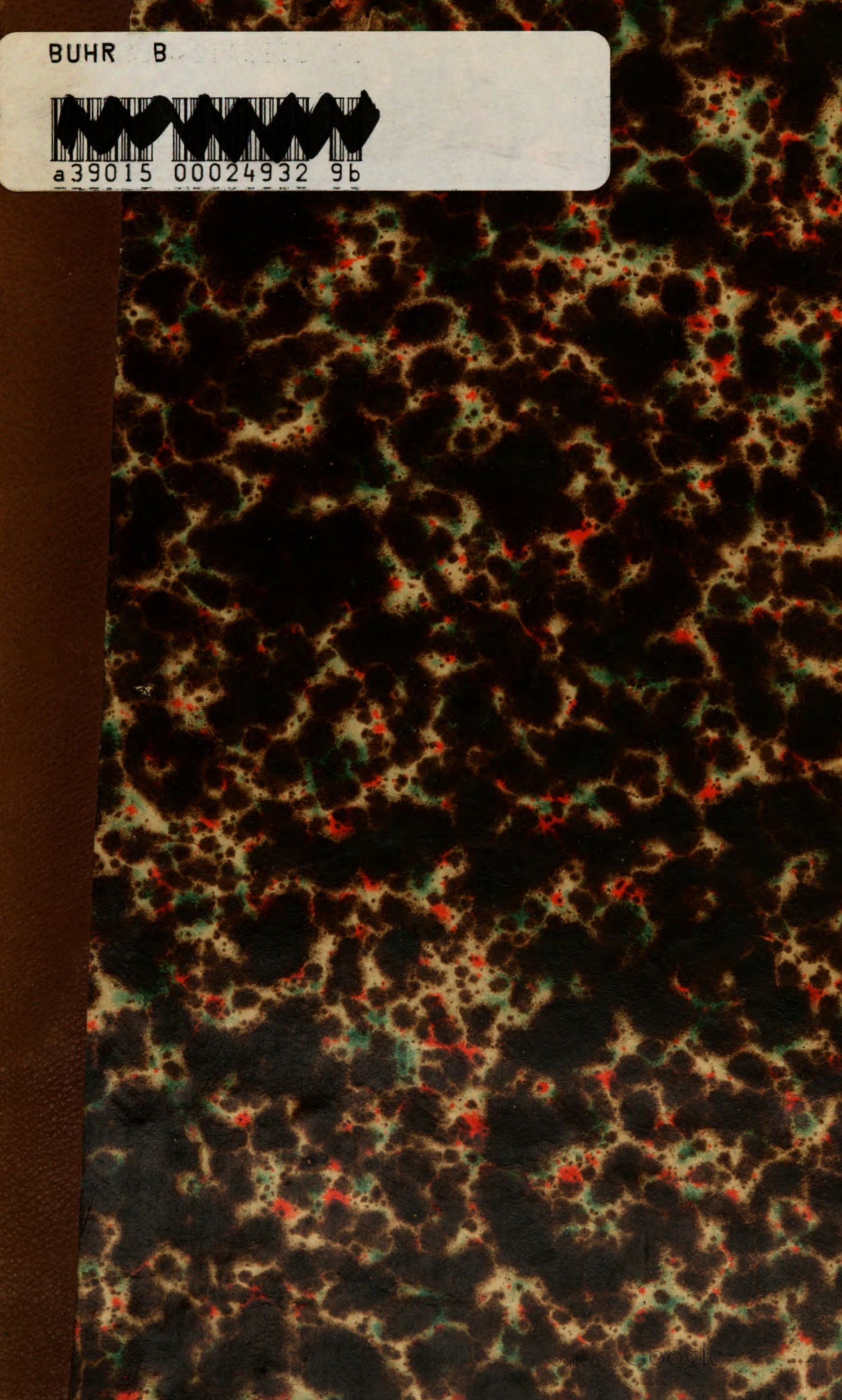
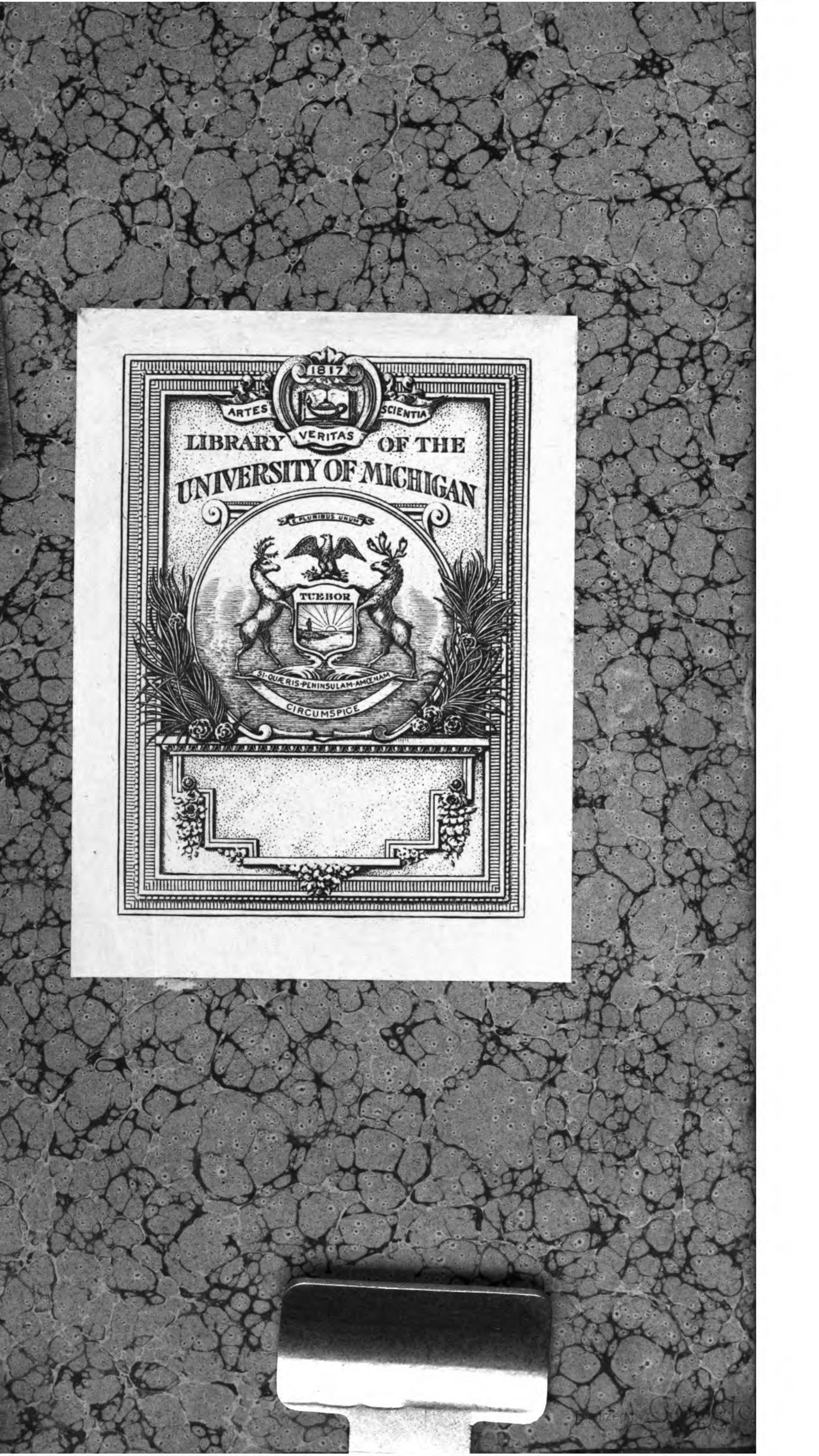
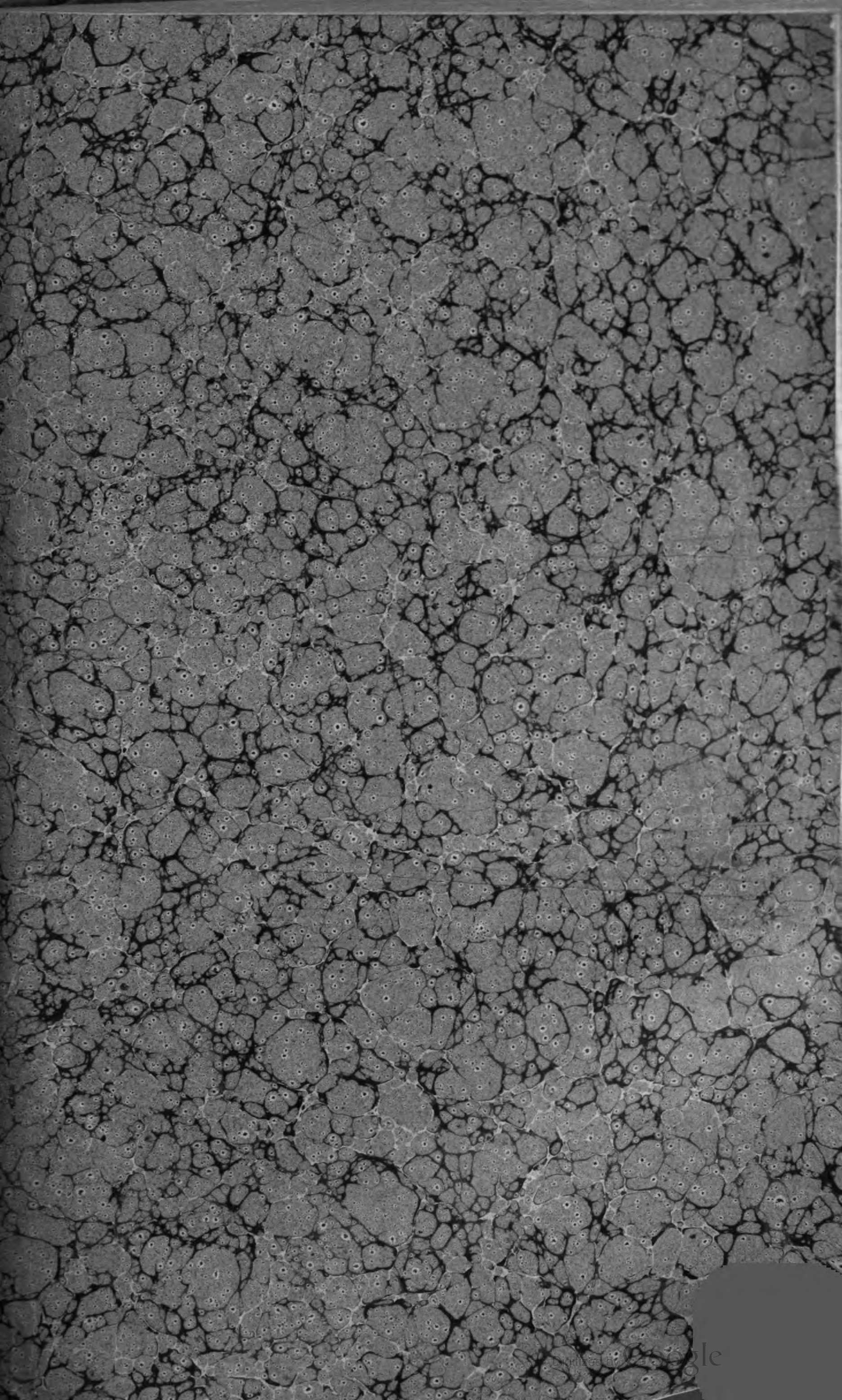



BUHR B
a39015 00024932 9b
Digitized by Google


1817
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
E PLURIBUS UNUM
TUEBOR
SI QUÆRIS PENINSULAM AMŒNAM
CIRCUMSPICE



HISTOIRE

DE FRANCE.

HISTOIRE

DE FRANCE

PAR

M. LAURENTIE.

CONSULAT, EMPIRE, RESTAURATION.

TOME Ier.

PARIS,

LAGNY FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS,

RUE GARANCIÈRE, 8.

1855

CONSULAT,

EMPIRE, RESTAURATION.

PRÉAMBULE.

Caractère de l'histoire présente. — Constitution de la République après la Convention. — Luttes des partis. — Le 13 vendémiaire. — Bonaparte apparaît. —Assemblées nouvelles.— Le Directoire. —Travail des opinions.—Situation du Gouvernement.— Échange de Madame, fille de Louis XVI, captive du Temple, contre des généraux prisonniers. — Conspirations. Le 18 fructidor. — Bonaparte en Italie; il hâte le coup d'État. — Ses desseins d'avenir. —Il parle aux armées. —Paix de Campo-Formio. —Il rentre à Paris; le Directoire est à ses pieds. — Expédition d'Égypte.—Tableau de la France.—Captivité du pape Pie VI. Martyre et mort du pontife.—Émotion en France et en Europe. Nouvelle coalition.—Assassinat des plénipotentiaires français au congrès de Rastadt.—Cris de vengeance, et doutes de l'opinion.—Événements de la guerre; victoires mêlées de revers.—Hontes du Directoire; tableau de la société. Etat de la Religion, de l'Éducation et des Lettres. —Dégradation universelle. —Renouvellement de tyrannies. —Travail des opinions.— Siéyes trame des projets de réforme. —Point de départ d'une époque nouvelle.

Mes derniers récits ont été rapides et devaient l'être. Ou bien la Révolution française doit être racontée dans toute l'ampleur et dans toute l'énormité de ses actes, ou bien elle doit être resserrée en un tableau qui suffise à la vérité des souvenirs et à l'intégrité des jugements.

D'autres ont raconté longuement ces dix années de ravage; plusieurs pour les glorifier, quelques-uns en les maudissant; mais le malheur des temps nouveaux a voulu

que l'apothéose fût populaire et que l'exécration fût sans autorité ; de sorte qu'une tâche reste encore à l'histoire, c'est de reprendre cette époque fatale et de la dérouler derechef avec ses monuments authentiques, et de faire ainsi tomber les fausses images sous lesquelles elle se pourrait offrir au regard de la postérité. L'honneur de notre siècle est engagé dans cette liberté et cette justice. Sinon, lorsque les siècles à venir s'en viendraient fouiller les annales de la Révolution, ses journaux, son *Moniteur*, ses pièces judiciaires, ses registres de mort, d'exil, de confiscation, d'incendie, ils pourraient accuser à bon droit le génie contemporain, soit de n'avoir pas su imposer à l'opinion publique la flétrissure de si lamentables atrocités, soit de s'en être fait le complice, en apprenant aux hommes à les admirer ou à les absoudre.

Je n'ai point eu l'ambition de rétablir de la sorte l'honneur de l'histoire. Mais j'ai voulu que la conscience publique ne fût pas étouffée par la frénésie des passions ; et, dans la rapidité accoutumée de mes récits, cette espèce de protestation n'aura pas au moins manqué à mon œuvre.

J'ai maintenant à reprendre ma narration à un moment où la révolution allait faire un effort de réaction contre elle-même.

L'anarchie était comme épuisée, le despotisme allait naître ; c'est une alternative connue et qui devait se produire dans la révolution française, comme elle s'était produite dans toutes les révolutions consommées par la destruction de l'autorité.

Le passage du Directoire n'avait fait que révéler une tendance instinctive des idées à ce point de vue. La France se sentait mourir, faute d'être gouvernée ; tout ce qui lui restait de force n'allait qu'à mépriser le régime auquel elle était arrivée ; et toutefois, même dans ce régime, quelle que fût sa dégradation, se faisait sentir un vague besoin de ramener la France à des idées meilleures de discipline.

Seulement la constitution de la France était telle que tout effort tenté dans ce but devait n'être qu'un ébranlement et risquait d'être un renouvellement de l'anarchie ;

pour le mieux entendre, il va suffire de reprendre les principaux souvenirs du Directoire.

La Convention avait légué à la France avec ses forfaits gigantesques une constitution frêle.

D'après cette constitution, le pouvoir législatif se composait d'un conseil des anciens au nombre de 250, qui devaient avoir quarante ans au moins, et d'un conseil dit des *Cinq-Cents*, dont les membres devaient avoir trente ans. Le pouvoir exécutif était délégué à un directoire de cinq membres, âgés de quarante ans, et nommés par le corps législatif.

Le peuple devait sanctionner cette organisation, et il l'avait fait par une majorité de 914,853 voix sur 958,226 votants : telle était la représentation de la souveraineté numérique d'une nation qui comptait près de trente millions de citoyens.

La Convention avait en même temps prescrit que, dans l'élection des assemblées nouvelles, les deux tiers au moins de l'assemblée qui se retirait seraient choisis par le peuple.

Etonnante liberté laissée au suffrage ! Et ce décret avait donné lieu à des troubles violents, soit à Paris, soit dans les provinces; ce fut l'occasion d'une lutte entre cette puissance expirante et la population soulevée à la fois par les mouvements libres de sa colère et par l'impulsion systématique des partis.

Le 13 vendémiaire, Paris vit vingt-cinq ou trente mille insurgés marcher contre la Convention, et le général Barras, chargé de la défendre, trouva sous sa main un jeune général, Bonaparte, qui remplit son office avec la résolution d'un soldat, ardent à défendre le pouvoir, sans le juger ; les rues furent un théâtre de bataille ; la mitraille foudroya les Parisiens, et la Convention disparut, laissant derrière elle une longue traînée de sang, et dans l'histoire un nom sinistre. Elle avait rendu huit mille trois cent

soixante-dix décrets; la plupart, des lois de mort. Ses derniers actes présentèrent un contraste; par un de ses décrets, elle proclamait l'amnistie pour tous les délits révolutionnaires, n'exceptant de la grâce que les prêtres déportés ou à déporter, les émigrés rentrés ou non rentrés; par un autre, elle créait l'Institut.

Alors parurent les assemblées nouvelles. Elles commencèrent par élire le Directoire, et elles choisirent cinq régicides, souvenir horrible et présage infâme.

C'étaient Lareveillère-Lepeaux, Letourneur (de la Manche), Rewbel, Siéyes et Barras. Siéyes refusa cet honneur; Carnot fut mis à sa place; c'était un régicide encore.

Ainsi, tandis que des instincts d'ordre se faisaient jour, la révolution se renfermait en elle-même, comme enchaînée par une sorte de fatalité.

Ce fut ce Directoire qui eut à représenter la France politique devant l'Europe; la constitution lui remettait tous les droits et toutes les prérogatives d'un gouvernement réglé.

Cependant des pensées d'ordre étaient entrées dans les assemblées qui venaient de faire de tels choix, et la majorité même protestait contre les régimes de tyrannie brutale qui venaient d'oppresser la France. Dans cette majorité étaient apparus des noms auxquels se rattachaient d'autres souvenirs ou d'autres espérances, Barbier-Marbois, Portalis, Tronchet, Tronçon-Ducoudray, Lecoulteux-Canteleu, Lanjuinais, Boissy-d'Anglas, Porcher de Richebourg.

Mais cela même devait servir à l'excitation des haines survivantes des minorités révolutionnaires, et leur être un prétexte de raviver leurs instincts de violence à peine assoupis.

D'ailleurs, le gouvernement était aux abois. Les finances étaient dans un état hideux. La Convention avait, par des décrets successifs, créé des masses d'assignats, dont la valeur n'était plus qu'une fiction et une sorte d'ironie; des documents en établissaient le montant à dix-neuf milliards; aussi l'ancien louis d'or de 24 livres, représentait deux mille six cents francs en assignats; et, enfin, une loi créa pour deux milliards quatre cent millions de mandats territoriaux, autre expédient qui acheva d'at-

tester la ruine monétaire; toutes ces valeurs reposaient sur les biens confisqués par la Révolution, et il était enjoint aux particuliers de les recevoir, selon leur taux légal, sous peine de mort; mais il ne dépendait d'aucune violence ni d'aucune pénalité de faire ce que fait naturellement la force des conventions humaines, lorsqu'elle est ratifiée par la probité. Toutes ces créations de valeurs n'avaient fait qu'élargir le gouffre où avait péri la fortune de la France.

Le Directoire crut sauver l'Etat par un emprunt forcé de six cents millions en numéraire, c'était le dernier indice de la détresse; le numéraire manqua à la spoliation.

En même temps des revers avaient frappé nos armées; c'est l'espèce de malheur que l'imagination française supporte avec le plus de colère, et il s'ensuivit pour les débuts du Directoire une impopularité facilement accrue par les factions de république, qui feignaient de se voir trahies.

18 décembre 1795.—C'est en ces conjonctures que Madame, fille de Louis XVI et de Marie-Antoinette, prisonnière au Temple depuis le meurtre de ses parents, fut échangée contre plusieurs représentants et le ministre Beurnonville, que le général Dumouriez avait livrés aux Autrichiens, le 1er avril 1793. La pensée de la France se portait avec un intérêt tendre sur cette princesse; jamais tant de malheur n'avait pesé sur la tête d'un enfant, et ce n'était que le prélude d'une vie prédestinée à toutes les angoisses de la douleur.

Le ministre de l'intérieur, Benezech, un honnête homme, s'était chargé de la délivrance de la jeune captive; Méchin devait la conduire hors de France. L'ordre était donné d'entourer son départ de mystère; mais la renommée avait trahi le secret, et, dans le voyage, la princesse, souvent reconnue, s'étonna d'être un objet de respect et d'hommage. C'est elle qui le dit: « Je fus accueillie par mille bénédictions qui semblaient partir du fond des cœurs et dont je fus bien touchée[1]. » Elle arriva de la sorte à Bâle,

[1] *Lettres de* MADAME, publiées par M. de l[illegible]hefoucault. Mém., t. IV.

où devait se faire l'échange; puis elle fut conduite à Vienne, d'où elle ne devait que plus tard s'aller joindre à ce qui survivait de sa famille mutilée; tous ces épisodes forment dans l'histoire un drame lugubre et plein de larmes.

1796.—Mais en France tout suit sa pente; les opinions fermentent; des conspirations se trament; alors paraît Babœuf, avec son plan de démagogie universelle, début mal formulé de théories qui devaient, cinquante ans plus tard, devenir un système de philosophie politique et enflammer les imaginations populaires.

Le gouvernement crut s'affermir en feignant de devancer les instincts de la Révolution. Il prescrivit le serment de haine à la royauté; les assemblées s'épurèrent par des proscriptions; et, comme les opinions se trahissaient par des chants qui n'étaient plus ceux des jours sinistres, on proscrivit toutes les chansons d'une signification réactionnaire, et on ordonna de raviver l'enthousiasme de la *Marseillaise.*

C'est par ces alternatives que le Directoire, le plus vacillant des pouvoirs, se laissa conduire à la crise du 18 fructidor; crise étrange, où la majorité des assemblées fut vaincue et foulée aux pieds par la minorité.

A ce moment, une grande figure avait commencé de dominer toutes les autres, soit au dedans, soit au dehors: c'était celle de ce jeune général qui avait mitraillé le peuple de Paris pour sauver la Convention à sa dernière heure.

Bonaparte se sentait destiné à maîtriser cette vaste impuissance de la Révolution française. Après la journée du 13 vendémiaire, Barras, qui était son protecteur et qui l'avait montré à la France et à ses partis, le fit nommer général en chef d'une des armées de la République, il n'avait que vingt-six ans. *Tu es bien jeune,* lui dit-on, *pour aller commander une armée.* -- J'en reviendrai vieux, répondit-il.

Il avait été envoyé en Italie, et là il s'était révélé soudainement, suivant à la fois la marche de la guerre et celle de la politique; se mettant de prime abord au niveau des événements et des hommes, et faisant sentir, soit dans le

commandement des troupes, soit dans les relations avec les gouvernements, une hauteur de décision mêlée de dignité et de convenance, contraste soudain avec la rudesse ignorante et l'impéritie farouche de la plupart des généraux de la République.

La première campagne de Bonaparte en Italie fut mémorable. En quelques jours il changea l'aspect de la guerre, gagna la bataille d'Arcole et imposa la paix à l'Autriche.

Mais du milieu des combats son regard restait fixé sur Paris; le travail des partis dans la Révolution le remplissait d'anxiété; et, chose étonnante! ce qu'il craignait surtout, c'était de la voir tomber sous la main des partis de la royauté, comme s'il eût pressenti qu'en ce cas il ne lui resterait plus de chances pour la maîtriser.

Car cet homme, qui toute sa vie devait parler de la destinée, avait une vague foi dans la sienne, et, bien qu'on ne puisse pas affirmer que son génie ait été le maître de la régler d'avance par des calculs qui supposeraient une pénétration surhumaine de l'avenir, il est vrai toutefois qu'il donna à tous ses actes un caractère de préméditation qu'on pourrait dire inspirée, tant le succès répondit dès le début à toute la suite de ses desseins.

C'est ainsi que, n'étant pas ennemi de la monarchie, il attaqua à outrance les partis qui pouvaient la faire revivre, ou bien que, n'étant pas adorateur de la Convention, il la sauva par une défense extrême.

Et c'est par une impulsion semblable d'idées que, voyant d'Italie le travail qui déchirait le Directoire, il se mit à adresser des plaintes ardentes contre les partis; indifférent au salut de la République, il la voulait faire durer jusqu'à ce qu'il lui fût donné de la précipiter aux pieds d'une dictature.

Ce moment de la vie de Bonaparte semble éclairé par une illumination de génie. C'est le point de départ de sa fortune.

Il avait entrevu et signalé dans ses dépêches l'agrandissement du parti royaliste et l'influence du nom de Louis XVIII dans les conseils secrets de la politique, et il avait menacé de repasser les Alpes avec trente mille

hommes pour frapper de son épée les intrigues où le Directoire se laissait envelopper.

Et c'est ce qui hâta cette crise du 18 fructidor [1], conjuration dans le gouvernement contre le gouvernement lui-même.

Le conseil des Cinq-Cents et le conseil des Anciens furent décimés par la déportation ; les journaux furent exterminés ; les écrivains les plus indépendants furent proscrits ; la mer, comme au temps de Tacite, fut pleine d'exils.

Le Directoire avait appelé au ministère des affaires étrangères un homme qui, dès le début de la Révolution, s'était voué à la célébrité par l'abandon de son nom et de sa foi, l'ancien évêque d'Autun, Talleyrand-Périgord; ce fut ce ministre qui se chargea d'annoncer à Bonaparte le succès du coup d'Etat déterminé par l'énergie de ses conseils. Voici quelle fut sa lettre :

« Vous lirez dans les proclamations qu'une conspiration véritable et tout au profit de la royauté se tramait depuis longtemps contre la constitution, déjà même elle ne se déguisait plus ; elle était visible aux yeux des plus indifférents. Le mot *patriote* était devenu une injure ; toutes les institutions républicaines étaient avilies, les ennemis les plus irréconciliables de la France accouraient en foule dans son sein, y étaient accueillis, honorés. Un fanatique hypocrite nous avait transportés tout à coup au XVI[e] siècle ; la division était au Directoire ; dans le Corps législatif, siégeaient des hommes véritablement élus d'après les instructions du prétendant, et dont toutes les motions respiraient le royalisme. Le Directoire, fort de toutes ces circonstances, a fait saisir les conjurés. Pour confondre à la fois les espérances et les calomnies de tous ceux qui auraient tant désiré ou qui méditeraient encore la ruine de cette constitution, une mort prompte a été prononcée contre quiconque rappellerait la royauté, la constitution de 93 ou d'Orléans. »

[1] Le 18 fructidor est raconté par Bourrienne avec des détails curieux et des documents authentiques.

D'autres lettres adressées à Bonaparte, soit par les généraux, soit par les politiques, indiquèrent qu'un même pressentiment s'était produit à la fois, dans toutes les âmes, sur la destinée du jeune capitaine; en voulant sauver la République, chacun lui cherchait un maître, et ce maître était celui qui semblait le plus résolu à inspirer des coups d'arbitraire et à les soutenir par le glaive.

Toutefois Bonaparte conserva du sang-froid dans la victoire, et comme le Directoire semblait la pousser à l'extrême, il feignit de la tempérer par une échange de lettres, où l'habileté toucha de près à l'intrigue et à la ruse [1].

Mais dès lors aussi, il sembla soupçonner qu'il n'était pas assez grand pour s'imposer à une République redoutable encore par ses passions, bien qu'affaiblie par ses déchirements; et, à ce moment, commença de monter en son esprit un vaste dessein, celui d'aller chercher de la gloire en Orient, en cette région pleine de souvenirs, et que les grandes imaginations aiment à entrevoir à travers ses flots de lumière et de poésie.

En faisant connaître à son armée le 18 fructidor, Bonaparte s'était exercé à un langage militaire qui devait être dans la suite le secret de son prestige. Il adressa une proclamation à l'escadre commandée par l'amiral Brueys. « Vous verrez, lui disait-il, les dangers auxquels nous venons d'échapper. Quelques traîtres, quelques émigrés s'étaient emparés de la tribune nationale. Les premiers magistrats de la République, les représentants fidèles à la patrie, les républicains, les soldats se sont ralliés autour de l'arbre de la liberté. Tous, ils ont réuni leurs efforts, ils ont invoqué le destin de la République, et les partisans des tyrans sont confondus et aux fers. »

Après quoi il disait aux marins, qu'il appelait ses camarades, les *maux que les fiers insulaires avaient faits* à la France. Il rappelait « Toulon livré aux Anglais, l'arsenal en proie aux flammes, plusieurs frégates en feu : tant de

[1] Voyez les *Mém. de Bourrienne*, tom. I.

maux, disait-il, tant de crimes, et l'ouvrage de peu d'heures ! » et il excitait la vengeance par des paroles brûlantes.

Enfin, il montrait aux marins des destinées inconnues : « Sans vous, nous ne pouvons porter la gloire du nom français que dans un petit coin de l'Europe ; avec vous nous traverserons les mers et nous porterons l'étendard de la République dans les contrées les plus éloignées. »

Ces derniers mots étaient une révélation. Ennemi jusqu'à l'exécration de l'Angleterre, Napoléon voulait l'attaquer, sinon dans son territoire, au moins dans son empire : en lui arrachant l'Orient, il l'emprisonnait dans son île, et telle fut la raison politique d'une expédition qui devait se faire avec un si grand éclat, imitation fortuite ou préméditée de ces fameuses expéditions d'un autre âge, que la philosophie moderne avait frappées de ses dénigrements et de ses mépris.

17 octobre 1797.—Mais d'abord il hâta la paix avec l'Autriche. Par le traité de Campo-Formio, dont il dicta les conditions (26 vendémiaire), l'empereur d'Autriche abandonnait à la France tous les Pays-Bas autrichiens ; il reconnaissait l'indépendance de la République fondée en Italie sous le nom de République Cisalpine, et la France lui cédait en retour l'Istrie, la Dalmatie, les îles de la mer Adriatique auparavant dépendantes de Venise et Venise même. Cette paix couronnait cinq ans de guerres, elle était due aux dernières victoires de Bonaparte, et aussi à l'effet produit en Europe par le coup de foudre du 18 fructidor. Alors Bonaparte courut à Paris jouir de sa gloire, mais toutefois en homme qui se défie des hommages, qui craint la mobilité de la renommée, qui croit déjà à l'ingratitude, et qui va jusqu'à redouter les crimes de l'envie[1].

Il parut aux solennités avec une fierté contenue ; il sen-

[1] Il s'assit à peine aux banquets qui lui furent offerts ; il se sentait assez grand pour être déjà dévoré par les soupçons. (Voyez les récits dans les écrits du temps, notamment dans le *Mémorial* ou *Journal historique de la Révolution française*, tom. II.

tait le monde venir à ses pieds. Le Directoire lui parla comme à un maître, il lui répondit en ces termes :

« Citoyens directeurs, le peuple Français, pour être libre, avait les rois à combattre ; pour obtenir une constitution fondée sur la raison, il y avait dix-huit siècles de préjugés à vaincre; la constitution de l'an III et vous, avez triomphé de tous ces obstacles ; la religion, la féodalité et le royalisme ont successivement, depuis vingt siècles, gouverné l'Europe ; mais de la paix que vous venez de faire, date l'ère des gouvernements représentatifs.

» Vous êtes parvenus à organiser la grande nation, dont le territoire n'est circonscrit que parce que la nature en a posé elle-même les limites.

» Vous avez fait plus. Les deux plus belles parties de l'Europe, jadis si célèbres par les sciences, les arts et les grands hommes dont elles furent le berceau, voient avec les plus grandes espérances le génie de la liberté sortir du tombeau de leurs ancêtres. Ce sont deux piédestaux sur lesquels les destinées vont placer deux puissantes nations.

» J'ai l'honneur de vous remettre le traité signé à Campo-Formio, et ratifié par Sa Majesté l'Empereur.

» Lorsque le bonheur du peuple Français sera assis sur les meilleures lois organiques, l'Europe entière deviendra libre. »

Telle était la langue politique du jeune général. Il parlait à la *grande nation* par des images ; il semblait à peine apercevoir le gouvernement qui dirigeait ses affaires, et il indiquait dans le vague un renouvellement de ses lois.

Et c'est après avoir jeté de la sorte une sorte de fascination dans la pensée publique qu'il se mit à méditer ses desseins sur l'Orient [1].

On sait l'histoire de l'expédition d'Égypte, grand épisode d'une épopée sans modèle. Le Directoire laissa s'éloigner un homme dont la popularité lui était importune, ne soup-

[1] Ses vues sont parfaitement exposées dans les mémoires de Bourrienne, tom II. Bourrienne, son ancien camarade à l'école de Brienne, était alors son secrétaire et son confident.

çonnant pas qu'il l'envoyait chercher des moyens nouveaux de fascination et d'empire.

Et pendant ce temps la France resta en proie aux agitations et aux misères d'une politique sans inspiration comme sans courage.

Ici apparaît le tableau d'une époque dont le seul nom éveille des images de honte et de ruine.

A peine Bonaparte était parti pour l'Égypte que tout avait changé dans la fortune de la France. La paix de Campo-Formio n'avait été qu'une trève; des coalitions s'étaient refaites sous l'inspiration anglaise; la Russie y était entrée, et aussitôt avait dirigé des forces vers l'Italie, et l'empereur d'Allemagne leur avait ouvert un passage en violation des traités. Ainsi la guerre se raviva, et la conduite des armées françaises, laissée à des généraux épars, manqua d'ensemble et d'énergie. De vaillants capitaines se montraient toutefois, et à leur tête le général Moreau, plus savant à faire manœuvrer une armée qu'à la passionner, génie plus accommodé à des temps réguliers qu'à des temps de trouble ou d'enthousiasme. Les combats étaient isolés; la guerre était une sorte d'anarchie. En Italie, elle était pire encore; elle ressembla à une frénésie.

Là l'occupation française, même avant le départ de Bonaparte, avait exalté le désordre révolutionnaire; le délire impie était devenu une contagion. Le Directoire, dans cet entraînement, avait conçu le dessein de faire tomber le pouvoir du pape, et les prétextes n'avaient pas manqué pour l'attaquer à force ouverte. C'est ici un des drames les plus funestes de l'histoire.

28 décembre. — Le pape Pie VI, un vieillard de 80 ans, occupait le trône de St-Pierre. Peu fait pour les combats, il avait su cependant défendre son indépendance, et il avait été mêlé aux événements de la guerre comme de la paix. Les généraux de la République, et surtout Bonaparte, avaient d'abord gardé envers lui un reste de respect; mais il vint un moment où les desseins impies franchirent les bornes. On sema le trouble dans Rome; on ameuta des furieux, et dans la sédition, comme les soldats

romains défendaient le pape, le général Duphot, l'un des envoyés du Directoire, reçut un coup de feu, au moment où il excitait les rebelles le sabre à la main : sa mort devint un motif de vengeance et un prétexte d'attentat.

1798.—Le pape désolé du meurtre de Duphot offrait au Directoire toute sorte de satisfaction; on n'écouta point sa voix; mais une armée conduite par Berthier alla occuper Rome comme une conquête. Alors sous les armes françaises la révolte fut libre, une république fut proclamée, le pouvoir papal fut aboli, et le pontife fut livré aux outrages. On lui offrit une pension et une vie douce, s'il voulait accepter de bonne grâce la révolution qui le dépouillait, et s'il se montrait au peuple avec les insignes de la République.

« Je ne connais, dit-il, d'autres insignes que ceux dont l'Église nous a honoré. Vous avez tout pouvoir sur notre corps, vous n'en avez aucun sur notre âme, qui méprise et brave vos attentats. Nous n'avons besoin d'aucune pension, un bâton et un habit le plus grossier suffiront à celui qui pour défendre la foi doit bientôt expirer sur la cendre. »

A partir de ce moment, Pie VI ne fut plus qu'un martyr; rien n'avait égalé en aucun temps le supplice qui allait couronner sa vie. Mais la résignation du prêtre laissa éclater la grandeur du souverain. L'envoyé du Directoire crut lui arracher l'abandon libre de ses États par l'offre nouvelle d'une grande existence et d'une pension de 300 mille francs. « Notre puissance, répondit-il, en vertu d'une libre élection, provient de Dieu et non pas des hommes; et par cela seul nous ne pouvons ni ne devons y renoncer. Nous nous approchons de la quatre-vingt-unième année de notre vie. Nous n'avons rien à craindre de vous. Nous permettons que l'on soumette notre corps à toutes les violences, les indignités, les déchirements; et cela suivant la volonté de quiconque a la force en main. Mais, croyez-le bien, notre âme est encore tellement libre, tellement forte et remplie d'un tel courage, qu'elle rencontrera mille fois la mort, avant d'offenser l'honneur et son Dieu. Retirez-vous. »

Alors on n'eut qu'à achever la violence. On arracha le vieillard à son palais, et on l'envoya d'exil en exil, privé

de conseils et d'amis, dépouillé de tout bien, à peine vêtu; et Rome et ses richesses restaient pendant ce temps la proie de quelques bandits, sous le nom de républicains. Cette fois les ennemis de l'Église purent penser qu'elle était à jamais vaincue. Tous les cardinaux étaient dispersés; plusieurs étaient jetés en prison, d'autres déportés, tous dépouillés, ruinés, à la merci des oppresseurs, comme leur maître.

Le pape trouva quelques jours de paix en Toscane, où le grand-duc Ferdinand III l'entoura de soins pieux. Mais son âme était déchirée et sa santé fléchissait. Pensant à la mort près de l'atteindre, il concentra toutes ses sollicitudes sur l'état de l'Église ; il écrivit aux empereurs d'Allemagne et de Russie pour leur parler non de ses malheurs, mais des affaires de la religion, et il promulgua secrètement une bulle par laquelle, en vue du péril où était sa vie et de l'état où pouvait tomber l'Église en perdant son chef, il suspendait les lois et les usages des conclaves, et recommandait aux cardinaux réunis de faire l'élection, même sans attendre les dix jours prescrits par les coutumes.

L'intérêt du monde se portait sur le pontife; mais la pitié était un crime, et lui-même, pour ne point exposer le grand-duc à la haine des tyrans, il le supplia de le délaisser dans sa solitude.

On ne saurait dire ici quelles furent les douleurs de Pie VI. Il voyait l'Italie dévastée, les trônes renversés, les rois fugitifs, les peuples dans la sédition et dans le délire, l'impiété maîtresse, le schisme établi jusque dans Rome. Bientôt la guerre chassa le grand-duc de ses États, et un ordre du Directoire vint arracher le pape de sa retraite de la Chartreuse. On le laissa s'abriter quelques jours chez le duc de Parme; mais le duc de Parme fut frappé à son tour; il fallut que le pape s'abandonnât comme un captif à la volonté des émissaires du Directoire, qui le traînèrent mourant sur une charrette, par Turin et par le mont Genèvre, jusqu'à Briançon.

Chose admirable! le vieux sol catholique de France sembla tressaillir en se sentant touché par les pas du souverain

pontife. La foi n'était pas morte dans la frénésie des crimes révolutionnaires; elle s'était comme enfoncée au fond des cœurs, et l'approche du pape la fit éclater. On le dirigeait vers Grenoble; et partout, à la nouvelle de son passage, accouraient les populations émues, appelant sa bénédiction et tombant à genoux sous la main du saint vieillard. Les gendarmes qui le gardaient donnaient l'exemple du respect, et le pape dut plus d'une fois se sentir consolé au contraste de ces libres témoignages avec la méchanceté des persécuteurs. Son entrée à Grenoble fut un triomphe. A ces signes de sympathie publique et bruyante, on craignit des explosions de révolte; du fond des prisons où des prêtres gémissaient encore partirent des conseils qui calmèrent l'émotion. Des multitudes encombraient les rues et couvraient les toits des maisons. Peuple et soldats se mêlaient pour saluer le captif. Les officiers cédaient à l'enthousiasme.

Durant cinq jours, le saint pape se fatigua à recevoir les hommages, à bénir les hommes et les femmes, les vieillards et les enfants, à distribuer des objets qu'il avait touchés, et que chacun emportait comme des reliques. Puis on l'envoya à Valence, mais cette fois comme un prisonnier; on avait senti le danger de le laisser en contact avec des populations promptes à s'enflammer, et on le tint enfermé et isolé avec une rigidité soupçonneuse. Il restait néanmoins quelque souvenir des égards qui lui étaient dus. « Le commissaire près l'administration centrale du département de la Drôme sera spécialement chargé tant de la surveillance sur la personne du pape, à Valence, que de la sûreté et des moyens de pourvoir à ses besoins avec tous les égards convenables. » Ainsi parlait l'arrêté du Directoire, signé Merlin [1]. Bientôt les souffrances du pape s'aggravèrent, et le bruit de sa maladie accrut la pitié. Le peuple de Valence à son tour s'agita, et les autorités craignirent de nouveau des éclats de révolte; un jour il fallut

[1] *Hist. de l'enlèvement et de la captivité de Pie VI.* Baldassari. Pièces justificatives.

que le moribond se montrât au balcon pour apaiser l'irritation, et il trouva toute l'énergie de sa voix pour jeter au peuple cette dramatique parole : *Ecce homo!* Alors on voulut le rapprocher davantage de Paris, le voisinage des passions impies devant donner plus de sécurité. « Le ci-devant pape sera transféré de Valence à Dijon », disait un arrêté nouveau, et cette fois l'ordre était signé par un prêtre athée, l'abbé Siéyes [1]. Mais la maladie empêcha l'exécution de cet arrêté. Le 19 août, le pape fut pris d'un vomissement obstiné; ce fut l'indice d'une mort prochaine. Il passa dix jours encore dans la souffrance et dans la prière, épuisant ses derniers restes de force à bénir des multitudes d'objets que la piété envoyait de toutes parts; puis il reçut les derniers sacrements: en présence du corps de Notre-Seigneur, et avant de le recevoir, il prononça en latin cette admirable prière, digne d'être conservée à jamais dans toutes les histoires :

« Seigneur Jésus-Christ, voici devant vous votre vicaire, pasteur du troupeau catholique, exilé, captif, et avec joie mourant pour ses brebis. De vous, mon très-doux Père et mon Maître, je sollicite et souhaite ardemment deux dernières grâces : la première, que vous accordiez le pardon le plus ample à tous mes ennemis et persécuteurs, et à chacun d'eux en particulier; la seconde, que vous rendiez à Rome la chaire de Pierre et son propre trône; à l'Europe la paix, à la France surtout qui m'est si chère, et qui toujours mérita si bien de l'Église chrétienne, votre religion. »

Et peu après il expira [2]; nul honneur public ne fut alors rendu à son cercueil; ou plutôt il lui fut rendu le plus touchant de tous les honneurs. Son corps fut déposé dans une chapelle; on avait écrit sur le cercueil ces simples mots: *Corps de Pie VI, souverain pontife; priez pour lui.* Les pré-

[1] *Hist. de l'enlèvement et de la captivité de Pie VI.* Baldassari. Pièces justificatives.

[2] Nuit du 28 au 29 août. — Il avait 81 ans 8 mois et 2 jours. Il avait régné 24 ans 6 mois et 19 jours.

lats que la persécution lui avait laissés « célébrèrent la cérémonie domestique des *novendiali*, mais à cause de la circonstance, *ad uso de'poveri*, à l'usage des pauvres[1]. »

On pria pour le pape dépouillé, proscrit, dénué; c'était le plus magnifique des hommages. Il avait disposé de ses restes de garde-robe et de linge pour ses serviteurs; les autorités de Valence s'en saisirent, déclarant ces misérables débris *propriété nationale*. La spoliation le suivit donc jusque dans la mort; et aussi cette cérémonie à l'usage des pauvres qui attestait que rien n'avait manqué au sacrifice du pasteur pour son troupeau, pouvait paraître un signe des expiations qui seraient dues au ciel et à la terre pour de si énormes iniquités.

Ainsi était mort Pie VI. Toute l'Europe s'était émue à cette nouvelle; jusque dans les états protestants, en Suède, en Angleterre, en Allemagne, l'attendrissement gagna les cœurs; la Russie s'indigna; la Turquie elle-même tressaillit, et l'on sentit partout un frémissement comme au récit d'un crime qui aurait frappé le père de tous les peuples.

Alors les coalitions se firent en Europe. Cependant un congrès ouvert à Rastadt depuis les succès de Bonaparte en Italie, avait tenu de longues et de vaines conférences; il fut couronné par un attentat mystérieux. Comme les plénipotentiaires de France Bonnier, Roberjot et Jean Debry quittaient la ville, ils furent assaillis dans la nuit, et, dit-on, par des hussards autrichiens; les deux premiers périrent dans ce guet-apens; Jean Debry laissé pour mort dans un fossé échappa au meurtre et rentra en France. Le crime était infâme, quelle qu'en fût la cause et quels qu'en fussent les auteurs. De longs cris de vengeance partirent à la fois du Directoire et de l'armée; une proclamation de Masséna dépassa toutes les explosions: à la colère, il joignait l'apothéose; il n'hésita pas à dénoncer le gouvernement d'Autri-

[1] « Le 30, nous commençâmes les *neuvaines*... L'arch. de Spina offrait le S. Sacrifice... Pour jeter de l'eau bénite sur le cercueil, il employait, faute d'aspersoir, quelques feuilles d'hyssope. Les encensements furent omis, parce que nous n'avions ni encens, ni encensoir... » *Hist. de l'enlèvement et de la captivité de Pie VI*, par Baldassari.— Novaes, cité par M. Artaud de Montor.

che; c'était la maison d'Autriche qui avait ordonné le meurtre; elle devait périr. Il s'écriait: « Homicide, trahison, parjure, vol, violation du droit des gens, violation du droit des peuples, le crime ordonné par notre ennemi les renferme tous. Qui ne voit dans cet acte qui atteste la perfidie du gouvernement autrichien et le délire de sa rage, qui ne voit l'événement précurseur de sa fin!...

« Mânes augustes des victimes immolées à sa fureur! ajoutait-il, la France entière a arrosé de pleurs votre tombe ensanglantée; vos contemporains vengent votre mémoire en maudissant l'existence de vos assassins, et l'histoire tient le burin impartial et inexorable qui transmettra à la postérité vos vertus, votre dévouement, votre fin tragique, le crime de la maison d'Autriche et le scandale qu'elle a donné au monde. »

Et enfin, il provoquait les soldats à la vengeance par des cris terribles d'imprécations.

« Déjà, disait-il, les cris de vengeance ont retenti d'une extrémité de la France à l'autre, et ont été jusqu'à nous. Soldats, répondons par les mêmes cris, et qu'ils soient entendus à leur tour de toute la France.

» Que ces élans généreux pénètrent dans vos tombes et réchauffent vos cendres, BONNIER, ROBERJOT! qu'ils vous consolent, JEAN DEBRY, sauvé par la Providence pour recueillir le tribut de l'intérêt de vos compatriotes! Si l'épouvantable théorie des crimes utiles a été conçue par vos bourreaux, ce n'est qu'à votre patrie que profitera celui qu'ils ont exécuté sur vos personnes sacrées; votre sang répandu retrempera la France, et vous serez vengés.

» Soldats, c'est entre vos mains que sont les foudres de la guerre et les armes vengeresses; jurons donc de ne les déposer que lorsque cette vengeance sera consommée.

» Répétez mon imprécation: *périsse l'infâme maison d'Autriche! vengeance! vengeance!* »

Telles étaient les malédictions proférées au nom de l'armée. Le Directoire mit de la pompe dans son deuil; il institua à grand bruit une fête funéraire; mais l'opinion restait défiante et morne. Tel était le mépris qui entourait les

maîtres de la France, qu'on les crut auteurs de l'assassinat. Toute foi semblait éteinte, on ne croyait qu'aux lâchetés et aux perfidies; il n'y avait de sincérité et d'honneur qu'au cœur des soldats, si ce n'est que leur enthousiasme s'allumait à des passions outrées et irréfléchies.

C'est en de telles conjonctures que le Directoire avait à soutenir la guerre. La violence politique servait mal la conduite des armées, et l'anarchie des généraux multipliait leurs défaites. Alors parurent les Russes en Italie; ils marchaient avec les Autrichiens, sous le commandement de Suwarow.

Les armées françaises n'offraient que des débris éparpillés et refluant vers les frontières. Le général Scherer n'avait su que se faire battre; Moreau mis à sa place, mais engagé par ses fautes, lutta contre des forces décuples; vaincu d'abord à Cassano, près de Milan (27 avril), il arrêta peu après les vainqueurs à Bassignana, au confluent du Pô et du Tanaro (12 mai). Mais le nombre assurait la victoire. Bientôt Suwarow faisait tomber la citadelle de Milan, et l'archiduc Charles battait Masséna près de Zurich (4 juin).

La mobilité de commandement s'ajoutait aux vicissitudes de la guerre; et les intrigues du Directoire ou bien ôtaient toute liberté aux desseins des généraux, ou bien trompaient l'unité nécessaire de la discipline. Le général Championnet occupait Naples; il encourut la disgrâce du Directoire, par sa fermeté à lutter contre les extorsions et les pillages; Macdonald mis à sa place, ne put garder cette ville, et il eut ordre de s'aller joindre à Moreau qui, par ses habiletés de stratégie, déjouait les manœuvres d'un ennemi formidable. Dans sa marche, il battit l'Autrichien Hohenzollern, près de Modène; mais la gloire troubla son génie. Il conduisait trente-cinq mille hommes; c'était le corps d'armée principal de l'Italie; il sembla vouloir ne se réunir à Moreau qu'après avoir passé au travers de l'armée entière de Suwarow, et il l'attaqua sur la Trébie. La bataille fut atroce; il perdit douze mille hommes, et se retira sur Modène. Moreau, pendant ce temps, battait l'Au-

trichien Bellegarde (17, 18 et 21 juin), et la jonction des deux généraux ne put se faire que le 27, près de Gènes. Moreau avait le commandement en chef; Macdonald se retira.

La guerre ainsi conduite attestait tristement l'absence d'une autorité plus forte que le caprice de l'ambition et de l'envie. Aussi devait-elle arriver à des désastres, et le génie de Moreau fut impuissant à les prévenir. Lui-même dut bientôt céder le commandement à Joubert; et, par un dévouement d'un rare exemple, il resta sous ses ordres. Joubert, impétueux, se crut de force à engager une bataille décisive contre Suwarow, à Novi, près de Tortone (15 août). Ce n'était pas l'avis de Moreau; ce n'était pas non plus celui des généraux Pérignon, Gouvion-St-Cyr, Dessoles, qui commandaient des divisions. Joubert passa outre, et dès le début de l'action, à cinq heures du matin, il fut tué en conduisant lui-même une première charge à la baïonnette; on laissa reprendre à Moreau le commandement; il ne put que disputer une victoire à laquelle il n'avait pas cru, en donnant à la bataille un acharnement qui ne s'était vu dans aucune guerre. Enfin, à six heures du soir, la défaite des Français se déclara; ils avaient perdu 20,000 hommes; les Russes avaient perdu un nombre égal; jamais champ de bataille ne vit tant de morts; Suwarow s'étonna devant ce carnage; et sa victoire sembla rester stérile; il ne fit que s'emparer de Tortone; mais le prestige des armes de la République s'évanouissait, et l'Italie était perdue.

Telle était au dehors la situation des affaires de la France. Au dedans, le malheur n'était pas moindre, et au malheur s'ajoutait la honte.

Le gouvernement était un désordre : le Directoire se renouvelait par des élections qui n'étaient que des fraudes; l'État flottait au gré des partis; les villes et les départements étaient troublés par des séditions; la guerre civile se rallumait dans l'Anjou; en quelques lieux, le jacobinisme mugissait; les clubs s'étaient rouverts, et les populations effarées protestaient par des cris de frayeur et de

courroux. Les villes de Bordeaux, de Rennes, de Toulouse, d'Amiens furent les plus promptes à éclater : plus *d'anarchie ou la mort!* s'écriait-on; mais la protestation était vaine; Toulouse fut le théâtre de scènes sanglantes. Le parti royaliste mêlait ses tentatives à tout ce désordre; mais nulle part ne se montrait une force maîtresse. Tout était livré au hasard; et en même temps les finances publiques étaient au pillage. Le conseil des Anciens essaya d'arrêter les dilapidations. « Guerre, oui guerre aux fripons ! » vint un jour s'écrier un représentant, Dubois Dubay; que ce soit votre cri comme celui de vengeance contre le gouvernement Autrichien. » C'était une menace indirecte contre l'un des directeurs, Rewel; elle se perdit dans la corruption universelle; tout était vénal, et l'énergie manquait pour réprimer des brigandages dont tout le monde était complice.

Et pendant ce temps, la société française se consolait des hontes de l'État par la frénésie des plaisirs. Les atrocités révolutionnaires l'avaient tellement oppressée, qu'il lui paraissait doux d'être passée sous un régime qui n'avait plus l'énergie des crimes, qui n'avait que celle des débauches. Alors on vit les salons se rouvrir, mais pour étaler des mœurs qu'aucune époque n'avait connues. Le Directoire donnait l'exemple : Barras étalait des licences qui faisaient souvenir des récits de Suétone, et cette abjection était partout imitée : il n'y eut plus de voile pour les vices : comme la pudeur était éteinte, l'effronterie ressembla à une facilité naturelle, à une grâce naïve. Dans les bals et dans les fêtes, les femmes se montraient à peine vêtues, ou bien la parure n'était qu'un déguisement de la nudité. Et parfois le caprice de la politique s'ajoutait à la fantaisie du plaisir; il y eut des bals qu'on appela du nom de *bals des victimes;* pour avoir droit d'y paraître, il fallait avoir eu un frère, un père, une sœur, un parent frappé par la révolution, façon étrange de célébrer le deuil en narguant le crime!

D'autre part, il n'y avait plus de religion publique. Des prêtres catholiques avaient, çà et là, quelques chapelles où

les familles chrétiennes allaient prier pour la patrie, restes admirables de la vieille foi; ou bien l'autorité semblait permettre au culte antique de reparaître timidement en quelques églises, et d'y disputer des débris d'autels au culte honni des constitutionnels et des apostats. Mais l'Eglise de France restait dispersée, et la persécution était vivante dans les lois, quoique désarmée par la lassitude ou vaincue par la malédiction.

L'éducation publique avait suivi le sort de la religion. Les écoles étaient fermées ou solitaires; la jeunesse était sans enseignement, ou bien l'enseignement qui avait survécu était le désaveu de toutes les méthodes et de toutes les traditions, qui avaient fait l'honneur de l'esprit humain.

Il n'était resté de vivant qu'un certain goût pour les sciences. La philosophie du dernier siècle avait secondé cette culture, et les écoles de la Monarchie avaient légué à la Révolution des hommes d'un grand savoir, quelques-uns même d'un grand génie; par eux les sciences arrivèrent à des applications infinies; mais la culture morale des générations n'était pas moins inerte. Il n'y avait pas jusqu'au *calendrier* nouveau qui ne fût un indice de dégradation. Les mois et les jours avaient reçu des désignations à la fois raffinées et ignobles. Le jour du Seigneur avait disparu, et le *Décadi* était sanctifié. Les jours qui complétaient la division astronomique de l'année s'appelaient les *Sans-Culottides*.

Dans cet oubli de la dignité et du goût, les lettres étaient silencieuses. L'intelligence publique, après avoir été frappée de stupeur sous la Convention, restait morne sous le Directoire. Bonaparte, qui ne croyait qu'aux sciences positives, avait transporté en Egypte toute une académie de physiciens et d'astronomes; la France, dévastée par le crime et desséchée par la débauche, n'était plus enfin la terre des arts; les grandes inspirations s'étaient envolées avec le respect de l'innocence et des vertus.

Il y avait seulement un reste de théâtres; mais tout le drame était au vaudeville : la France se vengeait de la douleur par des chansons.

Tel était le régime où était arrivée la Révolution française. Des saturnales de la barbarie, elle avait passé aux saturnales de la débauche, double excès, qui tenait à une même cause, au mépris de Dieu et au mépris de l'homme.

La honte publique avait été, aux derniers jours de cette période, distraite par des récits venus de l'Orient. Bonaparte avait déployé dans son expédition d'Egypte un génie qui avait fasciné les peuples ; mais cette épopée lointaine n'avait pas changé en France le cours des choses; tout allait à la décadence. Le Corps législatif, multitude inepte et lâche, à l'exception de quelques caractères restés droits et purs, s'épuisait en motions stériles. On dénonçait le Directoire; on ourdissait des coups d'état; on demandait des proscriptions, et parfois le Directoire éperdu essayait des actes de violence et des imitations des journées révolutionnaires (16 et 18 juin). Lui-même se laissa mutiler par les conseils législatifs [1]; trois de ses membres furent chassés, Treilhard, La Reveillère-Lepeaux, Merlin de Douai; en se livrant à la proscription, le Directoire visait à la popularité, il n'atteignait qu'au mépris.

Mais le parti Jacobin était redevenu maître; il se mit aussitôt à renouveler ses tyrannies. Une loi dite *des ôtages* autorisa l'arrestation des parents des émigrés en cas de troubles, ainsi que la séquestration de leurs biens. Une autre loi prononça un emprunt forcé de cent millions. Puis vinrent les coups d'arbitraire. Trente-cinq journaux furent proscrits [2], et leurs rédacteurs frappés de déportation ; parmi eux l'abbé Sicard, Fontanes, La Harpe. Les vols et les brigandages s'ajoutèrent aux crimes politiques. Ce qui restait de la fortune publique fut livré au pillage; jamais la dilapidation n'avait été si effrontée : la Convention avait été un régime de meurtre, le Directoire devint un régime de rapine.

Cependant à ce spectacle de désastre au dehors, d'anarchie au dedans, le découragement entrait dans les âmes,

[1] Journée du 30 prairial.

[2] *Mémorial ou Journal hist. de la Rév. franç.* — M. Thiers dit seulement *onze journaux*.



et aux explosions du mépris succédaient les plaintes de la peur. C'est alors qu'un député des Cinq-Cents, Jourdan, de la Haute-Vienne, proposa de déclarer la patrie en danger. Ce fut une délibération bruyante; la proposition fut rejetée, et au sortir de la séance le conseil se trouva en face de multitudes qui l'assaillirent par des huées; la populace voulait que la patrie fût en danger, afin de la sauver par ses expédients accoutumés. Devant ces signes de tempête, le Directoire ne sut que destituer Bernadotte, ministre de la guerre, et Lefèvre, commandant de Paris, deux criminels importuns, qui paraissaient prendre au sérieux les austérités de la République, et ne voulaient pas que l'énergie de la France s'épuisât dans les rivalités des concussionnaires et des corrompus.

En échange donc des récits venus d'Egypte, la France n'avait à envoyer à Bonaparte que le tableau d'une situation hideuse; l'imagination du jeune général en fut bientôt allumée; et c'est alors que commença à lui apparaître le drame dans lequel sa vie devait être engagée, et dont il poursuivait le mystère par un vague pressentiment.

En ce moment les membres du Directoire étaient Barras, Siéyes, Roger-Ducos, Gohier et Moulins; les deux premiers d'un nom célèbre, les autres d'une renommée douteuse, et que la lâcheté des intrigues venait d'élever au partage de la souveraineté, ou plutôt de l'infamie.

L'esprit inquiet et stérile de Siéyes se débattait dans les angoisses d'une situation fatale par des plans de renouvellement politique; ainsi était-il apparu en 1789, tourmenté par des systèmes, comme un de ces rêveurs de chimères, qui, incapables de gouverner le monde, sont assez ingénieux pour le désoler par des utopies.

Cette fois du moins Siéyes sentait que la France périssait dans son cercle de révolution, et ce n'était pas sans raison qu'il aspirait à des desseins de réforme, si ce n'est qu'une réforme entreprise en de telles occurrences dépassait ses forces et celles de ses affidés.

Mais déjà le pressentiment de ce dessein était entré dans les assemblées. « Mourons sur nos siéges curules, » s'écria

ce même Jourdan, qui se croyait un sénateur de la République romaine; et Siéyes n'en continua pas moins ses trames, sans se douter qu'il préparait une révolution, d'où il aurait à disparaître avec ses rêveries.

C'est ici le point de départ de la plus grande époque qui se soit vue dans aucune histoire; époque de transformation universelle, où se mêlent les actes contraires de raison et de folie, de génie et d'aveuglement, d'héroïsme et de témérité.

L'histoire a besoin de recueillir toute sa sagesse pour raconter les événements de cette période. Tout s'y mêle, le bien et le mal, la grandeur et la petitesse, la gloire même et la honte, et c'est en de tels récits que l'Histoire doit être, par sa fermeté et par sa justice, au-dessus des soupçons de faiblesse ou d'antipathie, d'engouement ou de haine : *incorruptam fidem professis, nec amore quisquam, et sine odio dicendus est.* Tac. (Hist. lib. 1.)

CHAPITRE PREMIER.

Fin de l'an VII. Commencement de l'an VIII. Défaites et victoires. — Bataille de Zurich. — Nouvelles d'Égypte. Bataille d'Aboukir. — Impressions diverses; les Jacobins frémissent aux récits des victoires. — Desseins de réaction contre l'esprit révolutionnaire. — Conspirations contraires. — Siéyes hâte ses projets de réforme du gouvernement. — Anxiété publique. — Retour imprévu de Bonaparte. — Étonnement du Directoire. — Explication. — Les plans contraires sont déconcertés. — Bonaparte interrogé sur les plans de Siéyes. — Hésitation, indifférence, préméditation. — Soin de Bonaparte à poursuivre la faveur publique. — Siéyes suit ses trames. — Bonaparte étudie les partis. — Tous se tournent vers lui. — Victoires nouvelles. — Exaltation nationale contre l'Angleterre. — Accord de Siéyes et de Bonaparte. Conditions de Bonaparte. — Apprêts du 18 brumaire. — Bonaparte au conseil des Anciens. — Proclamations. — Paroles célèbres de Bonaparte à un émissaire de Barras. — Le conseil à St-Cloud. — Délibérations. Orages au conseil des Cinq-Cents. — Pendant ce temps Bonaparte fait des harangues au conseil des Anciens. — Drames inutiles. — Drames plus sérieux au conseil des Cinq-Cents. — Bonaparte paraît. — Scènes terribles. — Conduite de Lucien Bonaparte. — Résolution théâtrale. — Scènes au dehors. — Irruption armée au conseil des Cinq-Cents. — Dénouements. — Délibérations nouvelles. — Éloquence de Lucien. — Décrets, organisation nouvelle de la République; consulat. — Jugement.

L'an VII de la République (1798) s'était achevé sous des auspices funestes[1]. Les Anglo-Russes, telle était alors la désignation des forces coalisées, les Anglo-Russes en Hollande, les Austro-Russes en Italie, avaient partout accablé nos armées; et comme il arrive, l'opinion populaire avait fait un crime au Directoire de ces défaites : Siéyes et Barras étaient l'objet principal de la défaveur, si ce n'est que la conduite totale de l'État justifiait plus pleinement l'aversion qui les poursuivait.

[1] J'ouvre ces premiers récits en suivant un narrateur non suspect, Lucien Bonaparte. — *Révolution du 18 brumaire*, 1845.

L'an VIII s'ouvrit sous des auspices meilleurs. L'armée *anglo-russe* s'était avancée jusqu'à Berghen; elle fut battue par le général Brune. Un message du Directoire apporta aux conseils cette nouvelle; c'était le jour anniversaire de la République (1er vendémiaire); et aux félicitations de la victoire se mêlèrent des harangues politiques empreintes d'opinions diverses, mais où perçait d'une part un travail de réforme dans le sens de l'ordre, d'autre part un vague retour vers le jacobinisme de 93[1].

Bientôt le Directoire put se croire plus affermi encore contre les oppositions par des récits nouveaux de victoire.

Masséna venait de passer la Limath et de s'emparer de Zurich, après un combat décisif et éclatant contre les Autrichiens. Une dépêche télégraphique du vaillant général était ainsi conçue: « Suwarow arrive; il attaque mon aile droite; il compte sur l'armée que j'ai vaincue; je vais le vaincre. »

« En effet, » dit le narrateur que je suis, « Suwarow, après avoir franchi le Saint-Gothard avec 20 mille soldats, descend dans la plaine où il espère trouver les Austro-Russes; c'est leur vainqueur, c'est Masséna qu'il trouve à leur place.... et le *farouche Italique* mis en déroute est poursuivi l'épée dans les reins[2]. »

Telle était en ce temps la langue de la politique et de l'histoire.

Le même jour, une dépêche d'Égypte annonçait une victoire éclatante, remportée sur les Anglais et les Turcs à Aboukir (8 thermidor, 25 septembre); c'était une réparation des désastres qui avaient donné à l'expédition d'Égypte une fatale ressemblance avec les calamités des Croisades. A la nouvelle d'une bataille heureuse, le gouvernement triompha, les factions frémirent. Les Jacobins semblaient avoir besoin de la défaite des armées, et ils ne craignaient pas de déplorer leurs succès. « Les revers élèvent l'âme,

[1] Récit de Lucien Bonaparte.—*Révolution du 18 brumaire*, imprimé en 1845.

[2] Ibid.

disaient-ils, et enfantent ces exploits étonnants qui fondent les Républiques et culbutent les tyrans [1]. » Les conseils virent dans ces vœux pour l'adversité une menace de péril public, et ils leur opposèrent de pompeuses déclamations de joie, à la manière du temps. « Laissons, disaient-ils, les sycophantes politiques gémir de nos brillants succès....... Rome pleura-t-elle jamais les défaites de Porsenna?.... Les misérables soupiraient donc après nos revers! Ils voudraient donc que le plomb meurtrier perçât Bonaparte, Brune et Masséna, comme il a percé le brave Joubert! »

C'est sous de telles impressions que s'alimentaient les préméditations de réforme dans la République, jusqu'à ce que ces vagues desseins prirent le caractère d'une conspiration délibérée. Il s'agissait dans le plan de Siéyes de créer trois Consuls pour dix ans, d'instituer un sénat à vie, avec le droit de suffrage universel à plusieurs degrés; c'était une révolution contre la révolution, et un effort pour remonter le courant qu'on avait suivi depuis dix ans. La France semblait disposée à seconder ce retour d'opinion; le mépris suppléait à la haine, et chacun aspirait à voir finir un régime qui s'abîmait dans la honte. Mais on savait le conseil des Cinq-Cents rebelle à toute pensée de réforme, et tout le dessein consistait à vaincre sa résistance, fût-ce par la force.

D'autre part, les Jacobins tenaient leurs assemblées dans les faubourgs, où Santerre, parent du directeur Moulins, organisait les fédérés de 93. Tout annonçait des luttes implacables, et à mesure que se découvraient les périls, les chefs de la réforme devenaient craintifs; les comités de Siéyes étaient moins ardents et moins nombreux; Barras s'enveloppait de mystère; il fuyait la délibération, et Siéyes lui-même se défiait de son propre dessein, cherchant vainement autour de lui un homme de main pour assurer sa réussite.

La conception du plan d'ailleurs était simple. La constitution donnait au conseil des Anciens le droit de chan-

[1] Journal dénoncé par le député Boisset, au conseil des Anciens.

ger la résidence du Corps législatif ; un décret était pour cela suffisant, et nul n'y pouvait contredire sans forfaiture. Les conseils une fois soustraits à l'action de l'émeute parisienne, le conseil des Anciens adopterait les réformes, et proposerait au conseil des Cinq-Cents de se soumettre à l'acceptation du peuple. Mais comment contraindre le conseil des Cinq-Cents à partir de Paris où était sa force? Les généraux Jourdan, Bernadotte, Augereau, Lamarque étaient dans les oppositions ; Moreau hésitait ; Barras tremblait ; l'exécution était pleine de doute et de péril.

Ces anxiétés s'étaient répandues dans le public, comme il arrive dans tous les apprêts mystérieux de révolution. Paris était dans un de ces moments où l'attente est une souffrance, et où l'inquiétude accepte tous les récits, et donne de la vraisemblance à toutes les alarmes. Tout à coup on annonce que *Bonaparte a débarqué à Fréjus!* (17 vendémiaire,—7 octobre.) Ce fut comme un coup de foudre. Le soir à tous les théâtres on publia la nouvelle ; le lendemain, on l'entoura de solennité dans le *Moniteur*. Mais elle dépassait les desseins de Siéyes, qui n'espérait pas un tel auxiliaire, et le Directoire fut maladroit à trahir sa surprise en la déguisant dans un message aux conseils, plein de détails sur le combat de Berghen, il ajoutait comme par incident :

« Le Directoire vous annonce avec plaisir qu'il a aussi reçu des nouvelles de l'armée d'Égypte. Le général Berthier, débarqué le 17 de ce mois à Fréjus, avec le général en chef Bonaparte, les généraux Lannes, Marmont, Murat et Andréossy, et les citoyens Monge et Berthollet, mande qu'ils ont laissé l'armée française dans la position la plus satisfaisante. »

Cette affectation à couvrir d'indifférence le nom de Bonaparte, aisément pénétrée, anima les conjectures, et même provoqua l'enthousiasme. On sentait naître une puissance encore pleine de mystère, mais qui, pour cela même, grossissait l'espérance. A la lecture de ce message, ce nom de Bonaparte, vainement caché parmi tous les autres, excita de longs cris de joie, et les conseils se levèrent

comme sous le coup d'une émotion électrique. Il se fit des discours; tous respiraient l'attente d'événements nouveaux; Bonaparte apparaissait aux imaginations effarées comme le maître des destinées de la République.

Et lui-même avait brusquement quitté l'Égypte comme entraîné par des pressentiments semblables.

Après la bataille d'Aboukir, un parlementaire envoyé à la flotte anglaise, en avait rapporté un journal (*la Gazette française de Francfort,* du 10 juin 1799). Depuis dix mois, Bonaparte était sans nouvelles; la lecture de ce journal l'illumina comme un éclair. « Mon pressentiment ne m'a pas trompé, s'écria-t-il, l'Italie est perdue! les misérables! tout le fruit de nos victoires a disparu; il faut que je parte [1]. »

Et aussitôt, il prépare secrètement son départ. D'autres ont écrit que Bonaparte, au contraire, avait été plusieurs fois rappelé par le Directoire, et ils ont pensé de la sorte atténuer les griefs des autres généraux, pour qui son départ fut une désertion [2]. Question vaine, qui ne change pas le caractère de sa résolution, et la laisse rattachée à la préméditation systématique de tous ses desseins. Ce qui est certain, c'est qu'à ce moment l'Égypte était perdue, malgré la victoire d'Aboukir; l'armée était décimée par les combats et les maladies; tout lui manquait, les vêtements, les vivres, les munitions. Peu importait à Bonaparte une si funeste réussite; son expédition avait tenu le monde attentif: l'Orient et l'Occident avaient le regard fixé sur lui; il sentit que l'heure était venue d'obéir à ce qu'il appelait sa destinée.

Cependant Siéyes, bien que servi au delà de sa pensée par la brusque apparition de Bonaparte et par sa popularité, s'était hâté dans les confidences. « Vous allez au-devant de votre frère, avait-il dit à Lucien, personne mieux que vous ne peut lui apprendre nos projets. C'est à lui

[1] *Mém. de Bourrienne*, t. II.

[2] Voyez un écrit intitulé: *Retour du général Bonaparte de l'Égypte*, par M. le baron Menneval (*Spectateur militaire*, 15 mai 1840).

maintenant à se mettre à notre tête, et à nous sauver du réveil des Jacobins [1]. » Mais l'inquiétude se mêlait à l'espérance. Bonaparte consentirait-il à n'être qu'un instrument de parti? Les Jacobins n'auraient-ils pas l'habileté de le dominer par leurs soumissions ou leurs flatteries? Barras, par un reste d'empire, ne l'entraînerait-il pas dans ses incertitudes? ou s'il tirait l'épée, ne serait-ce pas pour saisir et garder le pouvoir? quel espoir de modérer une réforme qui devait commencer par le coup de main d'un général d'armée? L'anxiété fut vive au cœur de Siéyes et des affidés, et cette conjuration si gravement délibérée risqua d'être livrée à tous les hasards d'une témérité et d'une aventure.

Cependant Bonaparte reçut les confidences en homme à qui pèse l'anarchie des pouvoirs, mais peu prompt à s'engager en des desseins où son rôle serait ambigu.

—« Siéyes a raison, dit-il, il faut à la France un pouvoir plus concentré. Trois consuls valent mieux que cinq directeurs. J'avais donné trois consuls à Gênes, et je voulais qu'on ne donnât que trois directeurs à Milan... Nous avons besoin d'autres lois que celles des ôtages et de l'emprunt forcé. En allant de ce pas, tous les peuples s'éloigneraient de nous.... On ne tarderait pas à nous rendre 93. Agissez sans crainte. Je suis avec le conseil des Anciens : je servirai de bouclier aux sages de la République contre l'émeute des faubourgs, comme j'ai servi de bouclier à la Convention contre l'émeute des sections royalistes en vendémiaire. »

—« Puis-je assurer que vous consentez à être un des trois consuls? » dit alors son frère Lucien.

« — Non, répondit Bonaparte; gardez-vous-en bien. J'ignore si cela me conviendra [2]. »

Cette parole fut mal comprise de Siéyes; il crut y voir de l'inquiétude; elle trahissait un calcul. Dès lors, Bona-

[1] Le 18 brumaire.— Récit de Lucien.
[2] Ibid.

parte mesurait la part qui lui serait faite dans les révolutions et dans les destinées de la France.

Il laissa, du reste, aux affidés politiques de cette trame, le soin de sa conduite. Il prit peu d'intérêt aux organisations projetées de gouvernement. Le suffrage universel le touchait peu ; et lorsqu'on lui parlait des trois consuls, du sénat, de la prérogative ou de l'initiative de l'un des pouvoirs, il se taisait, ou bien il jetait quelqu'un de ces mots qui laissent à l'imprévu sa grande part dans les témérités comme dans les affaires. « Nous verrons ! on ne peut tout faire à la fois ! à chaque jour suffit sa tâche ! [1]. » Ainsi, en recevant la pensée des autres, il cachait la sienne, soigneux seulement de s'enraciner dans les opinions et de les fasciner même par le mystère et le silence.

Bonaparte se rendit au Directoire (26 vendémiaire) dans un appareil de simplicité qui remua les multitudes. Il était en redingote ; à sa ceinture, un cimeterre turc attaché par un cordon de soie : nul autre signe ne le distinguait de la foule. Passant devant les soldats au Luxembourg, il en reconnut plusieurs de l'armée d'Italie, et il leur parla de leurs campagnes ; vieille habileté pour arriver à la popularité et à la puissance.

Cependant Siéyes suivait son dessein. L'exécution en fut réglée dans ses conciliabules. On convint que le conseil des Anciens déclarerait le Corps législatif transféré à St-Cloud, et pour assurer l'exécution de cette mesure soudaine, il remettrait au général Bonaparte le commandement de toutes les forces militaires de Paris et des environs, ainsi que de la garde législative et directoriale. C'était un coup de dictature qu'on revêtait le mieux possible de légalité.

Bonaparte n'avait pas l'air de soupçonner ces plans. Il conférait avec tous les partis ; il étudiait et il comparait les opinions. Il recevait tous les empressements, et moins il laissait échapper de préférence, plus il y avait d'émulation dans les hommages. Les Jacobins, les constitutionnels,

[1] Récit de Lucien.

les politiques, prompts à tourner à tout vent, tous couraient vers lui avec des adulations. La nation suivait la même impulsion, mais avec un élan plus vrai. Les opinions révolutionnaires voyaient en Bonaparte un régénérateur. Des adresses partaient de tous les points avec des explosions de liberté. Dans l'armée, l'admiration était toute la politique; mais parfois l'enthousiasme ressemblait à un délire. « C'est à Bonaparte, écrivait Championnet, qu'il appartient de relever l'arbre de la liberté dans cette belle Italie, où il l'avait planté et fait fleurir. C'est à lui à renverser de son trône le despote autrichien, et à se rouvrir un passage, par les mêmes chemins, vers cette Vienne perfide qu'il a déjà menacée. » Chacun enfin interprétait, selon sa passion, la puissance réservée à Bonaparte, et, pour que rien n'échappât à l'action mystérieuse de ce génie, on vit l'Institut lui faire des honneurs inusités et recevoir ses observations sur l'Égypte, sur ses monuments, sur les restes du canal de Suez, comme autant d'oracles : Bonaparte semblait marqué d'un signe pour dominer la science comme la politique, pour commander aux académies comme aux armées.

Sur ces entrefaites vint une nouvelle de victoire. Un débarquement d'Anglais et de Russes s'était fait en Hollande sous la conduite du duc d'Yorck. L'expédition n'avait point réussi, et le duc d'Yorck avait demandé une capitulation. Par une convention signée à Alkmaër le 26 vendémiaire, les Anglais devaient évacuer le territoire de la République batave, les côtes, îles et mers intérieures qui en dépendent, et restituer huit mille prisonniers de guerre, Français ou Hollandais, détenus en Angleterre, indépendamment du cartel d'échange. Cette nouvelle exalta la joie publique; mais l'Angleterre n'en fut point émue. L'Inde venait de voir tomber Tippoo-Saëb : un monde s'ouvrait à l'empire de la Grande-Bretagne ; elle ne prit pas garde à un échec en Hollande, et lord Holland, le neveu de Fox, ayant fait une proposition en faveur de la paix avec la France et contre l'alliance avec la Russie, il ne fut appuyé que par une voix, celle de lord King.

Mais l'animosité nationale était mutuelle. Wolf-Tone, le chef de l'Union irlandaise, avait été fait prisonnier lors de l'expédition française en Irlande; et une cour martiale, établie à Dublin, l'avait condamné à mort: il prévint le supplice par le suicide. Les conseils entourèrent de bruit cette mort, et Lucien demanda des secours publics pour sa veuve et pour ses enfants. « La loi du 14 fructidor, disait-il, ne leur assigne qu'un secours de trois cents francs; mais cette loi prévoit le cas où des services majeurs seraient rendus à la liberté; dans ce cas, elle ordonne qu'une décision particulière fixe des secours à la famille des héros.... J'aurais voulu, ajouta-t-il, que cette famille fût assise là, au milieu de vous, et que toute couverte du sang du héros insulaire, elle reçût de vous cet accueil de la fraternité civique, plus précieux pour les âmes magnanimes que tous les secours. »

Ce bruit de paroles répondait alors à l'agitation des âmes. On vota des secours publics, et le nom anglais fut livré aux anathèmes.

Par degrés, cependant, les desseins de Siéyes rompaient leur secret, et le silence de Bonaparte trahissait ses préférences; les Jacobins commençaient à s'émouvoir : aux caresses avaient succédé la défiance; les chefs de l'entreprise virent qu'il était temps de hâter l'exécution.

Alors Bonaparte se dévoila tout entier; il donna à Siéyes son assentiment, mais en déconcertant ses illusions. Il voulait bien servir d'instrument à la conspiration, mais de façon à en rester le maître. Il parlait de tout soumettre à la ratification du peuple, mais après avoir constitué une autorité provisoire. Ainsi la réforme projetée devait être d'abord la saisie du pouvoir; l'organisation politique viendrait ensuite. Ce fut la condition de son concours, et après un tel échange de confidences, tout semblait remis à sa discrétion.

Il n'y eut plus qu'à marcher droit à l'événement; on s'y prépara par des fêtes. Il y eut un banquet célèbre, offert par les deux conseils à Bonaparte et à Moreau, ces deux rivaux de gloire, qui se connaissaient à peine et se défiaient mutuellement de leur renommée. Ce banquet de

750 couverts eut lieu dans l'église de Saint-Sulpice, devenu le *temple de la victoire*. Chaque pompe alors était une profanation, et la gloire était scellée par des sacriléges. Plusieurs membres des conseils d'une opinion extrême avaient refusé de prendre part à cette fête; l'absence des généraux Jourdan et Augereau y sema des craintes et des conjectures; le banquet fut solennel, mais triste et sombre. On sortit de là pour aller assurer l'exécution du coup d'État.

Déjà le conseil des Anciens avait accepté les conditions de Bonaparte. Un décret lui remettait le commandement de toutes les troupes; une autre résolution le déclarait consul avec Siéyes et Roger-Ducos; c'était lui décerner la pleine puissance. Tel fut l'apprêt du 18 brumaire: le reste ne devait pas se dérouler sans péril.

Après des discours d'une faconde vaine, le conseil des Anciens, en vertu de la Constitution, avait, dans la nuit du 17 au 18, transféré le Corps législatif à Saint-Cloud. Des proclamations annoncèrent le matin cette décision.

« Le salut commun, la prospérité commune, tel est le but de cette mesure constitutionnelle: il sera rempli. »

C'est l'apologie ordinaire de toutes les entreprises de révolution.

« Vive le Peuple, en qui et par qui est la République. » C'est le cri par où s'inaugurent tous les coups d'État.

Bonaparte parut à la barre des Anciens avec des paroles de gratitude et avec des serments.

« Nous voulons, s'écria-t-il, une République fondée sur une vraie liberté, sur la liberté civile, sur la représentation nationale, nous l'aurons. Je le jure! je le jure en mon nom et en celui de mes compagnons d'armes. »

Puis il fit aussi des proclamations au peuple et à l'armée. A l'armée comme au peuple il parla du désordre de l'État et des maux de la République. C'était une popularité assurée, car la souffrance était grande, et chacun aspirait à une situation meilleure. C'est par là que s'explique la rapidité des vicissitudes dans les jours de révolution.

En un moment Paris fut occupé par l'armée. Le Direcrectoire, surpris au Luxembourg par ce mouvement, fit

courir ses émissaires et manda le général Lefebvre, gouverneur de Paris, qui fit savoir qu'il était placé par le conseil des Anciens sous les ordres du général Bonaparte.

Barras, l'un des directeurs, envoya à Bonaparte son secrétaire Bottot, demandant une sauvegarde pour s'aller cacher à Grosbois. La foule curieuse avait suivi Bottot, et c'est alors que Bonaparte fit entendre ces apostrophes célèbres, mais qui perdaient de leur grandeur, s'adressant à l'émissaire de Barras :

« Qu'avez-vous fait de cette France, que je vous avais laissée si brillante? Je vous ai laissé la paix; j'ai retrouvé la guerre. Je vous ai laissé des victoires; j'ai retrouvé des revers. Je vous ai laissé des millions d'Italie; j'ai retrouvé des lois spoliatrices et la misère..... Qu'avez-vous fait de cent mille Français que je connaissais, mes compagnons de gloire?... Ils sont morts.

» Cet état de choses ne peut durer; avant trois ans il nous mènerait au despotisme. Mais nous voulons la République, assise sur les bases de l'égalité, de la morale, de la liberté civile et de la tolérance politique. Avec une bonne administration, tous les individus oublieront les factions dont on les fit membres, et il leur sera permis d'être Français. Il est temps enfin de rendre aux défenseurs de la patrie la confiance à laquelle ils ont tant de droits. A entendre quelques factieux, nous serions bientôt des ennemis de la République, nous qui l'avons affermie par nos travaux et notre courage; nous ne voulons pas de gens plus patriotes que les braves mutilés au service de la République. »

Bottot s'en alla sous l'impression de ces paroles; adressées à Bottot, elles étaient destinées à la foule; elles annonçaient que le Directoire n'existait plus.

Cependant la suite des événements était douteuse encore. Le décret des Anciens n'avait pas éprouvé de résistance. Le conseil des Cinq-Cents s'était soumis; la population de Paris suivait le drame avec sa curiosité accoutumée; mais des opinions rebelles pouvaient éclater à Saint-Cloud; là était le théâtre des scènes éclatantes et des luttes décisives.

Les Anciens s'établirent dans la galerie de Mignard, les Cinq-Cents, dans l'Orangerie. On s'apercevait au regard et au murmure du frémissement des cœurs.

Au conseil des Cinq-Cents, le député Gaudin commença par balbutier une proposition d'examen sur les dangers de la Révolution. Les passions ardentes répondirent par la moquerie ; puis éclatèrent des cris confus. « La constitution ou la mort ! — Les baïonnettes ne nous effraient pas ! — Nous sommes libres ici ! »

Tristes débuts de délibération ! Lucien, le président des Cinq-Cents, attendait une communication des Anciens qui n'arrivait pas. L'attente se remplit par des clameurs et par des propositions de toute sorte. Point de dictature ! s'écriait-on ; et dans le désordre un député demanda que tous les députés fussent appelés à renouveler le serment à la constitution. A ces propositions, l'enthousiasme devint du délire ; aux applaudissements se mêlaient les menaces. On insulte le président du conseil ; il se défend par des rappels à l'ordre ; quelques discours éclatent dans cet orage ; enfin, pour tempérer la frénésie, le président annonce qu'il va faire prêter le serment proposé ; et tandis que s'épuise lentement l'appel des députés, il espère que les Anciens enverront leur message. Au lieu du message arrive une lettre de Barras, qui annonce que « devant la gloire de Bonaparte il n'a plus qu'à se cacher dans les rangs des simples citoyens ! Il n'y a plus de périls pour la liberté ! » Nouveau sujet de divagation pour l'assemblée, si ce n'est que les jacobins commencent à mesurer l'abîme qui s'ouvre. Tout leur indique une entreprise concertée, sous laquelle ils doivent périr.

Mais, pendant que les Cinq-Cents étaient en proie aux anxiétés d'une attente inexpliquée, d'autres événements se passaient au conseil des Anciens. Dans le plan convenu d'avance, ce conseil devait, dès les premiers moments de sa réunion, porter un décret pour l'établissement d'un consulat provisoire, lequel serait proclamé devant le peuple et porté ensuite aux Cinq-Cents par une députation. Ainsi pensait-on conserver au coup d'État l'autorité d'une

délibération constitutionnelle et répondre aux reproches de dictature, qui déjà s'étaient glissés dans le peuple. Bonaparte, peu dressé aux précautions de légalité, prompt toutefois à s'émouvoir des murmures populaires, crut qu'il devait prévenir les griefs, et, sans autre conseil que sa volonté, il s'en alla dans la salle des Anciens demander la parole à l'improviste et faire un discours d'apologie, lorsqu'il n'avait qu'à attendre leur délibération pour la confirmer par l'épée.

« Représentants du peuple, leur dit-il, vous n'êtes pas dans des circonstances ordinaires; vous êtes sur un volcan. Permettez-moi de vous parler avec la franchise d'un soldat, avec celle d'un citoyen zélé pour le bien de son pays, et suspendez, je vous en prie, votre jugement jusqu'à ce que vous m'ayez entendu. »

Et après ce préambule il rappela sa vie.

« On parle d'un nouveau César! d'un nouveau Cromwell! On répand que je veux établir un gouvernement militaire!

» Représentants du peuple! si j'avais voulu opprimer la liberté de mon pays, si j'avais voulu usurper l'autorité suprême, je ne me serais pas rendu aux ordres que vous m'avez donnés; je n'aurais pas eu besoin de recevoir cette autorité du Sénat. Plus d'une fois, et dans des circonstances extrêmement favorables, j'ai été appelé à la prendre. Après nos triomphes en Italie, j'y ai été appelé par le vœu de la nation; j'y ai été appelé par le vœu de mes camarades, par celui de ces soldats qu'on a tant maltraités depuis qu'ils ne sont plus sous mes ordres; de ces soldats qui sont obligés encore aujourd'hui d'aller faire dans nos départements de l'Ouest une guerre horrible, que la sagesse et le retour aux principes avaient calmée, et que l'ineptie ou la trahison vient de rallumer.

« Je vous le jure, représentants du peuple, la patrie n'a pas de plus zélé défenseur que moi. »

Après quoi il se mit à montrer les périls nouveaux et la nécessité de les prévenir. C'était un vain appel à la sagesse, d'où pouvait naître la résistance de quelques-uns.

« Prévenez les déchirements, s'écria-t-il enfin; évitons

de perdre ces deux choses pour lesquelles nous avons fait tant de sacrifices.... la liberté et l'égalité. »

« Et la constitution! » dit alors une voix, celle de Linglet.

« La constitution! reprit Bonaparte, vous l'avez violée au 18 fructidor; vous l'avez violée au 22 floréal; vous l'avez violée au 30 prairial. La constitution! elle est invoquée par toutes les factions, elle a été violée par toutes! Elle ne peut être pour nous un moyen de salut, parce qu'elle n'obtient plus le respect de personne. »

Et il continua de la sorte à épuiser les moments d'action du conseil, mêlant l'accusation à l'apologie, parlant de la guerre des Chouans qui se ravivait, du Directoire qui se disloquait, de projets mystérieux qui se tramaient, et finissant par déclarer qu'il ne voulait être que le bras de l'Assemblée, et qu'il abdiquerait ses pouvoirs aussitôt que les dangers seraient passés.

Le conseil, dérouté par cette harangue, ne sut plus que perdre son temps en formules solennelles et en vagues délibérations. Et d'abord il accorda séance à Bonaparte dans son sein; et l'adulation fit oublier la réalité du péril.

« Vous venez de l'entendre! représentants du peuple, s'écria Cornudet; qui doutera maintenant qu'il y ait eu conspiration. Celui à qui vous avez décerné tant d'honneurs, celui devant qui l'Europe et l'univers se taisent d'admiration sera-t-il regardé comme un vil imposteur? quelle qualification faudra-t-il donner aux doutes de ceux qui demandent des preuves? »

« Des preuves! dit Fargues; je propose qu'on fasse imprimer le discours de Bonaparte. » La proposition est adoptée.

Et alors Bonaparte se lève et parle encore :

« S'il faut s'expliquer tout à fait, dit-il, s'il faut nommer les hommes, je les nommerai. Je dirai que les directeurs Barras et Moulins m'ont proposé de me mettre à la tête d'un parti tendant à renverser tous les hommes qui ont des idées libérales. »

A ces mots, quelques-uns demandent un comité géné-

ral. Non! non! s'écrient les autres, que tout soit public! Puisque le général Bonaparte vient de nous dénoncer la conspiration et les conspirateurs, que tout soit dit et fait à la face de la France!

« Nous serions les plus indignes des hommes, dit Laussat, si nous ne prenions pas, à cet instant, toutes les mesures qui peuvent sauver la patrie! »

« Je demande, dit Cornudet, que le général continue de s'expliquer en public; et, après, je ferai la motion de demander au conseil des Cinq-Cents s'il veut proposer, et à l'instant même, des mesures de salut public. Quand il s'agit de sauver la patrie, tout le monde a part à la magistrature. Songeons que si la liberté est perdue pour nous, elle est perdue pour l'univers entier. Je demande que le général Bonaparte continue; après ce qu'il a dit, il n'a plus rien à cacher. »

« On a parlé d'une conspiration, dit Duffau, nous devons la connaître. Nous devons en recevoir les détails du général Bonaparte, puisque notre commission des inspecteurs n'a pas voulu nous les donner. »

Cette dernière parole émeut l'assemblée. « Je ne souffrirai pas, dit le président Lemercier, que nos collègues soient calomniés! » Et il déclare que la commission lui a, au contraire, annoncé des révélations qui achèveraient la lumière.

Alors on s'écrie de toutes parts que Bonaparte doit encore être entendu; et Bonaparte ne peut plus que jeter quelques vagues paroles.

« Je vous le répète, représentants du peuple, la constitution, trois fois violée, n'offre plus de garantie aux citoyens; elle ne peut plus entretenir l'harmonie, parce qu'il n'y a plus de diapazon. »

Et après ce début, il parle des factions diverses, *qui toutes sont venues sonner à sa porte; mais il ne les a point écoutées, parce qu'il n'est d'aucune coterie; il n'est que du grand parti du peuple Français. Plusieurs membres du conseil des Anciens savent d'ailleurs qu'il les a entretenus des propositions qui lui ont été faites. Il n'a foi que dans le con-*

seil des Anciens: le conseil des Cinq-Cents est divisé; il renferme des factions qui voudraient rétablir la Convention et les échafauds; et du sein de ces factions, ajoute-t-il, *partent à l'instant même des émissaires chargés d'aller organiser un mouvement à Paris.*

« Mais que ces projets criminels, dit-il à la fin, ne vous alarment pas; environné de mes frères d'armes, je saurai vous en préserver. J'en atteste votre courage, vous, mes braves camarades, vous aux yeux de qui on voudrait me peindre comme un ennemi de la liberté...., vous, grenadiers, dont j'aperçois d'ici les bonnets..., vous, braves soldats, dont j'aperçois d'ici les baïonnettes que j'ai si souvent fait tourner à la honte de l'ennemi, à l'humiliation des rois, et que j'ai employées à fonder des républiques.

» Et si quelque orateur, payé par l'étranger, parlait de me mettre *hors la loi,* qu'il prenne garde de porter cet arrêt contre lui-même! S'il parlait de me mettre *hors la loi,* j'en appellerais à vous, mes braves compagnons d'armes; à vous, braves soldats, que j'ai tant de fois menés à la victoire; à vous, défenseurs de la République, dont j'ai partagé les périls pour affermir la liberté et l'égalité...; je m'en remettrais, mes braves amis, au courage de vous tous et à ma fortune. »

Cependant le conseil semblait peu satisfait de cette éloquence.

« Général, dit le président, le conseil vient de prendre une décision pour vous inviter à dévoiler dans toute son étendue le complot dont la République était menacée. »

« J'ai eu l'honneur de dire au conseil, reprend Bonaparte, que la constitution directoriale ne pouvait sauver la patrie, et qu'il fallait arriver à un ordre de choses tel que nous puissions la retirer de l'abîme où elle se trouve. La première partie de ce que je viens de vous répéter m'a été dite par deux des membres du directoire que je vous ai nommés et qui ne seraient pas plus coupables qu'un très-grand nombre de Français, s'ils n'eussent fait qu'articuler une chose connue de la France entière. Puisqu'il est reconnu que la constitution ne peut plus sauver la Républi-

que, hâtez-vous donc de prendre des mesures pour la retirer du danger, si vous ne voulez pas recevoir de sanglants et d'éternels reproches du peuple Français, de vos familles et de vous-mêmes. »

Et à ces mots il sortit du conseil, où il venait d'amoncéler des nuages, au lieu d'y porter la lumière ; en reparaissant dans la cour, il fut accueilli par les cris de vive Bonaparte! Sa popularité était idéale ; mais peu s'en était fallu qu'il ne la perdît en s'aventurant dans les explications inutiles d'une assemblée formaliste.

Or, en rapportant ces harangues, j'ai suivi les récits de Lucien, pour écarter toute défiance. Un autre narrateur, alors témoin et confident de la vie de Bonaparte, donne à tout ce drame un caractère moins sérieux : à en croire Bourrienne, il n'y eut aux Anciens qu'une conversation brisée avec le président ; on n'entendait que ces mots : « *Frères d'armes, franchise de soldats.* » Les paroles de Bonaparte étaient *ambiguës, entortillées* ; « il parlait sans suite de volcans, d'agitations sourdes, de victoire, de constitution violée... Puis venaient César... Cromwell... Tyran ; il répéta plusieurs fois : *Je n'ai plus que cela à vous dire*, et il ne disait rien. »

Et Bourrienne ajoute :

« Je m'aperçus du mauvais effet que produisait ce bavardage, et je dis à voix basse à Bonaparte : « Sortez, général, vous ne savez plus ce que vous dites [1]. »

Quoi qu'il en soit de cette variété de récits où l'histoire hésite entre le solennel et le ridicule, dès que Bonaparte fut sorti, des scrupules se firent jour. « J'ai traversé la Révolution avec une âme pure, dit Dalphonse ; je ne la souillerai point aujourd'hui. » Dalphonse voulait qu'on cherchât dans la constitution le salut de la République. « Tout ce qui s'éloignera de la constitution, s'écriait-il, rétablira la royauté sur les débris de la liberté publique. » Et il demanda que le conseil renouvelât ses serments à la constitution.

[1] *Mém. de Bourrienne*, t. III.

Alors commencèrent de mesquines dissidences. Cornudet rappela le 18 fructidor, et le 22 floréal, cette double mutilation de la représentation nationale; était-ce là la constitution qu'il fallait jurer? Le conseil acheva de perdre à ces discussions le temps qu'il devait employer à un décret décisif, et vainement attendu par les Cinq-Cents.

Mais aux Cinq-Cents tout se déroulait en scènes violentes et orageuses.

La démission de Barras avait annoncé la pleine déroute du Directoire. Mais cette démission était-elle libre et régulière? et fallait-il la recevoir? Quelques-uns en contestent la légalité, et comme la discussion s'anime sur cette question, tout à coup une vive émotion se fait à la porte; des armes paraissent; c'est le général Bonaparte qui entre avec quatre grenadiers, tandis que la porte reste gardée par des soldats, des officiers et des généraux: Bonaparte venait apparemment renouveler ses apologies qu'il avait portées au conseil des Anciens; mais ici les dispositions n'étaient pas les mêmes. A sa vue l'assemblée se lève et frémit. « Des hommes armés! » s'écrie-t-on. Les plus ardents se précipitent; plusieurs font briller des poignards; Bonaparte est entouré, menacé, les grenadiers le protègent et le font sortir de la salle; un d'eux, nommé Thomé, reçoit un coup dans ses habits; peu s'en faut que l'entreprise ne s'achève par le meurtre de César.

Cet incident avait été rapide; Lucien, moins impétueux que son frère, n'avait point prévu son impatience, et il s'appliqua à la réparer; il n'eut pour cela qu'à laisser aller le conseil à toutes ses fureurs.

Dans le tumultueux désordre de l'assemblée, les motions se multipliaient; chacun vociférait sa menace, et la délibération était un échange de clameurs. Tout à coup, une voix domine la tempête: « Hors la loi! crie-t-elle; hors la loi, Bonaparte et ses complices! »

A cette parole, cent furieux courent au fauteuil du président. « Marche, président, dit un député à Lucien; mets aux voix le *hors la loi*. »

Et tous répétaient avec une frénésie nouvelle: hors la

loi ! *Hors la loi*, dans la langue de la Révolution, c'était un cri de mort, et ceux qui le proféraient faisaient appel à l'assassinat.

Le président sent que la force va lui manquer pour résister à cette fureur; et il cède le fauteuil au vice-président Chazal, caractère intrépide et égal à un tel péril. Pour lui, il veut se mêler à la foule qui assiége l'estrade, mais il est pressé par elle, et sa voix est perdue dans la mêlée des voix; il ne peut que jeter quelques mots au général Frégeville, un des inspecteurs de l'assemblée : « Fais avertir le général que le président a été obligé de quitter le fauteuil, et qu'il requiert la force armée pour protéger sa sortie. » Puis il remonte sur l'estrade, et il observe l'orage. Le bruit semble s'apaiser, et les parleurs en profitent pour faire des harangues. L'un démontre que Bonaparte par la nature de ses pouvoirs n'est pas le commandant des grenadiers de la garde de l'assemblée. L'autre disserte sur un message à faire aux Anciens, pour demander que le Corps législatif soit ramené à Paris, siége de la liberté. Un troisième démontre l'illégalité du commandement remis à Bonaparte, et un autre soutient qu'il est strictement conforme à la lettre de la constitution. Lucien laisse à dessein couler cette éloquence, attendant toujours quelque incident propice. Mais dans la confusion des discours, il voit les opinions se concentrer sur la question constitutionnelle, et il essaie à son tour de l'éclairer par une démonstration en règle. Les furieux soupçonnent qu'il veut gagner du temps, et ils l'interrompent par des cris ; Lucien, maître de ses émotions, affecte alors une scène pathétique.

« Je pris alors, dit-il, le parti de me dépouiller de ma toge, et en la déposant sur la tribune, je pus à peine m'écrier encore :

» Il n'y a plus ici de liberté. N'ayant plus le moyen de me faire entendre, vous verrez au moins votre président, en signe de deuil public, déposer ici les marques de la magistrature populaire. »

« Ce mouvement de déposer ma toge, ajoute-t-il, sur le bord de la tribune, produisit plus d'effet que mon discours. »

La révolution était un drame, où l'imagination prenait tout au sérieux, même ce qui touchait au ridicule. La vue de ce président dépouillé de sa *toge* souleva l'assemblée sur ses bancs, plusieurs crurent que c'était un signal donné aux affidés de la conjuration. La peur commençait à se mêler à ce fracas de colère; l'émotion s'accrut lorsqu'on vit s'avancer le détachement qu'avait demandé Lucien au général Frégeville. « Citoyen président, dit l'officier, nous voici par l'ordre du général. » Ouvrez-nous le passage! répondit Lucien, et à cette parole plusieurs s'écrient: « Suivons notre président! » Tandis que d'autres frémissent et menacent, disant: « Il n'y a plus de liberté. »

Une fois hors de l'Orangerie, Lucien court à son frère. « Un cheval pour moi! dit-il, et un roulement de tambour! » Et lorsque le silence se fait dans les rangs de l'armée, Lucien jette une harangue passionnée aux soldats.

« L'immense majorité du conseil est, en ce moment, sous la terreur de quelques représentants à stylets, qui assiégent la tribune et menacent de mort leurs collègues.

» Ces audacieux brigands, inspirés sans doute par le génie fatal du gouvernement anglais, se sont mis en rébellion contre le conseil des Anciens, en demandant la mise hors la loi du général chargé d'exécuter les décrets de ce conseil... Comme si nous étions encore au temps affreux de leur règne, où ce mot de *hors la loi* suffisait pour faire tomber les têtes les plus chères à la patrie.

» Je vous déclare que ce petit nombre de furieux se sont mis eux-mêmes hors la loi par leurs attentats contre la liberté de leurs collègues. Au nom de ce peuple qui, depuis tant d'années, est la victime ou le jouet de ces misérables enfants de la terreur, je confie aux guerriers le soin de délivrer la majorité des représentants du peuple, afin que, protégés contre les stylets par les baïonnettes, nous puissions délibérer en paix sur les intérêts de la République.

» Général, et vous, soldats, et vous tous, citoyens, vous ne reconnaîtrez pour députés de la France, que ceux qui se rendent avec leur président au milieu de vous. Quant à ceux qui persisteraient à rester dans l'Orangerie

pour y voter des *hors la loi*, que la force les expulse.... Ces proscripteurs ne sont plus les représentants du peuple, mais les représentants du poignard. Que ce titre leur reste! qu'il les suive partout! Et lorsqu'ils oseront se montrer à leurs commettants, qui les désavouent, que tous les doigts accusateurs les désignent sous ce nom mérité de représentants du poignard. »

Cette emphase d'accusation remua la soldatesque ; et le général Bonaparte n'eut plus qu'à donner l'ordre à la garde législative d'envahir l'Orangerie. Beaucoup de députés s'étaient groupés autour de Lucien, les autres s'enfuirent par les fenêtres, se dispersèrent dans les jardins, et s'allèrent cacher dans St-Cloud. Telle fut la principale scène de cette révolution. Tout en avait été concerté, et tout s'y fit au hasard. Lucien qui n'en devait être que le témoin, en fut l'instrument; et Bonaparte qui devait en être le héros, risqua de la faire échouer. Il y a dans les plus grandes choses une part décisive que Dieu laisse à l'imprévu, comme pour se jouer du génie et du courage.

Cependant le conseil des Anciens, resté sous la fluctuation où l'avait jeté Bonaparte, cherchait vainement à renouer ses actes au plan si fatalement perdu de vue ; et il continuait à errer en de vagues recherches de mesures constitutionnelles. La scène du dehors ne tarda pas à troubler sa gravité. « Vous savez, vint dire Fargues, un de ses membres, avec quelle bienveillance Bonaparte a été accueilli parmi vous; en sortant de notre salle il est allé dans celle des Cinq-Cents où il a été accueilli par des poignards. »

« Par Aréna! » dit un autre membre.

« Par Aréna, reprit Fargues, à l'égard duquel le général a commis le crime d'avoir porté la lumière dans des marchés scandaleux passés à l'armée d'Italie. »

A ces mots le conseil ému s'établit en comité secret; Lucien instruit par Siéyes des fautes commises, et redoutant les hésitations des Anciens, crut qu'il fallait aller ranimer leurs courages, et il fut admis à leur faire un rapport sur ce qui venait de se passer sous ses yeux; aux récits il joignit l'accusation. — Les prétendus constitutionnels étaient

des forcenés, qui hurlaient la mort contre les défenseurs de l'ordre et des lois ! Ils jurent sans cesse fidélité à une constitution qu'ils ont violée vingt fois et qui n'est plus dès lors qu'une lettre morte ; et ils condamnent en masse ceux qui suivent la direction des Anciens ! Dans quel article de la constitution ont-ils trouvé le droit de mettre hors la loi leurs collégues et ceux que la confiance du peuple, l'amour de l'armée et la vénération de l'Europe environnent depuis longtemps ? ont-ils le privilége du *hors la loi?* qui le leur a donné ? ce n'est pas le peuple. Pendant la tourmente d'horrible mémoire qui en 93 couvrit la France de deuil et frappa d'horreur le monde entier, l'atroce jurisprudence du *hors la loi* ne fut pas inconnue sans doute. Mais en 93, vit-on jamais, non pas des Français, mais des hommes, des hommes vouloir forcer un frère à prononcer la mort de son frère ? le vit-on jamais ? Auprès de ce spectacle l'image de la Convention recule effacée. Les imitateurs ont surpassé le modèle.

Ainsi Lucien dénonçait le crime des constitutionnels, qu'il appelait les représentants du poignard, et il demandait aux pères de la patrie de protéger les bons citoyens contre ces fureurs. Les meurtriers, ajoutait-il, n'étaient qu'un petit nombre au conseil des Cinq-Cents, et la majorité en avait horreur ; l'assentiment de tous était donc promis au conseil des Anciens, qui s'armerait de courage pour sauver la République. « Hâtez-vous ! s'écriait-il enfin, ne tardez pas à proclamer le résultat de vos méditations ; que les faisceaux consulaires, ce signe glorieux des libertés républicaines de l'ancien monde, se lèvent pour démentir nos calomniateurs et rassurer le peuple Français dont le vote universel ne tardera pas à consacrer vos travaux. »

Cette harangue, empreinte comme toujours de la solennité du temps, remua les opinions ; le conseil des Anciens reprit son œuvre si longuement interrompue, et décréta la nomination d'une commission exécutive provisoire, et Lucien s'en retourna à l'Orangerie pour rassembler les Cinq-Cents dispersés et refaire un semblant de délibération. « Quels fous furieux ! lui dit Bonaparte en le voyant ; il

valait mieux, comme c'était l'avis du citoyen Siéyes, les consigner.—Il valait encore mieux, lui répondit son frère, ne pas aller aux conseils. »

« Oh! oh! dit Bonaparte à Siéyes, le citoyen président nous gronde, et il n'a peut-être pas tort : chacun son métier [1]. »

Cependant le conseil des Cinq-Cents se reconstitua aux approches de la nuit. Le parti de la réforme était maître, et il n'avait plus qu'à justifier sa victoire. Lucien fit encore des discours. La déclamation vint en aide à la politique.

La République, mal gouvernée, tiraillée dans tous les sens, minée par le désordre des finances, croulait de toutes parts... Les bons citoyens sentaient le mal, et leurs vœux appelaient le remède. La sagesse du conseil des Anciens s'est alarmée; les yeux toujours fixés sur les tentatives ténébreuses d'une faction redoutable, les Anciens ont transféré notre résidence hors de Paris. C'est à nous qu'appartient maintenant l'initiative. C'est nous qui devons proposer les moyens d'arrêter la dissolution qui nous menace. Le peuple et l'armée nous regardent! pourrions-nous craindre de sonder la plaie? Pourrions-nous, par une lâche pusillanimité, changer en découragement les espérances de la République?

» Entraîné par le torrent de l'opinion, un membre du Directoire a déposé la magistrature suprême. Deux autres l'ont imité, persuadés que la cause de nos maux est dans le défaut de notre système politique, ou du moins dans son insuffisance. Il n'y a plus de Directoire exécutif. »

Et après ce préambule, Lucien conduisait le conseil à la nécessité d'instituer un nouveau pouvoir.

« En ne prêtant pas un prompt appui à l'édifice qui chancelle, en oubliant que le salut de la République est la loi suprême, en abandonnant le timon à la secte jacobine, nous appellerions sur nous l'exécration méritée du siècle présent et des siècles futurs. »

Ainsi parlait Lucien, mêlant de grands aperçus de mo-

[1] Récit de Lucien.

rale à ses considérations de politique et à ses réformes de constitution.

« Méditez et prononcez, s'écriait-il, dans toute la liberté de votre âme sur la situation de la patrie. Cet ancien palais des rois, où nous siégeons dans cette nuit solennelle, atteste que la puissance est bien fragile et que la gloire seule est durable. »

Et la gloire dont il parlait, c'était celle de sauver la patrie. *Si les Cinq-Cents étaient indignes du plus grand peuple de la terre, ils perdaient par cela même tout titre à la gloire, et ils ne garderaient pas longtemps la puissance; d'autres mains la leur arracheraient justement.*

Et enfin il terminait sa harangue par des excitations de sensibilité, où la langue, à force de rhétorique, perdait sa clarté et sa précision.

« Quand la mesure des maux est comble, l'indignation des peuples s'approche..... et les chefs, les législateurs timides et malhabiles tombent sous le fardeau qu'ils n'ont pas su porter. J'ai cru, représentants du peuple, dans un pareil moment, pouvoir vous adresser ce langage. De vos délibérations dépendent la prospérité publique et la paix européenne..... Vous devez *secouer tous les liens des jours tranquilles*, et ne vous souvenir que du bonheur de la France. Pour assurer ce bonheur, marchons sans hésitation au but indiqué par le conseil des Anciens. »

Telle était l'éloquence en ces jours où la Révolution même touchait à sa décadence.

Le *but indiqué*, c'était de nommer une commission chargée de proposer les moyens de réformer la République : la commission est nommée, et aussitôt le conseil, qui se sent passer sous un pouvoir nouveau, se précipite vers lui d'avance avec enthousiasme. Il *décrète d'urgence* que « le général Bonaparte, les généraux et armée sous ses ordres ont sauvé la majorité du Corps législatif et la République, attaquée par une minorité composée d'assassins »; et, en conséquence, « que le général Bonaparte, les généraux Lefèvre, Murat, Gardanne, les autres *généraux* et *particuliers* dont les noms seront proclamés; les grenadiers du

Corps législatif et du Directoire exécutif; les 6e, 79e, 86e de ligne, les 8e et 9e de dragons, et les grenadiers qui ont couvert le général Bonaparte de leur corps ont bien mérité de la patrie. »

Quelle que fût cette exagération de gratitude, elle put dans la nuit paraître justifiée par des alarmes venues de Paris. Des insurrections avaient été tentées; les conciliabules jacobins tenaient les faubourgs dans l'émotion; une organisation de représailles menaçait tous les hommes d'ordre; le jacobinisme montrait ses fureurs et ses crimes. Ce fut pour Lucien l'occasion d'une harangue nouvelle où il épuisa derechef tous les artifices oratoires de l'indignation et de la peur.

« Ce matin, disait-il, des assassins, revêtus de la toge, ont fait retentir ces voûtes des cris de leur fureur. Votre courage, celui des soldats de la patrie ont neutralisé tous leurs efforts.... à cette heure, leur règne est passé. Mais achevons de peindre à la France épouvantée la hideuse physionomie de ces enfants de la terreur. Ce qui se dit dans cette nuit du 19 brumaire, au milieu de cette enceinte, sera répété par la postérité. »

Et il se mit à redire les desseins de ces gardiens de la constitution qui, sous ce nom même de constitution, devaient faire revivre les atrocités des plus mauvais jours.

« Leurs projets de convention, de comité de salut public, comment les accordaient-ils avec leurs serments? Qu'avaient-ils fait de leurs serments, ce jour où, dans leur caverne du Manége, profanant leur caractère de législateurs, ils se mêlaient aux assassins pour diriger les poignards sur leurs collègues? Etait-ce par amour de la constitution qu'ils s'écriaient, au milieu de leurs sicaires, que nos têtes n'étaient plus populaires, et que le peuple devait en nous frappant se sauver lui-même! Audacieux conspirateurs, ils provoquaient alors à l'insurrection; aujourd'hui, devenus tout à coup scrupuleux, ils invoquaient cette charte sur laquelle ils ont imprimé depuis longtemps leurs mains ensanglantées..... C'est ainsi que leurs convictions dépendent de leurs passions du moment. Ils chan-

gent de masque, mais leur figure est toujours la même : c'est celle de 93 !

» Cette hideuse figure, ajoutait-il, vient de se démasquer tout entière ; le moment est venu de la retracer sans ménagement aux regards de nos commettants. »

Et il continua de la sorte à peindre cette faction de sicaires ; les signalant *comme des vautours qui s'élançaient sur la patrie lorsqu'elle était en proie aux ennemis du dehors ;* ou comme des *hommes bourreaux qui souriaient aux hordes déguenillées*, avides de meurtre ; accumulant toutes les images de la terreur pour exciter l'horreur des assassins ; *évoquant le peuple,* comme il disait, *le peuple de la grande République, l'évoquant autour de la tribune*, afin qu'il prononçât entre de tels sénateurs et ceux qui le combattaient par la loi.

« C'en est trop, s'écriait-il à la fin, il est passé le temps de l'indulgence ; les hommes de bien se sont aussi *fédérés ;* ils ont senti que la guerre civile même serait préférable à un tel joug. Mais vous, pères de la patrie, vous qui voulez donner à la République le repos au dedans et la paix au dehors, vous vous êtes enfin séparés de ces hommes que leur petit nombre doit épouvanter. Leur groupe proscripteur est livré pour tout châtiment à la contemplation du public, à l'animadversion des citoyens et des guerriers, à l'horreur du monde.

» Et nous aussi, nous sommes en présence de nos contemporains. Lorsque naguère des hurlements de mort étouffaient ici la voix des représentants de trente millions de Français, j'ai déposé la toge sur cette tribune... Je rougirais de l'avoir reprise si, délivrés du joug des démagogues, vous pouviez reculer devant la haute initiative qui vous appartient. »

Et il demanda que, sans désemparer, le conseil entendît la commission, et qu'il votât d'urgence des mesures de salut.

Ainsi, pour les législateurs éperdus, l'image des crimes révolutionnaires tenait lieu de raison d'État. Boulay (de la Meurthe) vint au nom de la commission commenter les

mêmes souvenirs et la même peur, et montrer la *nécessité d'un gouvernement ferme et provisoire*, deux conditions contradictoires, mais qui suffisaient à l'anxiété présente et peut-être aux desseins cachés de l'avenir.

La commission proposait l'exclusion du Corps législatif de soixante-deux membres du conseil des Cinq-Cents, et déférait le pouvoir exécutif à trois consuls : Siéyes, Roger-Ducos et Bonaparte ; deux commissions des deux conseils devaient avoir l'initiative des lois, et la commission consulaire lui proposerait ses vues de réforme. Un Code civil devait être préparé pour la législature prochaine, ajournée à trois mois, au 1er ventôse.

Tout ce plan fut adopté; on l'envoya au conseil des Anciens, qui l'adopta de même ; et Cabanis proposa une proclamation pour justifier devant la France ce changement de constitution. C'est pour l'histoire un sujet de pensées graves et tristes, de voir comme aux jours de révolution chaque vicissitude a pour raison le salut du peuple ; ainsi chaque dessein nouveau est toujours assuré d'une apologie.

« La République vient encore une fois d'échapper aux fureurs des factieux, disait Cabanis aux Français dans sa proclamation. Vos fidèles représentants ont brisé le poignard dans ces mains parricides; mais, après avoir détourné les coups dont vous étiez immédiatement menacés, ils ont senti qu'il fallait enfin prévenir pour toujours ces éternelles agitations; et, ne prenant conseil que de leur devoir et de leur courage, ils osent dire qu'ils se sont montrés dignes de vous. »

Et après ce début la proclamation retraçait de nouveau les périls que des hommes séditieux venaient de faire courir à la France, si ce n'est que la langue cette fois était sans emphase; l'instabilité dans le gouvernement avait produit l'instabilité dans les lois, et la proclamation annonçait un régime provisoire, chargé de réorganiser l'Etat, mais revêtu d'une force suffisante pour faire respecter ses actes.

« Le royalisme, ajoutait la proclamation, ne redressera

pas la tête ; les traces hideuses du gouvernement révolutionnaire seront effacées ; la République et la Liberté cesseront d'être de vains noms ; une ère nouvelle commence. » Ainsi montrait-on l'avenir ; nul pouvoir nouveau ne s'élève sans provoquer l'espérance, et la destinée des révolutions ne s'achève que par cette succession d'alternatives, qui ne sont d'ordinaire qu'un échange d'illusions.

Toutefois, il fut aisé de pressentir que la Révolution française arrivait du moins cette fois au terme de son anarchie. Aussi, lorsque les trois consuls furent appelés à prêter le serment « à la souveraineté du peuple, à la République, à la Légalité, à la Liberté et au système représentatif, Lucien, qui aimait la solennité théâtrale des harangues, put annoncer à la France une politique d'ordre et de sécurité. « Plus d'actes révolutionnaires ! Plus de titres ! Plus de listes de proscription ! Liberté ! Sûreté pour tous les citoyens ! Garantie pour les gouvernements étrangers qui voudront faire la paix ! Et quant à ceux qui voudraient faire la guerre, s'ils ont été impuissants contre la France désorganisée, que sera-ce aujourd'hui ? » En un mot, l'espérance avait rayonné dans les âmes. Du Corps législatif, elle alla porter la sérénité dans Paris. La nuit du 18 au 19 s'était passée dans l'attente du drame ; quand tout fut achevé, la joie fut soudaine. Les consuls, en entrant à Paris, trouvèrent la ville illuminée. Les Jacobins étaient vaincus ; il n'y eut plus qu'à annoncer à la France, par des proclamations, l'événement qui partout allait exalter le même enthousiasme.

Tel fut le 18 brumaire ; *ère nouvelle* en effet dans la Révolution, qui aux excès de la liberté allait faire succéder les excès de la puissance, comme il arrive dans les temps de perturbation, où tout est extrême, où les vieilles lois sont abolies, où les lois nouvelles sont sans force, où la société passe d'épreuve en épreuve, de l'anarchie à la servitude, jusqu'à ce que quelque habile dominateur vienne la séduire ou la distraire par la gloire, ce qui est une dernière sorte d'asservissement, et parfois de corruption.

Du reste, il ne paraît pas que les plus ambitieux du pou-

voir eussent alors prémédité une de ces entreprises qui changent totalement une constitution d'Etat. La République restait au fond des opinions, et tout ce que put alors rêver Bonaparte, ce fut de voir l'autorité se renouveler en ses mains comme aux mains des autres consuls par l'élection, si ce n'est apparemment que portant l'épée, il se sentait une force que nul autre ne pourrait égaler.

« Nous pensions, dit Lucien, que les trois consuls provisoires, égaux en droit, seraient élus consuls définitifs. Napoléon disait dans son intérieur : « Les consuls étant » rééligibles, nous n'avons qu'à bien faire, et la France ne » demandera pas mieux que de nous réélire toujours. »

» Son ambition en brumaire n'allait pas plus loin. Nous étions tous persuadés intimement que les Français étaient républicains jusqu'au fond de l'âme..... Et aucun de nous n'avait d'arrière-pensée. Sur ce point, l'expérience de Siéyes, le coup d'œil de Bonaparte n'allaient pas plus loin.

» Voilà ce qu'on doit se dire, ajoute Lucien, pour ne pas changer l'histoire en roman [1]. »

Et il se conçoit en effet que dans cette succession rapide de catastrophes, nul génie d'homme n'ait été de force à devancer, par le pressentiment, l'ensemble des nouveautés fortuites qui déroutaient les desseins les mieux concertés et les résolutions les plus réfléchies. Aussi parut-il y avoir dans la destinée particulière de Bonaparte beaucoup de ce que les hommes appellent le hasard, si ce n'est que jeté inopinément en des situations imprévues, il se jugea égal à ce qu'elles avaient de plus extraordinaire, et il joua son personnage dans tous ces drames comme s'il en avait médité la conduite et maîtrisé les dénouements. De là une confiance qui ressembla à de la superstition. Bonaparte songea peu à la Providence; mais il crut à son étoile; et en voyant la fortune lui prodiguer tous les succès, il put

[1] Récit de Lucien. — D'autres l'ont dit comme Lucien. « Le 18 brumaire fut fait contre l'anarchie..... Il ne fut fait ni pour ni contre personne, ni pour Bonaparte, ni contre les directeurs régnants. » L'abbé de Prast, *les Trois Concordats*, 2e vol., p. 66.

finir par imaginer qu'en lui était la raison et comme le terme des temps nouveaux.

Ce qui est certain, c'est que la révolution du 18 brumaire *fit succéder à la République anarchique, sanglante, irrégulière, affaiblie et corrompue* [1] que la France venait de subir, une République *pure, sage* et *glorieuse*, et les républicains qui cherchaient l'ordre dans la révolution purent applaudir sans scrupule à un coup d'Etat par où se réalisait leur espérance. L'avenir leur réservait de cruels mécomptes.

[1] Jugement de Lucien.

CHAPITRE II.

Cours des événements; la politique et la guerre.—Kléber en Égypte. — Situation de l'armée; plaintes de Kléber. — Négociations, craintes d'un désastre.—Proclamation des Consuls; déguisement des périls. — Situation meilleure en Europe. — Renouvellement des commandements; Moreau sur le Rhin, Masséna en Italie. — Constitution nouvelle; retour aux idées d'unité dans le pouvoir. —Mesures d'ordre; actes arbitraires; réaction contre la Révolution.—Génie de Bonaparte.— La Révolution disciplinée, la démagogie vaincue.—Applaudissements de la France.— Lettre du premier consul au roi d'Angleterre.—Réponse du Ministère anglais. —Bonaparte avait proposé la paix; il annonce la guerre.— Proclamation à l'armée.—Suite des desseins de pacification intérieure. —Son attention se porte sur l'Église.—Avénement de Pie VII.— Hommages rendus à Pie VI.—Grande politique de Bonaparte. — Événements d'Égypte. — Guerre d'Europe. — Apprêts de la campagne. — Passage des Alpes. — Masséna assiégé dans Gênes; fin glorieuse du siége.—Bataille de Marengo.—Particularités; hasard de la victoire.—Suite de la bataille.—Nouvelle de l'assassinat de Kléber.—Combats en Allemagne.—Succès divers.—Moreau gagne une grande bataille à Hohenlinden. — Suite de la guerre. Attentat contre Bonaparte, le 3 nivôse.—Compression politique; mort de la liberté. — Vœux de paix en Europe. — Armistice. — Politique des souverains par rapport à Louis XVIII. — Le roi chassé de Russie.—Malheurs de la maison de France.—Conduite du roi de Prusse.—L'Angleterre persiste dans la guerre.—Lutte en Égypte. —Les Français succombent sous le nombre.—Le czar Paul Ier est étranglé.— Combat sur mer; la France respire.

Tandis que se consommait cette révolution dans l'État, la politique et la guerre suivaient leur cours avec une fortune diverse.

L'Égypte était surtout restée en proie à de cruelles vicissitudes. Le départ inopiné et mystérieux de Bonaparte avait laissé dans l'armée une surprise mêlée de colère. Les

généraux y virent une désertion, et Kléber laissa échapper sa plainte dans une lettre datée du Caire[1], et adressée au Directoire.

« Citoyen Directeur, disait-il, le général en chef Bonaparte est parti pour la France le 6 fructidor au matin, sans avoir prévenu personne ; il m'avait donné rendez-vous à Rosette le 7 ; je n'y ai trouvé que ses dépêches. Dans l'incertitude si le général a eu le bonheur de passer, je crois devoir vous envoyer copie, et de la lettre par laquelle il me donne le commandement de l'armée, et de celle qu'il adresse au grand-visir à Constantinople, quoiqu'il sût parfaitement que ce pacha était déjà arrivé à Damas. »

Après ce début quelque peu amer, Kléber traçait la situation de l'armée et des affaires.

L'armée était réduite de moitié ; elle était nue, elle n'avait ni armes, ni fer, ni poudre, ni plomb, et les maladies la dévoraient.

« Cependant, disait Kléber, il ne s'agit plus aujourd'hui comme autrefois de lutter contre quelques bandes de Mamelucks découragés, mais de combattre et de résister aux efforts réunis de trois grandes puissances : la Porte, les Anglais et les Russes. »

Ici les griefs devenaient plus libres. « Bonaparte avait donné des ordres pour habiller l'armée en drap ; mais pour cet objet, comme pour beaucoup d'autres, il s'en était tenu là. »

« Le général Bonaparte, ajoutait Kléber, a épuisé toutes les ressources extraordinaires dans les premiers mois de notre arrivée : il a levé alors autant de contributions de guerre que le pays pouvait en supporter ; revenir aujourd'hui à ces moyens, alors que nous sommes au dehors entourés d'ennemis, serait préparer un soulèvement à la première occasion favorable. Cependant Bonaparte, à son départ, n'a pas laissé un sou en caisse, ni aucun objet équivalent ; il a laissé au contraire un arriéré de près de douze millions : c'est plus que le revenu d'une année dans

[1] 4 vendémiaire an VIII.—26 septembre 1799.

la circonstance actuelle. La solde arriérée pour toute l'armée se monte seulement à quatre millions. »

Alors venait une appréciation de l'état de l'Égypte, qu'une armée ainsi réduite et ruinée avait à défendre. Les Mamelucks dispersés, non détruits ; Mourad-Bey, dans la Haute-Égypte, avec des forces imposantes ; Ibrahim à Gaza avec 2,000 Mamelucks, et déjà joint par 30,000 hommes du grand-visir ; le grand-visir lui-même parti de Damas et maintenant campé auprès d'Acre ; « telle est, disait Kléber, la situation dans laquelle le général Bonaparte m'a laissé l'énorme fardeau de l'armée d'Orient ; il voyait la crise fatale s'approcher ; vos ordres sans doute ne lui ont pas permis de la surmonter. Que cette crise existe, ses lettres, ses instructions, sa négociation entamée en font foi ; elle est de notoriété publique, et nos ennemis semblent aussi peu l'ignorer que les Français qui sont en Égypte. »

Et enfin Kléber montrait la difficulté de sauver l'Égypte et l'armée dans l'état affreux dont il traçait le tableau. Mais il ne désespérait pas de gagner du temps par un plan de négociation digne d'être noté dans l'histoire.

Il se proposait de restituer l'Égypte aux conditions suivantes :

« Le grand-seigneur y établirait un pacha comme par le passé : on lui abandonnerait le Miri, que la Porte a toujours perçu de droit.

» Le commerce sera ouvert réciproquement entre l'Égypte et la Syrie.

» Les Français demeureraient dans le pays, occuperaient les places et les forts et percevraient tous les autres droits, avec ceux des douanes jusqu'à ce que le gouvernement eût fait la paix avec l'Angleterre.

» Si ces conditions préliminaires et sommaires, ajoutait-il, étaient acceptées, je croirais avoir fait plus pour la patrie, qu'en obtenant la plus éclatante victoire .. Je connais toute l'importance de la possession de l'Égypte. Je disais en Europe qu'elle était pour la France le point d'appui par lequel elle pouvait remuer le système du commerce des quatre parties du monde ; mais pour cela il faut un puis-

sant levier ; ce levier, c'est la marine ; la nôtre a existé ; depuis lors tout est changé, et la paix avec la Porte peut seule, ce me semble, nous offrir une voie honorable pour nous tirer d'une entreprise qui ne peut plus atteindre l'objet qu'on avait pu s'en proposer. »

Telle était la dépêche du général Kléber. La plainte de l'homme politique et de l'homme de guerre y était tempérée par la prudence. Mais au moment où il allait clore son rapport, quinze voiles turques paraissaient devant Damiette, attendant la flotte du capitan-pacha, mouillée à Jaffa, laquelle portait de 15 à 20,000 hommes de débarquement. Ces forces venaient s'ajouter à celles qui déjà s'avançaient de Damas et de Gaza sous les ordres du grand-visir.

« Quant à moi, disait Kléber dans un *post-scriptum*, il me serait de toute impossibilité de réunir plus de cinq mille hommes en état d'entrer en campagne ; nonobstant ce, je tenterai la fortune. »

L'expédition d'Égypte risquait donc de s'achever par un fatal désastre, et il est aisé de s'expliquer le courroux que le départ de Bonaparte avait laissé dans l'âme des généraux.

Mais telle avait été la rapidité des révolutions, que la plainte de Kléber arriva à Bonaparte au lieu d'arriver au Directoire. Bonaparte ne s'en émut point ; il dicta aussitôt la proclamation suivante à l'armée d'Égypte :

« Soldats, les consuls de la République s'occupent souvent de l'armée d'Orient.

» La France connaît toute l'influence de vos conquêtes sur la restauration de son commerce et la civilisation du monde.

» L'Europe entière vous regarde. Je suis souvent en pensée avec vous.

» Dans quelque situation que les hasards de la guerre vous mettent, soyez toujours les soldats de Rivoli et d'Aboukir ; vous serez invincibles.

» Portez à Kléber cette confiance sans bornes, que vous aviez en moi : il la mérite.

» Soldats, songez au jour où, victorieux, vous rentre-

rez sur le territoire sacré : ce sera un jour de gloire pour la nation entière [1]. »

Ainsi parlait Bonaparte à ses soldats délaissés. C'était un voile étonnant jeté sur l'état de l'Egypte ; la plainte de Kléber mourait devant cette habileté presque triomphale ; mais la suite des événements n'en devait pas être changée.

En Europe, l'aspect de la guerre était meilleur, quoique mêlé d'alternatives.

Le russe Suwarow, irrité de ses revers, avait accusé l'Autriche auprès de Paul Ier, et, par sa plainte, avait troublé l'alliance des deux Empires : bientôt il s'achemina vers la Russie, comblé d'honneurs, mais laissant en Europe une renommée affaiblie.

4 novembre. — L'Autriche porta seule le poids de la guerre. Le général Mélas défit les Français à Savigliano ; ils étaient commandés par Championnet, ayant sous ses ordres Victor et Grenier.

5 novembre. — Et d'autre part, Gouvion-St-Cyr battait, à Novi près de Tortone, le général Kray ; mais c'était une faible compensation du désastre de Savigliano, et surtout de la bataille livrée naguère aux mêmes lieux, et où Joubert avait péri.

11 novembre. — Peu après, le général Monnier, qui venait de défendre Ancône, durant six mois, contre des forces combinées d'Autrichiens, de Russes, de Napolitains et de Turcs, sortait de la ville par une capitulation glorieuse.

Il fallut renouveler la guerre par des commandements nouveaux. Le général Moreau fut envoyé à l'armée du Rhin, Masséna à l'armée d'Italie. La fortune n'en fut point changée.

2 et 3 décembre. — L'autrichien Sztarray battit les Français à Philipsbourg ; cinq jours après, la rive droite du Rhin était évacuée. En Italie, Coni tombait après un siége de quelques jours ; tout le Piémont fut ouvert à l'ennemi.

Mais Gouvion-St-Cyr avait continué de soutenir l'hon-

[1] *Mém. de Bourrienne.*

neur des armes; resté seul, après la défaite de Savigliano, pour la défense du territoire ligurien, il s'était vu environné de périls. L'anarchie était dans le gouvernement, les peuples étaient accablés par la misère; les soldats, épuisés de fatigue, étaient travaillés par l'indiscipline; partout le désordre et la révolte. Gouvion-St-Cyr sut dominer cette anarchie, en parlant aux Français du devoir et de la gloire. Il les jeta sur le général Kléneau, vainement défendu par la position, par le nombre et par le voisinage d'une flotte; il le battit à Montefaccio et resta maître de Gênes (15 décembre).

C'est au milieu de ces événements que se faisait une *constitution* nouvelle; on la proclama le 24 décembre sous le nom de *constitution* de l'an VIII. C'était le quatrième renouvellement des formes politiques de la France depuis dix ans.

Cette fois la pensée dominante avait été la concentration des forces publiques aux mains de l'Etat, en opposition avec la liberté qui avait fait de la démocratie le régime du désordre.

Les lois étaient proposées par le gouvernement; elles étaient discutées par un tribunat et delibérées par une assemblée législative; un sénat veillait à leur conservation. Le sénat était permanent; les sénateurs étaient à vie. Le sénat, une fois constitué, devait se renouveler lui-même par l'élection, mais sur une présentation de trois candidats désignés par le gouvernement à chaque vacance.

Le tribunat se composait de cent membres, renouvelés tous les cinq ans, et choisis par le sénat sur des listes de notabilité.

Il en était ainsi du Corps législatif, composé de trois cents membres, et choisi par le sénat sur des listes proposées par le suffrage du peuple; les législateurs devaient voter les lois, mais sans discussion de leur part, après débats soutenus en leur présence par les tribuns et par les orateurs du gouvernement. C'était une combinaison savante et hardie de despotisme légal; la liberté ne survivait pas même comme un artifice.

La session du Corps législatif était annuelle; elle devait être de quatre mois.

Quant au gouvernement, il était remis à trois consuls nommés pour dix ans, indéfiniment rééligibles.

Mais déjà le consulat se résumait dans le seul nom de Bonaparte. Siéyes avait bientôt soupçonné qu'il ne serait pas de force, avec sa politique de théorie abstraite, à supporter le contact de cette volonté maîtresse, et Roger-Ducos, qui n'était qu'une ombre, avait disparu du premier jour : Siéyes s'évanouit de même. A leur place furent nommés Cambacérès et Lebrun. L'un, membre de la Convention, s'était initié par le régicide aux pratiques du despotisme révolutionnaire; l'autre, ancien constituant et membre du conseil des Anciens, et qui avait été, dans son jeune âge, secrétaire du chancelier Maupeou, s'était dressé à cette triple école aux usages subalternes de la politique. Ce n'était pas là un contrepoids à la toute-puissance réservée dès lors à Bonaparte.

Aussi bien la France, tristement éprouvée par l'essai de tant de pouvoirs, qui s'étaient exterminés tour à tour [1], courait d'elle-même à une forme de gouvernement qui lui rappellerait le mieux l'autorité politique que la révolution avait remplacée par des luttes d'anarchie. Le Directoire venait d'emporter la haine et le mépris, et comme dans les formes nouvelles de la constitution chacun cherchait ce qui semblait le mieux se rapporter à l'unité de la monarchie, Bonaparte était celui des consuls en qui se concentraient naturellement ces espérances. L'imagination publique grossissait sa destinée, et tout le reste s'évanouissait devant son génie.

1800.—Le siècle venait de s'ouvrir par une attaque ouverte contre l'anarchie.

[1] 1. 31 mai 1793, défaite des Girondins; 2. 5 avril 1794, chute des Cordeliers; 3. journée de thermidor, chute de Robespierre; 4. journée de germinal, soulèvement de Barrère pour échapper au supplice; 5. journée du 1er prairial (1795); défaite des Jacobins; 6. 13 vendémiaire, victoires des Jacobins; 7. journée du 18 fructidor; nouvelle victoire des Jacobins; 8. 30 prairial, triomphe des Jacobins; 9. 18 brumaire, ruine des Jacobins.

Une loi condamna, par *mesure d'Etat*, à la déportation, cent trente-trois révolutionnaires ; et un simple arrêté des consuls fixa le nombre des journaux et autorisa la suppression de ceux qui publieraient des articles contraires au *pacte social*, à la *souveraineté du peuple* et à la *gloire des armées*. Ainsi commença de se révéler un système de discipline dans la Révolution, lequel devait laisser subsister certaines maximes nominales, en faisant prévaloir dans la politique la simple pratique de la force.

La nature semblait avoir créé Bonaparte pour réaliser cette théorie ; mais il avait tout à renouveler, tout à refaire, tout à créer en France.

L'administration publique était une organisation de licence et d'arbitraire. L'Etat était une proie ; la fortune publique était au pillage ; les finances n'existaient pas ; le trésor était vide ; après le 18 brumaire on n'avait pas trouvé de quoi payer un courrier [1]. Et Bonaparte passant en revue ce vaste désordre, laissait éclater sa colère : « Quelles gens ! s'écriait-il ; quel gouvernement ! quelle administration ! » Tout avait été mis à l'encan, les places, les fournitures, les habillements militaires, les munitions. « Ils vendaient tout ! » disait Bonaparte.

Et dans cette dégradation de l'Etat, tout s'était amoindri ; il n'y avait plus de patriotisme, plus d'indépendance, plus de lumière ; l'abaissement des caractères avait entraîné l'intelligence. Bonaparte eut à chercher et à trier des hommes dans cette décadence universelle ; et ne pouvant les refaire comme tout le reste, il fut contraint de les subir plus d'une fois tels que la révolution les lui imposait, soit avec leurs habiletés, soit avec leurs souillures [2].

Bonaparte avait le sentiment de sa force, et il ne désespéra pas de se faire des instruments de ces hommes de nature diverse, qui n'avaient fait que traverser la révolution, en s'assouplissant à ses fantaisies.

[1] *Mém. de Bourrienne*, tom. III.
[2] Voyez une nomenclature curieuse de noms, avec des annotations correspondantes, que consultait souvent Bonaparte.— 3e vol. des *Mém. de Bourrienne.*

Cambacérès, Fouché, Talleyrand furent ses ministres pêle-mêle avec Berthier, Laplace, Gaudin, les uns savants dans l'obéissance, les autres sincères dans l'admiration, tous sentant que la Révolution avait un maître, et aspirant à tirer profit de sa dictature.

Déjà la même opinion courait dans le peuple, et comme l'anarchie l'avait fatigué, il se rejetait vers l'ordre avec passion. Un des premiers actes de Bonaparte fut d'abolir la fête anniversaire du 21 janvier, affreux souvenir que la Révolution entourait de solennité comme pour s'absoudre par la complicité des générations. Et néanmoins il ne voulait pas qu'on lui soupçonnât le dessein de faire disparaître la République, ni d'affaiblir l'enthousiasme de la liberté. Washington, le fondateur de la République des Etats-Unis, venait de mourir (14 décembre 1799); Bonaparte fit de cette mort un deuil public, et une fête théâtrale eut lieu aux Invalides pour célébrer la gloire du héros américain[1].

Bonaparte fut admirable à flatter à la fois ce double instinct de liberté et d'ordre, mais surtout d'égalité et de discipline, et il y parvint en ramenant de la dignité dans le gouvernement. Il fit disparaître les trivialités révolutionnaires qui survivaient dans la langue de la politique comme dans la langue des salons. Il s'était marié avec une femme dont le nom rappelait les vieilles coutumes de la politesse; Madame Joséphine de la Pagerie, veuve du marquis de Beauharnais, devenue Madame Bonaparte, ne fut pas inutile à ce renouvellement des usages qui s'étaient perdus dans la grossièreté farouche du jacobinisme. Le tutoiement, cette hideuse dégradation des mœurs publiques et des mœurs privées, fit place aux formules anciennes de la déférence; tout, en un mot, annonça un retour à la dignité, jusqu'aux simples désignations de *monsieur* et de *madame* que la démagogie forcenée avait proscrites sous peine de mort.

[1] Voyez les proclamations, les discours, les solennités, *Mém. de Bourrienne*, tom. III.

Le peuple donc sentit à ces indices divers qu'une autorité se levait qui allait mettre fin aux longs abaissements où venait de s'épuiser tristement sa vie ; et sans se rendre compte de ce qu'il y avait de sauveur en un tel retour, il lui suffit de ses instincts pour saluer cette nouveauté avec enthousiasme.

Nul nom n'avait jamais été populaire comme le fut celui de Bonaparte, vainqueur du Directoire et de l'anarchie. On n'examina pas quel rôle il avait joué au 18 brumaire, ni s'il avait manqué de génie, ni s'il avait violé les lois, ni si la réussite avait été un coup du hasard; on croyait à sa fortune, et cela suffisait pour justifier l'applaudissement et la gratitude.

Mais Bonaparte ne crut pas alors assez répondre à cette faveur par des réformes dans l'Etat, sorte de bien qui d'ordinaire échappe au regard des peuples. Il voulut émouvoir leur imagination, en faisant briller à leurs yeux l'image et le nom de la paix. La paix était un besoin pour toutes les âmes. Dix ans de guerre avaient épuisé le sang et la fortune de la France; cent victoires avaient été mêlées de cent revers, et la gloire ne suffisait pas à réparer tant d'adversités.

Bonaparte sentait en lui des instincts d'une autre sorte, mais s'il devait refaire la guerre, il voulait que la nation fut entraînée à se passionner pour elle ; il montra donc la paix, comme s'il l'avait crue possible ; et si elle était repoussée, sa popularité n'en serait pas atteinte, mais exaltée.

Il écrivit au roi d'Angleterre en ces termes :

« Appelé, par le vœu de la Nation française, à la première magistrature de la République, je crois convenable, en entrant en charge, d'en faire directement part à Votre Majesté.

» La guerre qui, depuis huit ans, ravage les quatre parties du monde, doit-elle être éternelle? N'est-il donc aucun moyen de s'entendre?

» Comment les deux nations les plus éclairées de l'Europe, puissantes et fortes plus que ne l'exigent leur sûreté et leur indépendance, peuvent-elles sacrifier à des idées de

vaine grandeur, le bien du commerce, la prospérité intérieure, le bonheur des familles ? Comment ne sentent-elles pas que la paix est le premier des besoins, comme la première des gloires ?

» Ces sentiments ne peuvent être étrangers au cœur de Votre Majesté qui gouverne une nation libre et dans le seul but de la rendre heureuse.

» Votre Majesté ne verra dans cette ouverture que mon désir sincère de contribuer efficacement, pour la seconde fois, à la pacification générale par une démarche prompte, toute de confiance, et dégagée de ces formes qui, nécessaires peut-être pour déguiser la dépendance des Etats faibles, ne décèlent dans les Etats forts que le désir mutuel de se tromper.

» La France, l'Angleterre, par l'abus de leurs forces, peuvent, longtemps encore pour le malheur de tous les peuples, en retarder l'épuisement; mais, j'ose le dire, le sort de toutes les nations civilisées est attaché à la fin d'une guerre qui embrasse le monde entier.. »

Ainsi parlait Bonaparte au roi d'Angleterre, et quelle que fût en réalité sa pensée, la politique sous sa plume retrouvait une langue de dignité qu'elle avait désapprise, et cette lettre, à ce point de vue, mérite d'être gravée dans l'histoire.

Mais cette convenance ne parut pas sans doute suffisante, venant d'un homme qui n'était pas roi, ou peut-être la rigidité des formes constitutionnelles voulut que les ministres gardassent la responsabilité d'une opinion qui engageait la conduite de l'Etat.

Le ministre Talleyrand avait expédié la lettre du premier consul au ministre du roi d'Angleterre. Celui-ci répondit à Talleyrand : « Monsieur, j'ai reçu et mis sous les yeux du Roi les deux lettres que vous m'avez transmises. Sa Majesté ne voyant aucune raison de se départir de ces formes qui ont été longtemps établies en Europe pour traiter d'affaires avec les Etats étrangers, m'a ordonné de vous faire passer en son nom la réponse officielle que je vous envoie ci-incluse. »

Cette réponse était une apologie de l'Angleterre, fondée

sur les agressions de la France, et surtout sur le système de destruction universelle qui avait été toute la politique de la Révolution. Ce fut l'occasion d'un échange de notes, où Bonaparte eut l'art de s'oublier lui-même, et de s'attirer le mérite de la modération [1]. Pendant ce temps, Pitt criait aux communes : « Dans aucun cas, ne traitez avec cet homme ! » Il ne croyait pas à sa parole, ou peut-être il ne croyait pas à sa force. Alors Bonaparte prit un autre langage. « Le ministère britannique, dit-il aux Français, repousse la paix ; il faut pour la conquérir de l'argent, du fer et des soldats. » Et bientôt l'Europe apprit qu'elle avait à tenir compte de ses ouvertures de paix comme de ses menaces de guerre.

Du reste, il avait aussi écrit une lettre à l'empereur d'Autriche ; mais il n'y eut de ce côté qu'un vain échange de notes. Le meurtre des plénipotentiaires français de Rastadt avait laissé des causes de guerre difficiles à arracher par des raisonnements et par des théories d'humanité. Cette initiative pacifique ayant donc été vaine, Bonaparte se réserva de s'en faire une force pour la guerre, et il adressa une proclamation à l'armée; c'est l'armée qu'il faisait juge de tout ce qui se rapportait à l'honneur public, et déjà on a vu quelle langue il savait parler pour remuer la fibre militaire.

« Soldats, dit-il cette fois, en promettant la paix au peuple français, j'ai été votre organe ; je connais votre valeur.

» Vous êtes les mêmes hommes qui conquirent la Hollande, le Rhin, l'Italie, et donnèrent la paix sous les murs de Vienne étonnée.

» Soldats, ce ne sont plus vos frontières qu'il faut défendre ; ce sont les Etats ennemis qu'il faut envahir.

» Il n'est aucun de vous qui n'ait fait plusieurs campagnes, qui ne sache que la qualité la plus essentielle d'un soldat est de savoir supporter les privations avec constance; plusieurs années d'une mauvaise administration ne peuvent être réparées dans un jour.

[1] Voyez ces notes dans les *Mém. de Bourrienne*, tom. III.

» Premier magistrat de la République, il me sera doux de faire connaître à la nation entière les corps qui mériteront, par leur discipline et leur valeur, d'être proclamés les soutiens de la patrie.

» Soldats, lorsqu'il en sera temps, je serai au milieu de vous, et l'Europe étonnée se souviendra que vous êtes de la race des braves. »

C'était une préparation plutôt qu'une excitation des esprits. Bonaparte avait l'art d'amener les armées à vouloir la guerre; c'était un moyen de la rendre passionnée et formidable.

En même temps, il continuait d'organiser l'administration, les ministères, les corps publics; le conseil d'État fut l'objet principal de ses soins. Là devait être le nerf de son gouvernement. Il le divisa en sections : intérieur, finances, marine, guerre, législation. Il voulut que les conseillers d'État eussent un costume; la République, par son système de nivellement, avait ôté tous les signes extérieurs de dignité; il les fit reparaître, mais en leur donnant une exagération théâtrale.

Il pensait ne point choquer l'égalité démocratique par ces sortes d'inégalités, qui semblaient n'être qu'une pompe; les consuls eurent leur costume comme les ministres. Il voulut que les fêtes même eussent un caractère de distinction; c'était, pensait-il, ramener les goûts et les mœurs de la monarchie à la place des trivialités de la République[1].

Une autre sollicitude le captivait; il avait à pacifier les provinces où la guerre civile gardait tous ses germes. La chouannerie avait jeté moins d'éclat que la Vendée; mais elle n'avait pas moins tenu en échec les armées les plus intrépides et les généraux les plus vaillants. Une première convention signée à Monfaucon (20 janvier 1799) avait été un heureux commencement de paix; les restes épars de ces forces catholiques achevèrent de se soumettre. Le Morbihan, les Côtes-du-Nord, le Finistère suivaient l'exem-

[1] Voyez les *Mém. de Bourrienne*, tom. III.

ple de Maine-et-Loire, non sans laisser dans l'esprit de Bonaparte la pensée d'une satisfaction éclatante à donner à la foi qui avait armé ces populations.

C'est au nom de la foi qu'elles avaient, en effet, soutenu des luttes si acharnées; pour elles la royauté était une partie du christianisme, et elles n'avaient eu que trop de motifs d'associer de la sorte la politique à la religion, lorsqu'elles avaient vu tomber du même coup la monarchie et l'Église, et périr sur les mêmes échafauds les fidèles de l'une et de l'autre.

Bonaparte, avec ses instincts de bon ordre, vit aisément que le plus assuré moyen de désarmer la colère toujours bouillonnante des populations catholiques serait de leur rendre leurs prêtres avec la sécurité de leur culte et la dignité de leurs autels.

Bientôt, il fut affermi dans sa pensée par un événement que les hommes auraient pu croire inespéré dans l'état où la mort de Pie VI avait laissé l'Église.

Au dire des survivants des philosophes du XVIII[e] siècle, Pie VI devait être le dernier pape. Mais juste au moment de sa mort, s'était fait ce brusque retour de fortune qui avait livré l'Italie aux armes de l'Europe; et alors on avait vu cette étonnante coalition de Russes, d'Anglais, d'Allemands, de Turcs, catholiques, protestants, schismatiques, infidèles, tous pêle-mêle, marchant vers Rome, et arrachant l'Église à la servitude. Les Turcs étaient à Ancône; le Milanais était sous la main des Russes; Venise était libre; c'est là que trente-deux cardinaux, auparavant dispersés par la tempête, purent se réunir pour l'élection d'un pape nouveau, et délibérèrent durant cent quatre jours, comme si le monde eût été dans sa marche naturelle, et sans aucun indice de tempête ni de péril.

Le conclave avait été laborieux; il lui fallut vaincre la longue résistance du cardinal Chiaramonti, évêque d'Imola, lequel pouvait se croire inégal à un tel fardeau dans les conjonctures présentes. L'humble évêque enfin se résigna, tenté peut-être par le pressentiment des angoisses qui pouvaient lui être réservées, et de s'associer à la gloire du grand

pape Pie VI, dont il était le parent et dont il avait été l'ami.

Cet événement ne fut pas inaperçu de Bonaparte ; il savait la puissance de la foi et la part de la religion dans la conduite des peuples. Il sentit aussitôt l'action qui reviendrait au souverain pontife pour l'apaisement des âmes. Déjà on l'avait vu, par un instinct rapide, et dès qu'il avait touché le sol de France en revenant d'Égypte, s'incliner devant la mémoire du pape Pie VI, et protester autant qu'il le pouvait alors contre les barbaries du Directoire. Comme en effet il se rendait de Fréjus à Lyon, il apprit à Valence les infortunes et la mort de Pie VI. Il voulut voir les ecclésiastiques, serviteurs du pape, et il écouta leurs récits avec émotion. C'est un d'entre eux qui le raconte : « Et vous, que pensez-vous faire ? dit-il. Nous lui répondîmes que nous désirions beaucoup retourner en Italie, mais que, malgré toutes nos instances, nous n'avions pu obtenir de passeports. Il est juste, reprit-il, que vous retourniez aux lieux où votre religion s'exerce en liberté. Mais le corps du pape que voulez-vous en faire ? Nous lui dîmes que nous avions jusqu'alors inutilement sollicité du Directoire la permission de le transporter en Italie, pour l'inhumer suivant les intentions qu'avait manifestées le feu pape. Bonaparte répliqua qu'il ne voyait à cela aucune difficulté [1]. »

Bonaparte enfin s'informa de tout ce qui pouvait toucher ces pauvres prêtres expatriés ; il s'étonna d'apprendre qu'on ne leur permettait pas de correspondre avec leurs familles : C'est trop fort ! s'écria-t-il, et il promit de faire en sorte que ces rudesses farouches eussent une fin.

Et, en effet, à peine arrivé à Paris, Bonaparte avait fait changer les mesures impitoyables à l'égard des serviteurs du pape, et, peu après le 18 brumaire, un arrêté consulaire prescrivit que des honneurs publics seraient rendus au corps de Pie VI, délaissé tristement dans un coin de la citadelle de Valence.

« Les consuls, disait l'arrêté, considérant que le corps de Pie VI est en dépôt dans la ville de Valence, sans qu'il

[1] Baldassari. — *Hist. de l'enlèvement et de la captivité de Pie VI.*

lui ait été accordé les honneurs de la sépulture; — que si ce vieillard respectable par ses malheurs, a été un moment l'ennemi de la France, ce n'a été que séduit par les conseils qui environnaient sa vieillesse; — qu'il est de la dignité de la nation française, et conforme à la sensibilité du caractère national, de donner des marques de considération à un homme qui occupe un des premiers rangs sur la terre; arrêtent : 1° Le ministre de l'intérieur donnera ses ordres pour que le corps de Pie VI soit enterré avec les honneurs d'usage pour ceux de son rang; 2° Il sera élevé sur le lieu de sa sépulture un monument simple, qui fasse connaître la dignité dont il était revêtu [1]. »

Et cet arrêté fut exécuté avec éclat. Les autorités civiles et militaires entourèrent d'honneurs le cercueil du pape, et les multitudes populaires s'étonnèrent de voir de tels hommages rendus à celui dont il était criminel peu auparavant de plaindre le malheur.

Ainsi s'était annoncé, de la part du premier consul, un retour de politique en sens inverse des pensées qui avaient fait du gouvernement des peuples une théorie demi-sauvage.

Et tandis que se méditaient en son esprit de si prodigieux retours, le monde voyait se multiplier une étrange variété d'incidents.

En Egypte, Kléber avait signé un traité d'armistice avec le grand-visir, 24 janvier. Il devait évacuer l'Egypte, et l'armée française devait être transportée en France, tant sur ses vaisseaux que sur ceux que la Porte aurait à fournir. L'amiral anglais sir Sidney Smith avait pris part à la négociation de ce traité par ses communications officielles avec la Porte; il ne fut pas également soigneux d'en assurer l'exécution. Kléber, se confiant au traité d'El-Arisch, avait déjà livré les places de Salahich, Catiëh, Belbéis et Damiette, et il se disposait à embarquer son armée, lorsqu'une lettre de lord Keith, commandant la flotte anglaise, vint le sommer de mettre bas les armes et de livrer son armée à discrétion. Kléber se borne à distribuer cette let-

[1] Baldassari. — *Hist. de la captivité de Pie VI*. Pièces justif.

tre à ses soldats, avec ces mots pour toute harangue : « Soldats, on ne répond à de telles insolences que par la victoire ; marchons ! »

Kléber rencontre l'armée ottomane à une lieue du Caire, sur les ruines d'Héliopolis. Cette armée se composait de soixante mille hommes, Turcs, Arabes, Mamelucks ; Kléber n'avait que dix mille hommes. Le courage supplée au nombre, et la colère ajoute au courage. L'armée ottomane est détruite et dispersée ; son camp est la proie du vainqueur, et ses restes vont périr dans le désert. Kléber ne songe plus à quitter l'Egypte ; mais il reprend par la force les places qu'il a livrées, et il assure de nouveau, par les armes, une conquête qui lui était disputée par la perfidie.

Bonaparte, de son côté, s'apprêtait à donner à la guerre en Allemagne et en Italie une activité inconnue.

Une loi venait de mettre à sa disposition tous les Français de vingt ans ; c'était la première classe de la conscription : tout conscrit déserteur serait condamné à quinze cents francs d'amende. Les armées allaient être mises sur un pied de guerre formidable ; une armée de soixante mille hommes serait concentrée sur Dijon, pour fournir des renforts selon les besoins du Rhin ou des Alpes.

Cet appareil de guerre étonna l'Europe, et d'autant plus que l'organisation politique et civile suivait son cours ; on sentait qu'un génie nouveau s'était levé sur la France.

Bientôt les armées se montrent. Bonaparte laisse à Moreau la conduite de la guerre sur le Rhin, et il se réserve l'Italie. Mais il embrasse les événements dans leur ensemble, et il semble les dominer par de vastes plans.

Moreau parut ne pas saisir toute la grandeur de ses desseins. Ce que Bonaparte proposait, c'était de réunir 200,000 hommes dans la Souabe et le Vorarlberg, d'accabler les Autrichiens et d'aller dicter sur l'Inn la restitution de l'Italie. Moreau faisait la guerre avec moins de hardiesse ; il fallut lui laisser le soin plus modeste, mais plus certain, de gagner des batailles isolées.

Dès le 30 avril, les Français passaient le Rhin, conduits par Gouvion-St-Cyr, et occupaient Fribourg ; en trois jours,

toutes les divisions furent développées sur la rive droite, et le 3 mai, Moreau gagnait une première bataille à Engen, dans la Forêt-Noire : les Autrichiens perdirent dix mille hommes. Le 5, une nouvelle bataille était livrée à Moeskirch, et Moreau était encore vainqueur. Le 9, Gouvion-St-Cyr battait une troisième fois les Autrichiens à Riberach (sur la Riss), et le général Lecourbe entrait à Menningen, après un quatrième combat également heureux; l'armée autrichienne, frappée par ces défaites rapides, avait perdu ses magasins; elle fut obligée de reculer sa ligne, en appuyant sa gauche au Vorarlberg, sa droite à Ulm, mais perdant sa communication avec le Tyrol, et laissant à l'armée française la liberté des mouvements et l'abondance des provisions. Peu à près les Français s'étendaient jusqu'à Augsbourg, et les Autrichiens avaient évacué tous les pays entre le Rhin, le lac de Constance, le Danube et le Lech (29 mai).

Alors Bonaparte put donner à sa marche sur l'Italie un caractère d'énergie, d'audace et de rapidité que la guerre n'avait point connu depuis Annibal.

Là, les derniers événements n'avaient point été heureux (6-20 avril). L'armée française, commandée par Masséna, luttait par le courage contre des forces supérieures. Epuisée en plusieurs petits combats, elle avait fini par être coupée par les Autrichiens; Masséna s'était replié sur Gênes, où il n'avait pas tardé à être assiégé, et Suchet, qui commandait la gauche, s'était retiré sur Nice. Il ne resta à ces deux débris qu'à illustrer les revers par l'héroïsme.

Bonaparte avait attendu les succès de Moreau pour aller relever la fortune en Italie. Il lui demanda un renfort, que Moreau céda avec peine; pendant cette hésitation, Gênes était près de succomber sous un siége poussé à outrance. L'Italie allait donc passer tout entière aux mains de l'autrichien Mélas; mais déjà Bonaparte traversait les Alpes.

Ce passage des Alpes par le grand St-Bernard est dans l'histoire l'événement le plus extraordinaire qui jamais ait été accompli par le génie de la guerre. Bonaparte fit attaquer les rochers, les glaciers, les abîmes, comme il eut fait

attaquer des armées en bataille; tout s'aplanit devant cette témérité. Marmont commandait l'artillerie; Gassendi, inspecteur du génie, veillait à l'exécution des ordres. Ces hommes étonnants trouvèrent les moyens de transporter les canons sur leurs affûts le long d'escarpements où l'œil ne plongeait pas sans que l'imagination fût épouvantée. On creusa des arbres en forme d'auge, pour faire glisser les obusiers sur ces traîneaux jusqu'au haut des monts les plus ardus; là où l'homme seul n'eût point hasardé de tracer un sentier, cheminaient les chars et les bagages. La nature était vaincue, soit par le génie, soit par la témérité. Bonaparte inspirait cette audace; tout s'ouvrait devant lui, et en quatre jours, le gros de son armée avait franchi ou plutôt avait dompté les Alpes. En même temps, d'autres divisions escaladaient et franchissaient de la sorte le petit St-Bernard, le Simplon, le St-Gothard, le mont Cenis, le mont Genèvre, et bientôt toute l'armée toucha l'Italie par trois débouchés, n'ayant perdu dans cette traversée des Alpes qu'un canon et quelques soldats; c'était comme une apparition mystérieuse. Le général Mélas niait les rapports qui lui étaient faits. Déjà le général Lannes était tombé sur la ville d'Aoste; d'autres corps surprenaient de même Suze, la Brunette, Ivrée; Murat occupait Verceil, et Mélas persistait à ne voir en ces récits que des puérilités grossies par la peur. Son dessein persistant était d'envahir la France par le pont du Var, et il pensait l'exécuter sans délaisser le siége de Gênes, ce qui coupait son armée en deux parts, et étendait ses lignes sur un espace de soixante-dix lieues. Grâce à cette incrédulité aveugle, les Français s'étaient ranimés; Suchet, qui les commandait, rejeté jusqu'au Var, avait repris l'offensive sur la rivière du Ponent; et enfin Bonaparte put développer à l'aise son armée, sans troubler la quiétude de son ennemi; le 2 mai, il occupait Milan, et toute la Lombardie était en son pouvoir.

5 mai.—Cependant Masséna, bloqué dans Gênes depuis cinquante jours avec sa petite armée de seize mille hommes, avait épuisé toutes les ressources d'une défense désespérée. Jamais siége n'avait été plus atroce. Vingt-cinq

mille habitants avaient péri de misère; toute nourriture manquait aux survivants; la garnison avait fini par manger un pain fait de son, de folle-avoine, de graine de lin, d'amandes, d'amidon; le tout légèrement imbibé d'huile de cacao; pâture horrible, et qui déjà manquait aux soldats affamés. De seize mille, ils n'étaient plus que huit mille, et tous étaient menacés de mourir de faim; toutefois ils se défendaient encore; on eût dit des cadavres debout sur les murs, et au moment où Masséna croyait ne plus avoir qu'à se mettre en tête de ses compagnons exténués pour s'ouvrir un passage au travers des lignes qui cernaient la ville, arriva de Vienne au général Ott l'ordre de lever le siége; Masséna dicta les conditions de sa délivrance, et dans la convention le mot de capitulation ne fut pas écrit. Les Anglais bloquaient la ville par mer; l'amiral Keith fut obligé de souscrire aux conditions de Masséna; cinq corsaires français bloqués dans le port purent prendre la mer, et la garnison sortit avec ses armes et ses canons, se dirigeant vers Nice. L'état-major et les malades furent transportés par mer sur Antibes sous l'escorte des Anglais. Ainsi s'acheva ce siége, exemple de ce que peut l'ascendant d'un homme sur la volonté d'une armée dans les épreuves extrêmes. Le nom de Masséna devint en France et en Europe égal à celui des héros.

Alors aussi tout commença à changer d'aspect. Un mois après, Suchet battait les Autrichiens à la Piéva; le général occupait Pavie, garni de trois cents canons et de riches magasins, et enfin Bonaparte avait un engagement à Montebello, dans le Piémont, avec le général Ott; ce ne fut pas une vraie bataille, mais un combat acharné; Lannes s'y couvrit de gloire; ainsi se préparait un événement plus décisif.

Il est remarquable que dans ces rencontres l'ardeur suppléa des deux côtés à la stratégie. Le général en chef des Autrichiens, Mélas, semblait avoir disparu, et Bonaparte put croire qu'il fuyait son approche. Cinq jours après le combat de Montebello, les deux généraux furent face à face, Bonaparte surpris par Mélas qu'il voulait surprendre.

L'armée autrichienne, établie entre la Bormida et le Pô, était coupée de Gênes et du Milanais, mais d'une force numérique supérieure à l'armée française; elle était de trente-cinq mille hommes soutenus par une formidable artillerie; et l'armée française ne s'élevait pas à plus de vingt-cinq mille hommes, elle n'était pas prête d'ailleurs à une action générale.

Dès la pointe du jour, le 14 juin, Mélas jeta ses masses sur les Français, dans la plaine qui s'étend entre Alexandrie et Tortone. Il n'y avait là que les deux divisions de Lannes et de Victor, fortes de 15 à 16 mille hommes, et Bonaparte n'apprit l'attaque à son quartier-général que vers la fin de la matinée; il monta à cheval à 11 heures. Déjà les divisions de Lannes et de Victor étaient ébranlées par un choc si violent et si soudain; à midi, manquant de munitions, elles avaient commencé à céder le terrain : alors parut Bonaparte avec sa garde consulaire et deux demi-brigades; il venait de franchir en deux heures l'espace de quatre lieues qui le séparait du lieu de la bataille, et aussitôt il lança les deux bataillons de la garde consulaire pour soutenir les divisions déjà épuisées par la lutte. Mais ils étaient inégaux au poids de l'attaque; les brigades étaient de même accablées par le nombre; et enfin l'armée entière était obligée de se replier, mais en ordre, sur San-Guiliano, pour s'y rallier. La bataille semblait donc décidée contre Bonaparte, et Mélas put se croire victorieux. Il avait été blessé après avoir eu deux chevaux tués sous lui; il laissa le soin de la poursuite à son chef d'état-major, et envoya un colonel, devenu depuis le maréchal Radetzky, porter à Vienne la nouvelle du triomphe : lui-même rentra à Alexandrie.

Mais cette journée devait avoir d'étonnantes vicissitudes. Le général Desaix, depuis trois jours arrivé d'Égypte, amenait à Bonaparte un corps de quatre mille fantassins, et il avait été retenu quelques heures à Rivalta, à trois ou quatre lieues, par un torrent débordé; Bonaparte, du milieu de la mêlée, l'avait mandé par un billet, et, vers cinq heures, on le vit paraître à San-Guiliano, où se repliaient

les divisions. C'était une nouvelle bataille à livrer. Desaix rend la confiance à ses frères d'armes; quelques batteries bien postées le secondent; mais à peine a-t-il repris l'attaque, que lui-même tombe sous un décharge, et il meurt à la manière des héros, envoyant dire au premier consul qu'il regrette de n'avoir pas assez vécu pour la gloire de la France. Aussitôt il se fait une hésitation dans ce corps privé de son chef, et rien ne semble plus empêcher le désastre de se consommer. Mais alors se déclare un nouveau retour. Le général Kellermann, fils de Kellermann, le vainqueur de Valmy, devait appuyer Desaix avec sa brigade de cavalerie; par une soudaine inspiration, il se précipite sur les Autrichiens, qui chassent devant eux les divisions éperdues, et surtout la division de Victor. Cette charge inopinée change en un moment le sort de la journée; cinq cents cavaliers arrêtent toute une armée victorieuse; les divisions rentrent dans la lutte. Tout cède à l'impétuosité de cette attaque nouvelle. Le général Zach se rend avec cinq mille Hongrois. Mélas lui-même se laisse envelopper par des troupes de renfort. La bataille était perdue à six heures du soir; à dix heures, elle est gagnée.

Telle fut cette bataille qu'on appela la bataille de Marengo, parce que le village de ce nom fut le point le plus disputé par les deux armées. Quinze mille Autrichiens jonchaient le sol, trente pièces de canon restaient aux mains des vainqueurs; mais eux-mêmes avaient eu de sept à huit mille hommes hors de combat : l'armée française dormit sur le champ de bataille[1].

Toutefois, de tristes pensées troublaient la gloire de Bonaparte. Il s'était manqué à lui-même en cette journée, et peu s'en était fallu que sa destinée ne pérît par ce qui allait l'exalter. Aussi, à dix heures du soir, lorsque tout était décidé, et que les généraux parurent groupés autour du chef, il distribua les félicitations avec quelque embarras.

[1] Le récit de cette journée célèbre a été fait récemment par M. le duc de Valmy, fils du général Kellermann. C'est désormais dans ce livre que l'histoire devra chercher sa lumière, lorsqu'elle voudra raconter avec quelque détail la campagne qui s'acheva à Marengo.

Tous néanmoins avaient leur part de gloire; mais arrivé à Kellermann, qui avait décidé la bataille, il se contenta de lui dire : « Vous avez fait une assez bonne charge. » On a écrit que Kellermann aurait répondu : « Je le crois bien; elle vous met la couronne sur la tête. » C'eût été devancer les temps par un pressentiment hardi [1]. Ce qui est certain, c'est que Bonaparte sentit trop ce qui revenait de gratitude au jeune général de cavalerie, pour témoigner sa satisfaction avec liberté; et cela seul explique assez comment ce simple souvenir put dans la suite devenir aisément de la défaveur.

Mais quel qu'eût été le hasard de cette victoire de Marengo, l'effet en fut magique. Toute l'Italie s'ouvrait aux armes françaises, et l'Europe entière sentait comme un brusque changement qui se faisait dans la politique et dans la guerre.

La nouvelle arrivée à Paris excita l'étonnement, la joie, la confiance. Tout s'anima soudain; le *tiers consolidé*, 5 0/0, ce signe visible du mouvement du crédit et des affaires, haussa de six francs; la veille du 18 brumaire, il était tombé à 11 francs trente centimes; il était depuis arrivé à 29 francs; à la nouvelle de Marengo, il monta à 36 francs. Triste temps où la fortune des États ne se mesurait qu'à des signes de cette sorte! Le crédit toutefois est un indice de sécurité publique, et l'histoire ne saurait négliger ses inégalités dans l'étude des révolutions.

Quoi qu'il en soit, Bonaparte fut prompt à saisir les fruits de la victoire. Une convention d'armistice, signée deux jours après (16 juin) à Alexandrie, régla que les Autrichiens se retireraient sur le bas Pô, et que les places ou forts de Tortone, d'Alexandrie, de Plaisance, de Turin, de Milan, de Pizzighitone, d'Arona, d'Ancône, le fort Urbin, Coni, Céva, Savone, Gênes seraient remis aux Français. Quelques jours après, Suchet entrait à Gênes, où il retrouvait l'artillerie abandonnée par les Français, et Masséna

[1] Kellermann ne dit pas alors cette parole; mais peu de jours après il l'écrivit dans une lettre d'ami.

prenait le commandement de l'armée d'Italie : d'autres ambitions appelaient Bonaparte. Ainsi s'acheva cette campagne de *trente jours*, qui venait de changer l'art des batailles, et de mettre à la place des méditations savantes, les coups d'audace, de témérité et d'aventure. Le vieux génie de la guerre était dérouté, et la sagesse semblait désormais suppléée ou vaincue par le fatalisme.

En même temps éclataient ailleurs des événements considérables. Kléber, le glorieux vainqueur d'Héliopolis, était assassiné au Caire le jour même de la bataille de Marengo. Un Turc fanatique vengeait par le poignard la défaite du grand visir. Le général Menou prit le commandement de l'armée d'Égypte; l'inertie succédait à la vaillance; la suite de l'expédition ne fut qu'une succession de calamités.

En Allemagne la guerre avait été brillante.

Dès les premiers jours de juin (5), le général autrichien Klay attaquait une partie de l'armée française sur la rive gauche de l'Iller, à Kirschberg, et il était repoussé par le général Grenier.

Quinze jours après, le général Moreau donnait aux combats un caractère de stratégie inaccoutumée dans les guerres de la République. Une bataille éclatante couronna à Hochstedt, sur la rive gauche du Danube, cette suite de manœuvres savantes glorifiées par les gens de l'art. Lecourbe, Dessoles, Decaen, Grenier, Puthod, d'Hautpoul prirent part à cette grande lutte sur un espace de sept lieues; le résultat fut en un jour de chasser le général Klay de sa position d'Ulm, jugée inexpugnable, et de contraindre les Autrichiens à abandonner la Souabe, la Franconie et la Bavière. Ulm fut occupé par Moreau; c'était la clef du Danube; cinq mille prisonniers, vingt canons, les magasins de Donarvert restèrent aux mains des vainqueurs.

D'autres combats eurent lieu à l'avantage des Français. Decaen occupa Munich; Lecourbe et Molitor, après des attaques audacieuses dans le Vorarlberg, se rendirent maîtres de Feldkirch; un armistice fut signé à Parsdorff, près de Munich : les Français continuèrent d'occuper la Suisse,

le pays des Grisons, et les provinces sur la gauche du Lech. Ce fut un repos de quelques mois, pendant lequel des pensées de paix commencèrent à entrer dans l'esprit des peuples et des gouvernements.

Dans cet intervalle, l'île de Malte, bloquée par les Anglais depuis deux ans, fut obligée de se rendre (5 septembre) : le général Vaubois l'avait défendue avec honneur. Ce fut un grand échec pour la France; il mettait le comble au désastre d'Aboukir.

Mais tandis que Bonaparte, rentré à Paris, faisait servir sa gloire à l'affermissement de l'autorité politique, et aussi à des préparatifs de paix avec les divers états, les armistices arrivaient à leur terme, et tout avait été disposé pour donner à la guerre un éclat nouveau.

Cinq armées françaises s'étendaient depuis la ligne tracée par la neutralité prussienne jusqu'au centre de l'Italie; elles dominaient le cours du Rhin, les Grandes-Alpes, le Haut-Danube et le Pô-Supérieur : à leur tête, Augereau, Moreau, Murat, Macdonald, Brune; des détachements occupaient les côtes de l'Adriatique et de la Toscane. Ces cinq armées formaient une masse de 250 mille hommes.

L'Autriche, de son côté, avait jeté deux cent trente ou quarante mille soldats dans la Souabe, dans le Tyrol et en Italie.

L'armistice fut rompu le 20 novembre. Dès le 3 décembre, Moreau remportait à Hohenlinden, sur la rive gauche de l'Inn, une victoire éclatante sur l'archiduc Jean, secondé du général Lauer. La bataille dura dix heures, par un temps affreux; la neige tombait à gros flocons sur les combattants; Moreau fit tout servir au succès : jamais dispositions n'avaient été plus savantes; nulle part l'exécution ne manqua au dessein. Les Autrichiens perdirent quatre-vingts pièces de canon et dix mille prisonniers; six mille morts couvraient la terre; les Français n'eurent que trois mille hommes hors de combat. Cette bataille était décisive; Moreau en vit toute la portée, mais il jouit de son triomphe avec modestie : « Mes amis, dit-il aux

soldats vainqueurs, vous avez conquis la paix! » Le bien de la France est tout ce qu'il voyait dans ses succès et dans sa gloire.

D'autres combats partiels suivirent cette grande bataille. Lecourbe força le passage de l'Inn, pour se trouver en regard du corps de gentilshommes du prince de Condé, vaillante élite, qui, depuis dix ans, combattait pour des souvenirs et étonnait les soldats de la République par son héroïsme : aussi était-ce l'arrière-garde que les Autrichiens opposaient d'ordinaire à la poursuite des vainqueurs: fatalité lamentable que les Français n'eussent plus la même gloire et la même patrie.

L'archiduc Charles, après ces malheurs, fut remis à la tête des armées d'Autriche, épée brillante et réservée à des luttes plus éclatantes. Mais ses conseils étaient tardivement écoutés; tout cédait aux armes françaises. Salzbourg fut emporté par Decaen et Lecourbe; les lignes de la Salza furent forcées; peu après la Traun était passée, et l'armée de Moreau entrait à Linz, capitale de la Haute-Autriche; on n'était plus qu'à quarante lieues de Vienne. On s'avança plus encore, jusqu'à ce qu'un armistice fut signé à Steyer avec l'archiduc Charles, digne de désarmer la victoire par le respect de son nom et de sa vaillance.

En même temps, Macdonald avait passé les Alpes par le Splugen, un des monts les plus élevés. Ni les neiges, ni les abîmes ne l'avaient arrêté; dans ce nouveau système de guerre, tout semblait devoir être dompté, même la nature. Ainsi Macdonald entra dans la Valteline, et fut en communication avec Brune. Celui-ci, de son côté, était aux prises avec le général autrichien Bellegarde. Des généraux vaillants le secondaient, Oudinot, Moncey, Suchet, Dupont, Davoust, Marmont, tous réservés à des destinées brillantes, quoique diverses.

27 décembre.—Une bataille fut livrée à Pozzolo; les Autrichiens furent battus; ils perdirent dix mille hommes et trente canons, tout le pays s'ouvrit jusqu'à Vérone, à Vicence et à la Brenta.

Tous ces succès devaient hâter la paix; un traité d'amitié

et de commerce avec les Etats-Unis venait d'être signé à Paris (30 septembre). La France imposait au monde par sa fortune, partout s'ouvraient des négociations; l'Angleterre, moins atteinte par les armes de la France, luttait encore par sa politique : toutefois elle sentait le besoin de suspendre les luttes où s'épuisait l'Europe, et même on venait de voir le roi d'Angleterre effacer son titre nominal de roi de France, afin de désarmer les irritations nationales. C'est au milieu de ces événements que se fit à Paris l'explosion d'un crime tenté contre Bonaparte.

La gloire et la prospérité de ce vainqueur n'avaient fait évanouir ni les passions révolutionnaires, ni les haines royalistes. Son élévation au pouvoir suprême blessait toutes les âmes indépendantes. Par malheur, il se trouva alors comme toujours des hommes capables de remplacer la lutte par le crime et de venger la liberté par l'assassinat.

C'était le 24 décembre—3 nivôse.—Le premier consul venait de se rendre à l'Opéra, par la rue St-Nicaise, à huit heures du soir. Quelques instants après son passage, se fit dans cette rue une explosion effroyable; c'était un tonneau rempli de poudres, de balles et de lingots qui éclatait. Le feu devait être mis par une mèche à un moment fixé; on se trompa de seconde. L'éclat fut horrible; toutes les rues voisines furent ébranlées; des personnes périrent; l'épouvante gagna tout Paris. Cet événement qui fut désigné sous le nom de *machine infernale du 3 nivôse*, devint aussitôt, aux mains du Gouvernement, un levier terrible. La police s'arma de moyens nouveaux de répression et de vengeance contre les restes des partis. Tous furent accusés, les royalistes comme les jacobins. On emprisonna pêle-mêle des honnêtes gens et des bandits; on les soumit à des inquisitions qui rappelaient la torture; et tandis qu'un sénatus-consulte condamnait à la déportation cent trente individus, choisis entre les révolutionnaires qui s'étaient signalés aux jours sinistres de la Convention, on amoncelait dans les donjons des royalistes, coupables de se souvenir d'un régime qui avait péri dans le sang et dans les ruines. Une procédure s'ouvrit; deux chouans obscurs y périrent; mais

le 3 nivôse resta un affreux mystère, et tout ce qui en sortit, ce fut un régime de police, conçu par Fouché, ministre qui s'était initié, par le régicide, aux pratiques de la tyrannie. A dater de ce jour, la liberté française alla mourir aux pieds de Bonaparte.

1801. — Devenu maître par la compression, il n'abandonna pas ses pensées de réforme politique ; la paix même devait servir à son pouvoir, et il parut seconder ce vœu des peuples, en hâtant les négociations qui partout s'étaient ouvertes.

16 janvier. — Les deux puissances principales de l'Europe couraient, de leur côté, au-devant de sa pensée. Un armistice avait été signé à Trévise entre Brune et Bellegarde ; et la Russie, pour ôter tout prétexte de défiance, ajouta ses affronts à ceux que les divers états d'Europe avaient, tour à tour, versés sur la tête de Louis XVIII, de ce roi couronné d'adversité, et qui se vengeait du malheur par la grandeur de son courage. Peu auparavant, le czar Paul Ier avait mis une sorte de coquetterie impériale à lui offrir une hospitalité magnifique. Il l'avait appelé à Mittau, et là le proscrit, entouré de cent gardes du corps et traité en souverain, put, non pas s'endormir dans une royauté imaginaire et oisive, mais nourrir des espérances dignes de sa race.

Il avait appelé auprès de lui Marie-Thérèse, la fille de Louis XVI et de Marie-Antoinette, pour la marier au duc d'Angoulême, fils du comte d'Artois, son frère. Ces scènes de famille avaient été pleines d'émotion. La première personne que Louis XVIII présenta à la princesse était l'abbé Edgeworth, le consolateur de son père ; pas une parole ne fut proférée ; les larmes coulaient de tous les yeux. Le Roi la conduisit ensuite au milieu de ses gardes : « *Voilà,* lui dit-il, *les fidèles gardes de ceux que nous pleurons ! leur âge, leurs blessures et leur douleur vous disent tout ce que je voudrais vous exprimer* ». Tous sanglotaient, et le silence restait profond. « Enfin, ajouta le Roi, elle est à nous ! nous ne la quitterons plus ; nous ne sommes plus étrangers au bonheur ! » et il permit alors à la jeune princesse d'aller

dans son appartement se reposer de ses émotions. Mais là elles ne firent que trouver plus de liberté ; elle appela l'abbé Edgeworth, et, quand elle fut seule avec lui, ses larmes coulèrent en abondance, et sa douleur éclata en sanglots. Le prêtre fidèle fut tout effrayé ; il voulut appeler du secours : « Ah ! laissez-moi, lui dit la princesse, laissez-moi pleurer devant vous : mes larmes me soulagent ! » et cependant elle ne proférait pas une plainte ; jamais douleur humaine n'avait égalé la sainteté de cette douleur [1].

Mais Paul 1er sembla bientôt s'être joué de l'hospitalité donnée à de tels proscrits. Sa générosité n'avait été qu'une fantaisie ; son caprice en fit une insulte. Tout à coup, fasciné par la gloire de Bonaparte, il retira à Louis XVIII son asile, et le Roi superbe partit aussitôt, par un hiver effroyable. Il semblait vouloir défier non-seulement l'adversité, mais la lâcheté même des gouvernements. Sa marche, par des régions sauvages et couvertes de neige, est un épisode qui navre l'histoire : sa nièce, la duchesse d'Angoulême, guidait et affermissait ses pas ; c'était la fable antique réalisée, et aussi Louis XVIII appelait sa nièce son Antigone. Il arriva de la sorte à Kœnisberg, et de là il écrivit au roi de Prusse ; la duchesse d'Angoulême, en même temps, écrivit à la reine, à cette Willelmine-Amélie, célèbre par sa beauté, par sa bonté et plus tard par ses malheurs : là, du moins, de nobles émotions répondirent à la confiance des fugitifs. Le roi de Prusse, lisant la lettre de Louis XVIII, laissa échapper ces mots : « Je recevrai les Bourbons, quelles que soient les conséquences d'un acte que l'honneur et l'humanité me commandent. » De son côté, la reine lisait la lettre de la duchesse d'Angoulême et la couvrait de ses larmes ; et, en entendant le Roi s'écrier : *Je recevrai les Bourbons*, elle courut se jeter dans ses bras en sanglotant [2]. Le roi de France, sous le nom de comte de Lille, put donc s'acheminer vers la Pologne ;

[1] Récits de l'abbé Edgeworth, rapportés dans les *Mém. de M. de la Rochefoucault*, tom. IV.

[2] Le général Dammartin, *Mém. sur la Révolution et l'émigration*, tom. II.

les cent gardes du corps que Paul Ier avait d'abord accueillis avec éclat, chassés à leur tour comme des malfaiteurs et des aventuriers, reçurent de même l'hospitalité de Frédéric-Guillaume. Tels étaient les retours de politique, en ces temps calamiteux, où le monde était sorti de sa base : quelques beaux exemples faisaient contraste avec la pusillanimité des caractères et la dureté des âmes.

Quant à l'Angleterre, elle persistait dans la guerre, à mesure que l'Europe fléchissait, et elle venait (14 janvier) de déclarer l'embargo sur tous les vaisseaux russes, suédois, danois, par représailles d'un traité de neutralité armée, signé par les Etats du Nord pour faire respecter leurs pavillons (16 décembre 1800).

La paix avec l'Autriche et le Corps Germanique ne fut pas moins signée à Lunéville (9 février). Les concessions du traité de Campo-Formio furent confirmées; le Rhin, jusqu'au territoire hollandais, devint la limite de la France; la Toscane fut cédée à l'infant de Parme; l'indépendance des républiques Batave, Helvétique, Ligurienne, Cisalpine fut reconnue. Ainsi était ratifiée la Révolution française dans ses actes extérieurs, dans ceux qui déjà avaient le plus ébranlé le droit de l'Europe.

D'autres événements se précipitaient.

Les Anglais jetent dix-huit mille hommes sur l'Egypte; ils débarquent à Aboukir, conduits par Abercrombie (8 mars); les Français, au nombre de quatre mille, sortent d'Alexandrie pour s'attaquer à des forces trois fois et quatre fois supérieures; ils sont rejetés dans la place. Une action plus générale est engagée près de Canope : là, neuf mille Français luttent contre quinze mille Anglais; l'acharnement est égal, mais le nombre l'emporte; les Français perdent deux mille hommes, le général anglais est blessé à mort; Menou est inégal à cette lutte : il laisse ses débris d'armée s'enfermer à Alexandrie et au Caire; d'autres combats ont lieu; les Anglais reçoivent de l'Inde un renfort de dix mille cipayes; les Français voient, au contraire, leur petit nombre se réduire encore. D'autre part, le capitan-pacha débarque avec des flots de Turcs; tout annonce à

la vaillante expédition une fin prochaine; mais elle ne cédera que par une capitulation digne de ses armes.

Peu après, le général Belliard, accablé dans le Caire, non-seulement par les Anglais, mais par des multitudes sauvages, accourues de toutes parts, avides de proie, séparé d'ailleurs du général Menou, qui est enveloppé de même dans Alexandrie, signe une convention honorable et conforme au premier traité d'El-Arisch, que les Anglais avaient violé sans profit. Six mille soldats sont rendus à la France.

Mars 1801.—En Europe, les négociations se mêlent à la guerre. Par un traité avec l'Espagne, les États de Parme sont livrés à la France, et l'infant de Parme va régner en Toscane sous le nom nouveau et quelque peu dérisoire de roi d'Étrurie. Un autre traité avec le roi de Naples assure à la France l'île d'Elbe, Piombino et les Présides.

Et sur ces entrefaites, l'empereur Paul Ier meurt à Pétersbourg, étranglé dans son palais par des mains mystérieuses. A sa place, paraît Alexandre, destiné à une éclatante variété de fortune; son premier acte est d'offrir à Louis XVIII le secours de deux cents mille roubles, que ce roi, dont l'exil fut grand, avait rejeté, en cherchant d'autres asiles.

Avril.—En même temps, l'Angleterre poursuit à outrance son système de résistance contre la neutralité armée du continent. Elle dirige sa vengeance sur le Danemarck; une flotte de trente vaisseaux, commandée par Nelson, va bombarder Copenhague : l'incendie de cette ville excite des cris d'anathème; un armistice de trois mois met fin à cet affreux scandale. Peu après, une convention avec la Russie termine cette guerre de représailles.

La guerre sur mer avec la France est plus généreuse, et la France la soutient avec éclat.

5 juillet.—L'escadre du contre-amiral Linois, qui compte deux vaisseaux de quatre-vingts, un de soixante-quatorze, une frégate de quarante, rencontre dans la baie de Gibraltar, à Algésiras, l'escadre anglaise, commandée par John Saumarez, composée de deux vaisseaux de quatre-vingts,

quatre de soixante-quatorze, une frégate de trente-six et un lougre. Les forces sont inégales; mais les Français sont appuyés par une batterie d'artillerie et par sept chaloupes espagnoles. Ils restent maîtres du combat; le vaisseau l'*Annibal* est le prix de la victoire.

Quelques jours après, leur vaisseau *le Formidable*, qui avait le plus souffert dans cette bataille d'Algésiras, est enveloppé en vue de Cadix par trois vaisseaux de l'escadre anglaise. Il démâte l'un de ces vaisseaux et force les autres à l'abandonner.

Tel était le mélange d'événements dans ce début du siècle. L'Europe était lasse de ses dix ans de luttes mal concertées. La France avait besoin de respirer. La paix, proclamée sur le continent, fit naître l'espérance au cœur des peuples, et tout fut propice pour faire succéder à la longue anarchie qui avait désolé l'État un système de gouvernement qui pacifiât les opinions et rétablît la sécurité.

CHAPITRE III.

Vues du premier consul sur la religion. — État du clergé. — Les *assermentés;* les prêtres fidèles. —Les évêques et les prêtres émigrés.—Alternatives dans la persécution.—La France sans religion publique. — Le décadi. — État des écoles. — Premiers actes du Gouvernement consulaire.—Lois et décrets de séparation.—Actes personnels de Bonaparte. — Manifestations dans les églises. — Manéges des constitutionnels. — Bonaparte suit son dessein de relever l'Église. — Concordat. — Un légat en France. — Conduite admirable des anciens évêques de France. — Résistances de quelques-uns.—Bulle du Pape.—Constitution nouvelle de l'Église.—Dispositions de la France.—Sentiments divers.—Promulgation du Concordat. — Magnifique solennité à Notre-Dame. — Les évêques dans leurs diocèses. — État des peuples; triomphe de la religion. —Événements politiques au dehors.—Fin de l'expédition d'Égypte. — Préliminaires de paix avec l'Angleterre ; traité de paix avec la Russie. — Apprêts d'expédition contre Saint-Domingue ; dénouements effroyables. — Paix d'Amiens. — Situation des émigrés français ; récits funestes. — Conduite des gouvernements; alternatives de pitié et de barbarie. — Le prince de Condé et Louis XVIII. — Fortunes diverses des émigrés ; admirables et touchants exemples. — La religion ingénieuse à consoler le malheur des fugitifs. — Bonaparte met fin à la proscription. Sénatus-consulte. Amnistie. — Suite des desseins de réforme intérieure. — Modification du pouvoir consulaire. — Instincts de Monarchie dans la République. — Quelques résistances se montrent; hardiesse de Bonaparte à les combattre. — Rétablissement des idées d'autorité; travaux du Conseil d'État; collection des lois; Code civil; questions de droit politique; liberté de la presse; organisation des tribunaux ; l'ordre de la Légion-d'Honneur. — L'esprit philosophique et parlementaire survit. — Articles organiques du Concordat. — Jugements divers. — Le Pape se plaint; les évêques n'entrevoient que le bien fait à la religion; termes extrêmes de gratitude. — Messages à Louis XVIII; lettres de Louis XVIII à Bonaparte.

La religion s'offrit naturellement comme le premier intérêt qu'un pouvoir ordonné dut satisfaire.

Quels que fussent les sentiments du premier consul en

matière de foi, il était impossible que cette question de la religion ne se présentât pas à lui comme une capitale question d'Etat, lorsque sa politique tendait à réagir contre le courant d'idées anarchiques et d'actes pervers qui avait emporté la France et brisé tous les liens sociaux.

Si la Révolution n'avait été qu'une réforme, le peuple entier l'eut glorifiée. Mais elle avait été une extermination, et elle restait maudite de ceux-là même qui cherchaient en elle un affranchissement.

Les enseignements sceptiques du dernier siècle n'avaient pas surtout assez corrompu les opinions, pour que les hommes appliqués aux affaires ne fussent pas effrayés du vide immense que laissait, au sein d'une vieille nation chrétienne, la disparition de son culte et de ses prêtres. Vainement on avait cherché à remplir ce vide par un fantôme de christianisme et par des formes de hiérarchie sacerdotale. Les curés et les évêques institués sous le nom de clergé constitutionnel, maudits par les croyants, honnis par les incrédules, n'avaient pris aucune racine dans le peuple. Et même, il était arrivé que la plupart de ces prêtres, ceux que la peur avait fait fléchir, étonnés et troublés en leur conscience par l'aversion qui s'attachait à leur nom d'*assermentés*, avaient retiré leurs serments; les sièges établis par la révolution en 1790 avaient été délaissés; la *constitution civile* du clergé avait fini par être abolie; les cérémonies extérieures avaient été prohibées; les temples avaient été dévastés ou profanés; et ainsi, pas même une fiction d'Eglise ne restait à la France : ce qui lui restait, c'étaient des prêtres voués au martyre, qui, sous des déguisements de toute sorte et au péril de leur vie, portaient aux familles les consolations et l'espérance. Rien n'avait égalé jamais cette émulation de sacrifice et de courage.

D'autre part, les évêques de l'ancienne Eglise de France étaient au loin dispersés; plusieurs avaient péri sous les coups de l'anarchie. Une multitude de prêtres fidèles avaient fui comme leurs pasteurs le sol de la patrie, ce sol qui donnait la mort. On les avait vus chercher des asiles en Espagne, en Suisse, en Italie, en Allemagne, en Angle-

terre, en Russie; partout l'hospitalité s'était ouverte avec un empressement de respect et d'amour, et, en échange des bienfaits, ce clergé fugitif et dénué apportait des exemples; ce fut le plus magnifique spectacle que l'Europe chrétienne eut jamais pu contempler : « Trente mille ecclésiastiques, dit l'abbé de Pradt, jetés en des terres étrangères, sans autre frein que celui de leurs devoirs, et ne manquant jamais à aucun [1]. » L'histoire ne sait peut-être pas encore ce que cette dispersion des prêtres catholiques devait laisser au sein de l'Europe de germes d'unité; au moins peut-elle dire ce qu'elle y a laissé de souvenirs d'admiration. Par eux, le nom de la France put continuer d'être honoré, lorsque tant d'excès devaient le faire maudire. Ainsi, ils protestaient par leurs vertus, et aussi par la politesse de leur vie, contre la dégradation des mœurs et des lois; et par la science dont la plupart étaient ornés, ils semblaient être des missionnaires de civilisation, lorsque la philosophie avait fait de la France une arène de barbarie.

Quoi qu'il en soit, l'Eglise de France ne présentait nulle trace d'organisation et d'autorité. On avait vu d'ailleurs d'étranges alternatives dans la persécution. Parfois les tyrans semblaient lassés et ils proclamaient la tolérance; puis, la fureur se rallumait, et elle inventait des modes nouveaux de proscription. L'histoire de la législation révolutionnaire est une horrible succession d'actes, où éclate tour à tour la frénésie et l'impuissance [2].

En 1796, des législateurs déclarèrent à la tribune qu'il ne fallait pas plus s'occuper des prêtres que des rabbins ou des *talapoins* [3] : l'indulgence était le mépris. D'autres soutinrent que c'était le moment, au contraire, d'aggraver les lois de 93, et ils proposaient d'expulser sans jugement tout ce qui restait de prêtres, c'est-à-dire vingt-cinq mille : ce fut cette opinion qui triompha au conseil des Cinq Cents, comme la plus digne des oppresseurs et des opprimés;

[1] Les trois Concordats.

[2] Discours et travaux inédits de Portalis, 1845.

[3] Prêtres des royaumes de Siam et du Pégu. — *Moniteur*, séance du conseil des Cinq-Cents, 1er mai, 12 floréal an IV.

mais au conseil des Anciens, Portalis la fit rejeter par son éloquence. L'arbitraire cependant continuait de sévir, selon le génie de chaque province et de chaque tyran. Presque partout les prêtres, surpris dans leurs asiles, étaient proscrits comme malfaiteurs. On en avait ainsi entassé des multitudes dans la citadelle de l'île de Ré; c'était comme un entrepôt, d'où on les faisait déporter à Sinnamary; plusieurs périssaient dans ce supplice, pire que l'échafaud[1].

Et pendant ce temps, une religion publique manquait à la France. L'homme naissait et mourait comme sur une terre sauvage. Nul signe de culte, si ce n'est des fêtes païennes, autour d'un *autel de la Patrie*, élevé dans les Eglises souillées. On suppléait aux cérémonies religieuses par des pompes idolâtriques et vaines, en l'honneur de la *victoire*, de la *liberté*, des *vieillards*, des *époux*, de l'*agriculture*.

« A cette époque, dit M. Portalis, l'athéisme même voulut avoir ses pontifes, ses rites et ses autels. » Et l'éloquent jurisconsulte décrit la secte effroyable, qui, sous le nom d'*hommes sans Dieu*, se fit des règles, des assemblées, des cérémonies publiques et régulières. « Chose inouïe et jusque-là sans exemple! on ne voulait plus que la Religion eût un culte, et l'impiété en avait un[2]. »

Le prêtre constitutionnel gardait pourtant çà et là ses autels déserts; on l'obligeait de participer à la solennité des fêtes athées; le repos du Seigneur était proscrit, mais le *décadi* était sanctifié, et quelques rares églises ne pouvaient s'ouvrir que ce jour. Et tout se ressentait de cette violation universelle des lois chrétiennes. L'éducation répondait au délire des impiétés politiques. Les enfants étaient élevés dans l'ignorance du Dieu des chrétiens; on les exaltait par des souvenirs grecs; et en même temps les études classiques étaient délaissées, comme pour attester que la même haine était vouée aux enseignements qui polissent

[1] *Mémoires historiques sur les affaires ecclésiastiques de France*, 1er vol.

[2] *De l'usage et de l'abus de l'esprit philosophique*, tom. II.

l'homme, et à ceux qui le rendent bon. L'histoire des écoles en ces tristes temps est la plus sanglante flétrissure de la Révolution. Mais de la sorte tous les devoirs s'effaçaient, et il ne restait des rapports des hommes entre eux qu'une discipline farouche, mise sous la sanction du glaive.

Et ce n'était pas seulement à l'intérieur de la France que se pratiquait cette politique d'athéisme ; les armées françaises avaient ordre de l'étaler devant tous les peuples. « Vous ferez chanceler la tiare au prétendu chef de l'Eglise universelle, » avait écrit le Directoire au général Berthier ; et, le 29 pluviôse an VI, la République romaine était proclamée ; le Directoire avait pu croire qu'il n'y avait plus désormais d'Eglise, ni de Papauté, ni de Christianisme, ni de Dieu même [1].

Une nation ainsi conduite ne serait pas longtemps à descendre au plus bas degré de la barbarie ; et c'est ce qui fut aisément aperçu par le gouvernement consulaire, institué contre l'anarchie. Mais la réaction ne pouvait être soudaine ; il fallait passer par degrés à des règles de politique, qui auraient choqué les habitudes de haine invétérée contre tout ce qui ressemblait à une religion. Déjà les proclamations du 18 brumaire avaient indiqué des pensées favorables, et quelques actes avaient justifié l'espérance qu'elles avaient excitée. Les arrêtés qui prescrivaient que les Eglises ne seraient ouvertes que les *décadis*, furent annulés, et le serment des prêtres fut borné à *jurer fidélité à la Constitution*. Ainsi s'annonçait un retour de liberté pour la foi, et se réalisait cette politique, dont nous avons indiqué précédemment la préméditation.

Un retour semblable se faisait dans les choses essentielles de l'administration publique.

Les derniers temps du Directoire, on l'a vu, avaient été marqués par des actes dignes des plus mauvais jours de la Terreur. La *loi des ôtages* en particulier (12 juillet 1799) était une aggravation de la législation sur les émigrés. Elle autorisait les administrations des départements à se saisir

[1] *De la législation religieuse en France*, par M. Frédéric Portalis, introduction aux *discours* et *travaux* de Portalis.

des parents suspects de ces fugitifs, à les garder en ôtage, en cas de troubles, et à séquestrer leurs biens.

Un des premiers actes du gouvernement consulaire fut d'abolir cette loi atroce (13 novembre).

Puis la liste des émigrés fut close par une loi au 25 décembre. C'était l'indice d'une amnistie à venir.

En même temps on organisa les départements et les communes. On parla de pacification à la chouannerie; on régularisa la justice; on songea à l'amélioration des écoles; on reconstitua l'École Polytechnique; on donna à tout l'ensemble du gouvernement un caractère de réparation; et un des actes enfin les plus expressifs de cette politique fut la translation du corps de Turenne aux Invalides avec un appareil d'honneur qui semblait vouloir expier la profanation encore récente des sépultures de Saint-Denis.

La réparation la plus éclatante devait être celle qui était due à la Religion et à la conscience de la France. Mais pour passer outre, le Gouvernement avait cru manquer de force au début, et Bonaparte, selon son génie, avait demandé la force à la guerre; c'est par la guerre qu'il espérait affermir et glorifier la paix.

On a vu quelle popularité il avait donnée aux batailles, et comment il s'était fait le centre où devait rayonner toutes les gloires. Ainsi s'était-il saisi de la victoire de Marengo; c'est lui qui réglait la fortune, et, en exaltant de la sorte l'imagination publique, il s'assurait l'ascendant sur les affaires : la gloire était pour lui la force de gouverner.

La Religion même devait entrer dans ce système de domination : elle lui devint un instrument d'empire.

Aussi quatre jours après cette bataille décisive de Marengo, le 18 juin, on le vit se rendre en appareil militaire à un *Te Deum*. « Aujourd'hui, écrivait-il aux consuls ses collègues, malgré ce qu'en pourront dire nos athées de Paris, je vais en grande cérémonie au *Te Deum* qu'on chante dans la métropole de Milan. » Et dès le lendemain il annonçait au cardinal Martiniana, évêque de Verceil, son intention de rétablir la religion en France et d'entrer en négociation avec le Saint-Père.

Déjà dans son premier commandement en Italie [17 février 1797], lorsque se fit le traité de Tolentino, il avait stipulé que la religion catholique serait respectée dans les légations abandonnées par le Pape, et qu'un asyle serait réservé aux prêtres français bannis dans les couvents des États romains; et lorsqu'il avait reparu à Milan, le 5 juin 1800, avec une armée formidable, il avait reçu le clergé de la ville et l'avait assuré « qu'il maintiendrait la religion dans son intégrité, et la ferait jouir de la plénitude de ses droits [1]. » Il n'eut donc qu'à obéir à la même impulsion; désormais il la pouvait suivre avec liberté. Il laissa le pape Pie VII librement rentrer à Rome, et, dès le mois de juillet, il signait une convention qui permit au Pape d'annoncer aux évêques français la juste espérance qu'il avait de sauver l'Église.

Aussi de mystérieux pressentiments devançaient dans les âmes les desseins politiques de Bonaparte.

A peine les nouvelles d'Italie étaient arrivées en France, qu'on sentit un génie nouveau se lever sur la Révolution; l'avenir se révélait comme par des miracles.

Dans les églises récemment rendues au culte catholique, les prêtres firent éclater leur joie. Mais d'autre part la Révolution était frémissante. Elle pensait avoir exterminé la Religion, et les joies du clergé lui étaient un reproche à la fois de son impuissance et de sa haine. A St-Roch, un prêtre populaire, l'abbé Fournier, attirait la foule par les inspirations de sa parole. Là, au pied du Calvaire, on le vit évoquer ce centenier Romain, qui, touché par les miracles du Sauveur, avait reconnu sa divinité; et, passant de ce souvenir aux prodiges d'Italie, il se mit à exalter Bonaparte, qui, tout ému de ses victoires, allait au pied des autels reconnaître qu'il les devait à Dieu. C'était une audacieuse nouveauté de mêler Dieu à la joie du peuple; l'autorité s'irrita; elle prit l'abbé Fournier pour un insensé, et le jeta à Charenton dans une loge de fou.

[1] *Mém. hist. sur les aff. de l'Église*, 1er vol. Cet ouvrage est de M. Jauffret, ancien maître des requêtes, neveu de l'abbé Jauffret qui fut évêque de Metz.

Peu après, l'autorité apprenant qu'en effet il en avait été ainsi à Milan, était obligée d'amortir son zèle : l'abbé Fournier devint libre, et cette aventure ne devait pas tarder à le désigner à sa faveur [1].

D'autres indices marquaient le changement de politique dans le gouvernement. Ce qui restait d'évêques constitutionnels avaient voulu se réunir en concile à Paris sous l'impression de ce retour d'opinions. Ils avaient adressé aux églises étrangères une circulaire, où ils gardaient toutes les formules de la langue révolutionnaire. Ils parlaient *de la caducité des trônes* et *du courage des fondateurs de la liberté;* et sous de telles inspirations ils se mirent à régler des questions de liturgie. Mais un ordre de police vint dissoudre cette réunion d'intrus ; l'Église constitutionnelle avait commencé par l'apostasie, elle allait s'achever par le mépris.

C'est au milieu de ces variétés et de ces contrastes d'émotion, que Bonaparte avait suivi sa pensée de relever l'Eglise de France. Dès le mois d'octobre, un envoyé du Pape, Mgr Spina, venait à Paris ouvrir une négociation avec le premier consul. Quelque temps après, un ministre plénipotentiaire, M. Cacault, allait à Rome poser les bases d'un concordat ; puis, le 20 juin, on vit arriver le cardinal Consalvi pour en arrêter les conventions, et le 15 juillet ce grand acte était signé.

Jamais plus grand événement n'avait étonné les peuples catholiques. Il surprenait la France en plein triomphe des idées philosophiques. Le désordre moral était partout. L'Eglise gallicane était dispersée ; à sa place une Eglise constitutionnelle armée des lois qui l'avait établie. Tout d'ailleurs était plein de préjugés ou de mépris. L'Ecole parlementaire était frappée à mort ; mais ses principes d'antipathie pour l'Eglise avaient survécu. Pour ceux des politiques qui croyaient en Dieu, le Pape était un pouvoir étranger, qu'on ne pouvait sans péril laisser se mêler aux choses de l'Etat. Pour les autres, le rétablissement de l'Eglise était une cagoterie ; autour de Bonaparte murmu-

[1] *Discours et travaux* de Portalis.—Introduction.

raient enfin tous les restes d'*esprits forts*, à qui la Révolution avait donné gain de cause par l'abolition publique de la Religion.

Bonaparte n'avait point hésité devant ces difficultés de natures diverses. Il avait, au contraire, donné aux négociations un cours rapide, comme ayant hâte de faire rentrer la sérénité dans les âmes par le Christianisme.

La convention signée à Paris le 15 juillet, fut ratifiée à Rome le 15 août par le Souverain-Pontife. Elle portait que la religion catholique, apostolique et romaine, reconnue pour être celle du gouvernement consulaire et de la grande majorité des Français, serait librement exercée, et que son culte serait public, sauf les règlements de police que le Gouvernement jugerait nécessaires ; qu'il serait fait par le Saint-Siége, de concert avec le Gouvernement, une nouvelle circonscription des diocèses ; que Sa Sainteté déclarerait aux prélats existants qu'elle attendait d'eux, pour le bien de la paix et de l'unité, toute espèce de sacrifices, même celui de leurs siéges ; que, s'ils s'y refusaient, il serait pourvu au gouvernement des diocèses par de nouveaux titulaires ; que le premier consul nommerait aux archevêchés et évêchés, et que Sa Sainteté conférerait l'institution canonique ; qu'avant d'entrer en fonctions, les archevêques et évêques prêteraient entre les mains du chef de l'Etat le serment qui était anciennement en usage ; que les ecclésiastiques du second ordre prêteraient le même serment entre les mains des autorités civiles désignées par le Gouvernement, et que, dans toutes les églises catholiques de France, on réciterait à la fin de l'office la formule de prière suivante :

Domine, salvam fac Rempublicam.
Domine, salvos fac consules.

Puis venaient des dispositions sur l'administration des paroisses, sur la nomination des curés, sur l'institution des chapitres et des séminaires, et leur dotation par l'Etat. Le Pape déclarait, pour le bien de la paix, que ni lui ni ses successeurs ne troubleraient les acquéreurs des biens ecclésiastiques vendus par l'Etat ; et le Gouvernement, de son

côté, promettait d'assurer un traitement convenable aux évêques et aux curés, et il s'engageait à prendre des mesures pour que les catholiques pussent faire des dotations en faveur de l'Eglise. Sa Sainteté reconnaissait enfin dans le premier consul les mêmes droits et prérogatives dont jouissait près d'elle l'ancien gouvernement, et il était convenu que, dans le cas où quelqu'un des successeurs du premier consul ne serait pas catholique, ces droits et prérogatives, ainsi que la nomination aux évêchés, seraient réglés par une nouvelle convention [1].

Peu après, le cardinal Caprara, archevêque d'Iési, était nommé par le Pape, et, sur la demande du premier consul, légat *a latere* auprès du gouvernement français : grande nouveauté de voir cet exercice de la puissance papale venir s'étaler en ce pays de France, où les doctrines d'école avaient semé de si profonds préjugés contre l'autorité du Saint-Siége, et cela en face de la Révolution, qui venait d'égaler au sol ce magnifique édifice de l'Eglise gallicane, avec ses institutions, avec ses dotations, avec sa hiérarchie d'évêques et de pasteurs. L'expiation de tant de profanations et de tant de ruines ne pouvait se faire avec une dérision plus éclatante et plus amère de l'athéisme.

Il fallut se hâter dans l'exécution du Concordat. Le Pape écrivit aux anciens évêques titulaires des églises de France, pour leur demander la démission de leurs siéges, sacrifice douloureux pour ces pasteurs qui venaient de souffrir les exils et de braver le martyre. Quelques-uns étaient rentrés en France ; ils eurent le premier honneur de la soumission ; la plupart de ceux qui étaient encore à l'étranger suivirent de près cet exemple, et même quelques-uns n'avaient pas attendu le Bref du Pape pour se remettre à sa discrétion. Leurs lettres sont des monuments de foi ; les actes des premiers temps chrétiens n'ont rien de plus héroïque, de plus simple et de plus touchant : la lettre de l'évêque de Luçon résume toutes les autres. « L'intérêt de notre gloire, disait-il, l'amour de nos devoirs, l'attachement de préfé-

[1] *Mémoires hist. sur les aff. eccl.*, tom. I.

rence que nous devons avoir pour la Religion, nous réuniront tous auprès du père commun ; et en nous sacrifiant, nous le bénirons. Aucun de nous n'aura le courage de résister, de parler de prétentions, de réclamer des formes, quand toutes les prétentions doivent disparaître devant le grand intérêt de la Religion. »

Ainsi parlaient ces évêques, la plupart sortis de l'école de Sorbonne et dressés à de vieilles formes d'indépendance, presque tous appartenant à la noblesse, et devant pour cela frémir davantage à la pensée d'un ordre nouveau de société qui avait commencé par la violence des spoliations et qu'il leur fallait ratifier par la liberté de leurs sacrifices.

Plusieurs, cependant, ne suivirent pas cet élan de soumission : treize parmi ceux qui s'étaient réfugiés en Angleterre, demandaient, avant de remettre leur démission, une réunion de tous les évêques français où les motifs d'une résolution si vigoureuse seraient examinés; et peut-être il fallait que leur résistance, naturelle et juste en des temps ordinaires, servît à donner plus d'éclat à un acte qui sortait de tous les droits et de toutes les coutumes, afin qu'il fût plus avéré que Dieu avait remis au Pape tout ce qu'il fallait de puissance pour sauver l'Église dans les temps les plus périlleux et dans les exceptions les plus extrêmes.

Quant aux évêques constitutionnels qui ne cessaient pas de se prendre pour les pasteurs sérieux de l'Eglise de France, il fallut négocier avec eux; le gouvernement venait de charger un conseiller d'Etat, déjà illustré dans ses luttes pour la religion, M. Portalis, de toutes les affaires qui concernaient le culte public; ce fut lui qui traita de la démission des évêques constitutionnels. Deux d'entre eux firent une protestation; le gouvernement la fit retirer. Il ne resta plus qu'à dresser la circonscription des diocèses et à désigner les évêques nouveaux.

Telle était donc la situation du vieux clergé de France, au moment où il fallut exécuter le Concordat.

Sur cent trente-cinq évêques de l'ancienne église Gallicane, cinquante et un étaient morts, soit dans les prisons,

soit dans les exils, soit sur les échafauds; il en restait quatre-vingt-quatre, et quarante-sept s'étaient démis. Les autres résistaient ou se taisaient.

Le pape alors publia une bulle (29 novembre), où, après avoir exprimé sa douleur du refus de plusieurs évêques de reconnaître les motifs impérieux de sa conduite, il déclara « déroger à tout consentement des archevêques et évêques légitimes, des chapitres et autres *ordinaires*, et annuler, supprimer et éteindre à perpétuité les anciennes églises archiépiscopales et épiscopales, avec leurs chapitres, droits, priviléges et prérogatives. » Par cette bulle, toute juridiction était interdite aux anciens titulaires, et le pape réputait nul tout ce qui pourrait être fait par eux en vertu de cette juridiction[1].

Par suite, le Souverain Pontife érigeait dix nouvelles églises métropolitaines et cinquante siéges épiscopaux. Les anciennes limites étaient effacées; les anciens diocèses étaient distribués dans les diocèses nouveaux; nulle trace de la juridiction précédente n'allait survivre. Par là même les fidèles comme le clergé allaient mieux s'accoutumer à l'oubli d'une tradition perdue et au respect d'une autorité nouvelle.

Pour remplir les soixante siéges institués, on prépara laborieusement des choix d'évêques, de nature à satisfaire les vœux et les passions contraires qu'un si grand événement mettait en regard. Dix-sept anciens archevêques et évêques, et douze évêques constitutionnels furent désignés; trente et un ecclésiastiques de l'ancien clergé furent promus à l'épiscopat, et parmi eux cet abbé Fournier que la police de Paris avait quelques mois auparavant jeté à Charenton parmi les fous, et un autre dont le choix semblait un indice de pacification générale, l'abbé Bernier, qui avait été mêlé à toutes les aventures des guerres de Vendée : mais celui-ci soutint mal sa dignité, et il fit trop souvent servir sa mission à l'ambition et à l'intrigue[2].

[1] *Mém. hist. sur les aff. eccl.*

[2] *Mém. hist. sur les aff. eccl.*, tom. Ier. Voyez dans cet ouvrage la désignation des évêques avec celle de leurs siéges, pages 42 et suiv.



Ce n'était pas sans de longs et de laborieux efforts qu'on était arrivé au terme des négociations. Tout dans cette transaction avait été plein de difficultés. Les noms des évêques constitutionnels effarouchaient la foi des chrétiens; les noms des anciens évêques irritaient la conscience des révolutionnaires; le choix même des noms semblait injurieux pour les noms exclus; et enfin les noms nouveaux, pris parmi les prêtres qui avaient souffert pour l'Église, étaient une protestation de plus contre les régimes oppresseurs; mille souvenirs étaient excités, mille passions étaient frémissantes; jamais la souveraineté spirituelle et la souveraineté politique n'avaient eu à accomplir une révolution aussi souhaitée et aussi combattue, aussi nécessaire et aussi périlleuse.

Néanmoins, la grande majorité nationale secondait l'énergie du gouvernement. Les populations, bien que touchées par la licence des opinions et des vices, aspiraient au retour d'un culte qui leur rappelât les coutumes et les mœurs dont le charme n'était pas perdu. Les habitants des champs surtout supportaient avec douleur le vide, la désolation et la profanation de l'église où ils venaient autrefois se reposer de leurs travaux et chercher la bénédiction et l'espérance. En quelques villes seulement, les habitudes d'indifférence avaient prévalu sur les vieux souvenirs de foi; mais là même avaient commencé de réagir des opinions de calcul philosophique, et les plus hardis sceptiques soupçonnaient qu'après tout un peuple avait besoin d'une Religion. Enfin cette multitude d'hommes, qui dans les révolutions se laissent entraîner à l'exemple de ceux qui commandent, voyant le premier consul Bonaparte, l'homme de la guerre et de la victoire, s'appliquer à reconstituer l'Église, applaudissaient à son génie; les conseils généraux des départements votaient des adresses; de toutes parts on exaltait une œuvre qui devait sauver la France.

Ce fut sous cette impression presque universelle qu'on se prépara à promulguer la loi sur le Concordat. On savait que la nomination des douze évêques constitutionnels avait

troublé bien des âmes. Les diocèses où ils devaient exercer leur mission avaient adressé des plaintes au gouvernement. Le cardinal Caprara s'était inquiété de ces gémissements de la piété; on le suppliait dans ces lettres de ne point donner l'Institution canonique à des apostats; mais les engagements du Pape étaient sacrés, et le légat chercha à calmer les alarmes sans manquer aux conventions. Il fit proposer aux évêques de la constitution civile des déclarations qui parurent désarmer les scrupules; et enfin tous les évêques canoniquement institués furent admis, dans l'église de Notre-Dame, à la plus imposante solennité qui se fut vue dans les siècles de la Monarchie, et que l'imagination chrétienne eut jamais pu concevoir, après les dix ans de sacrilége et de délire que l'on venait de traverser.

Le jour de Pâques, 18 avril 1802 (28 germinal an X), dès 8 heures du matin, la loi du Concordat avait été publiée dans Paris avec la plus grande pompe par le préfet de police. Il était accompagné des douze maires et de leurs adjoints, des commissaires de police, des juges de paix, des officiers de l'état-major, des officiers de la gendarmerie de la Seine; plusieurs détachements de cavalerie, ayant à leur tête un corps de trompettes, précédaient et suivaient le cortége [1].

A 11 heures, le cardinal-légat se rendit à Notre-Dame avec sa suite romaine; après lui entraient tous les évêques; à leur tête, un vieillard, presque centenaire, M. du Belloy, archevêque de Paris. A cette vue tous les fronts s'inclinaient, tous les cœurs étaient émus; des larmes coulaient des yeux. Le vieillard s'avança parmi des flots de peuple à genoux, bénissant ces fidèles, qui la veille, peut-être, ne se souvenaient pas qu'il y avait un Dieu, et il s'en alla ainsi jusqu'à l'autel, marchant à peine et étouffant son émotion.

Puis vinrent les autorités militaires, civiles, judiciaires, le corps diplomatique, les ministres.

Et enfin le bruit des tambours battant aux champs an-

[1] *Mém. hist.*

nonça les consuls. L'archevêque alla les recevoir sous le dais. La pompe ancienne de la royauté catholique reparaissait; l'Eglise triomphait dans les honneurs qu'elle rendait aux pouvoirs nouveaux.

Le légat célébra la messe ; après l'évangile, les évêques, appelés par le secrétaire d'Etat, prêtèrent entre les mains du premier consul le serment prescrit par le Concordat; un *Te Deum* couronna ces solennités.

Ainsi, Dieu venait de se jouer de l'athéisme, et il reparaissait vainqueur sur l'autel où la Révolution avait montré une prostituée nue comme emblème de la raison souveraine.

Mais la consommation de ce grand événement ne devait pas faire évanouir les difficultés et les conflits qui naissent infailliblement du contact des hommes et de la conduite des affaires.

Ce n'est point le lieu de raconter les défiances et les passions qui s'allumèrent en quelques lieux, à la vue des évêques que la Révolution avait intronisés, et dont quelques-uns avaient accepté la paix de l'Eglise avec une soumission douteuse. Le Gouvernement s'épuisa d'efforts pour désarmer ces irritations ; mais aussi son intervention prit parfois des allures qui alarmèrent la foi catholique. D'autre part, les évêques de l'ancienne Eglise de France, qui avaient refusé de se démettre de leurs siéges, étaient une occasion de trouble pour les consciences. Quelques-uns renoncèrent à l'exercice de leur juridiction, sans renoncer à leur droit ; c'était laisser à la situation nouvelle une déplorable ambiguité. D'autres protestèrent avec plus d'éclat, et il s'établit sous leur autorité des réunions dissidentes, qui menacèrent l'Eglise de France d'un long déchirement ; le temps seul devait enlever ces germes d'anarchie ; la Nation avait salué avec transport ce renouvellement de son Eglise, et en dépit des incidents qui en troublaient la conduite, la Religion reprenait son empire, et les peuples se réjouissaient de la voir reparaître avec ses rites, avec ses honneurs et avec ses pompes.

1801-1802. — Pendant que s'était faite cette laborieuse

reconstitution de l'Église de France, les événements politiques avaient suivi leur cours avec rapidité.

Les deux gouvernements de France et d'Angleterre, en souhaitant la paix, feignaient de ranimer la guerre. Bonaparte se sentait en cela secondé par les instincts nationaux. Depuis la Révolution, la haine de l'Angleterre était entrée dans le cœur de tout le peuple; c'est à l'Angleterre qu'on attribuait tous les désastres, tous les crimes même, et tout dessein apparent ou soupçonné contre l'Angleterre était applaudi par ce qu'on appelle en France l'opinion, et qui n'est le plus souvent, dans notre mobile nation, qu'un entraînement aveugle de faveur ou d'antipathie, de prévention ou de crédulité.

Il avait été aisé à Bonaparte d'exalter cette passion par le projet vrai ou simulé d'une expédition contre l'Angleterre, et on l'avait vu former à Boulogne une flottille composée d'une multitude de petits armements, au moyen desquels, pensait-on, il devait lui être facile de jeter une armée de quarante mille hommes sur les côtes anglaises.

Depuis le traité de Campo-Formio, Bonaparte avait été soigneux de tourner sur ces préparatifs les regards de la Nation; l'imagination populaire se plaisait à ce dessein de croisade, et, quelle qu'en fût la chimère, il avait suffi pour étonner l'esprit plus sérieux des Anglais : aisément on croyait que celui qui avait vaincu les Alpes pouvait aussi dompter la mer. La flottille de Boulogne fut attaquée à deux reprises par l'amiral Nelson (août 1801); mais sa tactique ne put entamer cette masse de petits esquifs, et il se retira, non sans avoir éprouvé de grands dommages.

Ainsi la guerre servait à la paix; et des deux côtés les négociations prirent une grande activité.

Tout, d'ailleurs, n'était pas propice à la France. L'expédition d'Égypte venait de s'achever par la reddition d'Alexandrie. Trois mille hommes seulement survivaient dans la place. Exténués par la faim et par la lutte, ils cédèrent au nombre et à la nécessité : par la capitulation, le commandant turc et l'amiral anglais Hutchinson s'engagèrent à les ramener en France. Telle était l'issue d'une expédition

conçue avec l'appareil des conquêtes. Bonaparte a écrit que par l'Egypte il prétendait toucher l'Asie, et là attaquer et renverser tout l'édifice de la puissance anglaise : magnifique rêverie, qui supposait que la victoire ne dût jamais manquer à ses armes. Ce qui est certain, c'est que l'expédition d'Égypte avait été une diversion politique, et telle a été depuis la complaisance nationale, qu'on a consenti à en exalter la grandeur sans juger sa vanité, et même sans déplorer son désastre.

Plus au loin, la Révolution de Saint-Domingue avait de fatales et de sanglantes alternatives. Le noir Toussaint-Louverture avait d'abord paru servir d'instrument au gouvernement français; bientôt il s'était établi maître de la colonie : « Je suis, disait-il, le Bonaparte de St-Domingue. »

Bonaparte n'était pas homme à se plaire à de telles similitudes de gloire; et déjà il mûrissait ses desseins contre cet orgueil; mais, d'abord, il voulait se montrer l'arbitre de l'Europe. En Suisse, il dictait des ordres à la diète; en Hollande, à Milan, à Gênes, il inspirait et commandait la politique. A Madrid, il imposait deux traités avec le Portugal et avec l'Espagne; par le premier, la Guyane française devait étendre ses limites jusqu'à l'embouchure des Amazones; par le second, la Louisiane, cédée à l'Espagne en 1793, était rétrocédée à la France.

La paix avec l'Angleterre couronna ces actes politiques. Les articles préliminaires furent signés au mois d'octobre; Bonaparte voulait qu'on crût à sa modération, plus encore qu'à sa puissance, et il entraînait à volonté les opinions et les jugements. La paix fut populaire comme la guerre l'avait été; la France crut avoir conquis pour toujours le prix de ses malheurs et de ses victoires. Aux préliminaires de paix avec la Grande-Bretagne, succéda un traité de paix avec la Russie (8 octobre), et le lendemain des préliminaires de paix étaient signés avec la Porte. L'Europe, après dix ans de batailles, allait respirer; à peine vit-elle qu'à ce moment s'élevait et s'affermissait un pouvoir pour qui la paix comme la guerre était un moyen d'empire.

1802.—C'est lorsque ces traités furent signés ou conve-

nus avec les divers Etats, que Bonaparte songea à lancer sur Saint-Domingue une expédition formidable. La politique eut mieux profité peut-être aux intérêts de la France; la guerre répondait mieux aux instincts de Bonaparte. Des armements se firent dans les grands ports de l'Océan; une armée de vingt-deux mille hommes fut destinée à aller reconquérir cette colonie, et venger les atrocités qui l'avaient désolée; mais aussi, par cette expédition, il put éloigner de France les généraux et les officiers dont l'indépendance inquiétait ses autres desseins. Le général Leclerc eut le commandement de l'armée; le vice-amiral Villaret-Joyeuse celui de la flotte; le premier, inégal à sa mission par sa forfanterie; le second, digne d'illustrer les revers par sa dignité[1].

Le dessein de Bonaparte était de faire plier sous l'épée la volonté et la liberté des noirs de St-Domingue. Il donna à l'expédition des ordres implacables; c'était une guerre d'esclaves qui devait se faire sans merci. Toussaint-Louverture ne s'était point déclaré l'ennemi de la France; il semblait même vouloir constituer St-Domingue en des conditions qui assurassent son droit à la métropole. Cet homme n'était pas sans génie, et il sentait sa valeur; il écrivait à Bonaparte en ces termes : « Le premier des noirs au premier des blancs. » Il n'avait pas pour cela réussi à désarmer les antipathies du premier consul. Toussaint-Louverture, dit un écrivain observateur, relevait de bonne foi les ruines accumulées par Robespierre et par Grégoire; il dominait les autres noirs, il expulsait les Anglais, il reconnaissait la supériorité de la France[2]. Bonaparte sembla importuné de ce rôle; et ce qui pouvait être un secours, devint une inimitié et une lutte.

Février-Mai. — Lorsque parut cette armée française envoyée pour la vengeance plus encore que pour la conquête, Toussaint était prêt à la résistance; elle fut désespérée. Son lieutenant Christophe, ne pouvant défendre la ville du Cap, la livra aux flammes; la splendide cité, deux

[1] Voyez les *Mémoires du comte de Vaublanc sur le général Leclerc*, tom. III.

[2] Le marquis de Villeneuve, *Agonie de la France*.

fois incendiée, finit par être un amas de cendres. Les Noirs se défendirent par l'extermination, par la ruine et par le meurtre durant trois mois; à la fin, l'armée resta maîtresse; cinq mille soldats avaient péri dans cette guerre acharnée; mais nulle haine ne s'était éteinte; Christophe se livra, Toussaint capitula avec Dessalines; on crut la conquête consommée; la révolte n'était qu'assoupie; il restait le plus grand de tous les périls, la sécurité.

25 mars.—Pendant ce temps, la paix se signait à Amiens entre l'Angleterre d'une part, la France, l'Espagne et la république Batave d'autre part: paix célèbre et applaudie, qui couronnait dix ans de guerre par la ratification des conquêtes de la France, et par la reprise des colonies dont l'Angleterre s'était emparée. Seulement l'île espagnole de la Trinité et l'île hollandaise de Ceylan restaient aux Anglais; l'île de Malte devait être restituée à l'Ordre de St-Jean de Jérusalem reconstitué, et elle resterait indépendante comme autrefois.

Telle était donc la situation de la France, telle que venaient de la reconnaître les traités signés avec toute l'Europe. Elle restait en possession des Pays-Bas autrichiens, de la Flandre hollandaise avec le cours de l'Escaut, d'une partie du Brabant hollandais, des forteresses de Maëstricht, de Venloo; de toute la partie de l'Allemagne enfin, qui longe la rive gauche du Rhin, et qui s'étend de la Hollande à la Suisse; elle gardait Avignon avec tout le comtat, et la presque totalité de l'évêché de Bâle, la Savoie avec Nice et Genève. Elle retenait, en outre, hors de son territoire ainsi limité, une sorte de suzeraineté sur les petits États d'Italie, sur les républiques suisse et ligurienne, et sur la république italienne enfin, formée de la Lombardie autrichienne, d'une partie de l'État de Venise, des États de Modène, et des trois légations pontificales du Ferrarais, du Bolonais et de la Romagne. Son territoire s'était agrandi, et sa domination embrassait, sous le nom de protection, une grande partie des états libres; devant elle, l'Autriche avait incliné sa politique comme ses armes; la Prusse seule, qui s'était retirée des luttes, gardait un reste

de force et d'indépendance, inégale, toutefois, à la prépondérance française partout reconnue. Jamais la France n'avait été si puissante depuis Louis XIV; il ne devait lui manquer que d'affermir, par la modération, une paix si utile et si triomphante.

Bonaparte n'eut donc qu'à reprendre ses desseins de réparation politique à l'intérieur. Tout lui était propice, et l'histoire s'étonne que sa pensée tout entière ne se soit pas appliquée à la poursuite d'une telle gloire.

Ce fut néanmoins la première impulsion de son esprit. Il voulait achever la Révolution en la disciplinant; il commença par la désarmer.

La France restait coupée en deux portions ennemies; il résolut de les réconcilier. Déjà il avait dans ce dessein donné satisfaction aux pensées de foi qui avaient fait la principale force des protestations catholiques et royales contre la tyrannie révolutionnaire; il songea de même à donner satisfaction à une autre sorte de fidélité, à celle qui avait poussé hors de la patrie des multitudes de Français sous le nom d'émigration.

Ici se présente le plus dramatique épisode des temps modernes, celui de tant d'exils forcés ou volontaires qui avaient dépeuplé les hauts rangs de la société française, et voué à toutes les angoisses de la privation des familles longtemps accoutumées à toutes les délices du luxe et de l'opulence.

En 1798, une supputation du nombre de ces Français expatriés le portait à 126,000[1]. Quelle qu'eût été la cause

[1] A cette époque, dit un annaliste contemporain, une brochure pique la curiosité par les détails qu'elle contient sur l'émigration. Elle désigne les qualités et le nombre des émigrés de la manière suivante :—Prêtres, 28,000.—Militaires nobles, 8,492. — Nobles non militaires, 16,922. — Parlementaires, 404. — Hommes de loi, 2,867. — Banquiers, 230. — Négociants, 7,800.—Notaires, 324.—Médecins, 528.—Chirurgiens, 540. —Propriétaires, 9,933. — Cultivateurs, 3,268. — Marins nobles, 2,000. —Femmes nobles, 9,000. — Religieuses, 4,428. — Artisans, 22,729. — Femmes d'artisans, 3,000. — Domestiques, 2,800. — Enfants des deux sexes, 3,083.—Total, 126,348.

Mémorial ou *Journal hist. de la Rév. franç.* 2e vol., page 227.

qui les avait jetés sur les terres étrangères, que ce fût la fuite des échafauds, que ce fût l'espérance de renverser par la lutte des régimes odieux, que ce fût même un esprit de chevalerie mêlée de souvenirs peu en rapport avec les idées générales d'une société nivelée, cette fidélité à d'anciennes lois, ce sacrifice pour la monarchie des aïeux, ce courage à braver toutes les souffrances pour garder la dignité, faisaient de l'émigration française un spectacle qui appelait à la fois le respect et la pitié.

L'histoire des émigrés ne s'est offerte le plus souvent qu'au point de vue d'une révolte armée contre la patrie; et alors le jugement s'est faussé, parce qu'il est devenu une expression de courroux contre des traîtres et des ennemis.

On n'a pas songé que la patrie elle-même était un champ de bataille. La guerre était partout, et nul pouvoir ne s'élevait, que cent factions ne fissent effort aussitôt pour le renverser par la violence, par les armes, par le crime ou par ce qui portait le nom de lois. La force était maîtresse, et il n'y avait donc point de scrupule de conscience à l'attaquer par la force. Aussi lorsque l'Histoire a repris sa gravité, l'émigration a cessé d'être flétrie comme un attentat; la politique ne s'est réservée que le droit de la juger comme une faute, et encore cette faute, trop motivée par l'initiative des proscriptions, avait au moins été affaiblie par l'héroïsme et expiée par le malheur. Et c'est surtout ce côté dramatique que l'Histoire devra découvrir aux hommes, profond sujet de méditation qui s'ajoute tristement aux leçons sorties de l'histoire du XVIII[e] siècle.

Les émigrés, élevés pour la plupart dans les habitudes d'une société sceptique, ne surent pas tous reconnaître, dès le début, ce qu'il y avait de mystérieuse expiation dans leurs adversités. Plusieurs s'étaient plu d'abord à garder leurs allures méprisantes pour la religion; ils ne soupçonnaient pas qu'ils payaient cruellement les incrédulités de leurs races. On en vit, et même parmi ceux-là qui, revêtus du caractère de prêtres et d'évêques, devaient l'exemple de la gravité et du sérieux de la vie, on en vit qui eurent

peine à désapprendre sur le sol étranger les habitudes de frivolité, de plaisir ou de vanité où s'était endormie la noblesse française, et surtout la noblesse de cour. Quelques-uns enfin, ignorants des temps nouveaux, avaient emporté hors de France l'ardeur des jalousies et des prétentions qui s'ébattaient à Versailles; et Coblentz, à cet égard, étala de tristes exemples [1]. Tous, néanmoins, avaient trouvé dans les ressouvenirs du vieil honneur, tradition mal effacée par les vices modernes, une excitation qui d'abord parut suppléer à l'énergie que donne la vertu, et plus tard les disposa à la résignation et au courage que donne la foi.

Une fois sortis de France, on les vit courir, jeunes et vieux, partout où s'offrit un poste d'honneur et de péril. Par degrés ils formèrent des régiments qui furent mêlés à toutes les grandes batailles du Rhin; le régiment *Royal-Emigrant* fut célèbre entre tous; il eut pour rivaux les régiments de Rohan, de Choiseul, de Damas, de Béon, de Périgord, de Salm, de La Châtre, et la légion de Mirabeau. Un régiment de Malte était sous les ordres de Fargues, commandeur de la langue d'Auvergne.

En Espagne, les émigrés entrèrent dans l'armée; le marquis d'Apchies fut surnommé par les Espagnols le *brave des Pyrénées*.

En Angleterre, dix régiments furent formés sous les noms de Broglie, de Castries, de Béthisy, de Viomesnil, d'Autichamp, de Laval-Montmorency, de Mortemart, d'Hector, d'Hervilly et du Dresnay. Un régiment d'artillerie était commandé par le comte de Rotalier; l'élite de ces corps alla périr dans l'entreprise fatale de Quiberon, expédition restée mystérieuse dans l'histoire, et couronnée par d'affreux massacres. Dans cette tentatve mal concertée, on vit le comte de Rossel, ancien capitaine de vaisseau, âgé de soixante-douze ans, conduire un corps

[1] Voyez à ce sujet les récits du cardinal Pacca; il était nonce, et il fut témoin des premières légèretés de l'émigration.—*Mém. OEuvres diverses, nonciature de Cologne.*

d'officiers vétérans, tous décorés de la croix de Saint-Louis : tous se firent tuer[1].

On sait la gloire que le prince de Condé s'acquit aux guerres d'Allemagne, à la tête de cette organisation militaire, où des officiers étaient soldats, où la vieille gentilhommerie de France n'avait d'autre distinction que la misère, d'autre privilége que l'exemple du courage et de l'héroïsme.

C'est en commandant à de tels hommes, que Louis XVIII put parler et agir en Roi devant le monde. On l'avait vu s'en aller d'asile en asile, poussé par les alternatives de la victoire. Mais tant que ces corps d'émigrés gardaient leurs armes, il put se croire roi de France, et défier à la fois les proscriptions de la Révolution et les lâchetés de la politique.

Toutefois l'émigration avait besoin des subsides des puissances étrangères, et lorsque des traités étaient intervenus pour apaiser les calamités de la guerre, les corps d'émigrés avaient été obligés de se disperser, et tout secours avait manqué aux fugitifs. Alors l'émigration présenta un spectacle lamentable.

Dès 1794, elle avait pu pressentir la série d'épreuves qui s'ouvrait devant elle. Au mois d'octobre, le Rhin avait été envahi par les armes de la République, et tout s'était rempli aussitôt de fuites précipitées. « Ce qui excitait surtout en moi une profonde pitié, dit un témoin de ces fuites, fugitif lui-même : c'était de voir, sans que je pusse leur venir en aide, de vénérables ecclésiastiques français, quelques-uns même à cheveux blancs, portant leurs sacs de voyage sur leurs épaules, et des dames françaises, nobles et délicates, toutes baignées par la pluie, marcher tous péniblement dans une fange profonde où l'on enfonçait jusqu'à mi-jambe[2]. »

Telles avaient été les premières fuites de l'émigration qui ne portait pas les armes, tandis que les hommes armés suivaient les tristes vicissitudes de la politique et de la guerre. Mais à la fin, hommes et femmes furent envelop-

[1] Mémoires du général Dammartin, sur *la Révolution* et *l'émigration*.
[2] Le cardinal Pacca. — *Mém.*, *nonciature de Cologne*.

pés dans le même sort; dès que les émigrés ne furent plus des auxiliaires, l'Europe ne vit dans l'émigration qu'un péril, et devant ces héros sans patrie le monde entier fut sans pitié.

A la paix d'Amiens, les émigrés armés étaient chassés de partout ; le séjour de l'Autriche leur était interdit ; l'armée de Condé fut licenciée ; on vit çà et là errer ses débris. En même temps, les régiments de Castries et de Mortemart étaient dissous en Portugal par ordre de l'Angleterre. On a vu comment la Russie avait fait de son hospitalité de Mittau une barbarie ; il y eut un moment où tant de fugitifs ne surent plus où porter leurs pas, où reposer leur tête.

Toutefois, une autre sorte d'hospitalité restait ouverte aux émigrés reçus ou tolérés comme des particuliers fugitifs ; on laissa la pitié privée s'attendrir sur leurs malheurs et leur pauvreté. Quelques-uns, que le mérite distinguait dans cette égalité d'infortune, furent élevés à des emplois ; en Russie, mais sous un autre czar (Alexandre), le duc de Richelieu devint gouverneur de province, et le marquis de Capèles commanda une escadre contre les Turcs. En Autriche, M. de Turpin se plaça au premier rang des ingénieurs [1]. En Angleterre, plusieurs prirent part à des expéditions lointaines ; d'autres devinrent instituteurs de la jeunesse. A Pétersbourg, un prêtre, l'abbé Nicole, avait formé une école de jeunes gentilshommes ; il avait pour auxiliaires un capitaine de vaisseau et un capitaine de dragons [2]. De pauvres Français, dépossédés de leurs biens, de leurs emplois, de leurs honneurs, de leur patrie, s'en allaient prenant possession de l'intelligence des autres peuples : c'était comme une glorieuse vengeance des iniquités du sort.

Mais ce n'était là qu'un petit nombre, et la multitude des émigrés restait en proie au dénûment. Plusieurs à qui l'éducation avait manqué ,s'essayèrent à des métiers, d'au-

[1] Mém. du général Dammartin, sur *la Révolution* et *l'émigration*.
[2] *Mém. de l'abbé Georgel.*

tres au négoce; on en vit qui se firent ouvriers, les uns serruriers, tourneurs, les autres menuisiers, hommes de peine. Le comte de Murinais, chevalier de Malte, ancien député à l'assemblée constituante, tournait, à Londres, des chevilles de violon; il vécut de cette industrie. On ne saurait tout dire, et pourtant l'Histoire ne saurait laisser perdre ces souvenirs : nulle leçon plus touchante ne saurait être donnée aux hommes. Ces gentilshommes à qui la vie, au début, n'avait dû apparaître que souriante, la voyaient couler en des angoisses d'autant plus amères que leur courage n'avait pas été dressé à les endurer. A Hambourg, il y eut jusqu'à 25 mille émigrés ainsi voués aux tortures d'une privation à peine adoucie par l'industrie ou par l'aumône. Parfois les femmes vinrent en aide aux hommes par le travail de leurs mains. De jeunes filles du plus beau nom s'exercèrent à des professions étranges : on en vit qui furent garde-malades, blanchisseuses, revendeuses, marchandes de modes, filles de boutiques [1]. Le même spectacle s'étala dans les autres capitales, à Londres surtout. Dans cette dernière ville, les contrastes furent plus cruels encore : en regard de l'aristocratie anglaise et de ses splendeurs, s'étalaient les haillons de soie de la noblesse de France. Là aussi les femmes furent des exemples de courage. Elles apprirent à travailler, et elles travaillèrent avec orgueil: une jeune fille se fit porteuse d'eau pour ne devoir pas à l'aumône le pain dont elle nourrissait sa mère. Jamais, dans les histoires, ne s'étaient vus de tels jeux de l'adversité; la Providence semblait se plaire à laisser tomber goutte à goutte la coupe des maux sur ces races antiques, qui s'étaient depuis cent ans jouées de la fortune.

Et, toutefois, la Religion fut ingénieuse à tempérer ces amertumes. Les prêtres catholiques s'étaient attirés partout le respect par la dignité de leur résignation et par la sainteté de leur vie. Devant ces vertus et cet héroïsme, les dissidences sectaires et hérétiques s'évanouirent; l'Angleterre fut hospitalière comme l'Espagne. Dans les mar-

[1] *Mém.* ou *Journal hist. de la Révol.*, tom. II.

chés de Londres, on voyait des femmes glisser des provisions dans le panier du pauvre prêtre, chargé de pourvoir à la nourriture de sa communauté de proscrits. Les haines nationales s'étaient amorties; il ne restait dans les âmes que l'attendrissement et le respect. Alors la charité put se livrer à ses industries; il se fit des œuvres ingénieuses, dont l'exemple étonna et puis excita le zèle froid et réglé de l'aristocratie anglaise; l'aumône, enfin, ne fut plus seulement de la pitié, mais de l'affection. Le nom d'un prêtre mérite surtout d'être gravé dans l'Histoire, celui de l'abbé Caron. Ce saint homme remua la ville de Londres par des expédients qui ne sont connus que de la charité catholique. Il féconda la pauvreté, et surtout il fit de ses bons exemples une prédication de piété meilleure que tous les secours offerts à la souffrance. L'émigration s'accoutuma de la sorte à s'incliner devant Dieu et à bénir des angoisses ainsi consolées; et ceux-là même qui avaient hérité des opinions rieuses et sceptiques du dernier siècle, apprirent de la foi, après dix ans de douleur, le secret de charmer les épreuves que l'impiété avait amoncelées sur leurs races.

Mais une épreuve plus cruelle que toutes les autres, c'était l'expulsion de la patrie. Tant que les émigrés avaient espéré la reconquérir par leurs armes, la lutte les avait distraits de leur souffrance; quand ils ne purent plus même combattre, leur souffrance devint amère et poignante; et c'est alors que plusieurs tentèrent de rentrer en France, soit en faisant demander au gouvernement nouveau de laisser fléchir la proscription, soit en se glissant furtivement par les frontières, au risque d'affronter les lois et de courir à la mort.

Telle était donc la situation de ces masses de Français expatriés. Bonaparte avait vu aisément, dès le début, qu'il y avait là une blessure faite à des sentiments d'humanité et de morale. Les familles proscrites avaient gardé leurs racines en France, et la défiance de l'avenir était permise, tant que tous les citoyens n'avaient pas la même patrie.

Ses sentiments propres le disposaient d'ailleurs à cette espèce de justice, et bien qu'élevé par la Révolution, il

aimait à se rattacher à la société dans laquelle il était né, et que la Révolution avait broyée sous ses pas. Les mémoires de Bourrienne l'attestent, et il n'y avait pas jusqu'aux bienfaits reçus en d'autres temps par sa famille qui ne lui fissent aimer ce souvenir. Ainsi, il arriva qu'après cette bataille de Marengo, qui lui mettait dans les mains les destinées de la France, mille demandes de faveur lui arrivèrent; et c'est alors qu'il se sentit la puissance de réparer le malheur des proscriptions, non-seulement par la bienveillance, mais par les lois [1].

26 avril (6 floréal). — Un sénatus-consulte vint donc prononcer une amnistie pleine et entière pour tous les émigrés qui rentreraient en France avant le premier vendémiaire an XI (23 septembre 1802.)

Toutefois des exceptions furent réservées. Les listes d'émigrés présentaient des nomenclatures qui remplissaient neuf volumes. Cent cinquante mille noms y étaient inscrits; on les réduisit à mille noms.

Puis, le principe de la spoliation n'était pas effacé; seulement les biens non vendus devaient être restitués, et cela même constituait une inégalité dans la justice, et consacrait de nouveau le dépouillement.

L'acte d'amnistie, avec ses restrictions, n'en constituait pas moins la condamnation de la Révolution. Bonaparte put espérer effacer la trace de ses proscriptions, et aussi fortifier la France en lui ramenant ceux qui avaient fui les échafauds.

Bonaparte, cependant, suivait à l'aise ses autres desseins de réforme intérieure.

[1] Voyez, dans les *Mém. de Bourrienne*, tom. IV, une lettre admirable d'un vieux général émigré, nommé Durosel Beaumanoir, réfugié à Jersey, qui rappelait à Bonaparte qu'autrefois il avait prêté à son père 25 louis pour l'éducation de ses enfants. La réponse de Bonaparte fut aussi admirable que celle de l'émigré. « Ne perdez pas une minute, disait-il à Bourrienne, cela est sacré. Envoyez dix fois la somme. Écrivez au général Durosel que j'aurai soin de lui. Je veux qu'il soit immédiatement rayé de la liste des émigrés Que de mal ont fait ces brigands de la Convention! Je le vois, je ne pourrai jamais tout réparer. »

1er Mai. — Une loi organisa les écoles. L'enseignement des humanités avait disparu, comme pour attester que la Révolution française était en dehors de ce qui constitue la culture de l'esprit. Les écoles reçurent une forme meilleure, si ce n'est que la religion n'eut pas sa juste part d'empire dans ce renouvellement des études. Tout se borna à une discipline, où se retrouvaient quelques restes de tradition.

Alors aussi fut promulgué un sénatus-consulte, qui modifiait les conditions du pouvoir consulaire dans la personne de Bonaparte. La durée du Consulat devait être de dix ans; le Sénat le prorogea de dix ans au delà de ce terme. « Le magistrat, disait le Sénat, qui a conduit tant de fois les légions républicaines à la victoire, délivré l'Italie, triomphé en Europe et en Asie, et rempli le monde de sa renommée; qui a préservé la France des horreurs de l'anarchie qui la menaçaient; brisé la faulx révolutionnaire, dissipé les factions, éteint les discordes civiles et les troubles religieux, ajouté aux bienfaits de la liberté ceux de l'ordre et de la sécurité, hâté les progrès des lumières, consolé l'humanité, et pacifié le continent et les mers, a les plus grands droits à la reconnaissance des Français. »

Bonaparte répondit :

« La fortune a souri à la République; mais la fortune est inconstante; et combien d'hommes qu'elle avait comblés de sa faveur ont vécu trop de quelques années ! L'intérêt de ma gloire et celui de mon bonheur sembleraient avoir marqué le terme de ma vie publique au moment où la paix du monde est proclamée... Mais vous jugez que je dois au peuple un nouveau sacrifice; je le ferai, si le vœu du peuple me commande ce que votre suffrage autorise. »

Paroles étonnantes, où perce un pressentiment douteux, où l'ambition domine la sagesse, où le calcul se trahit sous un semblant de sacrifice. Heureux cet homme si son génie avait été plus fort que son égoïsme!

Tout d'ailleurs tendait à raviver les instincts de la Monarchie, même dans les formes survivantes de la Répu-

blique. Déjà Bonaparte s'était formé une cour, où se retrouvaient toutes les allures d'obéissance et d'adulation de la cour des rois, avec cet étrange contraste que les courtisans étaient des généraux. Quelques-uns de ses frères d'armes résistèrent à la sujétion; il les éloigna. Lannes continuait de le tutoyer, il l'envoya ambassadeur à Lisbonne. Son système était de soumettre la politique au génie de la guerre. Il transformait, par arrêtés, les généraux en diplomates, et parfois ses choix furent heureux. Il envoya Andréossy à Londres, Brune à Constantinople; partout il montrait l'épée. « Ce n'était pas seulement un gouvernement absolu qu'il aspirait à fonder, dit Bourrienne, mais un gouvernement militaire, ce qui était encore pis[1]. »

Quelle que fût à cet égard l'exagération de son dessein, Bonaparte n'était pas moins habile à pénétrer les conditions de l'autorité, si ce n'est qu'il les subordonnait à une volonté formidable de concentration en lui-même. Et c'est à cet excès qu'arrivent d'ordinaire les dictatures après les crises d'anarchie. Le renouvellement de la constitution et des lois n'en fut pas moins admirable; tout fut ramené à un esprit d'ordre et d'unité; et comme le Conseil d'Etat avait ses restes d'indiscipline, c'est au Conseil d'Etat que Bonaparte se plut à attaquer de front les théories et les utopies révolutionnaires. Ce fut une lutte pleine d'intérêt; on le vit dans cette réunion sérieuse, dont il avait fait le centre des grandes affaires et des grandes réformes, entrer en lice avec les hommes les plus expérimentés et les plus doctes, s'attaquer à leurs systèmes, et triompher d'eux par le bon sens. L'histoire des délibérations du Conseil d'Etat met en lumière le génie de cet homme; c'est sa gloire principale, et d'ordinaire la moins aperçue.

Dès son arrivée au Consulat, il avait projeté de coordonner en un code de lois la nomenclature informe des lois anciennes et des lois nouvelles, vaste amas de ruines où se perdait la raison comme la justice. Après de lon-

[1] *Mém.*, tom. V.

gues études, une commission fut formée pour consommer cette œuvre immense au Conseil d'Etat; elle se composait des jurisconsultes Portalis, Merlin (de Douai) et Tronchet; elle était présidée par Cambacérès. Bonaparte suivit ses travaux, et souvent les rectifia par les illuminations soudaines de son esprit; et de cette lutte d'idées, de science, d'opinion et d'expérience, devait sortir à la fin le *Code Civil*, appelé ensuite le *Code Napoléon*, résumé de ce que la monarchie avait légué de lois applicables à tous les temps, et de ce que la révolution avait conçu de lois applicables particulièrement aux temps nouveaux.

Dans cette transformation générale, les questions d'Etat durent appeler les inspirations de Bonaparte, et son génie alors fut plus à l'aise.

Ici se révélaient les instincts de monarchie pure. Lorsqu'il fallut interpréter la constitution de l'an VIII, en ce qui concernait les traités, cette pensée d'autorité se fit jour avec éclat. Quelques-uns voulaient, au Conseil d'Etat, que les traités fussent proposés par le chef du gouvernement, puis discutés au Corps législatif, et enfin promulgués comme des lois. Bonaparte se récria contre de telles énormités de droit politique qui devait rendre impossible toute convention avec les autres Etats. « C'est pour avoir le plaisir de faire de l'opposition, disait-il à un de ses confidents, qu'ils invoquent la constitution; si la constitution dit cela, elle ne sait ce qu'elle dit. » Aussi ne tarda-t-il pas à la détruire.

Déjà elle tombait d'elle-même; le pouvoir du consulat une première fois modifié allait l'être encore; tout tendait à rendre permanent le pouvoir suprême, et tandis que le Sénat se prêtait, par ses sénatus-consultes, à ces transformations de puissance, l'opinion publique était provoquée sur des questions de doctrine qui touchaient à la base même de la révolution.

La liberté de la presse était la principale de ces questions, et celle aussi qui heurtait le plus violemment la pensée de Bonaparte.

Au milieu des intrigues qui s'étaient soudainement ou-

vertes pour transformer le consulat décennal en consulat à vie, un député, qu'on avait vu appliqué à associer les idées de liberté et de pouvoir dans ses opinions et dans ses écrits, Camille Jordan (de Lyon), jeta tout à coup une brochure où il demandait cette liberté de la presse, déjà revendiquée par d'autres, et notamment par Lafayette.

A l'apparition de ce livre, Bonaparte bondit de colère, comme à la vue d'une agression. « Comment, s'écriait-il, je n'en finirai donc pas avec les boute-feux! Des bavards qui voient de la politique sur du papier, comme le monde sur une carte! Vraiment, je n'aurais qu'à les laisser faire, et cela irait bien, ma foi! Camille Jordan, que j'ai si bien accueilli à Lyon, lui aussi, il demande la liberté de la presse! Non, sûrement ils ne l'auront pas. Il vaudrait autant monter tout de suite en voiture, et aller vivre dans une ferme à cent lieues de Paris! »

Telle était l'aversion de Bonaparte pour la liberté d'écrire. La presse était plus qu'un péril public, c'était une personnalité, et il y répondait par le sarcasme et par l'injure. Des bavards! des idéologues! des phraseurs! Ainsi appelait-il les écrivains politiques; et la plupart n'avaient que trop bien justifié cette antipathie et ce mépris.

Toutefois il honorait ce que l'opinion politique avait de grand; et sa haine pour les parleurs ne l'empêcha pas de rendre hommage aux avocats et aux jurisconsultes de savoir et de courage.

Lorsqu'il fallut reconstituer le tribunal de cassation où siégeait Target comme président, il mit Tronchet à sa place. Le premier avait refusé de défendre Louis XVI et le second l'avait défendu; ainsi faisait-il la distinction des lâches et des vertueux [1].

C'est par un sentiment analogue qu'il s'appliqua à effacer ce qui pouvait, aux yeux des peuples, paraître consacrer les crimes révolutionnaires. Le régicide lui faisait horreur; un de ses premiers actes avait été de supprimer la fête an-

[1] Voyez, à ce sujet, la conversation de Bonaparte avec Bourrienne.— *Mémoires*, tom. IV, page 68.

niversaire du 21 janvier, solennité sinistre par laquelle la Révolution semblait avoir voulu s'assurer d'avance la complicité des générations, comme pour s'absoudre de son attentat. Et de la sorte il accoutuma la France à honorer ce qui était beau, à respecter ce qui était innocent, et il rattacha l'autorité à des traditions d'estime et d'honneur qui s'étaient perdues dans la confusion révolutionnaire.

Après de telles préparations, il pensa qu'il pouvait aller jusqu'à raviver les souvenirs de la chevalerie, et c'est alors qu'on vit naître cette institution de la Légion-d'Honneur, audacieuse nouveauté qui allait donner un démenti aux théories d'égalité de la République.

Le 19 mai, cette proposition était portée au Corps législatif. L'ordre nouveau était destiné à servir de récompense publique aux actes d'héroïsme militaire et aux grands services civils. Les survivants de la démocratie frémirent de ce projet, qui fut à peine adopté par les assemblées. Mais les desseins de Bonaparte n'en étaient que plus excités, et il avait en lui-même le pressentiment des miracles de courage qu'enfanterait l'appât de cette distinction, chez ceux-là même qui en accueillaient l'apparition avec des ironies.

Tout d'ailleurs se hâtait, et la France courait à un maître.

2 août. — Bientôt un sénatus-consulte déféra à Bonaparte le Consulat à vie. Le peuple avait été consulté; trois millions cinq cent soixante-huit mille cent quatre-vingt-cinq suffrages ratifièrent cette transformation nouvelle du pouvoir. Le Sénat courut aux pieds du consul avec des adulations, et le consul retrouva des paroles de sacrifice. « La vie d'un citoyen, dit-il, est à sa patrie. Le peuple veut que la mienne tout entière lui soit consacrée. J'obéis à sa volonté. La liberté, l'égalité, la prospérité de la France seront assurées. Le meilleur des peuples sera le plus heureux. Content alors d'avoir été appelé, par ordre de celui de qui tout émane, à ramener sur la terre l'ordre et l'égalité, j'entendrai sonner la dernière heure sans regret comme sans inquiétude sur l'opinion des générations futures. »

Deux jours après, un sénatus-consulte organique modifiait la Constitution de l'an VIII. Ce fut comme une constitution nouvelle, et à celle-ci comme à toutes les autres, les adulations promettaient l'immortalité. « Dans ce temple national, s'écria François, de Neufchâteau, la constitution doit reposer sur l'autel du dieu Terme »[1]. Toujours est-il que les modifications nouvelles tendaient à concentrer la puissance politique, et à faire servir les institutions de la République à détruire tout vestige de liberté.

Et aussi les dispositions nationales se prêtaient à cette discipline de la Révolution, qui, sous le pouvoir absolu, gardait les apparences de l'égalité.

La société avait retrouvé la sécurité, et la Religion applaudissait à ces retours de paix et d'ordre. Tout semblait propice à l'ambition de Bonaparte, et plus il serait maître, plus la France se croirait sauvée.

Toutefois, les réformes donnaient lieu parfois à des résistances, soit qu'elles blessassent les instincts de la société nouvelle, ou les souvenirs de la société ancienne.

Ainsi, le Concordat ne s'était pas établi sans choquer plus d'une opinion, et le Gouvernement, qui cherchait dans la Religion même un instrument de politique, crut utile d'exagérer la force que pouvait lui donner cette pacification de l'Eglise.

Autour de lui survivait cette ancienne école parlementaire, qui, dans la Révolution, avait été supplantée par une école d'athéisme ; et le Concordat avait ravivé la tradition de ses préjugés et de ses haines pour l'autorité de l'Eglise. Aisément elle put exciter dans l'Etat des animosités d'une autre sorte, et provoquer contre l'indépendance du clergé des règlements d'administration pires que les coutumes qu'il avait autrefois subies ; ou que même il avait semblé pouvoir approuver dans une constitution politique, qui faisait de l'Eglise une partie essentielle de l'Etat.

D'ailleurs, le Concordat offrait un prétexte à l'intervention du Gouvernement dans les choses de la Religion. Il

[1] *Moniteur*, n° 225, an XII.

avait été dit, au premier article, que le culte serait public, « en se conformant aux règlements de police que le Gouvernement jugerait nécessaires pour la tranquillité publique. » Le vague de ces paroles parut suffire à autoriser des règlements qui livraient à l'Etat l'interprétation du Concordat ; et bientôt parut un acte public sous le titre d'*Articles organiques de la convention du 26 messidor an IX*. Le titre premier portait : *Du régime de l'Eglise catholique dans ses rapports généraux avec les droits et la police de l'Etat.* C'était un concordat tout nouveau, si ce n'est qu'il était passé par une des deux parties contractantes, à l'exclusion de l'autre.

Il fut aisé à Portalis de trouver, dans les coutumes de la monarchie, des exemples ou des principes en confirmation des règles nouvelles qu'il lui plaisait d'établir [1]. Mais, outre que ces coutumes étaient aggravées dans les articles organiques, on ne songeait pas que la situation tout entière était changée, et que l'existence du clergé dans la société, telle que la Révolution venait de la faire, était sans analogie possible avec celle qu'il avait eue dans les siècles précédents. Le clergé n'était plus ni un corps politique, ni un corps civil. L'Etat ne le pouvait donc atteindre à ces deux titres par des lois faites à sa fantaisie. Aussi les articles organiques furent considérés par l'Eglise comme une usurpation de puissance, et l'histoire les signale comme un exemple de la facilité avec laquelle la politique corrompt tout, même le bien.

Quoi qu'il en soit, le Pape se plaignit des *articles organiques ;* les évêques espérèrent qu'il leur serait facile de les éluder ; on fit des deux côtés quelques efforts pour adoucir, sinon pour éviter les conflits ; et il ne resta alors, dans la pensée de la France comme de l'Eglise, que l'impression de l'acte extraordinaire qui avait relevé les autels, en renversant tout le vieux édifice du clergé de France, et satisfait la conscience générale, en attestant la souveraineté du Pape que toutes les sectes croyaient pour jamais

[1] Voyez son rapport.—*Discours, rapport et travaux*, etc., 1re partie.

abattue. « Cet acte, dit l'abbé de Pradt, non-seulement était français, mais européen, parce qu'il était éminemment social. La réconciliation de la France avec la religion de ses pères, hâta la réconciliation de l'Europe avec la France [1]. » La Révolution, en effet, semblait achevée, parce qu'elle était vaincue dans ce qu'elle avait eu de plus barbare, dans sa haine vouée à Dieu et au Christianisme.

Aussi de longs cris d'admiration se firent entendre, et la gratitude prit plus d'une fois des formes extrêmes d'enthousiasme. Mais comme à la reconnaissance se mêlait l'anathème contre la Révolution, Bonaparte voulut que les mandements des évêques lui fussent soumis, et il lui arriva d'avoir à modérer lui-même l'adulation [2]. L'élan gagna les lettres et la poésie, et le plus renommé des écrivains, Châteaubriand, subit le charme.

« Les peuples vous regardent, disait-il à Bonaparte dans

[1] *Les Trois Concordats.*

[2] Il fit de sa propre main des suppressions au mandement de l'archevêque de Paris pour le consulat à vie. On en peut juger par le passage suivant, où les mots rayés sont indiqués en caractères italiques. « Celui » que le Seigneur destinait à relever son saint temple et à rassembler » ses tribus dispersées, *le héros que nous bénissons et qui nous gou-* » *verne*, le jour fixé par les décrets de Dieu, pour être dans l'avenir » comme le jour d'une nouvelle alliance *entre la France et son Christ,* » *entre le ciel et la terre.*

» *Le héros français vole aux combats; il enchaîne la victoire; il* » *frappe les rois; il porte ses armes jusqu'aux extrémités de la terre.*

» *C'est ainsi que le Très-Haut prépare tout pour l'accomplisse-* » *ment de ses desseins. C'est alors que le triomphateur s'adresse au* » *vénérable pontife qui remplit si dignement la chaire de Pierre.* » *Joignons nos mains, lui dit-il; et que ce peuple retourne à son* » *Dieu, qu'il reconstruise ses temples, qu'il recommence ses solen-* » *nités; il dit, et Dieu qui créa le monde et qui établit son Église par* » *sa parole, Dieu promet qu'il nous donnera des pasteurs selon son* » *cœur, qui nous nourriront de sa science et de sa doctrine. Il dit, et* » le souverain pontife proclame au milieu de la ville éternelle, au sein » de la première et de la plus vénérable de ses basiliques, le rétablis- » sement de la paix religieuse en France, etc. »

« Au lieu de *il dit et le souverain pontife*, le premier consul mit : » ce même jour le souverain pontife, etc. »

Mémoires historiques sur les affaires ecclésiastiques de France, tom. I., p. 212.

une lettre mise en tête d'une édition de son *Génie du Christianisme;* les peuples vous regardent ; la France agrandie par vos victoires a placé en vous son espérance, depuis que vous appuyez sur la Religion la base de l'Etat et de vos prospérités. Continuez à tendre une main secourable à trente millions de Français qui prient pour vous aux pieds des autels que vous leur avez rendus [1] ! »

Telles étaient donc les dispositions publiques. Tout fléchissait devant celui qui avait apaisé la conscience, relevé l'Eglise, pacifié le monde.

1803.—Et aussi sa politique à l'étranger qui avait commencé par être imposante, ne tarda pas à être immodérée. Un traité définitif avec la Porte avait assuré aux bâtiments français la libre navigation de la mer Noire ; la réunion de l'Ile-d'Elbe et celle du Piémont à la France, avaient été prononcées par un sénatus-consulte ; un acte de médiation régla souverainement les différends qui existaient entre les cantons suisses, et comme cette intervention n'était pas également approuvée, trente mille Français envahirent les cantons.

26 février.—C'est à ce moment que Bonaparte, devant qui l'Europe faisait silence, se souvint qu'il y avait eu autrefois une monarchie, et que l'héritier des rois portait le poids de l'exil avec honneur à Varsovie.

Dès le commencement de sa fortune, Bonaparte s'était vu comme assiégé par ce souvenir. La France royaliste se berçait de l'espérance de voir la vieille monarchie relevée par ses mains; autour de Bonaparte, et dans sa famille même, se nourrissait la même espérance, rêve de gloire et de poésie, et Louis XVIII, enfin, avait provoqué la générosité de son ambition par une de ces lettres qu'il savait, roi découronné, marquer du sceau de la dignité royale.

« Quelle que soit leur conduite apparente, lui avait-il mandé [20 février 1800], des hommes tels que vous, Monsieur, n'inspirent jamais d'inquiétude. Vous avez accepté une place éminente, et je vous en sais gré. Mieux que per-

[1] 2e éd. du *Génie du Christ.*, chez Migneret, 1803.

sonne vous savez ce qu'il faut de force et de puissance pour faire le bonheur d'une grande nation. Sauvez la France de ses propres fureurs, vous aurez rempli le premier vœu de mon cœur ; rendez-lui son roi, et les générations futures béniront votre mémoire [1]. »

Et une seconde fois, Louis XVIII avait ajouté : « Non, le vainqueur de Lodi, de Castiglione et d'Arcole, le conquérant de l'Italie et de l'Egypte ne peut pas préférer à la gloire une vaine célébrité. Cependant, vous perdez un temps précieux : nous pouvons assurer la gloire de la France. Je dis *nous*, parce que j'ai besoin de Bonaparte pour cela, et qu'il ne le pourrait sans moi [2]. »

Ces lettres avaient quelque temps troublé Bonaparte, et sa réponse avait été laborieuse. Bonaparte avait fini par engager le roi à *sacrifier son intérêt au repos et au bonheur de la France. L'histoire*, avait-il dit, *lui en tiendrait compte;* et il avait ajouté : « Je ne suis point insensible aux malheurs de votre famille, et j'apprendrai avec plaisir que vous êtes environné de tout ce qui peut contribuer à la tranquillité de votre retraite. » Après quoi, il avait feint d'écarter de son esprit cette image de la royauté, si ce n'est qu'elle y rentrait d'elle-même par la difficulté pressentie d'enraciner sa propre puissance, et de la rendre maîtresse de l'avenir. « Si je ne vis pas trente ans, disait-il dans ses épanchements d'intimité, pour achever mon ouvrage, vous aurez après moi de longues guerres civiles ; car mes frères ne conviendraient pas à la France, vous savez ce qu'ils sont. » Et c'est sous l'impression de ces alarmes qu'on le vit revenir à cette pensée de la royauté absente, dont la France, craignait-il, pouvait se souvenir quelque jour, si elle ne trouvait pas en son pouvoir des conditions de perpétuité.

25 février 1803. — Il envoya donc à Louis XVIII un émissaire chargé de lui offrir un établissement royal en Italie, à la condition qu'il renoncerait à ses droits en

[1] Texte dans les *Mém. de Bourrienne*, tom. IV.
[2] Ibid.

France ; et ainsi pensa-t-il échapper aux alarmes qui troublaient ses préméditations et ses espérances.

L'histoire a encadré la réponse du monarque exilé. « Je ne confonds pas, disait-il, M. Bonaparte avec ceux qui l'ont précédé ; j'estime sa valeur, ses talents militaires ; je lui sais gré de quelques actes d'administration ; mais il se trompe, s'il croit m'engager à renoncer à mes droits ; loin de là, il les établirait lui-même, s'ils pouvaient être litigieux, par les démarches qu'il fait en ce moment. »

Dans ce duel entre le roi dépouillé et le général d'armée dominateur de l'Europe, ce fut le roi dépouillé qui resta vainqueur, sanglante blessure pour un homme à qui la gloire ne pouvait suffire ; motif trop inaperçu peut-être d'une politique désespérée, et qui semblera plus tard inexplicable dans un tel génie.

CHAPITRE IV.

Défiances et plaintes de l'Angleterre. — Rupture de la paix; Manifestes. — Message au Sénat. — Lettre aux évêques. — Actes de guerre. — Retour aux formes monarchiques; création nouvelle; l'Institut. — Soins politiques. — Affreux désastres. St-Domingue. —Conspirations. Pichegru et Georges Cadoudal. —Justice implacable. Moreau est arrêté. —Fatal épisode du duc d'Enghien. Interrogatoire; jugement; mort du prince.—Explosion en Europe. — Lettre des princes de la maison de Bourbon. — Jugement de l'histoire. —Le premier consul continue ses réformes. — Formidables apprêts de guerre. — Mort de Pichegru. —Pressentiments de l'Empire; motion du tribun Curée; empressements d'adulation. —Le Sénat prend les devants; il propose l'Empire à Bonaparte. — Harangues sur l'hérédité.—Bonaparte moins prompt que les flatteurs. — Sénatus-consulte. — Bonaparte accepte l'Empire. — NAPOLÉON Empereur. Hommages publics. Entraînement de la France.—Scènes atroces à Saint-Domingue. Dessalines empereur d'Haïti. — Napoléon entoure de pompe le gouvernement de la France. —Étonnants contrastes; la République et la Monarchie; changement de rôle; Talleyrand et Fouché. — Les salons; le faubourg St-Germain et la cour. —Littérature de l'Empire; réaction dans les lettres; jugements de Napoléon.

Cependant cette domination de Bonaparte sur l'Italie, sur la Suisse, sur la Hollande, chaque jour aggravée par des actes politiques, avait irrité l'Angleterre. Des armements se faisaient dans les ports de France, et vainement on annonçait qu'ils étaient destinés à Saint-Domingue, dont la possession restait douteuse en regard d'une guerre d'esclaves à peine assoupie; l'Angleterre y voyait pour elle-même une menace. Des ingénieurs français, sous le nom de consuls, avaient, disait-on, épié ses côtes et sondé ses ports, et cette idée d'une agression française, toujours facilement accréditée, faisait de la paix un péril de plus contre lequel le cabinet de Londres avait à se prémunir. Ce prétexte lui avait suffi pour ne pas évacuer l'île de Malte, et c'était ici une violation manifeste du traité d'Amiens.

Ainsi les griefs s'ajoutaient aux défiances mutuelles; et c'est, en cette occurrence, que le roi d'Angleterre se plaignit dans un message au parlement, que la paix d'Amiens avait été mal gardée.

8 et 10 mars. —Le premier consul avait à son gré déplacé les bornes des États, telles que la paix les avait reconnues; l'incorporation de l'île d'Elbe et du Piémont; la Hollande occupée, les républiques d'Italie transformées, la Suisse opprimée, tels étaient les griefs du roi d'Angleterre. Il disait qu'en regard de cette politique, des mesures de précaution étaient commandées; deux jours après, un autre message annonçait l'organisation des milices du royaume : ce fut le signal d'une rupture ouverte, et le prélude d'une guerre qui devait être implacable. « Ils croient que je redoute la guerre, disait Bonaparte; je ne la crains pas. » La guerre au contraire répondait à ses desseins comme à son génie. On le vit, à l'issue d'une réception du Corps diplomatique, laisser échapper à cet égard ses pensées devant une réunion de généraux, de sénateurs et de hauts fonctionnaires. » Il ne me faut que peu de temps pour avoir deux millions d'hommes. Voyez quel a été le résultat de la première guerre : la réunion de la Belgique et du Piémont à la France. Celle-ci sera encore tout à notre avantage; elle consolidera notre système. Je ne veux point que la France soit fatiguée par des entraves étrangères; l'Angleterre a violé évidemment les traités; plutôt que de le souffrir, il vaudrait mieux prêter hommage au roi d'Angleterre, le couronner roi de France à Paris, cela vaudrait mieux que de se soumettre aux insolents caprices du gouvernement anglais. Si on cédait à l'Angleterre, bientôt elle nous interdirait la navigation dans certaines parties du monde, elle nous demanderait nos vaisseaux; que sais-je? Mais soyez tranquilles; je ne suis pas d'humeur à souffrir de pareilles humiliations; puisque l'Angleterre veut la guerre, elle l'aura; je ne la ferai pas attendre; et nous verrons ![1] »

[1] *Mém. de Bourrienne*, tom. V.

Quinze jours après, une loi mit cent vingt mille conscrits à la disposition du premier consul.

Bonaparte avait espéré entraîner dans ses desseins contre l'Angleterre la République des Etats-Unis. L'Union se ressouvint de ses longues luttes et évita de les renouveler. Bonaparte se borna à lui vendre la possession de la Louisiane pour 81 millions, comme s'il eût pressenti que dans une guerre avec l'Angleterre, il courait risque de mal défendre ses possessions lointaines.

3 mai. — Enfin éclata le manifeste de l'Angleterre; les griefs contre la France furent dénoncés à l'Europe, et le 20 mai, l'ambassadeur lord Witworth quittait Paris. Bonaparte publia à son tour ses accusations et ses apologies, et la France les accueillit avec l'emportement accoutumé de ses antipathies pour l'Angleterre [22 mai].

Le message du premier consul au Sénat, au Corps législatif et au Tribunat fut calme et solennel. Il récapitulait les actes de l'Angleterre; c'était l'Angleterre qui avait violé la sainteté des traités; le refus d'évacuation de Malte justifiait surtout cette plainte. Puis venaient les armements insolites de l'Angleterre, indice éclatant de projets nouveaux. « Il n'était pas dans les principes du gouvernement, disait alors le premier consul, de fléchir sous la menace; il n'était pas en son pouvoir de courber la majesté du peuple Français sous des lois qu'on lui prescrivait avec des formes si hautaines et si nouvelles. »

« Le gouvernement, ajoutait-il, s'est arrêté à la ligne que lui ont tracée ses principes et ses devoirs... Du moins nous combattrons pour maintenir la foi des traités et pour l'honneur du Nom français... La nation se reposera dans le sentiment de ses forces, quelles que soient les blessures que l'ennemi pourra nous faire dans les lieux où nous n'aurons pu ni le prévenir ni l'atteindre; le résultat de cette lutte sera tel que nous avons droit de l'attendre de la justice de notre cause et du courage de nos guerriers. »

Bonaparte était sûr de remuer la France en l'appelant aux armes contre l'Angleterre; les deux nations nourrissaient alors une haine mutuelle qui allaient jusqu'au fana-

tisme. Mais, chose nouvelle! il imagina de mettre la guerre sous la protection de la religion, et, pour la première fois, depuis la Révolution qui avait brisé les vieilles coutumes de la France catholique, on vit le chef de l'État appeler la prière publique sur ses desseins et sur ses armes. Une lettre fut adressée aux évêques; elle était ainsi conçue : « Monsieur, les motifs de la présente guerre sont connus de toute l'Europe. La mauvaise foi du roi d'Angleterre qui a violé la foi des traités en refusant de restituer Malte à l'Ordre de St-Jean de Jérusalem, qui a fait attaquer nos bâtiments de commerce sans déclaration préalable de guerre, la nécessité d'une juste défense, tout nous oblige de recourir aux armes. Je vous fais donc cette lettre pour vous dire que je souhaite que vous ordonniez des prières, pour attirer la bénédiction du Ciel sur nos entreprises. Les marques que j'ai reçues de votre zèle pour le service de l'État, me font espérer que vous vous conformerez avec plaisir à mes intentions.

» Ecrit à St-Cloud, le 18 prairial an XI. BONAPARTE. »

Prodigieux retour, en effet, aux formes anciennes de la monarchie, et qui déconcerta les politiques routiniers de la République. « Vous verrez, avait dit Bonaparte, à l'époque du Concordat, quel parti je saurai tirer des prêtres[1]. » Il en faisait des instruments de règne; mais son dessein, ne fût-il qu'un calcul, ne restituait pas moins à la Religion son caractère public d'autorité.

Il n'y eut pas jusqu'à cette désignation de *Monsieur* à la place de celle de *citoyen*, qui survivait dans les formules publiques, qui ne fut un abandon des trivialités que la Révolution avait mises à la place des vieilles formes de politesse et de convenance.

Mais par malheur, à ces actes de grande politique, s'ajoutèrent des actes de guerre insolites entre Etats policés. Un arrêté des consuls prescrivit d'arrêter tous les Anglais commerçant ou voyageant en France, et de les constituer prisonniers de guerre; rigueur extrême, germe d'une haine immortelle, et motif de représailles atroces.

[1] *Mém. de Bourrienne.*

En même temps, le général Mortier envahissait le Hanovre. Toute l'armée ennemie fut faite prisonnière de guerre. La Russie offrit sa médiation ; l'Angleterre la refusa , tant que le Hanovre ne serait pas évacué.

Mais un vrai théâtre de bataille manquait à Bonaparte. La puissance maritime de la France s'était évanouie, et les vaisseaux anglais couvraient l'Océan. C'est alors qu'il imagina les préparatifs d'une descente en Angleterre au moyen de petits bâtiments de transport amoncelés à Boulogne, lesquels se glisseraient parmi les flottes ennemies, et l'appareil sérieux qu'il donna à ce dessein trompa longtemps l'Angleterre, l'Europe et la France même.

Et pendant ce temps il affermissait sa puissance par des actes de politique préméditée. Le concours des deux autres consuls importunait sa domination ; il en fit une fiction. Les arrêtés avaient été rendus jusque-là au nom des *consuls de la République;* à cette formule, il substitua celle de *Gouvernement de la République*, et lui seul fut le Gouvernement.

24 juin 1803. — Alors, il fit des voyages, traversa la Picardie, visita la Belgique, et partout il se laissa recevoir comme un souverain. Il passait sous des arcs de triomphe, écoutait les harangues et félicitait les peuples. La France semblait se plaire à ces retours d'habitudes monarchiques, et la Révolution s'étonnait de voir s'évanouir ses fictions de démocratie. Après avoir ébloui de la sorte les villes et les campagnes, il revint reprendre à Paris ses apprêts de guerre et ses réformes de paix.

Tout était ramené à son pouvoir par la hiérarchie militaire et par les honneurs civils, par les travaux des arts et par l'encouragement des sciences.

C'est à ce moment qu'il renouvela l'*Institut*, que la Convention avait créé en expirant.

Les anciennes académies avaient disparu dans la Révolution avec tout ce qui avait fait l'honneur de l'esprit humain. Bonaparte les fit revivre sous d'autres noms.

L'Institut fut divisé en plusieurs classes, à la tête desquelles fut mise celle des sciences. Ce privilége avait appartenu jadis à l'Académie française ; elle avait mérité de le

perdre par l'abus que les écrivains du dernier siècle avaient fait de l'esprit. Puis, le talent de parler ou d'écrire n'ayant le plus souvent servi dans la Révolution qu'à donner de la vraisemblance aux paradoxes et aux rêveries, ou bien à préconiser le désordre et à justifier le brigandage, ce souvenir plus récent suffisait à l'aversion naturelle de Bonaparte. La nature de son génie était d'ailleurs peu sympathique aux arts de l'esprit, à ceux qui semblent avoir pour objet d'associer aux délicatesses de la pensée les élégances de la parole. Il haïssait cette sorte de culture, et les poëtes lui étaient odieux comme les gens de lettres. Quelques écrivains avaient survécu au naufrage : Ducis, Chénier, Bernardin de St-Pierre, divers de génie, ne manquaient point de renom ; Bonaparte les haïssait également. Suard, Morellet, Laharpe, Marmontel représentaient une littérature impuissante à dompter cette antipathie ; et entre les vieux noms, deux seulement répondaient à son imagination, plus éprise du grand que du délicat, de l'idéal que du parfait ; ces noms étaient ceux de Corneille et d'Ossian ; tout le reste de la littérature n'était qu'un arrangement sonore qui ne frappait que l'oreille [1].

Il n'en était pas ainsi des sciences positives, qui se révèlent à des procédés définis et à des résultats palpables. Les noms de Lagrange, de Berthollet, de Monge, de Fourcroy le remplissaient d'enthousiasme ; mais aussi il semblait aimer leur gloire comme une partie de la sienne.

L'Histoire, au reste, doit remarquer que les noms illustres, avec beaucoup d'autres qui apparaissaient dans les sciences, les uns plus anciens, les autres plus récents, Lacroix, Haüy, Cuvier, étaient tous sortis des écoles de la monarchie ancienne ; la Révolution n'avait rien légué au siècle nouveau, si ce n'est des témoignages de son aversion pour toutes les études.

Ce fut donc avec ces pensées qu'il reconstitua l'Institut. Il y avait une classe qu'on appelait la classe des sciences morales et politiques. Elle se composait précisément de

[1] *Mém. de Bourrienne.*

cette sorte d'esprits qu'il appelait des idéologues et des rêveurs, lesquels s'occupaient de théories de législation et remuaient des questions de morale qui touchaient au gouvernement des peuples et à l'amélioration du sort des hommes. La seule idée d'une Compagnie délibérant sur de tels sujets faisait frissonner Bonaparte. Il la supprima.

L'Institut n'eut plus que quatre classes, qui correspondirent à l'ancienne Académie des sciences, à l'Académie française, et aux Académies des inscriptions et des arts.

Bonaparte continua de faire partie de la première classe; Lucien fit partie de la seconde. En ce moment, on l'a vu, se levait à l'horizon le nom de Châteaubriand ; de Bonald, moins aperçu de la foule, plus admiré par le petit nombre, jetait la base d'une philosophie destinée à rattacher la raison humaine à son principe. Ni l'un ni l'autre ne fut alors de l'Institut; en dehors des sciences, tout resta frappé de médiocrité.

Cependant Bonaparte ne délaissait pas les soins de la politique.

En s'aventurant dans une guerre qui allait intéresser tous les États, il s'était assuré par des traités la neutralité de l'Espagne et du Portugal, deux puissances qui pesaient alors dans la politique. Mais d'affreux désastres à St-Domingue assombrirent ces débuts.

Les opinions de Bonaparte sur l'esclavage étaient absolus. Dès la première soumission de St-Domingue, il avait rétabli dans leur vigueur les vieux règlements sur le gouvernement des colonies, et à la paix d'Amiens il avait promulgué une loi qui rétablissait la traite des noirs. La Guadeloupe avait eu ses révoltes, il les frappa à outrance. Il avait commencé par promettre aux rebelles des Antilles leurs droits politiques; il finit par voir en eux des vaincus, qui n'étaient pas même des hommes. Les noirs de St-Domingue sentirent l'outrage ; c'était comme une injure faite à eux-mêmes. Leur chef, Toussaint-Louverture, avait de plus été enlevé dans une de ses propriétés, pour être transporté en France : ce fut pour les noirs l'indice d'une servitude qui serait désormais sans consolation et sans

merci. La haine fermenta en ces âmes ulcérées, et enfin elle fit explosion au mois d'août 1802. Deux hommes de couleur, Petion et Clervaux, deux noirs, Dessalines et Christophe, se mirent à la tête des insurrections. Le général Leclerc, par ses affectations de sécurité, leur avait donné le loisir de méditer leurs desseins, et la facilité de saisir l'heure de l'exécution. Puis son administration avait été sans prévoyance; il avait refusé de croire aux périls de la maladie en des climats qui donnent la mort, et l'armée française avait fini par être ravagée par la fièvre jaune; lui-même fut emporté par l'horrible mal; et c'est à ce moment qu'éclataient les révoltes. Aussitôt St-Domingue se remplit d'atrocités! La plupart des colons furent égorgés; mille barbaries désolèrent la colonie; et l'armée, décimée par tous les fléaux, finit par être inégale à une lutte qui se multipliait par la dévastation, par le meurtre et par l'incendie. Le général Rochambeau rassembla ses débris et essaya vainement de se défendre dans la ville du Cap; assiégé par les noirs, bloqué par les Anglais, bientôt il manqua de vivres, et il fut obligé de se rendre; d'une armée de près de quarante mille hommes, cinq mille hommes survivaient; ils furent prisonniers de guerre des Anglais, avec huit cents officiers; St-Domingue resta libre, et les Noirs vainqueurs se donnèrent pour chef Dessalines, d'abord sous le nom de *capitaine général*, et puis de gouverneur général à vie; le barbare ne devait pas tarder à justifier cet honneur par une guerre à mort faite à tous les blancs. Ainsi s'acheva l'expédition de St-Domingue; l'atrocité du commandement s'expia par l'atrocité de la liberté, et la France perdit, par l'inflexibilité et par l'ineptie, une possession qu'elle eût pu garder par l'habileté et par la condescendance.

1804. — Telles étaient les nouvelles qui venaient surprendre Bonaparte à ses débuts de guerre avec l'Angleterre. En même temps s'ourdissaient autour de lui des oppositions politiques et des trames armées. Le général Pichegru, que le 18 fructidor avait déporté, s'était échappé de Sinnamary et avait reparu en Europe avec des desseins

ambigus, mais favorables, pensait-on, à la cause des Bourbons. Son esprit d'aventure l'engagea en des entreprises suspectes, et des indices de conspiration véritable ou imaginaire ne tardèrent pas à être saisis. Georges Cadoudal, un nom survivant de la Vendée et de la Chouannerie, caractère de héros dans une nature peu cultivée, était entré plus loyalement en des desseins contre Bonaparte ; pour lui, combattre était la seule façon de conspirer ; ce qu'il se proposait, c'était d'attaquer à main armée le premier consul, comme dans une guerre ouverte, le droit d'une part, l'usurpation de l'autre. Des compagnons de gloire et d'adversité ne manquaient pas au vaillant Breton. Moreau, admirable génie dans les batailles, esprit indécis dans la politique, n'entrait dans les trames que par le mécontentement de sa nullité dans l'Etat nouveau. Mais cela même semblait être une complicité déclarée ; et, enfin, le Gouvernement, sans autre indice que des soupçons de police, motivés par les irritations de la servitude ou de l'envie, fit tout à coup annoncer à la France qu'il avait saisi les fils d'une conspiration savante, dont le but était le meurtre du premier consul. La justice allait être implacable, et pour la faire accepter d'avance par l'opinion, il fallut grossir les périls de l'Etat tout entier. Un rapport du grand-juge Régnier accusa l'Angleterre d'avoir ourdi et payé la conspiration dans laquelle la France avait risqué de périr. Nul document ne révéla mieux le caractère des passions qui servaient d'inspiration et de règle à la politique, et aussi l'espèce de langage qui semblait devoir suffire à la crédulité de la nation. Quelques fragments vont suffire.

« De nouvelles trames, disait le grand-juge, ont été ourdies par l'Angleterre ; elles l'ont été au milieu de la paix qu'elle avait jurée ; et quand elle violait le traité d'Amiens, c'était bien moins sur ses forces qu'elle comptait que sur le succès de ses machinations.

» Mais le Gouvernement veillait : l'œil de la police suivait tous les pas des agents de l'ennemi ; elle comptait les démarches de ceux que son or ou ses intrigues avaient corrompus.

» Enfin, la toile paraissait achevée ; déjà, sans doute, on s'imagine à Londres entendre l'explosion de cette mine qu'on avait creusée sous nos pas, on y semait du moins les bruits les plus sinistres, et l'on s'y repaissait des plus coupables espérances.

» Tout à coup les artisans de la conspiration sont saisis, les preuves s'accumulent, et elles sont d'une telle force, d'une telle évidence, qu'elles porteront la conviction dans tous les esprits.

» Georges et sa bande d'assassins étaient restés en Angleterre ; ses agents parcouraient encore la Vendée, le Morbihan, les Côtes-du-Nord, et y cherchaient en vain des partisans que la modération du gouvernement et des lois leur avait enlevés !

» Pichegru, dévoilé par les événements qui précédèrent le 18 fructidor an V, dévoilé surtout par cette correspondance que le général Moreau avait adressée au Directoire, Pichegru avait porté en Angleterre sa haine contre sa patrie.

» En l'an VIII, il était avec Williot, à la suite des armées ennemies, pour se rallier aux brigands du Midi.

» En l'an IX, il conspirait avec le comité de Bareuth ; depuis la paix d'Amiens, il était encore le conseil et l'espoir des ennemis de la France.

» La perfidie britannique associe Georges à Pichegru, l'infâme Georges à ce Pichegru que la France avait estimé, qu'elle avait voulu longtemps croire incapable d'une trahison.

» En l'an XI, une réconciliation criminelle rapproche Pichegru du général Moreau, deux hommes entre lesquels l'honneur devait mettre une haine éternelle. La police saisit à Calais un de leurs agents, au moment où il retournait pour la seconde fois en Angleterre. Cet homme est sous sa main, avec toutes les pièces qui constatent la réalité d'un raccommodement inexplicable alors, si les nœuds n'en avaient pas été formés par le crime. »

Et après cet appareil métaphorique d'accusation, le grand-juge exposait quelques faits d'une signification douteuse, des rencontres, des conférences, des débarquements

de brigands de l'Angleterre, reçus par des hommes payés pour les guider dans la nuit, de station en station, jusqu'à Paris, indices grossis par une solennité de rhétorique, inusitée dans la discussion des crimes.

« Cette présence de Georges et de Pichegru à Paris, disait le rapport, les conférences avec le général Moreau, sont constatées par des preuves incontestables et multipliées. Les traces de Georges et de Pichegru sont suivies de maison en maison. Ceux qui ont aidé à leur débarquement, ceux qui, dans l'ombre de la nuit, les ont conduits de poste en poste, ceux qui leur ont donné asile à Paris, leurs confidents, leurs complices, Lajollais, leur principal intermédiaire, le général Moreau sont arrêtés; les effets et les papiers de Pichegru sont saisis, et la police suit ses traces avec activité. »

Le rapport se terminait par des paroles de sécurité.

« Je dois ajouter, disait le grand-juge, que les citoyens ne peuvent concevoir aucune inquiétude. La plus grande partie des brigands est arrêtée, le reste en fuite, et vivement poursuivi par la police. Aucune classe de citoyens, aucune branche de l'administration n'est atteinte par aucun indice, par aucun soupçon. »

Telle était la langue du grand-juge, alors chargé de la police. C'était un souvenir de la langue révolutionnaire. La police de l'empire ne devait pas tarder à remplacer cet appareil de métaphores par des apologies plus soudaines et plus décidées.

Quoi qu'il en soit, Moreau arrêté, Pichegru ne tarda pas à l'être à son tour. Georges Cadoudal échappa quelque temps aux recherches, et n'en parut pas moins au premier plan dans ce spectacle de lutte contre Bonaparte; il sembla tenir en échec la police de Paris, prêt à défendre sa liberté et sa vie comme dans une bataille.

Mais à peine les périls véritables ou supposés de ce complot furent connus, qu'on vit la servitude publique éclater par des adulations, les corps de l'État complimentèrent le premier consul, comme s'il avait échappé à une mort certaine; et toute la France lui fit des messages où

éclata l'enthousiasme par des lâchetés analogues. Bonaparte reçut ces hommages en homme dressé aux habitudes de la Royauté, ou qui croit et veut faire croire à sa destinée.

« Je ne puis me défendre, disait-il, d'un sentiment profond et pénible, lorsque je songe dans quelle situation se trouverait aujourd'hui ce grand peuple, si le dernier attentat avait pu réussir. J'ai depuis longtemps renoncé aux douceurs de la condition privée. Le Ciel veillera sur la France en déjouant les complots des méchants. Les citoyens doivent être sans alarmes. Ma vie durera tant qu'elle sera nécessaire à la nation. Mais ce que je veux que le Peuple sache bien, c'est que l'existence, sans sa confiance et sans son amour, serait pour moi sans consolation et n'aurait plus aucun but. »

Comme s'instruisait le procès contre les conspirateurs, un coup plus effroyable vint frapper et étourdir la Nation française et l'Europe.

Il y avait autrefois en France une grande race militaire, c'était la race de Condé. Elle avait été mêlée aux grandes vicissitudes nationales, tantôt par la fidélité, tantôt par l'indépendance, toujours par le courage et par la gloire.

Cette race, que la Révolution avait chassée avec la Monarchie, était représentée par une triple génération, le vieux prince de Condé, le duc de Bourbon, son fils, et le fils de celui-ci, le jeune duc d'Enghien. Le premier avait jeté un grand éclat sur les batailles de l'émigration, et le duc d'Enghien, à la suite de son père, avait révélé dans ces luttes fatales une âme héroïque. Nulle vie de prince ne s'était mieux annoncée ; on eût dit un rayonnement de foi chevaleresque en un temps où tout s'était amoindri, même l'honneur. Un tel jeune homme, avec son nom et ses souvenirs, pouvait renouveler les prestiges des vieux temps, et ressaisir la popularité à force d'enthousiasme et de valeur : dans les grandes révolutions il suffit d'un homme pour changer la fortune et vaincre l'adversité.

Ce fut ce danger que Bonaparte épia, lui qui croyait surtout à la destinée. Et dès que le jeune duc d'Enghien lui fut redoutable, il lui fut aisé de le faire criminel. Son nom fut

mêlé par la police aux conspirations, et il ne fallut pas d'autre indice pour l'envelopper, s'il était possible, dans ses vengeances.

Ce qui était certain, c'est qu'au moment de la dispersion des princes et de leurs corps d'émigrés, le duc d'Enghien avait erré en Europe cherchant la consolation dans les études [1]. En 1803, le cardinal de Rohan, retiré à Ettenheim, dans le duché de Bade, l'appela auprès de lui; et auprès de lui vivait sa nièce, la princesse Charlotte de Rohan. Les liens du sang et la communauté des malheurs eurent bientôt disposé ces deux jeunes âmes à un échange d'affection, et le duc d'Enghien, trompé par le charme, oublia que le voisinage de France pouvait appeler sur lui la défiance et la perfidie. Comment d'ailleurs soupçonner des desseins qui eussent été une violation éclatante du droit des gens? Son grand-père, toutefois, lui avait envoyé des avertissements sévères et souvent répétés [2]; il les dédaigna, et il crut pouvoir rester en repos dans un asile d'où il ne sortait que pour des excursions de chasse ou d'étude.

Mais tout à coup, en pleine paix, le 14 mars, une colonne de trois ou quatre cents hommes conduits par le général Ordener, partait de Schelestadt, à la nuit tombante, et allait passer le Rhin au bac de Rheinau. Le lendemain, avant le jour, la troupe investissait l'habitation où dormait paisible le duc d'Enghien.

Le premier mouvement du prince fut de s'armer d'un fusil. « Défendons-nous ! » cria-t-il; mais il n'y avait là qu'un valet de chambre, un secrétaire, quelques vieux fidèles et deux prêtres du cardinal; déjà la maison était envahie, il fallut obéir à la force; en un moment le prince fut enlevé; on ne se donna que le temps de constater son identité; puis on le jeta sur une charrette, et on le dirigea sur le Rhin entre deux files de soldats. Bientôt ce nom de

[1] Ses *Mémoires* sont d'un extrême intérêt; on y voit la marche d'une grande intelligence, qui tend vers ce qui est grand et beau. *Mémoires et voyages du duc d'Enghien*, M. Desrosiers, éditeur, 1841.

[2] Voir ses lettres dans les *Mém. du duc d'Enghien*, publiés par le général Choulot.

duc d'Enghien avait été murmuré dans les rangs, et les cœurs militaires s'étaient émus : il y a dans la nature du soldat une étonnante sympathie pour ce qui est grand et malheureux. On ne leur avait pas dit quel était l'ennemi qu'ils allaient surprendre ; lorsqu'ils le surent, une si facile victoire sembla leur peser, et un officier, s'appuyant sur la charrette comme pour s'aider dans sa marche, jeta au prince quelques mots voilés : « Quand vous serez dans le bateau, lui dit-il, mettez-vous au milieu des soldats, et, si vous savez nager, jetez-vous dans le Rhin ; personne ne tirera [1]. » Mais le commandant prévint de si admirables pensées ; il mit le prince auprès de lui et il l'entoura de gendarmes.

A Strasbourg, on l'enferma dans la citadelle, et il put à peine échanger quelques mots avec ses amis, emmenés prisonniers comme lui. L'un d'eux lui demanda à voix basse s'il n'y avait rien dans ses papiers qui pût le compromettre. — « Rien qu'on ne sache, répondit le prince ; je me suis battu, mais depuis huit ans la France n'est elle-même qu'un champ de bataille. Je ne pense pas, ajouta-t-il, qu'ils veuillent ma mort; ils me jetteront dans quelque forteresse, en cas qu'un otage leur soit nécessaire. J'aurai quelque peine à m'habituer à cette vie-là [2]. »

Après deux jours d'incertitude, l'ordre arriva de le conduire à Paris ; on alla réveiller le prince à une heure de la nuit ; tout se faisait avec mystère, et le mystère était sinistre. Le voyage fut rapide ; deux jours après, le prince entrait le soir dans un donjon du château de Vincennes, cette vieille demeure de saint Louis. Il s'attendait à la captivité, et comme il était exténué de fatigue, il demanda un bain pour le lendemain matin ; c'était un noble indice de sécurité. Mais déjà se formait, dans une salle du château, un tribunal secret, composé d'officiers que des ordres isolés avaient inopinément mis en présence les uns des autres pour un dessein inconnu. Telle était l'ignorance

[1] *Mémoires du duc d'Enghien*, notice du général Choulot.
[2] Ibid.

où on les avait laissés, que l'un d'eux craignit qu'on ne l'eût envoyé à Vincennes *pour y tenir prison* [1]. Mais tout se dévoila par degrés ; quelques heures de repos étaient à peine écoulées, qu'on entra dans la chambre du prince.— Quelle heure est-il donc ? dit-il en s'éveillant. — Minuit, répondit un gendarme. En même temps, un capitaine rapporteur annonça sa mission. « On est bien pressé ! dit le duc d'Enghien. » Aussitôt commença un interrogatoire. Il fut court ; il n'y avait qu'à constater ce qui était avéré devant le monde ; le duc d'Enghien était du sang royal que la Révolution avait fait couler sur les échafauds ; il avait fui la patrie malheureuse qui le proscrivait ; il avait fait la guerre à la Révolution, ne la croyant pas faire à son pays ; le prince fit ces déclarations comme il convenait à sa dignité, et lorsqu'il fallut les signer, il écrivit ces mots : « Avant de signer, je fais avec instance la demande d'avoir une audience particulière du premier consul. Mon nom, mon rang, ma façon de penser et l'horreur de ma situation me font espérer qu'il ne se refusera pas à ma demande. »

Mais le drame était précipité. Sur la table autour de laquelle on avait fait asseoir les membres ébahis de la commission militaire, s'étalait un arrêté du Gouvernement ainsi conçu :

« *Extrait des registres des délibérations des consuls de la République.*

» Paris, le 29 ventôse, l'an XII de la République
» une et indivisible.

» Le gouvernement de la République arrête ce qui suit :

» Article 1er. Le ci-devant duc d'Enghien, prévenu d'avoir porté les armes contre la République, d'avoir été et d'être encore à la solde de l'Angleterre, de faire partie des complots tramés par cette dernière puissance contre la sûreté intérieure et extérieure de la République, sera traduit à

[1] *Explications offertes aux hommes impartiaux*, par le général Hulin, publiées sous la Restauration. — *Extrait* dans les Mémoires du duc d'Enghien, *pièces justificatives*.

une commission militaire, composée de sept membres nommés par le général gouverneur de Paris, et qui se réunira à Vincennes.

» Art. 2. Le grand-juge, le ministre de la guerre et le général gouverneur de Paris sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Le premier consul, signé : BONAPARTE.
Par le premier consul, signé : MARET.
Pour copie conforme :
Le général en chef gouverneur de Paris, signé : MURAT. »

Un semblable arrêté dictait la sentence qu'on attendait de la commission, et, pour la mieux assurer, un général était là présent, quoique ne faisant pas partie du tribunal militaire; il s'était établi derrière le fauteuil du président, comme pour épier la façon dont chacun ferait son devoir. Le prince alors fut amené, et devant lui les juges restèrent mornes et muets. Ils se transmettaient de main en main l'interrogatoire, et ils ne savaient comment passer outre. « Je dois observer, a dit depuis le président de ce tribunal, que mes collègues et moi étions entièrement étrangers à la connaissance des lois. Chacun avait gagné ses grades sur les champs de bataille; aucun n'avait la moindre notion en matière de jugement; et, pour comble de malheur, le rapporteur et le greffier n'avaient pas plus d'expérience que nous[1]. »

Tristes paroles qui attestent le long déchirement qu'une justice ainsi faite devait laisser dans la conscience de ceux qui étaient appelés à en être les instruments.

Le président entra donc, à tout hasard, dans l'examen de cette cause jugée d'avance.

Un des juges demanda les pièces à charge.

On lui montra l'arrêté du Gouvernement.

— Les pièces à décharge ?

Il n'y en avait pas.

[1] *Explications offertes aux hommes impartiaux*, par le général Hulin, publiées sous la Restauration. — *Extrait* dans les Mémoires du duc d'Enghien, *pièces justificatives*.

— Eh bien! dit le président, qu'on procède à l'audition des témoins.

Il n'y avait pas de témoins.

Il n'y avait pas non plus de défenseur; mais cette énormité fut inaperçue.

Le président posa des questions. Qu'avait fait le prince depuis sa sortie de France? quel grade avait-il dans l'armée de Condé? recevait-il un traitement de l'Angleterre? avait-il en ce pays des correspondances?

Le prince raconta de nouveau sa vie sans jactance, mais avec fierté. On lui parla de Pichegru; il n'avait jamais eu de rapports avec Pichegru.

On lui parla de complots contre la vie du premier consul; alors il se souleva d'indignation. Mais aussi il commença de pressentir l'issue du procès. Sa parole n'en fut que plus assurée. « J'ai soutenu, dit-il, les droits de ma famille; ma naissance et mon opinion me rendent à jamais l'ennemi de votre gouvernement. »

Le président chercha à lui montrer le danger de ses déclarations; il remercia le président. « Je sais, ajouta-t-il, le sort qui m'attend. »

Le procès, en effet, était fini; il n'y avait plus qu'à porter la sentence, et voici quelle en fut la formule :

« Aujourd'hui le 30 ventôse, an XII de la République,

» La commission militaire formée en exécution de l'arrêté du Gouvernement, en date du 29 du courant, composée des citoyens Hulin, général commandant des grenadiers de la garde des Consuls, président; Guitton, colonel du 1er régiment des cuirassiers; Bazancourt, colonel du 4e régiment d'infanterie légère; Ravier, colonel du 18e régiment de ligne; Barrois, colonel du 96e; Rabbe, colonel du 2e régiment de la garde de Paris; le citoyen Dautancourt, remplissant les fonctions de capitaine rapporteur, assisté du citoyen Molin, capitaine au 18e régiment d'infanterie de ligne, choisi pour remplir les fonctions de greffier, tous nommés par le général en chef, gouverneur de Paris,

» S'est réunie au château de Vincennes;

» A l'effet de juger le ci-devant duc d'Enghien sur les charges portées dans l'arrêté précité;

» Le président a fait amener le prévenu, libre et sans fers, et a ordonné au capitaine rapporteur de donner connaissance des pièces tant à charge qu'à décharge, au nombre d'une.

» Après lui avoir donné lecture de l'arrêté susdit, le président lui a fait les questions suivantes :

— » Vos nom, prénoms, âge et lieu de naissance?

» A répondu se nommer Louis-Antoine-Honoré de Bourbon, duc d'Enghien, né à Chantilly le 2 août 1772.

— » A lui demandé, s'il a pris les armes contre la France?

» A répondu qu'il avait fait toute la guerre, et qu'il persistait dans la déclaration qu'il avait faite au capitaine-rapporteur, et qu'il a signée. A, de plus, ajouté qu'il était prêt à faire la guerre, et qu'il désirait avoir du service dans la nouvelle guerre de l'Angleterre contre la France.

— » A lui demandé, s'il était encore à la solde de l'Angleterre?

» A répondu que oui; qu'il recevait par mois cent cinquante guinées de cette puissance.

» La commission, après avoir fait donner au prévenu lecture de ses déclarations, par l'organe de son président, et lui avoir demandé s'il avait quelque chose à ajouter dans ses moyens de défense, il a répondu n'avoir rien à dire de plus et y persister.

» Le président a fait retirer l'accusé; le conseil, délibérant à huis-clos, le président a recueilli les voix en commençant par le plus jeune en grade; le président ayant émis son opinion le dernier, l'unanimité des voix l'a déclaré coupable, et lui a appliqué l'art.   de la loi du   , ainsi conçu, et, en conséquence, l'a condamné à la peine de mort.

» Ordonne que le présent jugement sera exécuté de suite, à la diligence du capitaine-rapporteur, après en avoir donné lecture, en présence des différents détachements des corps de la garnison, au condamné.

» Fait, clos et jugé sans désemparer, à Vincennes, les jour, mois et an que dessus, et avons signé.

» Signé : P. HULIN, BAZANCOURT, RABBE, BARROIS, DAUTANCOURT, *rapporteur*, GUITTON, RAVIER. »

Tel était l'arrêt de la commission militaire ; et il attestait en effet cette ignorance profonde des lois que le général Hulin devait déplorer plus tard. Le texte même des lois invoquées pour motiver une sentence de mort n'y était pas rapporté : sorte d'irrégularité que les temps les plus barbares n'avaient pas connues ; il eut été moins énorme d'ordonner à des soldats, qui ne savent qu'obéir, de tuer le duc d'Enghien, et de leur épargner la honte de le condamner.

L'âme des juges dut rester troublée à de telles violations de ce que le bon sens révèle à tous les hommes en fait de justice. Aussi le général Hulin a raconté, depuis, que la commission essaya de s'absoudre en renvoyant le condamné au premier consul. « A peine le jugement fut-il signé, dit-il, que je me mis à écrire une lettre dans laquelle, me rendant en cela l'interprète du vœu unanime de la commission, j'écrivis au premier consul pour lui faire part du désir qu'avait témoigné le prince d'avoir une entrevue avec lui, et aussi pour le conjurer de remettre une peine que la rigueur de notre position ne nous avait pas permis d'éluder.

» C'est à cet instant qu'un homme qui s'était constamment tenu dans la salle du conseil, et que je nommerais à l'instant, si je ne réfléchissais que, même en me défendant, il ne me convenait pas d'accuser... Que faites-vous là ? me dit-il, en s'approchant de moi. — J'écris au premier consul, lui répondis-je, pour lui exprimer le vœu du conseil et celui du condamné.—Votre affaire est finie, me dit-il, en reprenant ma plume, maintenant cela me regarde. »

La commission eut donc à renfermer en soi sa douleur et ses remords ; et l'on sait que plusieurs de ses membres

sont restés leur vie entière sous le poids mortel de ce souvenir. Cet homme, que le général Hulin n'a pas nommé, mais qui s'est nommé lui-même [1], se chargea du reste. D'ailleurs tout était prêt, même la fosse pour la victime; on l'avait creusée avant que la commission eût écrit l'arrêt.

L'exécution se fit avec la même hâte; l'honneur en avait été remis aux gendarmes d'élite commandés par Savary, qui fut depuis duc de Rovigo; toutes les avenues de Vincennes étaient occupées; un fort détachement était rangé en bataille devant le château, en face du bois; derrière dans le fossé, un piquet venait de charger ses armes bientôt s'ouvre la petite porte de l'escalier qui descend dans le fossé; le prince paraît, précédé d'un gendarme portant une lanterne; il voit une fosse ouverte, et devant lui des soldats. « Grâce à Dieu! dit-il, je mourrai de la mort des braves! » Il se retourne vers les gendarmes qui le suivent, et demande un prêtre. « Veux-tu mourir comme un capucin? » lui cria, dit-on, une voix de sauvage du haut du parapet. Alors le prince s'adresse à l'officier qui commande les soldats, et qui a peine à retenir ses larmes : « Faites remettre, je vous prie, lui dit-il, cet anneau et ces cheveux à la princesse de Rohan. » Ce retard d'un instant parut long à l'homme qui continuait de veiller à cette affreuse justice et qui avait hâte de voir s'achever le drame; la même voix crie à l'officier d'en finir. « Allons, mes amis! » dit le prince aux soldats. Ce furent ses derniers mots.

Pendant ce temps une sombre horreur régnait au château, dans ce vieux château où Saint-Louis avait autrefois rendu une autre justice.

.... « Des conversations particulières s'étaient engagées, dit le général Hulin; j'attendais ma voiture qui, n'ayant pu entrer dans la cour intérieure, non plus que celle des autres membres, retarda mon départ et le leur. Nous étions nous-mêmes enfermés, sans que personne pût communiquer au dehors, lorsqu'une explosion se fit en-

[1] *Mémoires de M. le duc de Rovigo.*

tendre !... bruit terrible, qui retentit au fond de nos âmes, et les glaça de terreur et d'effroi[1]. »

C'était le duc d'Enghien qui tombait sous dix balles! Seize ans plus tard la famille de Bourbon avait repris le sceptre; des amis du nom de Condé s'en allèrent reconnaître les restes de l'infortuné dans la fosse où on les avait jetés. Son crâne était broyé; une balle, dirigée par une main tremblante, s'était égarée dans la jambe; on éleva une croix au lieu du supplice; et depuis, cette croix même a disparu; tant il y a de vicissitudes dans la vie des peuples, et de mobilité soit dans les crimes, soit dans les expiations de la politique! Mais l'histoire survit; c'est la grande vengeresse de la conscience de l'humanité!

Cependant, la nuit avait été agitée au palais du premier consul. Sa femme s'était jetée à ses pieds pour lui demander la vie du duc d'Enghien, et il avait repoussé ses supplications[2]. Le malheur de Bonaparte, le plus grand de tous les malheurs pour ceux qui commandent, était d'avoir sous la main des esclaves, non des conseillers. Nul n'avait eu la vertu de lui montrer l'horreur d'un meurtre inutile; nul ne lui eut parlé des malédictions qu'il allait amasser sur sa tête. Tout se borna à pallier les vices de la justice furtive qui venait de se faire; si on la rendait moins irrégulière, il importait peu qu'elle gardât son atrocité. On se hâta donc de remanier la sentence si étrangement libellée par le général Hulin, et, dès le matin, un autre jugement était rédigé, digne, cette fois, de passer par l'examen scrupuleux des juristes[3].

Mais l'horreur publique n'en devait pas être tempérée, et lorsque Paris apprit le drame de Vincennes, il se fit, dans toutes les âmes, un mouvement d'étonnement et de stupeur; on se crut reporté aux jours funestes des exécutions révolutionnaires! et vainement des voix complaisantes insinuaient qu'il avait fallu de la sorte prévenir des

[1] *Explication* du général Hulin.
[2] *Mém. de Bourrienne.*
[3] Ces deux jugements sont dans les *pièces justificatives des Mémoires du duc d'Enghien*, et aussi dans les *Mém. de Bourrienne*, 5e vol.

explosions de crime ; nul ne croyait au crime, de la part du duc d'Enghien. La raison publique n'eut plus qu'à s'égarer à la recherche des motifs qui avaient pu motiver un si brusque attentat, et chacun en fit le sujet de conjectures sur les desseins d'avenir du premier consul.

Quant aux hommes plus mêlés aux affaires de la politique, et aussi moins enclins à l'émotion, ils se bornèrent à juger le meurtre du duc d'Enghien par rapport à ses conséquences. Pour eux, ce n'était pas un crime, mais une faute ; ils y voyaient un défi jeté à la vieille France et à la vieille Europe, blessure inutile faite à la conscience de tous les peuples. Le premier consul risquait de la sorte de détacher sa destinée de tout ce qui constitue la durée des pouvoirs et la force morale des Etats. Il pourrait dès ce moment lui arriver de s'affermir, soit par des batailles, soit par des alliances ; mais sa puissance serait factice et matérielle ; il ferait plier les corps par la terreur, non les âmes par le respect. On admirerait son génie en le maudissant, et cela même semblerait le vouer à des fautes toujours nouvelles. Il appellerait la gloire à son aide, mais la gloire ne l'absoudrait ni devant lui ni devant les autres, et elle finirait par être son dernier péril.

Telle était la méditation des plus pénétrants, et bientôt elle se justifia par l'explosion des anathèmes qui partirent des divers points de l'Europe. Il se fit partout comme un tressaillement d'indignation. Toutes les cours s'épouvantèrent, et en quelques lieux l'horreur éclata par l'injure. A Berlin, le jour où arriva la funeste nouvelle, il y avait réception à la cour ; il ne se trouva personne qui voulût s'asseoir à la table de jeu avec l'ambassadeur de France, M. de Laforêt. Le peuple entier laissa éclater la même aversion, on fuyait le contact des Français comme s'il eût été funeste [1].

En Angleterre, l'émotion fut toute politique. « Bonaparte, dit le ministre Pitt, vient de se faire plus de mal que nous ne lui en avons fait depuis la déclaration de

[1] *Mém. de Bourrienne*, 7e vol., p. 284.

guerre. » La presse ne désigna plus le premier consul que sous le nom d'*assassin du duc d'Enghien*[1].

Et aussi le cabinet anglais pressentit aussitôt la facilité de faire des coalitions nouvelles. Le palais de Pétersbourg s'était ému ; toute l'Allemagne frémissait de douleur, et bien que la colère ne fît pas explosion partout comme à Berlin, la politique put espérer de voir la peur céder bientôt à l'aversion.

Mais où la douleur fut amère et l'indignation désolée, ce fut au cœur de la famille de Bourbon, qui avait été si souvent mutilée, mais ne l'avait pas été encore avec ce calcul de barbarie. Les lettres que s'écrivirent les princes dispersés de cette famille attendrissent l'histoire ; jamais la Providence n'avait fait passer des âmes royales par de tels déchirements.

« Je reçois l'affreuse nouvelle, mon cher cousin, écrivit Louis XVIII de sa retraite de Varsovie au prince de Condé. J'aurais plus besoin de recevoir moi-même des consolations que je ne suis en état de vous en donner. Une seule pensée peut nous en fournir : il est mort comme il avait vécu, en héros. Ah ! du moins que ce malheur n'en entraîne pas d'autres ! Songez que la nature n'a pas seule des droits sur vous, et que le vainqueur de Friedberg et de Berstheim se doit aussi à la France, à son roi, à son ami. Adieu, mon cher cousin. »

Et le vieux prince de Condé répondit au roi :

« L'affreux événement que j'éprouve et qui me brise le cœur, et qui le déchirera jusqu'à la fin de mes jours (heureusement prochaine), ne m'empêche pas d'être plus sensible que je ne puis dire à V. M. à l'obligeante et tendre lettre que je viens de recevoir d'elle. Cette lettre me pénètre d'une reconnaissance aussi profonde que les regrets qui l'occasionnent, et c'est tout dire. Votre Majesté sentira que, dans l'état où je suis, je ne serais pas lisible si j'écrivais longtemps, et j'espère qu'elle me pardonnera de finir en l'assurant qu'Elle n'a point de prince de son sang qui lui soit plus attaché que moi. »

[1] *Mém. de Bourrienne*, tom. VI, pages 4 et suiv.

« Ce n'est point un cousin que je perds, écrivit de son côté M. le duc d'Angoulême à ce vieillard désolé, c'est un frère ; et c'est à ce titre que je regrette infiniment de n'être pas auprès de vous, je ne dis pas pour vous offrir des consolations (car il n'en existe que dans la religion pour un pareil malheur), mais pour pleurer avec vous. »

« Malgré tout ce que j'ai souffert, disait à son tour Madame la duchesse d'Angoulême, et ce mot exprimait des angoisses que nulle langue ne pourrait décrire, malgré tout ce que j'ai souffert, les pertes cruelles que j'ai éprouvées, je n'aurais jamais pu imaginer l'événement affreux qui nous met tous dans le deuil. »

En chacune de ces lettres s'épanchait une cruelle douleur, mais nulle ne laissait échapper un cri de haine. Seul, le vieux prince de Condé ne put longtemps contenir son courroux ; sa douleur fit explosion par une adresse destinée aux souverains, et que l'histoire doit recueillir, puisque le malheureux père faisait appel à l'histoire.

« C'est le cœur percé de la plus cruelle des douleurs, que j'invoque ici le ciel vengeur des forfaits, que j'en appelle à toutes les puissances de la terre, à tous les peuples, à tous les souverains qui conservent encore de l'horreur pour le crime ; c'est à eux que j'ai recours dans mon affliction, pour dénoncer le forfait inouï qui s'est commis dans la personne de mon petit-fils le duc d'Enghien.

» Un monstre atroce, qui a usurpé le trône que les aînés de ma race ont rempli si glorieusement, a osé, contre toutes les lois divines et humaines, porter une main sacrilége sur le dernier rejeton de ma branche.

» De ma branche, de celle de Condé ! J'en appelle à l'histoire ; j'en appelle aux armées qui ont pu juger, dans ces derniers temps, si la victime de ce monstre était digne de la gloire de ses ancêtres.

» S'il suffisait des déchirements du remords auxquels l'âme d'un scélérat ne saurait échapper, je serais assez vengé ; mais il importe à la surface de la terre que l'accumulation de tant de crimes ne reste pas impunie. C'est à moi qu'il appartient d'en procurer l'effet.

» Que le roi, mon légitime souverain, que tous les princes de ce sang auguste dédaignent, méprisent les calomnies odieuses que ce tyran de ma patrie, ce fléau de l'Europe entière, répand audacieusement contre eux, je le conçois; j'en ferais autant dans toute autre situation. Mais le genre de douleur que j'éprouve ne me permet pas de me contenir dans la ligne de cette noble fierté. Comme père, je le redis encore, j'ai le droit, j'ai le devoir de demander vengeance à tout l'univers. »

Ainsi éclatait la désolation du chef de la race de Condé, frappée dans son dernier rejeton. L'histoire pardonne à la violence de cette plainte d'un vieillard; mais aussi elle admire l'indignation plus contenue de Louis XVIII. Il avait su qu'à l'occasion de la paix avec l'Espagne, le premier consul avait reçu l'ordre princier de la Toison-d'Or; il renvoya les insignes de cet ordre au roi Charles IV, avec la lettre suivante (12 avril) : « Monsieur et cher cousin, c'est avec regret que je vous renvoie les *insignia* de l'ordre de la Toison-d'Or, que S. M. votre père, de glorieuse mémoire, m'avait confiés. Il ne peut y avoir rien de commun entre moi et le grand criminel que l'audace et la fortune ont placé sur un trône qu'il a eu la barbarie de souiller du sang pur d'un Bourbon, du duc d'Enghien. La religion peut m'ordonner de pardonner à un assassin, mais le tyran de mon peuple doit toujours être mon ennemi.

» Dans le siècle présent il est plus glorieux de mériter un sceptre que de le porter.

» La Providence, par des motifs inexplicables, peut me condamner à finir mes jours en exil; mais jamais, ni mes contemporains, ni la postérité ne pourront dire que, dans les temps de l'adversité, je me suis montré indigne d'occuper jusqu'au dernier soupir le trône de mes ancêtres. »

Ainsi la famille de Bourbon protestait contre le meurtre du duc d'Enghien; à mesure que l'adversité la frappait de ses coups, elle s'agrandissait par la fierté devant le monde et devant l'Histoire.

Les fortes âmes suivirent le même élan. Châteaubriand venait d'être destiné à un poste diplomatique; le matin

même de la nuit fatale (21 mars), il était allé prendre congé du premier consul; mais, perdu dans la foule, il n'avait pu que remarquer son regard troublé et son allure effarée; rentré chez lui, il avait appris par les crieurs publics la nouvelle sinistre. A l'instant, il envoya au premier consul sa démission de ministre plénipotentiaire dans le Valais[1]: on le crut perdu; Bonaparte le laissa en paix. Mais autour du nom du glorieux écrivain commença dès lors à se former une puissance, d'abord toute littéraire, puis par degrés politique, laquelle, sans autre concert que l'admiration commune des choses grandes et des choses saintes, servit de lien aux âmes indépendantes, et finit par suppléer à l'éclat des protestations contre la servitude. Ainsi les lettres humaines allaient sauver ce qui restait de liberté et de dignité après tant de crimes.

Tel fut donc ce drame de la mort du duc d'Enghien. Il a fallu sortir de notre brièveté accoutumée pour en faire connaître les principaux incidents; car il a dans l'histoire une importance supérieure aux événements les plus éclatants de la politique. Par ce meurtre, médité et exécuté d'une façon si résolue, se révélèrent tous les desseins de Bonaparte. Quelques-uns avaient rêvé qu'il ne relevait le pouvoir que pour le rétablir sur sa base; il crut politique de les dissuader, comme pour être plus libre de suivre des vues d'une autre sorte. Mais il était fatal qu'il ne pût autrement les éclairer que par le meurtre; et son propre effroi, lorsque tout fut consommé, lui apprit que son ambition n'y avait rien gagné, si ce n'est des haines, des angoisses et des périls.

On a écrit que Bonaparte, après l'événement, s'enferma huit jours à Saint-Cloud, comme poursuivi par des visions semblables à celles qui épouvantèrent Néron après le meurtre d'Agrippine. Bonaparte, toutefois, avec l'extrême activité de sa pensée, eut bientôt fait de chasser les sombres images, et bientôt on le vit rendu à tous les soins accoutumés du Gouvernement.

[1] *Mém. de Bourrienne*, tom. V.

C'est alors qu'une loi prescrivit la réunion de toutes les lois civiles en un seul corps de lois, sous le nom de *Code civil des Français*.

Alors aussi les grandes réformes étaient poursuivies, les grandes inventions encouragées : c'est de cette année que date la Société pour la propagation de la vaccine. Tout se mêlait en cette tête extraordinaire : les pensées de bien et les pensées de mal, les organisations puissantes et les conceptions téméraires, la justice et la violence, la sagesse et le délire.

Et parmi ces préoccupations si ardentes et si diverses se faisaient de formidables apprêts de guerre.

Soixante mille hommes avaient été appelés pour fortifier les armées; on entrait dans un système qui dépasserait tout ce que le génie de la guerre avait connu en fait d'armements. En même temps, on reprenait le plan de ces flottilles qu'on avait une première fois déployées comme une menace pour l'Angleterre. On se mit à construire dans tous les ports et même sur les rivières de petites embarcations, chaloupes, prames, peniches, bateaux plats, dont la réunion devait se faire à Boulogne, au nombre de douze cents. Une escadre anglaise vint attaquer, en ce port, ces multitudes d'esquifs, mais sans leur faire éprouver de dommage.

Sur ces entrefaites, Pichegru avait échappé à l'accusation capitale par la mort [6 avril]. Il était enfermé à la tour du Temple; un jour on le trouva étranglé; le gouvernement publia un procès-verbal de ce suicide; mais l'opinion fut incrédule aux récits; le crime était devenu vraisemblable depuis le meurtre du duc d'Enghien : triste condition pour un pouvoir nouveau d'être exposé à tous les soupçons, comme s'il était condamné à n'être jamais innocent[1].

De tels événements, jetés au travers des grands événements qui captivaient l'Europe, remuaient profondément les âmes. Puis à cette émotion publique s'ajoutaient des émotions secrètes, produites par la rumeur des vieux partis, et surtout par l'exaltation de douleur du parti royaliste. On

[1] Voyez les *Récits de Bourrienne*, tom. VI.

savait l'impression qu'avait faite au loin la mort du duc d'Enghien. On savait les éclats de plainte de la famille de Bourbon; et ses protestations, timidement divulguées, nourrissaient à la fois les colères et les espérances. Mais le premier consul ne suivait pas moins tous ses desseins. Il aspirait à l'empire, et chaque résistance agaçait son ambition. Aussi bien la flatterie lui ouvrait les voies. Déjà quelques menées secrètes s'étaient faites dans le Sénat; le Conseil d'État avait même ouvert des délibérations sur l'hérédité. Il se trouva au Tribunat un membre obscur, nommé Curée, qui eut hâte de devancer les plus prompts, et de provoquer ouvertement le Corps législatif, comme pour faire violence à la retenue de Bonaparte. En ces occurrences, l'histoire, la morale, l'expérience, ne manquent jamais de venir en aide aux adulateurs; le droit même excuse ce qui est la violation du droit; et, comme la perpétuité des pouvoirs est un principe salutaire à la société politique, on s'efforce de l'établir après qu'on a tout fait pour la détruire.

« C'est sanctionner par les siècles les institutions politiques, vint dire Curée au Tribunat, et assurer à jamais le maintien des grands résultats qu'elles ont laissés après elles, que de ramener et de rétablir dans un cours de succession certain, authentique, héréditaire, le gouvernement qui est incorporé à ces grands résultats. » Et il s'ensuivait qu'il fallait frapper d'un coup décisif tous les ennemis de la France, en consacrant, par l'hérédité, le pouvoir que tous s'efforçaient d'atteindre par leurs trames. « Il ne nous est plus permis de marcher lentement, ajoutait Curée. Le temps se hâte; le siècle de Bonaparte est à sa quatrième année, et la Nation veut un chef aussi illustre que sa destinée. »

Avril 1804. — Le Tribunat, cette institution de l'an VIII, n'avait été qu'un simulacre et un nom de République dans une constitution façonnée pour le pouvoir absolu. Toutefois, ce nom même avait inquiété parfois le consul. Le Tribunat devait se composer de cent membres; Bonaparte, par un sénatus-consulte organique de 1802, les

avait réduits à cinquante; et ce petit nombre, dans le silence de la presse et des tribunes, était devenu un instrument d'empire que Bonaparte tenait et faisait mouvoir à son gré.

La proposition du tribun Curée trouva des applaudisseurs enthousiastes. Siméon les dépassa par le soin qu'il eut de revêtir l'adulation de la pompe des théories politiques.

« C'est moins d'une récompense, dont Bonaparte n'a pas besoin, disait ce tribun, que de notre propre dignité et de notre sûreté, que nous nous occuperons. Opposerait-on la possession longue, mais si solennellement renversée, de l'ancienne dynastie? Les principes et les faits répondent. Le peuple, propriétaire et dispensateur de la souveraineté, peut changer son gouvernement, et par conséquent destituer, dans cette occasion, ceux auxquels il l'avait confié. L'Europe l'a reconnu. La Maison qui régna en Angleterre n'a pas eu d'autres droits pour exclure les Stuarts. Il fallut qu'après les avoir repris, l'Angleterre chassât les enfants de Charles Ier. Le retour d'une dynastie détrônée, abattue par le malheur moins encore que par ses fautes, ne saurait convenir à une nation qui s'estime.... Qu'on ne se trompe pas, en regardant comme une révolution ce qui n'est rien qu'une conséquence de la Révolution; nous la terminerons; rien ne sera changé dans la Nation. »

Tous les autres rivalisèrent d'empressement; la Révolution avait été faite pour la liberté, tous la couronnaient par le despotisme. Toutefois, quelque scrupule mordait ces âmes, sans doute, et on le peut penser, à voir leur application à repousser le souvenir de l'*ancienne dynastie*. L'exemple de la révolution d'Angleterre servait à apaiser ce remords, et peu importait qu'il fût sans analogie avec la révolution de France. Le fait d'une usurpation de trône suffisait à ces politiques, fatigués de leurs hypocrisies de liberté, et aspirant au prix de la servitude.

Carnot et cinq ou six tribuns ne suivirent pas cette impulsion: Carnot, par le souvenir de son âpreté républicaine dans la Convention; les autres, par une logique qui gardait sa bonne foi et sa pudeur. Mais tout se précipitait.

Déjà même le Tribunat avait été prévenu par le Sénat conservateur, lequel, depuis deux mois, avait pris les devants par un vote secret porté au premier consul ; et, lorsque le message du Tribunat arriva au Sénat, François, de Neufchâteau, put répondre que, *dès le 27 mars, le Sénat avait fixé sur le même sujet la pensée attentive du premier magistrat ;* c'était à qui serait le premier aux pieds d'un maître. « Comme vous, citoyens tribuns, disait François, nous ne voulons pas la contre-révolution, seul présent que puissent nous faire ces malheureux transfuges qui ont emporté avec eux le despotisme, la noblesse, la féodalité, la servitude et l'ignorance. »

Et dans ce vote secret, le Sénat avait su trouver à soumettre à *cette pensée attentive du premier magistrat,* des raisons d'Etat qui avaient échappé aux tribuns.

« En réorganisant notre ordre social, avaient dit les sénateurs par la bouche de François, de Neufchâteau, votre génie supérieur a fait un oubli qui augmente peut-être vos dangers et nos craintes. Il manque à notre constitution une haute cour, un jury national. Vous avez eu la confiance qu'un pareil tribunal ne serait pas nécessaire ; mais, citoyen consul, vous vous devez à la patrie, vous n'êtes point le maître de négliger votre existence ; et le Sénat, qui, par son essence, est le conservateur du pacte social, demande que la loi s'explique sur le premier objet de votre conservation. » On voit jusqu'à quel point le Sénat poussait la liberté. « Ce jury national, ajoutait-il, ne suffit pas pour assurer en même temps et votre vie et votre ouvrage, si vous n'y joignez pas des institutions tellement combinées que votre système vous survive. Vous fondez une ère nouvelle, mais vous devez l'éterniser. L'éclat n'est rien sans la durée. Vous êtes pressé par le temps, par les événements, par les conspirateurs, par les ambitieux ; vous l'êtes, dans un autre sens, par l'inquiétude qui agite tous les Français. Vous pouvez enchaîner le temps, maîtriser les événements, mettre un frein aux conspirateurs, désarmer les ambitieux, tranquilliser la France entière, en lui donnant des institutions qui cimentent votre édifice, et

prolongent pour les enfants ce que vous faites pour les pères.

» Citoyen premier consul, soyez bien assuré que le Sénat vous parle ici au nom de tous les citoyens. Dans les cours étrangères, la saine politique vous tiendrait le même langage. Le repos de la France est le gage assuré du repos de l'Europe. »

Telle avait été l'initiative du Sénat; et Bonaparte feignit de méditer plusieurs jours sur une ouverture si solennelle et si grave. Il ne fallait pas qu'on le crût pressé de saisir la toute-puissance; il devait être seulement résigné à la subir. Après cette apparente délibération avec lui-même, il adressa enfin un message au Sénat.

« Votre adresse, lui disait-il, a été l'objet de mes méditations les plus constantes. »

Et, bien que le mot d'*hérédité* n'eût pas été prononcé par le Sénat[1], mais seulement le mot d'éternité, le premier consul ajoutait :

« Vous avez jugé l'hérédité de la suprême magistrature nécessaire pour mettre le Peuple Français à l'abri des complots de nos ennemis et des agitations qui naîtraient d'ambitions rivales. Plusieurs de nos institutions vous ont, en même temps, paru devoir être perfectionnées pour assurer sans retour le triomphe de l'égalité et de la liberté publique, et offrir à la Nation et au Gouvernement la double garantie dont ils ont besoin. »

Il rappelait ensuite, non sans un calcul d'habileté profonde, certaines maximes de souveraineté politique qui flattaient les souvenirs et les prétentions des corps publics, et il feignait d'avoir besoin plus que jamais du concours de la *suprême magistrature*, du *Sénat*, du *Conseil d'État*, du *Corps législatif*, des *colléges électoraux*, des *diverses branches de l'administration*, pour tout ramener à l'intérêt du Peuple Français, à son bonheur et à sa gloire.

« Je vous invite donc, disait-il enfin, à me faire connaître votre pensée tout entière.

» Le Peuple Français n'a rien à ajouter aux honneurs et

[1] C'est la remarque de Bourrienne.

à la gloire dont il m'a environné; mais le devoir le plus sacré pour moi, comme le plus cher à mon cœur, est d'assurer à ses enfants les avantages qu'il a acquis par cette Révolution qui lui a tant coûté, surtout par le sacrifice de ce million de braves, morts pour la défense de ses droits. »

Ce n'étaient là que des artifices, tristes imitations des habiletés de l'ambition humaine dans tous les temps. Mais tous les vœux étaient pénétrés, et un plus long déguisement eut ôté aux manéges leur dignité.

Le 4 mai, le second consul Cambacérès, le même qui avait trouvé, lors de la condamnation de Louis XVI, des paroles plus inhumaines que le régicide [1], alla donc, en tête du Sénat, déclarer à Bonaparte, « qu'il était du plus grand intérêt du Peuple Français de confier le gouvernement de la République à Napoléon Bonaparte, empereur héréditaire. »

Bonaparte fut néanmoins cette fois encore moins prompt que les flatteurs. Il eut l'air de délibérer, et peut-être la nouveauté de sa destinée étonnait sa résolution.

Mais le Sénat fit tomber ces jeux de résistance par un sénatus-consulte, le 18 mai. Cet acte ne décernait pas seulement l'Empire avec l'hérédité à Bonaparte, il transformait encore toute la constitution de la France. Le premier article était ainsi conçu : « Le Gouvernement de la République est confié à un Empereur qui prend le titre d'Empereur des Français ; » et le reste du sénatus-consulte traitait de l'hérédité, de la famille impériale, des grandes dignités de l'Empire, des serments, du Sénat, du Conseil d'Etat, du Corps législatif, du Tribunat, des colléges électoraux, de la haute cour impériale, de l'ordre judiciaire, de la promulgation, de la sanction enfin de la dignité et de l'hérédité de l'Empire par le peuple.

[1] « Citoyens représentants, en prononçant la mort du dernier roi des Français, vous avez fait un acte dont la mémoire ne passera jamais, et qui sera gravé, par le burin de l'immortalité, dans les fastes des nations. Qu'une expédition du décret de mort soit envoyée à l'instant au conseil exécutif, pour le faire exécuter dans les 24 heures de la notification. » Paroles de Cambacérès, dans la nuit du 19 au 20 janvier.

Cet acte décisif fut apporté à St-Cloud dans un grand appareil. Là, entouré d'un cortége de généraux, de magistrats, de législateurs qui tous s'étaient crus citoyens d'une République, Bonaparte reçut le Sénat qui venait le saluer empereur. Cambacérès portait la parole :

« Sire, lui dit-il. »

Et ce premier mot fit tressaillir tout le palais.

« Sire, le décret que le Sénat vient de rendre, et qu'il s'empresse de présenter à Votre Majesté impériale, n'est que l'expression authentique d'une volonté déjà manifestée par la Nation. »

Toute la harangue était un cri d'enthousiasme.

« Eh! comment le Peuple Français pourrait-il trouver des bornes à sa reconnaissance, lorsque vous n'en mettez aucune à vos soins et à votre sollicitude pour lui? »

L'orateur énumérait les bienfaits d'ailleurs très-véritables de Bonaparte, *la victoire rappelée sous les drapeaux, la règle et l'économie dans les finances, la Nation rassurée, les partis calmés, les autels relevés, les notions du juste et de l'injuste réveillées dans l'âme des citoyens.* « Enfin, et c'est là, sans doute, ajoutait Cambacérès, le plus grand des miracles opérés par votre génie; ce peuple que l'effervescence civile avait rendu indocile à toute contrainte, ennemi de toute autorité, vous avez su lui faire chérir et respecter un pouvoir qui ne s'exerçait que pour sa gloire et son repos. »

Après quoi Cambacérès entrait dans la question politique de l'hérédité. Le Peuple Français, disait-il, « a pendant des siècles goûté les avantages attachés à l'hérédité du pouvoir; il a fait une épreuve courte, mais pénible, du système contraire; il rentre, par l'effet d'une délibération libre et réfléchie, dans un sentier conforme à son génie.

» Il use librement de ses droits pour déléguer à Votre Majesté impériale une puissance que son intérêt lui défend d'exercer par lui-même.

» Il stipule pour les générations à venir; et, par un pacte solennel, il confie le bonheur de ses neveux à des rejetons de votre race.

» Ceux-ci imiteront vos vertus, ceux-là hériteront de votre amour et de votre fidélité. »

Et Bonaparte répondit :

« Tout ce qui peut contribuer au bien de la patrie est essentiellement lié à mon bonheur.

» J'accepte le titre que vous croyez utile à la gloire de la Nation.

» Je soumets à la sanction du peuple la loi de l'hérédité. J'espère que la France ne se repentira jamais des honneurs dont elle environnera ma famille. Dans tous les cas, mon esprit ne sera plus avec ma postérité, le jour où elle cessera de mériter l'amour et la confiance de la grande Nation. »

Après cette cérémonie d'acceptation impériale, Cambacérès et le Sénat coururent saluer l'impératrice Joséphine. Le jour même, Bonaparte, que l'histoire, dès ce moment, va désigner sous le nom de Napoléon, faisait acte de souveraineté en distribuant à sa famille et à ses fidèles les grandes charges instituées par le sénatus-consulte. Son frère Joseph fut grand-électeur, avec le titre d'altesse impériale ; Louis fut connétable avec le même titre ; Cambacérès devint archi-chancelier, et Lebrun archi-trésorier de l'Empire. Le lendemain, un décret décernait le titre de maréchal de France à un choix de généraux : Alexandre Berthier, Murat, Moncey, Masséna, Jourdan, Augereau, Bernadotte, Soult, Brune, Lannes, Mortier, Ney, Davoust, Bessières, Kellermann, Lefebvre, Pérignon, Serrurier, la plupart étonnés de recevoir de la main du plus jeune de leurs frères d'armes un tel prix de la gloire, tous fléchissant sous la magie d'une destinée qui ressemblait à un prodige et à un mystère.

Puis vinrent les hommages publics ; la langue française eut à rechercher des formes insolites pour égaler l'empressement et l'exaltation des flatteries. Le Sénat ayant été admis à prêter serment à l'Empereur, François, de Neufchâteau, fit en son nom une harangue : « Sire, disait-il, vous n'acceptez l'Empire que pour sauver la liberté ; vous ne consentez à régner que pour faire régner les lois ; vous ne fîtes jamais la guerre que pour avoir la paix. La liberté,

les lois, la paix, ces trois mots de l'oracle semblent avoir été réunis tout exprès pour composer votre devise et celle de vos successeurs. Vous n'aurez point eu de modèle et vous en servirez toujours. »

Telle était la rhétorique des adulateurs; l'emphase remplaçait la dignité; l'humilité des âmes s'épanouissait dans l'afféterie des paroles.

La France, au reste, suivit ces exemples; de tous les points il partit des adresses, où tous les corps publics rivalisaient d'idolâtrie : les évêques même exaltèrent dans leurs mandements le nouveau Cyrus. Et sans doute l'histoire pourrait s'étonner qu'on courût de la sorte à un tel pouvoir au lieu de l'accepter ou de le subir; mais, d'autre part, et l'histoire répète à dessein cette remarque, parce que son devoir est d'être équitable, d'autre part le souvenir récent de l'anarchie des Révolutions, de dix ans de ravage et de meurtre; et puis ces ruines soudainement réparées, les autels relevés, la patrie rouverte aux fugitifs, les familles se retrouvant à leur foyer avec une sécurité imprévue, les lois rétablies; des organisations fortes succédant à des institutions précaires; l'État affermi, la justice assurée, tous les bienfaits, en un mot, d'une administration régulière avaient aisément fait croire que Napoléon Bonaparte était un envoyé du ciel; et, à l'exception de quelques âmes inflexibles, la France le saluait comme un sauveur.

Ainsi fut inauguré l'Empire. Par un rapprochement lamentable, Dessalines se déclarait vers le même temps empereur à St-Domingue; mais la parodie ne fut pas seulement ridicule, elle fut atroce. Le noir féroce avait commencé par exciter ses frères à rechercher dans l'île tout ce qui pourrait y rester de blancs, cachés dans des huttes ou protégés par les anciens esclaves eux-mêmes. Jamais cri de mort n'avait été proféré par un être humain avec cette joie et cette convoitise du sang. « Soyez cruels et sans merci, avait-il dit dans une proclamation infernale [28 avril]; soyez semblables à un torrent en fureur qui a rompu ses digues, et qui emporte tout ce qui tente de s'opposer à ses flots. Où est le vil haïtien, si indigne de la

régénération, qui croie n'avoir pas accompli les décrets de l'Eternel, en exterminant ces tigres altérés de sang? S'il en est un, qu'il se retire par la fuite! la Nation indignée le rejette de notre sein; qu'il aille cacher sa honte loin de chez nous! l'air que nous respirons n'est pas fait pour ses organes grossiers; c'est l'air pur de la liberté auguste et triomphante. Oui, nous avons rendu à ces vrais cannibales guerre pour guerre, crime pour crime, outrage pour outrage. Oui, j'ai sauvé ma patrie, j'ai vengé l'Amérique. L'aveu que j'en fais à la face de la terre et du ciel fait mon orgueil et ma gloire: guerre à mort aux tyrans! »

Et à cet appel sanglant s'était achevée cette recherche des blancs, comme une recherche de bêtes sauvages; et on les avait égorgés avec des raffinements de cruauté dont s'effraya le monde civilisé, mais que par malheur la France ne pouvait déplorer qu'en baissant la tête au souvenir de ses propres barbaries; et enfin Dessalines, repu de sang, se fit couronner empereur d'Haïti, sous le nom de Jacques Ier, comme si Dieu permettait parfois que les élévations d'empire fussent mêlées de dérision, pour montrer quels instruments suffisent à son dessein, quand il veut humilier les rois ou punir les peuples.

Cependant Napoléon, empereur, donnait au gouvernement de la France des formes inusitées de grandeur, de pompe et d'éclat. L'institution de la Légion-d'Honneur, d'abord acceptée avec ambiguité par l'opinion, fut inaugurée avec solennité aux Invalides. Napoléon était habile à remuer l'imagination nationale; rien ne manqua à cette pompe pour exalter l'honneur public; on eut dit une renaissance de chevalerie. Et pourtant, chose étonnante! dans ce ressouvenir des vieux temps, la Révolution nouvelle gardait l'intégrité de ses opinions comme de ses haines. Lorsque tous les *dignitaires* de la Légion-d'Honneur eurent prêté serment à l'Empereur, comme auraient fait les chevaliers de l'Ordre à Louis XIV, le grand-chancelier, le sénateur Lacépède, prononça une harangue où se trouvaient ces paroles: « Aujourd'hui, tout ce que le peuple a voulu le 14 juillet 1789, existe par sa volonté. Il a voulu

l'égalité, elle est défendue par un gouvernement dont elle est la base. Il a voulu que la propriété fût sacrée, elle est rendue inviolable par toutes nos institutions. Répétez ces mots qui ont été déjà proférés dans cette enceinte, et qu'ils retentissent jusqu'aux extrémités de l'Empire : *Tout ce qu'a établi le 14 juillet est inébranlable, rien de ce qu'il a détruit ne peut reparaître.* »

Tel était le paradoxe de l'Empire, de concilier la Révolution qui avait détruit tout pouvoir avec le plus énorme pouvoir que la France eût jamais connu, d'allier l'égalité à un établissement de cour, la démocratie à une hiérarchie de féodalité, et la liberté même aux pratiques d'une dictature militaire. Et pourtant ce paradoxe était accepté du peuple, parce que dans cette organisation nouvelle, si le plus petit nombre devait toucher à la puissance ou aux honneurs, nul ne serait exclu du droit d'y prétendre. C'était là toute la Révolution.

D'autres contrastes devaient choquer davantage la raison publique ; c'était de voir autour de cet Empire des hommes, hier encore fiers de leur rigidité de tribuns, et vêtus de la carmagnole républicaine, se parer de titres chevaleresques et s'affubler de manteaux princiers. Ici la malignité fut à l'aise. Des régicides étaient sénateurs; des moines étaient ducs; des jacobins étaient princes; des évêques portaient l'épée; on eut dit un déguisement de théâtre, et aussi ce qui restait de la société ancienne eut peine à prendre au sérieux ces pompes d'aristocratie, et longtemps elle se dédommagea de la soumission par le persiflage et la satire.

Deux personnages appelèrent surtout l'attention et la malignité dans cette transformation de la Révolution française, Talleyrand et Fouché, l'un ayant mis au service de la société nouvelle un nom antique, avec les vices et le génie de la société disparue, l'autre s'étant façonné aux mœurs de l'Empire par les frénésies de la Convention, tous les deux ayant faussé les pratiques d'une vocation qui devait être sainte, tous les deux apostats ; l'un, toutefois, resté grand seigneur et s'imposant à la Révolution par des

allures de supériorité et de mépris; l'autre, effaçant mal ses souvenirs de jacobinisme par des airs de domination, et appliqué à se faire craindre, puisqu'il ne pouvait aspirer à être honoré.

Talleyrand avait quitté la France au moment où la Révolution s'amusait à frapper la tête des premiers qui l'avaient déchaînée; il y était rentré au moment où le Directoire pensait devoir tirer profit des talents et des caractères dressés à l'art de la corruption.

Fouché s'était glissé parmi les factions extrêmes, les servant tour à tour, et échappant de la sorte à leurs proscriptions.

L'un, ministre des affaires étrangères, semblait avoir été montré aux puissances encore régulières comme un représentant des traditions de la grande politique de la France; l'autre, ministre de la police, ou bien maître encore de la police quand le ministère était supprimé [1], était montré aux partis divers comme expression des expédients ténébreux de provocation et d'arbitraire.

Tels étaient les deux hommes dont la puissance agaçait le persiflage, si ce n'est que l'un le défiait par les habitudes d'une moquerie spirituelle, et que l'autre le déconcertait par le mystère d'une police redoutée.

En ce temps-là, les salons s'étaient rouverts et l'esprit national avait repris quelque vie. Mais ce qu'on appelle la société en France, c'est-à-dire cette partie du monde qui se distingue à la fois par l'élégance et par la vanité, par la politesse et par la morgue, par l'éclat des noms et par le mensonge des souvenirs, s'était retranchée dans une sorte de solitude d'où se jugeaient, avec des ironies secrètes, mais bientôt divulguées, les vices, les prétentions et les ridicules du régime politique qui venait de s'établir, et que protégeaient en vain la puissance, la fortune et la renommée. Le faubourg Saint-Germain s'était presque repeuplé. Quelques débris de vieilles existences avaient échappé au grand naufrage; l'opulence avait disparu, non les tradi-

[1] Voyez les *Mém. de Bourrienne*, tom. V., *passim*.

tions de luxe et de goût, et là, en de vieux hôtels démeublés, tendait à se refaire une autorité morale en regard de l'autorité de l'Empire, autorité qui s'exerçait par l'opinion, n'ayant plus à s'exercer par le privilége, et d'autant plus puissante qu'elle était désarmée.

Les femmes ne furent pas étrangères à cette autorité des salons. En elles revivait un souvenir de la vieille société, avec le dépit de ne plus régner sur la société nouvelle. Leur raillerie troubla plus d'une fois Napoléon ; devant leurs jugements, la gloire sembla n'être pas assurée d'elle-même, et, ne se croyant pas de force à les affronter par son génie, souvent il les attaqua par la police et les dérouta par les exils [1].

Autour de Napoléon, d'ailleurs, s'étaient élevées brusquement des existences toutes différentes de celles du faubourg St-Germain. Des armées de la République étaient sortis des généraux pleins de vaillance, tels qu'il les avait fallus dans ces soudaines transformations de la guerre ; mais plusieurs sans culture, quelques-uns mariés à des femmes d'une éducation vulgaire, de telle sorte que les élévations glorieuses mais soudaines, avec des habitudes de vie et de langage qui rappelaient une destinée différente, étaient une matière trop facile aux ironies.

Les princes de la famille de Napoléon furent surtout en butte au persiflage, et ainsi plus l'Empire s'entourait de pompe, plus la soumission se vengeait par la moquerie. La destinée de Napoléon n'en était point affaiblie, mais elle en était désolée. Le dépit même put ne pas laisser toujours la liberté à sa pensée et à ses actes, et, devant une société qui pour toute indépendance gardait la malignité, il risqua de fausser sa grandeur en l'exagérant, et de l'exposer au ridicule pour la rendre plus imposante.

Enfin une autre autorité apparaissait à la fois, celle des lettres ; et celle-là devait aussi importuner l'Empire nouveau.

[1] On connaît les exils de madame de Chevreuse, de madame de Staël, etc.

Il a été de mode de nos jours de jeter la raillerie sur la littérature de l'Empire. C'est une de ces fantaisies de l'opinion, qui aime à se rajeunir par le sophisme et le paradoxe.

Les lettres, sous l'Empire, n'étaient pas destinées à jeter le même éclat qui a marqué trois ou quatre grandes époques de l'histoire. Mais elles devaient arrêter l'esprit humain dans la décadence qui le précipitait depuis un siècle.

Le courant philosophique suivait sa marche; mais l'expérience des erreurs commençait à étonner les âmes, et une lutte ouverte put s'engager entre les opinions qui avaient perverti les lettres et celles qui devaient les relever.

A ce seul point de vue, le début du siècle ne mérite pas, comme on l'a cru, les dédains de l'histoire. Châteaubriand avait entouré de poésie les austérités du Christianisme; Bonald avait commencé de déraciner la philosophie matérialiste; le scepticisme survivait, mais déjà déconcerté par la foi, que partout on sentait renaître; la controverse dogmatique reprenait de l'autorité; la chaire avait retrouvé son éloquence; l'abbé Boulogne et l'abbé Frayssinous commençaient à se faire écouter; ce qui restait des meilleurs disciples de Voltaire désavouaient le scandale d'une école impie; la critique ramenait les esprits aux idées antiques; Laharpe et Marmontel, désabusés, avaient ressaisi le fil rompu de la tradition; quelques poëtes chantaient; et un certain goût d'élégance, quoique excessif, était une protestation contre les trivialités et les barbaries qui avaient déshonoré la langue révolutionnaire.

Telle fut la réaction qui se déclara dans les lettres; elle ne fut ni sans courage ni sans éclat. Les académies, réunies sous le nom nouveau d'Institut, résistèrent seules à cette impulsion. Là s'étaient réfugiées les opinions et les haines sceptiques. Là survivait le XVIIIe siècle avec l'obstination de ses préjugés. Aussi tout essor nouveau donné à la pensée humaine heurtait ces intelligences routinières. Châteaubriand ne fut pour elles qu'un novateur qui violait le goût. L'Institut ne croyait pas plus à l'imagination qu'au Christianisme; il était matérialiste, mais il était classique.

Or il arriva une chose étrange; c'est que Napoléon,

vaillance d'un soldat qui se croit en état de guerre. Tout fut dramatique dans la vie de cet homme; il voulut être pris comme dans un combat, afin de protester davantage contre le soupçon d'assassinat qui révoltait son héroïsme[1]. Mais l'accusation ne fut guère touchée de ce caractère de chevalerie. Déjà des formes insolites avaient été données à la justice, afin d'assurer la condamnation. Dès l'arrestation de Moreau et de Pichegru, un sénatus-consulte [28 février] avait suspendu pendant deux ans les fonctions du jury pour le jugement des attentats dirigés contre la personne du premier consul; et le lendemain une loi prononçait que le recèlement de Cadoudal et de ses complices serait frappé des mêmes peines que le crime principal. Enfin, un tribunal spécial avait été institué pour juger la conspiration, et l'instruction et l'accusation avaient été confiées à Thuriot, un ancien conventionnel régicide dressé aux pratiques de la justice d'exception; ses conclusions furent terribles; quarante-sept accusés étaient coupables de conspiration effective; ils devaient être punis de mort.

Entre les accusés, il y en avait un qu'on supposait poursuivi par une envie secrète de Napoléon, et son crime était sa gloire : c'était le général Moreau; et pour cela même une faveur soudaine s'était partout déclarée pour l'illustre vainqueur de Hohenlinden. Le tribunal ne pouvait se soustraire à l'impression des jugements publics; aussi bien, quelques juges effrayaient le gouvernement par l'intégrité de leur vie. De ce nombre était Clavier, le traducteur de Pausanias; on essaya de le disposer à l'iniquité en lui parlant de la clémence de Napoléon: « l'Empereur, lui disait-on, fera grâce à Moreau. » — « Et qui nous fera grâce, à nous? » répondit Clavier.

Ce procès avait ému Paris. L'armée frémissait au nom de Moreau; à l'audience, la vue de ce général au banc des accusés serrait le cœur du peuple pressé dans le prétoire, et, chaque fois qu'il se levait pour répondre au président, les gendarmes se levaient et se découvraient. La sympa-

[1] Voyez les récits de Bourrienne. — *Mém.*, tom. VI.

thie se peignait jusque dans le regard des juges. Un jour, on vit le général Lecourbe fendre les flots de l'auditoire, élevant un enfant dans ses bras : « Soldats, cria-t-il, voilà le fils de votre général! » C'était l'enfant de Moreau. Tous les soldats, spontanément, présentèrent leurs armes; un tressaillement soudain avait couru dans la salle ; Moreau resta calme et muet; un mot eut suffi pour renverser le tribunal et faire dans Paris une explosion.

Georges passionnait le public d'une autre manière : la curiosité se mêlait à l'intérêt; on voulait voir cet homme qui semblait n'être pas de son temps ; il faisait contraste par son attitude à la fois grave et moqueuse, résignée et ironique, avec celle de ceux qu'on appelait ses complices, et dont quelques-uns, disait-on, avaient accepté le rôle d'accusés suppliants.

Les réponses de Georges aux questions qui lui étaient faites ressemblaient à des sarcasmes. « Avez-vous quelque chose à répondre? — Non. — Convenez-vous des faits?— Oui. Et comme il n'avait pas l'air de se douter qu'il y eût là un tribunal et des juges, et qu'il fouillait dédaigneusement quelques papiers devant lui, le président Hémart l'avertissait du respect qu'il devait à la justice, et les questions continuaient. « Vous convenez d'avoir été arrêté dans l'endroit désigné par le témoin? — Je ne sais pas le nom de l'endroit. — Vous convenez d'avoir été arrêté? — Oui. —Avez-vous tiré deux coups de pistolet?—Oui.—Avez-vous tué un homme?— Ma foi, je n'en sais rien. — Vous aviez un poignard?— Oui.—Et deux pistolets?—Oui.—Avec qui étiez-vous? —Je ne le connais pas. — Où avez-vous logé à Paris? — Nulle part. — Au moment de votre arrestation, ne logiez-vous pas rue Montagne-Ste-Geneviève, chez une fruitière? — Au moment de mon arrestation, j'étais dans un cabriolet; je ne logeais nulle part. — Où avez-vous logé la veille de votre arrestation?—Nulle part. —Que faisiez-vous à Paris?—Je me promenais.—Quelles personnes y voyiez-vous? — Je n'en nommerai aucune, je ne connais personne. »

Telle était l'attitude méprisante et hautaine de Georges

Cadoudal. Il déconcertait la justice par sa forte résolution de mourir, car il savait que son procès c'était la mort.

Ce caractère d'énergie avait étonné tout le monde, excepté Napoléon, qui, au début de sa puissance, avait voulu l'attirer à lui, et avait éprouvé la rigidité de ses opinions et l'âpreté de son âme. « C'est un homme bien trempé, disait-il ; entre mes mains il aurait fait de grandes choses. » Mais Georges n'était à personne ; il avait résisté aux séductions ; il n'obéissait qu'à sa foi. On l'accusait pour une conspiration, pour lui c'était une bataille.

Près de ces deux hommes extraordinaires, s'effaçait le reste des accusés. Toutefois, les yeux ne tombaient pas sans attendrissement sur quelques jeunes gens dont les noms rappelaient de tristes et dramatiques vicissitudes, les deux frères Armand et Jules de Polignac, Charles d'Hozier, de Rivière, et quelques autres fidèles au souvenir des vieux rois. Plusieurs accusés étaient inconnus ; ils étaient de cette foule où la police de tous les temps est toujours assurée de saisir quelques affidés des trames politiques, même quand elles sont imaginaires.

Il y eut aux dernières séances du tribunal un incident qui fit couler des larmes. Les deux frères Polignac se disputèrent la mort. « Je n'ai plus qu'un vœu à former, dit Armand, c'est que si le glaive que vous suspendez sur nos têtes doit frapper quelques accusés, en faveur de sa jeunesse, si ce n'est en faveur de son innocence, sauvez mon frère, et faites tomber sur moi votre courroux. » Le lendemain, Jules dit à son tour : « Je n'ai pu hier, à cause de mon émotion, dire ma pensée. Que ce que vous a dit mon généreux frère ne vous engage pas à avoir égard à ses vœux ; si l'un de nous doit succomber, s'il en est temps encore, sauvez-le ; rendez-le aux larmes de son épouse ; je n'en ai point, comme lui, je sais braver la mort ; trop jeune encore pour avoir goûté la vie, puis-je la regretter ? — Non ! non ! s'écria Armand ; c'est moi qui dois périr. »

A la vue de ces deux frères demandant l'un pour l'autre la grâce de mourir, tout l'auditoire s'émut ; Georges seul restait impassible, et quelque peu dédaigneux. « Les débats

sont terminés ! » dit alors le président d'un ton accusateur ; et le tribunal alla délibérer.

Il délibéra tout le jour et toute la nuit. La foule continuait de se presser dans la salle et à ses abords, pleine d'anxiété, agitée par mille pensées, mais silencieuse et glacée.

« Nous attendîmes jusqu'à quatre heures du matin, dit un témoin, et une stupeur générale frappa l'assemblée quand Hémart eut repris le fauteuil, tenant en main l'arrêt du tribunal[1]. »

Georges Cadoudal, Bouvet de Lozier, Russillon, Rochelle, Armand de Polignac, Charles d'Hozier, de Rivière, Louis Ducorps, Picot, Lajolais, Roger, Coster St-Victor, Deville, Gaillard, Joyaut, Burbau, Lemercier, Jean Cadoudal, Lelan et Mérille étaient condamnés à mort.

Jules de Polignac, Leridant, le général Moreau, Rolland et Hisay étaient condamnés à deux ans de détention.

Cette arrêt fut comme un coup de foudre ; la foule s'éloigna consternée, et Paris se réveilla dans la stupeur.

Aussi les amis les plus vrais de Napoléon se mirent à le supplier de faire grâce ; le plus prompt fut Murat, son beau-frère, gouverneur de Paris. Mais sa parole fut impuissante ; Napoléon voulait croire qu'il avait couru de grands périls, et qu'une justice inexorable était nécessaire. La femme de Murat et l'impératrice Joséphine reprirent les supplications en y mêlant leurs larmes ; ces deux femmes, alors tout étonnées de la nouveauté de leurs destinées, et réservées à des retours plus prodigieux encore, gardaient en leur cœur la miséricorde et la bonté, cet ornement de toutes les fortunes. Joséphine surtout, que le meurtre du duc d'Enghien avait frappée d'une douleur sinistre, s'épouvantait à l'idée de meurtres nouveaux, et bien que sa tristesse importunât Napoléon, elle ne craignit pas de le fatiguer par ses prières et par ses pleurs. Elle suppliait surtout pour Armand de Polignac et M. de Rivière. Elle parvint à faire arriver Madame de Polignac aux pieds de son mari. « Mon

[1] Bourrienne.—*Mém.*, tom. VI.

Dieu, qu'elle était belle! » disait-elle ensuite en racontant ces scènes tragiques. Enfin quelque sensibilité se remua dans l'âme de Napoléon. « Madame, dit-il, c'est à ma vie qu'en voulait votre mari, je puis donc lui pardonner. » Et ce mot est comme un rayon du Ciel sur ces horreurs politiques. « Vous savez qu'il n'est pas méchant, ajoutait Joséphine dans son récit; ce sont ses conseillers et ses flatteurs qui lui font commettre de vilaines actions [1]. » Quelques autres grâces furent accordées; le général Rapp en arracha une par sa rude résistance; Bouvet de Lozier avait mérité la sienne par des révélations; Russillon, de Rivière, Rochelle, d'Hozier, Lajolais, Armand Gaillard furent enfin sauvés du supplice; les autres furent conduits à la mort le 25 juin. Leur courage fut calme et résigné; on avait fait courir le bruit que Georges avait eu sa grâce: « Je ne demande qu'une grâce, dit-il, c'est de mourir le premier. » Il voulait que ses compagnons emportassent la certitude qu'il ne leur avait pas survécu.

Telle fut la fin de cette conspiration de Georges et de Pichegru, conception moitié réelle, moitié factice, mêlée d'entreprises sérieuses et de complicités puériles, grossie enfin par la politique, et pour cela longtemps déniée par l'opinion.

Il arriva de cette conspiration ce qui arrive de toutes les conspirations qui ne réussissent pas, c'est qu'elle fortifia le pouvoir qu'elle devait renverser.

Après tant de punitions, Napoléon put croire que son pouvoir était désormais au-dessus des atteintes. Toutefois il songea à le faire ratifier devant le monde par l'autorité du Pape, comme s'il eût senti que le suffrage du peuple était insuffisant à créer le droit de régner et à le protéger contre des attentats nouveaux; et ainsi, même dans le triomphe de la force, il proclamait l'empire du droit, tel que la Religion toute seule peut le consacrer.

En même temps, il continuait d'exalter l'imagination populaire par l'idée d'une descente en Angleterre: près de

[1] *Mém. de Bourrienne.*

deux mille petits bâtiments étaient amoncelés dans les ports d'Etaples, de Boulogne, de Vimereux, d'Ambleteuse et de Calais; seize mille marins montaient cette immense flottille, et cent soixante mille hommes avec neuf mille chevaux étaient appelés à compléter les apprêts de l'expédition ; toute l'Europe avait les yeux fixés sur cette étonnante entreprise ; Napoléon la réglait par des ordres donnés à ses généraux avec une affectation de minutie. « Faites embarquer, disait-il, un grand nombre d'outils d'artillerie ; j'aurai le siége du château de Douvres, de Chatam, peut-être de Portsmouth à faire. Il est possible que j'aie assez de troupes pour les faire tous trois à la fois. » Et en même temps il assignait à chacun sa mission ; et à cet air de confiance et d'enthousiasme, l'armée comme la France put croire à un renouvellement des invasions des Saxons ou des Normands ; ce n'était qu'un éclatant déguisement de desseins d'une autre sorte [1].

C'est donc au milieu de ces émotions de la pensée publique, qu'on vit arriver le Pape Pie VII, pour achever par un grand coup de théâtre l'inauguration de l'Empire

Ce n'était pas sans de laborieuses négociations, qu'on avait obtenu du Pape l'acte de condescendance dont Napoléon espérait tirer la consécration définitive de son pouvoir. Ce qui restait d'évêques rebelles au Concordat, n'avait point cessé d'adresser à Pie VII des protestations contre le renversement des lois politiques de la France. Récemment encore, ils venaient de publier à Londres deux écrits, l'un ayant pour titre : *Déclaration sur les droits du roi ;* l'autre : *Suite aux réclamations canoniques et respectueuses* [2]. Ils déclaraient que nulle puissance n'avait pu altérer les droits que Louis XVIII tenait de sa naissance, ni rompre la foi des serments de ses sujets ; ils se plaignaient des prières ordonnées par le pouvoir nouveau ; ils protestaient contre la spoliation des biens ecclésiastiques, et aussi contre plu-

[1] Voyez les *Ordres* écrits de la main de Napoléon, *Mém. de Bourrienne*, tom. VII, fin du vol.

[2] *Mém. hist. sur les aff. eccl. de France*, tom. I.

sieurs dispositions du Code civil, qui étaient en effet une atteinte notoire au dogme catholique, particulièrement en tout ce qui concernait le mariage. Et chacune de ces plaintes semblait cacher une accusation contre le Pape, qui couvrait ces grandes altérations du droit politique et du droit ecclésiastique par la bienveillance de ses actes envers Napoléon.

Aussi n'était-ce pas sans anxiété que Pie VII avait à délibérer s'il viendrait donner à de telles plaintes soit un prétexte plus plausible, soit une énergie plus éclatante. Napoléon appliqua toutes les habiletés de sa politique à vaincre les scrupules du Pontife. Le Pape Etienne II, réfugié en France contre les Lombards, y avait sacré Pepin; Charlemagne avait été sacré à Rome par Léon III; on rappelait ce que ce double sacre avait amené de bien à l'Eglise; et un bien plus grand encore lui viendrait du sacre nouveau. Le cardinal Fesch, ministre plénipotentiaire à Rome, multipliait ses promesses; un aide de camp de l'Empereur, le général Caffarelli, fut envoyé au Pape pour lui assurer la restitution des légations de Bologne, de Ferrare et de Ravenne, que lui avait ôtées le traité de Tolentino; mais ce qui émut le Pontife, ce fut plutôt la crainte de heurter par son refus la toute-puissance d'un homme dont la bienveillance pouvait être profitable à la Religion après ses tempêtes, dont l'inimitié pouvait, au contraire, la rejeter encore en des épreuves redoutables. C'est pourquoi il voulut que son acquiescement aux instances de Napoléon fût dégagé de toute pensée d'intérêt politique; quelques cardinaux conseillaient d'exiger que la promesse des légations fût écrite; le Pape aima mieux faire un acte de bonne grâce, et il partit, en se fiant à la foi de l'Empereur et surtout aux destinées de l'Eglise.

Sur toute la route, on avait préparé au Pontife de grands honneurs; partout on lui fit des triomphes; mais l'ornement principal de cette pompe, ce fut l'affluence des multitudes catholiques, courant sur ses pas, recherchant sa bénédiction, tombant à genoux, et se relevant les yeux pleins de larmes; il pensa voir une nation inconnue, ou

bien un peuple dont l'histoire récente aurait été déshonorée par des fictions et des calomnies. Ce n'était plus la France athée et sanglante qui apparaissait devant lui; c'était la France fidèle et pieuse, la France des temps de ferveur et d'enthousiasme; ainsi arriva-t-il à Fontainebleau, le 25 novembre, tout ému des spectacles qui venaient de surprendre et d'attendrir sa piété.

Napoléon l'attendait en ce palais des vieux rois; il le reçut avec de grands témoignages, et, le 28, le Pape entra à Paris; il fut reçu aux Tuileries, et là, tous les grands corps de l'Etat, avec les archevêques et évêques, lui portèrent aussitôt leurs hommages.

Tout était prêt pour le sacre. Et d'abord, le premier décembre, le Sénat alla porter à Napoléon le dépouillement des suffrages de la France. Trois millions cinq cent vingt et un mille six cent soixante-quinze voix lui avaient décerné l'Empire; deux mille cinq cent soixante-dix-neuf le lui avaient dénié. En ces rencontres, les majorités et les minorités méritent à peine d'être comptées; les unes et les autres obéissent à une force indéfinie, qui emporte ou domine les volontés; et l'intervention du peuple apparaît comme une formalité, non comme une ratification. Le Sénat n'eut qu'à varier ses adulations: François, de Neufchâteau, portait la parole en son nom, et il trouva encore d'étonnants artifices de langage pour motiver la transformation nouvelle du pouvoir politique, et glorifier le génie qui « faisait entrer au port, disait le Sénat, le vaisseau de la République. »

« Oui, Sire, de la République! s'écriait l'orateur; ce mot peut blesser les oreilles d'un monarque ordinaire. Ici le mot est à sa place devant celui dont le génie nous a fait jouir de la chose, dans le sens où la chose peut exister chez un grand peuple. »

Et alors s'étalaient de beaux sophismes, pour montrer que la République ne se pouvait réaliser qu'en s'absorbant dans l'empire d'un seul; c'était l'éternel paradoxe des esclaves. Après quoi venaient encore les adulations.

« Si une République avait été possible en France, nous

ne saurions douter que vous n'eussiez voulu avoir l'honneur de l'établir, et, dans cette hypothèse, nous ne serions jamais absous de ne l'avoir pas proposée à un homme assez fort pour en réaliser l'idée, assez grand personnellement pour n'avoir pas besoin d'un sceptre, et assez généreux pour immoler ses intérêts aux intérêts de son pays. Eussiez-vous dû, comme Lycurgue, vous bannir de cette patrie que vous aviez organisée, vous n'auriez pas hésité. »

Mais l'hypothèse était chimérique, disait l'orateur, et il ne dépendait pas de Napoléon de créer une République dont personne ne voulait en France. « Sire, il est vrai, ajoutait-il, que votre vie est un tissu de prodiges; mais quand vous auriez pu ployer la nature des choses et le caractère des hommes au point de jeter un moment les masses de la France dans un moule démocratique, cette merveille n'eut été qu'une illusion passagère; si nous y eussions concouru, nous n'aurions forgé que des fers pour la postérité. »

Et alors il jetait un regard sur l'histoire.

« Le vaste miroir du passé, disait-il, est la leçon de l'avenir. »

Or, toutes les républiques célèbres dans l'histoire avaient été concentrées ou sur des montagnes stériles ou dans une seule cité; hors de là, ce régime avait fait dans tous les temps le désespoir et la ruine des provinces sujettes; et l'orateur concluait de ces souvenirs d'histoire que tout avait été chimérique dans l'œuvre des politiques de la Révolution, lesquels, « avant d'être désenchantés par une triste expérience, avaient adoré de bonne foi le fantôme trompeur qu'ils prenaient pour l'égalité. »

Donc l'égalité ne se réalisait que dans la forme monarchique, et l'orateur épuisait de rechef son érudition et sa logique à montrer que les vœux de la Révolution s'accomplissaient uniquement dans l'établissement de l'Empire. Et alors la thèse de la monarchie était développée à plaisir, comme si durant quinze ans les rhéteurs de la Révolution ne s'étaient pas appliqués à l'abolir par des paradoxes tout opposés; et le tout était couronné par un

vœu énoncé d'une façon presque impérieuse, dernière attestation de la liberté que le Sénat se réservait dans l'Empire.

« Sire, la conséquence de l'hérédité proclamée, c'est le dépôt dans nos archives des actes qui constatent l'état civil des princes du sang impérial. NOUS RÉCLAMONS ce grand dépôt, et le sénateur conservateur prie Votre Majesté de donner PROMPTEMENT les ordres nécessaires pour que ces actes importants, confiés à sa garde par l'article 13 du titre III de l'acte des constitutions du 28 floréal dernier, lui soient apportés dans les formes et avec la solennité qui peuvent garantir au peuple l'authenticité de ces actes, auxquels doit s'attacher l'éternelle durée de l'Empire français. »

Tel fut le langage du Sénat, langage inconnu dans la vieille monarchie de France, où les hommes n'avaient pas besoin de s'abaisser pour être fidèles, où le respect s'associait avec l'indépendance, et l'amour avec la dignité.

Napoléon jeta aux sénateurs quelques paroles qui laissaient croire qu'il prenait le trône comme s'il eût été un héritage. « Je monte au trône, dit-il, où m'ont appelé les vœux unanimes du Sénat, du Peuple et de l'Armée, le cœur plein du sentiment des grandes destinées de ce peuple que du milieu des camps j'ai, le premier, salué du nom de Grand. Depuis mon adolescence, mes pensées tout entières lui sont dévolues, et je dois le dire ici, mes plaisirs et mes peines ne se composent plus aujourd'hui que du bonheur ou du malheur de mon peuple. Mes descendants conserveront longtemps ce trône. Ils ne perdront jamais de vue que le mépris des lois et l'ébranlement de l'ordre social ne sont que le résultat de la faiblesse et de l'incertitude des princes. »

Le lendemain, le pape couronnait et sacrait à Notre-Dame Napoléon et sa femme Joséphine[1]. Grande nouveauté de voir un empereur, sorti de la Révolution, incliner son front devant le Pape, après que la Révolution avait déclaré une guerre à mort à la papauté, et recevoir de lui l'onction

[1] Joséphine Tascher de la Pagerie, veuve d'Alexandre de Beauharnais, mère d'Eugène de Beauharnais, resté longtemps populaire sous le nom de *prince Eugène*.

sacrée, après que toutes les doctrines modernes s'étaient résumées dans la proclamation de la force pure. Quels qu'aient été, depuis, les jugements des partis politiques sur la condescendance de Pie VII, l'Histoire ne voit pas moins dans cet acte éclatant de sa souveraineté spirituelle quelque chose qui passe la sagesse vulgaire des hommes. Ainsi était réhabilité le principe de l'autorité morale ; ainsi l'Église reprenait son empire ; ainsi le matérialisme était chassé de la politique, en dépit de tout ce que le pouvoir aurait encore de violent et d'arbitraire.

Au reste, la présence du Pape en France ne fut pas inutile à remuer les âmes chrétiennes et même celles que l'incrédulité du dernier siècle avait touchées de sa contagion. A l'aspect du Pontife, tout semblait se soulever d'enthousiame ; toutes les classes et tous les âges, les vieillards et les enfants, les hommes et les femmes s'ouvraient aux émotions d'amour. Les jeunes gens, que la Révolution avait glacés et qui ne savaient rien du Christianisme, affectaient, parfois, une impassibilité dédaigneuse ; puis la majesté clémente du Pontife les captivait, et l'attendrissement les faisait fléchir, lorsqu'ils se croyaient de force à résister au respect de la croyance. Aussi, n'est-ce pas sans raison qu'on a pu dire en Italie que le sacre de Napoléon fut la réhabilitation de tout ce qui fait l'ordre dans la société [1].

Ajoutons que durant son séjour à Paris, le Pape put voir de près et mieux connaître le clergé de France ; il calma les dissidences qui vivaient toujours, soit de la part de la vieille Église gallicane, soit de la part de la nouvelle Église constitutionnelle ; il apaisa les scrupules des fidèles, et désarma les rébellions des schismatiques ; puis il atténua les prétentions les plus menaçantes de l'État, telles qu'elles s'étaient produites dans les *articles organiques ;* il fit assurer l'existence encore précaire de vingt-quatre mille desservants, et il put croire enfin qu'après tant de témoignages reçus, son passage en France serait pour l'Église un long souvenir et un long bienfait.

[1] Le P. Ventura, Oraison fun. du pape Pie VII.

Il s'en retourna à Rome le 4 avril de l'année suivante.

Cependant Napoléon, béni et sacré, avait eu hâte d'aller demander à ses soldats une autre consécration de sa puissance. Le lendemain du couronnement, toutes les troupes qui se trouvaient à Paris furent réunies au Champ de Mars pour la distribution des aigles en remplacement des drapeaux de la République. Il entoura de pompe cette cérémonie ; il savait l'art de passionner l'armée ; et ce jour la multitude curieuse s'ouvrit aisément aux émotions d'enthousiasme militaire. En distribuant les aigles aux députations des corps, il leur adressa ces paroles : « Soldats, voilà vos drapeaux ; ces aigles vous serviront toujours de point de ralliement, ils seront partout où votre Empereur les jugera nécessaires pour la défense de son trône et de son peuple.

« Vous jurez de sacrifier votre vie pour les défendre, et de les maintenir constamment par votre courage sur le chemin de la victoire! Vous le jurez! » Et à ces mots un mouvement électrique avait couru dans tous les rangs, et un vaste cri avait répondu : « Nous le jurons! » A cette exaltation des soldats, partagée par le peuple, Napoléon put croire son empire à jamais enraciné dans toutes les âmes.

Mais une voix solitaire était partie de l'exil, c'était celle de Louis XVIII, qui, de sa retraite de Varsovie, n'avait pas vu sans frémissement cette érection solennelle d'une monarchie nouvelle, et qui avait fait parvenir à Paris une protestation, laquelle déjà circulait à l'insu du gouvernement. Le ministère de la police était alors supprimé; mais Fouché avait gardé ses moyens accoutumés d'espionnage, et il remit la protestation du Roi à l'Empereur. L'Empereur affecta du dédain, et fit publier la pièce au *Moniteur*, en même temps il rétablit le ministère de la police et le rendit à Fouché. Le ministre de la justice Régnier était puni de la sorte pour n'avoir pas été le plus prompt à découvrir cet acte que Napoléon feignait de mépriser.

Des préoccupations d'une autre sorte allaient d'ailleurs saisir l'opinion publique. Napoléon était rapidement revenu à ses desseins, un moment délaissés, de politique ; sa prin-

cipale pensée était d'armer le monde contre l'Angleterre; toute puissance qui résisterait à ses vues, lui serait ennemie. Dès ce moment, il fut aisé de pressentir un système continental, qui renfermait des nécessités de guerre universelle et permanente.

Tandis que Napoléon obtenait de l'Espagne une déclaration de guerre contre l'Angleterre, l'Angleterre signait une convention avec la Suisse et s'engageait à lui fournir un subside contre la France, premier indice des longs déchirements qui devaient se faire en Europe. Et c'est au milieu des pressentiments les plus sombres que s'ouvrit le Corps législatif.

« Si la mort, dit Napoléon, ne me surprend pas au milieu de mes travaux, j'espère laisser à la postérité un souvenir qui serve à jamais d'exemple ou de reproche à mes successeurs. Je ne veux pas accroître le territoire de l'Empire, mais en maintenir l'intégrité. Je n'ai point l'ambition d'exercer en Europe une plus grande influence, mais je ne veux point décheoir de celle que j'ai acquise. Aucun Etat ne sera incorporé dans l'Empire. »

Il voulait donc qu'on crût à sa modération, et c'est dans ce sens que parlèrent les ministres; la paix d'Amiens était la règle de la France, et l'Angleterre l'avait faussée en s'appropriant l'île de Malte, qu'elle avait promis de restituer; c'était le grief incessamment renouvelé de Napoléon; il dépendait donc de l'Angleterre d'empêcher la guerre, et c'était Napoléon qui gardait les conditions de la paix.

1805. — Et, pour achever d'ôter tout prétexte aux récriminations contre sa politique, Napoléon écrivit au roi d'Angleterre une lettre où il parlait de la paix comme s'il l'eût aimée.

14 janvier. — Il lui disait : « Monsieur mon frère! » Il ne doutait pas que le monde ne crût désormais à sa royauté, et, pour lui, il l'entourait de toutes les formules accoutumées de l'étiquette des vieilles cours. Et à son frère il demandait grâce pour l'humanité désolée par la guerre. « La France et l'Angleterre, lui disait-il, usent leur prospérité. Elles peuvent lutter des siècles. Mais leurs gouvernements

remplissent-ils bien le plus sacré de leurs devoirs? Et tant de sang versé inutilement et sans la perspective d'un but, ne les accuse-t-il pas dans leur propre conscience?

» Je n'attache pas de déshonneur, ajoutait-il, à faire le premier pas. J'ai assez, je pense, prouvé au monde que je ne redoute aucune des chances de la guerre. La paix est le vœu de mon cœur. » — Et il sollicitait le roi de ne pas se refuser au bonheur de pacifier le monde; une coalition, d'ailleurs, que pouvait-elle, sinon accroître la prépondérance continentale de la France?

Le roi d'Angleterre ne répondit pas à l'Empereur; ce fut le cabinet qui répondit au ministre Talleyrand : l'Angleterre voulait que la paix reposât sur des engagements qui pussent prévenir le renouvellement des malheurs de l'Europe; et elle ne pouvait répondre à l'ouverture qui venait d'être faite, qu'après qu'elle aurait pu communiquer avec les puissances du continent, « et particulièrement, ajoutait le cabinet, avec l'empereur de Russie, qui a donné les plus fortes preuves de la sagesse et de l'élévation des sentiments dont il est animé, et du vif intérêt qu'il prend à la sûreté et à l'indépendance de l'Europe. »

Une telle réponse, et dans une telle forme, était d'une signification qui ne permettait d'aucun côté les ambiguités et les tromperies.

8 mars. — Trois jours après, une loi ordonnait une levée de soixante mille conscrits. Tout alla se précipitant. Par un traité signé à Pétersbourg entre l'Angleterre et la Russie, l'empereur Alexandre s'obligea à mettre sur pied une armée de cent quatre-vingt mille hommes et à entrer dans une coalition dans le but de dégager le Hanôvre, d'arracher à la politique et aux armes de la France la Hollande et la Suisse, d'affermir l'Autriche, de délivrer le royaume de Naples, et de rétablir le roi de Sardaigne dans ses Etats d'Italie. Napoléon répondit aux actes menaçants de l'Europe en acceptant la couronne royale d'Italie, que lui offrait la République italienne. « De tant de provinces conquises, dit-il au Sénat, nous n'avons gardé que ce qui était nécessaire pour nous maintenir au même point de considéra-

tion et de puissance où a toujours été la France. Le génie du mal cherchera en vain des prétextes pour mettre le continent en guerre ; ce qui a été réuni à notre empire par les lois constitutionnelles de l'Etat y restera réuni. Aucune nouvelle puissance n'y sera incorporée ; mais les lois de la République batave, l'acte de médiation des dix-neuf cantons suisses, et ce premier statut du royaume d'Italie, seront constamment sous la protection de notre couronne ; et nous ne souffrirons jamais qu'il y soit porté atteinte. Dans toutes les circonstances et dans toutes les occasions, nous montrerons la même modération, et nous espérons que notre peuple n'aura plus besoin de déployer ce courage et cette énergie qu'il a toujours montrés pour défendre ses légitimes droits. »

26 mai. — Deux mois après, Napoléon allait à Milan poser sur sa tête la couronne de fer, et le prince Eugène était déclaré vice-roi d'Italie. La République de Lucques devint une principauté et fut donnée à une sœur de Napoléon, et un décret régla l'organisation du duché de Parme, comme dépendant du territoire de l'Empire.

Ainsi se déployait cet Empire, né de la République, et supplantant la République par des royautés, affectant la souveraineté de Charlemagne, et couronnant le dogme de l'égalité par le pouvoir du glaive.

Grand exemple de la facilité avec laquelle les peuples se plient à la domination, lorsqu'elle se montre forte et résolue !

Et il est vrai que Napoléon avait l'art d'intéresser la démocratie à sa puissance. En lui, la Révolution se croyait encore maîtresse ; il avait gardé sa langue, et par sa langue il satisfaisait ou captivait ses passions. La guerre, même faite aux vieux Etats, semblait une suite des systèmes et des destructions révolutionnaires ; et par là s'explique la popularité d'une politique sous laquelle la France allait épuiser sa fortune et sa vie.

9 août 1805. — Cependant l'Autriche ébranlée, amoindrie, humiliée par la domination française en Italie et sur le Rhin, sentait amèrement ses blessures.

Napoléon avait affecté, dans son apparition en Italie, de

faire manœuvrer une armée de 40 mille hommes dans la plaine de Marengo, comme pour célébrer, d'une façon plus insultante, la victoire qui avait été le point de départ de son élévation à l'Empire. Tout révélait un système politique, qui tendrait à l'abaissement indéfini de cette maison d'Autriche, dont la rivalité avait été si souvent désastreuse à la France. La Russie, de son côté, avait besoin de n'être pas séparée du Rhin par une neutralité systématique de l'Allemagne ; et l'Angleterre enfin, toujours menacée par les armements de Boulogne, s'efforçait de détourner cet orage ; aisément la double excitation de ces deux Etats entraîna l'Autriche, et le 9 août elle accéda au traité de Pétersbourg ; c'était une troisième coalition qui se levait en Europe contre la France.

Déjà l'Autriche avait de grands armements sur pied, elle n'eut qu'à les faire mouvoir. Le général Klénau envahit la Bavière, alliée de la France : et bientôt se déploya de ce côté une armée de 80 mille hommes, commandée par l'archiduc Ferdinand, sous la conduite du général Mack. En même temps, 30 mille hommes, sous les ordres de l'archiduc Jean, entrèrent dans le Tyrol, et l'armée d'Italie, commandée par l'archiduc Charles, s'avançait sur l'Adige.

C'était donner à Napoléon l'occasion d'une de ces manifestations par lesquelles il savait l'art de remuer l'imagination des peuples.

Il se rendit au Sénat avec solennité, et dénonça la conduite de l'Autriche comme oppressive de ses alliés : toutefois, c'est au génie de l'Angleterre qu'il renvoyait l'odieux des violences et la responsabilité des malheurs publics ; et, pour lui, il ne faisait que céder au devoir de protéger la Bavière et l'Italie ; c'était son honneur de secourir les faibles ; c'est pour les faibles qu'il allait tirer l'épée.

« L'Autriche et la Russie, disait-il, se sont réunies à l'Angleterre. La méchanceté des ennemis du continent s'est dévoilée ; ils craignaient encore la manifestation de mon profond amour pour la paix. Ils craignaient que l'Autriche, à l'aspect du gouffre qu'ils avaient creusé sous ses pas, ne revînt à des sentiments de justice et de modé-

ration ; ils l'ont précipitée dans la guerre. Je gémis du sang qu'il va en coûter à l'Europe ; mais le nom français en obtiendra un nouveau lustre... Mon peuple m'a donné dans toutes les circonstances des preuves de sa confiance et de son amour... Dans cette circonstance si importante pour sa gloire et la mienne, il continuera de mériter le nom de grand peuple, dont je le saluai au milieu des champs de bataille. »

La guerre n'allait donc être qu'une défense, et le Sénat n'avait qu'à répondre à cette générosité par l'applaudissement et aussi par des levées d'hommes.

Deux sénatus-consultes ordonnèrent la levée de quatre-vingt mille conscrits de 1806, et la mise en activité des conscrits des cinq années précédentes : un troisième organisa les gardes nationales pour le maintien de l'ordre dans les cités et pour la défense des côtes et des frontières. On entrait dans un système de guerre que les précédents capitaines n'avaient pas connu, où l'on verrait des masses armées se mouvoir, se choquer et se détruire, sans qu'une seule victoire ou une seule défaite dût suffire à venger les affronts ou à résoudre les difficultés politiques qui auraient donné lieu à de tels conflits, comme si dans la civilisation nouvelle la guerre ne devait plus être qu'une vaste extermination d'armées, de peuples et d'Etats.

Mais bien que Napoléon feignît d'être provoqué et surpris, ses dispositions d'attaque plutôt que de défense étaient prises partout avec un ensemble qui dut étonner et déconcerter tous les hommes de guerre de l'Europe.

Vingt mille voitures furent soudainement employées à transporter les corps formés sur les points divers de l'Empire : jamais activité semblable ne s'était vue, et cette rapidité même contribuait à exalter l'enthousiasme. Du 26 au 30 septembre, une armée formidable, qu'on appela la grande armée, divisée en sept corps, se trouvait jetée sur la rive droite du Rhin ; le premier corps, commandé par Bernadotte, le deuxième par Marmont, le troisième par Davoust, le quatrième par Soult, le cinquième par Lannes, le sixième par Ney, le septième par Augereau ; une grande réserve de cavalerie était commandée par Murat, ayant

sous ses ordres Nansouthy, d'Hautpoul, Klein, Beaumont, Walther; cette armée présentait un ensemble de cent soixante mille combattants.

En même temps Masséna allait prendre le commandement de l'armée d'Italie. Un traité signé à Paris avec Ferdinand IV, roi de Naples, avait assuré la neutralité de ce monarque; Napoléon, de son côté, s'était obligé à retirer ses troupes de son royaume. L'armée de Masséna se trouva de la sorte d'une force disponible de quatre-vingt mille hommes, et il put marcher librement sur l'Adige, où se trouvait déjà l'armée de l'archiduc.

Enfin, trois corps d'armée de réserve allaient se former à Boulogne, à Mayence et à Strasbourg, et trois camps volants de grenadiers étaient établis à Rennes, dans la Vendée et à Marengo.

Rien n'avait été omis dans ces apprêts de lutte; tous les périls avaient été prévus; la promptitude égala la prudence; en quinze jours l'armée de Napoléon entrait au cœur de l'Allemagne, et menaçait toutes les capitales. Lui-même l'avait devancée, en courant se mettre à la tête des Bavarois, avec lesquels il remporta les premiers succès; et alors parut à l'ordre la proclamation suivante :

« Soldats, la guerre de la troisième coalition est commencée. L'armée autrichienne a passé l'Inn, violé les traités, attaqué et chassé de sa capitale notre allié. Vous-mêmes vous avez dû accourir, à marches forcées, à la défense de nos frontières. Mais déjà vous avez passé le Rhin; nous ne nous arrêterons plus que nous n'ayons assuré l'indépendance du corps germanique, secouru nos alliés, et confondu l'orgueil de nos injustes agresseurs. Nous ne ferons plus de paix sans garantie; notre générosité ne trompera plus notre politique.

» Soldats, votre Empereur est au milieu de vous. Vous n'êtes que l'avant-garde du grand peuple; s'il est nécessaire, il se lèvera tout entier à ma voix pour confondre et dissoudre cette nouvelle ligue qu'ont tissue la haine et l'or de l'Angleterre.

» Mais, soldats, nous aurons des marches forcées à

faire, des fatigues et des privations de toute espèce à endurer; quelques obstacles qu'on nous oppose, nous les vaincrons, et nous ne prendrons de repos que nous n'ayons planté nos aigles sur le territoire de nos ennemis. » Tel fut le défi de guerre de Napoléon.

Ce n'est point l'objet de la présente histoire, on l'a vu déjà, de raconter des batailles; elle ne saurait non plus s'abstenir de les noter. Les batailles sont tout le génie de la grande période où nous sommes; c'est par la guerre que se manifeste la révolution profonde qui va transformer l'Europe.

Dès le 6 octobre, l'Empereur Napoléon a jeté ses principaux corps d'armée dans la Franconie; il s'est placé sur les derrières de l'armée ennemie, et il évite ainsi d'avoir sur ses flancs les débouchés du Tyrol: la rapidité de sa marche a déconcerté la lente stratégie des Autrichiens.

Le 8, le maréchal Murat, appuyé du maréchal Lannes, enveloppe à Wertingen une division ennemie qui, dans la fuite, tombe en partie aux mains du général Oudinot. Ney met en déroute l'archiduc Ferdinand, à Guntburg; Soult occupe Augsbourg; Bernadotte entre à Munich. Soult ensuite marche en avant sur l'Iller et s'empare de Mimmingen; Ney poursuit ses succès, et combat à Elchingen avec éclat : trois mille autrichiens sont prisonniers; c'était, dit Bourrienne, une victoire par jour; on eut dit un temps fabuleux. Le corps principal de l'armée autrichienne reste isolé sur la rive gauche du Danube. ; le général Mack se renferme dans Ulm. Alors paraît une colonne de soixante mille Russes sur la rivière de l'Inn ; mais entre cette rivière et Munich se déploie Bernadotte : le secours des Russes sera vain ; Mack enserré dans Ulm avec trente mille hommes ne tente pas de rompre les corps d'armée qui l'entourent ; la rapidité des mouvements de Napoléon semble avoir tout glacé, génie et courage. Mack, après trois jours, capitule et rend la place avec ses magasins et son artillerie [1]. L'armée prisonnière est envoyée en France ;

[1] Voyez dans les *Mém. de Bourrienne* le récit de cette capitulation, fait par M. de Ségur, qui avait été envoyé en parlementaire par Napoléon.

soixante canons attelés et trois mille chevaux restent aux mains des Français ; seize généraux avec tous les officiers sont renvoyés sur parole. Nulle victoire n'eut eu un tel prix, ni de telles suites. En moins de quinze jours, l'armée autrichienne avait perdu cinquante mille prisonniers, et elle était réduite à s'abriter derrière l'Inn. De son côté, Murat avait atteint de nouveau les Autrichiens commandés par le général Werneck, et l'avait forcé de capituler avec sa division ; la haute Autriche s'ouvrait à l'armée partout victorieuse.

Alors Napoléon put à bon droit féliciter son armée ; il lui adressa une proclamation.

« Soldats de la grande armée, disait-il, en quinze jours nous avons fait une campagne ; ce que nous nous proposions de faire est rempli : nous avons chassé de la Bavière les troupes de la maison d'Autriche, et rétabli notre allié dans la souveraineté de ses États. »

Après quoi il récapitulait les actes de cette campagne.

« De cent mille hommes qui composaient cette armée, soixante mille sont prisonniers ; ils vont remplacer nos conscrits dans les travaux de la campagne.

» Deux cents pièces de canon, tout le parc, quatre-vingt-dix drapeaux, tous leurs généraux sont en notre pouvoir. Il ne s'est pas échappé de cette armée quinze mille hommes.

» Soldats, je vous avais annoncé une grande bataille ; mais, grâce aux mauvaises combinaisons de l'ennemi, j'ai pu obtenir les mêmes résultats sans courir aucune chance ; et ce qui est sans exemple dans l'histoire des nations, un pareil résultat ne nous affaiblit pas de quinze cents hommes hors de combat. »

Il rapportait ensuite à la vaillance de son armée de si etonnants succès, et il lui en annonçait de nouveaux et de prochains.

« Cette armée russe, ajoutait-il, que l'or de l'Angleterre a transportée des extrémités de l'univers, nous allons lui faire éprouver le même sort.

» A ce combat est attaché plus spécialement l'honneur de l'infanterie française ; c'est là que va se décider, pour

la seconde fois, cette question qui l'a déjà été une fois en Suisse et en Hollande, si l'infanterie française est la première ou la seconde de l'Europe.

» Il n'y a pas là de généraux contre lesquels je puisse avoir de la gloire à acquérir ; tout mon soin sera d'obtenir la victoire avec le moins d'effusion de sang possible ; mes soldats sont mes enfants. »

Ainsi parlait Napoléon à son armée. En la glorifiant, il délibérait avec elle ; il la faisait participer à ses desseins. Etonnante façon de l'exalter en l'identifiant avec son génie !

Mais la guerre ne nous était pas heureuse sur les mers, bien qu'elle eût débuté avec éclat.

Une escadre, partie de Rochefort dès les premières ruptures avec l'Angleterre, était allée attaquer *la Dominique ;* les troupes commandées par le général Lagrange avaient fait une descente, avaient surpris et enlevé la garnison avec son artillerie, et détruit tous les bâtiments dans le port. De là, l'escadre était allée ravitailler la Guadeloupe ; puis elle avait porté le ravage dans les îles anglaises de Monferrat et de Saint-Christophe ; et, après avoir débloqué Santo-Domingo, investie par les Noirs de la partie française, elle avait pu rentrer dans la Charente, riche de butin et n'ayant éprouvé aucun dommage.

Mais, peu après, l'amiral Villeneuve éprouva un premier échec dans une rencontre de sa flotte avec celle de l'anglais Robert Calder. Deux vaisseaux espagnols, qui faisaient partie de la flotte française, tombèrent au pouvoir de Calder, par l'effet de manœuvres mal saisies ou mal exécutées au milieu d'une brume épaisse. Ce ne fut que le prélude d'un plus grand désastre. Le 21 octobre, deux flottes formidables se rencontraient à la hauteur du cap Trafalgar, à dix lieues Est de Cadix : l'une composée de dix-huit vaisseaux français et de quatorze vaisseaux espagnols, l'autre de vingt-huit vaisseaux anglais ; la première commandée par Villeneuve, la seconde par Nelson ; Villeneuve illustré par des défaites, Nelson illustré par des victoires ; d'un côté l'impéritie, de l'autre la gloire. La lutte fut horrible, acharnée. Villeneuve avait réglé d'avance

son ordre de bataille ; il ne le sut pas modifier en présence des dispositions de son ennemi, ou bien l'autorité manqua à son commandement pour donner aux manœuvres de la précision, de la rapidité et de l'ensemble ; il ne resta à la flotte française que le courage désespéré, et cette résolution intrépide qui fait les morts héroïques à défaut des triomphes glorieux.

La flotte française fut ravagée : quatre vaisseaux furent pris, trois brûlés, trois coulés bas, dix échoués ; huit purent rentrer à Cadix ; quatre n'avaient pas été dans la mêlée, ils s'éloignèrent intacts pour tomber quelques jours après au pouvoir d'une autre escadre ennemie ; l'amiral Villeneuve était prisonnier, le contre-amiral Magon tué ; l'amiral espagnol Gravina grièvement blessé, ainsi que le contre-amiral Alava ; un autre contre-amiral, Cisneros, prisonnier. La flotte anglaise avait aussi ses ravages : seize de ses vaisseaux étaient mis hors d'état de tenir la mer ; mais la perte la plus cruelle était celle de son amiral : Nelson avait été tué d'un coup de mousqueterie, parti d'un vaisseau français qui tentait l'abordage.

Cette journée de Trafalgar fut fatale à la marine française ; elle balança tristement les rapides victoires des armées de terre ; et longtemps ce souvenir, ajouté à celui d'Aboukir, devait peser sur la gloire de Napoléon et sur les destinées de son empire.

Mais il ne suivait pas moins sa fortune en Autriche. L'empereur Alexandre avait visité à Berlin le roi de Prusse Frédéric-Guillaume ; là, les deux monarques s'étaient liés par des traités secrets, et même ils avaient juré sur le tombeau de Frédéric une guerre immortelle à la France. Et tandis que ces jeunes imaginations royales s'exaltaient par de tels serments, Napoléon faisait passer l'Inn à sa grande armée [le 28 octobre]. Lannes occupa Braunau ; Bernadotte, Saltzbourg ; l'arrière-garde des corps russes qui marchaient au secours de l'Autriche fut battue à Amstetten ; Davoust occupa Steyer, dans la haute Autriche ; Inspruck et Hall tombèrent au pouvoir de Ney ; tout fuyait devant nos généraux ; l'armée autrichienne du Tyrol était disper-

sée ; Davoust battait à Marienzell le corps de l'autrichien Meerfeldt ; Marmont entrait à Léoben, dans la Styrie ; Mortier avec cinq mille hommes, engagé dans un défilé à Diernstein sur la rive gauche du Danube, rompait un corps de vingt mille russes, et rejoignait sa division sur la rive droite ; et ainsi, par mille combats épars, on arrivait aux portes de Vienne, laissant par derrière ou chassant devant soi des armées russes et autrichiennes déroutées et meurtries par ces coups imprévus de stratégie.

En Italie, l'archiduc Charles soutenait mieux l'honneur de ses armes. Masséna ayant passé l'Adige, s'était heurté contre le vaillant homme de guerre ; le combat avait été sanglant à Caldiéro, près de Vérone, et l'archiduc était resté maître du champ de bataille. Mais les renforts conduits de Naples par Gouvion-St-Cyr arrivaient à marches forcées, et devant des forces inégales l'archiduc se replia sur Palma-Nuova. Tout, d'ailleurs, cédait à la fortune de Napoléon.

13 novembre.—Déjà son armée était devant Vienne ; l'armée autrichienne n'avait pu songer à s'y défendre ; la garde du pont du Thabor avait été seulement confiée à des officiers, qui s'apprêtaient à le faire sauter, lorsque Lannes et Murat, par une supercherie militaire, trompèrent leur courage, les firent prisonniers, et précipitèrent une colonne choisie de grenadiers sur les travaux de la mine. La ville s'ouvrit de la sorte, et Napoléon alla s'établir au palais de Schœnbrunn, d'où il dirigea la suite de ses desseins de guerre et de politique [1].

C'est là que lui arriva la fatale nouvelle du désastre de Trafalgar. Et ce n'était pas la seule qui vint troubler la joie de ses succès. Il apprenait en même temps des malheurs d'une autre sorte ; d'affreuses banqueroutes s'étaient déclarées à Paris, par suite des entreprises aventureuses de deux financiers, Ouvrard et Desprès ; le trésor public en

[1] Voyez le récit de cette aventure telle que Lannes l'avait racontée à Bourrienne.

Mém. de Bourrienne, tom. VII.

avait été atteint; la banque en avait reçu le contre-coup; l'épouvante s'était mise dans les affaires, et une crise horrible sembla menacer l'Etat et les particuliers d'une ruine entière [1].

Napoléon entoura de secret la nouvelle de tous ces malheurs, se réservant soit de les réparer, soit de les punir.

Les Russes, poursuivis au delà de Vienne, avaient proposé un armistice; Murat l'avait accepté; Napoléon le refusa : la guerre reprit toute son activité.

Davoust courut s'emparer de Presbourg; Augereau, de son côté, avait traversé les défilés de la Forêt-Noire, avait chassé les Autrichiens de Lindau et de Bregentz, et avait fait capituler un corps de huit mille hommes, commandé par Jellachich; tout le Voralberg restait aux Français; les vaincus étaient poussés vers la Moravie et la Bohême. Seulement, un petit corps de Russes arrêta à Juntersdroff, à dix lieues nord de Vienne, l'armée de Murat, de Soult et de Lannes; cette ferme résistance protégea quelques moments la retraite; mais le torrent suivait toujours, guidé et précipité par Napoléon, qui poursuivait une rencontre éclatante et décisive.

Déjà une seconde armée russe apparaissait à Wischau, à six lieues de Brunn, en Moravie; les forces alliées allaient se trouver réunies sous le commandement du général Kutuzow. Un choc était prochain, et il allait être terrible.

D'autre part, l'armée d'Italie s'était avancée sur l'Isonzo, et avait occupé Udine et Palma-Nova, et l'avant-garde de Ney s'était établi dans le Haut-Adige. Dans cette immense opération, tout tendait à la jonction de l'armée d'Italie avec la grande armée. Mais un instant la précipitation des succès sembla pouvoir devenir funeste.

L'armée française était engagée dans la Moravie; devant elle, les Russes s'étaient repliés, et elle occupait Brunn à leur place. Une ligne de quatre-vingt lieues s'étendait de Brunn à Trieste où Masséna venait d'entrer; ligne immense qui, rompue, exposait les corps épars à des at-

[1] Ces désastres sont racontés par Bourrienne.—Ibid.

taques désastreuses. Sur la gauche, la Bohême était en insurrection; à la droite, les Hongrois présentaient des masses armées; et par eux l'archiduc Charles communiquait avec Kutuzow. Enfin Masséna était arrêté en Italie par l'apparition soudaine d'une flotte anglaise, et l'archiduc, devenu plus libre, avait pu s'avancer sur Vienne: son approche avait rendu le courage aux populations, et la ville était pleine de fermentation et de menace. La marche en avant de l'armée française appelait donc une lutte extrême. A ce moment, le roi de Prusse envoya à Napoléon un *ultimatum* dont le rejet devait être la guerre; mais aussi la jonction de l'armée d'Italie avec la grande armée venait de se faire à Klagenfurth; Napoléon, balançant ces chances contraires, n'eut qu'à les résoudre par un coup soudain. Quelques paroles de négociations étaient pourtant échangées, et au moment où Napoléon avait arrêté ses desseins pour une action décisive, on vit arriver un aide de camp de l'empereur Alexandre, le prince Dolgorowski; il était porteur de messages de paix, mais avec des formes qui méconnaissaient la souveraineté impériale de Napoléon, ou avec des propositions qui allumèrent sa colère. « Vous seriez sur les hauteurs de Montmartre, s'écria-t-il, que je ne répondrais qu'à coups de canon à de pareilles impertinences[1]. »

On était au 2 décembre, et l'hiver était atroce. Napoléon groupait autour de lui quatre-vingt mille hommes; en face il avait deux armées, une armée russe de soixante-quinze mille hommes; un débris d'armée autrichienne, de vingt-cinq mille; des deux côtés une artillerie formidable; du côté des ennemis une cavalerie supérieure par le nombre; mais les Français, enivrés par une suite éclatante de succès, les Autrichiens troublés par leurs fuites, les Russes embarrassés par leur nombre; d'une part des préparatifs faits avec résolution; de l'autre des dispositions prises avec incertitude. La vaillance allait être égale, mais l'issue était d'avance indiquée.

[1] Paroles citées par le général Rapp.—*Mém. de Bourr.* tom., VII. — Bourrienne dit qu'on parla d'une lettre de l'empereur Alexandre, qui portait pour suscription: *au chef du Gouvernement Français.*

Kutuzow, avec de la temporisation, pouvait arrêter la fortune de Napoléon; une seconde armée russe lui arrivait; en continuant sa marche de retraite, il brisait les communications de l'armée française; l'archiduc Charles allait toucher Vienne; la Hongrie et la Bohême allaient envelopper Napoléon; la Prusse même se déclarait; c'était un de ces moments où le succès des grandes choses ne tient plus qu'à un éclair de génie. Cette illumination manqua à Kutuzow.

Les hésitations du général russe, au contraire, hâtèrent la résolution de Napoléon. Tandis que Kutuzow se laissait embarrasser par les masses armées encombrées sur Olmutz, Napoléon étudiait le terrain où il aurait à engager la bataille; et telle fut la dextérité avec laquelle il fit replier son avant-garde, qu'il amena les ennemis sur le terrain que durant trois jours il s'était choisi et sur lequel il avait marqué la place de la victoire. Là donc, à deux lieues de Brunn, se livra le plus grand combat qu'on eût vu dans les guerres modernes. Le village d'Austerlitz, point principal de l'attaque, devait donner son nom à cette journée. Pendant neuf heures, la victoire fut disputée; les plus illustres lieutenants de Napoléon rivalisèrent de vaillance; Lannes, avec Suchet, commandait la gauche; Soult la droite, Bernadotte le centre; Davoust tenait l'ennemi en observation; Murat appuyait la droite; Oudinot commandait la réserve avec le général Junot; tous intrépides, tous éprouvés aux guerres précédentes, tous aspirant à une gloire nouvelle. L'armée française semblait comme entraînée par une ivresse; à ce village d'Austerlitz on vit pour la première fois une charge de cuirassiers emporter des batteries de canon. La garde impériale de Napoléon électrisait l'armée par son exemple; le général Rapp se jeta avec les Mameluks, deux escadrons de chasseurs et un de grenadiers à cheval de cette garde, sur un régiment d'élite de la garde russe, qui déjà avait culbuté nos carrés d'infanterie; ce fut un duel sanglant; la garde russe ne put résister à ce choc terrible; le prince Repnin, l'un de ses colonels, resta prisonnier; ce fut le commencement de la déroute; le

général Gardanne l'acheva par une charge de dragons. Près de trente mille morts, du côté des coalisés, jonchèrent la terre ; un lac glacé engloutit des milliers de leurs soldats ; le général Kutuzow était criblé de blessures. Les Français avaient perdu dix mille hommes, triste attestation de l'acharnement de cette lutte : les grands massacres étaient le prix qui désormais allait payer la gloire.

L'empereur Napoléon venait d'ailleurs de dévoiler son génie dans une campagne de 70 jours, couronnée par une victoire en plein hiver, à dix lieues au delà de Vienne. La nature de cet homme semblait mêlée de témérité et de prévoyance ; là où on pouvait le croire emporté par la fougue, il gardait la précision du calcul. Aussi, dans ses desseins, il faisait entrer la fortune, comme s'il en eût été le maître ; de là un système de guerre qui ne ressemblait en rien à la vieille stratégie. La bataille d'Austerlitz, livrée par 80 mille hommes, engageait dix corps d'armée à la fois, disposés de la France en Italie, et de l'Italie au Danube ; et, sur tous les points de ce vaste ensemble, le succès était prévu comme une nécessité. La grande force de Napoléon, ce fut une foi singulière avec un esprit d'aventure, et c'est ainsi qu'il déconcerta si longtemps la prévision expérimentale des plus illustres capitaines ; la nature même semblait vaincue par sa volonté, et il ne doutait pas que tout ne dût fléchir de la sorte devant son destin : son empire, c'était comme la fatalité des temps nouveaux.

Cette bataille d'Austerlitz fut un coup de surprise pour toute l'Europe.

Le ministre de Berlin, Haugwitz, qui portait aux alliés la déclaration de la Prusse contre Napoléon, courut au camp de Napoléon et le félicita de sa victoire. « Voilà, dit le vainqueur, un compliment dont la fortune a changé l'adresse. » Haugwitz prit sur lui de sauver la Prusse en obéissant à la fortune ; en effet, et, sans instructions, il entra librement dans les combinaisons de traités qui allaient se faire.

6 décembre. — Deux jours après, l'empereur d'Autriche, François II, allait en personne visiter Napoléon sous sa tente, et lui demander la paix. Un armistice fut accordé ;

les Russes quittèrent le territoire de leur allié, et rentrèrent par les monts Krapacks dans leur empire. La politique n'eut plus qu'à régler les profits de la guerre.

Par une convention provisoire signée à Vienne, Haugwitz, au nom de la Prusse, commença par céder à la France les pays d'Auspach et de Bareuth, Clèves et Neufchâtel ; et la France, comme indemnité, lui abandonna le Hanovre qui était à l'Angleterre, ce qui impliquait une rupture de l'Angleterre et de la Prusse.

Puis un traité de paix signé à Presbourg frappa l'Autriche de blessures cruelles : les anciens États de Venise, y compris la Dalmatie et l'Albanie, furent cédés au royaume d'Italie ; la principauté d'Eichstett, une partie de l'ancien évêché de Passau, la ville d'Augsbourg, le Tyrol, toutes les possessions de l'Autriche dans la Souabe, dans le Brisgaw et l'Ortenau, furent transportés à l'électeur de Bavière, à l'électeur de Wurtemberg et au duc de Bade ; l'indépendance de la République Batave et de la République Helvétique fut reconnue, et, quelques jours après, la Bavière et le Wurtemberg étaient érigés en monarchie : ce qui était une autre façon d'amoindrir l'Autriche, et, peut-être, une menace pour la Prusse avec qui venait de se faire un traité dont la ratification était douteuse.

1806. — Napoléon n'eut alors qu'à reparaître en France pour jouir de sa gloire. Mais avec l'orgueil des succès, il rapportait l'impression des calamités qui avaient frappé les finances et les affaires. En montant l'escalier des Tuileries, il prononça la destitution du ministre Barbé-Marbois, comme s'il eût été coupable des témérités financières qui avaient compromis la fortune de l'Etat. Ainsi voulait-il qu'on le sût occupé des soins divers de son Empire. Il nomma ensuite Mollien ministre des finances ; mais ce changement ne pouvait effacer la trace des blessures faites au crédit par des aventuriers, et la guerre elle-même les envenimait au lieu de les guérir.

L'enthousiasme fut une distraction de la souffrance. Tout frémissait d'admiration ; et il devenait facile aux corps publics de célébrer des exploits qui avaient été si brillants et

si rapides, sans s'exposer à l'hypocrisie des adulations.

Mais le langage des félicitations fut extrême, et la flatterie ne sut pas rester élégante ; en de telles occurrences, ce qui relève les hommages, c'est la dignité.

Le Sénat décerna à Napoléon le nom de *Grand*, et ordonna qu'un monument lui serait érigé à ce titre.

« Nous n'essaierons pas, alla lui dire François, de Neufchâteau, nous n'essaierons pas de peindre ce que nous éprouvons. — Ah! que la France doit aimer la quatrième dynastie! Que de problèmes résolus au dehors et au dedans! Toutes nos craintes sont passées, nos espérances sont accrues... et quoique votre modestie ne parle que de prodiges, souffrez que nous exécutions le décret du Sénat, en donnant solennellement au souverain de la France le surnom de Grand, ce nom juste, ce nom que la voix du Peuple, qui est ici la voix de Dieu, nous prescrit de vous décerner. »

La nation tout entière semblait d'ailleurs sanctionner l'adulation des courtisans par son enthousiasme, et cette universalité d'hommages put faire croire à Napoléon que le monde était pour toujours à ses pieds. Maître en Allemagne par les armes, il lui était aisé de l'être en Italie par la politique. Le roi Ferdinand de Naples avait peu respecté le traité de neutralité; Napoléon fit envahir ses États par une armée; Joseph, son frère, commandait en chef, ayant Masséna à ses côtés, pour suppléer à son impéritie; huit jours après, les Français entraient à Naples.

Alors Napoléon s'en alla ouvrir [2 mars] la session du Corps législatif, et lui parler en ces termes: « Mes armées n'ont cessé de vaincre, que lorsque je leur ai ordonné de ne plus combattre. J'ai vengé les droits des États faibles... La maison de Naples a perdu sa couronne sans retour; la presqu'île de l'Italie, tout entière, fait partie du grand Empire. J'ai garanti, comme chef suprême, les souverains et les constitutions qui en gouvernent les différentes parties... Il m'est doux de déclarer que mon peuple a rempli tous ses devoirs. Au fond de la Moravie, je n'ai pas cessé un seul instant d'éprouver les effets de son amour et de son enthou-

siasme. Jamais il ne m'en a donné des marques qui aient pénétré mon cœur de plus douces émotions. Français, je n'ai pas été trompé dans mon espérance. Votre amour plus que l'étendue des richesses de notre territoire, fait ma gloire... Rien ne vous sera proposé, ajoutait-il, qui ne soit nécessaire pour garantir la gloire et la sûreté de mes peuples. »

Telle était donc l'étrange nouveauté de voir Napoléon, ce soldat de la Révolution française, prendre au sérieux sa souveraineté royale, et parler de ses peuples, comme n'eut pas fait Charlemagne, comme eut fait à peine Louis XIV; et la France acceptait de bonne grâce cet empire, tant il est vrai que les hommes qui brisent tout pour ne point servir, sont prompts à baisser la tête dès qu'un pouvoir se montre avec la volonté d'être obéi.

Toutefois, la mer continuait d'être fatale à Napoléon. Le 6 février, un combat livré dans la baie de Santo-Domingo avait frappé notre marine d'un grand désastre. Trois vaisseaux avaient été pris; deux échoués et brûlés. Le 13 mars, une forte escadre anglaise s'empara, dans l'Océan, d'un vaisseau et d'une frégate, qui revenaient de l'Inde. Mais Napoléon feignait de n'être pas atteint par ces malheurs, et il continuait de disposer des États et des couronnes. Le 15, il déclara Murat grand-duc de Clèves et de Berg; le 20, il déclara Joseph, son frère, roi des Deux-Siciles. La dynastie de Naples, disait-il, avait cessé de régner, parce que son existence était incompatible avec la dignité de la couronne impériale de France et le repos de l'Europe.

Ainsi, le vieux droit semblait s'évanouir à une parole : toutes les bornes d'empire étaient déplacées. Les princes même hâtaient cette perturbation, pourvu qu'elle leur promît quelque surcroît de puissance. Le 1er avril, le roi de Prusse, après avoir quelque temps hésité à ratifier la convention de son ministre Haugwitz, avait fini par en accepter les stipulations : une proclamation annonça l'annexation du Hanovre à ses États; on transférait un peuple par une disposition de traité; nulle existence de gouvernement n'était assurée. Peu après [5 juin], Napoléon dé-

crétait de son côté que Louis Bonaparte, son frère, était roi de Hollande en vertu d'un traité avec la République Batave. Jamais conquérant ne s'était ainsi joué des nations; jamais, non plus, les nations n'avaient été si faciles à subir de la sorte la fantaisie d'un dominateur.

L'Angleterre seule résistait avec sa politique et avec ses flottes à ce système universel d'asservissement.

Pitt, son grand ministre, venait de mourir, à l'âge de 47 ans, après avoir dirigé vingt-trois ans ses conseils, plutôt avec ténacité qu'avec génie. La guerre qu'il avait faite à la France avait allumé des haines atroces contre les hommes de la vieille monarchie, sans qu'on pût dire que ses desseins fussent inspirés par le désir de servir leur cause en exterminant la Révolution. Les crimes révolutionnaires lui avaient été un prétexte, mais l'abaissement de la France avait été tout son dessein: aussi avait-il mal secondé les entreprises des princes; les émigrés lui furent un instrument; mais la maison de Bourbon lui restait un objet de défiance: ce qu'il poursuivait, c'était la puissance de l'Angleterre.

Fox, son rival au parlement, lui succéda au ministère, et, après avoir combattu ses systèmes, il eut à les subir. Toutefois, il commença par entourer Napoléon de cajoleries, et il pensa surtout lui plaire, en lui dénonçant une confidence d'assassinat contre sa personne [1]. Ce n'était pas la première fois que des aventuriers étaient allés tenter à Londres la vengeance politique par des propositions de crime. Deux ans auparavant, un homme de cette sorte s'était présenté aux princes de la maison de Bourbon avec une offre semblable, et à peine lui avait-on permis d'exposer son dessein: « Nous serons toujours, avait dit le prince de Condé, les ennemis de celui qui s'est arrogé la puissance et le trône de notre roi, tant qu'il ne le lui rendra pas; nous avons combattu cet usurpateur à force ouverte; nous le ferons encore, si l'occasion s'en présente; mais jamais nous n'emploierons des moyens qui ne conviennent

[1] *Mém. de Bourrienne*, tom VII.

qu'à des jacobins [1]. » Et le noble prince avait expulsé avec mépris le scélérat.

La proposition faite au ministre Fox servit quelques moments à un échange de procédés, vain déguisement des antipathies ou des desseins de politique. Napoléon témoigna de la gratitude pour l'avertissement qui lui fut donné de se tenir en garde contre les attentats, et il feignit d'ouvrir des négociations avec un noble anglais, lord Yarmouth, retenu prisonnier en France depuis la rupture du traité d'Amiens. Mais trop d'intérêts étaient en lutte entre l'Angleterre et la France, pour que l'ambition mutuelle fût vaincue par la courtoisie.

Toute l'Europe d'ailleurs était entraînée.

La Prusse avait provoqué l'Angleterre par sa proclamation sur le Hanovre; l'Angleterre répondit par une déclaration de guerre au roi de Prusse.

En même temps, elle redoubla d'activité dans toute l'Europe pour raviver les haines mal éteintes et les craintes toujours excitées par la politique grandissante de Napoléon.

Un événement surtout éveilla les défiances des Etats. Le midi et l'ouest de l'Allemagne étaient entrés dans un système de confédération qui les détachait du vieux corps germanique, et les plaçait sous l'action directe de la France. Les Principautés furent remaniées, les territoires changés, les bases d'une diète nouvelle arrêtées; la France y entrait avec deux cent mille hommes, la Bavière avec trente mille hommes, le Wurtemberg avec douze mille hommes, Bade avec huit mille hommes, les petits Etats avec des conditions analogues, non de liberté, mais de servitude, et Napoléon prenait enfin le titre de protecteur de cette confédération, ruine éclatante du vieux droit de l'Allemagne.

Pour consommer cette dislocation, l'empereur d'Autriche, François II, renonça au vieux titre d'empereur électif d'Allemagne, et se désigna lui-même sous le titre d'Empereur héréditaire d'Autriche; ainsi mourait le saint Empire romain, mille six ans après que Charlemagne l'avait institué en recevant la couronne de Léon III.

[1] *Mém. de la maison de Condé*, tom. II, 1820.

Là ne devaient pas se borner les transformations de la vieille Europe. Napoléon, en allant se faire couronner à Milan, avait indiqué d'autres desseins; le royaume d'Italie était proclamé, mais, pour en être véritablement souverain, Napoléon voulait que Rome fût en ses mains, et cette pensée s'était trahie dès le séjour du Pape à Paris.

Dès lors, il s'était trouvé des conseillers qui supposaient que le siége de la papauté pouvait être à Paris comme à Rome, et des insinuations avaient révélé à Pie VII la possibilité de ce déplacement du Saint-Siége. En regard d'un tel péril, le Pape avait fait la déclaration suivante : « Le bruit s'est répandu qu'il serait possible que l'on nous retînt en France ; on peut, en effet, nous ravir notre liberté, mais le cas a été prévu : avant de quitter Rome, nous avons signé une abdication régulière et valable dans le cas où nous deviendrions prisonnier. Cet acte est hors de l'atteinte du pouvoir français; il est déposé entre les mains du cardinal Pignatelli, à Palerme. Si donc on tentait d'exécuter les projets que l'on semblerait méditer, on ne le pourrait faire que sur un pauvre moine n'ayant plus d'autre nom que celui de Barnabé Chiaramonti. »

Mais Napoléon n'était pas homme à faire fléchir ses desseins, il avait laissé le Pape s'en retourner à Rome, et aussitôt il s'était mis à le harceler par des communications où il semblait que le droit de la plainte fût acquis à l'Empereur; sa politique imagina même des griefs de religion pour motiver chrétiennement la spoliation de la papauté.

« Votre Sainteté, disait-il, dans une lettre à Pie VII, peut éviter les embarras en marchant dans une route droite, et en n'entrant pas dans le dédale de la politique et des considérations pour des puissances qui, sous le point de vue de la Religion, sont hérétiques et hors de l'Eglise, et, sous celui de la politique, sont éloignées de ses Etats, incapables de la protéger et ne peuvent lui faire que du mal. »

Napoléon établissait dans sa lettre, que le Pape devait prendre parti dans ses guerres; qu'*il devait chasser de ses Etats les Russes, les Anglais, les Suédois, tout agent du roi de Sardaigne,* et fermer ses ports aux bâtiments de leurs

nations. En même temps, il formulait son propre droit sur l'Italie.

« Toute l'Italie, disait-il, sera soumise sous ma loi. Je ne toucherai en rien à l'indépendance du Saint-Siége ; je lui ferai même payer les dépenses que lui occasionneront mes armées. Mais nos conditions doivent être, que Votre Sainteté aura pour moi, dans le temporel, les mêmes égards que je lui porte pour le spirituel, et qu'elle cessera des ménagements inutiles envers des hérétiques ennemis de l'Eglise, et envers des puissances qui ne peuvent lui faire aucun bien. Votre Sainteté est souveraine de Rome, mais j'en suis l'Empereur. »

Et à cette déclaration, d'une signification menaçante, se mêlaient des plaintes d'une nature étrange. La cour de Rome nuisait aux affaires de l'Eglise par ses lenteurs; *pour des intérêts mondains, de vaines prérogatives de la tiare, on laissait périr les âmes, le vrai fondement de la Religion.* Napoléon menaçait de la vengeance de Dieu ceux qui sacrifiaient de la sorte l'Eglise à la politique ; et, pour lui, il offrait au Pape le moyen de régler rapidement les affaires et de ne pas laisser les diocèses dans l'anarchie.

« Je ne puis laisser languir un an ce qui doit être fait dans quinze jours. Ce n'est pas en dormant que j'ai porté si haut l'état du clergé, la publicité du culte, et réorganisé la religion en France... Ceux qui parlent à Votre Sainteté un autre langage la trompent, et sont ses ennemis ; ils attireront des malheurs qui finiront par leur être funestes [1]. »

Ainsi parlait Napoléon ; c'était lui qui portait les sollicitudes du Pontificat, et il menaçait le Pape à force de zèle pour l'Eglise catholique.

La réponse de Pie VII fut magnifique ; c'était une discussion libre de tous les griefs, et il était touchant de voir surtout le Pape étendre sa charité sur tous les chrétiens, en réponse à l'obligation qui lui était faite par Napoléon de se séparer des hérétiques. « Nous, Vicaire de ce Verbe

[1] Lettre de l'Emp. Napol., 13 novembre 1805. — L'abbé Gonzalès. — *Le pape en tous les temps.*

éternel, disait-il, *qui n'est pas le Dieu de la dissension, mais le Dieu de la concorde, qui est venu au monde pour en chasser les inimitiés, et pour évangéliser la paix tant à ceux qui sont éloignés qu'à ceux qui sont voisins* (voilà les expressions de l'apôtre), en quelle manière pouvons-nous dévier de l'enseignement de notre divin instituteur ? Comment contredire la mission à laquelle nous avons été destiné ? » Ce n'est pas notre volonté, ajoutait-il, c'est celle de Dieu, dont nous occupons la place sur la terre, qui nous prescrit le devoir de la paix envers tous, *sans distinction de catholiques et d'hérétiques, de voisins ou d'éloignés, de ceux dont nous attendons le bien, de ceux dont nous attendons le mal.* » Telle était la plénitude de charité égale envers tous, que le Pape opposait au scrupule orthodoxe de Napoléon. Mais aussi sa liberté restait inflexible sur les questions de droit ou de discipline que l'Eglise était accoutumée à résoudre avec maturité, et que Napoléon avait hâte de trancher avec passion.

La question du domaine de Rome semblait la plus périlleuse ; c'est celle que le Pape traitait avec le plus de liberté.

« Votre Majesté, disait-il, établit en principe qu'*elle est l'empereur de Rome.* Nous répondons, avec la franchise apostolique, que le Souverain Pontife, qui est tel, depuis un si grand nombre de siècles, qu'aucun prince régnant ne compte une ancienneté semblable à la sienne ; le Pontife, devenu encore souverain de Rome, ne reconnaît et n'a jamais reconnu dans ses États une puissance supérieure à la sienne ; qu'aucun empereur n'a aucun droit sur Rome. Vous êtes immensément grand ; mais vous avez été élu, sacré, couronné, reconnu empereur des Français et non de Rome. Il n'existe pas d'empereur de Rome ; il n'en peut pas exister, si on ne dépouille le Souverain Pontife du domaine absolu et de l'empire qu'il exerce à Rome....

» Votre Majesté, ajoutait le Pape, dit que nos relations avec elle sont les mêmes que celles de nos prédécesseurs avec Charlemagne. Charlemagne a trouvé Rome dans les mains des Papes ; il a reconnu, il a confirmé sans réserve

leurs domaines; il les a augmentés avec de nouvelles donations; il n'a prétendu aucun droit de *domaine* ni de supériorité sur les pontifes considérés comme souverains temporels; il n'a prétendu d'eux ni dépendance ni sujétion. Il a reconnu toujours que ses titres et qualités d'*avocat*, de *patricien* et d'*empereur* furent des concessions que lui firent les pontifes.

» Enfin dix siècles postérieurs au temps de Charlemagne ont rendu inutile tout autre investigation plus éloignée; et la possession pacifique de mille ans est le titre le plus lumineux qui puisse exister entre souverains. »

Toute la suite était digne de cette grandeur. Le Pape combattait surtout une proposition qui touchait à la racine de la constitution de l'Eglise. « Nous ne pouvons admettre, disait-il, la proposition suivante : que nous devons avoir pour votre Majesté, dans le temporel, les mêmes égards qu'elle a pour nous dans le spirituel. Cette proposition a une extension qui détruit et altère les notions de nos deux puissances... Un souverain catholique n'est tel que parce qu'il professe reconnaître les *définitions* du chef visible de l'Eglise, et le regarde comme le *maître de la vérité* et le seul vicaire de Dieu sur la terre. Il n'y a donc pas d'identité ni d'égalité entre les relations spirituelles d'un souverain catholique avec le suprême *hiérarche*, et les relations temporelles d'un souverain avec un autre souverain. »

Ainsi le Pape retenait l'intégrité de son domaine à tous les points de vue. Et dans cette situation respective des deux puissances, comment Napoléon pouvait-il faire au Pape un devoir d'entrer dans ses guerres? C'était à la fois lui faire perdre le caractère de sa mission divine, *qui ne connaît pas d'inimitiés*, et le subordonner comme souverain à la volonté d'un souverain supérieur. « Charlemagne, ajoutait Pie VII, et tous les princes *avvocati* de l'Eglise ont fait profession de la défendre de la guerre et non de l'entraîner à la guerre... Cette proposition tend à faire du souverain pontife un feudataire, un vassal-lige de l'Empire français. »

D'autres griefs étaient discutés, celui surtout de n'apporter point de célérité aux affaires de l'Eglise. « On laisse, dit-on, périr les âmes pour des intérêts mondains et de vaines prérogatives de la tiare! Le Saint-Père reçoit des mains du Très-Haut l'humiliante acerbité de ce reproche; mais Dieu et le monde savent si des intérêts mondains et de vaines prérogatives ont guidé ses actions. » Et le Pape expliquait la nécessité des lenteurs en des affaires qui exigent tant d'informations et imposent tant de sagesse.

Nulle plainte enfin n'était omise, et le Pape terminait sa lettre par ces fermes paroles :

« Si nous étions assez malheureux pour que le cœur de Votre Majesté ne fût pas ému par nos paroles, nous souffririons avec une résignation évangélique tous les désastres, nous nous soumettrions à toutes les douleurs, en les recevant de la main du Seigneur. Oui, la vérité triomphera toujours sur nos lèvres; la constance à maintenir intacts les droits de notre Siége régnera dans notre cœur; nous affronterons toutes les adversités de cette vie, plutôt que de nous rendre indigne de notre ministère[1]. »

Telle était la ferme attitude du Pape en regard du Dominateur de toute l'Europe. Napoléon eut le malheur de ne pas soupçonner ce qu'il y avait de puissant et de formidable dans la condition de ce souverain, résigné à toutes les épreuves, et qui, à toute extrémité, était prêt à se réduire à l'état de moine pour laisser à l'Église la plénitude de son indépendance. Napoléon pensait avoir besoin de régner seul sur l'Italie, et les raisons de Pie VII ne firent qu'agacer son désir; si ce n'est que, désespérant de le vaincre par la politique, il laissa bientôt éclater le dessein de le dompter par la violence.

Ses desseins de domination universelle ne pouvaient désormais échapper à aucune puissance. Déjà le profond renouvellement de la constitution germanique avait troublé ce qui restait d'indépendance dans les chancelleries, et

[1] J'ai suivi la traduction de M. de Reynold-Chauvaney.—*Le pape en tous les temps*, par le doct. don Juan Gonzalès.

l'Angleterre profitait de ces dispositions pour souffler de nouveaux orages. Elle eut peu de peine à montrer à la Russie ce qu'il y avait de menace pour le continent dans ce système devant qui tout s'effaçait, les grands empires comme les petits États, et aussitôt un brusque retour se fit dans la politique.

Des préliminaires de paix avaient été signés à Paris entre la Russie et la France [20 juillet]. Le cabinet de Pétersbourg refusa de les ratifier, mais en feignant de continuer les négociations. Négocier pour Napoléon, c'était trahir la défiance, et la défiance était la guerre.

D'autre part, à l'opposé de l'Europe, à Madrid, de vagues pensées d'hostilité s'étaient déclarées. Un favori du roi Charles IV, Godoï, connu sous le nom de Prince de la Paix, avait cru le moment propice de parler dans une proclamation de dangers mystérieux, d'ennemis cachés, de gloire à conquérir, et il avait appelé la nation espagnole aux armes. Provocation imprudente, que Napoléon feignit, pour le moment, de ne pas entendre, mais qui lui plut comme prétexte et comme occasion de desseins mystérieux pour l'avenir. Sa politique présente s'attachait à d'autres injures et à d'autres vengeances.

CHAPITRE VI.

Ambiguités de la Prusse. — Irritation et pamphlets à Paris. — Manifeste du roi de Prusse. — Étrange mêlée de la France, de la Prusse et de l'Angleterre. — Bataille d'Iéna. — Double défaite des Prussiens. — Toute la Prusse au pouvoir des armées de Napoléon. — Décret de Berlin sur les gardes nationales de l'Empire. — La Russie avec ses masses militaires. — Décret de blocus universel contre l'Angleterre. — Napoléon est étourdi par la victoire. — Contrastes ; beau trait de Napoléon. — Les Russes s'avancent. — Proclamations. — Nouveaux combats. — Représailles de l'Angleterre. — Bataille d'Eylau. — Siége de Dantzick ; autres combats. — Bataille de Friedland. — Entrevue et paix de Tilsitt. — Humiliation de la Prusse. — Abus de la victoire. — Royautés nouvelles. — La paix n'est qu'une dissimulation. — Fuites nouvelles de Louis XVIII. — Napoléon à Paris ; pompe des adulations. — Le royaume de Westphalie. — Remaniement du monde. — Haine acharnée de l'Angleterre et de la France. — Bombardement de Copenhague. La Russie rompt avec l'Angleterre. — L'Angleterre et le Portugal. — État de l'Espagne ; dessein de Napoléon. — Drames funestes. — Suite du système continental ; entreprises contraires de l'Angleterre et de la France. — Junot à Lisbonne. Le Portugal est frappé d'une contribution de guerre de cent millions. — Indices d'événements formidables. — Une armée française en Espagne. — Intrigues de Madrid. Révolution de palais. Murat à Madrid. — Violences contre le Pape ; bref comminatoire. Le légat quitte Paris. — La famille royale d'Espagne à Bayonne. — Scènes étranges. — Madrid en révolte contre Murat ; horribles punitions ; le roi d'Espagne Charles IV à Compiégne ; ses fils à Valençay ; un abîme s'ouvre. — Proclamation à l'Espagne. — Toute l'Espagne est en feu. — Joseph roi d'Espagne. — Insurrection et désastres. — Le général Dupont capitule à Baylen. — Jugements. — Toute l'Europe s'émeut ; épisodes ; guerre gigantesque. — Le nom de Wellington paraît en Portugal. — Défaite de Junot à Vimeiro. — Le Portugal aux mains des Anglais. — L'Empereur des Français et l'Empereur de Russie à Erfurt. — Vains efforts de pacification avec l'Angleterre. — Discours de Napoléon au Corps législatif. —

Il court en Espagne. Il anime les combats. Il change les lois par des décrets. — Semblants de soumission. — Napoléon rentre à Paris. Actes d'administration. Fondation de l'Université.

Tandis que la Russie éloignait, par ses difficultés de diplomatie, une paix suspecte, la Prusse tentait d'échapper par des alliances à une prépondérance qui menaçait d'être une oppression; on l'avait vue soigneuse de se lier par des traités avec l'Angleterre, la Russie et la Suède, durant la longue neutralité qu'elle avait gardée envers la France; mais cette situation ambiguë ne pouvait désormais suffire à la politique de Napoléon. Aussi lorsque la Prusse vit se consommer cette transformation du corps germanique, aisément elle pénétra ce qu'elle renfermait pour elle de perplexité et de péril; aussitôt, elle essaya de former au Nord une contre-fédération, dessein téméraire, précisément parce qu'il était naturel, et qui donna lieu à l'explosion soudaine des colères de Napoléon.

Les journaux et les pamphlets de Paris annoncèrent à Berlin l'espèce d'animosité que la Prusse s'était attirée par ses longues ambiguités; la personnalité s'ajoutait à la politique; la reine de Prusse était injuriée; l'outrage devenait une raison d'Etat; c'était l'indice des fureurs qui se mêleraient à la lutte, et qui pourraient souiller la victoire.

Mais cela même irrita le patriotisme des Prussiens; les flatteries françaises avaient, depuis le dernier siècle, exalté leur vanité; les insultes allumèrent leur courage. Ils se crurent dignes de lutter contre l'oppresseur des Etats, ils demandèrent la guerre, tandis que leur gouvernement continuait de parler de paix; et déjà, en effet, la guerre était à leurs portes.

En un moment, sept corps d'armée avaient enveloppé la Prusse, et Napoléon en personne était arrivé à Bamberg. Bernadotte, Lannes, Davoust, Augereau, Ney, Soult, Lefèvre, marchaient sous ses ordres; Murat commandait, selon la coutume, la grande réserve de cavalerie. Un huitième corps, sous les ordres de Mortier, se formait dans la Westphalie.

Le roi de Prusse eut à peine le temps de lancer un ma-

nifeste à l'Europe. Il dénonçait les actes de violence de Napoléon, lequel « était parvenu à ce degré d'ambition que rien ne peut satisfaire, et qui marchait sans cesse d'usurpation en usurpation. » Griefs trop justes, mais qui laissaient sans excuse l'imprévoyance et la témérité du roi, qui se plaignait de la sorte; car lui-même avait voulu profiter de la dislocation des vieux États pour s'emparer du Hanovre, et c'est ce qui faisait qu'il avait à soutenir une guerre d'agression contre l'Angleterre, en même temps qu'une guerre défensive contre la France, et cela ôtait de la justice à ses plaintes, en même temps que de la force à ses armes.

C'était là une étrange mêlée; trois puissances aux prises, trois guerres dans une guerre. Fox venait de suivre Pitt au tombeau; un moment, on avait pensé que ce grand politique mettrait fin aux luttes sanglantes de l'Angleterre et de la France; sa mort rompit des négociations commencées, et Napoléon continua de suivre sa fortune, sans prendre souci des derniers restes de la marine française, qui çà et là expiraient sous le feu des escadres de l'Angleterre.

La guerre avec la Prusse s'était ouverte par des combats isolés. Bernadotte avait eu un avantage à Schleitz, dans la petite principauté de Reuss, et Maison avait brillé à ses côtés. Suchet, de la division de Lannes, avait eu un engagement avec le prince Louis de Prusse à Saalfeld, à huit lieues d'Erfurt; le prince y avait péri; l'infanterie prussienne avait été mise en pleine déroute; trente canons et mille prisonniers étaient restés aux mains du vainqueur. C'était le prélude d'une action plus sanglante et plus décisive.

14 octobre. — L'armée française était coupée en deux grands corps séparés par un intervalle de six lieues, mais obéissant à une même inspiration de commandement et d'opération.

Napoléon, avec quatre-vingt-cinq mille hommes, occupait Iéna, ayant pour lieutenants Soult à la droite, Augereau à la gauche, Lannes au centre, avec Lefèvre, qui commandait la garde impériale; sur les bords de la Saalle s'étendait la cavalerie de Murat.

En regard, se développaient les Prussiens au nembre de

soixante-cinq mille, commandés par le prince de Hohenlohe, et par les généraux Tauenzien et Ruschell.

Telle était la première partie de la bataille.

Plus loin, à la droite de la Saale, Davoust, posté entre Naunburg et Doernburg, avec trente mille combattants, avait en face une armée double agissant sous les ordres du roi de Prusse, dont le quartier général était à Auerstaedt; auprès du roi, le duc de Brunswick, généralissime, le même qui avait paru à la tête de la première coalition contre la Révolution française, et avait borné la guerre à un manifeste; les maréchaux Moellendorff et Kalkreuth, déjà célèbres, et le général Blucher, destiné à le devenir.

C'était la seconde partie de la bataille.

Les deux chocs furent terribles, mais la lutte fut diverse. Sur le terrain d'Iéna, l'avantage se déclara en un moment pour Napoléon, et l'action fut décidée par la cavalerie de Murat qui dispersa l'armée prussienne et en poursuivit les débris jusqu'à Weimar, à cinq lieues de la bataille.

Du côté d'Auerstaedt, la résistance fut plus ferme et plus tenace. Davoust, avec un nombre inférieur, manquait de cavalerie ; il avait de plus à lutter contre une armée qu'animait le regard du roi ; là furent tous les périls de la journée : Davoust suppléa à l'inégalité des forces par son intrépidité. Les généraux Gudin, Friant, Morand secondèrent son courage, et l'armée prussienne finit par céder à l'impétuosité française : à Auerstaedt comme à Iéna, la victoire était complète, mais à Auerstaedt plus disputée et plus éclatante.

Les Prussiens, dans cette double défaite, perdirent quarante mille hommes, deux cent soixante canons et leurs magasins de subsistance. Vingt-six généraux prussiens restaient prisonniers; le duc de Brunswick était blessé à mort, ainsi que le maréchal Moellendorff et le général Schmettau; le prince Henri de Prusse et le général Ruschell avaient aussi de graves blessures ; tout attestait l'acharnement de la lutte ; les Français enfin avaient eu douze mille hommes hors de combat ; ils avaient perdu un général et neuf colonels.

Cette bataille fut fatale à la Prusse. En un mois, tout croula sous les coups précipités de Napoléon.

Dès le lendemain, Soult atteignait à Greussen, au delà de Weimar, une colonne servant d'escorte au roi de Prusse dans sa fuite, et la poursuivait jusqu'à Magdebourg.

Le même jour, Erfurt capitulait; quatorze mille Prussiens se rendaient prisonniers; un parc de cent pièces d'artillerie et d'immenses magasins tombaient au pouvoir des vainqueurs d'Iéna.

Le 17, Bernadotte battait sur la Saale la réserve prussienne commandée par le prince Eugène de Wurtemberg.

Le 18, Davoust entrait à Leipsick; le 19, Murat occupait Halberstadt; le 24, Lannes entrait à Postdam, et il marchait sur Berlin.

On ne saurait tout dire : la Prusse entière tremblait au bruit des pas des vainqueurs; les villes s'ouvraient, les citadelles capitulaient; le 25, Berlin vit entrer Davoust, qui avait envoyé aux magistrats l'ordre de préparer sa réception; trois jours après, Murat avec dix mille hommes de cavalerie fondait à Prenzlow, à neuf lieues de Stettin, sur un corps d'élite de seize mille hommes commandés par Hohenlohe, et leur faisait mettre bas les armes; puis le général Lagrange s'emparait de Stettin; le général de cavalerie Becker faisait capituler à Anklam quatre mille Prussiens; Davoust faisait tomber, sans coup férir, la place de Kustrin, une des plus fortes de la Prusse; ailleurs, le général Joseph Lagrange occupait les Etats de Hesse-Cassel; Bernadotte et Soult marchaient sur Lubeck à la poursuite de Blucher, et là, à l'entrée de la ville, se livrait un combat acharné : les Français, soutenus par la cavalerie de Murat, finissaient par rester maîtres; et cinq lieues par delà, Blucher lui-même, atteint à Ratkau, tombait au pouvoir des Français avec le duc de Brunswick-Œls, dix généraux, dix ou douze mille officiers et soldats, quatre mille chevaux, et tous les débris d'artillerie de ce corps d'armée.

Enfin, tout s'acheva par la prise de Magdebourg, le boulevard de la Prusse. Le maréchal Ney avait paru devant cette ville avec dix mille hommes; il était impossible

de l'investir; elle s'ouvrit d'elle-même : il y avait là vingt généraux, vingt mille hommes, plus de sept cents canons et des provisions immenses; tout tomba aux mains des Français. Napoléon était ainsi maître de la Prusse entière; il s'établit à Berlin, comme dans sa capitale, et là il n'eut plus qu'à signaler par des actes extrêmes d'autorité la plus étonnante conquête dont l'histoire eût jamais fait mention.

Il avait donné le gouvernement de la ville au général Clarke, qui se signala par des exactions, dont le souvenir devait rester profond, et donner lieu plus tard à de tristes représailles [1]. Lui-même [9 novembre] frappa une contribution de guerre de cent cinquante millions sur la Prusse et ses alliés. Puis, il envoya le maréchal Mortier prendre possession du Hanovre pour la France. En même temps, il datait de Berlin [12 novembre] un décret sur l'organisation des gardes nationales de l'Empire.

Peut-être n'était-ce pas un simple caprice de conquérant. Car, à ce moment même, la Russie soulevait ses multitudes militaires pour les jeter au secours de la Prusse, avant qu'elle fût accablée, et Napoléon voyait au loin s'élever des nuages de guerre nouvelle; il avait donc à armer la France, ne fut-ce que pour attester les moyens qu'il avait de vaincre toujours.

En même temps se complétait l'occupation des points libres encore de l'Allemagne. Mortier s'emparait de Hambourg, et mettait la main sur les marchandises anglaises. Brême était occupé de la même façon; et Napoléon enfin maître, pensait-il, du continent, publiait contre l'Angleterre un décret de blocus universel, point de départ de ce système fameux où l'Angleterre semblait devoir périr, mais d'où elle eut la puissance de faire sortir la ruine de son mortel ennemi.

Les îles britanniques, portait le décret impérial daté de Berlin [21 novembre], sont déclarées en état de blocus. Tout commerce et toute correspondance avec les îles britanniques sont interdits. Les lettres ou paquets adressés en

[1] Voyez les *Récits de Bourrienne*, tom. VII.

Angleterre, ou à un anglais, ou écrits en langue anglaise, n'auront pas cours et seront saisis. Tout individu de l'Angleterre, de quelque état ou de quelque condition qu'il soit, qui sera trouvé dans les pays occupés par les Français ou par leurs alliés, sera fait prisonnier de guerre. Le commerce des marchandises anglaises est défendu, et toute marchandise, quelle que soit son espèce, provenant de l'Angleterre, est déclarée de bonne prise. Aucun bâtiment venant directement de l'Angleterre ou des colonies anglaises, ou y ayant été depuis la publication du décret, ne sera reçu dans aucun port.

Et ces dispositions étaient sanctionnées par des confiscations et par des saisies; tout était extrême, la définition des délits et celle des peines : c'était l'atteinte la plus inouïe au droit de paix et de guerre, tel que l'avaient consacré ou reconnu les nations civilisées; et cette déclaration une fois jetée dans le monde, il fallait la soutenir par tous les expédients d'une lutte à mort. Napoléon était étourdi par la victoire : il crut maîtriser le monde et l'avenir.

Dans cet exercice énorme de la puissance, l'histoire aime à noter un souvenir qui atteste que l'humanité s'éveillait parfois en cette âme enivrée par la prospérité et par la gloire.

Le prince de Hatzfeld était resté à Berlin après la fuite du roi de Prusse, et il crut pouvoir, comme auparavant, confier ses lettres à la poste. Mais toutes ses dépêches étaient lues. On saisit une de ses lettres au roi; il lui disait la force et la disposition des corps de l'armée française; de là une accusation d'espionnage, et une commission militaire fut aussitôt instituée. Le jugement n'était point douteux; tout Berlin s'émut au danger que courait le prince de Hatzfeld. Madame de Hatzfeld, éplorée, courut à Duroc qu'elle avait connu dans ses voyages à Berlin, et Duroc, touché par ses larmes, l'introduisit auprès de Napoléon. « Lorsque je lui montrai la lettre de son mari, dit Napoléon lui-même dans une lettre adressée à sa femme Joséphine, elle me dit en sanglotant, avec une profonde sensibilité et naïvement : C'est bien là son écriture. Son accent allait à l'âme;

elle me fit peine ; je lui dis : Eh! bien, Madame, jetez cette lettre au feu, je ne serai plus assez puissant pour faire condamner votre mari. Elle brûla ma lettre, et me parut bien heureuse ; son mari est depuis tranquille ; deux heures plus tard il était perdu [1]. »

Il y avait donc quelques contrastes dans cette vie si pleine d'orages. Mais tout le ramenait bientôt à ses enivrements de puissance. Toute l'Allemagne septentrionale venait de tomber en un moment sous ses armes. Les ports anséatiques étaient en ses mains. Un corps formé des contingents de la Confédération du Rhin, commençait l'occupation de la Silésie ; le général Vandamme, chargé d'appuyer ce corps, s'emparait de Glogau, où il recueillait deux cents pièces d'artillerie ; l'Électeur de Saxe accédait à la Confédération du Rhin, et s'assurait, à ce prix, le titre de roi ; les duchés de Mecklembourg étaient occupés au nom de la France, et Murat était allé prendre possession de Varsovie. Tout donc semblait se courber devant le sceptre de Napoléon, et il pensa que le bruit de sa colère suffirait pour dompter la politique de l'Angleterre.

Mais d'autre part s'avançaient les armées Russes, précédées d'un manifeste de guerre.

« Le Très-Haut prendra notre juste cause sous sa protection, » disait l'empereur Alexandre.

Et l'Empereur Napoléon répondait à des menaces faites au nom du ciel par une excitation du courage de ses soldats.

« Vous avez justifié mon attente, leur disait-il, et répondu dignement à la confiance du peuple Français. Vous avez supporté les privations et les fatigues avec autant de courage que vous avez montré d'intrépidité et de sang-froid au milieu des combats. Vous êtes les dignes défenseurs de l'honneur de ma couronne et de la gloire du grand peuple. Tant que vous serez animé de cet esprit, rien ne pourra vous résister. Je ne sais désormais à quelle arme donner la préférence. Vous êtes tous de bons soldats! »

[1] Lettre citée dans les *Mémoires de Bourrienne*, qui dit qu'il a l'original dans les mains, tom. VII.

Puis il leur exposait *les résultats de la guerre*, mettant en commun leurs travaux et les siens, admirable façon de les passionner pour des desseins que seul il avait conçus.

« Soldats, ajoutait-il, les Russes se vantent de venir à nous ; nous marcherons à leur rencontre, nous leur épargnerons la moitié du chemin ; ils trouveront Austerlitz au milieu de la Prusse. »

Et cependant il leur annonçait que la France entière se levait en armes pour garder leurs conquêtes. Et enfin, il s'écriait : « Nous ne serons plus le jouet d'une paix traîtresse, et nous ne poserons plus les armes que nous n'ayons obligé les Anglais, les éternels ennemis de notre nation, à renoncer au projet de troubler le continent et à la tyrannie des mers. »

Ainsi l'Angleterre était comme un fantôme présenté à l'imagination militaire, même dans la lutte avec les autres Etats. Le blocus continental était donc la guerre éternelle.

25 décembre. — D'ailleurs la fortune de Napoléon ne parut pas changée dans les premiers engagements avec les Russes, seulement il commença de soupçonner que les succès seraient désormais cruellement achetés. A Czarnowo, au confluent du Bug et de l'Wrka, les Russes furent battus par la division du général Morand. A Mohrungen, Bernadotte, au moment où il s'arrêtait et se cantonnait sur la Vistule, fut attaqué par des forces supérieures ; il resta maître de ses positions, et fit éprouver aux Russes de grandes pertes. A Pultsk, à treize lieues nord de Varsovie, un combat acharné eut lieu entre Davoust et Beningsen ; l'action fut indécise, mais les Russes s'éloignèrent dans la nuit. A Golymin, une autre rencontre mit aux prises Augereau et le général russe Buxhowden ; la cavalerie de Murat prit part à cette action ; la mêlée fut sanglante ; Rapp y fut grièvement blessé ; les Russes furent repoussés.

Ainsi s'achevait l'année. L'hiver était atroce ; des deux côtés il y avait comme un consentement à suspendre les batailles ; Napoléon fit prendre les cantonnements à son armée, et lui-même s'établit à Varsovie.

Mais là quelques généraux vinrent lui dire que le découragement semblait gagner les soldats. Les marches, les privations, la fatigue, l'hiver, les éprouvaient plus tristement que les combats ; « je vais les réveiller ! » dit-il à Rapp, et il dicta une proclamation nouvelle pleine de pompe ; « qui donnerait aux Russes, disait-il à la fin, le droit de balancer les destins ! Eux et nous, ne sommes-nous plus les soldats d'Austerlitz? »

1807. — Et, pour mieux animer son armée, il se mit aussitôt à préparer des combats nouveaux. Des renforts lui étaient venus. La confédération du Rhin avait envoyé ses contingents, et avec eux Napoléon avait reçu les secours de la Hollande : cet ensemble de forces constituait la *Grande-Armée*. Trois autres armées s'échelonnaient de Naples à la Dalmatie ; en France, le Sénat avait ordonné une levée de quatre-vingt mille hommes. Les camps de Boulogne, de la Manche et de la Vendée formaient des réserves disponibles et formidables.

5 janvier. — Et tandis que Napoléon épiait à Varsovie l'occasion de donner à la guerre tout son éclat, ses généraux Vandamme et Hédouville s'emparaient de Breslau, capitale de la Silésie ; d'autres villes, Brieg et Schweidnitz, tombèrent de même sous les armes françaises.

De son côté, l'Angleterre répondait par des représailles à la déclaration du blocus continental. Une déclaration de l'amirauté britannique porta que nul navire sortant des ports au pouvoir des Français ou de leurs alliés, et desquels les navires anglais seraient exclus, ne serait reçu dans aucun autre port.

Le reste du monde attendait la fin de ces grandes luttes ; c'était partout une sorte de stupeur. Quelques bruits lointains détournaient à peine l'attention publique ; les révolutions de St-Domingue suivaient leur cours ; les mulâtres et les nègres se disputaient le pouvoir par des atrocités. Dessalines avait péri dans cette anarchie. Le noir Christophe et le mulâtre Pétion se faisaient la guerre par un échange de crimes, et la célèbre colonie achevait de s'affranchir par toutes sortes de barbaries. Mais ces événe-

ments semblaient inaperçus; tout s'effaçait devant ce grand duel entre la France et la Russie.

8 février. — Ce furent les Russes qui les premiers sortirent de leur repos par une attaque soudaine, imprévue, des postes français à Eylau, à douze lieues de Kœnisberg.

Les manœuvres de Napoléon tendaient à s'emparer de Kœnisberg; les Russes prévinrent ce dessein par une surprise. Au point du jour, leurs masses tombèrent sur les corps des maréchaux Davoust, Soult, Ney, Augereau; la défense n'avait pas été délibérée; elle ne put être que vaillante, et pour cela même désavantageuse. Augereau même, au début de l'attaque, sembla se défier de la fortune du jour, et Napoléon lui ôta brusquement le commandement pour le remettre au plus ancien général de sa division, nommé Desjardins. C'était un vieux soldat; cet honneur le surprit, et il ne put que le justifier en s'engageant dans la bataille avec intrépidité. L'armée française hâta ses dispositions sous cette attaque concertée. Les divisions arrivaient une à une sans répondre au canon de l'armée russe, qui les foudroyait. Bientôt la bataille fut engagée comme dans une vaste mêlée; on se battit corps à corps dans le village d'Eylau; ce fut un théâtre affreux de carnage. La neige tombait à flocons épais; on ne distinguait pas son ennemi à vingt pas. Le combat dura de la sorte plus de douze heures; ce furent douze heures de massacre. Le 24e régiment de ligne, commandé par le colonel Semelé, y périt tout entier. Plusieurs généraux furent tués, entre autres le général d'Hautpoul, et ce général Desjardins qui avait remplacé Augereau, et qui fut frappé à la tête d'un boulet de canon : officiers et soldats rivalisaient dans cette lutte aveugle et désespérée. Enfin les Russes reculèrent à la fin du jour. Ils avaient perdu de sept à huit mille morts, de douze à quinze mille blessés; la perte des Français n'avait pas été moins cruelle. Les récits ennemis l'ont portée à trente mille morts et douze mille blessés; les bulletins de Napoléon la réduisirent à cinq mille sept cents blessés et mille neuf cents morts; double exagération qui laisse entre ces deux récits une conjecture tristement vrai-

semblable. Ce qui est certain, c'est que le champ de bataille resta aux Français, mais jonché de leurs cadavres et inondé de leur sang. Napoléon eut besoin de glorifier ce combat comme s'il avait été une victoire, et il en fit les honneurs à la cavalerie de Murat, qui n'y parut qu'au déclin du jour. Pendant ce temps, Augereau, furieux de l'insulte qu'il avait reçue, s'en allait à Paris, semant le murmure au travers de l'Allemagne ; Lannes, moins impétueux, avait aussi laissé échapper quelques mots grondeurs ; Napoléon dissimula pour le moment ses irritations, afin de ne point atténuer les bruits de victoire ; mais la renommée devait être crue plus que ses récits, et le nom d'Eylau est resté funeste dans l'histoire, sans rien ôter aux armes françaises de leur éclat et de leur honneur.

Aussi célébra-t-on cette journée à Pétersbourg par un *Te Deum ;* avoir disputé la victoire à Napoléon était une nouveauté qui ressemblait à un triomphe.

Napoléon toutefois garda l'offensive, mais sans hâter la réparation d'un si grand désastre. En même temps, la politique venait en aide à ses armes. C'est en ces conjonctures qu'il apprit des révolutions de palais consommées à Constantinople par le meurtre, et de ces révolutions venait de sortir une déclaration de guerre à la Russie : c'est le général Sébastiani, ambassadeur de France, qui avait jeté la Porte dans cette résolution, secours puissant pour les desseins de Napoléon.

Mais déjà quelques combats épars s'étaient mêlés aux savantes manœuvres par où des deux côtés on se disposait lentement à une rencontre plus décisive. Suchet et Oudinot se couvrirent de gloire à Ostrolenka, sur la Narew, à vingt-cinq lieues de Varsovie, où ils battirent le général russe Essen ; ce fut une journée meurtrière. Bernadotte accrut aussi sa renommée par un combat heureux à Braunsberg, à six lieues nord-est d'Elbing, et, par ce succès, il assura les positions de l'armée à la gauche extrême de ses opérations.

Telle fut alors la situation des deux armées. Napoléon avait son quartier-général à Osterode et à Finkenstein : au-

tour de lui rayonnaient les corps de son armée, Bernadotte, à Braunsberg; Soult, à Liebstadt; Ney, à Guttstadt; Davoust, à Holsenstein; Lannes, sur la Narew; Murat, près d'Elbing et de Marienwerder avec la cavalerie de réserve. Et, en regard de ces corps d'armée, se déployait l'armée russe depuis Secburg jusqu'à Kœnisberg; le quartier-général de Beningsen était à Lansberg.

Les deux armées se touchaient par tous les points de cette ligne, sans avoir hâte de se heurter. Et même des négociations s'étaient ouvertes entre les puissances belligérantes, et la guerre sembla s'apaiser. Toutefois les occasions étaient épiées, et en France le Sénat continuait à faire des levées d'hommes : quatre-vingt mille conscrits de 1808 furent appelés sous les armes. En même temps, le maréchal Lefèvre continuait le siége de Dantzick avec une intrépidité et une habileté restées mémorables. Le général prussien Kalkreuth capitula, après deux mois d'attaques savantes et cinquante et un jours de tranchée ouverte. De dix-huit mille hommes qui s'étaient enfermés avec lui dans la ville, la moitié avait péri; ce qui survivait, s'obligea à ne point servir d'une année. Huit cents pièces de canon tombèrent au pouvoir du vainqueur, ainsi que les magasins immenses de Dantzick. La chute de cette place dégageait la gauche et les derrières de l'armée française. Napoléon glorifia ce succès en déférant à Lefèvre le titre de duc de Dantzick, et le message qu'il fit au Sénat était plein de ces élans de chevalerie militaire, par lesquels il avait l'art d'exalter l'imagination et l'honneur des peuples.

Ce fut comme un signal de l'ardeur qui allait être rendue à la guerre; les combats s'étaient comme assoupis, sous prétexte des négociations. Ces négociations furent rompues, et dès le 5 juin, après quatre mois de préméditation, une campagne s'ouvrit par des rencontres soudaines et acharnées.

A Spanden, les colonnes russes voulurent forcer le passage de la rivière (la Passarge); elles furent vaillamment repoussées; Bernadotte fut blessé dans la lutte.

A Deppen, sur la même rivière, Soult repoussa de même une attaque russe.

Napoléon lui-même voulut se saisir de Guttstadt, où l'arrière-garde ennemie s'était établie ; il s'en rendit maître après une vive résistance.

Un combat plus sérieux eut lieu à Heilsberg, à trois lieues de Guttstadt : les corps de Lannes et de Soult, soutenus par la cavalerie de Murat, s'engagèrent avec l'armée russe presque entière ; l'artillerie ennemie fit d'affreux ravages dans les rangs français ; les Russes restaient inébranlables sous l'attaque : toutefois ils quittèrent le surlendemain leurs retranchements.

Par ces quatre combats rapidement livrés en cinq jours, Napoléon avait préparé une bataille où devaient s'engager toutes ses forces.

Le général en chef russe, Beningsen, sembla vouloir éviter ce grand choc, et, le 12 juin, il abandonna ses retranchements de Heilsberg ; le 14, au point du jour, il était atteint par l'armée française sur la rive gauche de l'Alle, près de Friedland, à quinze lieues sud-est de Kœnisberg. Ce ne fut tout le jour qu'un échange de manœuvres savantes. Enfin, le soir, vers cinq heures, la bataille se déclara par un engagement général des plus effroyables. Berthier, Lannes et Mortier rivalisèrent d'audace ; Bernadotte, blessé à Spanden, était suppléé par Victor d'une vaillance calme et ferme. Chacun eut sa part dans cette lutte : Ney avec la fougue de son courage ; Soult et Davoust avec leur intrépidité réfléchie ; et auprès d'eux les généraux Oudinot, Marchand, Latour-Maubourg, Verdier, aspirant au premier prix de la valeur. Le général d'artillerie Sénarmont commandait, à quatre cents pas en avant des colonnes, une batterie de trente pièces de canon, et, par un feu de mitraille bien conduit, il foudroyait les masses immobiles de l'armée russe : ce fut le gain de la bataille. Les Russes, partout accablés, hâtèrent leur retraite sur la rive droite de l'Alle ; les Français victorieux s'avancèrent sur la rive gauche ; la fuite n'était pas celle d'une déroute honteuse, mais d'une défaite éclatante, et telle qu'il la fallait pour la gloire de Napoléon et de ses lieutenants. Les Russes perdirent dix-sept mille hommes, autant de prison-

niers et soixante-dix canons. La perte des Français fut moindre, mais cruelle ; plusieurs généraux périrent dans l'action ; tous s'étaient jetés au plus fort des périls ; Victor fit tout plier devant lui par sa bravoure ; Napoléon le fit maréchal sur le champ de bataille. Le colonel Curial brilla entre tous les autres ; Napoléon le fit général. Le nom de Friedland resta grand dans l'histoire des plus grandes journées militaires ; toute l'Europe fut éprise d'admiration; officiers et soldats semblaient avoir surpassé leur renommée, et Napoléon lui-même surpassait sa fortune.

Dès ce jour tout céda aux armes françaises. Soult entra librement à Kœnisberg. Neisse, dans la haute Silésie, ouvrit sa forte citadelle; Glatz, près de la Bohême, capitula, ainsi que Kosel dans la Silésie; enfin la Grande-Armée alla établir son quartier-général à Tilsitt, sur la rive gauche du Niémen. Toute la Prusse, à l'exception de quelques places qui tenaient encore, étaient sous la main de Napoléon ; ainsi étaient vengées les injures faites soixante ans avant à la gloire française; ainsi s'expiaient la popularité de Frédéric II et la fierté que son nom avait laissée à sa famille et à son royaume.

La campagne qui venait de s'achever à Friedland n'avait pas duré quinze jours; toutes les destinées de l'Europe en furent changées. Le 21, un armistice fut signé à Tilsitt, et on ouvrit des négociations de paix. Le 25, les deux empereurs, Napoléon et Alexandre, se visitaient sous un pavillon dressé sur un radeau au milieu du Niémen; entrevue imposante où se pesa le sort des vieux États entre deux souverains également épris de gloire dans l'inégalité de leur génie.

La victoire avait rendu la paix facile. Les conditions n'en devaient être fatales qu'à la Prusse. Le roi de Prusse, admis à une seconde entrevue, n'eut qu'à plier devant la fortune. Tous ses États étaient perdus; l'empereur Alexandre obtint qu'on lui laissât la moitié de sa Monarchie. L'Europe fut remaniée; une grande partie de la Pologne prussienne passa au roi de Saxe qui prit le titre de grand duc de Varsovie; toutes les anciennes bornes furent changées,

on laissa survivre quelques petites principautés d'Allemagne ; d'autres disparurent[1]. Quant aux États prussiens, ils ne furent plus qu'une communication militaire entre le duché de Varsovie et la Saxe, et le roi Frédéric-Guillaume III s'obligea à tenir son reste de royaume fermé à la navigation et au commerce de l'Angleterre. A ce prix, Napoléon devait évacuer le territoire prussien avant le premier octobre, mais seulement après que la contribution de guerre serait acquittée. C'était l'abaissement le plus humiliant qui jamais eut atteint une couronne. La Prusse venait de perdre en quelques jours le fruit d'une ambition savante et parfois glorieuse, qui d'un électorat médiocre l'avait, en un siècle, élevée à la puissance d'une grande monarchie.

Mais Napoléon donna à cette humiliation un caractère de vengeance peu digne d'un vainqueur. La reine de Prusse était célèbre par sa beauté, elle venait de se rendre plus célèbre encore par son courage. Napoléon prit plaisir à aggraver l'adversité sur la tête de cette femme, par l'éclat de ses affronts et de ses mépris. Il affecta de la traiter avec insolence, lorsqu'il eut été beau de la traiter avec respect et avec honneur : il ne fit qu'attirer vers elle tous les cœurs; et pour lui, il semait au fond des âmes un germe secret d'indignation. Nouveau venu sur le trône, il semblait ne croire qu'à la victoire et à l'épée : en humiliant les royautés il abaissait la sienne; il ne soupçonnait pas que la gloire a besoin non-seulement de modération, mais de dignité, et qu'il y a quelque chose de plus sacré que la gloire même, c'est le malheur.

Traités du 7 et du 9 juillet. — La paix de Tilsitt régla l'existence des États nouveaux. Joseph, Louis, Jérôme, frères de Napoléon, furent reconnus, le premier comme roi de Naples, le second comme roi de Hollande, le troisième comme roi de Westphalie. Dantzick recouvra une sorte d'indépendance avec un territoire libre de deux lieues de rayon. La confédération fut maintenue, et l'Em-

[1] Voyez des détails curieux sur les princes d'Allemagne dans les *Mém. de Bourrienne*, tom. VII.

pire français, embrassant presque tous les Etats du vieux empire de Charlemagne, concentra, de fait, dans les mains de Napoléon, une puissance devant laquelle s'abaissaient toutes les couronnes. Il ne resta devant lui que deux Etats libres, la Russie et l'Angleterre; l'une atteinte néanmoins par deux blessures cruelles, l'autre maîtresse des mers, mais séparée du continent : double germe d'aversion subsistante. Aussi l'empereur Alexandre se posa vainement médiateur entre l'Angleterre et la France. La paix ne devait être qu'une éclatante dissimulation de la guerre, et d'autres incendies ne devaient pas tarder à s'allumer en Europe.

Et au milieu de ces révolutions d'Etat et de ces violents changements de destinées, l'histoire laisse tomber son regard sur une autre sorte d'infortune, sur celle de l'ancienne royauté de France et des restes de l'émigration française, que les victoires de Napoléon poursuivaient en Europe d'asile en asile.

Louis XVIII que nous avons vu chassé par la Russie et recueilli par la Prusse, avait suivi les vicissitudes de la guerre sans rien perdre de sa foi. Il semblait défier l'adversité ; et toutefois d'horribles angoisses avaient éprouvé sa constance ; des trames mystérieuses l'avaient enveloppé dans son séjour à Varsovie, et il avait vu ses jours et ceux de tous les siens menacés tantôt par le poison, tantôt par l'incendie [1]. La Russie, sur ces entrefaites, lui avait de nouveau ouvert un refuge; et il était allé retrouver à Mittau la retraite que le caprice de Paul Ier lui avait offerte et ôtée. Mais la paix de Tilsitt vint bientôt lui apprendre que nulle hospitalité ne lui était sûre désormais sur le continent, et il demanda un abri à l'Angleterre. Il ne quitta point Mittau sans y laisser l'empreinte de sa royauté. Les armées s'étaient battues non loin de ce lieu d'asile, et des prisonniers français étaient relégués à peu de distance. Louis XVIII en-

[1] Voyez les curieux récits de M. Martin d'Oisy, *Examen de la vie politique de Louis XVIII*, en tête du livre intitulé : *Manuscrit de Louis XVIII*, 1839.

voya des secours aux soldats de Napoléon ; il fit panser les blessés, et il chargea l'abbé de Firmont d'aller ajouter à ces soins des consolations plus tendres. Ce fut pour le Roi l'occasion d'une rude épreuve. L'abbé de Firmont, en exerçant son ministère auprès des malades, fut frappé de la contagion, et il mourut. Louis XVIII annonça lui-même cette douleur au frère de l'abbé de Firmont. « Je pleure, lui disait-il, un ami, un bienfaiteur, un consolateur qui avait conduit mon frère aux portes du ciel, et m'en traçait à moi-même la route. Oui, monsieur, la mort de votre frère a été une calamité publique [1]. » Ainsi Louis XVIII restait roi, ne fut-ce qu'en s'égalant à la grandeur des infortunes que Dieu versait sur sa tête.

Il s'en alla donc s'abriter en Angleterre, le seul pays qui ne fût pas atteint par les armes de Napoléon. En même temps erraient en Europe les débris de la vieille noblesse de France, que les lois d'amnistie avaient exceptés, ou qui avaient voulu perpétuer leurs exils. Les peuples et les gouvernements les voyaient fuir soit devant la guerre, soit devant la paix; et à la fin la pitié, comme l'admiration, s'évanouit ; l'Europe frappée par ses propres adversités s'accoutuma à dédaigner le spectacle de ces grandes fidélités et de ces grandes infortunes. On vit à Hambourg plusieurs familles de la plus haute noblesse recourir à un travail rebutant et stérile [2]. La providence frappait d'une humiliation cruelle une aristocratie qui n'avait pas toujours justifié son élévation par la vertu, et ce spectacle glissait sur l'imagination des peuples; les catastrophes de l'Europe avaient glacé toutes les âmes.

Juillet 1807. — Napoléon cependant s'en vint jouir de sa gloire, comme si son ambition était désormais satisfaite ; il rentrait à Paris après dix mois d'absence : les corps de l'Etat furent ingénieux à trouver des formes nouvelles

[1] Voyez les curieux récits de M. Martin d'Oisy, *Examen de la vie politique de Louis XVIII*, en tête du livre intitulé : *Manuscrit de Louis XVIII*, 1839.

[2] Voyez les *Mém. du général Dammartin* et aussi les *Mém. de Bourrienne*, tom. VII.

d'adulation ; l'enthousiasme ressembla à une extase, si ce n'est que souvent la parole perdit son élégance, en même temps que la pensée perdait sa dignité. « Il est une chose plus extraordinaire que les prodiges de Votre Majesté, lui dit le premier président Séguier ; c'est que vous résistiez à la fortune, qui affecte pour vous l'empire de la terre ; que vous soyez moins ambitieux de vaincre que de vous réconcilier ; que vous ne fassiez sentir par vos armes les dangers de votre inimitié, que pour faire comprendre par la force de votre génie les avantages de votre alliance. Napoléon n'a jamais voulu que la paix du monde : il a toujours présenté la branche d'olivier à ses provocateurs, qui l'ont forcé d'accumuler les lauriers. Napoléon est au delà de l'histoire humaine ; il appartient aux temps héroïques ; il est au-dessus de l'admiration ; il n'y a que l'amour qui puisse s'élever jusqu'à lui. »

Napoléon, à l'exagération de ces louanges, pouvait se croire au-dessus de l'homme ; il affecta d'être modéré, et l'admiration n'en fut que plus passionnée.

Le 16 août il ouvrit le Corps législatif, et il parla de paix en annonçant une diminution d'impôts. « Je désire la paix maritime, dit-il ; mon ressentiment n'influera jamais sur mes déterminations ; je n'en saurais avoir contre une nation, jouet et victime des partis qui la déchirent, et trompée sur la situation de ses affaires comme sur celle de ses voisins. Mais quelle que soit l'issue que les décrets de la Providence aient assignée à la guerre maritime, mes peuples me trouveront toujours le même, et je trouverai toujours mes peuples dignes de moi. »

Et quelques jours après, Fontanes, président du Corps législatif, allait lui répondre : « Tous nos cœurs sont émus aux témoignages de votre affection pour les Français. Les paroles que vous avez fait entendre ont déjà réjoui les hameaux. Un jour on dira en parlant de vous (et ce sera le plus beau trait d'une histoire si merveilleuse), on dira que la destinée du pauvre occupait celui qui fait la destinée de tant de rois, et qu'à la fin d'une longue guerre vous avez diminué les charges publiques, tandis que vos

mains victorieuses distribuaient avec tant de magnificence des couronnes à vos lieutenants.... et comment, ajoutait le flatteur, n'accueilleriez-vous pas ce langage aussi éloigné de la servitude qu'il le fut de l'anarchie? »

Telle était la pompe des adulations. A ces hommages la poésie ajouta ses apothéoses. Les théâtres et les académies retentirent d'applaudissements; des livres furent faits pour apprendre à la jeunesse des écoles à n'admirer que Napoléon; tout s'effaçait dans l'Histoire devant son génie.

Aussi profita-t-il de cette disposition publique pour achever de concentrer en ses mains toute la puissance de l'Empire. Il restait dans la Constitution quelques formes de représentation qui semblaient rappeler la liberté de la République; il les supprima. Le Tribunat, qui préparait l'examen des lois, fut remplacé par des commissions prises dans le Corps législatif; et le Corps législatif lui-même ne servit guère qu'à revêtir la puissance absolue d'une forme de délibération publique. Ainsi dégagea-t-il son empire de ce qu'il appelait *des bavards, des idéologues, des phraseurs et des avocats* [1]. En un mot, la France s'absorba dans la volonté d'un maître. Il ne resta, dit Bourrienne, « qu'un Sénat pour voter des hommes, un Corps législatif muet pour voter de l'argent, point d'opposition dans l'un, point de réflexions dans l'autre; nulle part de contrôle; la possibilité de faire sous les seules lois de son bon plaisir tout ce qu'il voudrait; la presse enchaînée; voilà ce que voulut Napoléon [2]. » L'histoire ajoute : et pour son malheur il obtint ce qu'il avait voulu.

En même temps Napoléon faisait sentir au monde la puissance de son sceptre.

Il lui suffit d'un décret pour réunir en un seul Etat les Etats de Hesse-Cassel, de Brunswick, de Fulde, de Paderborn, d'une grande partie du Hanovre et de plusieurs enclaves, et cela s'appela le royaume de Westphalie; une

[1] *Mém. de Bourrienne*, tom. VII.
[2] Ibid.

régence temporaire, composée des conseillers d'Etat Beugnot, Siméon, Jollivet, et du général Joseph Lagrange alla organiser l'administration de ce royaume, réservé à Jérôme Bonaparte.

Peu après, il créait de même un gouvernement *sept-insulaire* dans la mer Ionienne, comme faisant partie de l'Empire ; ce gouvernement comprenait les sept îles célèbres de cette mer, Corfou, Paxos, Ste-Maure, Ithaque, Céphalonie, Zante et Cérigo, qu'on avait vues, en 1800, réunies en confédération républicaine sous l'action concertée de deux Etats despotiques, la Russie et la Porte [1].

Mais dans ce vaste remaniement du monde, une chose resta au-dessus du pouvoir de Napoléon, ce fut de rétablir la paix entre la Turquie et la Russie. Le général Sébastiani avait si bien allumé la guerre, que le général Guilleminot ne pût l'éteindre.

L'Europe elle-même gardait ses luttes.

Deux puissances résistaient à Napoléon dans son système de domination universelle, l'Angleterre et la Suède, inégales en force et mues par des pensées diverses, la première par l'aversion, la seconde par l'indépendance; celle-ci obéissant à la politique de l'autre, et d'ailleurs emportée par les témérités de son roi Gustave IV, qui ne vit pas les périls où courait sa royauté.

Le maréchal Brune, dans une campagne rapide, frappa les Suédois de défaites sanglantes. Stralsund, dans la Poméranie suédoise, s'ouvrit à ses armes, et, quelques jours après, l'île de Rugen fut occupée par suite d'une capitulation ; l'armée suédoise avait vainement lutté avec courage;

[1] Corfou, l'ancienne Corcyre ; — Paxos, l'ancienne Ericuse ; — Sainte-Maure, Leucade ; — Zante, Zacinthe ; — Cérigo, Cythère.

Venise s'était emparée de ces îles et les avait gouvernées, comme les Républiques gouvernent leurs colonies, avec tyrannie. Le traité de Campo-Formio avait détruit Venise à son tour. En 1798, la Russie et La Porte s'étaient emparées des Sept-Iles et en avaient fait, en 1800, un Gouvernement libre. Dès 1803, l'anarchie s'était mise dans cette fédération. En 1809, Napoléon mettait la main sur les Sept-Iles pour les gouverner par ses procédés absolus ; mais les flottes anglaises n'allaient pas tarder à les lui ravir.

les secours anglais l'avaient délaissée, et enfin elle rentra dans la Suède, irritée et portant le germe des impopularités, sous lesquelles Gustave IV ne devait pas tarder à périr.

La guerre resta animée entre l'Angleterre et la France, et elle s'exerça par des actes réciproques de blocus et de représailles. On vit alors une étrange rivalité de barbaries, exercées contre le commerce et ses marchandises [1]. Mais l'Angleterre, maîtresse sur les mers, pouvait donner surtout à ses vengeances un funeste éclat. C'est alors qu'on la vit déshonorer sa politique par une violence inouïe dans l'histoire des peuples policés. Elle n'avait pu entraîner le Danemarck dans son système contre la France; et comme elle soupçonnait qu'il ne tarderait pas, au contraire, à obéir au système continental que Napoléon imposait par les armes à tous les Etats, elle crut devoir le prévenir par une agression; et tout à coup parut une flotte anglaise devant Copenhague; elle s'en venait bombarder la ville sans autre déclaration de guerre. Cette barbarie dura trois jours; six cents maisons furent incendiées; et la ville capitula. Ce fut en Europe un cri d'étonnement et d'horreur; les plus ennemis de Napoléon maudirent une violence qui attestait que tout désormais, dans la guerre comme dans la paix, sortait des lois strictes du droit des gens. Le roi de Danemarck poussa des cris de vengeance; il défendit toute espèce de commerce avec les Anglais, fit arrêter ceux qui étaient dans ses Etats et confisqua leurs propriétés. Napoléon redoubla de colère et de menace et fit un traité avec le Danemarck; l'empereur Alexandre enfin rompit tous ses rapports avec l'Angleterre, et déclara qu'aucune communication ne serait rétablie avec elle, tant que cette grande violation de la justice et de l'humanité ne serait point réparée, et aussi tant que la paix ne serait pas faite entre l'Angleterre et la France. « Deux fois, portait la déclaration, l'Empereur a pris les armes dans une cause où l'intérêt le plus direct était celui de l'Angleterre; il a solli-

[1] Bourrienne, consul général à Hambourg, put voir de près ces actes insensés. — *Mém.*, tom. VII.

cité en vain qu'elle coopérât suivant le commun intérêt; mais loin d'agir de bonne foi, elle est restée froide spectatrice de la guerre qui s'est allumée à son gré. Elle a envoyé ses troupes attaquer Buénos-Ayres, chercher à s'approprier l'Egypte. Elle exécute sur les côtes du Danemarck un acte de violence, dont l'histoire, si féconde en exemples de ce genre, n'en offre pas un pareil. » Par ces motifs, la Russie revenait *à ses principes de neutralité armée,* « ce monument de la sagesse de l'impératrice Catherine. » Ainsi Napoléon, soit par ses victoires, soit par les victoires mêmes de l'Angleterre, sa principale ennemie, affermissait son autorité sur l'Europe, du centre au nord, et il n'eut plus qu'à porter sa vue sur les points par où l'action de l'Angleterre paraissait encore défier la sienne.

C'est par le Midi que l'Angleterre touchait à l'empire de Napoléon. Elle était maîtresse en Portugal, quelque soin que prît la cour de Lisbonne de dissimuler sa longue habitude de soumission à la politique de Londres. Vainement Napoléon avait voulu entraîner cette cour dans son système continental; la séparation en deux parts de l'empire portugais, ses colonies transatlantiques, ses possessions dans toutes les parties du monde, ce qui faisait en un mot sa puissance lui ôtait à la fois de sa liberté; la prépondérance de l'Angleterre s'imposait naturellement à cet Etat ainsi coupé par les mers, et tout ce qu'il avait pu concéder à Napoléon, c'était de garder la neutralité dans la guerre.

Mais la neutralité ne suffisait point : Napoléon voulait une rupture déclarée, et ne pouvant l'obtenir par la politique, il la fit par les armes, si ce n'est qu'attaquant le Portugal, il le livrerait de plus en plus à l'Angleterre; et c'est ce que ne vit pas assez Napoléon; la fortune aveuglait son génie, et, à force de poursuivre les conséquences de son système, il risquait de rencontrer des aventures où sa logique serait vaincue comme son épée.

Napoléon, toutefois, donnait à ses entreprises un caractère de grandeur, qui, l'éblouissant lui-même, étonnait l'imagination d'autrui. Ce n'est pas seulement le Portugal

qu'il avait à arracher à l'action politique de l'Angleterre, c'est toute la Péninsule qu'il avait à s'assujettir ; et c'est ce dessein qu'il avait conçu, et qu'il espéra de réaliser soit par la politique, soit par la guerre : dessein audacieux qui ne se pouvait consommer que par un renversement complet de toutes les souverainetés.

La cour de Madrid était alors en proie à des intrigues où la majesté du monarque était aux prises avec la perfidie des favoris. La grande race de Louis XIV s'était abaissée en des plaisirs sans dignité ; la monarchie espagnole avait suivi cet abaissement ; sa puissance même l'avait énervée ; princes et grands rivalisaient d'humiliation ; et, en cette universelle décadence, Godoï, ministre de cour, trafiquait les restes de puissance de l'Espagne, pour agrandir et assurer sa propre fortune.

Le prince des Asturies, Ferdinand, fils du roi Charles IV, n'avait rien de ce qui arrête un empire sur son déclin ; mais on lui avait appris à se défier des perfidies de Godoï, et autour de lui s'étaient formées quelques oppositions contre la politique qui menaçait de perdre le trône de son père : oppositions impuissantes, et seulement capables d'aggraver les troubles et de hâter la ruine.

Il fut aisé à Napoléon de faire sortir de cette anarchie de palais des combinaisons de diplomatie secrète, favorables à ses témérités politiques. Déjà il avait préparé une expédition armée pour le Portugal, et il en avait remis la conduite au général Junot, esprit médiocre et plein d'orgueil, qui le fatiguait à Paris par ses prodigalités et par ses désordres [1]. Un traité secret signé à Fontainebleau associa l'Espagne et la France pour la conquête du Portugal. En même temps furent réglés des échanges de souveraineté : le roi d'Etrurie devait abandonner son Etat d'Italie et recevoir la province portugaise entre Douro et Minho, avec le titre de roi de la Lusitanie septentrionale ; les Algarves et l'Alentejo seraient remis en souveraineté à Godoï, le célèbre favori, et ces deux principautés seraient placées

[1] *Mém. de Bourrienne*, tom. VII.

sous la suzeraineté du roi Charles IV. L'Empereur des Français reconnaîtrait enfin le roi d'Espagne comme empereur des deux Amériques ; et, à ces conditions, une armée française de quarante mille hommes allait pouvoir partir de Bayonne, traverser l'Espagne, et consommer par les armes le partage du Portugal.

Telle était l'entreprise de Napoléon ; et à ce moment éclata le murmure qui déjà se faisait autour du prince des Asturies. On crut ou on feignit de croire que le prince voulait détrôner son père ; en d'autres temps, ce soupçon eut donné lieu à des drames funestes ; tout se borna à des scènes ridicules. Quelques seigneurs furent arrêtés, et Ferdinand demanda grâce. Le roi déclara par un décret que la voix de la nature désarmait le bras de la vengeance ; les complices de Ferdinand furent néanmoins livrés au conseil de Castille. Le procès fut instruit avec éclat ; on eut dit un crime d'État au premier chef ; le conseil de Castille prononça l'innocence de tous les accusés.

Devant une cour ainsi travaillée, la politique de Napoléon se sentit à l'aise, et il suivit avec sécurité l'exécution de ses desseins.

Son système continental continuait de s'imposer à l'Europe. L'empereur Alexandre avait mis l'embargo sur tous les bâtiments anglais dans les ports de la Russie ; et la Prusse ne tarda pas à prononcer toute interdiction de communication avec l'Angleterre. De son côté, l'Angleterre se défendait par des représailles : une ordonnance du roi Georges III porta que « tous les ports de la France et de ses alliés, et tous les pays dont le pavillon anglais était exclu, seraient soumis aux mêmes interdictions maritimes et commerciales que s'ils étaient rigoureusement bloqués par les forces navales britanniques. » — Tout commerce d'objets provenant des ports ou pays sus-mentionnés, était déclaré illégal. Tout navire sortant de ces pays ou devant s'y rendre serait légitimement capturé. Les bâtiments des puissances neutres et même alliées de l'Angleterre seraient assujettis non-seulement à la visite des croiseurs anglais, mais encore à une station obligée dans un des ports de

l'Angleterre, et à une imposition sur leur chargement qui serait réglée par la législation anglaise. »

Alors Napoléon redoubla de déclarations et de décrets; un dernier décret, daté de Milan, porta que tout bâtiment de quelque nation qu'il fût, qui se serait soumis à l'ordonnance du roi d'Angleterre, serait par le fait *dénationalisé*; qu'ayant ainsi perdu la garantie de son pavillon, il serait considéré comme propriété anglaise, et, par suite, s'il tombait au pouvoir d'un navire français, déclaré de bonne prise. Par ce décret, les Iles-Britanniques étaient déclarées en état de blocus, et tout bâtiment expédié de leurs ports ou de leurs possessions serait légitimement capturé. Ainsi les lois de la mer faisaient place à un vaste système de piraterie ; et le roi d'Angleterre, répondant à la déclaration de l'empereur Alexandre, qui avait rappelé le droit de neutralité armée de l'impératrice Catherine comme la sauvegarde de la liberté et de la dignité des Etats, finit par établir une théorie toute contraire, celle du droit de déprédation maritime : « Principes, disait le roi, qui avaient de tout temps contribué à la puissance de l'Angleterre, et devenus d'une importance incalculable, à une époque où la puissance maritime de la Grande-Bretagne était le seul boulevard existant contre les usurpations sans cesse renaissantes de la France, et le seul refuge auquel d'autres nations pussent avoir recours dans des temps plus heureux. »

Ainsi s'achevait l'année 1807. Triste exemple donné au monde par deux grandes puissances qui, ne pouvant s'atteindre par les armes, cherchaient à se détruire par des actes où se trahissaient l'acharnement de la haine, plutôt que la rivalité de la gloire.

Cependant l'armée française, commandée par Junot, s'était avancée vers le Portugal, sans que le prince régent eût soupçonné la gravité des périls qui le menaçaient.

Le 25 novembre, il ouvrit le *Moniteur* du 13 qu'un bâtiment expédié de Londres venait d'apporter en toute hâte à l'ambassadeur anglais; et il y lut ces étonnantes paroles: « La maison de Bragance a cessé de régner en Europe! »

Tels étaient les arrêts que prononçait Napoléon sur les dynasties.

Déjà la foudre suivait la menace; le lendemain l'armée française entrait à Abrantès, à vingt lieues de Lisbonne. Le régent semblait n'avoir pas soupçonné la marche de cette expédition de trente à quarante mille hommes; et il est vrai qu'en un mois elle avait franchi l'espace depuis Bayonne avec une vélocité sans exemple au travers des montagnes et des torrents, et par un temps de pluies qui ôtait toute vraisemblance à la nouvelle de son approche. Junot s'était joué de tous les obstacles, n'ayant pas l'air de soupçonner que la moitié de son armée avait péri dans cette course. Surpris, éperdu, le Régent ne songe qu'à la fuite par delà les mers. Il a sous la main une armée vaillante et qui ne demande que des ordres; dans le port, huit vaisseaux de ligne, quatre frégates, plusieurs corvettes, des bricks, des sloops armés, ensemble trente-six voiles; tout l'appareil d'une défense si le courage ne manquait pas; il ne sait que se précipiter sur sa flotte à peine approvisionnée avec la reine sa mère, avec sa famille, avec quelques courtisans, avec ses effets les plus précieux, et il vogue vers le Brésil, laissant le Portugal en proie à deux périls, celui de la conquête par la France, celui de la défense par l'Angleterre.

Le lendemain [30 novembre], Junot entrait à Lisbonne sans coup férir; il s'emparait de toutes les propriétés anglaises et de tout ce qui restait de navires dans le port: de quatre vaisseaux, de cinq frégates, de douze bricks, de plusieurs bâtiments en construction, et d'un arsenal riche en provisions de bois et de fer; et il répétait les paroles fatidiques de Napoléon: « La maison de Bragance a cessé de régner! » Peu après [23 décembre], un décret impérial frappait le Portugal d'une contribution de guerre de cent millions.

Ainsi s'ouvrait l'année 1808.

Jérôme Bonaparte était allé s'asseoir sur son trône de Westphalie; Marie-Louise de Bourbon, régente du royaume d'Étrurie pour son fils, Louis II, encore mineur, avait en son nom renoncé à cette royauté artificielle, et une armée

française avait pris possession de ses États; la Prusse et l'Espagne rivalisaient de soumission. Une cédule du roi Charles IV rappelait les griefs de la guerre maritime de 1804 pour motiver son accession au décret de blocus universel, et le roi Frédéric-Guillaume avait de même déclaré ses États fermés à l'Angleterre, tant que subsisterait l'état de guerre avec la France. En même temps, l'occupation de la Calabre ultérieure par le général Reignier, achevait la conquête du royaume de Naples, et Joseph, frère de Bonaparte, apparaissait un moment sur ce trône; un sénatus-consulte réunissait à l'empire les villes de Khel, de Cassel et de Wesel, sur la rive droite du Rhin, ainsi que la ville et le port de Flessingue. Tout obéissait à la volonté de Napoléon, mais ses desseins grandissaient à mesure que s'élargissait son empire; et bientôt on vit des armées nouvelles s'avancer vers l'Espagne; en même temps un corps d'armée entrait à Rome sous prétexte d'écarter de la cité neutre par excellence les influences ennemies que couvrait, disait-on, le nom de la papauté.

Ce fut l'indice d'événements plus formidables que ceux qui avaient si profondément remué tous les États.

Des troupes françaises commencèrent par entrer à Pampelune de vive force, et à Barcelonne par stratagème; d'autres corps envahirent St-Sébastien, Figuières et plusieurs autres places, non comme ennemies mais comme auxiliaires de l'Espagne, et sous ce nom étaient violées toutes les lois de la guerre comme de la paix.

L'Espagne ne put se méprendre sur ce qu'il y avait au fond de ces actes insolites, et la cour de Madrid elle-même parut sortir de son sommeil et ouvrir les yeux. Napoléon s'était appliqué à la tenir sous l'étreinte, non d'une diplomatie, mais d'une police armée d'artifices. Il avait trouvé le moyen de compromettre l'Espagne dans sa politique continentale, par l'envoi de vingt mille hommes d'élite de son armée dans le Danemarck, afin d'y protéger la liberté des mers. Tout servait à ce génie, l'audace et la ruse, la témérité et la tromperie.

Mais à mesure que les armes françaises roulaient comme

des flots vers l'Èbre, sous prétexte d'enserrer le Portugal ou d'aller attaquer Gibraltar, la cour de Madrid sentait l'inquiétude, l'étonnement, la peur, la colère naître et fermenter au cœur de la Nation, et elle-même fut travaillée par des cabales bientôt furieuses. C'était Godoï, disaient les uns, qui livrait l'Espagne pour faire périr plus à l'aise le prince des Asturies. C'était Ferdinand, disaient les autres, qui appelait les armes de Napoléon au secours de ses complots contre son père. Le nom de la reine était tristement mêlé dans ces échanges d'accusations; la cour s'abîmait en des intrigues de lâcheté et de scandale; et comme les armées s'avançaient toujours, les courtisans, rapprochés par une commune épouvante, ne surent plus que conseiller la fuite, à l'imitation de Jean de Bragance; ce conseil fut écouté, et le départ de la cour fut résolu. Mais aussitôt se fit une vive émotion dans tout le peuple; à peine commençaient les apprêts du départ, que les habitants de Madrid coururent à Aranjuez, soulevant et traînant avec eux les paysans des environs. En un moment on se précipite vers l'habitation de Godoï, prince de la Paix; on la pille et on la dévaste; lui-même n'échappe à la fureur populaire qu'en faisant annoncer par le roi qu'il abandonne ses charges et ses honneurs; mais à cette satisfaction donnée au peuple, s'ajoute la lâcheté des mensonges. « Mes aimés sujets, dit le roi, tranquillisez vos esprits; sachez que l'armée de mon cher allié, l'Empereur des Français, traverse mes États avec des sentiments de paix et d'amitié; elle a pour but de se porter sur des points menacés d'un débarquement de l'ennemi. La réunion de ma garde n'a pour objet ni de défendre ma personne, ni de m'accompagner dans un voyage que la malignité vous a fait supposer nécessaire. »

Vaine tromperie! l'alarme ni la colère n'est apaisée, et le roi Charles IV, emporté par la peur, abdique en faveur de son fils Ferdinand; Godoï est arrêté; Ferdinand ordonne la confiscation de ses biens; et cependant l'émotion populaire dure toujours; Madrid est en proie au désordre, on cherche une autorité, on ne trouve que des intrigues; et c'est au milieu de cette confusion qu'apparaissent les

premières troupes françaises : à l'instant se fait un morne silence; la stupeur est sur tous les visages; le calme est dans les rues, mais tout indique de sombres pensées dans les âmes. Murat occupe la ville sous ces impressions; c'est un drame nouveau qui s'ouvre, et la consternation publique fait pressentir ce qu'il aura de terrible.

Ailleurs, d'autres événements non moins sérieux se déroulaient.

Le Pape, depuis longtemps atteint dans sa souveraineté temporelle, avait, comme le reste de l'Italie, fléchi sous la force. Mais l'invasion de Rome était une trop rude violation de son droit, et il protesta par un bref comminatoire d'excommunication adressé directement à l'Empereur.

27 mars. — « Depuis longtemps, disait-il, le domaine du Saint-Siége a dû supporter la charge énorme de vos troupes; en sorte que, depuis 1807 jusqu'à présent, elles ont consommé à peu près cinq millions d'écus romains... Vous nous avez dépouillé des duchés de Bénévent et de Ponte-Corvo... Enfin vous avez envahi hostilement la capitale même, et vous nous avez constitué nous-même prisonnier dans notre résidence apostolique, en pesant militairement sur notre peuple. Nous en appelons, pour la décision de cette manière d'agir de votre part, au droit de tous les peuples; nous en appelons à vous-même comme à un fils consacré et assermenté, pour réparer les dommages et pour soutenir les droits de l'Église catholique. » Et, après ces protestations, le Pape déclarait que si Napoléon persistait dans la violence, *il serait forcé de faire, dans l'humilité de son cœur, usage de cette force que le Dieu tout-puissant avait mise en ses mains.* » Napoléon répondit à cette menace par un décret [2 avril] qui démembrait de l'État ecclésiastique les provinces d'Ancône, d'Urbin, de Macerata, de Camerino, et les annexait au royaume d'Italie.

Le lendemain, le légat du Pape quittait Paris. Alors s'échangèrent quelques notifications entre les deux États, l'un spoliateur, l'autre spolié, l'un invoquant la conquête, l'autre invoquant la conscience, l'un se hâtant dans l'oppression, l'autre patient dans la soumission; lutte inégale

où le plus faible, toutefois, devait finir par n'être pas le vaincu.

Mais déjà Napoléon courait à d'autres desseins.

Il avait convié la famille royale d'Espagne à se rendre à Bayonne, pour conférer avec elle des intérêts de l'Espagne. Godoï lui était un instrument nécessaire, il le fit délivrer par Murat, qui eut l'air de concéder sa liberté aux instances de la reine. En même temps, le général Savary, émissaire affidé de Napoléon, s'était rendu à Madrid pour entourer cette famille aveugle de toutes les ruses de son espionnage. Ferdinand seul opposait quelque défiance aux manéges; on le vainquit à force de cajolerie, et il fut le premier à arriver à Bayonne, incertain de son rôle et de sa royauté; Napoléon le reçut comme prince des Asturies, et peut-être alors il découvrit le piége où il s'était laissé traîner; peu à près, s'acheminaient à leur tour Charles IV et la reine, avec leur favori et toute une cour de princes et de grands hébétés, non sans un profond étonnement des peuples, restés sous l'occupation militaire de cent mille Français.

Alors enfin s'accomplit à Bayonne un mystère triste et savant de politique. Napoléon avait sa pensée arrêtée; « L'Espagne sera toujours l'ennemie cachée de la France, lui avait dit son ministre Champagny dans un rapport; il faut qu'un prince ami de la France règne en Espagne; c'est l'ouvrage de Louis XIV qu'il faut recommencer; ce que la politique conseille, la justice l'autorise. » C'était toute une théorie de spoliation, et Napoléon n'eut qu'à en hâter la pratique. Tout servait à son dessein; les princes d'Espagne étaient à ses pieds; le vieux roi Charles IV le saluait comme un sauveur.

L'infortuné monarque ne voyait personne à accuser autour de lui, si ce n'est Ferdinand son fils. Il protestait contre l'abdication qu'on lui avait arrachée; il s'attendrissait au nom de Murat, qui lui avait rendu le prince de la Paix, son ami, le guide de sa politique et de sa vie; et enfin rien ne manquait à sa sécurité, puisqu'à présent il était sous la protection d'un si grand allié. Et Napoléon se

laissait prodiguer les témoignages de gratitude sans rien changer à ses desseins. D'abord, il fit restituer la couronne à Charles IV par son fils Ferdinand; et ces incertitudes de royauté étaient un abaissement de plus de la dynastie royale. Puis, au milieu de ces trames politiques, arrivèrent des nouvelles sinistres. Le peuple de Madrid était sorti de sa stupeur et s'était mis en révolte; les paysans étaient accourus et avaient grossi l'insurrection : plusieurs soldats français avaient péri dans cette attaque soudaine; Murat avait fait tirer à mitraille sur les multitudes; et, lorsque le calme avait été rétabli et une amnistie proclamée, il avait fait fusiller de nuit une centaine de rebelles au Prado, sans autre jugement. Ces nouvelles arrivaient après avoir traversé l'Espagne, où elles avaient semé l'épouvante et l'horreur. Elles hâtèrent le dénouement du drame politique. Murat, maître de Madrid par la terreur, y avait établi une junte suprême dont il s'était fait nommer président. Charles IV commença par reconnaître cette junte, et nomma par une cédule Murat son lieutenant-général dans les Espagnes; quelques jours après, il signait un traité [5 mai], par lequel il cédait à Napoléon tous ses titres et tous ses droits sur la monarchie espagnole, et lui résignait notamment le droit de disposer de sa couronne en faveur de qui il voudrait; et ce traité était ratifié par Ferdinand et par tous les autres infants.

Ainsi s'achevait le mystère, source de longue ignominie pour tous ceux qui y avaient été acteurs, soit par la provocation, soit par la violence, soit par la lâcheté. Cette famille de rois dégénérés fit des actes nouveaux d'abdication par lesquels elle relevait les Espagnols de tous leurs serments et les sollicitait de garder le traité qui déférait le royaume à Napoléon; après quoi il envoya captifs, Charles IV à Compiégne, ses fils à Valençay, n'ayant plus, pensait-il, qu'à donner un roi à l'Espagne, ainsi conquise par la honte : il ne soupçonnait pas qu'à ce moment s'ouvrait devant lui un abîme de représailles où périrait sa gloire et son génie.

Un instant, toutefois, il put croire que la junte de Ma-

drid allait tout aplanir devant sa fortune. Elle lui fit une adresse par laquelle elle lui demandait pour roi son frère Joseph, actuellement roi de Naples : et peu après, le conseil de Castille et la municipalité de Madrid souscrivirent le même vœu. Napoléon se borna d'abord à de vagues déclarations, telles qu'il avait su les faire pour fasciner les esprits français, et telles qu'il les crut propres également à émouvoir les imaginations castillannes.

« Après une longue agonie, disait-il dans une proclamation [24 mai], votre nation périssait. J'ai vu vos maux, je vais y porter remède. Votre grandeur, votre puissance fait partie de la mienne. Vos princes m'ont cédé leurs droits à la couronne des Espagnes. Je ne veux pas régner sur vos provinces, mais je veux acquérir des titres éternels à l'amour et à la reconnaissance de votre postérité. Votre monarchie est vieille, ma mission est de la rajeunir... Soyez pleins d'espérance et de confiance dans les circonstances actuelles ; car je veux que vos derniers neveux conservent mon souvenir et disent : Il est le régénérateur de notre patrie. »

Mais ces paroles glissaient sur les âmes espagnoles. L'enlèvement du roi, l'occupation du pays par les armes étrangères, Madrid en proie à la justice militaire, toutes ces scènes de Bayonne commentées et grossies par la haine, avaient semé dans toute l'Espagne une sombre horreur ; la colère s'était partout allumée, et partout le peuple, d'un mouvement rapide, avait préparé ses armes : fusil, sabre ou poignard, tout allait servir à la vengeance ; chaque maison allait être une citadelle ; chaque Espagnol, femme, enfant, jeune homme ou vieillard, moine, noble ou paysan, allait être soldat. Jamais, depuis les Maures, ne s'était vu une pareille impulsion de patriotisme, et toutefois sans excitation, sans bruit et presque sans chef, tous obéissant spontanément à une même pensée de colère et de liberté.

Bientôt se fait l'explosion. Le 27 mai, jour de la fête de Saint-Ferdinand, devient de lui-même le jour marqué pour l'insurrection ; le peuple de Cadix donne le premier exemple ; l'incendie gagne toutes les provinces ; l'Espagne est

en feu. Nul calcul des périls ni des ressources dans cet universel soulèvement. Cent mille Français sont maîtres des villes, des ports, des citadelles; le roi est absent; Napoléon est armé de ses abdications; un gouvernement militaire siége à Madrid; quelle force peut lutter contre cette domination? Le peuple ne délibère pas, il est irrité, il appelle la vengeance, il sort à flots de ses demeures, de ses hameaux, de ses couvents, il invoque Dieu et il croit à la victoire.

Pourtant, ce même jour du 27 mai, une ville avait vu se former une junte de magistrats et de notables qui allait ajouter une forme d'autorité à tous ces élans d'insurrection. C'était un vieux droit de la ville de Séville de constituer en son sein une *junte provinciale*, et de ne point reconnaître les ordres du conseil de Castille, lorsqu'il arrivait que Madrid fût occupé par une force étrangère. Cette réunion de citoyens, armée d'une liberté ancienne, débuta par un acte qui devait le plus remuer la nation : elle déclara la guerre à la France; c'était l'exercice de la puissance dans ce qu'elle a de plus souverain. Mais la junte de Séville déclarait à la fois que son pouvoir ne relèvait que de Ferdinand VII, seul roi légitime des Espagnes, et actuellement hors d'état de manifester sa volonté. Cet acte soudain exalta les courages; partout se formèrent des juntes qui correspondirent avec la junte de Séville; la population tout entière fut en armes; elle enveloppa, elle étreignit l'armée de France, qui resta comme seule au milieu de la nation.

Toutefois, en regard de ces élans populaires contrastaient quelques apparences de soumission. Napoléon, qui de Bayonne voyait tout ce drame, s'était hâté de donner un Roi à l'Espagne, et il avait désigné Joseph, son frère, qui venait à peine de passer par le trône de Naples : de sa pleine puissance, et comme accédant au vœu de la junte de Madrid et du conseil de Castille, il avait déféré à son frère la souveraineté d'Espagne, et il lui avait assuré l'intégrité des Etats de cet Empire qui touchait à l'Europe, à l'Afrique, à l'Asie, à l'Amérique. Il se trouva dans les villes

des corporations qui, par des adresses, déclarèrent accepter cette royauté; et le nouveau roi put croire qu'il n'avait qu'à s'en aller ceindre la couronne de Charles-Quint.

Mais, tandis que ces apparences donnaient quelque sécurité à Napoléon, l'insurrection sévissait par des coups éclatants d'hostilité. Elle commença par s'emparer à Cadix des restes de la flotte française, qui avaient trouvé là un asile depuis la journée de Trafalgar : cinq vaisseaux, une frégate, quatre mille marins : ce n'était plus une insurrection, c'était une guerre. Vainement une grande junte d'Etat, appelée à Bayonne, parut protester par l'acceptation d'une forme constitutionnelle qu'on espérait imposer à la liberté espagnole. Les serments de fidélité trahissaient la contrainte, et le mouvement national n'en était pas affaibli.

Puis la politique anglaise eut hâte d'aggraver cette situation. Une révolte fut suscitée à Oporto, et, à ce signal, le Portugal s'ébranla comme l'Espagne : l'occupation française fut obligée de se replier. En même temps, l'Angleterre interdit les hostilités contre les Espagnols qui restaient fidèles à Ferdinand VII ; la guerre apparut avec un caractère tout nouveau. Et c'est en ces conjonctures qu'arrivait le roi Joseph; des masses insurgées coururent de la Galice pour lui couper la route de Madrid ; le maréchal Bessières les foudroya à Medina del Rio-Seco [14 juillet], et leur tua huit mille hommes : Joseph put s'acheminer vers sa capitale. Ce ne fut qu'un prélude de batailles.

Murat, voyant de Madrid les révoltes éclater partout à la fois, avait précipitamment disséminé ses corps d'armée ; nulle guerre n'avait ressemblé à cette guerre, et l'expérience devenait stérile comme le courage. Le général Dupont, à la tête d'un de ces corps, devait contenir les soulèvements dans l'Andalousie : c'était un des généraux les plus vaillants et les plus expérimentés de l'Empire ; il s'était couvert de gloire aux grandes batailles de Napoléon, et surtout à la bataille de Friedland. Il crut, en Espagne, pouvoir s'engager au milieu des révoltes, et bientôt il fut enveloppé d'insurgés déjà exercés à l'art des batailles, quoique emportés par la précipitation des vengeances. Sa petite

armée, composée de quinze mille hommes, était coupée en deux corps, l'un sous ses ordres, l'autre commandé par le général Vedel. L'Histoire se tromperait sans doute à interpréter le désordre des marches qui eurent lieu pendant trois jours à la droite du Guadalquivir, dont le général Dupont, établi à Andujar, voulait que Vedel couvrît le passage à Mengibar. Vedel avait poussé la recherche de l'ennemi sept lieues au delà, et, pendant ce temps, les Espagnols avaient pu s'établir dans le village de Baylen. La position de Dupont était périlleuse; il en voulut sortir par la retraite, et, le 18 au soir, il décampa d'Andujar, espérant rejoindre Vedel ou le ramener à lui. Mais le lendemain matin, après une marche faite en désordre, il était en face de quarante-cinq mille Espagnols, en grande partie troupes de lignes, et fournis d'artillerie; et une lutte inégale était engagée avant qu'il eût pu songer aux apprêts, soit de l'attaque, soit de la défense. Aussi, dès le milieu du combat, Dupont ouvrit une négociation. Le canon avait néanmoins averti Vedel qui pouvait accourir; mais il ne s'approchait qu'avec lenteur, et, lorsqu'il fut à portée des combattants espagnols, il apprit que Dupont capitulait.

Il capitulait, en effet, soit que cette guerre insolite eût étourdi sa raison plus encore que son courage, soit qu'en réalité la résolution la plus intrépide et l'expérience la plus consommée eussent été impuissantes à résister à des forces quintuples. Vedel pouvait le sauver en se jetant au travers des parlementaires, dont l'œuvre n'était pas consommée; il resta l'épée au fourreau, au grand étonnement de ses officiers et de ses soldats, tous frémissant d'impatience et de colère, et la France apprit enfin la plus sanglante injure faite à ses armes; un général avait signé un acte ainsi conçu :

« Les troupes sous les ordres de Dupont sont prisonnières de guerre; elles seront embarquées à San-Lucar et à Rota sur des vaisseaux espagnols et transportées à Rochefort. L'armée espagnole assure leur traversée contre toute expédition hostile. Les généraux conserveront chacun une voiture et un fourgon. »

Et ce ne fut pas là tout l'outrage. Lorsque la capitulation fut signée, la junte espagnole l'interpréta à sa façon ; les troupes, au lieu d'être renvoyées à Rochefort, furent reléguées à Cadix sur des pontons, cachots flottants que la haine anglaise inventa dès lors, et où des milliers de soldats français expièrent longtemps la gloire et les témérités de Napoléon.

Ce nom de Baylen est resté dans le souvenir des peuples comme une flétrissure cruellement attachée au nom du général Dupont. Telle était depuis vingt ans l'habitude de voir tout fléchir sous la fortune de la France, qu'un si grand malheur parut ne pouvoir s'expliquer que par une perfidie ; et l'indignation toujours survivante a depuis lors rendu l'histoire implacable, sans lui laisser même l'impartialité du doute et de l'examen.

On a dit que Dupont marchait embarrassé par des masses de fourgons chargés de dépouilles ; c'est de l'Angleterre et de l'Espagne que sont venues surtout ces mortelles offenses à l'honneur d'un général, et la France les a accréditées pour atténuer l'affront fait à elle-même. Il vaut mieux ne croire qu'à l'étourdissement d'une surprise, lorsque, croyant frapper des rebelles, Dupont s'était vu enveloppé par une armée. Il avait pu ensuite ne point s'attendre à une retraite ni à une bataille aussi soudaine, et dans l'une et dans l'autre il perdit les avantages que la préméditation donne au petit nombre, même lorsqu'il sait qu'il ne sera pas le plus fort.

Quoi qu'il en soit, Dupont éprouva dès lors que, dans la carrière des armes, il faut savoir choisir l'heure de sa mort ; et n'eut-il à Baylen commis d'autre faute, une faute irrémédiable fut de ne pas s'y faire tuer.

20 juillet. — En même temps que se faisait cette capitulation, le roi Joseph entrait à Madrid, au milieu d'une population muette, morne, effrayante plus encore qu'effrayée ; mais, au bout de huit jours, il s'éloigna de cette capitale enveloppée par les insurrections, et il alla s'établir à Vittoria.

C'étaient là de brusques et d'étonnantes vicissitudes, et

déjà l'Europe se sentait frémir au bruit des nouvelles qui semblaient annoncer un changement dans la fortune de Napoléon. L'empereur d'Autriche avait ordonné [9 juin] la levée d'une milice extraordinaire dans tous ses États ; et l'Angleterre venait de jeter une armée en Portugal, à Leiria, à trente lieues de Lisbonne. C'était l'apparition d'événements plus complexes ; et à cette émotion s'en ajouta une autre plus vive encore, produite par une éclatante aventure de guerre, épisode d'épopée digne des temps les plus héroïques.

Nous avons vu que Napoléon, dans ses apprêts mystérieux de politique sur l'Espagne, avait obtenu du roi Charles IV l'envoi de vingt-deux mille hommes d'élite de l'armée espagnole, pour aller défendre la liberté des mers vers le Danemarck contre les Anglais. Par degrés on avait rejeté ces troupes vers les lieux les plus enfoncés du Nord ; une division considérable semblait enfouie dans les îles de Fionie ou de Funen et de Langeland, à huit cents lieues de leur soleil. Elles étaient commandées par le général *La Romana*, sous les ordres de Bernadotte. Le bruit des événements de son pays alla remuer le vaillant homme de guerre, et tout à coup il forma le dessein de porter secours à ses frères dans leur malheur ou dans leur révolte. Il eut le secret de tromper la défiance en affectant du zèle pour l'Empire. On touchait à la fête de Napoléon qui se célébrait le 15 août ; il demanda à Bernadotte l'autorisation de se rendre à Hambourg pour prendre part aux joies et aux vœux des Français ; là, il recevait le grand cordon de la Légion-d'Honneur que l'Empereur venait de lui conférer. Et, tandis qu'il témoignait ce zèle, il réunissait sur la côte une grande quantité de barques anglaises ; c'est de nuit qu'il faisait ces apprêts ; le jour, on le voyait se multiplier et paraître en tous lieux pour la défense des côtes, jusqu'à ce qu'enfin il put embarquer toute son armée : quelque temps après, il arrivait à la Corogne applaudi et glorifié, et il courait tirer l'épée contre les soldats de Napoléon.

Dès ce moment, la guerre en Espagne prit un caractère gigantesque. Napoléon leva des soldats, et les jeta sur cette

terre dévorante ; en passant la frontière, on les entendait s'écrier : *Nous allons à la boucherie!* Nulle guerre ne s'était faite sous de tels auspices.

Murat avait été déclaré roi de Naples à la place de Joseph, et Joseph restait à la tête d'une entreprise de conquête de beaucoup supérieure à son génie. Les armes anglaises brillaient déjà en Portugal. Arthur Wellesley, destiné à la célébrité sous le nom de Wellington, s'était mesuré avec Junot dans une rude bataille, à Vimeiro, sur les bords de la mer ; dix mille Français avaient lutté vaillamment contre une armée de vingt-six mille alliés, Anglais, Portugais, Hanovriens. Junot avait perdu douze canons, douze cents tués ou prisonniers, huit cents blessés ; les Anglais avaient perdu quinze cents hommes ; une suspension d'armes avait suivi cette action meurtrière. Mais le Portugal entier s'organisait en insurrection ; des renforts arrivaient à l'armée ennemie, et Junot allait se trouver enveloppé par plus de quatre-vingt mille hommes, soutenus par une population frémissante. Une négociation fut ouverte ; Junot en remit le soin à Kellermann, homme de tête et homme d'épée ; et telle était la terreur des armes françaises que Junot parut dicter les conditions, lorsqu'il semblait condamné à subir la loi. Les conditions étaient amères néanmoins, bien qu'elles sauvassent l'honneur. Les troupes françaises devaient évacuer le Portugal avec armes et bagages ; elles ne seraient point considérées comme prisonnières de guerre, et, à leur arrivée en France, elles pourraient continuer à servir ; elles emporteraient toute leur artillerie, leurs caissons, leurs chevaux ; les propriétés particulières seraient sauves ; l'Angleterre devait fournir les moyens de transport et débarquer les troupes entre Rochefort et Lorient. Telle était la convention, rapide contrecoup du désastre de Baylen ; le Portugal était vide de Français ; l'Angleterre y restait maîtresse ; à Madrid, Ferdinand VII était de nouveau proclamé ; et une junte suprême, assemblée à Aranjuez, prenait en son nom les rênes du gouvernement. Les Français n'occupaient plus en Espagne que Barcelonne, la Navarre, la Biscaye et l'Alava.

Napoléon n'eut à opposer à ces rapides événements que des résolutions extrêmes et une politique désespérée.

Deux levées de conscrits furent décrétées par un sénatus-consulte ; quatre-vingt mille hommes devaient renforcer les armées ; quatre-vingt mille autres devaient garder les côtes de l'Empire ; Napoléon se réservait de prendre la conduite de la guerre, mais d'abord il courut s'assurer les alliances de l'Europe.

Une convention avec la Prusse acheva de tenir cet Etat sous la dépendance [8 septembre], et Napoléon parut ensuite à Erfurt, où il avait convié l'empereur de Russie à une entrevue. Les deux souverains semblaient avoir concerté d'avance entre eux le partage du continent, la France devant s'étendre jusqu'à Gibraltar, la Russie jusqu'aux Dardanelles. Les rois nouveaux, jetés sur des trônes par l'épée de Napoléon, ne pouvaient faire obstacle à de tels desseins; mais il fallait désarmer l'Angleterre; et, du milieu des fêtes, Napoléon et Alexandre écrivirent en commun à Georges III, pour lui demander de prendre part à des négociations qui intéressaient la paix du monde. Ils le sollicitaient « d'écouter la voix de l'humanité, en faisant taire celle des passions. Beaucoup d'Etats avaient été bouleversés, disaient-ils ; de plus grands changements encore pouvaient avoir lieu, et tous contraires à la politique anglaise. »

Le ministère anglais répondit : « Le Roi a fait connaître, en chaque occasion, ses désirs et sa volonté d'entamer une négociation pour une paix générale, à des conditions qui puissent être compatibles avec la tranquillité et la sûreté de l'Europe.—Le Roi, ajoutait-on, ayant pris des engagements avec les rois de Portugal, de Sicile et de Suède, et avec le gouvernement espagnol actuel, il doit leur être permis de prendre part à la négociation à laquelle Sa Majesté britannique a été invitée. »

Ce ne fut qu'un vain échange de notes ; chaque Etat reprit sa position, et la guerre resta allumée.

Alors éclata une harangue, restée célèbre, de Napoléon. Il avait à ouvrir le Corps législatif [26 octobre] ; il parla en ces termes :

« J'ai senti que pour être heureux, il me fallait d'abord l'assurance que la France fût heureuse... La vue de cette grande famille française aujourd'hui prospère, tranquille et unie, a sensiblement ému mon âme... Une partie de mon armée marche contre celles que l'Angleterre a formées ou débarquées dans les Espagnes. C'est un bienfait particulier de cette providence qui a constamment protégé nos armes, que les passions aient assez aveuglé les conseils anglais pour qu'ils renoncent à la protection des mers et présentent enfin leur armée sur le continent... L'empereur de Russie et moi nous nous sommes vus à Erfurt. Nous sommes d'accord et invariablement unis pour la paix comme pour la guerre... Bientôt mes aigles planeront sur les tours de Lisbonne. »

En opposition au bruit de ces menaces, l'armée anglaise toucha le sol de l'Espagne [29 octobre].

Mais Napoléon y parut quatre jours après.

Après avoir adouci envers la Prusse les dernières conditions des traités qui lui payaient ses victoires, il courut à l'autre bout de l'Europe avec quatre-vingt mille de ses plus vieux et plus vaillants soldats, ceux qui avaient gagné les batailles rangées d'Allemagne, et qui allaient avoir à épuiser leur courage dans une sorte de guerre inconnue, où tout leur serait ennemi, où l'amitié serait funeste comme la haine, où la victoire serait fatale comme la défaite.

Son apparition toutefois donna un grand élan aux combats; l'Espagne entière était le champ de bataille; il fallait vaincre partout à la fois.

Le 10 novembre, Soult et Bessières s'emparaient de Burgos après un rude combat, où les Espagnols perdirent trois mille hommes, autant de prisonniers et vingt canons. Le 12, le maréchal Victor battait à Espinosa, dans la vieille Castille, l'armée espagnole commandée par Blake et La Romana, cet étonnant déserteur du Danemark; vingt mille Espagnols tués ou prisonniers, dix généraux tués, cinquante canons pris avec d'immenses bagages, telle était la bataille. Le 23, le maréchal Lannes, secondé du général Joseph Lagrange, frappait d'une semblable défaite les

généraux Castanos et Palafox, à Tudela, à seize lieues de Pampelune, et ouvrait ainsi la route de Madrid.

Et peu après [4 décembre], Napoléon entrait dans cette ville, apportant la menace et lançant des décrets, qui, sous le nom de réforme, changeaient les lois et étonnaient les mœurs de la vieille Espagne. Il abolit le conseil de Castille, l'inquisition, les droits féodaux, les droits des barrières ; et cependant il sentait la liberté de ce peuple frémir sous sa main terrible, et, par une proclamation [7 décembre], il annonça son dessein de traiter l'Espagne en pays conquis, si elle n'avait hâte de reconnaître le roi Joseph. « Je mettrai, disait-il, la couronne d'Espagne sur ma tête, et je saurai la faire respecter des méchants ; car Dieu m'a donné la force et la volonté nécessaires pour surmonter tous les obstacles. »

Et tandis qu'il laissait éclater ainsi sa colère, Gouvion-St-Cyr s'emparait de Roses, place maritime importante de la Catalogne ; quelques jours après, il frappait deux fois de son épée des corps d'armée considérables, et enlevait leur artillerie.

Il y eut à Madrid des semblants de soumission. L'Empereur avait publié des actes de grâce pour la ville, et une députation alla le remercier. « J'ai satisfait, répondit-il, à ce que je devais à moi et à la Nation; la part de la vengeance est faite.... » Parler de vengeance à l'Espagne était une arrogance pleine de péril. Puis il laissa échapper son irritation en flots de paroles : les armes anglaises ! il les chasserait de la Péninsule. Quel obstacle pouvait retarder l'exécution de ses volontés. Les Bourbons ne pouvaient plus régner en Europe ; aucune puissance ne devait exister sur le continent, influencée par l'Angleterre. Si quelques-uns le désiraient, leur désir était insensé et produirait tôt ou tard leur ruine ! Ne lui était-il pas facile de gouverner l'Espagne, en y établissant autant de vice-rois qu'il y a de provinces ? C'était son droit ! Cependant il ne refusait pas de céder ses droits de conquête au roi et de l'établir dans Madrid !

Leurs neveux, ajoutait-il, le béniraient comme un ré-

générateur; ils placeraient au nombre des jours mémorables ceux où il avait paru parmi eux, et de ces jours daterait la prospérité de l'Espagne. « Voilà, monsieur le corrégidor, disait-il en finissant, ma pensée tout entière [1]. »

Mais ces paroles de conquête arbitraire ou de pardon implacable ne faisaient qu'alimenter la haine au fond des âmes, et la soumission même cachait la vengeance. Le monde d'ailleurs se remplissait de présages. L'Angleterre attaquait Napoléon par les combats et par la politique; elle traitait avec les juntes d'Espagne; elle négociait avec la Turquie; elle soufflait la discorde en Allemagne. Napoléon avait à se multiplier pour courir au-devant de tous les périls. Bientôt il quitta l'Espagne, où il n'avait fait que montrer la menace, y laissant des lieutenants pleins de courage, mais une guerre qui dépassait leur génie.

Ainsi s'achevait l'année. Elle avait eu des événements d'une autre sorte; de grands actes d'administration publique s'étaient consommés. Le Code de commerce avait été promulgué, mais en même temps se poursuivait un système de douanes qui emprisonnait le commerce dans les frontières de l'empire. Quelques-uns virent une dérision dans ce contraste [2]. Une création célèbre fut celle de l'Université. Les vieilles fondations, qui portaient ce nom depuis le moyen âge, avaient été détruites par la Révolution; Napoléon n'eut pas le dessein de les rétablir; c'étaient des institutions de liberté, qui répondaient mal à son génie de domination. Mais, reprenant un nom longtemps accrédité en Europe, il s'en servit pour populariser une institution toute différente, dont la pensée fondamentale fut de discipliner la jeunesse par des méthodes plus militaires que philosophiques, et de remettre à l'État le gouvernement absolu de tous les esprits. Dessein outré, dont

[1] *Revue historique de la France.*

[2] « Au commencement de l'année dont je parle, je reçus un des premiers exemplaires du Code de commerce, promulgué le premier janvier par ordre de l'Empereur, ce qui me parut une haute dérision, car il était au moins extraordinaire de publier un Code sur une chose que tous les décrets impériaux tendaient à anéantir. » *Bourrienne*. tom. VIII.

l'application devait, par degrés, conduire à des entreprises funestes, sans que la réussite pût promettre des effets pleinement conformes à la volonté du dominateur. Car la jeunesse ne se plie point aux méthodes qui se proposent d'assujettir son intelligence au nom de la politique; tout au plus elle obéit aux méthodes qui lui enseignent la subordination au nom de la religion. Quoi qu'il en soit, le décret du 17 mars est resté fameux dans ce siècle. Il créait l'enseignement de l'État en regard de l'enseignement de l'Église, et même il tendait à soumettre l'enseignement de l'Église à l'autorité de l'État. Ainsi Napoléon pensait réaliser une puissante unité d'empire en s'assujettissant la pensée, l'intelligence, la conscience même de la Nation.

Par ce décret, du moins, les études étaient ramenées à des principes longtemps méconnus; les sciences techniques, qui faisaient tout le fond de l'enseignement dans les écoles, laissèrent leur place aux vieilles traditions classiques; les lettres, l'histoire, la philosophie, retrouvèrent leurs honneurs, si ce n'est que l'esprit du XVIII[e] siècle était survivant, et que sous la robe de Rollin, le professorat manquait de ce qui vivifie les études par la piété et par la foi.

« Bien qu'il fut avant tout ennemi né de toute liberté, Bonaparte, dit Bourrienne, s'était d'abord fait un système d'éducation vaste, qui comprenait surtout l'étude de l'histoire et de ces connaissances positives, telles que la géologie et l'astronomie, qui donnent à l'intelligence humaine le plus grand développement dont elle soit susceptible. Le souverain recula en lui devant les pensées premières de l'homme de génie, et son Université, confiée à l'élégante souplesse de M. de Fontanes, ne fut qu'une de ces écoles capables de produire des sujets instruits, mais non pas des hommes éclairés[1]. »

Ce fut néanmoins une nouveauté heureuse d'avoir rappelé la jeunesse à des habitudes de subordination et à des goûts de culture élégante. Les sciences techniques tendaient, par l'exactitude outrée de leurs applications, à

[1] *Mém.*, tom. VIII, ch. 5.

donner à la société française un caractère d'ordination âpre et sèche, qui eut fini par être une rudesse barbare. La culture classique releva l'intelligence; le souvenir des grands modèles d'éloquence et de poésie fut comme un renouvellement de l'esprit public; et quel que fut le peu d'inclination de Napoléon pour les lettres, il ne méconnut point la part d'action qui leur était propre: elles lui étaient d'ailleurs un instrument de prosélytisme; et tandis que le grand maître de l'Université, Fontanes, s'appliquait à lui gagner les générations par les artifices de la discipline, il lui amenait les esprits éminents restés épars dans les ruines de la société ancienne, soit par les emplois de l'enseignement, soit par les honneurs académiques. On vit alors des philosophes, des poëtes, des prêtres, des écrivains, vieux témoins de l'éducation d'autrefois, de Bonald, Delille, Frayssinous, Émery, et d'autres moins renommés, s'associer au renouvellement des études publiques. Leur effort ne remuait pas encore le fond de la société; mais leur concours était un exemple, et leur dignité protestait contre le matérialisme qui avait gâté les lettres comme les mœurs.

Ainsi les travaux de la paix étaient mêlés aux entreprises de la guerre; mais c'est la guerre principalement qui occupait l'imagination publique.

CHAPITRE VII.

Caractère de la guerre en Espagne; combats acharnés. — Siége de Sarragosse.—Succès divers de Gouvion-Saint-Cyr, de Victor, de Soult en Espagne et en Portugal.—Succes maritimes des Anglais. — Politique de l'Autriche; commencement de la renommée de Metternich; l'Autriche déclare la guerre à la France. — Affronts faits à l'Empire par les vaisseaux de l'Angleterre. — Guerre en Allemagne; combats éclatants; Napoléon devant Vienne; Vienne ouvre ses portes. — Proclamation de Napoléon. — Décret daté de Vienne contre la souveraineté politique du Pape. — Bataille d'Essling; lutte inutile. — Bataille de Wagram; victoire décisive. — Énorme contribution de guerre; abaissement de l'Autriche; traité de paix. — Toute l'Allemagne est remaniée.— Entreprise d'assassinat contre Napoléon; révélation et alarme.— La paix est signée et le meurtrier est exécuté.— Événements en Espagne. —Nouvelles insultes faites à l'Empire par les flottes anglaises. — La guerre faite au Pape émeut toutes les puissances. — Bulle d'excommunication. — Napoléon s'étonne, et puis s'irrite; le Pape est enlevé à Rome.— Lettre de l'Empereur aux Évêques.—Commencements de persécutions.—Suite de la guerre en Espagne.—Système continental en Europe.—Louis Bonaparte, roi de Hollande, résiste aux desseins de Napoléon; plaintes de Napoléon; menaces contre la royauté de Louis. — Caractère de Louis Bonaparte. — Napoléon poursuit son dessein; rupture de Napoléon avec son frère.—Desseins nouveaux; Napoléon annonce à Joséphine son projet de divorce; scène touchante.—Convention de mariage avec l'archiduchesse Marie-Louise; discours de Fontanes. — Un sénatus-consulte sanctionne la réunion des États du Pape à l'Empire. — Mariage à Vienne et à Paris; conduite des Cardinaux. — Actes du gouvernement; système général de l'administration; la police domine les lois. — Justice ordinaire et justice exceptionnelle, décret sur les prisons. — Louis cesse de régner; la Hollande fait partie de l'Empire. — Industrie et travaux publics; prix décennaux; état des sciences.

1809. — L'année nouvelle s'ouvrait sous des présages sombres; et l'esprit des peuples se portait avec épouvante

vers l'Espagne où les combats s'offraient avec un caractère que les guerres n'avaient jamais eu, ni dans ce siècle, ni dans aucun autre.

L'armée anglaise s'était repliée vers le Portugal au bruit de la nouvelle que Napoléon en personne arrivait de Madrid pour la séparer de la mer. Soult, néanmoins, atteignit et dispersa son arrière-garde, et peu de jours après il lui livra bataille à la Corogne. Le général anglais Moore et deux autres généraux périrent dans le combat; le commandant en second fut gravement blessé; il ne put qu'embarquer précipitamment ses troupes à moitié détruites; la place capitula; puis le Ferrol se rendit; Soult y trouva seize cents pièces de canon, des provisions dans les magasins, huit vaisseaux, trois frégates et plusieurs bâtiments dans le port.

En même temps, le maréchal Victor avait détruit à Taraçona, près d'Aranjuez, un corps espagnol échappé de Tudéla. On eût pu croire que de tels désastres hâteraient la soumission; ils ne faisaient qu'irriter l'indépendance. C'est en ce moment que se fit un traité d'alliance entre le roi d'Angleterre et les insurgés comme entre deux Etats fortement et tranquillement assis sur leur base (14 janvier). Cette confiance donnait à la guerre une ténacité inconnue: défaite ou victoire importait peu, pourvu que la lutte fût atroce, tant le sentiment du droit était profond dans l'âme des révoltés.

23 janvier. — Napoléon n'avait pas pressenti les périls d'une telle guerre, et son génie des batailles s'étonna de rencontrer des populations qui déconcertaient la stratégie comme la vaillance. Néanmoins, il put croire à la conquête, lorsqu'après la bataille de la Corogne, son frère rentra à Madrid dans la pompe d'une royauté maîtresse et reconnue. Lui-même venait d'exalter ses armées par sa présence; il leur laissa ses fascinations accoutumées, et il rentra dans son empire.

Mais l'Espagne suivait ses entraînements, et l'histoire a peine à nombrer les luttes par où devaient longtemps se signaler, et son héroïsme, et celui des armées de France.

21 février. — La plus éclatante de toutes fut le siége de Sarragosse, capitale de l'Arragon. Cette grande ville était depuis longtemps investie par le maréchal Lannes. Elle n'avait point de fortifications régulières, mais la ville même se transforma en immense citadelle. Le général Palafox s'y était renfermé avec douze mille hommes, et des bandes armées des campagnes voisines avaient volé à son secours; les moines étaient sortis de leurs couvents pour aider à la défense. Femmes, enfants, vieillards, s'étaient faits soldats; c'est devant ces combattants que fut tenue en échec, durant huit mois, la vaillante stratégie de Lannes. Les maisons de la ville avaient été percées pour servir de communication entre elles; les portes en étaient scellées; les habitants semblaient n'être plus qu'une vaste famille, résolue à mourir d'un même coup au même foyer. Les combats furent fréquents et meurtriers; enfin, la sape et la mine s'ajoutèrent au canon, et, après vingt-huit jours de tranchée ouverte, l'entrée de l'enceinte fut forcée; mais il fallut vingt-trois jours encore pour emporter les maisons, ainsi liées par une défense commune, jusqu'à ce qu'enfin il ne restât aux mains des vainqueurs qu'une vaste mine sous laquelle gisaient quarante mille morts. Nul siége, dans les temps anciens et modernes, n'a laissé dans l'Histoire de tels souvenirs de courage et de malheur, de patriotisme et de désespoir.

Ailleurs, Gouvion-St-Cyr signalait son épée; à Vals, près de Taragone, il détruisit un corps espagnol. Puis, dans l'Estramadure, Victor eut un brillant succès à Médelin; et le lendemain il touchait à Badajos. En Portugal, Soult poursuivait ses avantages; il entra à Chaves; de là, après un premier combat, à Lanhozo, sous Braga, il courut sur Oporto; là, c'est l'évêque qu'il eût à combattre; la lutte fut désespérée; Soult entra dans la ville sur des monceaux de cadavres: vingt mille hommes avaient péri; deux cents pièces d'artillerie tombèrent au pouvoir du vainqueur.

Ainsi, partout la victoire redevenait fidèle aux armes françaises; mais la fortune n'en était pas plus assurée.

Les Anglais se vengeaient au loin par des succès mari-

times; ils avaient lancé une expédition sur la Martinique; le vice-amiral Villaret-Joyeuse fut obligé de capituler.

D'autre part, l'Autriche à qui pesaient ses défaites et la politique continentale qui les avait suivies, épiait les événements de l'Espagne, et facilement l'Angleterre les lui montrait comme une occasion d'affranchissement et de séparation.

L'Autriche avait alors à Paris un ambassadeur, M. de Metternich, qui s'essayait par des succès de salon et par des habiletés d'intrigue à une destinée qui devait être d'un grand éclat. Metternich crut aussi le moment venu pour l'Autriche de relever sa tête, accablée sous l'adversité, et lui-même prit par degrés un langage qui ressembla à de l'aigreur. Bientôt on sut que l'Autriche affectait de se tenir prête à conjurer des périls qu'elle feignait de croire imminents. Napoléon de son côté appela brusquement une conscription. La politique était sans griefs, mais non pas sans défiance; les soupçons tenaient lieu de menace, et la guerre éclata par une de ces résolutions d'autant plus impétueuses qu'elles paraissent moins motivées.

Tout à coup on apprend que l'archiduc Charles, qui commandait les armées autrichiennes, a fait passer l'Inn à Braunau et à Scharding, et la Salza à Burghausen; d'avance, il avait envoyé au commandant des troupes françaises en Bavière, une note ainsi conçue : « D'après une déclaration de l'empereur d'Autriche à l'Empereur Napoléon, je préviens M. le général en chef de l'armée française, que j'ai l'ordre de me porter en avant avec les troupes sous mes ordres, et de traiter en ennemies toutes celles qui me feront résistance. »

En même temps, l'empereur d'Autriche lançait une proclamation adressée à ses peuples. « Depuis trois ans, disait-il, j'ai tout fait pour vous procurer les bénédictions d'une paix durable... Tous mes efforts ont été vains. La monarchie autrichienne était destinée à succomber sous l'ambition de l'Empereur Napoléon. De même qu'il travaille à subjuguer l'Espagne, qu'il humilie insolemment le chef sacré de l'Eglise, qu'il s'approprie successivement

les provinces de l'Italie, et que, d'après son bon plaisir, il dispose de celles de l'Allemagne ou les opprime, de même l'Autriche devait rendre hommage à ce grand empire que, depuis quelques années, il proclame avec tant d'emphase. » L'empereur d'Autriche protestait contre un tel vasselage, et l'épée de l'archiduc Charles était tirée pour sauver l'honneur de l'Allemagne.

« L'empereur d'Autriche, disait à son tour l'archiduc dans une adresse aux Allemands, se voit forcé de prendre les armes, parce que l'Empereur des Français veut qu'il ne subsiste pas un seul Etat qui ne reconnaisse sa suprématie et qui ne serve d'instrument à ses projets d'agrandissement; parce qu'il exige que l'Autriche, renonçant à son indépendance, désarme et se livre à sa volonté ; parce que les armées de l'Empereur des Français et de ses alliés qui ne sont que ses vassaux, se mettent en mouvement contre l'Autriche. »

Tel était le signal imprévu d'une guerre nouvelle. L'Autriche se jetait dans cette aventure soudaine avec cinq cent cinquante mille hommes qu'elle avait tenus en armes soit en Allemagne, soit en Italie ; c'était arracher Napoléon à l'Espagne, et mettre son génie à l'aise, parce qu'ici il aurait à combattre des armées régulières, et qu'au lieu de combats épars la guerre se viderait en un champ clos.

Aussi fut-il prompt à répondre à cette provocation. Le 11 avril, la note de l'archiduc Charles arrivait à St-Cloud par le télégraphe ; deux heures après, Napoléon était sur la route d'Allemagne.

Cependant, plus d'un affront était fait à son empire. Douze vaisseaux et quatre frégates étaient mouillés sous le feu des batteries de l'île d'Aix; les Anglais vinrent les assaillir avec leurs brûlots; plusieurs furent atteints par l'incendie, quelques-uns se firent échouer; deux seulement purent remonter la Charente; ainsi périssait la marine française, à mesure que se faisaient quelques efforts pour la raviver.

15 avril. — En même temps, les Autrichiens envahissaient le grand duché de Varsovie. L'archiduc Jean livra

un premier combat en Italie, à Pordenone, sur le Tagliamento : une avant-garde française de deux mille hommes fut enlevée; et le lendemain, le prince Eugène Beauharnais, voulant réparer cet échec, était obligé de se replier la nuit derrière la Livenza.

En Allemagne, les débuts de la guerre étaient moins tristes ; Oudinot avait repoussé un corps autrichien à Pfaffenhofen ; toutefois, on avait d'abord senti Napoléon absent ; le maréchal Bertier avait mal engagé sur Ratisbonne le corps du maréchal Davoust. Celui-ci prit sur lui d'opérer une marche différente sur Abensberg, et il arrêta à Tann toute l'armée autrichienne ; alors parut Napoléon.

Six jours après son départ de Paris, il était à Donawerth, et il dictait une de ces proclamations qui faisaient bouillonner tous les courages.

« Soldats, disait-il, le territoire de la confédération a été violé. Le général autrichien veut que nous fuyons à l'aspect de ses armes et que nous lui abandonnions nos alliés ! J'arrive avec la rapidité de l'éclair. Soldats, j'étais entouré de vous lorsque le souverain de l'Autriche vint à mon bivouac en Moravie ; vous l'avez entendu implorer ma clémence et me jurer une amitié fraternelle. Vainqueurs dans trois guerres, l'Autriche a dû tout à notre générosité ; trois fois elle a été parjure ! Nos succès passés nous sont un sûr garant de la victoire qui nous attend. Marchons donc, et qu'à notre aspect l'ennemi reconnaisse son vainqueur. »

Ce ne fut aussitôt qu'une suite de combats rapides et éclatants.

L'armée française était à peine formée ; Napoléon se mit à la tête des Bavarois et des Wurtembergeois : il animait tout du feu de son génie.

Dès le 20 avril, il frappait d'une défaite éclatante, à Abensberg, les deux corps d'armée de l'archiduc Louis et du général Hiller, forts de soixante mille hommes ; dix-huit mille prisonniers restèrent en ses mains avec huit drapeaux et douze pièces de canon. La ville de Landshut tomba le lendemain en son pouvoir.

22 avril. — Et aussitôt une bataille plus décisive s'engagea à Eckmühl avec l'archiduc Charles, qui avait autour de lui cent dix mille hommes. Ce fut un des plus grands faits d'armes de l'Empire ; Davoust y brilla entre les plus vaillants ; il eut le principal honneur de la victoire, et aussi Napoléon le fit prince d'Eckmühl : cette journée décida de toute la guerre.

L'archiduc fut obligé de s'abriter derrière le Danube ; et Napoléon attaqua Ratisbonne. Dans un combat livré sous les murs, il fut légèrement blessé d'une balle au talon : la ville fut enlevée par un assaut.

C'est de Ratisbonne qu'il parla de nouveau à ses soldats : « Vous avez justifié mon attente, leur disait-il, vous avez suppléé au nombre par votre bravoure. En peu de jours, nous avons triomphé dans les trois batailles de Thann, d'Abensberg et d'Eckmühl, et dans les trois combats de Peissing, de Ladshut et de Ratisbonne. L'ennemi, enivré par un cabinet parjure, paraissait ne plus conserver un souvenir de nous. Vous lui avez apparu plus terribles que jamais ; naguères il a traversé l'Inn et envahi le territoire de nos alliés ; naguères il se promettait de porter la guerre dans le sein de notre patrie ; aujourd'hui défait, épouvanté, il fuit en désordre. Déjà mon avant-garde a passé l'Inn ; avant un mois nous serons à Vienne. »

Rien n'allait résister. Masséna traversa Passau et brûla Scharding ; l'armée passa l'Inn sur plusieurs points. Peu après, elle passait le torrent périlleux de la Salza à Burghaussen sur des ponts jetés à la hâte, et, par une manœuvre savante mêlée de combats acharnés, elle rompait l'armée de l'archiduc Charles, en rejetait les débris vers les défilés de la Bohême, et elle put librement s'avancer par la rive droite du Danube jusqu'à Ebersberg, à trois lieues de Lintz. Ebersberg est un bourg sur une hauteur à la droite de la Traun ; on pouvait le prendre par un détour ; l'armée voulut l'enlever ; cinq mille soldats furent foudroyés et précipités dans le torrent, mais le bourg fut emporté après quelques heures. Ce n'était plus qu'un amas de décombres, l'ennemi y mit le feu en s'éloignant.

Telle était l'ardeur de vaincre, la guerre était devenue inhumaine : on ne supportait pas que les peuples hésitassent même dans la soumission, il fallait tout emporter par la force.

L'Autriche avait donc à regretter déjà la guerre qu'elle avait entreprise; la Russie aggrava ses périls en prenant parti pour la France et jetant une armée dans la Gallicie. Ce renfort était inutile, et peut-être n'était-ce qu'un simulacre. Le 12 mai, l'armée française était devant Vienne; le lendemain, elle y entrait après un bombardement de trente-six heures.

D'étonnants contrastes signalèrent ce triomphe.

Au milieu du bombardement, et comme l'incendie gagnait la ville, Napoléon apprit qu'une archiduchesse était restée malade dans Vienne; il fit aussitôt cesser le feu : « Bizarrerie de la destinée de Napoléon! dit Bourrienne; cette archiduchesse était Marie-Louise. »

Puis, lorsque la ville ouvrit ses portes, Napoléon adressa à son armée une proclamation mêlée d'humanité et d'injure.

« Soldats, disait-il, un mois après que l'ennemi a passé l'Inn, au même jour, à la même heure, nous sommes entrés dans Vienne. Ses Landwehres, ses levées en masse, ses remparts créés par la rage impuissante des princes de la maison de Lorraine, n'ont point soutenu vos regards. Les princes de cette maison ont abandonné leur capitale, non comme des soldats d'honneur, qui cèdent aux circonstances de la guerre, mais comme des parjures que poursuivent leurs propres remords. En fuyant de Vienne, leurs adieux à ses habitants ont été le meurtre et l'incendie. Comme Médée, ils ont, de leurs propres mains, égorgé leurs enfants. Soldats, le peuple de Vienne, selon l'expression de la députation de ses faubourgs, délaissé, abandonné, sera l'objet de vos égards. J'en prends les bons habitants sous ma spéciale protection; quant aux hommes turbulents et méchants, j'en ferai une justice exemplaire. Soldats, soyez bons pour les pauvres paysans, pour ce bon peuple qui a tant de droits à notre estime; ne conservons aucun orgueil

de nos succès ; voyons-y une preuve de cette justice divine qui punit l'ingrat et le parjure. »

17 Mai. — Mais ce langage de protection hautaine faisait trop voir que Napoléon était lui-même enivré de sa gloire. Trois jours après l'occupation de Vienne, il lança un décret portant réunion des États-Romains à l'Empire français ; ainsi avait-il fait dans les précédentes victoires. Après la première campagne de Vienne, il avait disposé du royaume de Naples ; après celle de Tilsitt, il avait fondé le royaume de Westphalie aux dépens de la Prusse ; cette fois, il mettait le sceau à ses desseins obstinément prémédités contre la souveraineté politique du Pape.

Par ce décret, Napoléon déclarait révoquer les dons faits par Charlemagne, son illustre prédécesseur, aux évêques de Rome, se fondant sur l'abus qu'ils avaient fait de ces dons au détriment de leur charge spirituelle et des intérêts des peuples ; du reste, il concédait au pape la faculté de séjourner à Rome avec un revenu de deux millions de francs. Ainsi achevait-il de renverser la constitution de la vieille Europe, en l'attaquant dans son centre ; car c'est Rome qui, en dépit des séparations religieuses et des guerres politiques, avait été le lien des États civilisés, réunis en un seul corps sous le nom de Chrétienté. Napoléon ne soupçonnait pas, qu'ébranlant cet édifice, il rendait désormais la victoire inutile à l'affermissement de son propre empire.

Bientôt il recommença ses batailles. Les nouvelles d'Italie étaient propices. Le prince Eugène avait vengé ses échecs de Pordenone par un combat brillant à Caldiéro, et ensuite par le passage de la Piave : l'armée de l'archiduc Jean avait été deux fois en déroute.

Puis un détachement de l'armée d'Italie avait occupé Trieste ; enfin son quartier-général était à Villach, et ses avant-postes arrivaient à Klagenfurth, tandis que le maréchal Lefèvre occupait Inspruck après avoir soumis une partie du Tyrol.

Ainsi l'armée d'Italie touchait à l'armée d'Allemagne, et Napoléon se plut à célébrer cette jonction qui s'était faite

par de beaux faits d'armes. « Soldats de l'armée d'Italie, disait-il dans une proclamation, vous avez glorieusement atteint le but que je vous avais marqué; le Sommering a été témoin de votre jonction avec la Grande-Armée.

» Soyez les bienvenus! je suis content de vous! »

Puis il énumérait leurs combats dans une langue pittoresque et pleine de vie; chaque parole était une flamme qui entrait dans les âmes. « Cette armée autrichienne d'Italie, disait-il enfin, qui un moment souilla par sa présence mes provinces, qui avait la prétention de briser ma couronne de fer, battue, dispersée, anéantie, grâce à vous, sera un exemple de la vérité de cette devise: *Dio la mi diede, guai a chi la tocca...* »

Cependant Napoléon profita mal des forces que lui apportait cette jonction des deux armées. Il engagea une bataille avec l'archiduc Charles fortifié au village d'Essling sur la rive gauche du Danube, à trois lieues au-dessous de Vienne: bataille imprudente, inutile assaut de courage et d'héroïsme, où durant tout un jour l'armée française tenta de forcer les positions de l'ennemi qui la foudroyait, tandis qu'elle-même restait séparée de son artillerie par la rupture soudaine des ponts du Danube. C'est là que fut frappé à mort le maréchal Lannes, la plus grande renommée de cet âge de héros; trois généraux perdirent la vie; plus de cinq cents officiers, plus de dix-huit mille soldats étaient blessés; le nombre des morts est resté douteux; Napoléon le réduisit à onze cents dans ses bulletins. Du côté des Autrichiens une perte semblable attestait l'acharnement de cette lutte. L'archiduc annonçait quatre mille deux cents tués et seize mille blessés. La bataille avait été une destruction sans victoire.

Des deux côtés on attendit des événements nouveaux. Le prince Eugène suivait le cours de ses succès: l'armée d'Italie opéra sa jonction avec l'armée d'Allemagne; l'archiduc Jean se retira sur la Hongrie, où il ne tarda pas d'être atteint par le prince Eugène; et là eut lieu la bataille de Raab où brilla le général Lauriston: huit jours après Raab capitulait.

Mais Napoléon cherchait une réparation de la bataille inutile d'Essling. Les deux armées s'étaient, durant six semaines, tenues immobiles, l'une à droite, l'autre à gauche du Danube, chacune épiant l'occasion d'attaques nouvelles; Napoléon sortit le premier de son repos, en passant sur la rive gauche. Un combat très-vif s'engagea près de la petite ville d'Enzersdorff, qui fut réduite en cendres; c'était le prélude d'une rencontre plus générale et plus formidable.

Le 6 juillet, par un des jours les plus purs et les plus ardents de l'été, les deux armées développées dans la grande plaine de Wagram, à cinq lieues nord de Vienne, l'une commandée par Napoléon, l'autre par l'archiduc Charles, chacune d'une force de cent vingt à cent trente mille hommes, l'armée française un peu plus nombreuse, mais inférieure en artillerie, toutes les deux égales en vaillance, se heurtèrent avec un ensemble qui ne s'était vu dans aucune autre bataille. Neuf cents canons tonnaient à la fois, vomissant le fer et le feu; la plaine couverte de riches moissons offrit bientôt le spectacle d'un vaste incendie; c'est au milieu des flammes que la victoire fut disputée durant tout le jour; les plus grands capitaines de la France prenaient part à la lutte, Masséna, Bernadotte, Eugène, Marmont, Oudinot, Davoust; l'archiduc Charles était moins secondé: il avait attendu, au point du jour, le corps de l'archiduc Jean qui s'était replié vers la Hongrie; ce corps ne parut pas: ce fut la perte de la bataille. A la fin du jour, l'aile gauche de l'archiduc Charles étant renversée, l'espérance d'une réunion avec l'armée de Hongrie s'évanouit, et l'archiduc quitta le champ de bataille par une retraite savante: il laissait la plaine de Wagram couverte de morts, Autrichiens et Français, et il emmenait neuf pièces de canon qu'il avait enlevées à la division Boudet; mais la victoire restait à Napoléon, si ce n'est qu'elle n'était pas attestée par la dispersion et par la déroute des vaincus. Bernadotte y avait concouru, en combattant à la tête de huit mille Saxons; Napoléon lui fit un crime d'avoir parlé à ses soldats de leur part de gloire dans un ordre du jour; et lui-même adressa un ordre du jour

secret aux généraux, pour infliger le blâme à son lieutenant. « C'était à lui qu'il appartenait de distribuer la gloire! et quant au succès, il était dû aux troupes françaises et non à aucun étranger[1] ! » Ainsi Napoléon ne souffrait aucun partage, et Bernadotte lui fut suspect dès qu'il avait cru pouvoir louer ses soldats. Les bulletins français annoncèrent quinze cents morts et quatre mille blessés ; ce n'était qu'une faible partie des pertes ; vingt-trois hôpitaux s'emplirent à Vienne de soldats mutilés des deux armées, ramassés dans la plaine après qu'ils avaient enduré, pendant plusieurs jours, d'affreuses tortures, sous le feu d'un soleil brûlant. La guerre, en un mot, avait déployé à Wagram ce qu'elle a de plus grand et de plus horrible ; aussi la consternation commença d'entrer dans toutes les âmes, à la pensée de tant de destructions ; déjà les peuples frémissaient ; le Tyrol se levait en masse ; le Vorarlberg bouillonnait ; la douleur disposait à la colère ; le Wurtemberg, la Westphalie, la Saxe étaient traversés par des partisans redoutables, et surtout par le Prussien Schill, le plus redoutable de tous ; une insurrection universelle menaçait de séparer Napoléon de son Empire ; mais, au moment où l'archiduc Charles s'apprêtait à suivre dans la Moravie un système de guerre défensive, qui eut donné aux populations le temps d'éclater, et contre lequel le génie de Napoléon eut risqué de s'épuiser en efforts stériles, l'empereur François prit la résolution de désarmer son vainqueur par la soumission. La Russie ne s'était point hâtée dans sa marche sur la Gallicie ; et, tout en paraissant fidèle à ses traités avec la France, elle n'avait pas d'intérêt à lui livrer l'Allemagne entière. La demande d'un armistice manquait donc de politique ; mais l'humanité prévalut, si ce n'est que Napoléon la fit tourner au profit de la victoire.

Par un premier décret du 12 juillet, il avait frappé, d'une contribution de guerre de quatre-vingt-seize millions, les Etats conquis ; ce jour même l'armistice était signé à Znaïm, et, le lendemain, un nouveau décret portait la contribution

[1] *Mém. de Bourrienne*, tom. VIII.

de guerre à deux cent trente-sept millions huit cent soixante mille francs. Tels furent les préliminaires d'une paix qui devait consommer l'abaissement de l'Autriche. Le traité ne fut signé à Vienne qu'après de laborieuses négociations. La Russie y comparut pour avoir sa part des dépouilles. Salsbourg, Bergtolsgaden, une partie de la Haute-Autriche furent cédés à la confédération du Rhin; la France eut Gorice, Montefalcone, Trieste, le cercle de Villach dans la Carinthie, et tous les pays à la droite de la Saxe, jusqu'à la frontière de la Croatie turque. Le grand duché de Varsovie s'accrut de la Gallicie occidentale avec Cracovie, et du cercle de Zamosc dans la Gallicie orientale. La Russie enfin eut une portion de territoire, comprenant une population de quatre cent mille âmes, pris à l'Orient de la Gallicie. L'empereur d'Autriche souscrivait d'ailleurs aux actes de la politique continentale de Napoléon, et reconnaissait les changements déjà consommés ou qui pourraient l'être, soit en Italie, soit en Espagne : elle s'engageait enfin à rompre toute relation politique ou commerciale avec l'Angleterre, cette ennemie déclarée du continent, comme l'appelait Napoléon.

Tout donc fléchissait en Allemagne, et dès le 14 octobre Napoléon publiait un décret daté de Schœnbrunn, portant réunion des pays cédés à la France par le traité de Vienne, plus la Dalmatie, en un seul corps sous le nom de Provinces Illyriennes : il posait à son gré les bornes des États et réglait à la fois la juridiction des gouvernements et la soumission des peuples.

Toutefois les prospérités de Napoléon avaient leurs angoisses. C'est au milieu des apprêts de cette paix triomphante qu'on surprit à Schœnbrunn un jeune allemand, qui cherchait à s'approcher de l'Empereur dans une revue, avec l'intention de le tuer. Ce jeune homme, au regard doux et calme, se nommait Staps; il portait caché sous ses vêtements un énorme couteau; on l'interrogea, et il répondit sans emphase qu'il ne voulait répondre qu'à l'Empereur. Il se fit alors un étrange colloque entre Napoléon et le meurtrier. — D'où êtes-vous? demanda Napoléon. — De Narrom-

bourg, répondit Staps. — Que fait votre père? — Il est ministre protestant. — Quel âge avez-vous? — Dix-huit ans. — Que vouliez-vous faire de votre couteau? — Vous tuer. — Vous êtes fou, jeune homme; vous êtes illuminé. — Je ne suis pas fou; je ne sais ce que c'est que d'être illuminé. — Vous êtes donc malade? — Je ne suis pas malade, je me porte bien. — Pourquoi voulez-vous me tuer? — Parce que vous faites le malheur de mon pays. — Vous ai-je fait quelque mal? — Comme à tous les Allemands. — Par qui êtes-vous envoyé? qui vous pousse à ce crime? — Personne; c'est l'intime conviction qu'en vous tuant, je rendrais le plus grand service à mon pays et à l'Europe, qui m'a mis les armes à la main.

Et ce colloque dura ainsi quelque temps encore. Napoléon s'étonnait de cette résolution calme et de cette parole assurée. Il appela Corvisart, son médecin; et le jeune homme garda son sang-froid. — N'est-ce pas, monsieur, je ne suis pas malade? dit-il à Corvisart. Et Corvisart dit qu'il se portait bien. — Vous avez une tête exaltée, reprit Napoléon; vous ferez la perte de votre famille. Je vous accorderai la vie si vous me demandez pardon du crime que vous avez voulu commettre, et dont vous devez être fâché. — Je ne veux point de pardon; j'éprouve le plus vif regret de n'avoir pu réussir. — Diable! il paraît qu'un crime n'est rien pour vous. — Vous tuer n'est pas un crime, c'est un devoir. — Quel est le portrait que l'on a trouvé sur vous? — C'est celui d'une jeune personne que j'aime. — Elle sera sans doute bien affligée de votre aventure? — Elle sera affligée de ce que je n'ai pas réussi; elle vous abhorre autant que moi. — Mais enfin, si je vous fais grâce, m'en saurez-vous gré? — Je ne vous en tuerai pas moins.

« Napoléon était dans un état de stupéfaction que je ne lui ai jamais vu, » disait Rapp, racontant cet horrible épisode.

La paix s'acheva en une nuit sous de tristes angoisses. « La terrible naïveté de ces réponses, dit un autre narrateur, témoin et acteur de tous ces drames[1]; la froide et iné-

[1] Le ministre Champagny, duc de Cadore.

branlable résolution qu'elles annonçaient, et ce fanatisme si fort au-dessus de toutes les craintes humaines, firent sur Napoléon une impression que je jugeai d'autant plus profonde, qu'il montrait plus de sang-froid. Il fit retirer tout le monde, et je restai seul avec lui. Après quelques mots sur un fanatisme aussi aveugle et aussi réfléchi, il me dit : Il faut faire la paix ; retournez à Vienne, appelez auprès de vous les plénipotentiaires autrichiens. Vous êtes convenus des points les plus importants ; la contribution seule vous arrête, vous différez de cinquante millions, partagez le différend ; amenez-les à vous donner soixante-quinze millions, si vous ne pouvez avoir mieux, et concluez la paix. »

Et le lendemain Napoléon demandait à son ministre avec anxiété : « Qu'avez-vous fait cette nuit? — La paix, sire, répondit Champagny. — Quoi, la paix ! Et le traité est signé? — Oui, sire ; le voilà. » — « Sa figure s'épanouit, continue Champagny ; il témoigna franchement sa satisfaction ; à peine examina-t-il le traité ; la joie le dominait, et trois jours après [17 octobre] il était sur la route de Munich. »

« Je suis bien loin, ajoute le ministre, de vouloir imputer à un si grand homme, qui dans sa vie, à jamais célèbre par des succès et des malheurs inouïs, eut tant d'occasions de faire preuve de tous les genres de courage, un sentiment de crainte indigne de lui ; mais il avait une imagination très-vive. Le poignard levé sur lui ne l'effrayait pas ; mais il lui révélait les dispositions des peuples de l'Allemagne, leur besoin de la paix, l'ardeur de leurs vœux, et leur disposition à faire, pour l'obtenir, tous les sacrifices... L'éclat du poignard, dit encore Champagny, fut pour lui un trait de lumière qui lui montra ce qu'il ne voulait pas voir[1]. »

Quant au meurtrier, on le livra à la justice militaire, et Napoléon apprit plus tard quelle avait été sa mort. Staps avait fait sa tentative le 13 octobre, et il fut exécuté le 17,

[1]Note de Champagny, duc de Cadore, publiée en 1827. — Pièces justificatives des *Mém. de Bourrienne*, tom. VIII.

à sept heures du matin, sans avoir rien pris depuis le 14. Quand on lui avait apporté de la nourriture, il l'avait refusée en disant : « Il me reste assez de force pour marcher au supplice. » Quand on lui a annoncé que la paix était faite, son corps tressaillit comme sous la pointe d'une douleur acérée. Enfin, arrivé au lieu de l'exécution, il s'écria : Vive la liberté! vive l'Allemagne! mort à son tyran! et il tomba[1].

Le récit de cette mort suivit de près Napoléon, et put lui faire pressentir quelle traînée de haine et de fanatisme il laissait après lui dans le cœur des vaincus.

D'autre part, tandis que son épée venait de refaire le vieux empire d'Allemagne, une autre guerre avait jeté de sombres incertitudes sur sa destinée.

En Espagne, l'autorité de Joseph avait un instant paru s'imposer sous la parole menaçante de Napoléon. Mais les peuples gardaient les armes avec leurs colères. Dès la fin de mai, le maréchal Soult avait dû évacuer le Portugal, après avoir perdu une partie de son artillerie; il avait opéré sa retraite sur le Minho. Les Anglais continuaient de montrer un système de guerre moins aventureux que celui des insurrections désordonnées; et les engagements semblèrent quelque temps être évités. Il n'en était pas ainsi au nord de l'Espagne. Au mois de juin, deux combats furent livrés, d'abord à Beltchite, puis à Sarragosse par le maréchal Suchet; les Espagnols furent deux fois dispersés; mais par degrés, Arthur Wellesley avait marché sur Madrid, et le maréchal Victor lui fut opposé avec des forces inégales : une bataille eut lieu à Talavera-la-Reyna; le roi Joseph n'attendit pas la jonction de Soult; son armée fut battue. Soult parut alors avec toutes ses forces et sa renommée; les Anglais se replièrent de nouveau sur le Portugal; il ne restait que des corps Espagnols que Soult frappa de sa rude épée à Arzobispo sur le Tage. Ces alternatives de victoire indiquaient la gravité des périls qui environnaient le trône de Joseph.

[1] *Mém. de Bourrienne*, tom. VIII. Bourrienne écrit d'après le récit du général Rapp.

Sur les mers, les flottes anglaises continuaient à frapper nos restes de possession. Elles avaient enlevé le Sénégal, et les Espagnols de Santo-Domingo, en révolte contre les Français, avaient livré l'île à l'Angleterre. Des entreprises plus insultantes furent faites sur le continent de l'Europe. Une expédition formidable, lancée des ports anglais, parut à l'embouchure de l'Escaut, enleva Middelbourg, Terver, le fort de Batz, et courut bombarder Flessingue. La place était défendue par trente-quatre mille hommes, et l'ennemi était à quatre cents toises. Le général Monnet manqua de résolution : il rendit la place après un bombardement de trente-six heures; un conseil de guerre frappa la faiblesse de sa défense d'une flétrissure. Toutefois, l'expédition anglaise n'eut pas d'autre suite : elle s'éloigna après avoir démoli les arsenaux.

Enfin, ce qui captivait l'imagination des peuples dans cette succession rapide de victoires et de malheurs, c'était la guerre faite au Pape; guerre sans combat, mais qui, pour cela, remuait davantage la douleur et la colère.

Le décret de réunion des Etats de l'Eglise à l'Empire français avait été promulgué; la nouvelle de cette violence, bientôt répandue, émut toutes les puissances de l'Europe, et même les puissances protestantes, qui, sans reconnaître l'autorité spirituelle des Papes, voyaient dans la papauté politique une institution consacrée par le respect des âges. D'ailleurs, les peuples commençaient à frémir sous le joug d'une souveraineté absolue qui disposait arbitrairement des Etats, et chaque récit nouveau d'abus de puissance motivait et grossissait les aversions partout allumées.

Le Pape n'en était pas plus affermi contre la violence qui le dépouillait. Le peuple de Rome était frémissant, et il eut été facile de produire une révolte générale ; mais la compression eut été sanglante, et le Pape, avec son courage résigné, n'avait pas besoin d'une résistance aussi fatale et aussi vaine. Ce qu'il se proposait, c'était de donner à tous ses actes un caractère de solennité suffisant pour

attester l'éclat de la violence. Il s'était réservé d'ailleurs une sorte de défense dont l'emploi se conformait strictement au droit spirituel de l'Église, l'excommunication; défense vaine aux yeux de ceux qui se croyaient pleinement dégagés de toute pensée de foi, mais qui allait peut-être montrer au monde que le scepticisme moderne n'avait pas émoussé pour toujours le tranchant du glaive catholique.

« Les Français veulent me forcer à parler latin, avait dit le Pape; eh bien! nous le ferons. »

Une bulle d'excommunication était donc toute préparée pour le moment où la violence serait accomplie. Il n'eut pas beaucoup à attendre. Le général Miollis, gouverneur de Rome et des États-Romains, avait inondé la ville de soldats, sous prétexte de passage pour entrer dans le royaume de Naples. Chacun pressentait quelque événement décisif; enfin le 10 juin, vers deux heures, on vit tomber les armes pontificales au château Saint-Ange et s'élever à leur place le drapeau impérial, salué aussitôt par l'artillerie, tandis que les autorités françaises publiaient dans la ville, au son de la trompette, le décret qui réunissait Rome à l'Empire.

C'est alors que le Pape lança sa bulle d'excommunication. Il était périlleux de la publier; le Pape ne voulait pas exposer les afficheurs, et on leur recommanda de la prudence; mais le peuple entier était emporté par la colère, la bulle fut affichée en plein jour à Saint-Pierre, à Sainte Marie-Majeure, à Saint-Jean-de-Latran, à tous les lieux accoutumés.

Pie VII, dans cette bulle, commençait par rappeler les longs méfaits exercés envers l'Église de Rome, la violation du Concordat, les usurpations d'autorité, les violences envers les cardinaux, envers les évêques, envers les prêtres, enfin l'abolition de l'autorité temporelle du Pape; et puis il s'écriait :

« Le temps de la douceur est passé. Personne, à moins de fermer les yeux à la lumière, ne peut ignorer quel est

le but de tant d'attentats, et quelles en seront les suites, si l'on n'emploie à temps tous les moyens possibles de les prévenir. D'ailleurs tout le monde voit bien qu'il ne nous reste plus aucun espoir que les auteurs de tant de maux puissent jamais être touchés de nos avis et de nos conseils, ou que nos prières et nos réclamations puissent les disposer plus favorablement envers l'Église.....

» Jadis tant de souverains Pontifes, illustres par leur science et leur sainteté, ont été forcés, parce que la cause de l'Eglise l'exigeait, d'en venir à de pareilles extrémités contre les princes et les rois rebelles, seulement pour un ou deux de ces crimes que les canons punissent d'anathème; craindrons-nous donc de suivre enfin leur exemple, après tant de forfaits, de sacriléges si énormes, si atroces et si universellement notoires ? Ne devons-nous pas craindre, au contraire, d'être justement accusé d'inertie et de lenteur, plutôt que de témérité et de précipitation, surtout lorsque le dernier attentat, mettant le comble par son audace à tout ce qui a été entrepris contre notre autorité temporelle, nous avertit que désormais nous n'aurons plus la liberté de remplir ce devoir si grave, si nécessaire de notre ministère apostolique ? »

« A ces causes, disait la bulle, par l'autorité du Dieu tout-puissant, par celle des saints apôtres Pierre et Paul, et par la nôtre, nous déclarons que tous ceux qui, après l'invasion de Rome et du territoire ecclésiastique, après la violation sacrilége du patrimoine de saint Pierre, prince des apôtres, par les troupes françaises, ont commis à Rome et dans les États de l'Église, contre les immunités ecclésiastiques, contre les droits même temporels de l'Eglise et du Saint-Siége, les attentats ou quelques-uns des attentats qui ont excité nos justes plaintes ; tous leurs commettants, fauteurs, conseillers ou adhérents ; tous ceux enfin qui ont facilité l'exécution de ces violences ou les ont exécutées par eux-mêmes, ont encouru l'excommunication majeure et autres censures et peines ecclésiastiques portées par les saints canons et constitutions apostoliques, par les décrets des conciles généraux, et no-

tamment du saint concile de Trente, et au besoin nous les excommunions et anathématisons de nouveau, les déclarant par là même déchus de tous priviléges et indults accordés de quelque manière que ce soit, tant par nous que par nos prédécesseurs. »

Et toutefois, le Pape, en lançant ces anathèmes, ne voulait pas qu'ils devinssent une occasion de désordre dans les États, et il ajoutait :

« Mais dans la nécessité où nous sommes de tirer du fourreau le glaive de sévérité de l'Église, nous ne saurions oublier que nous tenons sur terre, quoique indigne, la place de celui qui, même alors qu'il exerce sa justice, n'oublie pas de faire miséricorde. C'est pourquoi nous prescrivons et commandons d'abord à nos sujets, puis à tous les peuples chrétiens, en vertu de la sainte obéissance, que nuls, à l'occasion ou sous le prétexte des présentes lettres, ne causent, à ceux qu'elles concernent, ni à leurs biens, ni à leurs droits et prérogatives, aucune injure, aucun tort ou dommage. Car, en leur infligeant le genre de peine que Dieu a remis en notre pouvoir, et vengeant ainsi tant et de si grandes injures faites à Dieu et à son Église, nous nous sommes uniquement proposé de *ramener à nous ceux qui nous éprouvent* [1], et de faire *qu'ils partagent nos afflictions, si Dieu leur donne la grâce de la pénitence pour connaître la vérité* [2]. »

Telle fut la défense du Pape [3]. Bourrienne qui rapporte l'acte d'excommunication, l'appelle *bizarre, extravagant;* il ne devait pas moins remuer la conscience de l'Europe, et le soin qui allait être mis à en prévenir la publicité, attesta la puissance qui restait à l'Eglise dans l'universelle décadence de la vieille foi.

Napoléon s'étonna d'abord de la résistance de Pie VII; il s'était accoutumé à voir tout fléchir sous son épée; le courage d'un souverain sans soldats ressemblait à une

[1] *St-Aug. In Psal.* liv. IV, I.
[2] *Epit. ad Timoth.*
[3] Texte de la bulle dans les *Mém. du cardinal Pacca.*

grande nouveauté ; ce qui était nouveau surtout pour des temps sceptiques, c'était cette voix de Pontife qui se sentait assez puissante pour dire anathème aux oppresseurs.

Mais à la surprise succéda l'irritation. Napoléon envoya de Vienne des ordres d'exécution implacable. Et tandis qu'il gagnait la bataille de Wagram, le général Radet enlevait le Pape à Rome, dans la nuit du 5 au 6 juillet. Alors on vit de nouveau un souverain Pontife errer en Italie de ville en ville. La princesse Elisa le renvoya de Florence à Turin ; le prince Borghèse le renvoya de Turin en France ; et Napoléon enfin le fit ramener à Savone, dans le gouvernement de Borghèse : triste recommencement de captivité et de persécution, qui allait contraster avec le souvenir de la générosité du général Bonaparte envers Pie VI, et qui, découvrant les extrémités où devaient arriver les derniers enivrements de la puissance, aigrissait le courroux, et nourrissait les alarmes dans le cœur des indifférents comme des fidèles.

Napoléon, étourdi par les succès, ne pressentait pas moins ce qu'il y avait de redoutable dans cette disposition des âmes. Il sembla vouloir prévenir le murmure en adressant aux évêques une lettre rassurante à l'occasion de la bataille de Wagram. Il leur disait « qu'au milieu des soins, des camps, des alarmes et des sollicitudes de la guerre, rien ne le détournerait du grand but vers lequel il tendait, et qu'il avait en partie atteint, le rétablissement des autels ; qu'il environnerait les ministres de la religion de toute la considération qu'un souverain pouvait ajouter à celle que commande la sainteté de leur caractère et de leurs augustes fonctions ; qu'il écouterait leur voix dans tout ce qui aurait rapport au spirituel ; que Dieu l'avait assez éclairé pour être loin de partager les erreurs de ces princes séparés de l'Eglise, qui, sous le vain prétexte de l'incompatibilité des principes de la Religion avec l'indépendance des trônes, avaient prétendu réunir à leur couronne la suprématie spirituelle [1]. »

[1] Lettre du 13 juillet 1808, *Mém. sur les aff. eccl.*, tom. II, page 303.

Mais cette lettre ne calma point les défiances, et quelques évêques les laissèrent, sinon éclater, au moins se trahir dans leurs mandements.

Puis aux sombres présages succédèrent les commencements de lutte entre l'Eglise et l'Empire. Les communications avec le Pape, d'abord suspectes, furent ensuite interdites; les prédications, d'abord surveillées, furent ensuite entravées. Les missions furent supprimées; le pouvoir politique mit la main sur le sanctuaire; l'institution des évêques devint une occasion d'entreprises, puis de scandales; et enfin, une commission ecclésiastique fut instituée comme pour couvrir, par des noms honorés et par une délibération apparente, la violation, soit des vieilles règles de l'Eglise, soit des conventions du Concordat.

C'est par de tels degrés que l'Empire s'avançait dans une voie de persécution où n'entrèrent jamais les pouvoirs politiques sans y trébucher. Faire la guerre à l'Eglise, c'est attaquer le genre humain dans sa conscience : le sceptique même s'étonne de cette entreprise; sa liberté en est offensée, et c'est pourquoi la persécution finit toujours par être vaincue.

1810. — Cependant aux événements de la guerre continuaient de se mêler diversement les actes de la politique.

En Espagne, les insurrections étaient partout frappées, découragées nulle part. Séville, point central de leur action, fut occupée par le maréchal Soult; la junte suprême courut se réfugier à Cadix.

Les Anglais régnaient sur toutes les mers; ils s'emparèrent de la Guadeloupe.

Napoléon n'en suivait que plus obstinément son système continental. La Suède entra dans ce système par un traité qui lui rendit la Poméranie suédoise et l'île de Rugen. On célébra ce traité à Paris avec solennité. La Hollande paraissait ne se point soumettre de bonne grâce à cette loi universelle de blocus; Napoléon lança des déclarations contre son gouvernement, qu'il accusait de faire des *ports bataves les entrepôts du commerce anglais;* et Oudinot, fait maréchal après la bataille de Wagram, eut ordre de prendre

possession des pays situés entre la Meuse et l'Escaut.

Ici s'offrent à l'histoire d'attendrissants souvenirs sur la destinée de Louis Bonaparte; dans la marche rapide de notre récit, nous avons à les noter succinctement.

Louis Bonaparte, à qui Napoléon, son frère, avait, en 1806, imposé la couronne de Hollande, n'avait pris, de la royauté, que les devoirs, et surtout le devoir de s'identifier avec la petite nation qu'il devait gouverner. Ce n'était pas dans ce dessein que l'Empereur l'avait fait roi.

Aux envoyés de la République batave qui étaient venus demander un roi à l'Empire, Napoléon avait répondu : « J'ai toujours regardé comme le premier intérêt de ma couronne de protéger votre patrie. Toutes les fois que j'ai dû intervenir dans ses affaires intérieures, j'ai d'abord été frappé des inconvénients attachés à la forme incertaine de votre gouvernement. Gouvernée par une assemblée populaire, elle eut été influencée par les intrigues et agitée par les puissances voisines. Gouvernée par un magistrat électif, tous les renouvellements de cette magistrature eussent été des moments de crise pour l'Europe et le signal de nouvelles guerres maritimes. Tous ces inconvénients ne pouvaient être parés que par un gouvernement héréditaire. »

Et à son frère Louis, il avait dit :

« Vous, prince, régnez sur ces peuples; leurs pères n'acquirent leur indépendance que par le secours de la France. Depuis, la Hollande fut l'alliée de l'Angleterre; elle fut conquise : elle dut encore à la France son existence. Qu'elle vous doive donc des rois qui protègent ses libertés; ses lois, sa religion; mais ne cessez jamais d'être Français. La dignité de connétable de l'Empire sera conservée par vous et vos descendants; elle vous retracera les devoirs que vous avez à remplir avec moi, et l'importance que j'attache à la garde des places fortes, qui garantissent le nord de mes États et que je vous confie. »

Telle avait été la pensée de Napoléon; la Hollande devait être une province, et son roi un lieutenant de l'Empire.

Mais Louis s'était pris à aimer le peuple remis en ses mains, et comme la Hollande vivait de commerce, il voyait

avec gémissement les mesures violentes qui rompaient ses relations avec l'Angleterre, et par suite condamnaient son activité à l'inertie, et frappaient son immense industrie de stérilité.

De là des irritations d'abord cachées, puis éclatantes. Napoléon s'étonna de ne pas trouver son frère souple à sa volonté. Il voulut remanier les provinces de Hollande, et en déplacer les bornes; Louis lui résista; Napoléon courut aussitôt à d'autres pensées; la Hollande ne pouvait être en cette indépendance, il la lui fallait asservie. Mais il espéra vaincre la raison rebelle de Louis par des démonstrations de politique, et c'est au moins un mémorable monument que la correspondance qu'il eut avec son frère en cette occurrence [1]. Jamais son génie ne s'était déployé avec cet éclat et cette volonté de domination. « J'espérais, lui disait-il, qu'élevée près de moi, Votre Majesté aurait pour la France cet attachement que la Nation a droit d'attendre de ses enfants, et à plus forte raison de ses princes. J'espérais qu'élevée dans ma politique, elle aurait senti que la Hollande, qui avait été conquise par mes peuples, ne devait son indépendance qu'à leur générosité; que la Hollande, faible, sans alliance, sans armée, pouvait et devait être conquise le jour où elle se mettrait en opposition directe avec la France; qu'elle ne devait point séparer sa politique de la mienne; qu'enfin la Hollande était liée par des traités avec la France. J'espérais donc, qu'en plaçant sur le trône de Hollande un prince de mon sang, j'avais trouvé le *mezzo termine* qui conciliait les intérêts des deux États, et les unissait dans un intérêt commun et dans une haine commune contre l'Angleterre; et j'étais fier d'avoir donné à la Hollande ce qui lui convenait, comme, par mon acte de médiation, j'avais trouvé ce qui convenait à la Suisse; mais je n'ai pas tardé à m'apercevoir que je m'étais bercé d'une vaine illusion : mes espérances ont été trompées. Votre Majesté, en montant sur le trône de Hollande, a oublié qu'elle était française, et a même tendu

[1] Elle est rapportée par Bourrienne. *Mém.*, tom. VIII.

tous les ressorts de sa raison, tourmenté la délicatesse de sa conscience pour se persuader qu'elle était hollandaise. »

Et, après ce reproche général, Napoléon exposait en détail la conduite tenue par la Hollande envers la France. Cette conduite, disait-il, était une offense pour la Nation, et par conséquent pour lui-même. « Vous devez comprendre, ajoutait-il, que je ne me sépare pas de mes prédécesseurs, et que, depuis Clovis jusqu'au comité de salut public, je me tiens solidaire de tout ; le mal qu'on dit de gaieté de cœur contre les gouvernements qui m'ont précédé, je le tiens comme dit dans l'intention de m'offenser... Ceux qui n'aiment pas la France ne m'aiment pas ; ceux qui disent du mal de mes peuples, je les tiens pour mes plus grands ennemis. N'aurais-je eu que cette seule raison de mécontentement, de voir le mépris dans lequel était tombé le Nom Français en Hollande, que les droits de ma couronne m'autoriseraient à déclarer la guerre à un souverain, mon voisin, dans les Etats duquel on permettrait des insultes contre mes peuples. »

Chose singulière ! Napoléon se glorifiait de s'être à ce point identifié avec la France, de Clovis à la Convention ; et il ne s'apercevait pas que de la sorte il justifiait Louis, qui n'avait fait qu'obéir à un instinct semblable, par rapport à la Hollande. C'est qu'il fallait que tout s'absorbât en sa puissance et en sa personne, et tel était son instinct d'empire, qu'il n'y avait plus qu'une Nation et une patrie.

Alors il étalait les griefs ; il eut pu, disait-il, se venger en retirant ses armées, et en fermant le Rhin, le Weser, l'Escaut et la Meuse à la Hollande : situation qui serait pire que la guerre. Mais il voulait être modéré, et il finissait par imposer à son frère des conditions de politique suffisantes pour l'assurer de sa soumission.

« Je n'ai pas plus d'intérêt à réunir à la France le pays de la rive droite du Rhin, que je n'en ai à y réunir le grand duché de Berg et les villes anséatiques. Je puis donc laisser à la Hollande la rive droite du Rhin, et je lèverai les prohibitions données à mes douanes toutes les fois que les

traités existants, et qui seront renouvelés, seront exécutés.

» Voici mes intentions :

» 1° L'interdiction de tout commerce et de toute communication avec l'Angleterre ;

» 2° Une flotte de quatorze vaisseaux de ligne, de sept frégates et de sept bricks ou corvettes armés et équipés ;

» 3° Une armée de terre de vingt-cinq mille hommes ;

» 4° Suppression des maréchaux ;

» 5° Destruction de tous priviléges de la noblesse contraires à la constitution que j'ai donnée et que j'ai garantie.

» Votre Majesté peut faire négocier sur ces bases avec le duc de Cadore, par l'entremise de son ministre ; mais elle peut être certaine qu'au premier paquebot qui sera introduit en Hollande, je rétablirai la défense des douanes ; qu'à la première insulte qui sera faite à mon pavillon, je ferai saisir à main armée et pendre au grand mât l'officier hollandais qui se permettra d'insulter mon aigle. Votre Majesté trouvera en moi un frère, si je trouve en elle un Français ; mais si elle oublie les sentiments qui l'attachent à la commune patrie, elle ne pourra trouver mauvais que j'oublie ceux que la nature a placés entre nous. En résumé, la réunion de la Hollande à la France est ce qu'il y a de plus utile à la France, à la Hollande, au continent ; car c'est ce qu'il y a de plus nuisible à l'Angleterre. Cette réunion peut s'opérer de gré ou de force ; j'ai assez de griefs contre la Hollande pour lui déclarer la guerre. Toutefois, je ne ferai pas de difficulté de me prêter à un arrangement qui me cédera la limite du Rhin, et par lequel la Hollande s'engagera à remplir les conditions stipulées ci-dessus. »

Ainsi parlait Napoléon à ses feudataires. Louis, son frère, opposa une fermeté inattendue à cette domination ; mais son âme était navrée : il ne supportait pas la pensée des malheurs qu'il pouvait attirer sur la Hollande soit par l'abandon, soit par la défense de sa liberté. Sa vie dès lors fut attristée, et sa douleur s'épancha en des confidences dignes de l'histoire.

Malgré les présages qui menaçaient sa royauté, il vou-

lait élever son fils comme pour le trône, et il songeait à lui donner pour maître un homme dont le choix honorait sa sollicitude comme père, sa dignité comme roi : cet homme était M. de Bonald. Dans une admirable lettre qu'il écrivit à ce philosophe [1er juin 1810], il disait : « Je suis presque toujours malade, quoique jeune ; j'ai des occupations au-dessus de mes forces ; et le seul but d'une vie laborieuse et pénible, c'est pour moi d'être utile à un pays qui m'a été confié, et de laisser à mon fils une carrière plus paisible et plus heureuse à parcourir. »

Et, après un touchant exposé de ses pensées et de ses vœux sur l'éducation d'un enfant *destiné peut-être à commander à ses semblables*, il ajoutait :

« Si l'on vous parle de ce pays et de moi, nos malheurs nous donneront sans doute des torts que nous sommes loin de mériter ; on vous dira peut-être que je n'aime que la Hollande, que je ne suis plus Français, que je déteste tous ceux qui se trouvent ou se sont trouvés ici avec moi.... ; remettez votre jugement sur tout cela, je vous prie, jusqu'au moment où je pourrai me défendre. Vous verrez alors, qu'attaché par devoir et par inclination à un pays dans lequel je suis venu d'abord malgré moi, j'ai tout bravé pour y remplir des devoirs plus difficiles qu'il n'est possible de se l'imaginer : tout, jusqu'à passer pour avoir renié mon pays et n'être plus Français...., tandis que mon cœur, depuis longtemps, ne palpite plus qu'à ce nom ! Et cependant j'en reste éloigné ; je défends de son incorporation, c'est-à-dire de sa ruine totale, un pays dont le climat me détruit chaque jour visiblement; — j'y supporte toutes les difficultés, tous les événements, tous les malheurs sans me lasser.. .; et si je n'y étais obligé par le plus impérieux des devoirs, resterais-je dans cette situation ! j'y suis obligé; mais j'avoue que mon plus grand malheur vient du renom d'être anti-français, qu'il me faut endurer [1]. »

C'était donc une situation touchante que celle de ce roi,

[1] Lettre du roi Louis, publiée par M. Henri de Bonald. *Notice sur M. le vicomte de Bonald*, etc., 1841.

condamné à régner sur un peuple, sans pouvoir le défendre ni le gouverner.

Mais Napoléon suivait à outrance son dessein de blocus universel contre l'Angleterre, et il fallait que la Hollande y entrât pleinement, dût-elle y périr. Les industries de ce pays étaient comme étreintes sous un réseau de fer, et vainement Louis fit des efforts pour changer les résolutions de l'Empereur. « La destruction de la Hollande, lui disait-il dans une lettre (23 mars 1810), loin d'être un moyen d'atteindre l'Angleterre, est un moyen de l'accroître par toute l'industrie et toutes les richesses qui s'y réfugieront. » Les remontrances ne faisaient qu'aigrir Napoléon; sa colère devint injurieuse, et il fut aisé de voir qu'il se laisserait aller bientôt à toutes les extrémités de son système et à tous les éclats de sa passion.

« En vous mettant sur le trône de Hollande, répondit-il à son frère, j'avais cru y placer un citoyen français: vous avez suivi une route diamétralement opposée; je me suis vu forcé de vous interdire la France et de m'emparer d'une partie de votre pays. Lorsque vous vous montrez mauvais Français, vous êtes moins pour les Hollandais qu'un prince d'Orange, auquel ils doivent le rang de nation et une longue suite de prospérité et de gloire. »

Et de l'injure politique il arrivait à l'injure personnelle.

« Revenez de votre fausse route, disait-il en finissant, soyez bien Français de cœur, ou votre peuple vous chassera, et vous sortirez de la Hollande l'objet de la risée des Hollandais! c'est avec de la raison et de la politique que l'on gouverne les Etats, et non avec une lymphe âcre et viciée. »

Telle était donc cette colère : une aventure de laquais en fit la dernière explosion. Le cocher de l'ambassadeur de France s'étant pris de querelle avec un bourgeois d'Amsterdam, l'Empereur fit de cette affaire de rue une affaire décisive de politique; il renvoya l'ambassadeur de Hollande, et il rappela le sien; et il écrivit à Louis : « Je ne veux plus exposer un ambassadeur à vos insultes. Ne m'écrivez plus de vos phrases ordinaires; voilà trois ans que vous

me les répétez, et chaque instant en prouve la fausseté.
» C'est la dernière lettre de ma vie que je vous écris. »
C'était annoncer des coups de foudre.

D'autres pensées toutefois captivaient, en ce même moment, ce maître des Etats. Il voulait fonder une race royale, et il n'avait pas d'enfant ; il résolut de changer de femme, assuré de se faire admettre, par le mariage, dans les vieilles dynasties qu'il avait mises à ses pieds par la victoire. Ainsi, menait-il plusieurs drames à la fois, et l'histoire a peine à passer d'une émotion à une autre dans cette confusion d'épisodes où s'agitent et fermentent les passions diverses, toutes dominées par celle de l'ambition.

Sa préméditation n'avait pas échappé à l'œil inquiet de sa femme Joséphine ; elle suivait avec effroi tous les indices d'un dessein facilement soupçonné par elle, et le plus assuré de tous était dans l'attitude des courtisans, si prompts dans les cours à pressentir les disgrâces comme les faveurs. Un jour [1], après un dîner où le silence avait été comme un présage sinistre, Napoléon resté seul avec sa femme, lui avait pris la main, et la posant sur son cœur, il lui avait dit : « Joséphine! tu sais si je t'ai aimée. C'est à toi que j'ai dû les seuls instants de bonheur que j'ai goûtés en ce monde. Joséphine, ma destinée est plus forte que ma volonté. Mes affections les plus chères doivent se taire devant les intérêts de la France. »—N'en dites pas plus! avait répondu Joséphine ; je m'y attendais ; je vous comprends; mais le coup n'en est pas moins mortel. »

Et à ces mots, elle tomba évanouie. On l'emporta demi-morte, et Napoléon resta morne devant cette scène atroce. C'est par elle que s'allait achever la destinée de Mme de Beauharnais.

Napoléon lui avait dû sa première élévation ; mais ce souvenir était impuissant à enchaîner sa foi, il l'eut plutôt affaiblie et désenchantée. Il lui fallait croire, en effet, que rien n'avait servi à ses prospérités, si ce n'est son génie,

[1] Le 30 novembre 1809. —Bourrienne, d'après le récit de Joséphine. *Mém.*, tom. VIII.

et tout au plus ce qu'il appelait sa destinée. Le sacrifice de Joséphine ne fut donc une douleur que pour elle. A la blessure d'un amour qui avait eu de l'éclat, s'ajoutait la honte d'un abandon qui en aurait plus encore. Napoléon, au contraire, se dégageait d'un lien qui fatiguait sa gloire et troublait ses rêves de dynastie. La vieille affection était tarie, il ne restait que les éblouissements de la prospérité, et peu s'en fallut qu'on ne fit un devoir à Mme de Beauharnais d'aimer une séparation qui allait permettre à celui qu'elle avait autrefois protégé de monter au faîte de la fortune, pendant qu'elle cacherait ses restes de popularité dans l'humiliation et dans le silence de la retraite.

Au reste, la loi civile du divorce rendait facile le dessein de Napoléon. L'histoire doit ajouter que son mariage avec Joséphine avait été contracté d'une façon irrégulière, et, à ce point de vue, la loi ecclésiastique ne faisait point obstacle aux dispositions de la loi civile. L'officialité de Paris eut à constater que le mariage ne s'était pas fait *devant le propre pasteur*; c'était une raison radicale de nullité, conformément aux prescriptions du concile de Trente. Toutefois, il paraissait à quelques-uns, qu'en considération de la difficulté des temps où le mariage avait eu lieu, la condition canonique du mariage pouvait n'avoir pas été strictement exécutée, et qu'une affaire si grave méritait au moins d'être portée devant l'autorité souveraine du Pape, au lieu d'être décidée par l'autorité de l'ordinaire [1].

Mais Napoléon ne s'arrêtait pas en des questions de cette sorte. L'intervention du Pape lui était d'ailleurs suspecte, par le souvenir de la résistance invincible que le Souverain Pontife avait opposée à la dissolution d'un autre mariage, de celui de son frère Jérôme. L'autorité diocésaine lui fut donc suffisante; et déjà il avait hâte de se chercher une alliance en Europe. Il parut avoir à choisir entre la Russie et l'Autriche; l'Autriche entra mieux dans ses vues, comme s'il eut fallu que rien ne manquât aux jeux de fortune, par où avait passé et devait passer encore cet Empire.

[1] *Mém. hist. sur les affaires eccles.*, tom. II.

Bientôt une convention [7 février], passée à Vienne, assura le mariage de Napoléon avec l'archiduchesse Marie-Louise, fille de l'empereur François Ier, et aussitôt intervint un sénatus-consulte qui prononça la dissolution du mariage de Joséphine. On hâta l'accomplissement du mariage nouveau; mais, tandis qu'on en préparait la célébration, de sombres pensées naissaient dans les âmes; plus Napoléon s'étourdissait dans la gloire, plus l'avenir semblait se couvrir de nuages, l'abus de la prospérité étant d'ordinaire un indice de la décadence.

Toutefois les adulations publiques suivaient leurs épanchements.

La session du Corps législatif ayant été close dans ces circonstances, le président Fontanes prononça un discours où l'on distingua ces raffinements de flatterie.

« On a souvent nommé les rois d'illustres ingrats; on a dit, non sans quelque raison, qu'ils mettaient trop tôt en oubli le dévouement de leurs sujets, et que, auprès du trône, il était plus utile de flatter que de servir. Combien le maître à qui nous sommes attachés mérite peu ce reproche! Quels dévouements extraordinaires ne doit pas attendre un souverain si magnanime! Périsse à jamais le langage de l'adulation et de la flatterie! Je ne commencerai point à m'en servir dans les dernières paroles que je prononce à cette tribune, d'où je vais descendre pour toujours. Je n'ai point oublié les devoirs imposés à ce corps respectable et cher, et dont j'ai l'honneur encore une fois d'être l'organe et l'interprète. Le Corps législatif ne doit porter au pied du trône que la voix de l'opinion publique. C'est avec elle seule que je louerai le prince. L'élite de la France et de l'Europe est ici rassemblée. J'en appelle à leur témoignage... J'interroge maintenant tous ceux qui m'écoutent. En est-il un seul qui désavoue le moindre trait de ce tableau? Heureux les princes qu'on peut louer dignement avec la vérité! Heureux aussi l'orateur qui ne donne aux rois que des éloges justifiés par leurs actions! »

17 février.—Quelques jours après, un sénatus-consulte organique sanctionnait le décret du 17 mai 1809, qui avait

prononcé la réunion à l'Empire des Etats du Pape, lesquels devaient désormais faire partie intégrante de l'Empire et former deux départements : l'un à Rome, l'autre à Trasimène ; le premier aurait six députés au Corps législatif, le second en aurait quatre ; le prince impérial porterait le titre de roi de Rome, et un prince du sang tiendrait dans cette ville la cour de l'Empereur. Le sénatus-consulte déclarait en même temps que toute souveraineté étrangère était incompatible avec l'exercice de toute autorité spirituelle dans les limites de l'Empire : c'était prononcer l'abolition de la papauté. On laissait néanmoins au Pape le droit de choisir sa résidence ; deux palais lui étaient réservés, l'un à Paris, l'autre à Rome, avec une dotation de deux millions de revenus en biens fonds, libres de toute imposition. Enfin il était statué que, lors de leur exaltation, les Papes prêteraient serment de ne jamais rien faire contre les quatre propositions de l'Église gallicane arrêtées dans l'assemblée de 1682 ; et de la sorte l'Église gallicane devenait la maîtresse de l'Église universelle, et les Papes étaient ses sujets.

Ainsi se justifiaient les étonnants panégyriques de M. de Fontanes. Le monde politique put ne pas prendre garde à ces énormités d'usurpation ; mais les consciences chrétiennes s'en étonnaient comme de nouveautés qui ressemblaient à de noirs présages.

Cependant Napoléon s'enivrait de toutes les joies d'un hymen qui allait le mettre au rang des vieilles races.

Déjà le mariage avait eu lieu à Vienne par procuration, le 11 mars. Une ambassade extraordinaire, à la tête de laquelle était Berthier, prince de Neufchâtel, avait été envoyée à l'empereur d'Autriche ; rien n'avait égalé, en aucun temps, cette magnificence, et Napoléon avait su mêler à cette pompe des procédés de courtoisie chevaleresque. Il avait voulu que l'archiduc Charles, le seul général qui se fût trouvé digne de lutter contre son génie, le représentât à la cérémonie du mariage ; l'archiduc avait répondu avec bonne grâce à cette galanterie, et cet échange de délicatesse avait paru un présage heureux d'avenir. C'est à l'occa-

sion de la mission remplie par l'archiduc Charles, que l'Empereur lui adressa une lettre mémorable :

« Monsieur mon cousin,

» Je dois beaucoup de remercîments à V. A. I. de ce qu'elle a bien voulu me représenter lors de mon mariage avec l'archiduchesse Marie-Louise. V. A. I. sait que mon estime pour vous est déjà ancienne et fondée sur vos éminentes qualités et vos grandes actions. Je désire beaucoup vous en donner une preuve authentique, et je vous prie d'accepter le grand cordon de la Légion-d'Honneur. Je vous prie également de recevoir la croix de cette même Légion, que je porte moi-même, et dont sont aussi décorés 20,000 soldats qui ont été mutilés ou qui se sont distingués au champ d'honneur La première de ces décorations est le tribut dû à votre génie comme général, et la seconde à votre bravoure comme soldat. »

En ce qui était militaire, Napoléon gardait ses inspirations de noblesse et ses élans d'honneur; c'est par là qu'il passionnait l'enthousiasme. L'archiduc Charles fut captivé par cette langue de chevalerie; et il voua, dès lors, son amitié à Napoléon.

Le mariage, à Paris, se fit au mois d'avril avec des pompes où se mêlèrent aux usages anciens de la monarchie des magnificences théâtrales que les temps nouveaux avaient inventées.

Un incident, toutefois, en assombrit la solennité. Un grand nombre de cardinaux étaient présents à Paris. Ils avaient assisté au mariage civil; la plupart ne parurent pas à la cérémonie religieuse, et leur absence, en allumant le courroux de Napoléon, éveilla dans le public de vagues inquiétudes. Les cardinaux furent renvoyés de Paris; on les dispersa dans les villes, et il leur fut interdit d'y paraître avec les insignes de leur dignité.

Ainsi les joies du mariage ne furent pas pures de sollicitudes : à ce moment commençaient à s'aggraver les défiances, et Napoléon se mit à les attaquer par un système de pouvoir excessif, qui bientôt allait réduire le Gouvernement à un pur système de police.

2 mars. — Alors s'acheva la promulgation des dernières dispositions du Code pénal. Le Gouvernement avait commencé de pressentir des oppositions secrètes ; les blessures faites à la conscience des fidèles avaient surtout fait naître le murmure ; on pensa prévenir les irritations par des pénalités d'une sévérité inconnue. Les ministres des autels, prêtres ou évêques, devinrent un objet de suspicion : on frappa de punitions ceux qui auraient prononcé la critique ou la censure du Gouvernement, d'une loi, d'un décret, d'un acte quelconque de l'autorité publique. Toute association de plus de vingt personnes, ayant pour objet la prière ou le culte, était interdite ; et il n'y eut pas jusqu'à la correspondance avec une cour ou une puissance étrangère, c'est-à-dire avec le Pape, qui ne fut un crime d'État, si ce n'est que les formes juridiques devinrent superflues pour la punition : on se borna à poursuivre cette sorte de délit par des pénalités d'arbitraire.

On vit des prêtres « enlevés de leurs paroisses sur le moindre soupçon; ils étaient enfermés dans des prisons d'État ou placés en surveillance à une grande distance de leur domicile [1]. ». Ces violences découvraient à quelle distance était Napoléon des temps glorieux où on l'avait vu relever les autels et rendre à la nation la sécurité du culte et de la foi.

Bientôt d'ailleurs le même système s'appliqua à tout l'ensemble de l'État : la police finit par dominer les lois; la sainteté du foyer domestique n'échappa point à ses inquisitions; le secret des lettres fut ouvertement violé, et on avoua cet espionnage, le plus vain et le plus odieux de tous, comme l'exercice du droit de gouverner [2].

Au dehors, l'abus de la victoire était extrême [3], et la pratique des exactions militaires finit par produire au dedans des imitations systématiques d'arbitraire. Il y avait

[1] *Mémoires hist. sur les affaires ecclésiast. de France*, tom. II, page 363.

[2] *Mém. de Bourrienne*, tom. VIII.

[3] Voyez, dans les *Mém. de Bourrienne*, tom. VIII, des récits de violences commises à Hambourg par le général Dupas.

des généraux, gouverneurs de provinces, pour qui c'était un jeu de forfanterie de faire ainsi prévaloir leur fantaisie de commandement sur la régularité des pouvoirs civils; tout disparaissait devant l'épée. Le Gouvernement lui-même se laissa aller à ces formes d'empire. En même temps que la justice ordinaire avait ses règles de pénalité, la justice exceptionnelle garda ses moyens extrêmes de compression. Un décret [3 mars] fut porté concernant les détenus dans les prisons d'État, sorte de criminels qui, pour échapper à la justice, n'appartenaient pas moins à l'arbitraire. « Il y aura, disait le décret, huit prisons permanentes dans les châteaux de Saumur, Ham, If, Landskrown, Pierre-Chastel, Fenestrelle, Campiano, Vincennes; la détention sera ordonnée par le conseil privé, sur le rapport du ministre de la police ou de la justice. » Le premier de ces ministres avait de plus le droit de mettre en surveillance les personnes qui lui paraîtraient hostiles ou dangereuses; ainsi, tandis que les lois politiques n'étaient qu'une organisation savante de discipline, leur application n'avait d'autre règle que le bon plaisir. Dès lors l'admiration longtemps excitée par le génie de Napoléon commença de se mêler d'aversion ou de défiance. Mais le murmure était craintif; toute la liberté fut de gémir.

C'est alors aussi qu'éclatèrent les coups de foudre, dont la menace avait grondé sur la tête de Louis, roi de Hollande. Son crime avait été de tempérer la domination dont on l'avait fait l'instrument, et de croire qu'en recevant une couronne, il aurait le droit de la porter avec dignité; Napoléon ne lui pardonna point son indépendance. D'abord, il avait diminué son royaume par l'épée du maréchal Oudinot; puis il le réduisit encore, mais par un semblant de traité, qui ajouta à l'Empire le Brabant hollandais, toute la Zélande, et la partie de la Gueldre, située sur la gauche du Wahal: un sénatus-consulte promulgua ce dépouillement.

Louis Bonaparte, affaissé par la douleur, se voyait inutile au petit peuple qu'il était chargé de régir; il pensa à déposer le sceptre: et il voulut abdiquer en faveur de son

fils. Napoléon ne lui permit pas cet acte de souveraineté; mais il lança un décret qui incorporait la Hollande à son Empire. « La réunion de la Belgique à la France, disait le ministre Champagny dans un rapport, ayant détruit l'indépendance de la Hollande, le système de la Hollande est devenu nécessairement celui de la France, comme si elle était une de ses provinces... Le peuple, ajoutait le rapport, y gémit sous le poids de vingt-trois contributions et d'une dette énorme... Votre Majesté, en donnant à la Hollande un gouvernement provisoire, n'a fait que prolonger sa douloureuse agonie... Ainsi, Votre Majesté doit prononcer cette réunion pour l'intérêt comme pour le salut de ce peuple... La Hollande est comme une émanation du territoire de la France; elle est comme le complément de l'Empire. Pour posséder le Rhin tout entier, Votre Majesté doit aller jusqu'au Zuyderzée. » Et tandis que ces arrêts partaient de Paris, Oudinot s'emparait d'Amsterdam. Peu après, un sénatus-consulte, dit organique, déclarait que la Hollande, les villes anséatiques, le Lauembourg, tous les pays situés entre la mer du Nord et une ligne tirée depuis le confluent de la Lippe dans le Rhin, jusqu'à Halteren; de Halteren à l'Ems, au-dessus de Telget; de l'Ems au confluent de la Werra dans le Weser, et de là à Stolzenau sur l'Elbe, au-dessus du confluent de la Stekenitz, faisaient partie intégrante de l'Empire : tout ce territoire fut divisé en dix départements.

En même temps, le blocus continental emprisonnait l'Europe non moins que l'Angleterre par des actes de plus en plus implacables. Napoléon ordonna par décret le *brûlement de toutes les marchandises anglaises* existant en France, en Hollande, dans les villes anséatiques, et généralement depuis le Mein jusqu'à la mer, manière étrange d'établir et de faire honorer l'universalité de l'Empire. On amoncelait sur les places des objets de luxe ou des produits de consommation, et on les livrait aux flammes. Bordeaux, Strasbourg, les villes de la Confédération du Rhin, Eisenach, Cologne, Neuss, Bonn, Coblentz, virent en frémissant ces

destructions, sorte de représailles qui ressemblaient à des caprices de barbarie plutôt qu'à des actes de politique ou de guerre.

C'est alors que naquit une industrie plus digne de la civilisation et du génie de la France. Le sucre de canne avait disparu de notre commerce; on le remplaça par des essais de toute sorte; la science féconda ces expériences, et, enfin, apparut le sucre de betterave, d'abord objet de moquerie, puis devenu par degrés un produit immense, appelé enfin à être un rival redoutable du sucre fourni par la riche nature des colonies.

Mais ce ne fut alors qu'une vaine atténuation de la privation publique. Tous les produits coloniaux manquaient à la fois. Les Anglais s'emparèrent de l'Ile-Bourbon, et puis de l'Ile-de-France. Ils trouvèrent dans celle-ci d'immenses munitions navales, cinq grosses frégates, plusieurs petits bâtiments de guerre, et vingt-huit navires de leur compagnie des Indes tombés au pouvoir de nos corsaires: c'était le dernier coup porté aux établissements de la marine française; les postes de Madagascar allaient suivre de près; pas un vaisseau français ne paraîtrait désormais sur les mers, et, dès ce moment, on sut ce que valaient les colonies pour le bien-être comme pour la puissance des métropoles.

Napoléon, acharné dans son système, fit des décrets pour élever le tarif contre les marchandises coloniales [5 août]; puis il institua des cours prévôtales et des tribunaux de douanes, avec une juridiction exceptionnelle et une pénalité infamante contre les introducteurs de marchandises prohibées. Ce qu'il y avait de funeste, ce n'était pas que la contrebande fût réprimée, c'était que le commerce fût rendu impossible.

Cependant on trompait la souffrance par quelques artifices, et la variété des Etats compris dans les vastes limites de l'Empire, donnait quelque facilité de transaction entre les produits divers du continent. Alors se firent quelques travaux, notamment le canal de St-Quentin, commencé et toujours interrompu depuis 80 ans. Plusieurs milliers

d'Espagnols prisonniers avaient été employés à creuser ce canal en un pays de marécage, et un grand nombre avait péri à ce travail insalubre : le 9 novembre, l'ouverture du canal fut inaugurée avec solennité.

D'autres efforts étaient faits pour captiver et éblouir les peuples. Les arts étaient glorifiés, et Napoléon avait imaginé des récompenses qui devaient dépasser les honneurs rendus en aucun temps aux travaux du génie. Les prix décennaux furent distribués avec largesse à l'Institut ; on donna à cette fête une solennité qui put faire croire à la France que ses lettres, que sa poésie, que ses sciences faisaient du siècle nouveau le plus brillant des siècles. Toutefois la création était absente ; les ouvrages couronnés avec tant d'éclat manquaient de génie ; quelques-uns n'étaient qu'un pâle reflet des idées du dernier siècle ; nul ne dominait le siècle nouveau. Rulhières eut le grand prix d'histoire [1] ; Renouard, le grand prix de poésie dramatique [2] ; l'épopée n'eut que des mentions : Delille et Gaston se partagèrent ce faible honneur. A Saint-Lambert échut le grand prix de philosophie [3] ; à Sainte-Croix, le grand prix de littérature [4] ; à Duval et à Picard, des mentions pour la comédie [5]. Triste contraste entre la faiblesse des travaux et la pompe des récompenses ! On revêtait de gloire la médiocrité ; c'est ce qui arrive dans toutes les décadences.

La musique, la peinture, la sculpture, les arts qui parlent aux sens en même temps qu'à l'esprit, parurent mieux répondre à cet éclat d'honneur ; toutefois, les œuvres restaient loin de celles à qui la foi antique avait servi d'inspiration, et à qui avait suffi l'admiration des siècles de naïveté.

Les sciences techniques et expérimentales justifièrent seules pleinement les honneurs publics ; sorte de sciences,

[1] *Histoire de l'Anarchie de Pologne.*
[2] *Les Templiers*, tragédie.
[3] *Catéchisme universel.*
[4] *Examen critique des historiens d'Alexandre.*
[5] Le *Tyran domestique*, de Duval ; le *Haut Cours* et les *Marionnettes*, de Picard.

qui s'agrandissent d'elles-mêmes par la succession des découvertes, où le génie, à l'inverse des arts de la pensée, se féconde par la patience plus que par la méditation, où la dextérité de l'observateur supplée, d'ordinaire, aux recherches et aux conceptions du philosophe.

Alors brillaient dans les sciences des noms illustres, et, entre tous, Lacroix, Laplace, Delambre, Berthollet, Lacépède, Pinel, l'abbé Haüy; tous ne furent pas également honorés; l'abbé Haüy fut oublié tout à fait; il survivait dans l'étude de la nature une tradition matérialiste qui faussait la justice, et cette tradition devait par malheur se perpétuer longtemps encore.

CHAPITRE VIII.

Suite de la guerre en Espagne. Combats divers. — Traits d'héroïsme. —Révolution de Suède; Bernadotte est nommé prince héréditaire. — Nouveaux agrandissements de l'Empire; exagération du système de Napoléon. — Souffrances de la France. — Les batailles continuent; succès et malheurs en Espagne. — Wellington aux prises avec Soult. — Faits d'armes de Suchet. — Affaires de l'Église en France; toute la hiérarchie est troublée; commission ecclésiastique; questions agitées; droit du Pape, droit de l'Empereur. — Le Pape lance des protestations; transactions apparentes; concile national. — Incidents notables, scènes admirables. — Fin du concile; décret nouveau sur l'Université. — Châteaubriand à l'Institut, discours célèbre; la France est muette. — L'année 1812 s'ouvre, année fatale. — Guerre d'Espagne; Wellington grandit. — Ebranlements dans la politique en Europe. — Situation des États; alliances nouvelles. — Pressentiments sinistres. — Confiance aveugle de Napoléon; son étoile. — Frémissement des peuples; associations allemandes. — Napoléon à Dresde; il affecte la domination du monde. — Proclamation contre la Russie; toute la France est appelée aux armes. — Le Pape est transféré à Fontainebleau. — Guerre de Russie; marche et disposition des armées. — Défense de la Russie; appel à la foi et au patriotisme; traités avec les divers États.—Progrès de la Grande-Armée; suite de combats jusqu'à la Moskowa.—Proclamations de Kutuzow et de Napoléon. — Bataille de la Moskowa. — Napoléon à Moscou.—Incendie de Moscou; scènes effroyables. — Conspiration Mallet, à Paris, sérieuse et burlesque. — Nouvel aspect de la guerre. — L'armée française est entourée d'affreux périls; retraite de Napoléon. — Récits lamentables; désastre de la Bérésina; bulletins de l'armée; consternation de la France. — Napoléon quitte l'armée. Suite des malheurs. — L'armée à Wilna; horribles épisodes. — Commencements de défection. Murmures de Murat; partout le vertige.— Discours du Sénat à Napoléon. — Tout se précipite en Europe; mouvement formidable dans toute l'Allemagne.

Tandis que le gouvernement de l'Empire s'entourait des arts de la paix, la guerre ne cessait point de sévir; la Péninsule d'Espagne était le théâtre d'une lutte implacable,

et tel était l'acharnement, que la défaite alimentait la lutte; là les armes anglaises s'enhardissaient à heurter les armes de la France, secondées qu'elles étaient par un peuple entier, ce qui donnait aux victoires comme aux défaites un caractère qu'elles n'avaient point eu dans les autres guerres.

Toute l'année fut pleine de combats et de siéges de ville, c'est-à-dire d'exterminations.

Suchet défit le général espagnol O'Donnel à Lérida, et puis il s'empara de la ville après quinze jours de tranchée ouverte : peu après, il entrait de vive force dans Mequinenza, ville forte au confluent de l'Ebre et du Sègre.

Masséna avait été chargé d'opérer sur le Portugal où restait maître Wellington. La renommée du *favori de la victoire*, ainsi nommait-on Masséna, devait y recevoir une triste atteinte.

Junot faisait partie de son armée ; il emporta d'assaut Attorga après dix-huit jours de tranchée ouverte. Le maréchal Ney, qui marchait aussi vers le Portugal, s'empara de Ciudad-Rodrigo, sur la limite de la province de Léon; c'était une prise importante. Masséna, lui-même, s'empara de la ville portugaise d'Alméida, et marcha en avant, vers Coïmbre, brûlant d'atteindre Wellington; et il l'atteignit, en effet, à Busaco, au pied de la montagne d'Alcoba, non loin de Viseu. Les Anglais occupaient des hauteurs escarpées, qu'il était facile de tourner; Masséna les attaqua de front et perdit cinq mille hommes. Le lendemain, il tourna les hauteurs, et les Anglais s'éloignèrent, quoique plus nombreux, entraînant avec eux la population des villages, et laissant comme un désert devant Masséna. Wellington alla, de la sorte, occuper Torrez-Vedras, à douze lieues de Lisbonne, et là il s'établit avec des moyens de défense formidables, résolu à déconcerter l'impétuosité française par son inaction.

Des traits épars d'héroïsme et d'aventure se mêlaient à cette guerre, qui était comme un embrasement général de la Péninsule. On vit six cents Français, détenus sur un ponton, dans la baie de Cadix, s'échapper par un coup d'audace inouï. Sans armes et sans expérience de la mer,

ils se mirent à manœuvrer leur carcasse de navire, dépouillée de tous ses agrès, traverser deux escadres, braver les chaloupes canonnières et la batterie de Pontalès, et, enfin, aborder le rivage, après qu'un de leurs officiers, nommé Faurax, était allé s'assurer le secours du maréchal Victor, en traversant à la nage un espace de deux mille toises. Ce fut l'aventure la plus extraordinaire qu'on eût vue dans ces vingt ans de guerre.

Cependant, des événements d'une autre sorte jetaient une diversion puissante sur ce spectacle de luttes acharnées. La Suède avait eu des changements politiques qui, pour n'être pas déterminés par les vicissitudes des batailles, n'allaient pas moins remuer les bases des plus grands Etats.

Dès le mois de mars 1809, une révolution s'était déclarée en ce pays oppressé sous le double poids de la Russie et de la France, et que son jeune roi Gustave-Adolphe IV s'efforçait de rattacher à l'Angleterre contre le gré du peuple entier, épris d'enthousiasme pour le nom de Napoléon. De là des conflits violents dans le gouvernement et dans l'armée. Une conjuration s'ourdit contre Gustave-Adolphe, qui tira vainement l'épée pour se défendre : on le désarma comme un furieux. Quelques jours après, il déposait sa couronne par un acte motivé d'abdication, et les Etats de Suède publiaient, à leur tour, un acte de souveraineté par lequel ils se dégageaient eux-mêmes du serment d'obéissance. Après un exposé de la situation désastreuse du royaume, les Etats disaient : « D'après tous ces motifs, du plus haut intérêt, et ces considérations importantes, auxquelles l'acte d'abdication dressé volontairement et sans contrainte par Sa Majesté le roi, écrit de sa propre main, dont lecture nous a été faite, mais que nous ne regardons pourtant pas comme nécessaire pour nos démarches, donne un nouveau poids, nous avons pris la résolution ferme et inaltérable qui suit : *Nous abjurons, par le présent acte, toute fidélité et obéissance que nous devons comme sujets à notre roi Gustave-Adolphe IV, jusqu'à présent roi de Suède, et le déclarons ainsi que ses héritiers, déjà nés et à naître, pour le présent et à jamais, déchu de la couronne et du gouvernement de Suède.*

Tel avait été le premier acte de la révolution de Suède. Le duc de Sudermanie, oncle du roi, d'abord régent provisoire, fut ensuite proclamé roi par la diète, sous le nom de Charles XIII; Gustave-Adolphe fut banni; mais on l'entoura d'égards et de respect : c'était une révolution délibérée, où la diète des États semblait affecter la retenue dans l'exercice d'un droit extrême, exemple de déchéance, qui subordonnait la royauté à la volonté souveraine des peuples, et achevait l'ébranlement dont la réforme religieuse avait frappé toutes les couronnes.

Il ne resta plus qu'à consommer cette révolution, et le 21 juillet 1810, les États rassemblés en diète extraordinaire à OErébro, élurent prince héréditaire de Suède un des lieutenants de Napoléon, Jean-Baptiste-Jules Bernadotte, maréchal de France, prince de Ponte-Corvo. Ce fut pour Napoléon une surprise étrange de voir Bernadotte appelé à devenir roi par une autre volonté que la sienne, et il hésita à consentir à cette royauté qu'il n'avait pas faite. « Voudriez-vous, lui dit Bernadotte, que je fusse plus que vous, en me faisant refuser une couronne? » L'Empereur étonné répondit : « Soit! allez! que nos destinées s'accomplissent! »

Elles devaient s'accomplir en effet, et d'une façon que Napoléon n'avait pas prévue.

Cependant l'Empire grandissait sans mesure. Le Valais venait d'être réuni à la France et formait un département. Dans son rapport, le sénateur Sémonville s'exprimait en ces termes : « Enfin, après dix ans d'une lutte glorieuse pour la France, le génie le plus extraordinaire qu'ait produit le monde, réunit dans ses mains triomphantes les débris de l'empire de Charlemagne. » L'empire de Napoléon touchait, en effet, de la Baltique au Garigliano, de l'Adriatique à l'Océan, des Bouches de l'Elbe au port d'Ostie; il embrassait trente-six mille lieues carrées, et était couvert de cinquante-six millions d'habitants. Mais un lien manquait à ce vaste corps, et la guerre devait finir par l'énerver et le dissoudre. Les mœurs et les lois anciennes y cédaient à des lois et à des mœurs nouvelles imposées par la force :

« Masse hétérogène, dit Bourrienne, qui devait se rompre quand cette force perdrait de son action [1]. » Charlemagne avait obéi à une pensée contraire ; en soumettant les peuples par l'épée, il leur avait laissé la liberté de leurs coutumes ; ni l'un ni l'autre empire ne devait se survivre par cette diversité de politique ; toutefois la prévoyance de Charlemagne fut mieux justifiée ; son nom garda une longue autorité sur les nations qu'il avait touchées de son sceptre, et lorsque son génie manqua à l'Europe, chaque peuple, en retrouvant ses lois, resta fidèle à la discipline morale qu'il avait partout établie. Mais Napoléon crut trop à la discipline de la force. Il pensa tenir l'Europe dans sa main par l'uniformité de ses lois ; et son système continental fut l'expression outrée de cette politique d'unité. Ce fut aussi par là que son autorité s'affaiblit, avant même que son Empire se fut écroulé. Le blocus universel poussé jusqu'à une sorte de frénésie devint partout une source de désastres. Depuis les villes anséatiques jusqu'à Lisbonne, depuis la Hollande jusqu'à Naples, il fallait que tout fut séparé du contact de l'Angleterre et, par elle, du monde, et le commerce étouffait dans ce vide immense. La souffrance devint universelle, et la plainte se communiqua jusqu'aux pouvoirs qui devaient servir d'instruments à l'Empire. Alors Murat, roi de Naples, commença à laisser échapper des murmures, premier indice d'une indépendance qui devait plus tard éclater par des fautes. « Il dit qu'il nous a fait Rois, disait-il ; c'est nous qui l'avons fait Empereur [2]. » C'est le système continental, ajoute Bourrienne, qui a détaché de l'Empire tous les établissements nouveaux.

Et tandis que se faisait sourdement ce travail au dehors de la France, au dedans des conscriptions nouvelles continuaient d'enlever les générations à l'activité du travail, à l'agriculture, aux professions libérales et industrielles. Cent soixante mille hommes furent encore appelés sous

[1] *Mém.*, tom. IX, page 14.
[2] Ibid.

les armes par deux sénatus-consultes : une partie pour le service des côtes ou de la mer, le reste pour cette guerre immortelle d'Espagne, où nos armées s'abîmaient comme dans un gouffre. « Poursuivez, sire, disait le Sénat dans son adresse, poursuivez cette guerre sacrée, entreprise pour l'honneur du nom français et pour l'indépendance des nations. Le terme de cette guerre sera l'époque de la paix du monde. Les mesures proposées par Votre Majesté hâteront ce terme si désirable..... Le cœur paternel de Votre Majesté, ajoutait le Sénat en parlant de cette levée d'hommes, laisse voir qu'il ne demande ce tribut qu'avec regret. »

La flatterie déguisait mal la souffrance des peuples, et, dès ce moment, commençait à s'élever un vague murmure, présage des irritations qui éclateraient un jour.

L'année 1811 continua d'être, en Espagne, féconde en batailles, sans autre résultat que des destructions d'hommes et de cités.

Dès le 2 janvier, Suchet s'emparait de Tortose, après treize jours de tranchée ouverte, et puis le fort St-Philippe de Balaguer tombait en son pouvoir. Olivenza était de même enlevé par nos armes.

Dans l'Estramadure, Soult battait, à la Gébora, une armée qui accourait au secours de Badajoz assiégé par Mortier : peu après, la ville ouvrait ses portes. Dans cette campagne, Soult, avec un corps de vingt mille hommes, prit ou tua plus de vingt-deux mille hommes de troupes espagnoles ; c'est ce que disait un rapport de Wellington à la régence de Portugal.

Les faits d'armes se multipliaient, brillants, mais d'ordinaire inutiles.

La guerre de Portugal n'était point heureuse : contre le système défensif de Wellington s'épuisait l'ardeur française, et les plus vaillants songèrent à se replier sur l'Espagne. Masséna lui-même semblait s'être brisé contre l'immobilité du général anglais, et quelque chose de découragé commençait à glacer son génie.

La retraite ne se fit point sans éclat ; à Redinha, Ney

arrêta par son brillant courage la poursuite ardente des ennemis. A Alfayétès, le général Régnier, atteint par des forces supérieures, soutint vaillamment l'attaque et put reprendre sa marche ; mais il avait perdu mille quatre cents hommes.

Ainsi rentra-t-on en Espagne par la frontière de Ciudad-Rodrigo. La froide inertie de Wellington, renfermé pendant cinq mois à Torrez-Vedras, avait fait le mauvais succès de cette expédition, où ne s'étaient point rencontrées de ces actions décisives, qu'il fallait au bouillant courage de nos généraux et de nos armées. C'était un éclatant démenti donné aux arrêts de Napoléon contre la maison de Bragance. Sans batailles véritables, l'Angleterre avait planté son drapeau sur le Portugal, et de là elle allait continuer à faire reculer devant elle les aigles de la France, par une stratégie qui n'aurait besoin que d'entretenir la colère espagnole, et de faire servir les désastres même à la perpétuité de la guerre.

Une seule place restait aux Français en Portugal ; c'était Alméida. Masséna essaya de la défendre, en attaquant les Anglais à Fuentes de Onoro ; ce fut un combat inutile ; peu de jours après, le général Bernier de Montmorand qui gardait la place fut obligé de l'abandonner, mais en faisant sauter les fortifications, et, dans l'explosion, s'ouvrant un passage avec ses quinze cents hommes de garnison au travers d'une armée de quarante-cinq mille hommes. Masséna parut avoir hâte de quitter ce théâtre d'une guerre où venait s'émousser son épée ; Marmont prit le commandement à sa place.

Soult semblait seul devoir égaler la grandeur de ces luttes renaissantes d'elles-mêmes. Néanmoins une rencontre avec le général Beresfort, à Alboerra, près de Badajoz, ne fut point heureuse : après une lutte, des deux côtés également meurtrière, l'armée ennemie, mêlée d'Anglais et d'Espagnols, resta maîtresse du champ de bataille, et Badajoz fut investi par elle. Mais Marmont ne tarda pas à se réunir à Soult, et Wellington fit lever le siége de Badajoz, pour éviter une action générale : c'est par ces

alternatives d'action et de retraite qu'il usait l'énergie de ses adversaires.

Ailleurs, le général Suchet brillait par de beaux faits d'armes.

Il assiégeait, depuis deux mois, la place de Tarragone, défendue par une armée entière. Après cinq assauts meurtriers, il finit par s'en rendre maître ; dix mille hommes, survivants de la vaillante garnison, furent prisonniers de guerre : cette conquête valut à Suchet le bâton de maréchal.

D'autres places tombèrent : Monferrat dans la Catalogne, Oroposa dans le royaume de Valence. Puis, les généraux espagnols Blake et O'Donnell, ayant voulu arrêter les succès de Suchet par une bataille, l'attaquèrent près de Sagonte ; ils étaient soutenus par le feu des vaisseaux anglais qui longeaient la côte ; l'ardeur était égale des deux côtés ; Suchet fut blessé dans l'action ; à ses côtés brillèrent les généraux Harispe et Montmarie ; enfin il resta victorieux, et, le lendemain, le fort de Sagonte, jeté au haut d'un rocher à pic et défendu par une artillerie formidable, tombait sous les coups du général de génie Rogniat ; la garnison resta prisonnière. Par Sagonte s'ouvraient les routes de Valence, de Sarragosse et de Barcelonne, et le maréchal Suchet put continuer de disperser les insurrections, qui finirent par s'aller abriter dans Valence, résolues à renouveler la résistance désespérée de Sarragosse.

Telle avait été l'année militaire de 1811.

Des événements d'une autre sorte avaient préoccupé la pensée des hommes, pour qui la guerre n'est pas le seul indice de la puissance ou de la décadence des États.

Le gouvernement, on l'a vu, était entré dans une voie de violence par rapport à l'Église et à ses affaires.

Une commission ecclésiastique, instituée par Napoléon depuis deux ans, n'avait pu tempérer les difficultés qui naissaient d'une rupture déclarée avec le Pape. A la tête de cette commission, était le cardinal Fesch, oncle de l'Empereur, avec le cardinal Maury, cet ancien orateur de l'assemblée constituante, dont l'indépendance avait si vive-

ment remué les âmes, et dont la gloire risquait de mourir dans les complaisances de la soumission; aux deux cardinaux, s'ajoutaient l'archevêque de Tours, les évêques de Nantes, de Trèves, d'Évreux et de Verceil, du Père Fontana, général des Barnabites, et de l'abbé Émery, supérieur de St-Sulpice : noms choisis avec art, mais entre lesquels la conscience publique savait démêler ceux qui inquiétaient la foi ou la rassuraient.

Le cardinal Fesch appelait la confiance, le cardinal Maury excitait l'inquiétude. L'un avait refusé d'être archevêque de Paris, s'il n'était pas assuré de recevoir l'institution canonique du Pape; l'autre avait accepté la nomination impériale, et il avait pris aussitôt l'administration de l'Église : double exemple, qui agitait diversement les opinions, et indiquait à quelle confusion et à quelles extrémités devaient arriver les conflits.

Cependant, l'Empereur affectait de donner des soins à l'administration matérielle des églises; il distribuait des bourses pour les séminaires; il réparait les édifices; il augmentait le nombre des succursales, comme si ce zèle eût dû absoudre la violence aux yeux des peuples.

Dans le compte annuel de la situation de l'Empire [décembre 1809], il avait voulu que le ministre de l'intérieur ajoutât au récit de ces améliorations une déclaration de principes, qui parut consacrer la séparation des deux pouvoirs spirituel et temporel, comme s'il eût dépendu de sa puissance arbitraire de marquer la limite de l'un et de l'autre. Le ministre disait que « Napoléon avait eu des différents avec le chef de la Chrétienté comme souverain temporel, et qu'il avait fait, sans toucher au spirituel, ce qu'exigeait le grand système qui régénérait l'Occident; qu'il n'y avait qu'un seul moyen de concilier les intérêts de l'État et ceux de la religion : qu'il fallait que le successeur de St-Pierre fut pasteur comme lui, qu'occupé du salut des âmes et des intérêts spirituels, il cessât d'être agité par des prétentions de souveraineté, par des discussions de limites, de territoires, de provinces; et que c'était donc un bienfait d'avoir séparé la religion de ce qui lui

était étranger, de l'avoir placée dans son état de pureté évangélique [1]. »

Ainsi Napoléon déterminait, par sa volonté, le droit de St-Pierre, et il ne s'emparait du domaine de l'Église que pour rendre à l'Église sa pureté. La conscience publique avait résisté à ce sophisme; mais l'esprit philosophique applaudissait à une politique qui semblait devoir se résoudre par l'asservissement de la religion.

La commission ecclésiastique s'occupait, de son côté, des questions de droit canonique que l'Empereur avait soumises à sa décision. Les questions étaient graves; sous une forme de généralité insidieuse, elles dissimulaient la pensée d'ébranler la constitution même de l'Église.

Le gouvernement de l'Église était-il arbitraire ?

Le Pape pouvait-il, par des motifs d'affaires temporelles, refuser son intervention dans les affaires spirituelles ?

Était-il convenable que les affaires de l'Église fussent examinées à Rome par un petit nombre de prélats et de théologiens pris dans les petites localités des environs de Rome ? Ne conviendrait-il pas de convoquer un concile ? Et ne faudrait-il pas que le consistoire, ou conseil particulier du Pape fut composé de prélats de toutes les nations, pour éclairer Sa Sainteté ?

Napoléon enfin ne réunissait-il pas sur sa tête les droits qui reposaient sur celle des rois de France, des ducs de Brabant, et des autres souverains des Pays-Bas, des rois de Sardaigne, des ducs de Toscane, soit pour la nomination des cardinaux, soit pour tout autre prérogative ?

Telles étaient les questions générales; elles se rapportaient à l'état des églises de l'Empire, dont plusieurs étaient sans pasteurs, soit en France, soit en Allemagne, par le refus que faisait le pape d'instituer les évêques qui lui étaient présentés par Napoléon. Et à ces questions s'en ajoutaient d'autres, et particulièrement la question de l'excommunication prononcée contre l'Empereur, question soumise à l'examen avec mystère, car, en dépit du scep-

[1] *Mém. hist. sur les aff. ecclésiast.*, tom. II.

ticisme politique, on sentait ce qu'elle eût pu remuer de malédictions ou d'alarmes.

La réponse à ces questions fut pleine d'ambiguités ; la commission s'efforçait de tempérer la guerre faite à l'Eglise par des concessions faites à l'Empire; et cette disposition pacifique ressembla plus d'une fois à une désertion de la constitution catholique. La question la plus décisive concernait l'institution des évêques ; on n'alla pas jusqu'à abandonner le droit du pape, mais on ne niait pas que l'exercice n'en pût être modifié, et, en ce cas, on établissait la nécessité de consulter l'Eglise dans un concile.

Quant à la question de l'excommunication, elle était moins fondamentale, mais non pas moins délicate. On l'avait ainsi posée : « La bulle d'excommunication du 10 juin 1809 étant contraire à la charité chrétienne, ainsi qu'à l'indépendance et à l'honneur du trône, quel parti prendre pour que, dans des temps de troubles et de calamités, les Papes ne se portent pas à de tels excès de pouvoir? »

La commission se sauva d'une décision par des généralités sur l'interprétation du droit des Papes, défini par le concile de Trente. Le prince n'était pas dans le cas de l'excommunication! Il avait relevé les autels, et on ne pouvait lui attribuer des complots d'impiété! La situation des églises n'était pas, à la vérité, satisfaisante, mais le chef de l'Etat n'avait pas moins rempli toutes les promesses du Concordat. Et, de plus, les censures ne devaient être employées que dans les cas où les actes des souverains peuvent avoir du péril pour la foi, ce qui ne se rencontrait pas dans l'occupation de Rome; c'était ici un débat temporel comme on en avait vu sous Philippe le Bel, sous Louis XII, sous Henri IV, sous Louis XIV; et, enfin, les principes de l'Eglise gallicane couvraient le souverain contre de telles censures, et un concile national convoqué pour l'examen d'une si grave question, déclarerait, selon toute apparence, la nullité de l'excommunication et interjetterait appel au concile général ou au Pape mieux informé.

Telles étaient les réponses de la commission. Elles suffi-

saient pour enhardir l'Empire dans ses entreprises, et c'est alors qu'on le vit s'armer d'actes de police arbitraire contre les prêtres et les évêques, disposés au blâme et au murmure. Napoléon continua de nommer aux évêchés, soit en France, soit en Allemagne, soit en Italie. Il administrait l'Eglise comme un corps public. En Italie, en particulier, il supprima, par un décret, les ordres monastiques et les congrégations régulières; et, chose étrange! en même temps, il instituait deux grands couvents, l'un en France, l'autre au delà des Alpes, pour les individus âgés de plus de quarante ans, qui, las du bruit du monde, voudraient achever leur vie dans le silence. Toutes les conceptions entraient dans ce génie, mais toutes faussées par la pensée d'une domination absolue et exclusive sur tous les actes de la vie publique et de la vie privée des hommes.

A ce moment, Pie VII lança de Savonne des actes de protestation contre les usurpations qui troublaient la conduite de l'Eglise. Le cardinal Maury, qui avait pris le gouvernement du diocèse de Paris, fut surtout frappé de censure; et peu après, dans un autre bref, le Pape déclarait nul tout ce que ferait le cardinal en vertu des pouvoirs conférés par le chapitre. Mais ce bref, adressé à un vicaire général de Paris, l'abbé d'Astros, célèbre depuis par son courage et par sa foi, fut saisi à Savonne, et il devint l'occasion d'actes éclatants de persécution. L'abbé d'Astros fut emprisonné, des prêtres furent exilés, l'Eglise de Paris fut dans la terreur[1].

Napoléon, toutefois, ne restait pas sans trouble, et tout en faisant cette guerre à outrance à l'autorité spirituelle, il sentait le besoin d'être en paix avec elle. La commission ecclésiastique, de son côté, supportait mal son rôle de tempérament entre deux pouvoirs séparés par un conflit si profond. Alors on songea à des rapprochements avec le Pape; des députations furent envoyées à Savonne; on rédigea des formules d'accommodement; les cardinaux Fesch et Maury y ajoutèrent des lettres d'humilité et de suppli-

[1] *Mém. hist. sur les aff. ecclésiast.*, tom. II.

cation. On espéra vaincre le Pape par le tableau des malheurs de l'Église, que la paix devait guérir; on l'enveloppa de conseils, de promesses et de prières; mais seul, privé de ses cardinaux, et n'ayant d'autre inspiration que son courage et sa foi, il restait inflexible, ou bien ses concessions de charité réservaient l'intégrité de son droit. La lutte fut longue; elle aboutit à une transaction sur l'institution des évêques nommés, et sur une modification à intervenir dans le Concordat, le Pape déclarant qu'il ne se déterminait à ces concessions, que dans l'espérance que lui avaient fait concevoir les évêques députés qu'elles seraient une préparation à des arrangements qui rendraient la paix à l'Église, et au Saint-Siége sa liberté, son indépendance et sa dignité.

C'est en ces conjonctures que se réunit à Paris le concile national, qui devait, pensait-on, résoudre les difficultés et mettre fin aux périls.

Quatre-vingt-dix-sept évêques de France et d'Italie étaient présents; tous n'avaient pas été convoqués, et quelques-uns n'étaient pas venus. Cette assemblée fut solennelle et imposante; et l'on vit alors, même dans une réunion qui n'avait rien de canonique et d'universel, ce qu'une assemblée d'évêques a de secrète puissance pour relever les caractères et raffermir les courages. Isolés, plusieurs de ces prélats avaient été faibles; réunis, tous furent forts. Le concile s'ouvrit le 17 juin 1811 par une messe solennelle que célébra le cardinal Fesch, et par un discours que prononça l'évêque de Troyes, M. de Boulogne, dont l'éloquence était alors populaire. On vit, dès le début, que la foi antique était vivante; l'évêque de Troyes avait parlé comme aux temps d'unité catholique et de ferveur chrétienne. Le premier acte du concile fut de lire avec solennité la profession de foi du concile de Trente; le président lut ensuite la formule du serment prescrit par la bulle de Pie IV [1564], et commençant par ces mots : « Je jure et promets une véritable obéissance au Pontife romain. » Chaque prélat fit ce serment, et les travaux furent ouverts.

Napoléon s'étonna de ce début; il avait attendu la sou-

mission, et par degrés se firent voir des indices de liberté.

Les grandes questions de droit canonique et de constitution catholique étaient ramenées à leur simplicité; la captivité du Pape était déplorée; les évêques se dégageaient des pensées politiques pour ne songer qu'à la dignité de l'Église; au bout de quinze jours, le concile était devenu une assemblée indépendante, au sein de laquelle se faisaient à peine entendre quelques voix disposées à seconder les desseins dominateurs de Napoléon.

L'Empereur voulut aussitôt renvoyer le concile; on lui conseilla des tempéraments, et il envoya un décret qui réglait tout ce qui concernait la vacance des évêchés, la nomination aux siéges vacants, et l'institution et la consécration des évêques nommés. Ce décret renversait les vieux droits, les vieilles règles, et même les concordats; et aussi, au lieu de la paix, les orages se levèrent. Le décret, soumis à une commission, fut modifié par elle et puis adopté, mais à la condition expresse qu'avant d'avoir force de loi, il devrait être approuvé par le Souverain Pontife. Le rapport fait au concile devint l'occasion d'une tempête; la clause de l'approbation du Pape changeait toute l'économie du décret; il se trouva quelques évêques qui mirent en question le droit du Pape: « Le Pape n'était pas, disaient-ils, le maître absolu de l'Eglise! » et ils mêlèrent à leur opinion des plaintes passionnées sur l'excommunication de l'Empereur: le Pape, ajoutaient-ils, avait excédé ses pouvoirs en la publiant. Et comme cette nouveauté de langage avait ému le concile, on vit un des plus saints évêques, l'archevêque de Bordeaux, vieillard vénérable, se lever, tenant en sa main un exemplaire du concile de Trente ouvert à l'article des excommunications, et jeter le livre sur la table, en s'écriant: *Condamnez donc l'Eglise!* Et à ces mots, un soudain frémissement gagna l'assemblée; tous les évêques étaient prêts à adopter le rapport, mais le président leva la séance.

C'était le 10 juillet. Napoléon, en apprenant ces scènes d'émotion et d'indépendance, lance un décret qui dissout le concile. Vainement, son oncle, le cardinal Fesch, veut

calmer sa colère; Napoléon s'irrite contre son oncle même, qu'il accuse de seconder les rebelles. Il fait arrêter les évêques de Tournay et de Troyes, auteurs principaux du rapport, avec l'évêque de Gand, M. de Broglie, caractère énergique et enclin aux résistances, et il les jette à Vincennes. Le lendemain, on lui dit que cette rigueur soudaine a glacé de terreur le reste des évêques, et qu'il peut retirer son décret de dissolution. Il laisse donc le concile siéger de nouveau; et il lui fait rapporter le décret sur l'institution des évêques, mais refait sur d'autres bases, avec la clause ajoutée de l'approbation du Pape; ce décret ainsi modifié est enfin adopté et aussitôt envoyé au Pape, qui l'approuve à son tour; et alors s'achève, au moins en apparence, le conflit des deux pouvoirs, sans que le germe de la dissidence soit arraché tant que le Pape reste captif et que Napoléon aspire à maîtriser l'Eglise.

Après l'acceptation du Pape, le concile n'avait plus d'objet; les évêques rentrèrent dans leurs diocèses; mais les trois que Napoléon avait fait arrêter furent contraints de se démettre de leurs siéges, et ainsi la guerre se perpétuait jusque dans la paix.

La volonté de soumettre l'Eglise à l'Etat continua d'ailleurs à se révéler à des actes systématiques; et c'est surtout par l'éducation que l'Empire s'efforçait d'arracher les âmes à l'autorité des pasteurs. Le décret de 1808, qui avait organisé l'université, avait laissé aux évêques le droit de former la jeunesse cléricale, et ils avaient pu ériger des écoles ecclésiastiques en des lieux éloignés du tumulte et des passions des villes : ces écoles échappaient à la juridiction universitaire, elles échappaient surtout à la contagion des vices et des fausses études. Un décret nouveau, dicté par la colère [15 novembre], vint saisir ces établissements, et non-seulement les remettre violemment sous l'autorité de l'État, mais disposer de leurs propriétés mêmes, attribuer leurs maisons et leurs meubles aux écoles publiques, supprimer les écoles ecclésiastiques qui étaient dans les campagnes, ordonner qu'elles ne pourraient s'établir que dans les villes où il y aurait un lycée ou

un collége de l'État, et que leurs élèves seraient tenus de suivre les classes de ce lycée ou de ce collége. La liberté des évêques n'avait reçu jamais de plus mortelle blessure. La propriété était atteinte comme la foi, et, en regard de ce système de domination, l'irritation religieuse devenait aisément un commencement d'opposition politique. Vainement on avait compté sur l'indifférence de la France en matière de religion; la haine de l'arbitraire tint lieu de ferveur.

Puis, les lettres vinrent ajouter leur indépendance accoutumée à ces irritations de la foi publique. Déjà une voix avait commencé à faire entendre des murmures; c'était celle de Châteaubriand. Le brillant auteur du *Génie du Christianisme* avait été nommé membre de l'Institut (classe des lettres, ancienne académie) à la place de Chénier. Le discours que le nouvel académicien dût présenter à l'examen fit tressaillir l'Institut. C'était une protestation contre le régicide, et bien que Napoléon, dès son élévation à la puissance, eût manifesté son aversion pour les hommes qui avaient tué le Roi, l'éclat qu'une autre voix que la sienne pouvait donner aux anathèmes, ressembla à une menace d'opposition. Napoléon crut sentir trembler son sceptre dans sa main; il voulut lire le discours de Châteaubriand, et il laissa échapper un cri de colère. « Si ce discours avait été prononcé, dit-il, j'aurais fait murer l'Institut et jeter M. de Châteaubriand dans un cul de basse fosse pour le reste de sa vie [1]. » Le discours resta inédit, mais bientôt il circula dans l'Empire par des copies souvent infidèles, et l'empressement avide à le rechercher devint un indice plus redoutable que le discours même.

Alors nulle liberté n'était laissée a la presse; l'esprit des écrivains s'essaya à la suppléer par des allusions, souvent pires que l'attaque ouverte. C'est encore Châteaubriand qui fut le plus téméraire à la fois et le plus ingénieux à cette lutte. Un article longtemps célèbre fut inséré dans le *Mercure*. « C'est en vain, disait l'écrivain, en parlant

[1] *Mém. de Bourrienne.* « Cette exclamation, ajoute Bourrienne, me fut rapportée plus tard, et confirmée par Duroc. » Tom. IX, page [illegible].

d'un livre qui le reportait aux souvenirs de l'empire romain, c'est en vain que Néron triomphe ; Tacite est déjà né dans l'empire. » Il était peu sage de trouver une allusion en cette parole ; on en faisait une blessure sanglante ; la politique d'alors accepta cette horrible injure, et le *Mercure* fut supprimé. Mais quelque exagération qu'il y eût dans ces similitudes et dans ces haines, le malaise des âmes s'y découvrait ; les colères même de l'Empire attestaient ses commencements de décadence, et par degrés il éprouvait que le moyen le moins assuré de saisir les âmes, c'est la compression.

Ainsi s'ouvrait l'année 1812, année fatale où commença de se déclarer une sorte de vertige, précurseur d'une immense ruine.

La guerre d'Espagne renaissait incessamment d'elle-même. Un moment Napoléon put croire que l'est de la Péninsule était conquis. Suchet avait hâté le siége de Valence, et les populations amoncelées dans cette ville, quelle que fut leur volonté d'imiter Sarragosse, avaient été entraînées par la capitulation de leurs généraux ; dix-huit mille soldats furent prisonniers ; quatre cents bouches à feu et d'immenses munitions tombèrent au pouvoir du vainqueur. Napoléon décerna à Suchet le titre de duc d'Albuféra, et, par un décret, il dota l'armée d'Arragon de biens situés dans le royaume de Valence, pour une valeur de deux cent millions ; peu après, il réunissait la Catalogne à la France et la divisait en quatre départements. Mais c'était trop hâter le triomphe ; tout ce qui devait rester de ces faits d'armes et de ces batailles, c'était la gloire de Suchet.

Wellington sortait de nouveau de son système de lenteur. Il commença par s'emparer de Ciudad-Rodrigo, et il reprit le siége de Badajoz que déjà il avait abandonné deux fois. Le général Philippon était resté enfermé treize mois dans la ville, et avec trois mille hommes il avait bravé des armées de cinquante mille soldats. Enfin, la force et le nombre triomphèrent du courage ; Badajoz fut emporté d'assaut, et ses défenseurs furent prisonniers.

C'est alors que des ébranlements commencèrent à se

faire sentir dans la politique ; le spectacle de cette guerre de quatre ans, soutenue par la nation espagnole, avait fini par étonner les peuples et par éveiller les cours : on s'accoutuma à soupçonner que le vainqueur de l'Europe pouvait être atteint dans sa fortune, et quelques indices venus du Nord trahirent des animosités concertées, contre lesquelles il s'arma soudainement de desseins extrêmes.

A peine associé au trône de Suède, Bernadotte avait fait sentir en cet Etat une action inusitée d'indépendance ; le général Friant alla, dès le début de l'année, occuper la Poméranie suédoise, au nom de la France, en vertu du traité de l'année précédente.

Bernadotte sentit qu'il était temps d'échapper à des desseins plus menaçants. La Russie lui offrait une alliance, il s'y précipita. Napoléon comprit, de son côté, ce que la défection politique de son ancien lieutenant, d'un homme qui savait l'art des révolutions, pouvait apporter de force à des ligues qui seraient faites contre sa puissance.

Aussitôt, à ces symptômes encore douteux, il opposa un système de traités nouveaux avec les États qu'il tenait encore sous sa main.

La Prusse était dans un état de soumission humiliée : Berlin était environné de troupes françaises, et Oudinot pouvait à chaque moment y entrer de vive force. Le roi n'était pas libre de choisir ses alliés : il reçut celui qui était maître. Trois conventions furent signées [24 février] ; les mesures prohibitives contre le commerce anglais étaient renouvelées ; dans le cas de guerre avec la Russie, la Prusse s'obligeait à faire marcher vingt mille soldats, avec soixante pièces de canon ; les contributions de guerre enfin, dues par la Prusse, étaient réduites à soixante-deux millions.

Peu après, un traité d'alliance était signé à Paris entre la France et l'Autriche [14 mars]. Les deux États se promettaient un secours mutuel de trente mille hommes avec soixante pièces de canon ; par ce traité était garantie l'intégralité des possessions européennes de la Porte ottomane.

Ainsi, Napoléon s'assurait le concours de l'Allemagne dans l'explosion d'une guerre que ces apprêts même rendaient

inévitable. Il ne fut pas de même attentif à s'assurer l'alliance de la Turquie, qui alors était en lutte avec la Russie, et qui, de la sorte, eut jeté dans la guerre d'Europe une diversion puissante.

La Russie, de son côté, étendait au loin sa pénétration politique. L'empereur Alexandre courut au-devant de Bernadotte, et assura son avenir contre les hasards des événements. Un traité d'alliance avec la Suède fut signé à Pétersbourg : Bernadotte, prince royal de Suède, s'obligeait à entrer en campagne avec un corps russe sous ses ordres; la Norwége était promise à la Suède [24 mars]. Un mois après, l'Angleterre accédait à cette alliance par une convention. L'Europe fut donc coupée en deux portions qui menaçaient de se heurter et de se briser l'une contre l'autre.

Et alors commencèrent à entrer dans les âmes des pressentiments sinistres. Nul ne se défendait d'une sombre impression, à la pensée d'un duel à mort entre ces deux moitiés du monde européen. Et aussi des avertissements vinrent à Napoléon de ses amis, de ses serviteurs, de sa famille ; mais tout allait mourir devant une volonté qu'il croyait illuminée par un rayon du Ciel. Quelques-uns de ses lieutenants osaient se plaindre de la perpétuité de la guerre ; leur murmure l'irrita. « Vous êtes las de la guerre! disait-il; vous voulez jouir de vos belles fortunes! Est-ce que je me repose, moi[1] ? »

Ses ministres essayèrent de lui montrer les périls d'une expédition lointaine qui s'offrait aux imaginations éperdues avec des présages funestes : on la comparait à l'expédition fatale de Crassus contre les Parthes ; ou bien on lui parlait du danger de s'éloigner de la France, où les vieilles passions, tout au plus engourdies, pouvaient se réveiller et compromettre l'Empire. A tous les conseils, à toutes les plaintes, à toutes les menaces, il répondait par l'infaillibilité de sa destinée.

« Pourquoi menacer mon absence des différents partis encore existants? où sont-ils? Je n'en vois qu'un seul contre

[1] *Mém. de Bourrienne*, tom. IX.

moi : celui de quelques royalistes, la plupart de l'ancienne noblesse, vieux et sans expérience. Mais ils redoutent plus ma perte qu'ils ne la désirent. Voici ce que je leur ai dit en Normandie : On me vante fort comme grand capitaine, comme politique habile, et l'on ne parle guère de moi comme administrateur ; pourtant, ce que j'ai fait de plus difficile et de plus utile, a été d'arrêter le torrent révolutionnaire ; il aurait tout englouti, l'Europe et vous ! J'ai réuni les partis les plus opposés, mêlé les classes rivales, et parmi vous, cependant, quelques nobles obstinés résistent ; ils refusent mes places ! Eh ! que m'importe à moi ? c'est pour votre bien, pour votre salut que je vous les offre. Que feriez-vous, seuls et sans moi ? Vous êtes une poignée contre des masses ! Ne voyez-vous pas qu'il faut éteindre cette guerre du tiers-État contre la noblesse, par un mélange complet de ce qu'il y a de mieux dans les deux classes ? Je vous tends la main, et vous la repoussez ! Mais qu'ai-je besoin de vous ? Quand je vous soutiens, je me fais tort à moi-même dans l'esprit du peuple ; car, que suis-je, moi ? Roi du tiers-État ; n'est-ce point assez ? »

Après quoi il exposait ses inspirations de politique, comme autant de volontés du destin. « Je me sens poussé, disait-il, vers un but que je ne connais pas ; quand je l'aurai atteint, dès que je n'y serai plus utile, alors un atome suffirait pour m'abattre ; mais jusque-là tous les efforts humains ne pourront rien contre moi. Paris ou l'armée, c'est donc une même chose ; quand mon heure sera venue, une fièvre, une chute de cheval à la chasse me tueront aussi bien qu'un boulet : les jours sont écrits [1] ! »

Le cardinal Fesch, son oncle, mêlait aux conseils politiques des paroles de modération chrétienne ; et comme un jour « il conjurait Napoléon de ne pas s'attaquer ainsi aux hommes, aux éléments, aux religions, à la terre et au ciel à la fois ; et qu'enfin, il lui montrait la crainte de le voir succomber sous le poids de tant d'inimitiés, pour

[1] Le comte de Ségur. — *Histoire de Napoléon et de la Grande-Armée.* 1812, tom. I.

toute réponse, l'Empereur le prit par la main, le conduisit à la fenêtre, l'ouvrit et lui dit : « Voyez-vous là-haut cette étoile ?—Non, Sire.—Regardez bien.—Sire, je ne la vois pas.—Eh bien ! moi je la vois. » Le cardinal saisi d'étonnement se tut, s'imaginant qu'il n'y avait plus de voix humaine assez forte pour se faire entendre d'une ambition si colossale qu'elle atteignait déjà les cieux [1]. »

Ainsi tout fléchissait, et Napoléon obéissant à ce qu'il appelait sa destinée, et avide d'ailleurs de ces grands chocs de nations et d'armées, courut en Allemagne parmi des flots armés, étonnant, exaltant, effrayant tour à tour les peuples, et laissant la France dans un vague pressentiment de malheurs extrêmes. De son côté, l'empereur Alexandre partit de Pétersbourg pour aller se mettre à la tête de son armée sur la frontière occidentale de la Lithuanie.

Par degrés s'était accru, dans le cœur des populations allemandes, un frémissement de douleur et de liberté. Le récit qui leur venait des luttes héroïques de l'Espagne contre la conquête, faisait fermenter sourdement les âmes ; et des associations secrètes s'étaient formées, par lesquelles se communiquait l'amour de l'indépendance. La confédération du Rhin, qui embrassait quatorze millions d'habitants, nourrissait ce feu dans le mystère ; et la Prusse surtout recevait l'inspiration de la liberté avec la sombre aversion qui naît de la honte. L'association principale, dite le *Tugend-Bund* (le lien de la vertu), fit un vaste faisceau de ces populations courroucées, de telle sorte, que dans la soumission fermentait la colère, et dans la discipline des camps l'aspiration de la vengeance.

Les gouvernements, la Russie en particulier, exaltèrent ces mouvements secrets des peuples; alors c'était de la liberté; plus tard, ce pouvait être de la sédition.

C'est parmi ces agitations publiques ou cachées que Napoléon parut à Dresde, suivi de l'Impératrice Marie-Louise, de l'empereur et de l'impératrice d'Autriche, du roi de

[1] Le comte de Ségur. — *Histoire de Napoléon et de la Grande-Armée* 1812, tom. I.

Prusse et de quelques petits souverains d'Allemagne, princes esclaves plutôt que Rois. En ce moment, Napoléon pouvait se croire le chef d'une dynastie maîtresse de toutes les autres. Un fils lui était né, et il lui avait donné le titre de *roi de Rome*, et, par ce titre même, il affectait la domination du monde.

Bientôt il lança de son quartier général de Wilkowiski, près de Gumbinen, dans la Prusse orientale, une proclamation de guerre contre la Russie.

« Soldats, disait-il, la seconde guerre de la Pologne est commençée. La première s'est terminée à Tilsitt. A Tilsitt, la Russie a juré éternelle alliance à la France et guerre à l'Angleterre. Elle viole aujourd'hui ses serments. La Russie est entraînée par la fatalité ; ses destins doivent s'accomplir. Nous croit-elle donc dégénérés ?.... Marchons en avant. Passons le Niémen ; portons la guerre sur son territoire. La seconde guerre de la Pologne sera glorieuse aux armes françaises comme la première. »

Ce cri de guerre fut sinistre. Les esprits pénétrants commencèrent à se défier de l'avenir. La France, qui avait cru à l'éternité de l'Empire, soupçonna des retours de fortune. L'enthousiasme survivait dans les armées, mais les peuples étaient glacés. Toute la population avait été appelée à se tenir en armes, comme pour prendre part à l'expédition la plus gigantesque qu'on eût encore vue. Un sénatus-consulte [13 mars] avait divisé en trois bancs la garde nationale de l'Empire : le premier banc, formé des hommes de vingt à vingt-six ans non militaires, était destiné à la garde des frontières, à la police intérieure, à la défense des grands dépôts maritimes, des arsenaux et des places fortes ; le reste devait veiller à l'ordre des cités : la France entière n'était qu'un soldat.

Mais aussi tout périssait ; les femmes labouraient la terre, et les autres travaux étaient suspendus : il ne restait des bras que pour fabriquer des armes.

Toutefois, l'armée de Napoléon était la plus imposante qui fut jamais sortie des flancs de l'Europe ; elle comptait cinq cent mille combattants et deux mille bouches à feu.

Tout devait céder, pensait Napoléon, au débordement régulier de ces flots armés ; et après que la Russie aurait de nouveau reculé devant une agression si formidable, que serait la résistance de l'Espagne ? que pourrait l'Angleterre même avec ses flottes et sa politique ? Napoléon se fascinait lui-même, en remuant le monde : il ne soupçonnait pas que la fortune pût l'abandonner, et peu s'en fallait qu'il ne défiât la Providence elle-même de le trahir.

Quelque trouble néanmoins restait en son cœur au souvenir du Pape captif à Savonne, et il pressentait ce que cette pensée pouvait semer d'alarmes et exciter de murmures parmi les chrétiens fidèles. Il arriva même que sur ces entrefaites, une flotte anglaise ayant paru dans la rade de Savonne, l'idée de l'enlèvement du Pape fit frissonner l'Empereur. Le Pape libre, le monde entier retrouvait son indépendance. Alors Napoléon ordonna précipitamment que Pie VII fût transféré en France, et, peu après, on voyait le vieillard arriver à Fontainebleau d'une façon mystérieuse. Lui-même ne savait pas où on le menait ; on l'avait enlevé de nuit ; un colonel et un médecin étaient ses compagnons ; son voyage fut une course rapide, et, quand on frappa de nuit à la porte du palais de Fontainebleau, le concierge hésita à ouvrir ; il reçut le Pape dans son logement. Ainsi Napoléon achetait sa sécurité par la violation du droit des gens, et par l'oubli de sa dignité même de souverain ; et alors il n'eut plus qu'à s'engager dans la redoutable aventure dont l'imagination publique voyait les apprêts avec des frissonnements.

C'est ici le commencement d'une épopée que d'autres ont longuement racontée, et dont l'histoire présente va pouvoir à peine indiquer la grandeur et les désastres.

La vaste armée de Napoléon se divisait en dix corps, commandés par le maréchal Davoust, par le maréchal Oudinot, par le maréchal Ney, par le prince Eugène, vice-roi d'Italie ; par le prince Poniatowski, héros de la Pologne; par le général Gouvion-St-Cyr, par le général Régnier, par le général Junot, par le maréchal Victor et par le maréchal Macdonald. La garde impériale, ce grand corps d'é-

lite, dont le nom exaltait le reste de l'armée, était divisée en vieille garde et en jeune garde, l'une et l'autre rivales de courage et de gloire, la première, commandée par le maréchal Lefèvre, la seconde par le maréchal Mortier. La réserve de cavalerie, sous les ordres de Murat, roi de Naples, formait quatre corps commandés par les généraux Nansouty, Montbrun, Grouchy et Latour-Maubourg. Italiens, Polonais, Autrichiens, Prussiens, se confondaient dans l'armée avec les Français, et tout obéissait au commandement de cet homme extraordinaire, parti de Corse vingt-cinq ans auparavant pour obtenir un brevet de sous-lieutenant dans les armées du roi de France.

Le 24 et le 25 juin, le quartier-général de Napoléon passa le Niémen vis-à-vis Kowno, première ville de la Lithuanie; Napoléon, comme obéissant à une inspiration de prophétie, s'écria de nouveau : « La fatalité entraîne les Russes : que les destins s'accomplissent! » Imprécation funeste, qu'à son insu il lançait contre lui-même.

L'empereur de Russie, de son côté, parlait à ses peuples un langage de patriotisme mystique, et les évêques de son Eglise orthodoxe trouvaient quelques restes d'images chrétiennes, pour donner à la servitude moscovite un semblant d'inspiration, de liberté et de sacrifice.

Alexandre s'était mal préparé à la guerre; il ne pensait pas que la *sainte Russie* dût être foulée par le pied du conquérant. Il avait jeté vers les frontières de l'Occident deux armées commandées par les généraux Barklay de Tolly et Bagration; une armée de réserve était aux ordres de Tormasow; ces forces s'élevaient à trois cent soixante mille combattants.

L'armée française put librement entrer à Wilna, ancienne capitale de la Lithuanie, et une diète assemblée à Varsovie proclama le rétablissement du royaume de Pologne.

Pendant ce temps, Alexandre paraissait à Moscou pour remuer les imaginations populaires par des manifestations de foi. Le métropolitain, un vieillard de cent dix ans, nommé Platow, qu'on appelait la *bouche d'or* russe, répondit à la pensée de l'empereur en lui offrant avec appareil

une image de saint Serge, qui devait être son bouclier dans la guerre sainte; mais tout passait les bornes dans cette pompe, où la liberté chrétienne se transformait en idolâtrie : « La ville de Moskow, dit le vieillard, la première capitale de l'Empire, la nouvelle Jérusalem, reçoit son *Christ* comme une mère dans les bras de ses fils zélés; et, à travers le brouillard qui s'élève, prévoyant la gloire brillante de sa puissance, elle chante dans son transport : Hosanna! béni soit celui qui arrive! que l'arrogant, l'effronté Goliath apporte, des limites de la France, l'effroi mortel aux confins de la Russie! la pacifique Religion, cette fronde du David russe, abattra soudain la tête de son sanguinaire orgueil! » Et après ces paroles de prophétie, le vieillard remettait à l'empereur cette image de saint Serge, antique défenseur de la fortune de la Patrie. Ainsi s'exaltait le patriotisme; mais à cet Empire d'une foi dégradée s'ajoutait le prestige d'une autocratie absolue : l'Empereur était le Christ, et sa volonté suppléait à toutes les inspirations de gloire et de sacrifice.

Néanmoins la politique russe n'était pas inerte; et tandis que l'Angleterre signait un traité de paix avec la Suède, à Œrebro, l'empereur Alexandre signait une alliance avec la régence de Cadix, au nom de Ferdinand VII. De toutes parts se contractaient des engagements de guerre implacable contre le dominateur des peuples. Peu après, un traité de paix et d'union, entre la Russie et l'Angleterre, assurait aux deux puissances le secours mutuel de leurs flottes et de leurs armées; ainsi se poursuivait de plus en plus ce grand duel qui divisait l'Europe, et menaçait de s'achever dans le sang et dans le feu.

D'un bout de l'Europe à l'autre, les batailles commencèrent à se répondre. En Espagne, l'insurrection semblait fatiguée, et Wellington parut s'en apercevoir. Il s'aventura dans une rencontre avec le maréchal Marmont aux Arapiles, près d'Alma de Torrez, dans la province de Léon, et elle lui fut heureuse [22 juillet]. Marmont grièvement blessé ne put conduire la bataille. La plupart des généraux se firent tuer; les autres furent blessés; six à huit mille

hommes furent mis hors de combat ; cinq mille furent faits prisonniers ; une partie de l'artillerie fut abandonnée. L'armée ennemie perdit cinq mille deux cents hommes ; mais sa victoire était complète : ce fut un coup décisif contre la conquête, et alors commença de chanceler la couronne de Joseph. Peu de jours après, Wellington entrait à Madrid.

Au Nord, la Grande-Armée s'avançait comme un torrent. Le 23 juillet, Davoust battit le prince Bagration à Mohilow, sur le Dniéper, autrefois le Borysthène ; le 28, les Français entraient à Witepsk.

Puis le corps de Macdonald occupait Dunabourg, sur la rive droite de la Düna : les Russes avaient voulu rendre cette place inexpugnable par des travaux qui avaient duré quatre ans ; tout céda à l'impétuosité française ; les fortications furent rasées.

Oudinot eut un succès brillant à Obaïarzma ; il attaqua le premier corps de la grande armée russe, et leur tua près de sept mille hommes.

Tels avaient été les préludes d'une bataille plus éclatante. Barklay de Tolly attendait Napoléon à Smolensk, sur le Dniéper ; c'était le boulevard de la Russie du côté de la Pologne. Napoléon commença l'attaque [17 août]. Les Russes étaient protégés par des constructions qui ceignaient la ville. Tout fut foudroyé ; Barklay de Tolly s'échappa la nuit de Smolensk, après y avoir mis le feu ; il avait perdu douze mille hommes ; Napoléon en avait perdu six mille. Davoust, Ney, Poniatowski s'étaient jetés dans tous les périls ; la victoire était complète, et les sages pensaient qu'elle eut dû suffire à la politique comme à la gloire de Napoléon. Mais son génie était enivré, et, fidèle à sa stratégie, qui, dans les guerres précédentes, l'avait poussé droit aux capitales, il résolut de marcher sur Moscou.

Les combats continuaient. Gouvion-St-Cyr battit à Polotsk l'armée russe de Wittgenstein ; ce fut un des grands exploits de la campagne ; le brillant vainqueur reçut le bâton de maréchal.

A Valontina-Cora une action fut disputée et meurtrière ;

le maréchal Ney détermina le succès. Le 29 août, l'avant-garde française entrait à Wiazma.

Pendant ce temps, l'empereur Alexandre était à Abo, dans la Finlande, conférant avec Bernadotte dans une entrevue secrète, à laquelle était admis lord Cathcard, ambassadeur d'Angleterre. Là, se prenaient des décisions fatales; la Suède allait se déclarer contre la France. Des résolutions extrêmes étaient concertées; on écrivit, dit-on, au général Moreau qui s'était retiré en Amérique, et on lui offrit une part dans la lutte désespérée contre Napoléon. Quel que fut le mystère de l'entrevue, elle allait décider du sort du monde.

Mais Napoléon suivait ses inspirations de victoire. On était arrivé au village de Borodino, sur les bords de la Kologha, petite rivière qui se jette dans la Moskowa, à vingt-cinq lieues de Moscou.

Là, les Russes avaient demandé qu'on cessât de reculer devant l'invasion de leur pays; le général Barklay de Tolly avait perdu tout empire; Kutuzow, un vieux général, qui avait vaincu les Turcs, parut devoir mieux ranimer les courages. Il prit le commandement de l'armée, et il l'exalta par des paroles auxquelles se mêla l'exhortation des prêtres. C'était une guerre sainte, et l'image de la Sainte Vierge, promenée dans les rangs, promettait la victoire. « Dieu va combattre son ennemi, disait Kutuzow, avec l'épée de Michel, et avant que le soleil de demain ait disparu, vous aurez écrit votre foi et votre fidélité dans les champs de votre patrie avec le sang de l'agresseur et de ses légions. »

Napoléon, de son côté, parlait son langage accoutumé à l'armée qui ne croyait qu'à son génie.

« Soldats, disait-il, voilà la bataille que vous avez tant désirée. La victoire dépend de vous... Elle vous donnera l'abondance, de bons quartiers d'hiver et un prompt retour dans la patrie. Conduisez-vous comme à Austerlitz, à Friedland, à Smolensk. »

Après ces excitations de part et d'autre, on se prépara à la bataille. Des deux côtés la vaillance était égale, le génie ne l'était pas. Kutuzow toutefois fut digne d'un tel

ennemi. Barklay de Tolly commandait la droite; Bagration, la gauche; Beningsen, le centre; l'armée russe était protégée par de fortes redoutes; des batteries couvraient le front et les ailes; et l'armée elle-même était ferme comme une muraille. Napoléon avait à ses côtés ses généraux couverts de gloire, Davoust, Ney, Poniatowski, le prince Eugène; Murat, comme toujours, commandait la cavalerie avec les généraux Nansouty, Montbrun, Grouchy, Latour-Maubourg. Le 7 septembre, le feu s'ouvrit à six heures du matin. Napoléon ordonna d'emporter successivement les redoutes qui couvraient les Russes : ce fut là toute la bataille. Les redoutes et les batteries furent tour à tour enlevées. Mais c'était une émulation de carnage plutôt que de victoire. Les Russes foudroyaient leurs assaillants, et périssaient comme eux sans quitter la place. Une redoute résistait plus que les autres; Napoléon la fit attaquer par les cuirassiers. Déjà, en d'autres combats, on l'avait vu lancer la cavalerie sur des batteries de canon. En une heure périrent, à ce redoutable assaut, le général Montbrun, le général Caulaincourt mis à sa place, et une foule d'officiers, mais la redoute fut emportée. Telle était cette armée française, et tel aussi celui qui la commandait; la gloire était un jeu d'extermination, et les hommes semblaient se plaire à mourir.

Cent vingt mille coups de canon furent, dit-on, tirés dans cette journée fameuse, qui a pris, en France, le nom de la Moskowa, et en Russie celui de Borodino.

Les Russes avaient perdu trente mille hommes, les Français près de vingt mille. Mais la victoire fut sombre. Les Russes s'étaient éloignés sans être poursuivis; les subsistances manquaient à l'armée française; aux souffrances de la faim s'ajoutèrent celles du froid dans une nuit pluvieuse, et le récit de tant de morts adoucit mal les tourments de la veillée.

Napoléon ne suivait pas moins son dessein. La route de Moscou était ouverte, mais dévastée par l'armée qui s'éloignait devant lui. Déjà s'était montré ce système de faire un désert devant la victoire, et Napoléon eut dû s'arrêter à ce

spectacle, qui semblait cacher des desseins funestes. Mais, ainsi qu'il l'avait dit, *les destins s'accomplissaient*.

Napoléon s'avança de la sorte jusqu'à Moscou. Il pensait y entrer comme il était entré dans les autres capitales, et y jouir des voluptés d'un triomphe sous le regard d'une population éblouie. Mais la population avait disparu, Moscou était désert, toutes les maisons fermées; on pénétra comme à tâtons dans cette immense solitude, et Napoléon entra tout pensif dans le Kremlin, à la fois citadelle et palais des czars [1]. Bientôt allait se révéler un affreux mystère, et éclater par un dernier coup ce patriotisme désespéré qui se défendait par l'extermination et par l'incendie. Rasptochin était gouverneur de la grande cité moscovite. Il avait laissé croire aux populations que Kutuzow avait vaincu les Français à Borodino; et du moins il était vrai que le vieux soldat les avait combattus avec courage. Mais lorsque la fuite des Russes parut attestée par l'apparition des aigles de Napoléon, la consternation entra dans tous les cœurs, et c'est alors que Rasptochin songea à son tour à une défense digne d'un barbare. Son dessein était prémédité sans doute, et peut-être il lui était commandé. Tandis que la population se précipitait éperdue hors de la ville, cherchant au hasard des abris dans les bois, Rasptochin faisait distribuer à un choix d'hommes dignes d'un tel office, et recueillis pour cela parmi les malfaiteurs des prisons, des instruments incendiaires, et il donnait l'ordre de mettre de nuit le feu à la ville, en divers lieux à la fois ; rien ne devait être épargné, ni les palais, ni les hôpitaux ; les maisons désertes alimenteraient la flamme d'elles-mêmes, et lorsque ce vaste incendie serait allumé, alors la ville serait livrée à la conquête. Cet ordre s'exécuta avec une discipline muette, et, dès que les ténèbres enveloppèrent Moscou, lorsque Napoléon dormait au Kremlin, l'incendie éclata et jeta ses lueurs sur les tentes de l'armée française ; c'était dans la nuit du 14 au 15 septembre; pendant ce temps s'achevait la fuite des

[1] Le comte de Ségur. — *Histoire de Napoléon et de la Grande-Armée*, en 1812.

derniers soldats, des derniers habitants, et enfin des derniers incendiaires de la ville : au lever du jour se déroula l'immensité du désastre qu'ils laissaient derrière eux. Tout brûlait à la fois, les palais, les théâtres, la bourse, les édifices publics, les maisons particulières; on n'avait pas voulu avertir Napoléon lorsqu'on avait vu briller les premières flammes; leur clarté brûlante le réveilla, et, devant cet épouvantable spectacle, il resta comme éperdu; il allait de fenêtre en fenêtre, jetant des mots de surprise, d'horreur : — « quel spectacle! ce sont eux-mêmes. Tant de palais! quelle résolution extraordinaire! quels hommes! Ce sont des Scythes[1] ! »

C'était pour l'armée française une effroyable nouveauté de se voir disputer une capitale par une semblable extermination, et elle s'approcha avec une curiosité mêlée de terreur de la ville dévorée par l'incendie. Mais Napoléon voulut fuir le désastre [16 septembre], et il chercha à se diriger hors la ville sur la route de Pétersbourg, vers le palais impérial de Pétrowsky. Il fallait, pour cela, traverser les flammes qui assiégeaient le Kremlin; « une seule rue étroite, tortueuse et toute brûlante, s'offrait plutôt comme l'entrée que comme la sortie de cet enfer[2]. » L'Empereur s'avança dans ce gouffre entre deux murailles de feu. Autour de lui les édifices craquaient; les flammes tombaient en flots onduleux agités par le vent. Un guide trouvé par hasard, dirigeait cette marche effroyable; mais bientôt il s'arrêta, incertain et troublé : toute voie était fermée; de toutes parts s'élevait une prison de feu; là semblait devoir s'achever la destinée de Napoléon, lorsque des pillards du premier corps[3], qui s'étaient aventurés dans l'incendie, parurent au travers des tourbillons de flammes, reconnurent l'Empereur, et le guidèrent vers les décombres d'un quartier déjà tout dévoré. Napoléon put ainsi s'acheminer vers Pétrowsky, où il arriva le soir, triste et désolé. Le lende-

[1] Le comte de Ségur. — *Histoire de Napoléon et de la Grande-Armée*, 1812.
[2] Ibid.
[3] Ibid.

main matin, il tourna ses premiers regards vers Moscou, espérant voir l'incendie se calmer; mais la vaste cité n'était qu'une trombe de feu, tourbillonnant en cercles immenses vers le ciel, et, à cette vue, il se sentit comme foudroyé. Après un long et morne silence, il laissa enfin échapper cette parole : « Ceci nous présage de grands malheurs[1]! »

L'incendie dura six jours; de quatre mille maisons en pierre, il n'en resta que deux cents; de huit mille en bois, que cinq cents; plus de vingt mille malades ou blessés avaient péri dans les flammes. C'est sur ce reste fumant de cité opulente et splendide que l'armée de Napoléon planta ses drapeaux.

20 septembre. — Cependant l'étonnement, la stupeur, les noirs pressentiments semblaient avoir pétrifié le génie de Napoléon. Il resta à Moscou, comme pour un quartier d'hiver ordinaire, balayant des cendres, relevant des ruines, et attendant la fortune.

Là, il sembla s'appliquer à se tromper lui-même par des soins d'administration publique, comme s'il eût été dans son palais des Tuileries. Le décret de Moscou, sur le Théâtre Français, est surtout célèbre; ces caprices d'empire voulaient ressembler à de la force; ils trahissaient la puérilité et le vertige.

Et, de son côté, la France pressentait le péril où s'était aventuré Napoléon à force de victoire, et la pensée publique, mal contenue par la sombre surveillance d'une police armée d'arbitraire, se fatiguait à chercher le dénouement probable d'une situation dont on voilait en vain les perplexités par des bulletins pompeux.

Alors montèrent en quelques esprits des idées de conspiration contre l'Empire. Un général obscur, vieux reste de la République, Mallet, se crut de force à renverser ce grand pouvoir avec deux auxiliaires plus obscurs encore, deux de ces aventuriers qui sous tous les régimes sont prêts à se jeter dans les coups d'audace; prenant la folie

[1] Le comte de Ségur. — *Histoire de Napoléon et de la Grande-Armée*, 1812.

pour le courage et la témérité pour le génie : l'un était Lahorie; il avait joué un rôle ambigu dans la conspiration de Georges; l'autre se nommait Guidal, suspect d'espionnage pour l'amiral anglais devant Toulon ; tous les deux étaient en prison : le premier devait être déporté en Amérique, l'autre allait être envoyé à Marseille pour y être jugé. Mallet lui-même était dans une maison de santé sous la surveillance de la police. C'est lui qui avait conçu l'étrange machination, et c'est lui qui se mit tout seul à l'exécuter.

Toute la puissance de l'Etat résidait dans la guerre et dans la police ; Mallet jugea qu'il suffisait de l'attaquer par ces deux points. Maître de la police et maître de la guerre, la Nation, pensait-il, devait lui obéir, quel que fût d'ailleurs son dessein.

Tout à coup donc, muni de faux ordres qu'il avait fabriqués et signés, il s'évade dans la nuit de sa maison de santé, et il se rend, à deux heures du matin, chez le colonel Soulier, qui commandait la dixième cohorte de la garde nationale. C'était le 22 octobre. Il se présente sous le nom du général Lamotte, et il annonce au colonel la mort de l'Empereur, qui a été tué le 8. Le colonel, ému, versant des larmes, donne l'ordre à l'adjudant d'assembler la cohorte ; et le général lit, aux flambeaux, à la troupe les pièces qui annoncent un changement de gouvernement. Douze cents hommes marchent aussitôt sous ses ordres, et il va droit à la Force ; là, il se fait délivrer Guidal et Lahorie ; il leur communique ses ordres, et leur donne rendez-vous à l'Hôtel-de-Ville. Par suite de ces ordres, le ministre de la police, Savary, duc de Rovigo, et le préfet de police, Pasquier, sont arrêtés aussitôt et envoyés à la Force. On devait ensuite arrêter le ministre de la guerre : ce soin était laissé à Guidal ; mais quelque malentendu trouble l'exécution, et Mallet, pendant ce temps, court au général Hulin qui commande Paris. Il est suivi d'un capitaine et de quelques hommes de la garde nationale ; il déclare à Hulin qu'il est chargé par le ministre de la police de l'arrêter et de mettre les scellés sur ses papiers. Hulin n'hésite pas dans l'obéissance ; il conduit Mallet dans son

cabinet, et là Mallet, hâtant son rôle, lui tire un coup de pistolet dans la figure ; la balle entre dans la joue sans le tuer. Tout cela se fait sans tumulte ; le capitaine de la garde nationale n'en est point surpris, et Mallet continue son expédition moitié atroce et moitié burlesque. Il se rend tranquillement chez l'adjudant général Doucet ; mais là s'offre un inspecteur général de police, venu à l'état-major pour prendre des renseignements sur tout ce drame. Cet inspecteur reconnaît le général Mallet, qui était sous sa surveillance, et il l'arrête. Mallet veut prendre dans sa poche un autre pistolet, mais on le saisit et on le désarme, et là s'achève la conspiration. Quelques jours après, les trois machinateurs étaient fusillés, mais avec eux onze personnes plutôt dupes que complices. Paris, selon sa coutume, ne vit dans cette aventure que ce qu'elle avait de ridicule. On se moqua du ministre de la police et du préfet, qui s'étaient laissé enlever et emprisonner ; on se moqua même du général Hulin qui avait reçu une balle dans la bouche [1], et la machination, bien qu'ensanglantée par des supplices, ne laissa pour toute émotion qu'une longue excitation de rires et de sarcasmes.

Pendant ce temps, la guerre arrivait à ses dernières épreuves. La Russie, dès le mois de mai, avait hâté la paix avec la Turquie, et son armée du Danube avait pu quitter la Moldavie, et elle venait de se réunir à Lutsk, dans la Wolhynie, à l'armée de réserve, au moment où celle-ci avait été battue par le prince Schwartzemberg, qui commandait l'armée auxiliaire d'Autriche et de Saxe. Ce renfort changea le sort des batailles. L'armée du Danube rejeta le général autrichien dans la Gallicie. En même temps, deux combats étaient livrés à la fois, à Polotsk, par le russe Wittgenstein contre Gouvion-St-Cyr ; à Winkowo, par Kutuzow contre Murat. Gouvion-St-Cyr, gravement blessé, repoussait son ennemi ; mais Murat était complétement battu [17-18-19 octobre]. Ces combats épars avaient commencé de rompre les communications des di-

[1] On l'appela pour cela *bouffle à balle*.

vers corps de la Grande-Armée, et Napoléon, après quarante jours d'immobilité dans les cendres de Moscou, ouvrit enfin les yeux sur la gravité périlleuse de la situation où il semblait s'être engourdi.

Cette armée de quatre à cinq cent mille hommes, partie si brillante, était déjà réduite de plus de moitié, soit par les combats, soit par les maladies. La privation l'exténuait; les provisions n'arrivaient plus à Moscou. A un rayon de plusieurs lieues, des partis de cavalerie semaient la destruction. Les habitants des villes et des bourgs avaient reçu l'ordre de s'éloigner devant les Français, en enlevant leurs bestiaux et tout ce qu'ils pouvaient emporter, et mettant le feu à tout le reste, aux maisons, aux fours, aux moulins, aux fourrages; les ponts étaient détruits; les routes rompues; tout le pays était comme une solitude désolée. Telle était la défense nationale. La Russie, ne pouvant égaler le génie de l'agresseur, se sentait assurée de le vaincre par la barbarie.

Napoléon avait jusque-là rencontré des systèmes de défense qui avaient mieux secondé ses entreprises. Les souverains lui avaient ouvert leurs capitales, pour ne pas les exposer à la destruction. C'est que le pouvoir des monarques dans la vieille Europe avait gardé quelque chose de son caractère chrétien, même dans la décadence des mœurs anciennes. En Autriche surtout, la royauté était paternelle, et elle ménageait les hommes, au risque de perdre des provinces et des cités. Ainsi la guerre avait été une lutte, mais elle n'avait pas été une extermination. En Russie, au contraire, pays de servage, la terre valait mieux que l'homme, et il fallait défendre la patrie au risque d'en faire un désert et une ruine : c'était une défense de scythes plutôt que de chrétiens. Et ce fut par là que Napoléon fut arrêté dans sa course. Il pensait dicter la paix à Moscou, comme il l'avait dictée à Milan, à Berlin, à Vienne. On le laissa dans sa conquête, et on lui en fit un tombeau.

Un instant, voyant l'hiver approcher, il voulut environner Kutuzow de manéges diplomatiques, et il lui envoya le général Lauriston, d'une habileté renommée dans la sé-

duction. Kutuzow résista aux artifices, et seulement ils lui apprirent que son système de guerre était efficace ; et il le laissa se compléter de lui-même par la venue des glaces et des neiges, ces auxiliaires effroyables de l'incendie.

Napoléon partit donc de Moscou [23 octobre]. Il remit au maréchal Mortier le soin d'achever le désastre de la cité, en faisant sauter l'arsenal, les magasins, et ce Kremlin, vieux palais des ducs Moscovites, citadelle restée debout parmi les cendres et les ruines. Mais la retraite à laquelle Napoléon se décidait en frémissant, ne devait pas se faire sans combats. L'armée russe si souvent battue renaissait d'elle-même ; elle allait se multiplier sous les pas de l'armée française. Dès le lendemain, le prince Eugène eut à combattre Kutuzow à Malo-Jaroslawitz avec des forces très-inférieures ; ce fut une bataille acharnée de cinq heures du matin à dix heures du soir ; la ville fut prise et reprise huit fois ; le prince Eugène resta victorieux. Mais Napoléon entrevoyait de plus en plus ses périls ; il voulait marcher vers Smolensk par une route que la guerre n'avait pas dévastée ; il la trouva protégée par des flots de combattants, et il eut à s'en aller par les pays dont le ravage avait fait un désert. Un autre combat fut livré à Wiasma ; [3 novembre] Eugène, Ney, Davoust y jetèrent leur éclat accoutumé ; mais la victoire désormais était sans fruit. Déjà l'hiver apparaissait avec ses horreurs. Les chevaux mouraient sur la neige ; les soldats manquaient de pain ; nulle précaution n'avait été prise ; on s'avançait sous le feu de multitudes de cosaques qui harcelaient la marche et troublaient le bivouac. Ainsi arriva-t-on à Smolensk [14], pour recommencer aussitôt cette marche de retraite au travers des mêmes difficultés.

Napoléon ne pouvait songer à relever le courage de ses soldats par quelque tentative de grande bataille. Les corps étaient épars ; nulle action concertée n'était possible ; chacun cherchait à hâter et assurer sa marche ; et cependant les hommes continuaient de mourir sous l'angoisse terrible du froid ; et c'est au milieu de ces périls que Napoléon apprit la conspiration de Mallet [6 novembre] : sombre di-

version jetée dans son esprit au travers des anxiétés présentes; lueur fatale sur l'avenir de son Empire! Quelque extravagante qu'eût été l'entreprise, Napoléon put s'étonner que des insensés même commençassent à soupçonner que son pouvoir ne devait pas être immortel. « Voilà donc, dit-il à Rapp, à quoi tient mon pouvoir! Quoi!... il est donc bien aventuré, s'il suffit d'un seul homme, d'un détenu pour le compromettre! » Et sa parole sortait irrégulière, impétueuse, semant la plainte contre son gouvernement, contre la police, contre tout le monde. « Un malheur n'arrive pas seul, s'écria-t-il, c'est le complément de ce qui se passe ici; je ne puis être partout; mais il faut que je revoie ma capitale; il me faut des hommes, de l'argent; il me faut remonter l'opinion; de grandes victoires répareront tout : il faut que je parte[1]! » Et, dès lors, il songea à quitter l'armée.

Cependant la retraite se continuait avec une hâte désastreuse. On délaissa Minsk pour courir sur la grande route vers la Bérésina; Minsk avait des provisions; l'armée russe de Moldavie s'en empara.

Kutuzow semblait partout présent en dépit de ses défaites; sa vieille ardeur était tout son génie. Il voulut couper à Krasnoë les colonnes qui marchaient vers la Bérésina, et il les attaqua avec soixante-dix mille hommes d'infanterie et trente mille chevaux. Les Français n'étaient pas plus de vingt-cinq mille hommes; mais ils étaient conduits par le prince Eugène et Davoust; Ney suivait de loin à l'arrière-garde avec six mille hommes. Ce fut une suite de combats de trois jours; le nombre fut impuissant à rompre cette armée de vaillants. Mais d'autres corps russes, conduits par les généraux Lambert et Langeron, tous les deux français, jetés par les révolutions au service d'un empire étranger, avaient devancé sur la Bérésina la marche de l'armée de Napoléon, et déjà ils étaient maîtres de Borisow, point nécessaire au passage du fleuve.

Là se découvrit la situation de l'armée française; là com-

[1] *Mém. de Bourrienne*, tom. IX.

mencèrent des drames effroyables et des désastres dont l'histoire est impuissante à dire l'horreur.

C'est alors que Kutuzow parla aux peuples de la Lithuanie, dont la fidélité semblait avoir fléchi sous la fascination du génie de Napoléon. « Les destinées de l'armée coalisée, leur disait-il, sont accomplies; vous avés vu défiler ses innombrables bataillons; vous voyés dans ce moment ses tristes débris qui fuyent devant une armée victorieuse. Dans ces circonstances solennelles, lorsqu'elle arrive pour rétablir chés vous l'ordre et la tranquillité, pour replacer les aigles russes triomphants dans les provinces qui ont souffert quelque temps d'une invasion étrangère, rappelés-vous vos devoirs, la sainteté de vos serments, pensés à votre bonheur, à celui de vos enfans, songés qu'un agresseur qui n'a pu ni vous protéger, ni tenir les fausses promesses qu'il ne vous a faites que pour vous perdre, doit achever de vous abimer, pour tenter d'assurer sa fuite per sonnelle et celle de quelques-uns de ses affidés. Si des idées fausses, une erreur d'un moment ont séduit quelques-uns d'entre vous, leur conduite peut tout effacer, car la clémence de Sa Majesté l'empereur mon auguste maître est sans bornes, et il m'est doux à moi, que mes souvenirs attachent toujours à la province que j'ai gouvernée, d'avoir été destiné par la Providence à devenir l'organe de tant de magnanimité..... Vous avés vu, ajoutait-il, disparaître la fausse grandeur devant la bonne cause. Dieu la protége visiblement, vos compatriotes reviennent couronnés des palmes de la victoire. Encore une fois, montrés-vous dignes d'eux. Vous pouvés faire quelque chose aussi pour la patrie et l'honneur. Quelle belle destination! Hatés-vous de la saisir [1]. »

Cependant le maréchal Oudinot, qui ouvrait la retraite, reprit le 23 novembre le poste de Borisow, par où devait s'assurer la marche de l'armée vers le Niémen. Mais ce n'était là qu'une ligne étroite, pressée de toutes parts par

[1] Cette proclamation est en mes mains. Elle est en français, datée du quartier général de Maladeczno, 26 novembre 1812.—Je garde l'orthographe de l'original.

des masses ennemies, maîtresses du pays entier. A droite Wittgenstein, à gauche Tschitchakow, partout Kutuzow, avec son vaste corps d'armée, accablent de leur nombre des corps harassés, affamés, engourdis par le froid, devant qui se déroulent les eaux à moitié gelées de la Bérésina, et bordées au loin d'affreux marécages.

L'armée, condensée sur Borisow, présentait encore un ensemble de quatre-vingt mille hommes; c'était, avec quelques divisions éparses, tout ce qui restait de cette gigantesque expédition, jetée si témérairement dans les neiges de la Russie. Toutefois, ces étonnants soldats, exténués par la souffrance, retrouvaient leur énergie quand on leur montrait l'ennemi, et ils eurent à déconcerter par des attaques hardies les dispositions qui semblaient devoir les envelopper autour de ce poste de Borisow et les emprisonner derrière une montagne de glaces.

28 novembre. — Le maréchal Oudinot arrêtait Tschitchakow sur la rive droite; blessé dans le combat, il laissa à Ney le soin et l'honneur de cette lutte; Victor arrêtait Wittgenstein sur la rive gauche; il se battit en héros : il n'avait plus que douze mille hommes, la division Partouneaux ayant été la veille enveloppée tout entière par plusieurs divisions ennemies. Et pendant ce temps le génie militaire trompait la poursuite, en jetant précipitamment deux ponts à Weselowo, à quatre lieues au-dessus de Borisow, sur une largeur de deux cent cinquante toises. L'armée fut lancée sur ce passage sans que les combats fussent suspendus. Mais lorsque les corps principaux eurent traversé les ponts, on les fit sauter, et alors s'étala le plus affreux spectacle. L'artillerie et les bagages n'avaient pu passer; la plaine qui s'étend devant Weselowo parut au loin couverte de fourgons, d'hommes, de chevaux, de femmes même et d'enfants qui avaient suivi l'armée; plusieurs avaient voulu se jeter sur les ponts et avaient été repoussés; un grand nombre s'était noyé. Ce qui survivait de ces multitudes sans armes restait frappé par les boulets et les balles des deux partis; la plupart étaient broyés sous la roue des chars et sous les pieds des chevaux; on les

voyait mutilés, sanglants; et, bientôt dépouillés par les soldats ennemis, ils expiraient nus sur la neige. Jamais la guerre n'avait étalé tant d'horreurs [1].

Il resta aux mains des Russes près de vingt mille prisonniers et cent cinquante pièces de canon ; dans les bagages ils purent retrouver les dépouilles de Moscou.

Napoléon dans cette retraite venait de se montrer inégal à lui-même : un vertige avait troublé son génie. Il sembla se confier ou dans son destin, comme il le disait, ou dans l'impéritie de son ennemi : le mépris, à la guerre et partout, est le plus mauvais conseiller de la conduite des hommes. Et comme aucun malheur n'avait été prévu, aucun ne fut évité. Napoléon avait pu dédaigner la stratégie de ces deux armées russes, arrivant l'une de la Livonie et de la Finlande suédoise, l'autre de la Moldavie, et qui semblaient devoir accabler, à Borisow, tout ce reste d'armée française, en dépit de son héroïsme ; mais il ne devait pas dédaigner les menaces d'un climat fatal ; et, en s'endormant sur les cendres de Moscou, il attesta que dans son génie il y avait plus de témérité que de prudence, et dans sa gloire plus d'aventure que de raison.

Cependant il fallait apprendre à la France le sinistre dénouement d'une campagne que les sages avaient redoutée, mais que nul n'eût osé blâmer. Napoléon data de Malodeczno [3 décembre] le *bulletin* de ce grand désastre ; c'était le 29e : jusque-là on n'avait raconté à la France que des triomphes, ou bien on avait pompeusement dissimulé les malheurs. Le jour du départ de Moscou, on avait dit [23 oct., 26e bulletin] : « L'Empereur compte se mettre en marche le 24 pour gagner la Düna, et prendre une position qui le rapproche de quatre-vingts lieues de Pétersbourg et de Wilna, double avantage ; c'est-à-dire plus près, de vingt marches, des moyens et du but. » Trois jours après, on s'écriait [27e bulletin] : « Le temps est superbe, les chemins sont beaux, c'est le reste de l'automne ; ce temps

[1] Voyez les récits du comte de Ségur. — *Histoire de Napoléon et de la Grande-Armée*, en 1812.

durera encore huit jours, et, à cette époque, nous serons rendus dans nos nouvelles positions. » Enfin il fallut laisser tomber tous les voiles. L'attente de la France était sombre, et des pressentiments s'étaient fait jour depuis l'évacuation de Moscou. Napoléon, puissant à remuer la fibre française par une langue militaire pleine d'images, eut le courage de révéler cette fois toute l'étendue de ses malheurs : il ne doutait pas que la France ne fût prompte à se passionner pour son adversité, et il trouva des applaudissements à donner à ses débris de soldats, comme s'il n'y avait plus en France d'autre gloire que celle de mourir. « Les hommes que la nature n'a pas trempés assez fortement pour être au-dessus de toutes les chances du sort et de la fortune, disait le 29ᵉ bulletin, parurent ébranlés, perdirent leur gaieté, leur bonne humeur, et ne rêvèrent que malheurs et catastrophes ; ceux qu'elle a créés supérieurs à tout, conservaient leur gaieté et leurs manières ordinaires, et virent une nouvelle gloire dans de nouvelles difficultés à surmonter. » Mais ces attestations de la *gaieté* et des *manières ordinaires* dans les hommes que la nature a créés supérieurs à tout, dissimulaient mal l'atrocité des épreuves ; aussi les populations firent un retour sur tant de familles désolées, sur tant de ruines, sur tant de morts, et l'imagination, attendrie par la douleur de tant de mères, resta frappée du contraste d'une parole du *bulletin,* qui concernait la personne de Napoléon : « Jamais sa santé n'a été meilleure ! » mot imprudent qui fit frissonner les cœurs ; et les adulateurs de l'Empire purent soupçonner, aux indices qui se trahissaient, une aversion que le succès avait contenue, mais que ne maîtriserait pas l'infortune.

Napoléon, de son côté, avait pressenti les dispositions publiques ; et le 5 décembre, arrivé à Smorgony, à douze lieues de Willika, il prit la résolution soudaine de quitter l'armée et de courir à Paris, non comme un déserteur, ainsi qu'on l'a trop souvent écrit, mais comme un chef d'empire qui sent son pouvoir trembler. Il redoutait d'autre part l'effet que produirait son départ, et il le prépara avec mystère. Il appela les maréchaux et leur confia tour à tour

son dessein ; puis, les ayant réunis à table, il les loua de leurs belles actions pendant cette campagne. Pour lui, il ne convint de sa témérité que par ces seuls mots : « Si j'étais né sur le trône, si j'étais un Bourbon, il m'aurait été facile de ne point faire de fautes [1]. » Et enfin il leur dit tout haut ce qu'il avait confié à chacun. Il allait partir dans la nuit ; sa présence était nécessaire à Paris, pour la France et pour les restes de sa malheureuse armée ; c'est de la France qu'il pourrait contenir les Autrichiens et les Prussiens ; et cependant Ney irait à Wilna tout réorganiser ; c'est à Wilna qu'il fallait faire le coup de sabre et arrêter l'ennemi ; puis on prendrait des quartiers d'hiver derrière le Niémen : il espérait que les Russes ne passeraient pas la Vistule avant son retour. « Je laisse, ajouta-t-il, le commandement de l'armée au roi de Naples ; j'espère que vous lui obéirez comme à moi, et que le plus grand accord règnera entre vous. » Il les quitta à dix heures en les embrassant.

Les conjonctures étaient peu propices pour un tel changement d'autorité : le nerf militaire s'était relâché dans une retraite si pleine d'angoisse, et le nom de Napoléon seul maintenait le courage et la discipline. Mais sa disparition allait rendre les souffrances plus amères et la soumission plus difficile. Le froid était horrible : le thermomètre (réaumur) marquait vingt-cinq degrés ; officiers et soldats avaient les pieds ou les mains gelés ; les chevaux périssaient ; tout manquait à l'armée, les bagages, les provisions, l'artillerie. La marche ressemblait à une déroute, et plusieurs de désespoir se laissaient tomber sur les chemins ou dans les champs, appelant la fin de leurs tortures. On en vit debout, appuyés sur les arbres ; on les croyait vivants, ils étaient morts. La postérité ne croira pas à de tels désastres ; l'imagination a peine à les concevoir.

« Ceux de nos soldats jusque-là les plus persévérants, dit le comte de Ségur, se rebutèrent. Tantôt la neige s'ouvrait sous leurs pieds, plus souvent sa surface miroitée ne

[1] Le comte de Ségur. — *Hist. de Nap.*, 1812.

leur offrant aucun appui, ils glissaient à chaque pas et marchaient de chute en chute; il semblait que ce sol ennemi refusât de les porter, qu'il s'échappât sous leurs efforts, qu'il leur tendît des embûches comme pour embarrasser, pour retarder leur marche, et les livrer aux Russes qui les poursuivaient, ou à leur terrible climat.

» Et réellement, dès qu'épuisés ils s'arrêtaient un instant, l'hiver, appesantissant sur eux sa main de glace, se saisissait de cette proie. C'était vainement qu'alors ces malheureux, se sentant engourdis, se relevaient, et que déjà sans voix, insensibles et plongés dans la stupeur, ils faisaient quelques pas tels que des automates; leur sang se glaçant dans leurs veines, comme les eaux dans le cours des ruisseaux, alanguissait leur cœur, puis il refluait vers leur tête; alors ces moribonds chancelaient comme dans un état d'ivresse. De leurs yeux rougis et enflammés par l'aspect continuel d'une neige éclatante, par la privation du sommeil, par la fumée des bivouacs, il sortait de véritables larmes de sang; leur poitrine exhalait de profonds soupirs; ils regardaient le Ciel, nous et la terre d'un œil consterné, fixe et hagard; c'étaient leurs adieux à cette terre barbare qui les torturait, et leurs reproches, peut-être. Bientôt ils se laissaient aller sur les genoux, ensuite sur les mains; leur tête vaguait encore quelques instants à droite et à gauche, et leur bouche béante laissait échapper quelques sons agonisants; enfin elle tombait à son tour sur la neige, qu'elle rougissait aussitôt d'un sang livide, et leurs souffrances avaient cessé[1]. »

Ce n'est là qu'une partie des douleurs et des angoisses racontées par l'historien, témoin d'un si grand désastre; et, pour moi, je cours en frissonnant parmi ces images.

Le départ de Napoléon aggrava la souffrance. On croyait à son génie sauveur; présent, il encourageait la douleur; absent, il la laissait sans espérance. Puis, son autorité ayant disparu, le désordre se mit dans l'armée. Nul ne sut commander, nul ne sut obéir. L'administration existait à

[1] *Hist. de Napoléon et de la Grande-Armée, en* 1812.

peine; les distributions de vivres ne se faisaient plus. L'horrible faim ajouta ses atrocités à toutes les autres. « A Jou-pranouï, dit encore M. de Ségur, des soldats brûlèrent des maisons debout et tout entières pour se chauffer quelques instants. La lueur de ces incendies attira des malheureux, que l'intensité du froid et la douleur avaient exaltés jusqu'au délire; ils accoururent en furieux, et avec des grincements de dents et des rires infernaux, ils se précipitèrent dans ces brasiers, où ils périrent dans d'horribles convulsions. Leurs compagnons affamés les regardaient sans effroi; et il y en eut même qui attirèrent à eux ces corps défigurés et grillés par les flammes, et il est trop vrai qu'ils osèrent porter à leur bouche cette révoltante nourriture [1]. »

Telle était donc la fatale extrémité où était arrivée cette armée, naguère partout victorieuse et partout triomphante. Ainsi poursuivait-elle sa retraite désespérée, en proie à des angoisses dont la seule pensée fait frémir l'histoire.

Elle se traîna de la sorte jusqu'à Wilna; et à l'approche de cette ville, un reste de courage sembla se ranimer; c'était le magasin, c'était le dépôt de l'armée; c'était la première ville riche et habitée que depuis l'entrée en Russie on eut rencontrée : l'armée y rentra donc comme dans un lieu de repos. Mais plus l'espérance avait été douce, plus la réalité fut atroce.

« Le passage de l'armée dans Wilna, dit un autre témoin, est une époque des plus désastreuses de la retraite, sans en excepter même le passage de la Bérésina. Un grand nombre d'officiers et de soldats avaient épuisé le reste de leurs forces pour arriver à une ville dont les magasins offraient à leur imagination l'idée de l'abondance, et un dédommagement à leurs longues souffrances. C'est là qu'ils espéraient réacquérir encore assez de forces pour reprendre les armes qui échappaient à leurs membres engourdis, et arrêter l'insolent triomphe d'un ennemi toujours vaincu sur le champ de bataille, et devant lequel la rigueur d'un climat supérieur aux forces physiques des peuples policés

[1] *Hist. de Napoléon et de la Grande-Armée*, 1812.

les forçait, en frémissant, de se retirer. Mais là même, leur espérance fut déçue. Ils avaient fait le dernier effort; ils y succombèrent. Beaucoup d'entre eux ne pouvant plus trouver d'asile dans les maisons encombrées par leurs camarades, qui comme eux cherchaient de la nourriture et une température plus supportable, restèrent dans les rues, et y trouvèrent bientôt la fin de leurs maux. Ceux qui avaient rencontré un toit qu'ils croyaient hospitalier ne furent pas moins malheureux, surtout s'ils étaient désarmés et isolés. Leur corps épuisé, qui ne se soutenait que par une tension extrême, tomba dans l'affaissement et la consomption, par l'effet même du soulagement momentané qu'il éprouvait; leurs membres, conservés par l'action du froid qui les avait engourdis, furent frappés d'une corruption rapide, qui bientôt éteignit en eux le principe de l'existence. On les voyait gisant à la place où pour la première fois depuis longtemps ils avaient reposé à l'abri des rigueurs de l'air, hors d'état de se mouvoir pour chercher de tardifs secours, et dévoués à la pitié ou à l'humanité de ceux qui les entouraient. C'est là où le fanatisme, la barbarie, la cupidité et la trahison, enveloppés dans le manteau du patriotisme, venaient, sous l'égide des proclamations adressées au peuple russe, leur porter la mort sous mille formes diverses. Les plus modérés de leurs bourreaux se contentèrent de les jeter dans la rue, où bientôt ils avaient cessé d'exister. Le plus grand nombre les assassina, ou les dépouilla auparavant. Les juifs surtout se signalèrent par cette lâche cruauté dont on trouve tant d'exemples dans leurs annales. Le lendemain, des milliers de cadavres, nus ou habillés, qui encombraient toutes les rues, attestèrent, à la face du Ciel, qu'il n'est point d'excès auquel un peuple sauvage ne puisse se porter. Quiconque fut témoin des scènes qui se passèrent alors à Wilna a perdu le droit de taxer d'exagération les atrocités qui noircissent tant de feuillets de l'histoire du genre humain. C'est encore ici le lieu de rendre à ces braves patriotes polonais, nos compagnons fidèles dans tant d'occasions, la justice que méritent la loyauté de leur ca-

ractère et la franchise de leur attachement pour nous... Si l'on entend un de ceux qui furent prisonniers à Wilna se louer de son hôte, on peut hardiment assurer que cet hôte fut un Polonais [1]. »

L'histoire recueille en gémissant de tels souvenirs, et elle répète la plainte de ceux qui prirent part à de si cruelles douleurs; mais, plus indépendante, elle ne voile point la cause des maux, et elle accuse l'ambition humaine qui jette les nations dans un tel délire.

Tel était donc le reste de la grande armée de Napoléon. A peine trente mille hommes purent continuer leur marche vers Kowno, et encore il leur fallait combattre des nuées de cosaques ardents à poursuivre le butin et à dépouiller des cadavres. Le maréchal Ney fut le bouclier de ce petit nombre de survivants; et enfin, le 16 décembre, ils purent repasser le Niémen, qui quelques mois auparavant s'était vu traverser, dans des conditions si différentes, par la plus belle armée du monde.

Alors commencèrent à entrer dans la tête de Murat des pensées funestes. Cet homme, né soldat, avait justifié sa fortune par un éclat de vaillance qui en faisait un héros antique. Lorsqu'il sentit l'Empire chanceler, il songea à sa couronne, il oublia sa gloire. Égaré, éperdu, en voyant les fuites, les dispersions, les désastres de l'armée dont le commandement vacillait dans ses mains, il se laissa aller à la colère et puis à la plainte contre l'Empereur.

Depuis Kowno, l'armée marchait sans arrière-garde; heureusement les Russes, ayant affranchi leur territoire, cessèrent de hâter la poursuite : ils ne savaient s'ils entreraient sur les terres prussiennes en alliés ou en ennemis, et Murat profita de cette incertitude pour s'arrêter quelques jours à Gumbinnen, pour diriger sur différentes villes de la Vistule les restes des corps. Là il réunit les chefs, et il se crut le droit d'accuser devant eux l'ambition qui venait de causer de si grands malheurs. Il se prenait pour un monarque dont le droit eût été compromis par les entre-

[1] *Mémoire du général Vaudoncourt.*

prises de Napoléon; et on l'entendit s'écrier : « qu'il n'était plus possible de servir un insensé; qu'il n'y avait plus de salut dans sa cause; qu'aucun prince de l'Europe ne croyait plus ni à ses paroles ni à ses traités. Il regrettait de n'avoir pas accepté les propositions des Anglais; il serait encore, ajoutait-il, un grand roi, tel que l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse[1]. »

C'était un autre vertige qui troublait cette tête héroïque. Et aussi ces paroles émurent tristement les généraux. Davoust, le plus impétueux, l'interrompit : « Le roi de Prusse! l'empereur d'Autriche! lui cria-t-il; ils sont princes par la grâce de Dieu, du temps et de l'habitude. Vous, vous n'êtes roi que par la grâce de Napoléon et du sang français. L'ingratitude vous aveugle. »

C'était l'ambition qui le rendait fou. Les paroles de Davoust le troublèrent; les autres chefs se turent; on prit pour un égarement de douleur ce qui était un indice d'infidélité, en même temps qu'un présage de malheur.

Pendant ce temps, Napoléon arrivait à Paris. Chose étonnante! les corps publics de l'État, en lui adressant des harangues, n'eurent pas l'air de soupçonner les désastres de la patrie : la France expiait, par la servilité, la liberté outrée de ses révolutions. « Le Sénat, alla dire le président Lacépéde à Napoléon, s'empresse de présenter au pied du trône de Votre Majesté impériale et royale l'hommage de ses félicitations sur l'heureuse arrivée de Votre Majesté au milieu de ses peuples. L'absence de Votre Majesté, sire, est toujours une calamité nationale; sa présence est un bienfait qui remplit de joie et de confiance tout le peuple français. » Après quoi le Sénat protestait de son dévouement pour la quatrième dynastie; et *tous ses membres étaient prêts à périr pour la défense de ce Palladium de la sûreté et de la prospérité nationale.*

Et l'Empereur répondit :

« Sénateurs, ce que vous me dites m'est fort agréable. J'ai à cœur la gloire et la puissance de la France;

[1] Le comte de Ségur.—*Hist. de Napoléon et de la Grande-Armée*, 1812.

mais mes premières pensées sont pour tout ce qui peut perpétuer la tranquillité intérieure... pour ce trône auquel sont attachées désormais les destinées de la patrie. »

Ainsi se trahissaient les alarmes qui avaient rappelé Napoléon de son armée, et que n'apaisaient point les flatteries. Fontanes, au nom de l'Université, faisait de l'adulation une formule plus haute; pour lui, l'Empire était l'autorité des rois telle que Bossuet l'avait exposée d'après l'Écriture sainte; et la dignité semblait survivre dans une théorie revêtue de toutes les apparences d'une foi chrétienne. Mais pour la plupart, l'adulation n'était qu'un abaissement. « Nous sommes prêts, disait le premier président de la Cour impériale de Paris, nous sommes prêts à tout sacrifier pour votre personne sacrée, pour la prospérité de votre dynastie. Veuillez recevoir ce nouveau serment; nous y demeurerons fidèles jusqu'à la mort. »

L'exagération des protestations ne trahissait pas moins quelque chose de nouveau dans la situation du maître qu'on saluait de la sorte, et ce pressentiment n'échappa point dès lors au sens national.

Pendant ce temps les événements se précipitaient. La Prusse si cruellement atteinte par la politique de Napoléon, venait de suivre avec une volupté secrète les retours de fortune qui frappaient si cruellement son oppresseur; et cet instinct de vengeance s'était aisément communiqué aux troupes prussiennes qui, d'après les traités, formaient le contingent de la fatale expédition de Russie. Ce contingent faisait partie du corps du maréchal Macdonald, qui jusque-là avait opéré avec éclat à l'extrême gauche de la Grande-Armée, et avait pénétré, victorieux, dans la Samogitie et dans la Courlande, avait dépassé la Düna, entamé la Livonie et menacé Riga. Le général York commandait les Prussiens; dès qu'il vit le mouvement de retraite, son action devint par degrés plus inerte; et elle se termina par la défection. Une convention de neutralité signée avec les Russes rendit ses vingt mille hommes inutiles, dangereux même à l'armée française qui fut dès lors contrainte

d'abandonner tour à tour la ligne du Niémen et de la Vistule, et de reculer jusqu'à la Warta et à l'Oder.

Ce fut le signal d'un mouvement formidable dans toute l'Allemagne. Les associations avaient allumé sourdement le patriotisme ; peuple et noblesse, bourgeois et princes, sortirent en un moment de leur torpeur, et plus ils avaient été humbles sous le pied du maître, plus ils se relevaient menaçants et altiers contre son pouvoir ébranlé. Quelques-uns avaient reçu ses bienfaits : ce furent les plus prompts à le trahir. Les petites souverainetés disloquées ou envahies se sentirent renaître, chacune ardente à témoigner autant d'indépendance qu'elle avait affecté de soumission. L'Autriche même se laissa toucher par la contagion des haines et des vengeances allumées dans toute l'Allemagne ; sa politique devint ambiguë, et le concours de ses armes incertain. Ainsi la fortune entière était changée, et ses retours devenaient plus manifestes à mesure que l'armée suivait sa marche de retraite. Bientôt la Pologne fut évacuée, et la guerre fut rejetée au centre de cette Allemagne ainsi travaillée par les incertitudes et par les infidélités.

CHAPITRE IX.

Variétés accoutumées de la guerre en Espagne. — Tout devient sinistre. — Les Russes à Kœnisberg. — Murat cède le commandement au prince Eugène. — Vagues pensées de retour à la royauté. Conduite de Louis XVIII. — Desseins nouveaux de Napoléon; il cherche à se réconcilier avec le Pape; projet de Concordat; intrigues de Fontainebleau. — Apprêts de guerre; paroles de paix. — Toute l'Europe s'avance en armes contre la France. — Combats et siéges au Nord. — Événements funestes au Midi. Bataille et déroute de Vittoria. — Le Pape est rendu à la liberté. — Le général Moreau débarque à Gothembourg. — Congrès de Prague inutile. — Combats nouveaux ; proclamation de Bernadotte. — Bataille de Dresde. — Revers mêlés aux victoires. — L'Europe redouble d'efforts; Napoléon multiplie ses armées; toute l'Allemagne se lève ; bataille de Leipsick. — Désastres de la retraite. — Napoléon quitte son armée. — Wellington touche à la frontière de France. — Capitulation de Dresde. — Abus de la victoire; triste épisode. — Appel à la Nation. Levées d'hommes et impositions. Murmures publics. — Langage pacifique de l'Europe. — Négociations. — Marche de la guerre. — Le drame d'Espagne touche au dénouement. — Napoléon et le Corps législatif. — Explosions de colère et rapidité de la décadence. — Invasion générale de la France.— Discours de Napoléon aux députés. — Efforts de résistance; siége de Hambourg. — Nouvelles levées; nouveaux discours. — Napoléon épuise son génie dans une dernière campagne. — Congrès de Châtillon. — La victoire reparaît; ardeur nouvelle des troupes. — Conditions de paix proposées par l'Europe et rejetées par Napoléon. — Les événements se précipitent. — Défense impétueuse de Napoléon.—Les puissances se lient par un traité signé à Chaumont. — Appel nouveau à la Nation. La France immobile. — Suite des combats; lutte savante de Napoléon. — Événements soudains dans le Midi. — Le duc d'Angoulême paraît en France. — Incidents de sa marche. — Il entre à Bordeaux. — Louis XVIII est proclamé.

1813.—Tandis que la fortune accablait Napoléon en Allemagne, la guerre d'Espagne se continuait avec ses variétés accoutumées de victoires et d'adversités, de conquêtes et

de fuites. Suchet s'était affermi, par une succession de brillants faits d'armes, le long de la Méditerranée. Marmont, malgré sa défaite aux Arapiles, avait tenu tête à Wellington, qui, fidèle à sa stratégie mêlée d'action et de retraite, avait d'abord essayé, mais vainement, d'enlever Burgos défendu par le général Dubreton, et puis était retourné à ses retranchements sur le Tage, protégeant Lisbonne et toujours menaçant l'Espagne. Mais la nation espagnole restait fidèle à sa lutte, soit par les combats en plein jour, soit par la trahison cachée, soit par le glaive, soit par le poignard; et aussi cette guerre obstinée était mêlée d'actes de barbarie réciproque, dont l'atrocité souillait également l'agression et la défense. Les grandes manœuvres de Soult, objet d'admiration pour les gens de guerre, devenaient stériles au milieu d'une telle population, qui à peine soumise échappait à la soumission, et à demi-exterminée renaissait de la ruine et de la mort.

Tout devenait sinistre. Les Russes entrèrent à Kœnisberg; et Murat, plus fait pour les batailles que pour la conduite d'une armée, remit le commandement en chef au prince Eugène. Peu après, on voyait arriver à Berlin les premières troupes de l'armée française de Moscou; Varsovie s'ouvrait aux Russes, et une proclamation de l'empereur Alexandre, datée de cette ville, invitait l'Allemagne à briser le joug qui l'oppressait. C'était comme un appel de guerre universelle, et il se remuait au sein de l'Europe quelque chose de mystérieux qui faisait accepter cet appel avec enthousiasme. Les rois invoquaient la liberté : parole magique qui trouva partout des échos, et vint étonner et troubler l'Empire.

En même temps s'éveillaient en France de vagues pensées sur l'ancien état de société politique, dont la destruction avait donné lieu à une si longue suite de perturbations et de désastres. Ces pensées fermentaient surtout dans les régions de l'Ouest et du Midi. La Vendée n'avait pas cessé de palpiter au nom du roi de France; et il se trouvait d'ailleurs, en chaque province, bien des cœurs prompts à saisir tout indice qui se rattachait à ce souvenir. Pour eux,

ç'avait été un spectacle digne du ciel et de la terre, de voir le frère de Louis XVI, le roi Louis XVIII, errant depuis vingt ans de pays en pays, accueilli et chassé tour à tour par les monarques, suivant que la fortune les disposait à la bienveillance ou à la peur, conserver en toutes ces fortunes la fierté de sa race ; on le savait maintenant abrité sur le sol anglais, le seul que n'eût pas atteint le glaive de Napoléon.

Il y vivait dans la retraite à Hartwel, petite maison de campagne près de Londres, dans le Buckingham-Shire ; et de là partaient de loin en loin quelques paroles adressées à de vieux amis, excitation de leurs espérances, ou même quelques actes plus officiels, attestation de sa foi toujours vivante et de ses droits toujours revendiqués.

C'est ainsi que voyant les désastres de l'armée de Napoléon, il avait écrit à l'empereur Alexandre pour recommander à son humanité les Français tombés en ses mains. « Le sort des armes, disait-il, a fait tomber dans les mains de Votre Majesté plus de cinquante mille prisonniers ; ils sont pour la plupart Français ; peu importe sous quel drapeau ils ont servi ; ils sont malheureux, je ne vois parmi eux que mes enfants. Je les recommande à la bonté de Votre Majesté Impériale ; qu'elle daigne considérer combien un grand nombre d'entre eux a déjà souffert, et adoucir la rigueur de leur sort ; puissent-ils apprendre que leur vainqueur est l'ami de leur père ! Votre Majesté Impériale ne peut donner une preuve plus touchante de ses sentiments pour moi [1]. »

C'est ainsi encore que le roi dépossédé, mais obstiné à être roi, Louis XVIII, sentant la fortune de l'Empire se précipiter, commença à écrire des manifestes où apparaissaient des pensées de liberté, contraste avec la discipline de fer qui pesait sur la France.

Ces indices étaient mystérieux encore ; mais ils n'avaient point échappé à la surveillance active du gouvernement de

[1] *Manuscrit inédit de Louis XVIII. — Introduct.*, par M. Martin-d'Oisy.

Napoléon. La guerre, la politique, les coalitions, les partis, les souvenirs, l'histoire même, tout sembla donc lui présenter des périls qu'il n'avait pas jusque-là soupçonnés. Mais aussi son génie sembla se raviver pour les braver et les conjurer tous à la fois.

A peine avait-il touché la France, qu'il avait retrouvé sa force; il était l'homme de la Révolution française, il en était l'âme, la tête et l'épée. Tant que la Révolution n'avait été qu'un désordre mêlé de destruction et de crimes, elle avait fait horreur au monde; Napoléon l'avait disciplinée, et par lui elle se sentait une puissance que les fureurs ne lui avaient point donnée. Et tel était aussi le secret de la force de l'Empereur. Il avait rétabli la société sur les bases de la Révolution, et, pour cela, il avait pu faire accepter par la Révolution même des formes de pouvoir et de hiérarchie en contradiction avec elle. Ainsi jusqu'à ses excès de puissance avaient leur popularité, et, à défaut de gloire, le malheur eût fait honorer les hardiesses de sa politique.

C'est pourquoi l'étonnant vaincu ne parut pas soupçonner que la France pût manquer à sa fortune. Il demanda deux cent cinquante mille conscrits à la nation épuisée; en peu de jours ce furent des soldats. Bientôt après, un sénatus-consulte remettait à sa disposition cent quatre-vingt mille autres combattants levés sous des noms divers, conscrits, gardes d'honneur, gardes nationales, cohortes des frontières. La France était résignée à s'engloutir vivante dans une guerre qui menaçait de jeter sur elle toute l'Europe.

Toutefois Napoléon avait commencé de comprendre qu'il était une force qui ne serait pas vaincue par de tels déploiements de puissance : c'était la force de l'Église.

La captivité de Pie VII avait été l'oppression de tout le clergé de l'Empire. Plusieurs siéges étaient vacants; les évêques ne pouvaient communiquer avec le Pape; quelques-uns étaient exilés; d'autres jetés en des forteresses; la parole des prédicateurs était espionnée; plusieurs étaient chassés de leurs diocèses; la persécution, soit publique, soit clandestine, jetait dans les âmes une terreur sombre. Mais quelle que fut la retenue des opinions, ou la dissi-

mulation des murmures, Napoléon sentait que l'exaltation du patriotisme gagnait peu à ces compressions. La nation, tout indifférente qu'elle eût été longtemps aux pratiques de la religion, avait gardé un reste profond de respect pour la vieille foi. On l'avait vu à l'éclat des hommages rendus au Pape, et Napoléon espéra satisfaire à ce sentiment public en offrant une réconciliation soudaine au vieux pontife, qui s'éteignait à Fontainebleau. Un projet de Concordat fut donc préparé.

La liberté semblait y être rendue à Pie VII; l'indépendance du Saint-Siége y semblait rétablie; mais de graves réserves étaient faites sur l'institution des évêques, et notamment sur le droit qu'aurait le métropolitain de procéder à l'institution à défaut du Pape, dans un délai de six mois : cette seule disposition était le renversement de toute la hiérarchie de l'Église [1].

C'est ce projet de réconciliation que Napoléon fit tout à coup offrir au vieillard, sans lui permettre de conférer avec ses cardinaux épars ou captifs.

« Le Pape Pie VII, dit un écrivain de notre temps, était âgé de soixante et onze ans. Sa vie desséchée par les douleurs; des désordres de santé; le dégoût des aliments; sa sensibilité excitée par le désir de revoir les cardinaux qu'on retenait prisonniers; l'insistance importune de Bertazzoli qui le pressait de tout accorder, jointe à de continuelles descriptions de prévisions menaçantes; le silence absolu de toute voix qui vînt relever cette âme flétrie par la souffrance; enfin les approches de la mort, tout contribuait à décourager le Pontife. Il ne restait plus en ce moment à Pie VII que la faculté de ce mouvement de la main qui peut encore machinalement tracer un nom, et ce nom fut apposé le 25 janvier sur un papier que l'Empereur signa sur-le-champ après lui. Ce papier reçut le nom de Concordat de 1813 [2]. »

[1] Voyez le texte du Concordat, dit de Fontainebleau. — *Mém. hist. sur les affaires ecclés.* — *Mém. du cardinal Pacca, etc.*

[2] Le docteur espagnol D. Juan Gonzalès, dans son livre : *le Pape en tous les temps.*

Mais à peine le Pape avait signé ce papier fatal, que la douleur entra dans son âme. Il pensait toutefois n'avoir souscrit qu'un acte provisoire, et comme le préliminaire d'une paix à venir. Le gouvernement, au contraire, se mit à publier à grand bruit la transaction comme une victoire; il demandait aux évêques de chanter des *Te Deum;* il félicitait l'Église; il rappelait les cardinaux; il décernait des récompenses aux prélats qui avaient secondé la défaite morale de la papauté; et enfin le Concordat était inséré au Bulletin des lois comme un acte complet, irrévocable et définitif.

Alors la douleur du Pape, devenue plus amère, devint plus courageuse. Il sentit la faute qu'il avait faite; il la pleura, et il fut prompt à la réparer. Rien n'est touchant dans l'histoire de l'Église comme la lettre qu'il écrivit à l'Empereur : « Bien que la confession que nous allons faire à Votre Majesté coûte à notre cœur, disait le Pape, la crainte des jugements divins dont nous sommes si près, attendu notre âge avancé, nous doit rendre supérieur à toute autre considération. Contraint par nos devoirs, avec cette sincérité, cette franchise qui conviennent à notre dignité et à notre caractère, nous déclarons à Votre Majesté que depuis le 25 janvier, jour où nous signâmes les articles qui devaient servir de base à ce traité définitif dont il y est fait mention, les plus grands remords et le plus vif repentir ont continuellement déchiré notre esprit, qui n'a plus ni repos ni paix. De cet écrit que nous avons signé, nous disons à Votre Majesté cela même qu'eut occasion de dire notre prédécesseur Pascal II (l'an 1117), lorsque, dans une circonstance semblable, il eut à se repentir d'un écrit relatif à une concession à Henri IV : « Comme nous » reconnaissons notre écrit *fait mal*, nous le confessons » *fait mal*, et, avec l'aide du Seigneur, nous désirons » qu'il soit cassé tout à fait, afin qu'il n'en résulte aucun » dommage pour l'Église et aucun préjudice pour notre » âme. »

Et toute la lettre était digne de cette naïve expression de remords et de douleur. Le Pape expliquait comment il

lui était interdit de consentir au renversement de la hiérarchie de l'Église, et il ne pouvait croire que l'Empereur voulut non pas imposer, mais admettre un règlement qui serait la subversion de la constitution catholique.

Mais Napoléon passa outre. Les actes signés étaient publics, et, comme alors il n'y avait aucun moyen de protestation, et que toute expression manquait à la plainte ou au murmure, le gouvernement put faire croire que la transaction était accomplie et que les âmes catholiques étaient satisfaites. L'opinion, toutefois, ne fut pas longtemps trompée. Napoléon, frémissant de colère, avait de nouveau dispersé les cardinaux et isolé le Pape. Le trouble devint profond dans les diocèses; en quelques-uns, la juridiction épiscopale fut usurpée; la France, la Belgique, l'Allemagne, l'Italie, furent affligées par des lâchetés d'ambition. Tout indiquait un triste désordre dans le gouvernement de l'Église, et le Pape, retombé dans la solitude, n'eut plus qu'à pleurer sur des maux qu'il ne lui était pas donné de guérir [1]. C'est en de telles occurrences que Napoléon se prépara à la guerre; comme il s'y jetait en homme qui peut y mourir, il songea à l'hérédité de l'Empire, cette préoccupation toujours subsistante de sa politique, cette source si profonde d'anxiété sur son avenir; un sénatus-consulte régla la forme de la régence en cas de minorité.

14 février.—Puis il ouvrit le Corps législatif, et il parla de la paix, autre mot qui trahissait des alarmes précédemment inconnues. « Je désire la paix, dit-il; elle est nécessaire au monde. Quatre fois, depuis la rupture qui a suivi la paix d'Amiens, je l'ai proposée dans des démarches solennelles. Je ne ferai jamais qu'une paix honorable et conforme à la grandeur de mon Empire. »

Mais la guerre était partout, et l'empereur de Russie, qui donnait le branle au monde, répondait par des proclamations nouvelles, où il excitait les peuples à se lever en masse, et il ajoutait : « Ce sont nos bienfaits et non les limites de notre Empire que nous voulons étendre jus-

[1] *Mém. du cardinal Pacca.*

qu'aux nations les plus reculées. » Il parlait comme un autre maître ; mais au lieu de la conquête, il montrait l'indépendance, c'était une autre sorte de domination.

Déjà la Prusse était prête. Elle avait pourtant prolongé ses dissimulations, et même elle avait fait juger et condamner par contumace le général York, celui qui le premier avait eu le courage de la trahison. Mais les hypocrisies firent place aux ruptures déclarées, et un traité d'alliance avec la Russie fut signé à Kalisck, le 1er mars ; aussitôt quatre-vingt-dix mille fantassins et quinze mille cavaliers étaient sur pied, et les Russes entraient à Berlin.

La Suède suivit l'exemple par un renouvellement du traité de 1812 ; elle s'obligeait à faire marcher au moins trente mille hommes, et l'Angleterre lui assurait un subside de vingt-cinq millions, avec la possession de la Guadeloupe ravie à la France.

Alors éclatèrent les déclarations de guerre. La Russie et la Prusse apparaissaient avec deux cent cinquante mille combattants. L'Autriche hésitait; mais tout indiquait qu'elle serait entraînée. C'est alors que Bernadotte adressa à son ancien frère d'armes des conseils de modération politique ; mais Napoléon continuait toujours de croire à sa fortune ; il courut donc en Allemagne, traînant une armée nouvelle à peine formée, au secours des trente mille hommes que le prince Eugène opposait encore sur l'Elbe et la Saale à une agression formidable.

Les Suédois arrivaient et s'établissaient à Rostock.

Les Russes occupaient Thorn.

Napoléon se porta à Erfurt, tandis que le maréchal Ney s'engageait à Weissenfeltz, dans la Saxe, avec des corps prussiens. Ce n'étaient que des apprêts d'une action plus grande que Napoléon semblait vouloir précipiter.

Cent soixante-dix mille hommes venaient d'être soudainement jetés dans la lutte. Plusieurs corps de l'armée d'Espagne avaient été appelés à marches forcées. Vandamme, Victor, Ney, Bertrand, Lauriston, Marmont, Macdonald, Oudinot brillaient à la tête des divisions : la garde impériale revivait, et son nom soufflait le courage.

Les ennemis présentaient déjà un ensemble de deux cent vingt-cinq mille hommes. Le premier choc de ces masses inégales se fit à Lutzen, dans la Saxe [2 mai].

Là étaient agglomérés quatre-vingt-cinq mille Français, Napoléon à leur tête, ayant pour lieutenants le prince Eugène, Mortier, Macdonald, Marmont, avec des généraux intrépides, entre autres Latour-Maubourg; en face cent dix mille combattants, Russes et Prussiens. Napoléon engagea la bataille sans précaution; l'intrépidité répara les fautes : on se battit avec une sorte de frénésie. Napoléon n'avait plus sous la main cette cavalerie expérimentée qui lui gagnait des batailles; il y suppléa par l'artillerie : la victoire désormais ne pouvait être disputée que par des exterminations. Napoléon fut vainqueur dans cette lutte à outrance; mais il avait perdu dix mille hommes tués ou blessés, et la faiblesse de la cavalerie ne lui permit pas la poursuite.

Dresde fut occupée. D'autres combats s'engagèrent à Bichoffswerda, à Kœnigswartha, à Bautzen, à Hochkirch, à Wurtschen; Napoléon semblait partout présent, et partout la victoire se retrouvait fidèle; mais les ennemis ne se retiraient que dans un ordre imposant, et ces combats meurtriers n'avaient rien de décisif. Celui de Bautzen [19 mai] fut le plus acharné et le plus fatal. Là périt Duroc, le grand maréchal du palais, l'ami de Napoléon; le même boulet frappa avec lui le général Kirschner. Les bulletins annoncèrent douze mille hommes perdus à ces luttes stériles; les ennemis en avaient perdu près de vingt mille. Napoléon n'en était que plus ardent à courir à quelqu'une de ces rencontres qu'il fallait à son génie d'aventure; mais elles le fuyaient; il crut en avoir saisi une à Reichenbach, près de Gœrlitz, dans la Lusace : ce ne fut qu'un combat partiel, et il y perdit du monde et plusieurs canons. Ainsi s'avançait-il jusque sur l'Oder sans soupçonner que les ennemis, en se retirant, se rapprochaient de leurs renforts, tandis qu'il s'éloignait de tous les siens.

Cependant Davoust et Vandamme reprenaient Hambourg, et Lauriston occupait Breslau; les villes anséatiques furent

un théâtre d'horribles représailles; on vengeait les revers par des barbaries. Hambourg fut frappé d'une contribution de 48 millions; Lubeck de six millions; Vandamme fit fusiller des magistrats paisibles, coupables d'avoir prévenu le pillage de Varen, à l'arrivée d'un parti de Cosaques. « Il faut commencer par faire fusiller, disait-il, sauf à entrer ensuite en explication. » On s'assurait le paiement des contributions de guerre, en s'emparant d'un certain nombre d'otages qu'on jetait dans les forteresses ou dans l'entrepont de vieux navires. Rien ne manqua à ce système d'oppression; et aussi à mesure que les Russes entraient dans les villes allemandes, la joie éclatait; on eût dit une délivrance[1].

4 juin. — Alors se conclut un armistice pour six semaines. Napoléon compte en profiter pour dissoudre la coalition ou bien pour affermir son armée par l'arrivée des secours. Les ennemis lui laissent cette illusion, et ils vont, de leur côté, redoubler d'activité pour appeler à eux la confédération du Rhin, exalter le patriotisme allemand, provoquer l'Autriche, remuer les antipathies, donner enfin à la guerre le caractère implacable d'une représaille.

Déjà le midi de l'Europe fait présager des dénouements funestes. L'Espagne avait vu partir les divisions françaises les plus aguerries, et quelques corps restés épars ne pouvaient plus faire face à l'insurrection populaire et aux armées combinées. Suchet lutte seul avec gloire; l'anglais Murray assiégeait Tarragone; Suchet le rejette sur ses vaisseaux et lui enlève son artillerie. Mais, ailleurs, tout est contraire : Wellington semble être sorti de ses lenteurs; il atteint à Vittoria l'armée principale, commandée par le maréchal Jourdan, comme major-général du roi Joseph. Ce n'est pas une bataille, c'est une immense déroute; l'armée court, en désordre, vers la France par la route de Pampelune, abandonnant son artillerie et ses bagages; le vainqueur la laisse s'éloigner sans songer à la victoire; mais des guérillas naissent partout sur ses pas et harcellent cruelle-

[1] *Mém. de Bourrienne*, tom. IX.

ment sa fuite. Joseph, cependant, trouble le commandement plutôt qu'il ne l'affermit. Roi de parade, plus avide de richesse que de pouvoir, il s'aperçoit à peine qu'à ce moment la couronne tombe de sa tête. Un moment le général Foy, qui commande, dans la Biscaye, vingt mille hommes, arrête la marche du vainqueur de Vittoria, en l'attaquant par la droite, à Tolosa. Suchet, alors, se porte de Valence sur l'Ebre, et, enfin, arrive le maréchal Soult du fond de l'Allemagne, pour contenir, s'il en est temps, par la stratégie, la victoire du nombre. Et, chose étonnante! on continue de retirer de l'Espagne ce qui reste encore de troupes capables de venger l'honneur des armes dans les batailles rangées, et on les envoye, en toute hâte, à l'autre extrémité de l'Europe, où doit se décider la fortune de l'Empire. Soult n'aura que des débris d'armée, et c'est avec eux qu'il donnera l'exemple d'une résistance désespérée, mais désormais impuissante.

Napoléon, cependant, feignait d'entendre des paroles pacifiques [23 juin]. Déjà, comme pour attester un retour à des idées de modération, il venait de prononcer la liberté du Pape; mais ce fut, pour l'Europe, un indice d'une signification plus haute de voir le Pontife sortir de sa captivité et s'acheminer lentement vers Rome; à cette joie soudaine, s'ajoutèrent des prévisions sur la fortune de l'Empire : dès qu'il s'adoucissait, on soupçonna qu'il se sentait défaillir.

Ce fut le commencement d'un travail complexe dans la politique. Napoléon avait accepté, à Dresde, la médiation de l'Autriche; un congrès devait s'ouvrir à Prague le 5 juillet, et l'armistice était prolongé jusqu'au 10 août. En même temps, il s'efforçait de resserrer les alliances avec les Etats qui ne s'étaient pas encore éloignés; mais, tandis que le Danemarck renouvelait ses traités avec la France, l'Autriche adhérait sourdement à l'alliance de la Prusse et de la Russie. Et, d'autre part, on annonçait le débarquement à Gottembourg du général Moreau, appelé, par Bernadotte, de son exil d'Amérique, comme auxiliaire des coalitions universelles contre son ennemi. Le nom de Moreau était resté populaire sous la persécution; mais quelle

que fût l'aversion des peuples pour un état de guerre qui les épuisait, la vieille admiration allait se taire devant une situation qui montrerait le célèbre vainqueur républicain de Hohenlinden à côté des rois armés contre la France.

Toutefois, cet ensemble de circonstances révélait la nouveauté des luttes et des périls. Le congrès de Prague était rendu inutile par les dispositions incertaines de Napoléon. Les rois lui offraient de renfermer son Empire entre le Rhin et les Alpes ; mais ils voulaient l'indépendance de l'Allemagne. Le plénipotentiaire de France, Caulaincourt, se présenta avec des pouvoirs incomplets, et il fut aisé de voir que Napoléon aspirait à l'intégrité de sa domination sur le continent.

La guerre redevint donc le jeu fatal de la politique. L'armistice fut dénoncé le 10 août. Des deux côtés tout était prêt pour des batailles acharnées.

Napoléon groupait autour de lui, dans la Prusse et dans la Saxe, deux cent quatre-vingt mille hommes, Français, Italiens, Allemands, Polonais ; la moitié tout au plus durcis à la guerre, le reste à peine façonné au métier des armes ; tous néanmoins échauffés, exaltés, maîtrisés par ce génie extraordinaire, qui faisait sortir de terre les soldats et les héros.

Les armées coalisées s'élevaient à cinq cent vingt mille combattants. L'Autriche venait de se déclarer ; l'effet de son infidélité fut prodigieux ; en même temps éclatait, comme un signal plus fatal encore, la proclamation de Bernadotte, l'ancien frère d'armes de Napoléon, invoquant contre lui la liberté de tous les peuples.

15 août. — « C'est maintenant, disait-il, que les rivalités, que les préjugés et les haines nationales doivent disparaître devant le grand but de l'indépendance des nations. L'Empereur Napoléon ne peut vivre en paix avec l'Europe, qu'autant que l'Europe lui est asservie. Son audace a conduit quatre cent mille braves à sept cents lieues de leur patrie ; des malheurs, contre lesquels il n'a pas daigné les prémunir, sont tombés sur leurs têtes, et trois cent mille Français ont péri sur le territoire d'un grand

empire, dont le souverain avait tout essayé pour vivre en paix avec la France. On devait espérer que ce grand désastre ramènerait l'Empereur de France vers un système moins dépopulateur, et qu'enfin, éclairé par l'exemple du Nord et de l'Espagne, il renoncerait à l'idée de subjuguer le continent, et consentirait à laisser la paix au monde. Mais cette espérance a été déçue, et la paix; que tous les gouvernements désirent et ont proposée, a été rejetée par l'Empereur Napoléon. Soldats ! c'est donc aux armes qu'il faut avoir recours pour conquérir le repos et l'indépendance. Le même sentiment qui guida les Français de 1792, et qui les porta à s'unir et à combattre les armées qui étaient sur leur territoire, doit diriger aujourd'hui votre valeur contre celui qui, après avoir envahi le sol qui vous a vus naître, enchaîne encore vos frères, vos femmes et vos enfants... »

Ces paroles avaient semé partout l'émotion, et l'écho en était venu soit en France, soit au sein même des armées impériales. Le général Jominy, Suisse de naissance, chef de l'état-major du maréchal Ney, donna un signal funeste; il passa à l'ennemi et lui porta les secrets des opérations. Napoléon voulait se porter sur Berlin : Bernadotte prévint son mouvement en accablant avec des forces supérieures le corps d'armée du maréchal Oudinot, à Gross-Beehren et à Ahrensdorff [23 août]. Napoléon irrité ôta le commandement à Oudinot, et le remit à Ney; et lui-même, après avoir poussé sur l'Oder l'armée du Prussien Blucher, apprenant que les armées combinées débouchaient de la Bohême sur Dresde, laissa Macdonald suivre ses opérations de la Silésie, et courut au-devant de l'attaque, traînant tout ce qu'il put de troupes, sans les laisser respirer, et leur faisant parcourir quarante lieues en trois jours. Le 26, il entrait à Dresde, à dix heures du matin, au moment où les ennemis pénétraient dans les faubourgs. Cette rapidité avait été décisive. La lutte s'engagea dès quatre heures, et les Français restés maîtres des positions purent, dès le lendemain, reprendre la bataille avec plus d'ensemble. Les forces de Napoléon étaient inégales aux armées combi-

nées qui enveloppaient la ville et couvraient ses hauteurs. Mais son artillerie était savamment servie ; c'est par elle qu'il suppléa au nombre, et à l'expérience même de sa jeune armée. Un canon frappa surtout un coup qui sembla dirigé par la Providence. Vers midi, le général Moreau s'entretenait avec l'empereur de Russie près d'une batterie prussienne. Un boulet l'atteignit et le fit tomber mort : de ce canon on eut pu dire, comme on avait dit de celui qui frappa Turenne, qu'*il était chargé de toute éternité.* Pendant que les hommes disputaient de la renommée de Moreau et de l'honneur de sa vie, Dieu l'enlevait au monde, comme pour montrer que son rôle y était fini. Cette mort jeta du trouble dans les rangs de l'ennemi, et bientôt la fuite se déclara ; les masses alliées coururent s'abriter derrière les montagnes de la Bohême ; les Autrichiens laissaient au vainqueur vingt mille prisonniers, soixante canons et un grand nombre de chariots.

Cette bataille de Dresde, où venait d'éclater encore la vaillance des généraux célèbres, de Ney, de Mortier, de Victor, de Gouvion-St-Cyr, pouvait relever la fortune de Napoléon, en lui donnant une occasion naturelle de se replier sur le Rhin ; il lui était aisé de pressentir que la victoire ne le dégagerait pas de la multitude d'ennemis qui continuaient à l'accabler sur ses flancs et sur ses derrières. Mais son système de guerre était tenace ; il dédaignait la gloire des retraites, et ne croyait qu'aux coups de hardiesse et d'invasion. Les combats s'engagèrent donc en des points divers. Macdonald, affaibli par le départ des corps que Napoléon avait entraînés à Dresde, fut battu à Katsbach, dans la Silésie, par le général Blucher, qui précédemment fuyait devant ses armes [27 et 29 août]. Vandamme, lancé à la poursuite des Autrichiens, se laissa envelopper dans les défilés de la Bohême, et resta prisonnier à Kulm avec douze mille hommes. Du côté de la Prusse, les revers étaient encore plus désastreux. Davoust était obligé d'évacuer Swérin et de se replier sur la Stecknitz [2 septembre]. Ney, que Napoléon avait envoyé à la place d'Oudinot pour enlever Berlin, était arrêté dans sa marche à Dennewitz par Ber-

nadotte; là, un combat était livré entre les deux vaillants hommes de guerre; et le maréchal Ney éprouvait une éclatante défaite : il perdit les deux tiers de son artillerie, ses munitions, ses bagages, et plus de douze mille hommes. Deux causes, pense-t-on, avaient amené ce désastre : le secret des opérations livré par Jominy à Bernadotte, et les hésitations des troupes saxonnes dans le combat. L'avenir n'en était pas moins assombri, et de noirs nuages couvraient de plus en plus la destinée de Napoléon [6 septembre.]

Son activité n'en fut que plus énergique. Il avait couru avec sa garde, après la bataille de Dresde, au secours de Macdonald. La défaite de Ney le fit rétrograder en toute hâte, et de nouveau il s'établit à Dresde, résolu à faire de la Saxe le centre des opérations. Pendant ce temps, toute l'Allemagne se levait en armes; des levées en masse s'organisaient sur l'Elbe; de l'Oder au Rhin tout semblait une vaste insurrection; et à peine Napoléon s'apercevait des barrières de fer et de feu qui allaient l'emprisonner dans la Saxe.

Aussi la confiance des puissances combinées croissait chaque jour. Une triple alliance fut signée à Tœplitz, entre l'Autriche, la Russie et la Prusse, le 9 septembre; et le 3 octobre, un traité préliminaire d'alliance entre l'Autriche et la Grande-Bretagne, annonça le dessein de *rétablir un juste équilibre entre les puissances;* c'était l'indice d'une politique universellement concertée contre la domination de la France.

Napoléon n'opposait à ces ligues que des plans de bataille et des levées d'hommes. Un sénatus-consulte [9 octobre] mit en activité deux cent quatre-vingt mille conscrits : cette terre de France semblait enfanter des hommes; mais on les saisissait au sortir de l'enfance, et les armes pesaient à ces générations à peine formées, et d'ailleurs épuisées d'enthousiasme.

L'Allemagne, au contraire, se sentait embrasée, et le patriotisme rompait tous les liens qu'avait fait la politique. La Bavière devait son existence à Napoléon; le sentiment

allemand prévalut sur la gratitude. Une forte armée bavaroise s'alla joindre [15 octobre] aux Autrichiens, à Braunau, en vertu d'une convention conclue le 8. « Le roi, dit le général de Wrède à ses troupes, le roi et les puissances alliées avec lui veulent que l'Allemagne soit l'Allemagne, et la France la France, et que la paix se répande sur l'Europe. » Tout obéissait à cette impulsion, et il fut trop aisé de voir que cet esprit de nationalité allait donner à la guerre un caractère contre lequel se briserait le génie de Napoléon et la valeur indomptée de son armée.

Les chefs de la coalition avaient amoncelé leurs grandes masses autour de Leipsick; et là se livrèrent d'abord quelques combats, toujours soutenus avec avantage par l'artillerie française, mais auxquels manquait la force décisive de la cavalerie [16 et 17 octobre]. Ce n'était que le prélude d'un immense engagement où les deux armées allaient se prendre corps à corps avec tout ce qu'elles avaient de puissance [18 et 19].

Sous les murs de Leipsick, dans une plaine ouverte qui s'étend au delà de Lutzen et de Weissenfeld, lieux déjà célèbres, sur un espace de trois lieues carrées, se déploient deux armées : l'une de trois cent trente mille hommes, l'autre de cent soixante-quinze mille. Cette fois encore, Napoléon espère suppléer au nombre par une artillerie formidable; mais l'artillerie de ses ennemis n'est pas moins terrible : des deux côtés, plusieurs centaines de bouches à feu vomissent la mort. L'intrépidité française s'exalte jusqu'au délire; jamais on n'a combattu avec cette sorte de fureur : c'est un effort suprême pour couronner cent victoires. Mais, dans cette lutte étonnante, tout à coup une infidélité se déclare : trois batteries saxonnes de vingt-trois pièces, avec sept bataillons et deux régiments de cavalerie, bientôt suivis de plusieurs régiments de Wurtemberg, vont se ranger sous les drapeaux de Bernadotte et se tournent aussitôt contre les Français. Napoléon garde un sang-froid impassible; il fait marcher ses réserves, et contient l'ennemi. Toutefois, il ne pouvait plus combattre que pour l'honneur, et l'honneur était

sauf. Au commencement de la nuit, il ordonne la retraite; mais le lendemain matin Leipsick était sans défense. L'empereur de Russie, le roi de Prusse, Bernadotte y pénétraient à la fois, et là tombaient en leurs mains la garnison, l'arrière-garde de l'armée française, c'est-à-dire plus de vingt mille hommes, treize mille blessés ou malades, les magasins, les hôpitaux, quinze généraux, deux cents pièces de canon, neuf cents caissons, butin immense qui réjouissait la victoire, comme si la vaillance toute seule l'avait remportée.

Et ce ne fut pas tout le désastre. Tandis que le gros de l'armée suivait sa marche de retraite sans désordre, un pont sur l'Elster fit explosion; et cet éclat jeta dans les rangs une confusion soudaine, sans qu'il fut possible de calmer l'épouvante. Aussitôt se déclara une fuite universelle, précipitée, vers le pont écroulé, ou vers les passages qui semblent faciles. Dans l'aveuglement de cette panique, des milliers de soldats tombent dans les flots, d'autres sont faits prisonniers. Là périt noyé le prince Poniatowski, nom resté populaire même parmi les vainqueurs. Macdonald passa le fleuve à la nage.

Cet horrible incident acheva le désastre de la bataille de Leipsick. Napoléon venait de perdre la moitié de son armée; les plus brillants de ses généraux étaient prisonniers; l'élite de ses officiers avait péri. Et telle avait été la lutte de la première journée, que la perte des vainqueurs n'était pas moindre : les Autrichiens comptaient quatre felds-maréchaux lieutenants et trois cents officiers blessés; les Russes, deux lieutenants généraux tués avec quatre généraux majors. Il est permis de penser que, sans la défection saxonne et wurtembergeoise, Napoléon pouvait encore être maître de la fortune. Mais la fatalité, cette providence mystérieuse qu'il invoquait, pesait sur lui et le précipitait par des coups qu'il n'était donné à aucune force de prévenir.

Cinq jours après, les débris de l'armée arrivaient à Erfurth; le reste des troupes allemandes avaient disparu [23-24 octobre].

Ce qui étonne l'histoire, c'est que ces vaincus, ces fugitifs, ces hommes qu'une panique égare, comme s'ils étaient des lâches, retrouvent au premier moment de réflexion et de discipline le courage de combattre comme des héros. Rien ne lasse leur constance; leur obéissance à Napoléon est une idolâtrie; pour eux il est Dieu, et plus il tombe, plus ils l'adorent.

Les plans des coalisés étaient de jeter des corps d'armée au travers de la retraite de Napoléon. Le général de Wrède, qui commandait l'armée combinée d'Autrichiens et de Bavarois, maître de Wurtzbourg, suivait le cours du Mein dans ce dessein, et les troupes de Wurtemberg accouraient avec la même pensée. De Wrède se crut de force à barrer la marche des Français en se portant à Hanau avec soixante mille hommes [30 octobre]. L'armée en retraite n'eut qu'à recueillir son courage, et elle rompit avec un ensemble impétueux les rangs pressés d'une armée toute fraîche et sûre de vaincre. Curial à la tête de deux bataillons de la vieille garde, Nansouty avec la cavalerie de cette même garde, Drouot avec cinquante pièces d'artillerie, foudroyèrent et dispersèrent tout ce qui s'offrit devant eux. Le général de Wrède fut blessé dans ce rapide combat, et il perdit douze mille hommes, tués ou blessés. Les Français toutefois s'épuisèrent en de vains efforts pour enlever le lendemain la place de Hanau, et ils perdirent à cette double journée près de dix mille hommes avec autant de prisonniers. Après quoi ils reprirent leur marche au nombre d'environ cinquante mille, triste reste de cette autre grande armée, qui avait présenté autour de Dresde une réunion formidable de deux cent cinquante mille combattants.

Alors encore on vit Napoléon hâter sa rentrée dans son Empire, soit qu'il dédaignât l'art des retraites, si glorifié dans les histoires et si apprécié par les gens de guerre, soit que le tableau présent d'une défaite consommée éveillât de nouveau dans son esprit des anxiétés sur le sort de son pouvoir.

Il arriva à Mayence le 2 novembre; là, il passa quelques jours à distribuer des ordres, et lorsque l'arrière-garde eut

évacué Francfort, il prit sa course vers la France; parti la veille, il arrivait, le 9, à St-Cloud.

Il allait trouver l'opinion publique effrayée, la décadence était générale, tout était plein d'alarmes et de présages; mais sa confiance n'était point troublée.

En Espagne, les forces combinées d'Anglais, de Portugais et d'Espagnols, marchant sous les ordres de Wellington, s'étaient depuis six mois avancées vers les Pyrénées. Et Joseph, peu fait pour le rôle qu'on lui avait remis soit de conquérant, soit d'usurpateur, avait fini par laisser à d'autres le soin de défendre sa couronne d'un jour.

Suchet, maîtrisé par les événements, avait abandonné le royaume de Valence, théâtre de ses grands faits d'armes, après avoir fait sauter les murs de Tarragone, et avoir laissé çà et là quelques garnisons. Les restes d'armée d'Arragon et de Catalogne avaient fini par ne pouvoir rien entreprendre, et, à l'extrémité opposée des Pyrénées, une marche de retraite vers la Bidassoa annonçait une nouveauté fatale, celle d'une invasion prochaine de l'Empire. Déjà les troupes combinées étaient arrivées devant Saint-Sébastien et l'avaient longtemps tenu bloqué. L'armée française avait voulu délivrer la garnison par une attaque hardie; elle avait été repoussée avec perte de deux mille hommes; et, peu après, les Anglais étaient entrés dans la ville, et l'avaient incendiée [8 septembre].

Enfin Wellington, se laissant aller à la fortune, avait atteint la Bidassoa; le sort en était jeté; l'épée de Soult était impuissante à contenir le torrent qui débordait; Pampelune avait été quelque temps défendu par une garnison vaillante; mais les vivres avaient manqué, et la place avait capitulé : toute l'Espagne était affranchie [31 octobre]. C'est alors que Soult, frémissant comme un lion vaincu, toucha le sol de France.

Ces tristes nouvelles volaient à Paris et secouaient les provinces. Des vœux indéfinis commençaient à se mêler au sentiment de la souffrance et de la détresse, et la douleur de la défaite n'empêchait pas les âmes de se jeter vers de vagues pensées de nouveauté; la gloire même était de-

venue un poids oppresseur, et le patriotisme faisait effort pour garder ses élans de sacrifice dans cet espoir invincible et universel de délivrance.

La lutte d'ailleurs restait partout animée, et la guerre avait ses vicissitudes de résistance glorieuse ou de défaite éclatante.

En Italie, le prince Eugène justifiait sa renommée ; mais ses forces étaient inégales à celles des Autrichiens, et ses succès étaient sans fruit. (Prise de Bassano et combat de Caldiéro.)

Ailleurs tout allait se précipitant. Soult essaya de se défendre derrière les lignes de St-Jean de Luz, contre toutes les forces de Wellington ; il fut obligé de céder au nombre.

En Allemagne, Dresde où Gouvion-St-Cyr était resté avec une garnison de dix-sept mille hommes, ne put tenir contre les masses de Russes et d'Autrichiens qui l'enveloppaient. L'intrépide maréchal entreprit un mouvement sur Torgau, avec la pensée d'appeler à lui les garnisons éparses, et de se faire une route au travers de tant d'ennemis ; son dessein était hardi et bien conçu ; mais il échoua : on était en un de ces retours où l'adversité semble impétueuse et emporte toutes les combinaisons, celles du courage et celles de la sagesse.

La victoire aussi en devenait insultante, et en cette rencontre elle se joua du droit consacré entre les nations. Gouvion-St-Cyr avait été obligé de capituler ; la capitulation portait en son article premier : « La garnison de Dresde sortira avec armes et bagages, et déposera les armes en avant des redoutes. MM. les officiers conserveront leur épée ; à l'exemple de la capitulation de Mantoue, accordée à M. le général comte de Wursmer, un bataillon de six cents hommes conservera les armes, deux pièces de canon avec leurs caissons et attelages ; vingt-cinq gendarmes de la garde impériale conserveront leurs chevaux et leurs armes. Vingt-cinq gendarmes attachés aux divisions conserveront également leurs chevaux et leurs armes. »

L'article 3 portait que la garnison était prisonnière de guerre, qu'elle serait conduite en France ; et le maréchal

Gouvion-St-Cyr garantissait que ni les officiers ni les soldats, jusqu'à leur entier échange, ne seraient employés contre aucune des puissances en guerre avec la France. » Puis venaient les dispositions de la marche de la garnison ; l'ensemble de la capitulation d'abord signée par des officiers d'état-major des deux armées ennemies, devait être ratifiée par les généraux en chef, d'une part par le comte de Klénau et par le général de Tolstoï, de l'autre par le maréchal Gouvion-St-Cyr, et l'échange des signatures eut lieu en effet le même jour [11 novembre].

12 novembre. — Alors se fit le départ de la garnison. « Ce fut un triste spectacle, dit en ses notes manuscrites un officier supérieur d'état-major, qui a conservé l'une des rares copies textuelles de cette capitulation célèbre[1], ce fut un triste spectacle de voir ces valeureux soldats, si familiarisés avec la victoire, déposer leurs armes, les former en faisceaux en avant de ces redoutes qu'ils avaient si vaillamment défendues, puis, tristes et mornes, marcher entre la double haie de ces vainqueurs d'un jour étonnés eux-mêmes d'un fait si nouveau. »

Le comte Lobau, qui commandait en chef le premier corps d'armée, défila de la sorte le lendemain 13, à la tête de la deuxième colonne, et on vit le colonel russe Mouravieff s'avancer seul pour le saluer ; c'était un hommage militaire qui faisait contraste avec la joie injurieuse des autres vainqueurs[2].

Les colonnes avaient marché de la sorte jusqu'au 21 ; ce jour-là elles étaient à Dobetchen, trois lieues après Altembourg ; et c'est là qu'elles apprirent l'étonnant abus que faisait l'Europe de sa victoire ; le généralissime, prince Schwartzemberg, ne reconnaissait pas la capitulation de Dresde ; et il donnait aux troupes l'option de rentrer dans la place, où elles seraient remises en possession des moyens de défense qu'elles y avaient laissées, ou bien de se soumettre à la condition pure et simple de prisonniers de

[1] Le commandant Mac-Sheéhy.
[2] Manuscrit du commandant Mac-Sheéhy.

guerre dans les États autrichiens, jusqu'à parfait échange. « Proposition dérisoire, qui attestait que l'Europe avait cessé de croire à la fortune de Napoléon[1]. » A cette nouvelle, l'armée frémit de colère; Gouvion-St-Cyr rejeta l'option proposée par Schwartzemberg; il en appela à la religion des souverains; il invoqua le droit de la guerre; mais la plainte était vaine; il fallut plier sous ce caprice de la victoire; et les soldats, rebroussant chemin, furent conduits vers la Bohême. Gouvion-St-Cyr et Lobau n'allaient plus avoir qu'à suivre du regard la grande chute dont les épisodes de Dresde étaient le prélude.

C'est au milieu de cette variété de présages, que Napoléon pensa pouvoir faire appel encore au dévouement de la Nation. Il se trouvait des adulateurs pour exalter son espérance. « Le Sénat a frémi, vint lui dire le président Lacépède, le Sénat a frémi des dangers que Votre Majesté a courus... Votre Majesté a tout surmonté; elle a combattu pour la paix; avant la reprise des hostilités, Votre Majesté a offert la réunion d'un congrès; vos ennemis, sire, s'y sont opposés: c'est sur eux que doit retomber tout le blâme de la guerre. » « Les Français, ajoutait l'interprète du Sénat, montrent, par leur dévouement et leurs sacrifices, qu'aucune nation n'a jamais mieux connu ses devoirs envers la patrie, l'honneur et le souverain. » Et l'Empereur répondait: « La postérité dira que si de grandes et critiques circonstances se sont présentées, elles n'étaient pas au-dessus de la France et de moi. »

Puis le lendemain [15 novembre] un sénatus-consulte mettait à la disposition du gouvernement trois cent mille conscrits, depuis 1803 jusqu'à 1814: c'est-à-dire tout ce qui restait de population virile, hommes et enfants; la moitié de cette levée était destinée à former des armées de réserve à Bordeaux, à Metz, à Turin, à Utrecht, et à hérisser d'armes les frontières partout menacées, ou déjà envahies.

En même temps, un décret augmentait de trente centimes les impositions principales, et de 20 centimes le prix

[1] Manuscrit du commandant Mac-Sheehy.

du sel. Le riche et le pauvre étaient frappés : la fortune et le sang s'épuisaient à la fois.

Mais Napoléon ne commença pas moins à redouter le mécontentement de la nation. Selon les dispositions des constitutions de l'Empire, les pouvoirs de la quatrième série du Corps législatif expiraient au 1er janvier, et une élection devait se faire pour la remplacer. Un sénatus-consulte prorogea ses pouvoirs pour la session qui devait s'ouvrir prochainement; et, en même temps, il fut ordonné que désormais le Sénat et le Conseil d'État seraient présents aux séances d'ouverture, et les listes de candidats pour la présidence étaient supprimées; c'est l'Empereur qui ferait le choix directement. Tristes indices d'une force qui se sentait fléchir, et qui essayait de se fortifier par le despotisme.

Les souverains de l'Europe, mieux inspirés, jetaient parmi les peuples des paroles pacifiques et modérées. Le premier décembre, il partit de Francfort une déclaration ainsi conçue :

« Les puissances alliées, désirant parvenir à une paix générale solidement établie, promulguent à la face du monde les vues qui les guident, les principes qui font la base de leur conduite, leurs vœux et leurs déterminations... Les souverains alliés déclarent qu'ils ne font pas la guerre à la France, qu'ils désirent qu'elle soit forte et heureuse, que le commerce y renaisse, que les arts y refleurissent, que son territoire conserve une étendue qu'elle n'a jamais connue sous ses rois, parce que la puissance française, grande et forte, est en Europe une des bases fondamentales de l'édifice social; parce qu'un grand peuple ne saurait être tranquille qu'autant qu'il est heureux; parce qu'une nation valeureuse ne déchoit pas, pour avoir à son tour éprouvé des revers dans une lutte opiniâtre et sanglante. C'est à l'Empereur seul qu'ils font la guerre, ou plutôt à cette prépondérance qu'il a trop longtemps exercée hors des limites de son empire, pour le malheur de l'Europe et de la France. »

Ce langage entendu en France remuait profondément les opinions, et dès que Napoléon sentit l'effet de ce mot

de paix qui trouvait partout des échos, il fit adresser, par son ministre des affaires étrangères Caulaincourt, duc de Vicence, au ministre d'Autriche, une lettre d'adhésion aux conditions générales d'une négociation proposée au nom des souverains. Ces bases étaient : La France renfermée dans ses limites naturelles, le Rhin, les Alpes, les Pyrénées ; la maison d'Espagne rétablie ; l'Italie, l'Allemagne, la Hollande affranchies ; la vieille Europe en un mot rendue à l'indépendance. Napoléon retrouvait de la sorte un empire véritable ; mais sa bonne foi était suspecte, et les coalisés affermissaient leurs succès et enserraient de plus en plus la France de leurs multitudes armées.

Amsterdam tomba aux mains du Prussien Bulow. Le général Molitor défendait la Hollande avec des forces insuffisantes ; il se replia sur Utrecht ; et un gouvernement provisoire proclama l'indépendance des Provinces-Unies, et rappela la maison d'Orange [24 décembre].

Peu après, les Suédois s'emparaient de Lubeck ; et Davoust courait s'enfermer à Hambourg [5 décembre].

Stettin, Zamosc, Modlin, Torgau capitulèrent tour à tour, et chaque garnison française resta prisonnière.

Puis le Danemark était détaché de la France par des conventions avec les Russes : tout le Nord échappait à Napoléon. Aux Pyrénées, le maréchal Soult défendait pied à pied l'entrée du territoire. Son armée bien qu'inégale soutenait cette vaillante lutte. Mais le passage fut forcé à Cambo et à Ustarritz ; les Français, à ce double choc, perdirent six mille hommes ; l'armée ennemie en perdit huit mille.

En Italie, Murat épiait avec ambiguité les retours de fortune. Il occupa Ancône, mais comme défenseur de l'indépendance italienne.

Alors Napoléon trahit la défiance de *ses destins* par un acte imprévu. Il signa un traité avec Ferdinand d'Espagne, retenu captif à Valençay. Ce prince était remis en possession de son royaume : il s'engageait à conserver la monarchie dans son intégrité, et spécialement à ne jamais céder aux Anglais Mahon, ni Ceuta, qui étaient présentement en leur pouvoir ; les droits maritimes étaient reconnus,

entre la France et l'Espagne, suivant les stipulations du traité d'Utrecht ; on convenait qu'un traité de commerce serait signé entre les deux Etats ; toutefois, le présent traité ne devait recevoir son exécution qu'après l'approbation du conseil de régence établi par les cortès.

Ainsi s'apprêtait la fin du drame qui avait commencé à Bayonne, en 1808, par des lâchetés et des perfidies.

C'est en ces conjonctures que Napoléon se trouva en face du Corps législatif.

La représentation publique semblait depuis longtemps n'être qu'une ombre. Mais ce nom même de Corps législatif indiquait une force dédaignée dans la victoire, redoutée dans l'adversité. Napoléon parla aux députés une langue nouvelle ; il avait poursuivi la popularité de la gloire, il sembla rechercher la popularité du malheur ; peu s'en fallut qu'il ne voulût être paternel et touchant, comme si, ne pouvant plus exalter les peuples, il n'eût plus qu'à les attendrir. Il parla de la paix, comme s'il n'avait jamais voulu la guerre. « Mon cœur, dit-il, a besoin de la présence et de l'affection de mes sujets. Je n'ai jamais été séduit par la prospérité, l'adversité me trouvera au-dessus de ses atteintes. J'avais conçu et exécuté de grands desseins pour la prospérité et le bonheur du monde... des négociations ont été entamées avec les puissances. J'adhère aux bases préliminaires qu'elles ont posées... Monarque et père, je sens ce que la paix ajoute à la sécurité des trônes et à celle des familles. »

On eut dit un souverain épris de l'amour du peuple ; mais dix ans de guerre étaient un éclatant démenti donné à de telles paroles, et le Corps législatif les entendit sans en être ému. Cependant l'Empereur voulait que la France crut à la sincérité de ses vœux et de ses actes, et, sur son ordre, deux commissions durent être nommées au Sénat et au Corps législatif, pour prendre connaissance des documents qui leur seraient livrés par ses ministres sur les négociations entamées. Le Sénat désigna des hommes résolus d'avance à l'approbation ; le Corps législatif, dont le silence ressemblait à un murmure, désigna des hommes

indépendants, la plupart alors inconnus dans la politique, et pour cela même plus fermes et plus libres. Leurs noms doivent rester dans l'histoire : ce furent les députés Renouard, Lainé, Gallois, Flaugergues, Maine de Biran; le président Reignier faisait de droit partie de la commission. Après huit jours de communication avec le Gouvernement, cette commission fit son rapport, et ce fut M. Lainé, avocat de Bordeaux, qui porta la parole.

La commission admettait la nécessité de préparer la guerre pour obtenir la paix; mais elle désirait que l'Empereur opposât à la déclaration des puissances une déclaration propre à rassurer la France et l'Europe, au sujet de l'étendue de son Empire et de son système de prépondérance universelle. La France antique était renfermée en des limites plus étroites, et le diadème des lys brillait entre toutes les couronnes. La France nouvelle était prête à des sacrifices pour repousser l'ennemi; mais elle voulait être assurée que son sang ne serait versé que pour défendre une patrie et des lois protectrices. « Ces mots consolateurs de paix et de patrie, ajoutait le rapporteur, retentiraient en vain, si l'on ne garantit les institutions qui promettent le bienfait de l'une et de l'autre. Il paraît donc indispensable qu'en même temps que le gouvernement proposera les mesures les plus promptes pour la sûreté de l'État, Sa Majesté soit suppliée de maintenir l'entière et constante exécution des lois qui garantissent aux Français les droits de la liberté, de la sûreté, de la propriété, et à la nation le libre exercice de ses droits politiques. Cette garantie a paru à votre commission le plus efficace moyen de rendre aux Français l'énergie nécessaire à leur propre défense. »

Plus ce langage avait de réserve, plus il pénétra les âmes. Le Corps législatif, demi-éteint, eut l'air de retrouver en soi un rayon de vie. La dignité qu'on croyait morte se réveilla, et, dans cette assemblée accoutumée à sanctionner en silence la volonté d'un maître, il se trouva deux cent vingt-cinq voix contre trente-deux pour voter l'impression du rapport de M. Lainé. C'était un éclat imprévu de liberté, et le gouvernement frémit de l'explosion que cet exemple

pouvait faire dans la Nation. Le ministre de la police fit enlever à l'impression les épreuves du rapport ; un décret ajourna le Corps législatif, les portes de la salle furent fermées, et Napoléon alla épancher son premier courroux au sein du Conseil d'État. Ce rapport, s'écria-t-il, était un attentat, un brandon de discorde, une œuvre de sédition. Voulait-on rétablir la souveraineté du peuple ? En ce cas, il était peuple, et il prétendait être toujours là où était la souveraineté.

Mais ces éclats de colère dissimulaient mal la rapidité de la décadence. Le rapport se glissa furtivement en France par mille copies ; on le lisait avec avidité ; il consolait d'une longue servitude ; c'était l'indice d'une aspiration universelle vers des changements indéfinis, mais qu'on supposait devoir être meilleurs que l'oppression et la guerre.

Nul Français n'échappait à cette impulsion ; elle se trahissait jusque dans le palais de Napoléon. Il n'y avait à Paris que les faubourgs qui parussent s'émouvoir et frémir à l'idée de nouveautés que la défaite aurait imposées ; pour eux la guerre c'était encore la Révolution. Aussi Napoléon s'écriait : « Il n'y a de noblesse que dans la canaille des » faubourgs, et de canaille que dans ma noblesse[1] ! »

Cependant les armées étrangères suivaient leur marche d'invasion.

Genève se livra aux Autrichiens ; et les Prussiens, conduits par Blucher, traversèrent le Rhin : de Manheim à Coblentz, tous les passages furent ouverts.

Alors se découvrit un spectacle effroyable et nouveau pour la France : Russes, Autrichiens, Prussiens, Saxons, Polonais, Hollandais, Suédois, d'une part ; Anglais, Portugais, Espagnols, Siciliens, Sardes, de l'autre ; par le Nord et par le Midi, un million d'hommes couraient sur un seul empire comme sur une proie, sans compter ni les levées en masse qui couvraient la Germanie et contenaient les garnisons françaises restées dans les places, ni les bandes de guérillas qui sillonnaient l'Espagne, ni l'armée de Mu-

[1] *Mém. de Bourrienne*, tom. IX, page 310.

rat, incertaine encore, mais déjà prête à suivre le torrent.

A cette vaste invasion, qui de toutes parts ceignait et pressait la France, Napoléon opposait environ trois cent cinquante mille hommes, mais épars : les uns gardant inutilement les villes du Rhin, de l'Elbe, de l'Oder et de la Vistule; les autres disputant l'Italie; le reste destiné aux dernières luttes, soit au nord, soit au midi, et tous se sentant mal inspirés par le découragement muet ou par la résignation inerte des populations.

Ainsi s'allait ouvrir l'année 1814, année décisive pour le sort de la France et du monde.

Le 1er janvier, l'Empereur garda ses habitudes de palais, et il reçut les hommages comme s'il n'eut pas senti crouler le trône. Mais il était sombre; son regard était de feu, sa parole brève, sa lèvre crispée, son geste saccadé : un affreux silence glaçait une solennité d'ordinaire pleine d'espérance et de vœux. Les députés du Corps législatif parurent à leur tour auprès de ce trône entouré de nuages. Alors la colère de Napoléon ne sut plus se contenir; elle éclata en mots entrecoupés, impétueux, comme une tempête.

« Députés du Corps législatif, s'écria-t-il, vous pouviez faire beaucoup de bien, vous n'avez fait que du mal. Les onze douzièmes d'entre vous sont bons, les autres sont des factieux; vous avez été les dupes de ces derniers... Deux batailles perdues en Champagne eussent fait moins de mal... M. Lainé est un traître vendu à l'Angleterre; c'est un méchant homme; je suivrai de l'œil M. Lainé... Qui vous a donné d'ailleurs le droit de borner l'action du Gouvernement? Vous n'êtes pas les représentants du peuple; je le suis plus que vous. Quatre fois j'ai été appelé par l'armée, et quatre fois j'ai eu les votes de cinq millions de citoyens pour moi... J'ai sacrifié mes passions, mon ambition, mon orgueil à la France... Dans votre adresse, vous avez mis l'ironie la plus sanglante à côté des reproches... Vous avez cherché à me barbouiller aux yeux de la France, c'est un attentat! Vous dites que l'adversité m'a donné des conseils salutaires! Comment pouvez-vous me reprocher vos malheurs? Je les ai supportés avec honneur, parce que j'ai le carac-

tère fort et fier... J'avais besoin de consolations; je les attendais de vous. Vous avez voulu me couvrir de boue; mais je suis de ces hommes qu'on tue et qu'on ne déshonore pas... Qu'est-ce que le trône, au reste? quatre morceaux de bois, recouverts de velours... Tout dépend de celui qui s'y asseoit... La France a plus besoin de moi que je n'ai besoin d'elle... N'êtes-vous pas contents de la Constitution? eh bien! il y a quatre mois il fallait en demander une autre... Vous parlez d'abus, de vexations; je sais cela comme vous, cela dépend des circonstances et des malheurs du temps... Pourquoi parler devant l'Europe de nos débats domestiques? Je vous avais indiqué un comité secret... Il faut laver son linge sale en famille... J'ai un titre; vous n'en avez pas. Qu'êtes-vous dans la Constitution? rien. Vous n'avez aucune autorité. C'est le trône qui est dans la Constitution : tout est dans le trône et moi... Je vous le répète, vous avez parmi vous des factieux, et je les poursuivrai... M. Raynouard dit que le maréchal Masséna a pillé la maison de campagne d'un citoyen; M. Raynouard en a menti... La nature m'a doué d'un caractère fort; il peut résister à tout... Je suis au-dessus de vos misérables déclamations... Mes victoires écraseront vos criailleries : ou les ennemis seront chassés de notre territoire, ou je serai mort. Nous avons plus de ressources que vous ne pensez. Les ennemis ne nous ont jamais vaincus; ils ne nous vaincront point, et ils seront chassés plus promptement qu'ils ne sont venus! »

Cette étonnante allocution, mêlée de fierté triviale, d'insulte puérile, de courroux impuissant, écoutée avec stupeur, laissa dans les âmes une empreinte de pitié. Napoléon oubliait un magnifique privilége de la souveraineté, c'est de ne point se laisser aller à l'offense envers les sujets; elle les opprime, elle ne les injurie pas. Mais il était triste qu'on eut à excuser de tels emportements par l'irritation de l'adversité, et cela même était un pronostic funeste.

La chute continuait d'être rapide, et toutefois d'admirables efforts se faisaient encore, et indiquaient un dernier choc qui serait formidable.

Chaque jour était marqué par quelque événement qui était comme un ébranlement de l'Empire.

Le général Rapp défendait Dantzick depuis un an contre une armée russe ; les maladies avaient réduit des deux tiers sa garnison ; il capitula, et il obtint les honneurs de la guerre ; mais les vainqueurs, voyant sortir le petit nombre de ses soldats, au lieu de leur rendre hommage, abusèrent de la force et les retinrent prisonniers : c'était une violation du droit des gens ; c'était à la fois une lâcheté.

Les luttes, d'ailleurs, étaient partout devenues plus acharnées. L'Empire était attaqué à outrance, à mesure qu'il semblait se précipiter, et la défense aussi était plus furieuse, à mesure qu'elle paraissait devoir être inutile. Dans l'évacuation des villes, les vengeances étaient atroces, comme si on eût voulu faire exécrer la puissance lorsqu'on ne pouvait plus la faire respecter. Dans la défense des places, l'opiniâtreté fut désespérée, quelquefois barbare ; l'étonnement des revers avait rendu les âmes implacables, et l'on vit alors que la gloire la plus difficile à la guerre est celle de l'adversité.

Entre les siéges où éclata ce caractère de frénésie, l'histoire a noté celui de Hambourg.

Là s'était renfermé le maréchal Davoust avec trente mille hommes, résolu à se faire un tombeau de ses ruines. Ce n'est point le lieu de raconter les calamités de ce siége [1]. Par la destruction et par l'incendie, le redoutable maréchal avait fait de tous les environs de l'opulente ville un immense désert ; « la ville ne sera livrée qu'en cendres, » disait-il. Les citoyens vécurent six mois dans l'épouvante ; la faim s'ajouta aux autres fléaux ; il fallut chasser des murs cinquante mille habitants ; et cependant la garnison se réduisait de moitié par les combats et par les maladies ; les hôpitaux étaient encombrés ; les cadavres étaient jetés dans l'Alster, petit ruisseau qui forme un grand lac au milieu de Hambourg, et ses eaux empestées exhalaient la mort. Et au milieu de ces horreurs sévissait le pire des maux,

[1] Il dura du mois de septembre 1813 au mois de mai 1814.

l'avarice barbare. La banque de Hambourg fut livrée au pillage; les richesses publiques et les richesses privées furent une proie; ainsi défendait-on l'honneur de la France par des fureurs que la guerre, dans les jours de prospérité, n'avait pas connues [1].

Pendant ce temps tombaient tour à tour les places frontières de la France. Les Russes entrèrent au Fort-Louis et à Hagueneau; les Autrichiens, à Montbéliard, à St-Claude et à Vesoul; les Bavarois, à Colmar; les Wurtembergeois, à Epinal; les Prussiens, à Trèves et à Forbach.

Et chaque jour l'invasion grossissait; les Russes pénétrèrent à Toul et à Nancy, les Autrichiens occupèrent Bourg; bientôt ils inondèrent tout le pays, de l'Ain à la Saône, tandis que l'armée de Silésie se développait librement sur la Meuse : la France, en un mot, subissait le sanglant affront qu'elle avait fait à toute l'Europe : sa terre était foulée par le pied des étrangers, et la patrie frémissait sous leurs armes.

Napoléon essaya de grossir la défense par un décret, qui faisait marcher cent vingt et un bataillons de gardes nationales, frêle ressource contre des armées aguerries. Des desseins de stratégie gigantesque ne fermentaient pas moins dans son étonnant génie; c'est par l'Italie qu'il entendait ressaisir la victoire, et peut-être il eut changé la guerre, si là même ne s'étaient déjà faits des retours soudains. Le roi Murat avait devancé les événements par des conventions avec l'Autriche; en s'assurant ses États, il aspirait à garder l'indépendance de l'Italie, et son aide de camp, Lavauguyon, avait occupé Rome dans ce dessein; en même temps, le Pape Pie VII s'acheminait vers la ville sainte. Ainsi tout échappait à Napoléon, et cependant l'ennemi continuait de s'avancer sur les terres de France; déjà il touchait à la Marne. Napoléon qui semblait craindre de quitter Paris, affectait néanmoins la sécurité; il riait des Parisiens, *enfants effrayés*, disait-il; il persiflait les pru-

[1] De tristes particularités du siége de Hambourg sont racontées par Bourrienne, qui avait été consul général dans cette ville, tom. IX.

dents, il annonçait la destruction rapide des confédérés, et enfin, voyant que les populations gardaient leur défiance, il appela aux Tuileries les officiers de la garde nationale.

C'était le 21 janvier, date sinistre et pleine de présages. « J'ai du plaisir à vous voir réunis autour de moi, leur dit-il, je pars cette nuit pour aller me mettre à la tête de l'armée. Je laisse avec confiance, en quittant la capitale, ma femme et mon fils, sur lesquels sont placées tant d'espérances. Je devais ce témoignage de confiance à tous ceux que vous n'avez cessé de me donner dans les principales époques de ma vie. Je partirai avec l'esprit dégagé d'inquiétudes, lorsqu'ils seront sous votre fidèle garde; je vous laisse ce que j'ai au monde de plus cher après la France, et le remets à vos soins.

» Il pourrait arriver, ajouta-t-il, que, par les manœuvres que je vais faire, les ennemis trouvassent le moment de s'approcher de vos murailles. Si la chose avait lieu, souvenez-vous que ce ne peut-être que l'affaire de quelques jours et que j'arriverai bientôt à votre secours. Je vous recommande d'être unis entre vous et de résister à toutes les insinuations qui tendraient à vous diviser. On ne manquera pas de chercher à ébranler votre fidélité à vos devoirs, mais je compte que vous repousserez toutes les perfides instigations [1]. »

Ainsi parla Napoléon; il y avait du trouble dans sa voix, et l'aspect de cette femme et de cet enfant confiés en de tels moments à la fidélité d'une capitale épouvantée, rendait cette scène attendrissante. Aisément, aussi, on pénétrait son inquiétude dans ces démonstrations de sécurité, et comme, enfin, il laissait son frère Joseph à la tête du gouvernement, ses paroles furent impuissantes à calmer l'anxiété. Joseph était un honnête homme sans génie; il ne pouvait qu'assister à une chute du trône; c'était un de ces caractères que rien ne grandit, pas même la gloire, sans méchanceté comme sans courage, incapables de s'émouvoir à ce qui est beau et n'ayant ni l'ambition du succès, ni la fierté du malheur.

[1] *Mém. de Bourrienne*, tom. IX.

Paris, en réalité, allait rester sans défense. Mais Napoléon, une fois dégagé de ses entours de palais et rendu tout entier à ses conceptions de guerre, retrouvait son génie et son audace; il étalait, selon sa coutume, des organisations de *grande armée,* et il distribuait huit commandements de corps principaux à huit maréchaux, comme pour ses campagnes lointaines. Par malheur, ces corps, formés de débris, avaient à faire face à une invasion qui se développait sur une ligne immense, de Langres à Namur, tandis que des masses s'avançaient vers Paris par la Meuse et par la Marne, et que le prussien Bulow et l'autrichien Bubna protégeaient cette marche, de la Belgique au bassin du Rhône.

On ne saurait dire, en cette histoire, la complication des marches qu'il fallut opposer à ces corps gigantesques, qui, partout, se déroulaient sur le territoire. Jamais Napoléon ne déploya plus de science, ni plus d'activité, ni plus de courage; il sembla vouloir s'égaler à la grandeur de ses périls, et, comme il arrive dans toutes les grandes destinées, l'adversité fut le dernier sceau de sa gloire. Napoléon se porta à Châlons-sur-Marne; ses lieutenants les plus célèbres étaient accourus, Mortier, Victor, Marmont, Macdonald, Ney, Oudinot; soixante-dix mille hommes étaient groupés sur ce point. Napoléon espérait une de ces batailles qu'il rendait décisives par des coups soudains. Les masses étrangères s'appliquaient à fuir de telles rencontres; elles ne purent cependant éviter des combats partiels, et Napoléon y déploya une activité savante, hardie, opiniâtre, qui suppléait au nombre, mais ne réparait point les pertes. A Brienne [29 janvier], il tint en échec, pendant douze heures, avec quinze mille hommes quatre-vingt mille Russes, commandés par Sacken. Brienne avait été le point de départ de sa jeunesse; c'est là qu'il avait été dressé aux arts de la guerre sous les auspices du roi de France; il n'avait pas prévu qu'en ces mêmes lieux, témoins de ses premiers jeux militaires, il aurait à défendre sa fortune de monarque contre la coalition de tous les rois. Le prussien Blucher, battu avec les Russes, se replia vers les renforts de la grande armée d'invasion, et, trois jours après, il re-

parut avec des forces nouvelles à la Rothière. Napoléon avait soif d'une bataille pour relever les courages. Des deux côtés, l'acharnement fut égal ; mais la victoire devait être au nombre ; Napoléon perdit six mille hommes ; il fut obligé de reculer sur Troyes.

Alors on apprit que Bruxelles ne tenait plus, et qu'en Italie, le prince Eugène, après la défection de Murat, avait reculé devant les Autrichiens, de l'Adige au Mincio. — En même temps, le prussien Yorck entrait dans Châlons; Napoléon sortait de Troyes pour suivre Blucher sur la Marne, et Troyes était occupé à son tour par des corps alliés. Là se fit une première explosion d'opinions royalistes; les revers de Napoléon semblaient un signal de retour à la vieille monarchie. Partout le prestige s'évanouissait. Il ne restait que des débris d'armée, résolus à mourir enveloppés dans leurs drapeaux.

Cependant un congrès s'était ouvert à Châtillon entre les quatre grandes puissances alliées et la France. Napoléon avait jusque-là frémi à l'idée de subir les conditions dictées par ses ennemis. Il ne croyait à son Empire qu'autant qu'il serait l'expression de la domination de la France sur toute l'Europe. « La France, disait-il à ses confidents, a pris son chef des mains de la victoire; si la victoire m'abandonnait, la France retournerait aux descendants de Henri IV. » Et aussi par là s'explique son système obstiné de guerre universelle, comme si le prestige des batailles eût été nécessaire à l'éternité de son pouvoir.

Toutefois les circonstances devenaient de plus en plus funestes, et chaque jour aggravait la difficulté des négociations. A Francfort, l'Europe avait voulu renfermer la France en ses limites naturelles; et Napoléon, après avoir repoussé ces dispositions qui ne suffisaient pas à ses vues de prépondérance, avait fini par les accepter. Mais par degrés la victoire avait changé les vues de l'Europe, et Caulaincourt, le ministre de Napoléon, se sentit, dès les débuts du congrès de Châtillon [5 février], armé de pouvoirs insuffisants pour entrer utilement dans les conférences. Napoléon, de son côté, épiait une occasion de se

relever par un coup d'aventure ou de génie, et d'arrêter par les armes les insultantes exigences de la diplomatie. Blucher sembla la lui offrir par l'incurie de ses manœuvres. Tandis que se poursuivait le plan de marche sur Paris, Blucher avait affaibli son flanc gauche ; Napoléon s'y précipita ; un corps russe, commandé par Alsufieff, fut atteint à Champaubert ; la victoire fut rapide ; Alsufieff resta prisonnier avec deux généraux, quarante-cinq officiers, dix-huit cents soldats, vingt et une pièces de canon ; ce fait d'armes rappela la vieille gloire. Il n'en fallut pas davantage pour raviver la confiance et l'enthousiasme de Napoléon. « Encore une victoire comme celle-là, disait-il le soir, et je suis sur la Vistule ! » Mais il ne trouvait pas autour de lui la même espérance ; le feu des âmes était amorti, et les maréchaux gardaient le silence. « Il me faudrait pour réussir, dit-il au général Drouot, cent hommes comme vous ; » dites cent mille ! » répondit le général[1].

Toutefois, le lendemain, une victoire plus belle encore sembla répondre à l'enthousiasme de Napoléon. Sacken s'efforçait de rallier le corps prussien de Yorck : Napoléon courut à lui à son tour, l'atteignit à Montmirail, lui tua deux ou trois mille hommes, et lui enleva vingt-cinq canons et ses bagages.

La victoire semblait donc sourire encore. En Italie, le prince Eugène battait les Autrichiens à Velleggio et Pozzolo [8 février] ; c'était un reflet des plus beaux jours. Mais toute l'attention restait fixée sur la France. La Seine était protégée, entre Nogent et Moret, par Victor et Oudinot ; Pajol et Allix défendaient l'Yonne, d'Auxerre à Montereau ; l'Empereur allait se multipliant sur tous les points, et, en deux autres combats, il venait de rejeter Sacken et York à la droite de la Marne. Il avait laissé Marmont à Etoges, pour couvrir la route de Châlons. Là, Blucher reparut, avide de réparer son affront de Montmirail. Aussitôt Napoléon fit volte-face et l'atteignit de nouveau à Vauchamp. L'attaque fut rapide ; Grouchy, Doumerc, Bordesoult,

[1] *Mém. de Bourrienne*, tom. IX.

Saint-Germain secondaient Napoléon ; tout céda à leur impétuosité ; l'ennemi fut mis en pleine déroute. Dix-huit canons, trois mille prisonniers, sept mille Prussiens ou Russes hors de combat, tel fut le prix de la journée ; les Français n'avaient pas perdu six cents hommes.

L'ardeur s'était ranimée dans les troupes. Mais la grande armée des alliés continuait à manœuvrer sur Paris, en dépit de ces actions éparses, et déjà ses avant-postes touchaient à Melun, tandis que des partis avancés au sud de Fontainebleau faisaient trembler Orléans. Napoléon courut sur la Seine, laissant à ses lieutenants le soin de contenir Blucher et les renforts russes qui lui arrivaient de la Belgique.

En ce moment, l'Empereur voyait autour de lui cinquante mille hommes ; sa vieille garde et sa jeune garde s'exaltaient des succès remportés sur le nombre, et il marchait sur le flanc des vastes armées qui s'étendaient sur la rive droite de la Seine : avec ses inspirations soudaines il put croire encore à des prodiges.

C'est aussi par là qu'il comptait arrêter les résolutions menaçantes du congrès de Châtillon. Déjà était sorti des conférences un projet de traité humiliant pour son Empire. A mesure que l'on s'avançait vers Paris, les puissances, qui avaient déclaré ne pas faire la guerre à la France, cédaient au besoin de lui faire expier sa domination et ses conquêtes. D'après ce projet, l'Empereur devait renoncer à la totalité des acquisitions faites par la France depuis 1792, et à toute influence constitutionnelle hors de ses anciennes limites ; il devait aussi reconnaître aux autres Etats le droit de régler librement leurs rapports entre eux, ou de déterminer les limites des pays cédés par la France, sans que la France put aucunement y intervenir ; les colonies de la France devaient lui être restituées, à l'exception des îles de Tabago, des Saintes, de Bourbon et de France ; enfin un article était ainsi conçu : « Il remettra dans de très-brefs délais et sans exception les forteresses des pays cédés, et toutes celles encore occupées par ses troupes, en Hollande, en Belgique, en Allemagne, en Italie. Ces places seront remises dans l'état où elles se trouvent, avec leur

artillerie, les munitions, et tout ce qui n'est pas propriété particulière. L'Empereur remettra, également sans délai, aux armées alliées, les places de Besançon, Béfort, Huningue, à titre de dépôt, jusqu'à la ratification de la paix définitive. »

Ces conditions étaient dures; non que la vieille France, resserrée en ses limites, n'offrit pas, comme avait dit M. Lainé, un beau diadème; mais il semblait cruel que celui qui avait aspiré à tenir toutes les couronnes à ses pieds fut condamné à se contenter du royaume qui avait suffi à la grandeur de Louis XIV. « C'est par trop exiger, s'écria Napoléon; les alliés oublient que je suis plus près de Munich qu'ils ne le sont de Paris. » Ici reparaissait le vertige.

Ni l'art, ni le courage, ni la victoire même ne pouvait sauver l'Empire; et cependant la résistance était pleine d'éclat, et parfois des succès rapides faisaient croire que les masses étrangères pouvaient être refoulées par l'héroïsme du petit nombre.

L'invasion russe s'avançait vers Paris le long de la Seine. L'Empereur courut de Montmirail avec sa garde [15 février], et en deux jours il avait rallié à Guignes les corps d'Oudinot et de Victor. Ney le secondait; cinquante mille hommes se trouvèrent en un moment en face de l'ennemi et le culbutèrent dans un combat, près de Nangis. Diverses rencontres parurent relever la fortune de Napoléon; le prince royal de Wurtemberg fut battu à Montereau; les alliés rétrogradèrent, et Napoléon les rejeta au delà de Troyes, où bientôt il rentra victorieux.

Là, quelques jours auparavant, quelques serviteurs de la monarchie ancienne, des chevaliers de Saint-Louis, avaient paru dans les rues avec leurs vieux signes de fidélité; exemple qui pouvait produire une contagion et qu'il avait hâte de contenir. Il lança un décret malheureux, bientôt suivi d'une exécution barbare. « Tout Français, disait le décret, au service d'une des puissances dont les troupes envahissent le territoire de l'Empire, et tout Français qui aura porté les signes ou les décorations de l'ancienne dynastie, seront déclarés traîtres, jugés par des com-

missions militaires, condamnés à mort, et leurs biens seront confisqués. » On avait sous la main ceux qui avaient commis le crime avant qu'il eût été défini ; on appliqua la peine sans rechercher si on donnait à la loi un effet rétroactif; la justice avait besoin de faire peur, on lui laissa le caractère d'une vengeance.

Les événements, toutefois, se précipitaient en dépit des retours de victoire et des explosions de colère. Le comte d'Artois, frère de Louis XVI et du roi Louis XVIII, avait paru à Vesoul, et cette nouvelle avait remué au fond des âmes une émotion vague, qui attestait que le souvenir des Bourbons s'était conservé, bien que depuis vingt ans leur vie fut un mystère. D'ailleurs, une lueur de nouveauté perçait au travers des accidents si complexes de la guerre; autour de Napoléon même se faisaient des réflexions d'avenir, qui amortissaient les plus ardents courages. Le maréchal Victor avait paru fléchir dans les dernières rencontres, et Napoléon lui avait retiré son commandement et l'avait remis au général Gérard. C'étaient comme des indices de défiance, avant-coureurs de dénouements sinistres.

Mais Napoléon gardait son impétuosité de défense. Il cherchait l'occasion d'une grande bataille, et il ne la pouvait saisir. Le généralissime autrichien Schwartzemberg attendait les derniers succès du temps et du nombre. Retiré derrière l'Aube, il suivait, immobile, les opérations de ses lieutenants. Le maréchal Augereau était devenu menaçant sur le Rhône; vingt-cinq mille Allemands furent envoyés pour le contenir. A la droite de la Marne, Blucher faisait sa jonction avec les corps de Bulow et de Winzingerode, et il allait pouvoir se diriger sur Paris avec cent mille hommes, n'ayant devant lui que les corps mutilés de Mortier et de Marmont. Et, enfin, le prince de Weimar, soutenu par Bernadotte, couvrait la Belgique avec des forces formidables contre la stratégie du général Maison, qui, vainement, suppléait au nombre par l'activité savante de ses manœuvres.

Il y avait, dans cet ensemble de combinaisons, une sorte de défiance, qui toutefois laissait voir la force de l'attaque.

On eut dit que l'Europe ne s'approchait qu'avec une inquiétude tremblante de celui qu'elle était sûre d'opprimer, ne fut-ce que par le poids des multitudes. Déjà réduit à un petit nombre de combattants, elle le forçait à diviser sa défense, et, en évitant une rencontre générale, elle le condamnait à se laisser accabler, sans prétendre à la gloire de le vaincre.

Napoléon, pour faire face à cette variété de périls, avait jeté vingt-deux mille hommes sur la gauche de Blucher, et il avait laissé à Macdonald et à Oudinot le soin de s'opposer avec trente-cinq mille hommes aux mouvements de Schwartzemberg; pour lui, il se tenait avec huit mille hommes seulement prêt à voler sur la Seine ou sur la Marne selon la marche de l'attaque.

Dans cette situation, La Fère fut occupée par le prussien Bulow; en même temps, une brusque attaque surprit Oudinot; quarante mille Russes et Autrichiens tombèrent à Bar sur quinze mille Français; une charge rapide de cavalerie de Kellermann arrêta le choc inégal; mais le champ de bataille restait aux ennemis, également couvert de leurs morts et de ceux des Français. Le même jour, Macdonald était attaqué à La Ferté par d'autres masses autrichiennes et wurtembergeoises; les deux maréchaux furent obligés de se replier sur la Seine [27 et 28 février].

La défaite de Napoléon semblait assurée, et, par degrés, les quatre puissances principales de la coalition devenaient plus impérieuses. Napoléon, qui se sentait accablé sous le nombre, essaya d'éluder le péril en écrivant à l'empereur d'Autriche une lettre de politique évasive; les dispositions n'en furent point changées; les souverains se lièrent par un traité nouveau, signé à Chaumont, sur la Marne [1er mars], et s'engagèrent, dans le cas où Napoléon rejetterait les conditions proposées à Châtillon, à poursuivre la guerre, par tous les moyens, jusqu'à ce que la paix générale lui fût imposée. — Chaque puissance continentale, disait le traité, tiendra constamment en campagne active cent cinquante mille hommes au complet. Aucune négociation séparée n'aura lieu avec l'ennemi commun. L'Angleterre fournit un

subside annuel de cent vingt millions de francs, à répartir entre ses trois alliés! Le présent traité d'alliance, ayant pour but de maintenir l'équilibre en Europe, et de prévenir les envahissements qui, depuis tant d'années, ont désolé le monde, sera en vigueur pendant vingt ans.

Jamais coalition n'avait été cimentée de la sorte, et Napoléon à un tel concert eut pu pressentir sa ruine. Mais son irritation était devenue un délire; et les ressources ordinaires de la guerre manquant à son génie, il résolut de faire de la guerre une extermination.

Bulow s'était avancé jusqu'à Soissons; ainsi Blucher tenait sous sa main les armées de Silésie et du Nord.

Macdonald, qui avait pris le commandement général des troupes laissées en présence de la grande armée des alliés, fut obligé de reculer devant les masses qui s'avançaient avec ensemble, et il établit sa défense sur une ligne de Nogent à Montereau.

C'est alors que Napoléon crut pouvoir appeler à son aide un patriotisme demi-éteint dans les longues souffrances de la guerre, par un appel qui trahissait en même temps la fureur et l'impuissance.

« Tous les citoyens français, disait-il, sont, non-seulement autorisés à courir aux armes, mais requis de le faire; de sonner le tocsin aussitôt qu'ils entendront le canon de nos troupes s'approcher d'eux; de se rassembler, de fouiller les bois, de couper les ponts, d'intercepter les routes, et de tomber sur les flancs et sur les derrières de l'ennemi. Tout citoyen français pris par l'ennemi, et qui serait mis à mort, sera sur-le-champ vengé par la mort, en représailles, d'un prisonnier ennemi. Tous les maires, fonctionnaires publics et habitants qui, au lieu d'exciter l'élan patriotique du peuple, le refroidissent ou dissuadent les citoyens d'une légitime défense, seront considérés comme traîtres et traités comme tels [1]. »

Dernier mais inutile effort d'un génie qui, tout en fascinant la nation par l'éblouissement de la gloire, avait fini par

[1] Décrets impériaux datés de Fismes, 5 mars.

lasser ses admirations, et, à force d'aventures téméraires, ne laissait dans les âmes qu'un reste de curiosité fatiguée, comme il arrive aux dernières émotions d'un drame qui finit.

La France ne répondit pas à ces appels de défense nationale; l'armée seule avait à glorifier jusqu'au bout ses drapeaux, et elle remplit son devoir avec une constance digne d'être applaudie par l'histoire.

Napoléon lui-même ne s'abandonna point lorsque la guerre le trahissait. Il crut pouvoir, avec trente mille hommes encore groupés autour de lui, s'attaquer à cent mille hommes que Blucher avait concentrés autour de Laon [7 mars]. Il dirigea l'ardeur de son attaque vers Craonne, sur le corps russe que conduisaient les généraux Woronzow et Sacken. La lutte fut opiniâtre; le maréchal Victor y déploya toute sa vaillance, comme pour justifier sa propre gloire lorsqu'il cessait de croire à la destinée de Napoléon; il fut grièvement blessé ainsi que le général Grouchy; huit mille Français furent mis hors de combat. La perte était égale du côté des Russes; mais l'indécision de la victoire était fatale : et aussi, trois jours après, Napoléon reprit la lutte en essayant de s'emparer de Laon de vive force, avide de succès partiels, lorsque les grandes actions fuyaient ses armes.

Tant d'efforts n'empêchèrent point Blucher de faire un pas en avant; et Soissons ayant été évacué, Napoléon s'y jeta, et de là il courut à Reims qui venait de tomber au pouvoir des Russes. Là se livra un combat meurtrier; un Français émigré, le général Saint-Priest, qui commandait un corps russe, y fut tué. Les Russes s'éloignèrent, laissant dix canons, cent chariots, et quatre mille hommes, morts ou prisonniers. De là Napoléon crut pouvoir s'aller joindre à Macdonald, et se jeter sur l'Aube au-devant de Schwartzemberg, qui s'avançait avec cent mille combattants. Sur ces entrefaites, le congrès de Châtillon se séparait, et l'Empire était livré aux derniers hasards de la guerre, ainsi qu'à la mobilité des pensées de la nation.

Déjà de rapides présages partaient du Midi de la France.

Tandis que Napoléon s'était multiplié pour arrêter le

torrent qui se déroulait vers Paris, le maréchal Soult avait défendu pied à pied le sol français contre l'invasion des forces supérieures de Wellington. La lutte de ces deux hommes est restée mémorable.

Soult avait encore près de soixante mille hommes, mais la plupart jeunes conscrits, mal dressés à la guerre; Napoléon lui avait enlevé successivement les plus expérimentés de ses combattants pour les opposer aux invasions du Nord.

Wellington commandait à cent quarante mille hommes sur la ligne des Pyrénées; soixante-dix mille hommes entraient avec lui par Saint-Jean-de-Luz.

C'est avec cette inégalité de forces que Soult contint l'aggression.

Le combat de Saint-Jean-de-Luz avait eu lieu le 10 novembre. Soult ne recula qu'avec une lenteur imposante; quelques combats très-vifs eurent lieu sur la Nive [8 et 13 décembre]. Soult y perdit six mille hommes; les Anglais, huit mille. Soult put se fortifier librement sur Bayonne; il semblait donner le temps à d'autres événements de se déclarer. Enfin, après deux mois de petits combats d'avant-postes, l'armée française fut contrainte de se replier sur Orthez. Là Soult attendit son ennemi. L'engagement fut général [27 février]; la bataille dura tout le jour. La perte des Français fut de trois mille hommes, celle des Anglais plus considérable; mais le nombre restait maître du champ de bataille, et Soult continua sa retraite avec ordre vers Saint-Sever.

A ce moment, les imaginations méridionales commencèrent à s'émouvoir; des bruits politiques se mêlaient aux récits des combats. Le nom de M. Lainé était populaire dans le Midi, non-seulement pour son éloquence, mais encore pour la dignité de son caractère et de sa vie : son rapport, qui avait si vivement irrité Napoléon, avait volé à Bordeaux, et de Bordeaux dans toutes les villes; on y cherchait, on y trouvait la trace d'opinions et de vœux qui remuaient l'âme de ceux des Français qui avaient gardé le souvenir de la vieille monarchie. Les générations nou-

velles, qui, durant vingt ans, avaient grandi dans le silence, s'étonnèrent d'entendre des noms qui n'étaient point venus encore à leurs oreilles. A la suite des armées d'Anglais, d'Espagnols et de Portugais se glissaient des émissaires secrets, apportant des nouvelles du roi de France, et les vieux comme les jeunes s'étonnaient d'apprendre qu'il y eût un roi de France. Nul n'aurait su dire si la maison de Bourbon avait péri tout entière; mais tous s'étaient accoutumés à oublier qu'elle eût jamais vécu.

La surprise fut plus grande encore, lorsqu'on apprit que M. le duc d'Angoulême venait de toucher la terre de France. Ce nom même de duc d'Angoulême était inconnu des masses populaires ; mais le nom de Louis XVI était empreint dans toutes les mémoires, et lorsqu'on raconta que le duc d'Angoulême était le neveu du roi infortuné, qu'il était le mari de sa fille, de cette pauvre orpheline longtemps prisonnière du Temple, dont les malheurs racontés sous des formes diverses, et même sous celles du roman, avaient fait couler tant de larmes; lorsqu'on vit ce voile du passé se rompre et découvrir des lueurs qu'on n'avait pas jusque-là soupçonnées, il y eut dans toutes les âmes un frémissement électrique, et un ordre d'événements nouveaux se révéla.

Le duc d'Angoulême était entré à St-Jean-de-Luz peu après le combat qui avait eu lieu près de cette ville. Là se trouvait un homme au cœur généreux, c'était le maire, nommé Raymond St-Jean, qui, apprenant la venue du prince, courut lui offrir l'hospitalité, et, l'ayant reçu en sa maison, rendit au proscrit tous les honneurs dus au sang des rois. Respect gardé à la monarchie ou défi jeté à l'Empire, St-Jean devait plus tard être puni de son courage ; mais le pays alors s'en émut, et bien que les puissances traitassent avec Napoléon, il se glissa dans la pensée publique des pronostics de délivrance.

Le duc d'Angoulême put ainsi s'avancer au milieu des populations visitées par la guerre, interrogeant les vœux, épiant les craintes ou les espérances, et toutefois gardant une réserve qui était toute la dignité permise à sa fortune.

Le maréchal Soult dirigea sa savante marche vers Toulouse, en se rapprochant des Pyrénées, comme pour éviter le plus possible au sol français d'être foulé par l'invasion. Le duc d'Angoulême parut alors à St-Sever, et là se sentant plus libre, puisque ce n'était plus la victoire des étrangers qui lui traçait sa route, il prit son élan vers Bordeaux, après avoir institué à Mont-de-Marsan des autorités qui devaient en son nom proclamer le roi de France.

L'histoire doit ici mentionner un fait qui ne put guère alors être aperçu dans la rapidité précipitée des événements, mais qui a son importance dans l'explication de la Restauration.

Tandis que le duc d'Angoulême instituait des autorités nouvelles, Wellington maintenait celles qu'il trouvait établies. Celles-ci recevant l'ordre de proclamer le roi, consultèrent Wellington qui non-seulement les dissuada, mais leur défendit même d'obéir. On traite avec l'Empereur! disait une de ses dépêches; et bientôt il ajouta à la défense un acte de destitution contre un préfet institué par le prince, à Mont-de-Marsan, vieux chevalier de St-Louis nommé de Carrère; le préfet brava la victoire, comme s'il eût voulu montrer que la cause royale était pure de l'affront fait aux armes françaises.

Ni au Midi, ni au Nord, le nom des Bourbons ne semblait avoir préoccupé la pensée politique des puissances coalisées; le détrônement de Napoléon n'était pas alors dans leur volonté, et peut-être un tel dessein eut paru chimérique, tant l'Europe s'était accoutumée à s'incliner devant ce génie!

Il n'y eut donc dans la succession des événements que des coïncidences fortuites, et les instincts de la France purent éclater d'eux-mêmes; la surprise était soudaine; l'explosion fut libre et spontanée.

C'est ainsi que le duc d'Angoulême parut à Bordeaux, devançant une des divisions de l'armée anglaise [12 mars]. Bordeaux, ville d'intérêts plus que de passions, gémissait depuis six ans sous la loi du blocus universel. Et peut-être elle avait gardé le souvenir de son opulence, aux jours de

la prospérité des colonies ; cet éclat avait fui ; le commerce mourait ; le port était désert ; facilement la ville industrieuse se laissait aller à l'espérance d'une situation meilleure. Quelques-uns de ses citoyens toutefois, supérieurs à des calculs de bien-être, avaient nourri des pensées d'honneur et de liberté, qu'ils associaient à des traditions de monarchie parlementaire. Parmi eux brillait l'avocat Lainé, âme fière et libre qui, en méritant les colères de Napoléon, avait conquis de la popularité, et en jouissait avec une simplicité modeste. Avec plus d'impatience frémissaient des jeunes gens, brillants d'esprit et de courage, maniant la plume et l'épée, avides d'aventure et de nouveauté. Et dans cette fermentation les rangs s'étaient rapprochés ; nobles, bourgeois, marchands, avocats semblaient n'avoir qu'une pensée, tous aspirant à voir finir l'oppression, peu se préoccupant de souvenirs d'ancien régime ou de révolution, d'aristocratie ou d'égalité ; et sous cette impulsion commune se fit un soulèvement de tout le peuple, sans conjuration, sans préparation d'aucune sorte, si bien que le maire de la ville, M. Linch, n'eut qu'à obéir à cet entraînement soudain, pour avoir l'honneur d'une initiative qui allait devenir le signal d'une Révolution.

Bordeaux ouvrit ses portes au duc d'Angoulême ; toute la population, ses magistrats en tête, courut le recevoir ; le jour même Louis XVIII était proclamé, et le vieux drapeau blanc flottait sur la ville. De ce moment, les négociations, les faits d'armes, les victoires même furent inutiles ; la France ne croyait plus à l'Empire.

CHAPITRE X.

Napoléon n'a plus d'alliés. — L'Italie et l'Espagne lui échappent. — Combats en France. — Tout manque à Napoléon. — Il appelle cent cinquante mille conscrits. — Savantes manœuvres. — Plus d'illusion. — Infidélités politiques. — Fidélité militaire. — Bataille de Paris ; efforts héroïques ; capitulation. — Proclamation des alliés. — Entrée des alliés à Paris. — Paris reprend sa vie accoutumée. — Proclamation du conseil municipal. — Emotion publique. — Cocarde blanche ; les jacobins se mêlent aux royalistes. Ecrit de Châteaubriand : *Bonaparte et les Bourbons*. — Napoléon suit de Fontainebleau le mouvement des opinions. — Il harangue ses soldats. — Manéges politiques. — Rôle de Talleyrand. — Lâcheté du Sénat. — Gouvernement provisoire. — L'impératrice régente à Blois ; intrigues pour son fils. — Proclamation du gouvernement provisoire. — Le Sénat frappe Napoléon de déchéance ; abolition de l'Empire. — Paroles de l'Empereur de Russie au Sénat. — Le Corps législatif adhère aux actes du Sénat ; la Révolution se désavoue elle-même. — Adresse au peuple français. — Passion politique ; la haine s'exerce sur les monuments de l'Empire. — Spoliation du trésor de l'Empereur. — Cérémonie religieuse sur la place Louis XV. — Convention de Marmont avec les alliés. — Conseils des maréchaux à Napoléon. — État d'esprit de Napoléon. — On traite de son sort. — La restauration des Bourbons ; acte du Gouvernement provisoire. — La garde nationale prend la cocarde blanche. — Bataille de Toulouse. — Abdication de Napoléon. — Caractère de Macdonald. — Napoléon tombe du trône ; jugement sur sa vie, sur ses actes et sur son génie.

Tout allait se précipitant.

Napoléon n'avait plus d'alliés. Murat, après des manœuvres ambiguës, avait trahi sa pensée ; voyant tomber son maître, il songea à sauver le sceptre qu'il en avait reçu. On le vit occuper avec son armée de vingt-sept mille Napolitains les Etats-Romains et la Toscane, seconder l'armée d'Autriche commandée par Bellegarde, protéger les desseins de quinze mille Anglais et Siciliens débarqués au golfe de la Spezzia, et là, chose étrange ! mêler ses dra-

peaux aux drapeaux du roi Ferdinand IV, dépossédé par lui de la couronne de Naples.

Le prince Eugène ne pouvait plus défendre l'Italie ; il avait enfermé son armée encore imposante dans les places, tandis que rentrée en France elle aurait fortifié celle d'Augereau, et pu balancer encore la fortune : faute énorme due à la volonté obstinée de Napoléon, qui, dans la disparition de ses grandes armées, en gardait les cadres avec leurs commandements, et qui surtout ne pouvait se résigner à abandonner l'Italie, ce point de départ de ses conquêtes, de sa politique et de sa gloire.

L'Espagne rentrait sous ses propres lois. Le roi Ferdinand, délivré par Napoléon, était arrivé à Fluvia, près de Figuières, et là, le maréchal Suchet avait remis sa personne à l'armée espagnole ; les hostilités étaient suspendues ; mais les garnisons françaises restées dans les places de la Catalogne étaient comme désarmées pour la France. Suchet même manquait d'instructions pour la conduite des débris d'armée qui restaient sous ses ordres, et Soult, tout seul, continuait ses manœuvres le long des Pyrénées, comme s'il eût cru relever la fortune de Napoléon par quelque coup inespéré de génie.

De toutes parts l'Empire tombait. Et Napoléon put se souvenir d'une parole que lui avait dite sa femme Joséphine, au début de ses prospérités : « Bonaparte, je t'en prie, ne te fais pas roi ! [1] » comme si elle eut pressenti que le sceptre serait fatal à sa fortune.

Les Anglais étaient entrés à Bordeaux ; mais là du moins la dignité nationale se consolait par la présence du duc d'Angoulême : autorité morale acceptée avec enthousiasme et qui ôtait l'odieux d'une invasion d'étrangers. Au Nord, des combats épars n'avaient fait que retarder le débordement des armées qui partout se multipliaient. Lyon venait de tomber au pouvoir des Autrichiens ; et Augereau se retirait sur Valence. Toutes ces chutes de villes, ces retraites d'armées, cette rapidité de malheurs tenaient les provinces

[1] *Mém. de Bourrienne*, tom. IX.

dans l'anxiété et dans l'attente ; la souffrance était grande ; les campagnes étaient désolées ; le Gouvernement était aux abois ; Napoléon, au milieu de ces désastres, parut plus grand qu'il n'avait été dans ses triomphes.

Après ces combats de Reims [14 et 15 mars], Napoléon avait poursuivi une rencontre avec Schwartzemberg ; mais il n'avait plus à déployer que des corps mutilés d'armée devant les armées qui s'étalaient devant lui ; ou bien, ne pouvant plus disputer la victoire par la stratégie, il sembla n'avoir plus qu'à chercher la gloire par le courage.

Macdonald avait trente mille hommes ; Napoléon arrivait de Reims avec dix-huit mille, et c'est avec ces forces qu'il courait s'attaquer à Arcis-sur-Aube aux cent mille hommes de Schwartzemberg. On l'eut dit exalté par une résolution de mourir. La garde impériale à peine arrivée avait été formée en carré ; aussitôt elle fut foudroyée par l'artillerie ennemie. Un obus étant tombé au bord du carré, il y eut dans les rangs un frémissement involontaire. Napoléon s'en aperçut, poussa son cheval vers l'obus, et lui en faisant flairer la mèche, il demanda la cause du mouvement qu'il venait de voir. En même temps l'obus éclatait ; personne ne fut atteint. Mais l'intrépidité devenait inutile comme le génie. Le nombre restait maître ; dans ce combat d'Arcis Napoléon perdit quatre mille hommes, et il fut obligé de s'éloigner, en se dirigeant sur Saint-Dizier et Joinville.

C'était découvrir la route de Paris ; mais il pensait détourner les ennemis de leur direction en les appelant sur sa trace, ou bien il avait foi dans la défense de la capitale organisée par Joseph, son frère ; double calcul par où s'annonçait l'épuisement de sa destinée.

Tout manquait à Napoléon. Ses lieutenants étaient épars, leurs divisions étaient mutilées. Mortier et Marmont s'efforcèrent de le joindre, en courant l'un sur Vassy, l'autre sur Saint-Dizier. Mais attaqués séparément par des masses de cavalerie, ils furent rejetés sur Paris, après avoir perdu neuf mille hommes à La Fère champenoise [25 mars] ; six généraux restaient prisonniers, soixante bouches à feu

furent abandonnées : grand désastre, précurseur d'une ruine entière.

Le lendemain [26 mars], Napoléon lançait de Saint-Dizier un décret, pour ordonner la levée de cent soixante mille conscrits de 1815 dans les départements même occupés par l'ennemi. En même temps, il tirait l'épée contre la cavalerie russe lancée à sa poursuite, comme si, selon son calcul, elle dut être l'avant-garde de toute l'armée. Son succès le détrompa. Après avoir culbuté les dix mille chevaux de Winzingerode, il vit bien que tout l'effort de l'ennemi n'était pas là, et que Paris était le point où se dirigeaient tous ses desseins. Il n'hésita plus; c'est vers Paris qu'il manœuvra; mais la route était fermée. Il se dirigea par Bar-sur-Aube et Troyes, en arrière de la forêt de Fontainebleau. C'était un immense détour; et déjà la grande armée alliée marchait en trois colonnes par la rive droite de la Marne; l'empereur de Russie et le roi de Prusse s'établissaient à Bondi, et enfin Mortier et Marmont, poursuivis depuis le combat de La Fère, venaient s'abriter sous Vincennes, à Charonne et à St-Mandé.

Toute illusion avait fui. Napoléon laisse alors son armée en marche aux ordres de Macdonald, et de Troyes il court seul à Fontainebleau [30 mars]; de là il espère exciter le patriotisme de la capitale, en même temps qu'il fait des tentatives de négociation auprès de l'empereur d'Autriche, son beau-père : mais rien ne s'émeut à sa parole. Paris est dans la stupeur, et la politique est sans pitié. Le conseil de Régence, établi près de l'Impératrice et présidé par Cambacérès, a fait sortir l'Impératrice de la capitale : on l'envoyait à Blois sous une escorte d'élite. Alors restent en présence des ministres effarés, la plupart esprits médiocres, façonnés seulement à l'émulation de l'obéissance, mais sans inspiration, et surtout sans ascendant sur l'esprit public. Ils voyaient tomber cet Empire qu'ils avaient cru immortel, et autour d'eux nulle force n'apparaît pour le défendre. Les citoyens de Paris, décimés par les levées, qui, sous des noms divers, ont jeté la population virile dans l'armée, offrent à peine un semblant d'organisation

de garde nationale ; onze mille hommes sont inscrits dans les mairies, mais la plupart n'ont pas de fusils. Et pour comble, tout le gouvernement est remis à Joseph, ombre de roi, chef sans prestige, incapable de commander, incapable d'obéir, objet de risée pour le peuple et pour l'armée : tel est le généralissime en cette extrémité où la volonté la plus ferme et la résolution la mieux inspirée seraient impuissantes. Le trouble est dans tous les conseils; Napoléon a envoyé l'ordre de défendre Paris à outrance, de dépaver les rues, de créneler les maisons, de couper les ponts, d'enlever les bateaux. Chacun hésite dans l'exécution; on se contente d'élever çà et là quelques redoutes; des canons de gros calibre ont été amenés de Cherbourg ; on les traîne péniblement sur les hauteurs. Quelques vieux soldats se montrent néanmoins pour servir et défendre cette artillerie, avec de jeunes hommes dont le sang bouillonne. Les élèves de l'école polytechnique accourent plus ardents que tous les autres pour ce dernier effort de la patrie, et enfin le maréchal Moncey groupe autour de lui cinq ou six mille gardes nationaux : mais nulle part ne se fait sentir l'unité du commandement, ni l'inspiration du génie, et l'anxiété glace le patriotisme même le plus résolu.

Alors on put commencer à voir ce qu'il y a de trompeur ou d'imaginaire dans les dévouements de la politique. L'Empire avait excité des admirations qui parfois avaient ressemblé à du fanatisme; mais trop souvent l'égoïsme s'était caché sous des dehors d'affection et d'enthousiasme. Aussi déjà les serviteurs de l'Empire commençaient à donner à leurs sentiments et à leurs pensées une expression qui voulait ressembler à de l'indépendance, comme s'ils avaient adoré l'Empire par dévouement pour la nation : c'était une façon de déguiser leurs apprêts d'infidélité. En tous les temps il se trouve de ces politiques; chaque pouvoir nouveau les rencontre à ses pieds ; c'est une des hontes des époques de révolution.

D'autres hommes, au contraire, étaient engagés dans l'Empire par leur vie antérieure, mais sans que leur dévoue-

ment fut une vertu. « Si les Bourbons reviennent, avait dit autrefois Napoléon à Cambacérès, son archi-chancelier, vous serez pendu [1] ! » En de tels esprits, le dévouement était de la peur.

Ce n'est que dans l'armée que se trouvaient les affections désintéressées et à l'épreuve de toutes les fortunes. Mais l'armée n'était qu'un débris, et il était fatal que l'exaltation de la fidélité ne dut aboutir qu'au sacrifice de ces derniers restes de tant de victoires et d'adversités.

Ici du moins l'histoire se console des lâchetés politiques par l'héroïsme militaire ; ce devait être pour l'armée un magnifique privilége de sauver jusqu'au bout l'honneur de la France.

Déjà il n'y a plus de gouvernement à Paris. Joseph s'est établi aux Tuileries comme lieutenant-général de l'Empire ; c'est le dernier indice d'une fin sinistre.

Au dehors, treize mille hommes, sous les ordres de Marmont, se déployaient de Montreuil aux Prés-Saint-Gervais; douze mille, sous les ordres de Mortier, s'étendaient jusqu'à La Chapelle. C'est avec ces forces qu'allait se tenter une lutte désespérée contre des masses d'ennemis, secondées par une cavalerie immense et une artillerie formidable.

Le 30 mars, au lever du soleil, le canon annonça la bataille aux Parisiens. Les Français avaient partout commencé l'attaque, et leur impétuosité avait plus d'une fois fait plier les rangs pressés des Autrichiens et des Russes. Pantin et Romainville avaient été pris et repris; on s'étonnait qu'un si petit nombre pût soutenir un choc si effroyable. A onze heures, les Prussiens vinrent aggraver encore la lutte, en entrant en ligne et commençant leurs attaques. Joseph suivait la bataille du haut de Montmartre ; les boulets s'approchaient, et bientôt saisi de frayeur, il quitta le lieu d'observation, et courut assurer sa fuite, après avoir adressé à Mortier et à Marmont un billet qui les autorisait à capituler [2].

[1] *Mém. de Bourrienne*, tom. X.

[2] « Si M. le maréchal duc de Raguse et M. le maréchal duc de Trévise ne peuvent plus tenir, ils sont autorisés à entrer en pourparlers avec le

Les deux maréchaux luttaient toujours, l'un à Bellevillle, l'autre à La Chapelle. Mais Marmont venait de voir sa petite cavalerie culbutée, et déjà l'ennemi maître de Charonne et de Ménilmontant lançait ses obus sur Paris. Marmont n'avait plus qu'à franchir les barrières pour continuer à se défendre dans les rues ; c'était livrer la ville à toutes les fureurs d'une bataille inutile et d'une victoire certaine ; il demanda un armistice de deux heures, et il put avertir le maréchal Mortier de la gravité de ses périls. Mortier lui-même pliait sous le poids des colonnes ennemies ; Aubervilliers, La Villette, La Chapelle, et enfin Montmartre venaient de tomber en leurs mains. Les armées alliées s'avançaient comme des flots ; mais elles payaient cher la victoire ; près de huit mille hommes jonchaient la terre ; les Français en avaient perdu de trois à quatre mille ; des deux côtés on sentit le besoin d'arrêter un si inutile carnage. Mortier n'avait point reçu les instructions de Joseph, qui déjà fuyait au loin ; il se joignit à Marmont pour traiter d'une suspension de quelques heures qui pût épargner à la ville les derniers malheurs.

Tel fut l'apprêt d'une capitulation que les partis politiques devaient plus tard signaler comme une lâcheté et une perfidie, et où la justice historique ne doit voir qu'un acte de nécessité et de salut.

La ville courait d'elle-même au-devant d'une suspension des combats. Par une convention verbale signée à cinq heures, il était stipulé que l'armée française se retirerait dans la nuit avec son matériel, et que le lendemain, à six heures, les armées entreraient à Paris et ne pourraient recommencer les hostilités qu'après neuf heures. Cette nouvelle, commençant à circuler dans la population, y fit naître l'espérance d'une fin paisible de tant de luttes. Marmont lui-même, les habits en lambeaux et couvert de bles-

prince de Schwartzemberg et l'empereur de Russie, qui sont devant eux. » JOSEPH.

Montmartre, le 30 mars 1814, à midi un quart.

« Ils se retireront sur la Loire. »

Mém. de Bourrienne, tom. X.

sures, était entré à Paris pour délibérer avec les magistrats et les principaux citoyens. « Il faut sauver la France ! » Telle fut la délibération ; le préfet de la Seine annonça son dessein de se rendre dans la nuit au quartier général de Schwartzemberg, avec tout le conseil municipal ; et chacun approuva sa résolution. Tous sentaient que l'Empire était fini ; tous avaient hâte de voir apparaître un pouvoir qui désarmât l'Europe et calmât la France.

Les maréchaux n'avaient donc fait qu'obéir à la pensée publique. Dans la nuit, les magistrats allèrent au prince de Schwartzemberg ; on demanda que la garde nationale conservât ses postes aux barrières, et sur tous les points où sa présence pouvait être utile à l'ordre et promettre la sécurité. C'était un assentiment donné aux conventions signées par les maréchaux ; et nul ne doutait que sans cela quelques heures de combats nouveaux ne fussent l'extermination de la cité.

En même temps, le généralissime des armées alliées adressait une proclamation à la ville.

« Habitants de Paris, disait-il, les armées alliées se trouvent devant Paris. Le but de leur marche sur la capitale est fondé sur l'espoir d'une réconciliation durable avec elle. Depuis vingt ans l'Europe est inondée de sang et de larmes. Les tentatives pour mettre un terme à tant de malheurs ont été inutiles, parce qu'il existe dans le pouvoir même du gouvernement qui vous opprime un obstacle insurmontable à la paix. Quel est le Français qui ne soit pas convaincu de cette vérité ? »

C'était à la capitale de la France, ajoutait la proclamation, à accélérer la paix du monde. D'autres villes avaient donné l'exemple ; Paris devait achever le mouvement de la France ; tout ce que souhaitaient les souverains alliés, c'était *une autorité salutaire en France*, qui pût cimenter l'union de toutes les nations et de tous les gouvernements. « C'est dans ces sentiments, disait enfin le généralissime, que l'Europe en armes devant vos murs s'adresse à vous. Hâtez-vous de répondre à la confiance qu'elle met dans votre amour pour la patrie et dans votre sagesse. »

Ce langage de la victoire était modeste; l'Europe, amassée tout entière sous Paris, semblait demander grâce d'avoir vaincu l'homme étonnant qui était entré en triomphateur et en maître dans toutes les capitales.

31 mars.—La capitulation en fut hâtée; à deux heures dans la nuit, elle était signée par les colonels Denis et Fabvier au nom des maréchaux Mortier et Marmont. Elle mettait Paris au pouvoir des armées ennemies; mais ses conditions étaient tempérées par le respect de la dignité et du courage de la France, plus encore que des intérêts particuliers de la capitale. La ville conserva son administration, sa police et ses lois. Aussi, dès le matin, la sécurité était profonde; et même le patriotisme sembla s'oublier dans cette ardeur précipitée à subir la défaite. Paris est la ville des émotions rapides. Elle avait eu des ovations pour Napoléon; déjà elle n'avait pour lui que des anathèmes, et peu s'en fallait qu'elle ne saluât la victoire qui brisait son sceptre. Les souverains devaient entrer à midi avec le généralissime Schwartzemberg; on courut à ce spectacle comme à une émotion inconnue.

Une déclaration nouvelle des souverains sembla d'ailleurs justifier aussitôt cet empressement.

« Les armées des puissances alliées, disait en leur nom l'empereur de Russie, ont occupé la capitale de la France. Les souverains alliés accueillent le vœu de la nation française. Ils déclarent que si les conditions de la paix devaient renfermer les plus fortes garanties, lorsqu'il s'agissait d'enchaîner l'ambition de Bonaparte, elles doivent être plus favorables lorsque, par un retour vers un gouvernement sage, la France elle-même offrira l'assurance du repos. Les souverains alliés proclament, en conséquence, qu'ils ne traiteront plus avec Napoléon Bonaparte, ni avec aucun de sa famille; qu'ils respectent l'intégrité de l'ancienne France, telle qu'elle a existé sous ses rois légitimes; ils peuvent même faire plus, parce qu'ils professent toujours le principe que pour le bonheur de l'Europe, il faut que la France soit grande et forte.

— » Qu'ils reconnaîtront et garantiront la constitution

que la nation française se donnera. Ils invitent, par conséquent, le Sénat à désigner un gouvernement provisoire qui puisse pourvoir aux besoins de l'administration, et préparer la Constitution qui conviendra au Peuple français.

» Les intentions que je viens d'exposer me sont communes avec toutes les puissances alliées. »

A ces paroles, partout répandues, la sécurité devint profonde, et aussitôt Paris reprit sa vie accoutumée de mouvement, d'affaires et de plaisirs. La spéculation surtout se raviva. Les fonds publics étaient tombés à mesure que les événements s'étaient assombris; le 29 mars, le 5 0/0 était à 45; le 31, lorsque tout fut consommé, la rente se releva à 47 fr. 50 c., comme si la Bourse eût pressenti qu'un ordre nouveau allait sortir des désastres.

Il est vrai qu'au même moment se produisaient dans la ville des manifestations soudaines, appel à de vieux souvenirs ou bien explosion de haines longtemps contenues. Le conseil municipal de Paris fut prompt à se faire l'interprète des pensées qui partout se trahissaient.

» Habitants de Paris, disait-il dans une proclamation placardée sur tous les murs le 1er avril,

» Vos magistrats seraient traîtres envers vous et la patrie si, par de viles considérations personnelles, ils comprimaient plus longtemps la voix de leur conscience.

» Elle leur crie que vous devez tous les maux qui vous accablent à un seul homme. »

Et, après ce début, le conseil municipal énumérait les malheurs publics, la conscription, qui décimait les familles, la guerre, qui ruinait le commerce, l'industrie, l'agriculture, tous les arts et tous les travaux; les violences d'un Gouvernement sans frein; la liberté opprimée; la religion insultée, le Pape outragé, la France épuisée, l'Europe ravagée, le monde désolé; et tous ces maux pour l'ambition et le caprice d'un homme!

« Il n'est pas un d'entre nous, disait le conseil municipal, qui, dans le secret de son cœur, ne le déteste comme un ennemi public; pas un qui, dans ses plus intimes commu-

nications, n'ait formé le vœu de voir arriver un terme à tant d'inutiles cruautés!...

» S'il y a des périls à suivre ce mouvement du cœur et de la conscience, nous les acceptons. L'histoire et la reconnaissance des Français recueilleront nos noms; elles les légueront à l'estime de la postérité. »

Et, en conséquence, le conseil municipal *déclarait se dégager de toute obéissance envers Napoléon Bonaparte, et exprimait le vœu que le Gouvernement monarchique fut rétabli dans la personne de Louis XVIII et de ses successeurs légitimes* [1].

Telles étaient les explosions publiques.

Et ce n'étaient pas les seuls indices du mouvement qui se faisait dans la population. Quelques jeunes gens de l'ancienne noblesse de France avaient saisi l'occasion de montrer au peuple la vieille couleur de son drapeau; ils parurent dans les rues avec des emblèmes royalistes, agitant leurs mouchoirs, distribuant des cocardes blanches, proférant et provoquant le cri de vive le Roi! Aisément le souvenir de tant de maux, qu'un système de pouvoir extrême et de guerre universelle avait fait sentir à toutes les familles et à toutes les classes du peuple, fit applaudir cette explosion de sentiments et de vœux; on se sentait reporté vers un régime de bienveillance et de douceur. Alors semblèrent oubliés les entraînements d'opinion et d'antipathie qui avaient fait accepter la Révolution française comme une abolition des inégalités et des priviléges de l'ancienne monarchie. La passion démocratique survivait peut-être ; mais volontiers elle se pliait à des retours qui lui semblaient une réparation de la servitude impériale. On vit de vieux Jacobins se mêler aux jeunes royalistes, comme pour s'absoudre eux-mêmes, soit de leurs erreurs, soit de leurs excès. L'exaltation était devenue contagieuse; les générations nouvelles qui

[1] La proclamation était signée : Badenier, Barthelemy, Bellart, Bonhomet, Boscheron, Delaitre, Gautier, d'Harcourt, de Lamoignon, Lebeau, *président*, Montamant, *secrétaire*, Pérignon, Vial.



n'avaient rien su de la société ancienne, en acceptaient le retour comme un pressentiment de liberté. Les femmes, avec moins de réflexion, mais avec une imagination plus vive, suppléaient à la politique par l'enthousiasme ; on les vit descendre dans les rues et exciter le peuple par leurs paroles. Mais ce qui ajouta à l'émotion, ce fut l'apparition d'un écrit improvisé de Châteaubriand, de l'homme qui depuis douze ans avait le plus puissamment remué les imaginations françaises par la poésie de sa langue comme de ses idées. Cet écrit intitulé : *Bonaparte et les Bourbons*, retentit comme un tocsin dans Paris. Chacun y crut voir les souvenirs d'autrefois ou les passions du jour ; ce fut un éblouissement soudain ; on eût dit que la France se reportait par-delà ses vingt ans de révolution pour aller ressaisir une société évanouie. Chacun se prêtait à l'illusion : on semblait entrer dans une vie inconnue. Le nom du roi Louis XVIII volait partout. Un jour avant, nul n'avait ouï ce nom : ni les livres, ni les théâtres, ni les écoles n'avaient depuis vingt ans murmuré une parole qui fût un ressouvenir de la maison de France. Dans le secret des familles même, à peine un mot eût pu être proféré qui fît soupçonner qu'il y eût autrefois une royauté meilleure que l'Empire. L'Empire avait été érigé en dogme sacré, et on s'était accoutumé à croire à l'éternité de sa durée. Mais tout à coup le passé s'était découvert, et la nation avait retrouvé la tradition d'elle-même. Tous ses instincts s'étaient inopinément réveillés ; et le nom du roi, soudainement révélé au peuple, fit tressaillir ses sympathies. Jamais, ni avant, ni après 1789, Paris n'avait offert un tel spectacle. Tandis que la présence de cinq cent mille étrangers vainqueurs semblait une menace d'expiations redoutables, le nom de ce roi, auparavant inconnu, roi sans soldats et sans prestige, servait de protection et suffisait à l'espérance.

Aussi ce ne furent pas seulement les particuliers qui se réfugièrent vers cet abri ; tous y coururent, les grands de l'Etat comme les simples citoyens, les magistrats comme les hommes du peuple ; et cet entraînement fit une révolution

d'où allait sortir paisiblement un pouvoir sauveur à la place de celui qui périssait accablé sous les armes de l'Europe.

Napoléon suivait de Fontainebleau cette mobilité des opinions. Il avait envoyé son ministre Caulaincourt à l'empereur de Russie, pour le désarmer par des propositions de modération tardive. L'empereur Alexandre répondit qu'en présence des manifestations éclatantes de Paris et de la France, toute négociation était désormais inutile.

Et cependant Napoléon s'obstinait dans ses illusions. Les têtes de colonne qu'il avait laissées à Troyes, étaient accourues auprès de lui à Fontainebleau. Entouré de ces restes de généraux et de soldats, il croyait toujours à son Empire. Le 2 avril, il les passa en revue dans la cour du château, et puis, il les harangue en ces termes : « Soldats, l'ennemi nous a dérobé trois marches, et s'est rendu maître de Paris, il faut l'en chasser. D'indignes Français, des émigrés auxquels nous avons pardonné, ont arboré la cocarde blanche et se sont joints aux ennemis! Les lâches! ils recevront le prix de ce nouvel attentat. Jurons de vaincre ou de mourir, et de faire respecter cette cocarde tricolore, qui, depuis vingt ans, nous trouve sur le chemin de la gloire et de l'honneur. »

Ces mots furent accueillis avec frémissement ; la garde surtout bouillonnait de colère ; on entendit dans les rangs des cris divers : *Paris! Paris!* criaient les soldats. Les généraux instruits des événements se contentaient de gémir ; ils sentaient l'inutilité de ces excitations et de ces menaces, et Napoléon, vaincu par leur silence, finit par renfermer en lui-même l'amertume de ces affronts et le désespoir de les venger.

D'autre part, les intrigues à Paris étaient ardentes à s'emparer des dénouements du grand drame qui s'achevait.

Tandis que les chefs royalistes couraient aux princes de la maison de Bourbon comme à ceux qui devaient, ce semble, maîtriser les événements par des actes souverains et spontanés, les politiques, plus exercés à la conduite des affaires et des partis, ceux qui s'étaient accoutumés à

ne se passionner pour aucune cause, mais qui s'étaient appliqués à faire sortir leur triomphe de tous les revirements et de tous les succès, se pressaient autour de l'empereur Alexandre, dont le nom exerçait une sorte de fascination sur le peuple parisien; par lui, ils comptaient dominer la restauration royale que d'autres préparaient, et s'imposer au gouvernement qui allait naître.

Dans cette lutte de manéges politiques, le Sénat se signalait par des retours effrontés d'opinion. Corps fameux par la servitude, il était prompt à délaisser et à frapper le pouvoir qu'il avait adoré : il n'avait point eu de dignité dans la soumission, il n'en eut point dans l'infidélité.

Invité par la déclaration des souverains à se réunir, il s'était assemblé dans l'après-midi du 1er avril, sur la convocation de Charles-Maurice de Talleyrand. Ce personnage, on le sait, avait depuis 1789 passé par des transformations éclatantes : d'abord prêtre sans foi, décoré de l'épiscopat comme d'un titre de cour, dépouillé bientôt de cette parure pour être, sous le titre de *citoyen*, ministre du Directoire et du Consulat; revenu ensuite ministre de l'Empereur et son grand-chambellan, il avait fini par être renvoyé des conseils, mais non sans rester revêtu d'honneurs : l'Empereur l'avait fait prince de Bénévent et vice-grand-électeur, alors que l'élection politique n'était qu'un persiflage de la liberté. On n'estimait point cet homme, mais on le consultait. Il avait eu une habileté rare, celle de faire croire à son génie. Son nom et ses allures d'aristocratie lui avaient donné de l'empire sur un régime de démocratie militaire; ses dédains mêmes servaient à son crédit, et comme il les alliait aux façons de la vieille société, la société nouvelle semblait par lui se rattacher à la cour des rois : ainsi la vanité de la révolution fit longtemps son autorité, et la pénétration de son esprit put lui faire pressentir que son ascendant s'affaiblirait peut-être le jour où il se trouverait à une cour véritable entouré seulement que de ses pareils.

Quoi qu'il en soit, il eut à garder jusqu'au bout son ascendant; et c'est pourquoi il fut prompt à suivre les mouve-

ments et les instincts de la politique qui devait sortir de la victoire [1].

Il n'eut point de peine à dominer les semblants de délibération dans cette assemblée de sénateurs convoqués à la parole de l'empereur de Russie. Soixante-quatre sénateurs étaient présents; Barthélemy les présidait. Un gouvernement provisoire fut d'abord institué : il se composa du prince de Bénévent, du général Beurnonville, du comte de Jaucourt, du duc d'Alberg, et de l'abbé de Montesquiou; Dupont de Nemours en fut le secrétaire général. Ce gouvernement devait pourvoir à l'administration, et préparer une Constitution dont le projet serait soumis au Sénat.

Cependant quelque résistance se déclarait contre des actes aussi soudains. Les impériaux, vaincus par les événements, ne cédaient pas volontiers à la politique de quelques sénateurs, et ainsi trois Gouvernements étaient en présence : la régence à Blois, Napoléon à Fontainebleau, et ce gouvernement provisoire né sous les armes de l'Europe, chacun parlant à la France et invoquant des droits contraires [2]. Un moment on put croire que la voix de l'impératrice Marie-Louise serait entendue au conseil des souverains. Mais son père, l'empereur d'Autriche, n'était pas de force à opposer l'affection à la politique, et tout pliait sous une sorte de fatalité plus puissante et plus rapide que les calculs.

Vainement des proclamations, des circulaires, des levées d'hommes ou des négociations partirent de Blois. Vainement aussi les impériaux, dans le délaissement graduel de Napoléon, se rattachaient à l'hérédité de son fils. Le Gouvernement provisoire, qui semblait devoir être le moins en

[1] Un homme, qui eut à voir de près les incidents politiques qui se mêlèrent aux derniers événements de la guerre, a raconté la part singulière que Talleyrand prit aux résolutions des souverains, et notamment de l'empereur Alexandre. — *Vie du prince de Talleyrand*, par Michaud, l'éditeur de la *Biographie universelle.*

[2] Histoire *de la Régence de l'impératrice Marie-Louise*, par M. Lebodcy, 1814.

état d'avoir prise sur les opinions, domina les résistances, soit parce qu'il annonçait quelque chose de nouveau, séduction puissante sur une nation mobile, soit parce qu'il n'hésitait point dans ses actes, manière assurée de s'emparer de l'assentiment public.

Il se hâta de faire une adresse aux armées françaises :

« Soldats, disait-il, la France vient de briser le joug sous lequel elle gémit depuis tant d'années.

» Vous n'avez jamais combattu que pour la patrie, vous ne pouvez plus combattre que contre elle sous les drapeaux de l'homme qui vous conduit.

» Voyez tout ce que vous avez souffert de sa tyrannie. Vous étiez naguère un million de soldats, presque tous ont péri ; on les a livrés au fer de l'ennemi sans subsistances, sans hôpitaux ; ils ont été condamnés à périr de misère et de faim.

» Soldats, il est temps de finir les maux de la patrie ; la paix est dans vos mains, la refuserez-vous à la France désolée ? Les ennemis même vous la demandent ; ils regrettent de ravager ces belles contrées, et ne veulent s'armer que contre votre oppresseur et le nôtre. Seriez-vous sourds à la voix de la patrie, qui vous rappelle et vous supplie ; elle vous parle par son Sénat, par sa capitale et surtout par ses malheurs ; vous êtes ses plus nobles enfants, et ne pouvez appartenir à celui qui l'a ravagée, qui l'a livrée sans armes, sans défense, qui a voulu rendre votre nom odieux à toutes les nations, et qui aurait peut-être compromis votre gloire, si un homme qui n'est pas même Français pouvait jamais affaiblir l'honneur de nos armes et la générosité de nos soldats.

» Vous n'êtes plus les soldats de Napoléon, le Sénat et la France entière vous dégagent de vos serments. »

Ainsi parlait le Gouvernement provisoire. C'était un langage de passion, et qui devait laisser au cœur des soldats une longue et fatale blessure ; mais telle était la pétulance des réactions, que les circonspects étaient emportés comme tous les autres, et nul ne soupçonnait qu'il fut sage de ménager autrement la fierté d'une armée vouée à

la fortune de Napoléon et associée à ses malheurs comme à sa gloire.

En même temps paraissait un décret du Sénat qui frappait Napoléon de déchéance [2 avril].

L'histoire doit conserver cet acte comme un monument des retours et aussi des lâchetés politiques, non que le décret ne fut pas motivé, mais il l'était pour des méfaits qu'il n'était point donné au Sénat de flétrir, après tant d'excitations données à l'arbitraire, et de si éclatantes glorifications de la servitude.

2 avril. — « Considérant, disait le décret, que dans une monarchie constitutionnelle le monarque n'existe qu'en vertu de la constitution ou du pacte social;

» Que Napoléon Bonaparte, pendant quelque temps d'un gouvernement ferme et prudent, avait donné à la Nation des sujets de compter, pour l'avenir, sur des actes de sagesse et de justice; mais qu'ensuite il a déchiré le pacte qui l'unissait au Peuple Français, notamment en levant des impôts, en établissant des taxes autrement qu'en vertu de la loi, contre la teneur expresse du serment qu'il avait prêté à son avénement au trône, conformément à l'article 53 des Constitutions du 25 floréal an XII;

11 novembre. — » Qu'il a commis cet attentat aux droits du peuple, lors même qu'il venait d'ajourner, sans nécessité, le Corps législatif, et de faire supprimer, comme criminel, un rapport de ce Corps auquel il contestait son titre et son rapport à la représentation nationale;

31 décembre. — » Qu'il a entrepris une suite de guerres, en violation de l'article 50 de l'acte des Constitutions de l'an VIII, qui veut que la déclaration de guerre soit proposée, discutée, décrétée et promulguée comme des lois;

5 mars. — » Qu'il a inconstitutionnellement rendu plusieurs décrets portant peine de mort, nommément les deux décrets du 5 mars dernier, tendant à faire considérer comme nationale une guerre qui n'avait lieu que dans l'intérêt de son ambition démesurée;

3 mars 1810. — » Qu'il a violé les lois constitutionnelles par ses décrets sur les prisons d'État;

» Qu'il a anéanti la responsabilité des ministres, confondu tous les pouvoirs et détruit l'indépendance des corps judiciaires;

» Considérant que la liberté de la presse, établie et consacrée comme l'un des droits de la nation, a été constamment soumise à la censure arbitraire de sa police, et qu'en même temps il s'est toujours servi de la presse pour remplir la France et l'Europe de faits controuvés, de maximes fausses, de doctrines favorables au despotisme, et d'outrages contre les gouvernements étrangers;

» Que des actes et rapports, entendus par le Sénat, ont subi des altérations dans la publication qui en a été faite.

» Considérant que, au lieu de régner dans la seule vue de l'intérêt du bonheur, et de la gloire du Peuple Français, aux termes de son serment, Napoléon a mis le comble aux malheurs de la patrie par son refus de traiter à des conditions que l'intérêt national l'obligeait d'accepter et qui ne compromettaient pas l'honneur français; par l'abus qu'il a fait de tous les moyens qu'on lui a confiés en hommes et en argent; par l'abandon des blessés sans secours, sans pansement, sans subsistances; par différentes mesures dont les suites étaient la ruine des villes, la dépopulation des campagnes, la famine et les maladies contagieuses;

» Considérant que, par toutes ces causes, le Gouvernement impérial établi par le sénatus-consulte du 28 floréal an XII, ou 18 mai 1804, a cessé d'exister, et que le vœu manifeste de tous les Français appelle un ordre de choses, dont le premier résultat soit le rétablissement de la paix générale, et qui soit aussi l'époque d'une réconciliation solennelle entre tous les Etats de la grande famille européenne;

» Le Sénat déclare et arrête CE QUI SUIT. »

Et *ce qui suit,* c'était l'abolition de l'Empire, de cet Empire que le Sénat *conservateur* devait défendre par ses actes, et que peut-être il avait précipité par ses adulations.

« Art. 1er. Napoléon Bonaparte est déchu du trône, et le droit d'hérédité établi dans sa famille est aboli.

» Art. 2. Le Peuple Français et l'armée sont déliés du serment de fidélité envers Napoléon Bonaparte. »

Tel était l'arrêt prononcé contre l'Empire après tant d'apothéoses.

Néanmoins, une image de liberté était montrée à la France, et l'enthousiasme public fit oublier les lâchetés du Sénat. L'empereur Alexandre, imagination chevaleresque, donna à ce mouvement des âmes une impulsion singulière. Une députation du Sénat s'étant présentée, il lui parla en ces termes : « Un homme qui se disait mon allié, est arrivé dans mes États en injuste agresseur; c'est à lui que j'ai fait la guerre et non à la France. Je suis l'ami du peuple de France. Ce que vous venez de faire redouble encore ce sentiment. Il est juste, il est sage de donner à la France des institutions fortes et libérales qui soient en rapport avec les lumières actuelles. Mes alliés et moi, nous ne venons que pour protéger la liberté de vos décisions. Pour preuve de cette alliance durable que je veux contracter avec votre nation, je lui rends tous les prisonniers français qui sont en Russie. Le Gouvernement provisoire me l'avait déjà demandé ; je l'accorde au Sénat d'après la résolution qu'il a prise aujourd'hui. »

Ainsi entre l'Empereur et le Sénat allait se partager la gratitude des familles; entre l'un et l'autre aussi allait se partager l'honneur de ce retour inattendu d'idées de liberté, contraste étonnant avec les idées de despotisme, sous lesquelles s'étaient façonnées les générations de l'Empire.

Tout suivit cette impulsion. Soixante-dix-sept membres du Corps législatif présents à Paris adhérèrent aux actes du Sénat ; la cour de cassation donna le même exemple ; et bientôt arrivèrent des adresses signées par les corps de ville, par les magistratures ou par les citoyens. De vieux jacobins semblaient les plus prompts à protester contre les violences fatales qui avaient fait passer la France tour à tour des excès de la licence aux excès de la dictature. La langue manquait d'expressions assez énergiques pour condamner surtout les crimes qui avaient mutilé la maison royale ; les plus coupables pensaient s'absoudre par l'éclat

de leurs anathèmes ; la révolution française recevait enfin un désaveu universel, et il semblait, à voir cette unanimité de malédictions contre l'anarchie et le despotisme à la fois, que la monarchie, appelée par tant de regrets et tant de vœux, n'allait avoir qu'à se montrer pour rendre à la France la paix des âmes et la sécurité de l'avenir.

Dans cette disposition générale, il fut aisé au gouvernement provisoire de populariser ses actes.

Des arrêtés donnèrent à tous les conscrits appelés et déjà rassemblés la liberté de retourner dans leurs foyers ; ceux qui n'étaient pas partis encore purent rester chez eux ; et enfin les bataillons déjà fournis par les départements furent renvoyés ; la dépopulation allait s'arrêter, la France allait jouir d'elle-même ; le Gouvernement fit alors cette adresse au peuple français : c'était le comble des anathèmes portés contre le pouvoir précipité :

« Français, au sortir des discordes civiles, vous avez choisi pour chef un homme qui paraissait sur la scène du monde avec les caractères de la grandeur. Vous avez mis en lui toutes vos espérances ; ces espérances ont été trompées : sur les ruines de l'anarchie il n'a fondé que le despotisme. Il devait au moins par reconnaissance devenir Français avec vous ; il ne l'a jamais été. Il n'a cessé d'entreprendre, sans but et sans motif, des guerres injustes, en aventurier qui veut être fameux. Il a dans peu d'années dévoré vos richesses et votre population. Chaque famille est en deuil ; toute la France gémit ; il est sourd à vos maux. Peut-être rêve-t-il encore à ses desseins gigantesques, même quand des revers inouïs punissent avec tant d'éclat l'orgueil et l'abus de la victoire. Il n'a su régner ni dans l'intérêt national, ni dans l'intérêt même de son despotisme. Il a détruit tout ce qu'il voulait créer, et recréé tout ce qu'il voulait détruire. Il ne croyait qu'à la force ; la force l'accable aujourd'hui : juste retour d'une ambition insensée ! Enfin, cette tyrannie sans exemple a cessé ; les puissances alliées viennent d'entrer dans la capitale de la France. Napoléon nous gouvernait comme un roi de barbares ; Alexandre et ses magnanimes alliés ne parlent que

le langage de l'honneur, de la justice et de l'humanité. Ils viennent réconcilier l'Europe avec un peuple brave et malheureux.

» Français, le Sénat a déclaré Napoléon déchu du trône; la patrie n'est plus avec lui; un autre ordre de choses peut seul la sauver. Nous avons connu les excès de la licence populaire, et ceux du pouvoir absolu; rétablissons la véritable monarchie, en limitant par de sages lois les pouvoirs divers qui la composent. Qu'à l'abri du trône paternel, l'agriculture épuisée refleurisse; que le commerce, chargé d'entraves, reprenne sa liberté; que la jeunesse ne soit plus moissonnée par les armes avant d'avoir la force de les porter; que l'ordre de la nature ne soit plus interrompu, et que le vieillard puisse espérer de mourir avant ses enfants.

» Français, rallions-nous; les calamités passées vont finir, et la paix va mettre un terme aux bouleversements de l'Europe. Les augustes alliés en ont donné leur parole. La France se reposera de ses longues agitations, et mieux éclairée par la double épreuve de l'anarchie et du despotisme, elle trouvera le bonheur dans le retour d'un gouvernement tutélaire. »

L'Histoire pourrait s'étonner de la dureté implacable des jugements qui tombaient sur ce pouvoir, de nos jours redevenu populaire après quarante ans de vicissitudes. Mais alors ils répondaient à peine à l'aversion que de longues douleurs avaient allumée dans toutes les âmes. L'Empire avait tenu la nation sous une oppression violente contre laquelle se faisait une réaction désordonnée. Tout avait été atteint par l'arbitraire : les corps publics, les magistratures, le sacerdoce, les lettres, les académies, les tribunes, les journaux, les théâtres; et aussi l'arbitraire étant vaincu, tout prenait un élan de liberté et de colère par où la nation semblait absoudre la victoire de l'Europe, et s'associer aux vengeances de tous les rois.

Mais la passion politique perdait trop aisément sa dignité en de tels retours. On vit la haine s'exercer sur les monuments et sur les emblèmes de l'Empire, et le gou-

vernement provisoire publia un arrêté pour modérer cette ardeur de représailles ; cet arrêté défendait toute expression outrageante contre le gouvernement renversé, « la cause de la patrie étant trop noble, disait-il, pour adopter aucun des moyens odieux dont il s'est servi. » En même temps, l'administration des postes publiait un avis, portant que « les lettres en immense quantité retenues depuis plus de trois ans dans le dépôt des Rebuts, à Paris, allaient être expédiées à leurs adresses. » Sorte de réparation qui ressemblait à une provocation de plus d'anathème ; et, chose étonnante ! plus ces manifestations avaient d'éclat, plus elles ramenaient de sécurité. Déjà les affaires et les travaux renaissaient parmi les malédictions jetées à l'Empire. La bourse surtout, cet indice moderne de la confiance, s'était ranimée ; on eût dit que Paris se sentait à l'aise sous le pied des chevaux de Cosaques qui foulaient ses jardins, et sous le glaive des rois qui occupaient ses palais [1].

Mais dans ce retour des opinions se consommaient des actes qui dépassaient les bornes de la passion et de la colère.

Napoléon avait amassé aux Tuileries de riches épargnes, fruit des contributions de guerre ; ce trésor, suivant un historien, s'élevait avant 1814 à 300 millions, et une grande partie venait de s'absorber dans la dernière campagne. Soixante millions avaient été prêtés à la caisse des consignations ; quarante millions aux droits réunis. On mit la main sur ce qui restait, et, dans un règlement de compte, l'État, débiteur, trouva le moyen de se porter créancier envers le trésor privé, et il y eut quittance, dit l'historien [2]. Un agent du trésor public alla de même revendiquer ce que l'Impératrice avait emporté à Blois, et ainsi rien ne manqua aux représailles de la politique, pas même l'odieux de la rapacité.

[1] Le 5 0/0 était le 29 mars à 45 fr. — Le 1er avril, jour de l'entrée des alliés, il monta à 51 fr. — Le 5, il était à 63 fr. 75 c.

[2] *Mém. de Bourrienne*, tom. X.

Mais les événements publics gardaient leur solennité, si ce n'est que parfois on la rendait théâtrale.

Le 10 avril, s'étala sur la place Louis XV une cérémonie religieuse et militaire; un autel immense était dressé; toutes les troupes étrangères étaient sur pied; elles couvraient la place, et de là se développaient par les boulevards jusqu'à la Bastille. La garde nationale était en armes devant l'autel; toutes les avenues de la place étaient fermées; le silence était profond. A midi, parurent six prêtres du rite grec, dans toute la magnificence de la parure orientale; et bientôt après, les monarques de la coalition victorieuse, avec le déploiement de leur cortége. Alors une Messe grecque fut dite à l'autel. Était-ce une pensée d'expiation? Était-ce une pensée de prosélytisme? Pour la population, ce fut une vaine pompe et un spectacle à peine aperçu; elle n'en chercha pas le mystère, et elle courut à d'autres émotions.

Au milieu de l'emportement des réactions, la situation de la France gardait ses difficultés et ses périls.

Il importait que la Nation ne restât pas désarmée en présence des masses étrangères qui avaient inondé son territoire; et Marmont fit un acte politique en signant, d'accord avec le Gouvernement provisoire, une convention avec le prince Schwartzemberg, par laquelle les troupes françaises, qui auraient quitté les drapeaux de Napoléon Bonaparte, conformément au décret du Sénat, pourraient se retirer en Normandie avec leurs armes, leurs bagages et leurs munitions, assurés des mêmes honneurs militaires que les troupes alliées se devaient mutuellement; cette même convention portait que si la personne de Napoléon Bonaparte tombait aux mains des puissances alliées, sa vie et sa liberté seraient garanties dans un pays circonscrit, au choix des puissances alliées et du Gouvernement français.

Marmont, par cette transaction, tout en cédant à la nécessité, sauvait ce qui restait de dignité politique à la France; en suspendant des combats impossibles, il tenait en réserve des bras armés. Mais en ces moments d'exaltation diverse, une telle pensée pouvait à peine être com-

prise. Les soldats de l'Empereur vaincu mordaient leurs armes de colère, et voyaient un traître en quiconque leur disait de réserver leur courage pour leur patrie. Néanmoins, le général Souham, à qui Marmont avait laissé le commandement de son corps près d'Essonne, décida dans la nuit les généraux à exécuter la convention; et près de dix mille hommes furent acheminés sur Versailles.

Cependant Napoléon était comme foudroyé à Fontainebleau. Sa volonté était flottante, son courage glacé! Près de cinquante mille hommes restaient encore à sa disposition; mais lui, si prompt à tenter les hasards, il ne comptait plus sur la guerre; il attendait le salut des négociations. Et il est vrai que ses maréchaux fidèles Lefèvre, Ney, Macdonald, Oudinot l'enveloppaient de conseils, au milieu desquels son énergie devait mourir. Tous lui parlaient de l'inutilité de la défense au sein d'un peuple qui partout se déclarait contre sa fortune et obéissait à la victoire. Le maréchal Ney, peu suspect de timidité, était le plus ardent à conseiller l'abdication de l'Empire; c'était, disait-il à Napoléon, l'unique moyen de transmettre le trône à son fils, sous la tutelle de l'Impératrice. Ce fut une longue et douloureuse lutte. Mille pensées contraires montèrent à l'esprit de cet homme, qui avait tenu le monde en ses mains, et à qui on disait qu'il n'avait plus qu'à jeter son sceptre, c'est-à-dire son épée, aux pieds de ceux qu'il avait si souvent et si longtemps vaincus. On a cru même que l'idée du suicide tourmenta une de ses dernières nuits [1]; ce qui est certain, c'est que nulle angoisse ne dût lui être épargnée; chacun de ses souvenirs était un déchirement, sa gloire même était un supplice.

Pendant ce temps on négociait de son sort à Paris.

Ney, Macdonald, Caulaincourt lui avaient arraché la résolution d'abdiquer en faveur de son fils. Un instant, cet acte de sacrifice parut arrêter toutes les décisions des souverains. L'empereur Alexandre qu'on avait fait arbitre des événements hésita deux jours; mais l'opinion publique

[1] Voyez le récit de Bourrienne. *Mém.*, tom. X.

avait pris les devants, et elle courait sans calcul à une révolution déjà consommée. Il fallut céder à cette impulsion, plus puissante que les combinaisons et les regrets de la politique; l'empereur Alexandre déclara enfin que les souverains n'accepteraient qu'une abdication absolue.

Cette décision assurait la restauration des Bourbons; et le gouvernement provisoire avait hâte de s'emparer de ce dénouement inévitable, en le réduisant d'avance en une formule politique. Il écrivit donc précipitamment son plan de constitution, pour s'en faire une force, soit contre les hésitations des souverains, soit contre les entraînements des opinions.

« Le Peuple Français, disait ce projet, appelle librement au trône de France Louis-Stanislas-Xavier de France, frère du dernier Roi, et, après lui, les autres membres de la famille des Bourbons dans l'ordre ancien. » Un article portait: « La présente constitution sera soumise à l'acceptation du Peuple Français, dans la forme qui sera réglée. Louis-Stanislas-Xavier sera proclamé Roi des Français, aussitôt qu'il aura juré et signé un acte, portant: j'accepte la constitution, je jure de l'observer et de la faire observer. » La constitution d'ailleurs réglait les formes du Gouvernement; elle instituait deux assemblées délibérantes; le Sénat était inamovible et héréditaire, à la nomination du roi, avec des dotations opulentes et inaliénables.

La pensée personnelle se trahissait trop dans un tel projet pour qu'il put dominer la marche des événements. Mais le Gouvernement provisoire, appliqué à garder les allures de la Révolution dans le rétablissement de la Monarchie, n'espérait pas moins faire servir l'une et l'autre à l'ambition et à la convoitise d'un petit nombre d'hommes prêts à les servir tour à tour.

En même temps, on laissait à l'enthousiasme tous ses élans. Un arrêté ordonna à la garde nationale de prendre la cocarde blanche, « qui redevient dès ce moment, disait le Gouvernement, la cocarde nationale et le signe de ralliement des Français. » Ce fut le signal de manifestations impétueuses. Tous les citoyens se revêtirent de la cocarde

blanche; les étrangers s'étonnaient de ce retour rapide, universel, à des instincts royalistes, chez un peuple qui avait brisé la monarchie avec tant d'éclat et s'était fait le missionnaire de la Révolution dans toute l'Europe : mobilité souvent reprochée à la Nation française, mais qui accuse peut-être ceux qui la gouvernent; le peuple, en France comme ailleurs, ne change que si on le laisse aller à la fantaisie de ses passions; le secret, c'est de le conduire.

Mais, tandis que Paris voyait se dénouer son drame politique, un dernier éclat de guerre vint attester jusqu'où pouvait aller la fidélité militaire de la France.

Le maréchal Soult, on l'a vu, avait manœuvré le long des Pyrénées sous la poursuite de Wellington, ne paraissant pas s'enquérir des transactions qui pouvaient se faire ailleurs, pensant avoir à défendre l'honneur, même quand il n'y aurait plus à défendre l'Empire.

Arrivé à Toulouse le 24 mars, il s'était mis à couvrir cette ville, ouverte, par des ouvrages qui en avaient fait en quinze jours un vaste camp retranché. Là il s'établit avec ses vingt-sept mille hommes et six mille conscrits récemment levés dans le midi et à peine armés. Wellington était suivi de toutes ses forces; mais avec ses quatre-vingt-cinq mille combattants il hésitait à attaquer la petite armée française, derrière ses redoutes improvisées et formidables. Et toutefois des deux côtés on semblait vouloir achever une longue lutte par un dernier tournoi : les Anglais pour couronner leurs victoires, les Français pour ennoblir ou venger leurs revers. Ainsi, le 10 avril, tandis que Paris saluait d'avance l'apparition d'un pouvoir nouveau, Toulouse vit sous ses murs s'engager une bataille horrible, comme si elle avait dû décider ou changer des événements déjà consommés! Les Français foudroyèrent de leurs positions les masses anglaises, et, à la fin du jour, une seule redoute leur avait été enlevée; le champ de bataille était au soir jonché de cadavres : plus de vingt-cinq mille Anglais étaient hors de combat, les Français avaient eu de trois à quatre mille tués ou blessés! Soult se disposait à continuer le lendemain cette lutte sanglante; Wellington passa le jour à

enterrer ses morts. Déjà Paris envoyait ses nouvelles, et le Midi tout entier frémissait de voir la guerre se continuer pour une cause perdue. Alors commencèrent les murmures contre la renommée du maréchal Soult; on supposait qu'il avait dû connaître les résolutions de Paris, tandis que l'état-major anglais pouvait seul en être informé, puisqu'il occupait les routes jusqu'à Albi. Soult ne vit pas moins qu'il fallait désormais arrêter l'effusion de sang, et, dans la seconde nuit, il se dirigea avec son armée vers le département de l'Aude, emportant le souvenir d'une grande journée, et laissant le monde convaincu qu'avec les renforts que Suchet pouvait amener de l'Arragon, il eût été possible d'embarrasser sinon de renverser par une guerre désespérée les décisions et les calculs de la politique.

Mais tout s'achevait par des déterminations rapides. Le 11 avril, Ney, Macdonald et Caulaincourt signaient un traité avec les ministres de Russie, d'Autriche et de Prusse, par lequel Napoléon, pour lui et les siens, renonçait à tout droit de domination et de souveraineté, tant sur l'Empire français et sur le royaume d'Italie, que sur tout autre pays. « L'île d'Elbe désignée pour le lieu de son séjour, formera, disait le traité, sa vie durant, une principauté séparée qui sera possédée par lui en toute souveraineté et propriété. Il lui sera réservé, à lui et à sa famille, dans les pays auxquels il renonce, un revenu de cinq millions. L'Impératrice Marie-Louise recevra en toute propriété et souveraineté les duchés de Parme et de Plaisance, lesquels passeront à son fils. Il sera formé un établissement convenable, hors de France, au prince Eugène, vice-roi d'Italie. »

L'Angleterre n'était point partie contractante à ce traité; mais elle y accéda pour les stipulations relatives à l'île d'Elbe et aux États de Parme.

Alors le vieux palais de Fontainebleau fut témoin de scènes touchantes.

Napoléon, ayant reçu le traité signé avec les ministres des puissances [11 avril], se soumit à ce qu'il avait ap-

pelé si souvent la fatalité, et il écrivit l'acte suivant d'abdication :

« Les puissances alliées ayant proclamé que l'empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'empereur Napoléon, fidèle à son serment, déclare qu'il renonce, pour lui et ses héritiers, aux trônes de France et d'Italie, parce qu'il n'est aucun sacrifice personnel, même celui de sa vie, qu'il ne soit prêt à faire à l'intérêt des Français. »

Ce fut la fin de tant de drames.

Macdonald, seul des maréchaux, était resté auprès de Napoléon. C'était celui qui avait gardé la plus longue fidélité à la République ; il gardait la même fidélité à l'Empire : un de ces rares caractères qui restent fermes dans toutes les fortunes ; il avait été longtemps délaissé par Napoléon ; il se vengeait des torts par la générosité. C'est à l'amitié de ce dernier serviteur que Napoléon put confier ses dernières angoisses. « Je ne suis plus assez riche, lui dit-il, pour récompenser vos derniers services. — Vous le savez, répondit le maréchal, l'intérêt ne m'a jamais guidé. — Je le sais ; je vois maintenant comme on m'avait trompé sur votre compte. — Sire, je vous l'ai dit, depuis 1809, je suis à vous, à la vie et à la mort. « Puisque je ne puis plus vous récompenser comme je le voudrais, reprit Napoléon, je veux au moins qu'un souvenir, bien faible à la vérité, puisse vous rappeler sans cesse que je n'oublierai jamais ce que vous avez fait pour moi. » Et il se fit apporter un sabre qui lui avait été donné par Murad-Bey en Égypte, et qu'il portait à la bataille du Mont-Thabor. « Voilà, mon digne ami, lui dit-il, une récompense qui, je crois, vous fera plaisir. » — « Si jamais j'ai un fils, dit le maréchal, ce sera son plus bel héritage. — Donnez-moi la main, dit Napoléon, et embrassez-moi ! » et les deux frères d'armes se jetèrent dans les bras l'un de l'autre en versant des larmes[1].

[1] *Mém. de Bourrienne*, tom. X. « Ces détails, ajoute le narrateur, je les ai recueillis, en 1814, de la bouche même du maréchal. »

Après quoi Macdonald put se soumettre à l'autorité nouvelle : Napoléon n'était plus Empereur.

Ainsi tombait du trône Napoléon, cet homme devant qui tous les souverains et tous les peuples s'étaient inclinés, et qui semblait devoir tenir pour toujours le monde en ses mains. L'abus de la puissance le précipita. Génie surprenant, favorisé par des événements merveilleux, il manqua, non de ce qui fait les grandes élévations, mais de ce qui les perpétue ; il fut confiant dans sa destinée, il ne fut pas prévoyant ; il fut heureux, il ne fut pas sage. La prospérité l'étourdit, la gloire l'enivra ; il avait sauvé la France de l'anarchie, il la plongea dans la servitude. Il eut l'instinct du gouvernement, il n'en eut pas la modération ; il ne crut à aucune règle du commandement ; il ne crut qu'à la puissance de l'arbitraire. Né sur le trône, dans une société ordonnée, il eût apparemment exercé son génie avec éclat, mais sans avoir à troubler et à désoler la terre ; ce qui emporta ses desseins par-delà toutes les bornes, ce fut un certain besoin de se légitimer par une domination excessive ; le soupçon de quelque essai de résistance auprès ou au loin, inquiétait son pouvoir ; de là un système de gouvernement armé de guerre implacable et de police ombrageuse. Nulle vie ne fut plus active, nulle aussi ne fut plus tourmentée. Ses nuits étaient sombres. On sait l'appareil sinistre de défense qui protégeait son sommeil. On l'eut dit poursuivi par la terreur comme un coupable. La conscience des grandes choses qu'il avait faites pour la France ne suffisait point à sa sécurité ; et ni le silence qu'il avait imposé aux tribunes et à la presse, ni l'adulation de ses esclaves, ni l'adoration de ses soldats, ni l'admiration même de ses ennemis n'abritaient ses défiances contre les haines dont il se sentait poursuivi. On s'est étonné plus tard de l'acharnement des opinions à poursuivre cet homme dans sa chute ; il ne s'explique pas seulement par la méchanceté, ou la mobilité, ou l'ingratitude, mais par l'impression si vive alors des longues douleurs de la Nation. Facilement les générations oublient les maux d'une époque qui s'éloigne ; facilement aussi elles se passionnent pour une

renommée qui survit au malheur. Telle a été la destinée de Napoléon; on le vit tomber sous la malédiction universelle; peu après la société, réparant ses désastres, l'admiration se ranima; on eut dit que les hommes étaient fiers d'avoir été foulés par un tel despote; mais l'histoire garde sa justice entre ces alternatives de flétrissure et d'apothéose.

Il serait long, et il est superflu de résumer ici les actes isolés qui laissaient en 1814 sur le règne de Napoléon une triste empreinte. Entre ces souvenirs récents ou ravivés, l'esprit de réaction rappelait surtout les actes qui avaient insulté la foi, révolté l'humanité, désolé et dépeuplé les familles. Le meurtre du duc d'Enghien était redit avec horreur; la captivité de Pie VII était racontée comme un martyre; on supputait avec une minutie implacable les exterminations d'hommes, dues à douze ou quinze ans de guerre. L'imagination s'allumait à ces récits, et la réalité des biens versés sur une société dévastée par l'anarchie ne s'offrait à personne comme un tempérament de si grands maux.

Et il est vrai que chaque famille en France était juge de l'exactitude des tables mortuaires qui se dressaient comme une accusation contre l'Empire. On savait les levées d'hommes ordonnées par des lois ou par des sénatus-consultes, de 1805 à 1813. Deux millions cent soixante-treize mille hommes avaient été absorbés par la conscription, sans compter les armées que le Directoire avait léguées à l'Empire, les levées en masse, les gardes nationales mobilisées, tant d'hommes d'abord libérés et ensuite repris sous des noms divers par des artifices d'une habileté tyrannique ; et de ce total immense d'hommes enlevés au travail, à la terre, au commerce, à tous les arts, la plupart étaient morts sur les champs de bataille ; le reste était dispersé, prisonnier ou mutilé ! C'était un vide lamentable dans la population, et chaque famille le sondait avec stupeur.

Ce qui depuis a étonné l'histoire, c'est que Napoléon, doué de génie et disposant d'une nation qui se livrait de la

sorte à sa volonté, n'eût pu que semer la perturbation, sans assurer la perpétuité de son pouvoir. Il aspirait à l'imitation de Charlemagne ; mais Charlemagne avait dominé et réglé l'Europe, et il la laissa en partage à ses enfants. Napoléon toucha l'Europe de ses armes plutôt qu'il ne la dompta par son autorité. La dissemblance de ces deux natures et de ces deux destinées, c'est que Charlemagne avait mis son génie au service de la société ; Napoléon voulut assujettir la société à son génie. Napoléon crut qu'il dépendait de lui de se substituer aux droits et aux coutumes de tous les peuples. Il allait secouant les trônes, précipitant les vieux rois, et mettant à leur place des rois nouveaux ; de chacun de ses frères, il avait fait un monarque et un chef d'empire, comme si les Nations, même dans les temps de désenchantement patriotique, se laissaient tomber sous des dynasties imposées par le glaive.

C'est par là que Napoléon faussa sa grandeur. L'alliance des royautés humiliées resta ennemie; le secours des royautés nouvelles fut stérile.

Aussi quand le sort des armes devint contraire, cette domination dynastique, tentée sur l'Espagne, sur l'Italie, sur l'Allemagne, accrut les périls et précipita les revers. Tout devint impuissance ou trahison, et Napoléon ne pouvant se multiplier pour défendre des établissements que la conscience publique n'avait jamais affermis, put soupçonner alors la chimère d'une politique dont la condition était la guerre permanente et la servitude générale.

Et enfin ce qui attriste, c'est que le résultat définitif de desseins si vastes était la diminution et pouvait être la ruine de la France.

La France, telle que la monarchie l'avait laissée à la Révolution française, était grande et respectée ; toutes les conquêtes qu'elle avait faites graduellement étaient intactes. La Révolution avait élargi ses limites par des guerres impétueuses, et Napoléon semblait ne devoir s'appliquer qu'à affermir un empire qui touchait au Rhin, courait le long des Alpes, et dominait par la Savoie toute l'Italie. Il eut été beau de laisser, même en tombant du

trône, un tel héritage de force. Il ne fallait pour cette espèce de gloire qu'un peu de sagesse; l'éclat du génie fut de trop. Après vingt-cinq ans de guerre, la France dut s'applaudir de retrouver les bornes que lui avaient posées ses rois : triste fin de tant d'exterminations et de conquêtes.

Quiconque voudra étudier les causes d'une fortune si diverse dans un génie si mystérieux devra en noter une qui domine toutes les autres : le mépris des hommes, je ne dis pas de leur vie, mais de leur dignité.

Napoléon ne crut à aucun droit ni même à aucune force; peuples et rois lui étaient des instruments, et il témoignait son dédain pour les gouvernements par des paroles et par des actes peu dignes d'un monarque qui veut être honoré, ne fut-il qu'un monarque parvenu.

De là, d'une part, une témérité extrême dans les aventures; de l'autre, une ténacité sombre dans les résistances.

Napoléon arma contre lui à diverses reprises les coalitions : on ne croyait point aux alliances d'un souverain, qui ne croyait lui-même qu'à l'asservissement des rois.

C'est une remarque déjà faite, « Napoléon, dit un historien, qui serait observateur, s'il n'était plein de passion; Napoléon sacrifiait la France, sa patrie adoptive, ses plus fidèles serviteurs, ses frères, à son individuelle satisfaction, telle qu'elle existait à l'instant même de sa rapide pensée. Il ne connut ni la marine ni le caractère des Anglais; il n'aperçut jamais l'efficacité de leur constitution. Parce qu'il avait méprisé les Italiens, les Turcs, les Egyptiens, il méprisa les Allemands, les Espagnols, les Russes. Il soulevait de formidables coalitions : après les avoir impétueusement abattues, il les relevait, comme pour se distraire de la monotonie de ses trêves [1]. »

C'est ce mépris des hommes, qui jeta Napoléon en des entreprises étranges. De son trône, il lançait la foudre sur les dynasties; et chose étonnante! En même temps qu'il

[1] *Revue chronologique de l'histoire de France*, 1789-1818.

traitait les peuples et les rois avec dédain, les peuples et les rois lui prodiguaient le respect; ils répondaient à l'insulte par l'admiration, comme pour s'absoudre eux-mêmes de leurs humiliations. L'idée de sa supériorité était partout répandue. De là une popularité singulière jusque parmi les vaincus. Napoléon put croire que le monde ne demandait pas mieux que d'être esclave.

Tout donc contribua à égarer ce génie. Et par là s'explique la diversité des jugements prononcés par les contemporains et par l'histoire. L'admiration l'a exalté, la haine l'a flétri; entre ces opinions outrées reste debout la renommée d'un homme, né pour une époque qui ne ressemblait à aucune autre, doué de tout ce que Dieu donne d'extraordinaire à ceux qu'il charge de corriger les Nations et de punir les rois, et capable de remplir ce double office par la terreur ou par la justice, par la violence ou par l'ordre, par le meurtre ou par les lois.

On a dit de Napoléon que c'était la *Révolution à cheval*; l'image était pittoresque; j'ai dit avec moins de poésie que Napoléon fut la *Révolution disciplinée*; et c'est encore ce qui explique les contrastes de son règne.

Les jacobins tombèrent à ses pieds et consentirent à être comtes et sénateurs; c'est que, indépendamment de la mobilité des passions humaines, si promptes à se transformer sous l'impulsion de l'égoïsme, les jacobins voyaient la Révolution comme incarnée et vivante dans l'Empire. Et comme la société en tous les temps a besoin de règle, ceux des Français qui exécraient la Révolution pour ses crimes, mais qui l'aimaient pour ses nouveautés, durent aussi accepter l'Empire, qui réalisait la Révolution telle qu'ils pensaient l'avoir conçue; c'était la discipline, mais c'était aussi la Révolution.

Et quant aux hommes de la société antique, aux survivants des vieilles races, des vieilles magistratures et même de la vieille bourgeoisie chrétienne, la plupart avaient pu s'habituer à une forme de pouvoir qui les vengeait des forfaits révolutionnaires par l'exagération de la monarchie. Ainsi toute la France obéissait, et cette universalité de

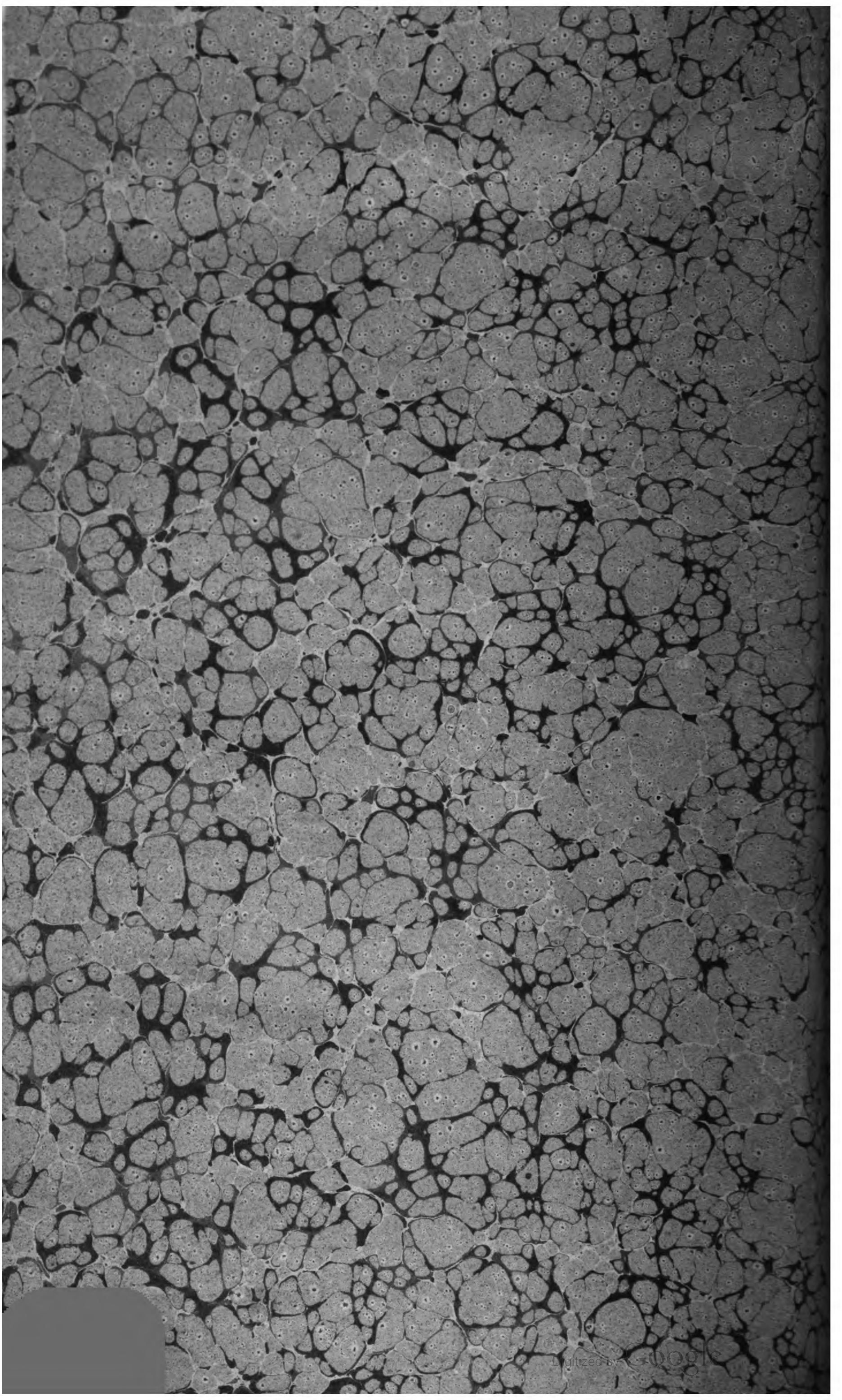
soumission atteste encore combien il semblait devoir être facile à l'Empire de s'enraciner par la modération. Mais l'Empire était un passage, et il fut violent comme une tempête; c'est à ce prix qu'il avait à servir d'instrument aux expiations de la Providence.

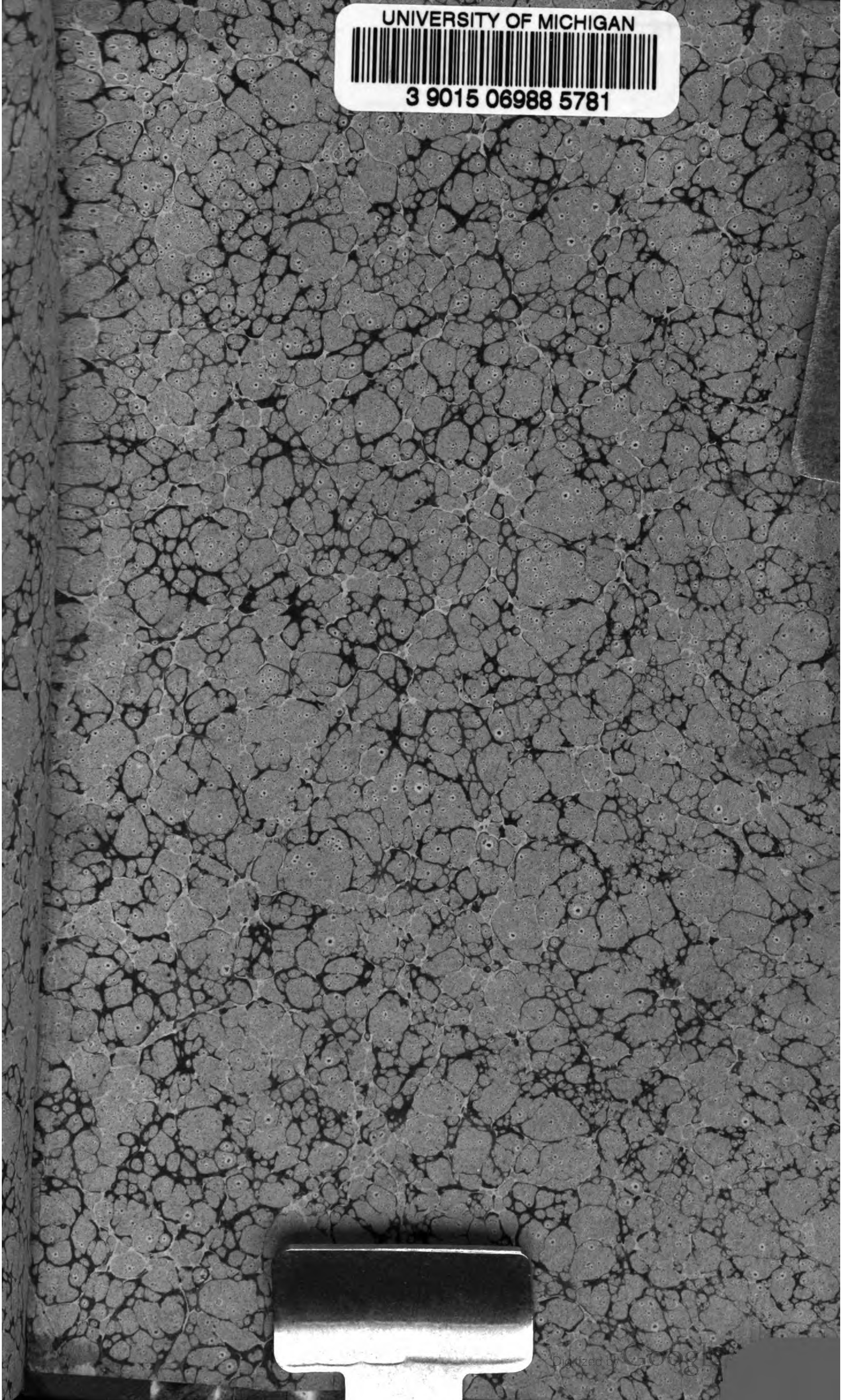
FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES CHAPITRES.

FIN DE LA TABLE.

POITIERS. — IMPRIMERIE DE HENRI OUDIN.




UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 06988 5781
Digitized by Google

